



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Rapport annuel de performances

Annexe au projet de loi relative aux résultats de la gestion
et portant approbation des comptes de l'année 2023

Budget général
Mission ministérielle

Défense



2023

Note explicative

Cette annexe au projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2023 est prévue par l'article 54-4° de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Ce document présente et explique les réalisations effectives concernant l'ensemble des moyens regroupés au sein d'une mission et alloués à une politique publique. Il comprend les rapports annuels de performances des programmes qui lui sont associés. Les rapports annuels de performances rendent compte de l'exécution des engagements pris dans les projets annuels de performances accompagnant la loi de finances pour 2023, tant en termes d'exécution des crédits que de compte-rendu en matière de performance, d'activité des opérateurs de l'État.

Cette annexe par mission récapitule les crédits consommés (y compris les fonds de concours et attributions de produits) et les emplois utilisés en 2023 en les détaillant par programme, action, titre et catégorie.

La maquette budgétaire (Mission Programme Action Objectif Indicateur Opérateurs) est celle de la loi de finances pour 2023. Le cas échéant, les données relatives à l'exécution 2022 peuvent avoir été retraitées.

Dans une première partie, le bilan de la programmation pluriannuelle, la récapitulation des crédits et des emplois ainsi que l'analyse des coûts sont présentés de façon synthétique au niveau de la mission.

Chaque programme constitutif de la mission est ensuite détaillé. Les parties relatives aux programmes comprennent les éléments suivants :

La présentation de la consommation effective et de la prévision initiale des crédits ainsi que le détail des charges et des dépenses fiscales :

- les crédits, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), sont détaillés selon la nomenclature par destination (programmes et actions) et par nature (titres et catégories). Les fonds de concours ouverts (FdC) et les attributions de produits (AdP) réalisées en 2023, ainsi que leurs évaluations initiales sont précisés ;
- les crédits 2022 ;
- les charges du programme, évaluées par action ;
- les dépenses fiscales rattachées au programme.

Le rapport annuel de performances qui regroupe :

- le bilan stratégique du programme ;
- pour chaque objectif de performance, les résultats attendus et obtenus des indicateurs et une analyse de ces résultats ;
- la justification au premier euro des mouvements de crédits et des dépenses constatées. Elle rappelle le contenu physique et financier du programme, les déterminants de la dépense effective, ainsi que les raisons des écarts avec la prévision initiale. Un échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement est aussi présenté ;
- une présentation des réalisations effectives des principaux opérateurs et des emplois effectivement rémunérés.

Sauf indication contraire, **les montants de crédits figurant dans les tableaux du présent document sont exprimés en euros**. Les crédits budgétaires sont présentés, selon l'article 8 de la LOLF, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Les emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT). On distingue les effectifs physiques qui correspondent aux agents rémunérés, quelle que soit leur quotité de travail et les ETPT (équivalents temps plein travaillé) correspondant aux effectifs physiques pondérés par la quotité de travail des agents. À titre d'exemple, un agent titulaire dont la quotité de travail est de 80 % sur toute l'année, correspond à 0,8 ETPT ou encore, un agent en CDD de 3 mois, travaillant à temps partiel à 80 % correspond à 0,8 x 3/12 ETPT.

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| MISSION : Défense | 9 |
| Bilan de la programmation pluriannuelle | 10 |
| Récapitulation des crédits et des emplois | 11 |
| PROGRAMME 144 : Environnement et prospective de la politique de défense | 17 |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances | 18 |
| Objectifs et indicateurs de performance | 22 |
| 1 – Améliorer le niveau de sécurité des forces et du patrimoine industriel et économique lié à la défense (DRSD) | 22 |
| 2 – Développer les capacités scientifiques technologiques et industrielles nécessaires à la défense | 23 |
| 3 – Développer des capacités spatiales et de défense souveraines | 25 |
| 4 – Contribuer à l'autorisation et au contrôle des transferts des biens et technologies sensibles | 26 |
| Présentation des crédits | 27 |
| Justification au premier euro | 33 |
| Éléments transversaux au programme | 33 |
| Dépenses pluriannuelles | 38 |
| Justification par action | 40 |
| 03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France | 40 |
| 07 – Prospective de défense | 48 |
| 08 – Relations internationales et diplomatie de défense | 58 |
| Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État | 62 |
| Opérateurs | 66 |
| ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne | 66 |
| ENSTA Paris - Ecole nationale supérieure de techniques avancées | 71 |
| ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace | 77 |
| ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales | 82 |
| X - Ecole polytechnique | 87 |
| IPP - Institut Polytechnique de Paris | 94 |
| PROGRAMME 178 : Préparation et emploi des forces | 99 |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances | 100 |
| Objectifs et indicateurs de performance | 103 |
| 1 – Assurer la fonction stratégique connaissance-anticipation | 103 |
| 2 – Assurer la fonction stratégique de prévention | 105 |
| 3 – Assurer la fonction stratégique de protection (sauvegarde) | 106 |
| 4 – Assurer la fonction stratégique intervention | 109 |
| 5 – Assurer la préparation des forces dans les délais impartis pour permettre la montée en puissance maximale des capacités militaires prévues | 112 |
| 6 – Renforcer l'efficacité du soutien | 114 |
| Présentation des crédits et des dépenses fiscales | 117 |
| Justification au premier euro | 128 |
| Éléments transversaux au programme | 128 |
| Justification par action | 136 |
| 01 – Planification des moyens et conduite des opérations | 136 |
| 02 – Préparation des forces terrestres | 148 |
| 03 – Préparation des forces navales | 157 |
| 04 – Préparation des forces aériennes | 167 |
| 05 – Logistique et soutien interarmées | 175 |
| 06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | 199 |
| 07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | 204 |

| | |
|--|------------|
| Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État | 207 |
| Opérateurs | 209 |
| Ecole de l'air et de l'espace | 209 |
| Ecole navale | 214 |
| PROGRAMME 212 : Soutien de la politique de la défense | 219 |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances | 220 |
| Objectifs et indicateurs de performance | 223 |
| 1 – Réussir la transformation du ministère et garantir les grands équilibres portés par la LPM | 223 |
| 2 – Mettre les infrastructures à la disposition des forces armées en maîtrisant les coûts et les délais. | 226 |
| 3 – Rationaliser le développement des projets informatiques | 227 |
| 4 – Renforcer l'efficacité du soutien sur des fonctions cibles | 228 |
| Présentation des crédits et des dépenses fiscales | 230 |
| Justification au premier euro | 251 |
| Éléments transversaux au programme | 251 |
| Dépenses pluriannuelles | 273 |
| Justification par action | 284 |
| 04 – Politique immobilière | 284 |
| 05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion | 288 |
| 06 – Politiques des ressources humaines | 291 |
| 08 – Politique culturelle et éducative | 297 |
| 10 – Restructurations | 300 |
| 11 – Pilotage, soutien et communication | 304 |
| 50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense" | 309 |
| 51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense" | 310 |
| 52 – Relations internationales | 310 |
| 53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces " | 311 |
| 54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 312 |
| 55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 313 |
| 56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 314 |
| 57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 314 |
| 58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 315 |
| 59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 316 |
| 60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière" | 317 |
| 61 – Action sociale, chômage et pensions | 318 |
| 62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative" | 319 |
| 63 – Restructurations - RH | 319 |
| 64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien " | 320 |
| 65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant" | 321 |
| 66 – Rayonnement et contribution extérieure | 322 |
| 67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH | 323 |
| Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État | 325 |
| Opérateurs | 328 |
| ECPAD - Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense | 328 |
| Musée de l'air et de l'espace | 332 |
| Musée de l'armée | 336 |
| Musée national de la marine | 341 |
| SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine | 346 |

| | |
|--|------------|
| PROGRAMME 146 : Équipement des forces | 353 |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances | 354 |
| Objectifs et indicateurs de performance | 356 |
| 1 – Mettre à la disposition des armées les armements et matériels nécessaires au succès des opérations des forces armées | 356 |
| 2 – Assurer une efficacité maximale de la dépense d'équipement des forces | 359 |
| Présentation des crédits | 361 |
| Justification au premier euro | 378 |
| <i>Éléments transversaux au programme</i> | 378 |
| <i>Justification par action</i> | 387 |
| 06 – Dissuasion | 387 |
| 07 – Commandement et maîtrise de l'information | 404 |
| 08 – Projection - mobilité - soutien | 478 |
| 09 – Engagement et combat | 512 |
| 10 – Protection et sauvegarde | 574 |
| 11 – Préparation et conduite des opérations d'armement | 606 |
| 12 – Parts étrangères et programmes civils | 614 |
| 13 – Soutien à l'effort de défense de pays tiers | 618 |
| Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État | 621 |

MISSION
Défense

Bilan de la programmation pluriannuelle

CONTRIBUTION AU PLAN FRANCE RELANCE

(en millions d'euros)

| Volets du plan de relance / Programme | AE CP | Prévision | Exécution |
|---------------------------------------|----------|----------------|-----------------|
| | | | |
| Indépendance et compétitivité | | 0 0 | 2 51 |
| 146 Équipement des forces | | 0 0 | 2 51 |
| Total | | 0 0 | 2 51 |

OBJECTIFS ET INDICATEURS LES PLUS REPRÉSENTATIFS DE LA MISSION

OBJECTIF 1 : Assurer la fonction stratégique intervention (P178)

Indicateur 1.1 : Capacité des armées à intervenir dans une situation mettant en jeu la sécurité de la France (P178)

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|----------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Armée de terre | % | 90 | 80 | 90 | 90 | cible atteinte | 90 |
| Marine | % | 78 | 87 | 88 | 88 | cible atteinte | 85 |
| Armée de l'air | % | 75 | 65 | 65 | 65 | cible atteinte | 65 |
| SSA | % | 100 | 90 | 100 | 74 | absence amélioration | 100 |
| DIRISI | % | 99 | 99 | 99 | 99 | cible atteinte | 99 |

OBJECTIF 2 : Mettre à la disposition des armées les armements et matériels nécessaires au succès des opérations des forces armées (P146)

Indicateur 2.1 : Taux de réalisation des équipements (P146)

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Progression dans la réalisation des opérations d'armement principales | % | 69,5 | 73,8 | 85 | 64,8 | absence amélioration | 85 |
| dont progression dans la réalisation des opérations d'armement principales du système de forces commandement et maîtrise de l'information | % | 63,4 | 97,6 | 80 | 46,7 | absence amélioration | 80 |
| dont progression dans la réalisation des opérations d'armement principales du système de forces projection- mobilité- soutien | % | 70,5 | 42,2 | 80 | 59 | amélioration | 80 |
| dont progression dans la réalisation des opérations d'armement principales du système de forces engagement et combat | % | 72,8 | 60,9 | 85 | 87,8 | cible atteinte | 85 |
| dont progression dans la réalisation des opérations d'armement principales du système de forces protection et sauvegarde | % | 100 | 99,3 | 85 | 64,2 | absence amélioration | 85 |
| Taux de réalisation des livraisons valorisées | % | 80,4 | 61,3 | 85 | 87,9 | cible atteinte | 85 |

Récapitulation des crédits et des emplois

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ET DES EMPLOIS PAR PROGRAMME

Avertissement

La colonne « ETPT » est renseignée de la façon suivante :

- la prévision en emplois du programme correspond au total indicatif des ETPT par programme figurant dans le PAP 2023 et des transferts d'ETPT prévus en gestion ;
- l'exécution en emplois du programme correspond à la consommation des ETPT du programme pour l'année 2023 sur le périmètre de gestion du ministère (c'est-à-dire après transferts de gestion éventuels).

| Programme Crédits | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | ETPT * |
|--|-------------------------------|------------------------|----------------|
| 144 – Environnement et prospective de la politique de défense | | | |
| Prévision | 3 184 391 902 | 1 899 089 170 | |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i> | 1 989 843 904 | 1 906 207 690 | |
| <i>Ouvertures / annulations (y.c. FdC et AdP)</i> | 1 194 547 998 | -7 118 520 | |
| Exécution | 1 900 036 661 | 1 898 910 319 | |
| 178 – Préparation et emploi des forces | | | |
| Prévision | 18 904 914 616 | 14 138 853 273 | |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i> | 12 559 533 323 | 12 052 608 253 | |
| <i>Ouvertures / annulations (y.c. FdC et AdP)</i> | 6 345 381 293 | 2 086 245 020 | |
| Exécution | 15 392 339 612 | 12 967 730 590 | |
| 212 – Soutien de la politique de la défense | | | |
| Prévision | 24 208 554 630 | 24 137 581 930 | 272 568 |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i> | 23 941 237 127 | 23 776 711 734 | 272 571 |
| <i>Ouvertures / annulations (y.c. FdC et AdP)</i> | 267 317 503 | 360 870 196 | |
| <i>Transferts d'ETPT en gestion et mouvements d'ETPT en LFR (art 11)</i> | | | -3 |
| Exécution | 23 621 571 719 | 23 702 071 901 | 264 475 |
| 146 – Équipement des forces | | | |
| Prévision | 49 450 673 180 | 16 656 786 035 | |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i> | 23 514 828 660 | 15 380 935 746 | |
| <i>Ouvertures / annulations (y.c. FdC et AdP)</i> | 25 935 844 520 | 1 275 850 289 | |
| Exécution | 20 246 759 563 | 16 243 954 641 | |
| Total Prévision | 95 748 534 328 | 56 832 310 408 | 272 568 |
| Total Exécution | 61 160 707 555 | 54 812 667 451 | 264 475 |

* Répartition indicative par programme du plafond ministériel d'emplois

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET ACTION

| Numéro et intitulé du programme ou de l'action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 |
| 144 – Environnement et prospective de la politique de défense | 2 147 794 497 1 935 030 998 | 2 001 439 039 1 900 036 661 | 1 779 795 637 1 839 947 545 | 1 917 802 825 1 898 910 319 |
| 03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France | 665 673 887 483 578 255 | 477 905 015 496 832 574 | 409 832 156 482 921 150 | 487 415 250 507 862 259 |
| 07 – Prospective de défense | 1 440 814 344 1 414 010 481 | 1 482 476 671 1 365 187 136 | 1 328 657 215 1 319 662 911 | 1 389 330 222 1 352 865 163 |
| 08 – Relations internationales et diplomatie de défense | 41 306 266 37 442 262 | 41 057 353 38 016 951 | 41 306 266 37 363 483 | 41 057 353 38 182 896 |
| 178 – Préparation et emploi des forces | 15 240 605 094 15 798 295 139 | 12 938 399 048 15 392 339 612 | 11 146 332 389 12 516 310 171 | 12 431 473 978 12 967 730 590 |
| 01 – Planification des moyens et conduite des opérations | 768 465 751 846 549 351 | 1 004 027 679 945 811 462 | 741 452 269 834 781 103 | 812 111 244 874 058 905 |
| 02 – Préparation des forces terrestres | 3 144 480 309 3 072 291 074 | 1 931 906 143 2 844 288 595 | 1 676 451 628 2 253 437 194 | 1 889 471 731 2 314 844 402 |
| 03 – Préparation des forces navales | 4 066 049 406 4 948 004 661 | 2 775 333 418 3 584 449 337 | 2 858 215 599 3 161 204 579 | 3 103 492 413 3 302 659 682 |
| 04 – Préparation des forces aériennes | 3 957 586 663 3 743 274 307 | 3 145 571 998 4 701 502 367 | 2 683 032 304 3 255 139 619 | 3 001 113 434 3 242 703 264 |
| 05 – Logistique et soutien interarmées | 2 419 022 965 2 671 061 955 | 3 207 559 810 2 884 157 931 | 2 302 180 589 2 490 317 917 | 2 751 285 156 2 805 143 824 |
| 06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | 855 000 000 496 518 627 | 844 000 000 411 641 427 | 855 000 000 499 578 392 | 844 000 000 407 572 419 |
| 07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | 30 000 000 20 595 163 | 30 000 000 20 488 492 | 30 000 000 21 851 368 | 30 000 000 20 748 095 |
| 212 – Soutien de la politique de la défense | 25 751 853 002 25 728 671 071 | 24 226 873 023 23 621 571 719 | 22 772 187 545 22 791 210 178 | 24 062 347 630 23 702 071 901 |
| 04 – Politique immobilière | 3 471 044 040 3 474 663 698 | 772 240 141 573 612 028 | 515 647 796 499 494 282 | 595 273 145 616 859 968 |
| 05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion | 168 588 791 161 478 688 | 161 443 898 150 521 448 | 160 273 831 152 914 058 | 150 669 147 151 476 596 |
| 06 – Politiques des ressources humaines | 147 914 378 156 316 436 | 179 244 588 175 654 765 | 149 140 377 154 320 949 | 162 695 602 163 691 192 |
| 08 – Politique culturelle et éducative | 57 895 319 49 677 677 | 57 585 460 55 838 705 | 53 685 320 56 750 750 | 68 231 644 67 522 957 |
| 10 – Restructurations | 44 193 925 13 707 748 | 15 830 162 10 688 639 | 24 373 916 22 853 698 | 18 340 926 15 480 056 |
| 11 – Pilotage, soutien et communication | 367 403 644 330 571 184 | 360 038 751 345 988 462 | 374 253 400 362 620 461 | 386 647 143 377 773 459 |
| 50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense" | 630 624 069 619 987 326 | 655 061 685 669 209 721 | 630 624 069 619 987 326 | 655 061 685 669 209 721 |
| 51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense" | 25 246 328 25 990 029 | 27 120 250 26 220 745 | 25 246 328 25 990 029 | 27 120 250 26 220 745 |
| 52 – Relations internationales | 70 924 379 90 612 277 | 73 869 496 94 718 042 | 70 924 379 90 612 277 | 73 869 496 94 718 042 |
| 53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces " | 2 110 459 810 2 083 529 348 | 2 245 664 703 2 201 000 072 | 2 110 459 810 2 083 529 348 | 2 245 664 703 2 201 000 072 |

| Numéro et intitulé du programme ou de l'action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 |
| 54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 1 396 436 217 1 327 524 712 | 1 477 506 572 1 348 521 054 | 1 396 436 217 1 327 524 712 | 1 477 506 572 1 348 521 054 |
| 55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 7 277 199 019 7 421 998 817 | 7 806 151 022 7 756 971 277 | 7 277 199 019 7 421 998 817 | 7 806 151 022 7 756 971 277 |
| 56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 2 568 687 795 2 615 302 992 | 2 733 984 398 2 735 585 412 | 2 568 687 795 2 615 302 992 | 2 733 984 398 2 735 585 412 |
| 57 – Préparation des forces aériennes - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 2 568 999 556 2 556 273 596 | 2 720 662 680 2 653 069 156 | 2 568 999 556 2 556 273 596 | 2 720 662 680 2 653 069 156 |
| 58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 2 976 443 072 2 928 781 870 | 3 058 580 386 3 002 030 502 | 2 976 443 072 2 928 782 210 | 3 058 580 386 3 002 030 502 |
| 59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 350 000 000 323 731 935 | 350 000 000 271 007 460 | 350 000 000 323 731 935 | 350 000 000 271 007 460 |
| 60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière" | 487 816 346 469 628 820 | 501 682 637 484 090 545 | 487 816 346 469 628 820 | 501 682 637 484 090 545 |
| 61 – Action sociale, chômage et pensions | 298 821 452 282 712 340 | 293 130 356 289 980 198 | 298 821 452 282 712 340 | 293 130 356 289 980 198 |
| 62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative" | 40 989 647 37 492 816 | 40 942 394 37 861 074 | 40 989 647 37 492 816 | 40 942 394 37 861 074 |
| 63 – Restructurations - RH | 52 544 445 39 920 616 | 52 044 355 32 854 611 | 52 544 445 39 920 616 | 52 044 355 32 854 611 |
| 64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien " | 391 743 719 389 909 124 | 392 896 700 401 602 300 | 391 743 719 389 909 124 | 392 896 700 401 602 300 |
| 65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant" | 120 341 117 113 712 902 | 118 791 578 116 400 807 | 120 341 117 113 712 902 | 118 791 578 116 400 807 |
| 66 – Rayonnement et contribution extérieure | 41 981 256 131 388 973 | 43 495 523 103 058 237 | 41 981 256 131 388 973 | 43 495 523 103 058 237 |
| 67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH | 85 554 678 83 757 145 | 88 905 288 85 086 462 | 85 554 678 83 757 145 | 88 905 288 85 086 462 |
| 146 – Équipement des forces | 17 264 242 538 15 982 949 082 | 23 675 160 644 20 246 759 563 | 14 680 260 364 14 580 144 701 | 15 541 267 730 16 243 954 641 |
| 06 – Dissuasion | 6 279 287 755 5 149 691 395 | 4 163 400 002 4 811 060 361 | 4 364 590 000 4 478 384 781 | 4 647 200 000 4 600 683 933 |
| 07 – Commandement et maîtrise de l'information | 2 965 102 525 2 145 561 657 | 2 988 904 988 2 146 293 075 | 2 628 743 460 2 404 973 421 | 2 637 379 447 2 434 475 586 |
| 08 – Projection - mobilité - soutien | 1 079 379 638 874 103 452 | 1 994 084 186 1 228 929 037 | 1 654 938 116 1 629 252 006 | 1 788 685 383 1 870 324 923 |
| 09 – Engagement et combat | 5 788 687 264 6 126 659 185 | 11 097 606 772 9 308 704 737 | 5 051 488 372 5 129 213 213 | 5 260 563 703 5 776 190 778 |
| 10 – Protection et sauvegarde | 848 433 634 1 220 886 596 | 3 082 934 696 2 339 216 974 | 706 322 418 562 244 857 | 901 906 846 941 568 602 |
| 11 – Préparation et conduite des opérations d'armement | 303 351 722 340 154 122 | 348 230 000 296 569 004 | 274 177 998 286 606 590 | 305 532 351 328 082 119 |
| 12 – Parts étrangères et programmes civils | 0 25 892 675 | 0 1 974 703 | 0 89 469 832 | 0 91 570 038 |
| 13 – Soutien à l'effort de défense de pays tiers | 0 100 000 000 | 0 114 011 673 | 0 0 | 0 201 058 662 |

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET TITRE

| Numéro et intitulé du programme ou du titre <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|--|--|--|--|
| | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 |
| 144 – Environnement et prospective de la politique de défense | 2 147 794 497 1 935 030 998 | 2 001 439 039 1 900 036 661 | 1 779 795 637 1 839 947 545 | 1 917 802 825 1 898 910 319 |
| Titre 3. Dépenses de fonctionnement | 1 667 871 025 1 580 182 976 | 1 587 873 362 1 564 760 546 | 1 524 181 393 1 472 815 930 | 1 526 490 020 1 483 245 187 |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 425 071 854 203 984 046 | 302 877 620 160 762 435 | 200 762 626 233 095 447 | 280 624 748 254 893 295 |
| Titre 6. Dépenses d'intervention | 48 434 911 144 447 269 | 110 688 057 149 969 271 | 48 434 911 127 619 462 | 110 688 057 136 227 429 |
| Titre 7. Dépenses d'opérations financières | 6 416 707 6 416 707 | 0 24 544 409 | 6 416 707 6 416 707 | 0 24 544 409 |
| 178 – Préparation et emploi des forces | 15 240 605 094 15 798 295 139 | 12 938 399 048 15 392 339 612 | 11 146 332 389 12 516 310 171 | 12 431 473 978 12 967 730 590 |
| Titre 3. Dépenses de fonctionnement | 13 378 818 606 14 515 217 446 | 10 193 776 099 13 506 596 824 | 9 317 473 250 11 239 188 194 | 10 462 625 117 11 510 624 697 |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 1 596 289 983 1 028 273 342 | 2 328 135 274 1 548 329 849 | 1 565 458 333 1 027 055 480 | 1 675 625 894 1 120 379 111 |
| Titre 6. Dépenses d'intervention | 263 941 982 253 406 165 | 416 487 675 336 435 896 | 261 846 283 248 668 311 | 293 222 967 335 749 739 |
| Titre 7. Dépenses d'opérations financières | 1 554 523 1 398 187 | 0 977 042 | 1 554 523 1 398 187 | 0 977 042 |
| 212 – Soutien de la politique de la défense | 25 751 853 002 25 728 671 071 | 24 226 873 023 23 621 571 719 | 22 772 187 545 22 791 210 178 | 24 062 347 630 23 702 071 901 |
| Titre 2. Dépenses de personnel | 21 494 812 905 21 542 252 039 | 22 680 490 023 22 309 259 111 | 21 494 812 905 21 542 252 039 | 22 680 490 023 22 309 259 111 |
| Autres dépenses : | 4 257 040 097 4 186 419 032 | 1 546 383 000 1 312 312 608 | 1 277 374 640 1 248 958 140 | 1 381 857 607 1 392 812 790 |
| Titre 3. Dépenses de fonctionnement | 771 316 840 3 634 521 775 | 779 628 568 -73 911 511 | 730 851 850 881 525 164 | 771 200 367 964 562 198 |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 3 443 069 213 511 625 383 | 748 905 759 326 711 552 | 507 800 269 326 312 711 | 593 119 282 378 671 570 |
| Titre 6. Dépenses d'intervention | 14 478 616 21 659 569 | 17 848 673 1 033 275 943 | 14 377 939 14 017 083 | 17 537 958 14 826 214 |
| Titre 7. Dépenses d'opérations financières | 28 175 428 18 612 305 | 0 26 236 624 | 24 344 582 27 103 182 | 0 34 752 808 |
| 146 – Équipement des forces | 17 264 242 538 15 982 949 082 | 23 675 160 644 20 246 759 563 | 14 680 260 364 14 580 144 701 | 15 541 267 730 16 243 954 641 |
| Titre 3. Dépenses de fonctionnement | 1 999 137 225 4 239 536 582 | 7 634 134 357 4 901 244 781 | 3 427 497 003 3 605 304 379 | 4 142 681 995 3 707 032 796 |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 15 194 276 110 11 597 523 261 | 15 981 266 785 15 185 912 418 | 11 225 262 605 10 938 596 763 | 11 360 997 406 12 326 760 776 |
| Titre 6. Dépenses d'intervention | 70 829 203 145 889 239 | 59 759 502 159 602 364 | 27 500 756 36 243 559 | 37 588 329 210 161 070 |
| Total | 60 404 495 131 59 444 946 290 | 62 841 871 754 61 160 707 555 | 50 378 575 935 51 727 612 596 | 53 952 892 163 54 812 667 451 |
| Titre 2. Dépenses de personnel | 21 494 812 905 21 542 252 039 | 22 680 490 023 22 309 259 111 | 21 494 812 905 21 542 252 039 | 22 680 490 023 22 309 259 111 |

| Numéro et intitulé du programme ou du titre <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Consommation | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|--|--|--|--|
| | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 |
| Autres dépenses : | 38 909 682 226 37 902 694 251 | 40 161 381 731 38 851 448 444 | 28 883 763 030 30 185 360 557 | 31 272 402 140 32 503 408 340 |
| Titre 3. Dépenses de fonctionnement | 17 817 143 696 23 969 458 778 | 20 195 412 386 19 898 690 640 | 15 000 003 496 17 198 833 666 | 16 902 997 499 17 665 464 878 |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 20 658 707 160 13 341 406 032 | 19 361 185 438 17 221 716 254 | 13 499 283 833 12 525 060 400 | 13 910 367 330 14 080 704 751 |
| Titre 6. Dépenses d'intervention | 397 684 712 565 402 241 | 604 783 907 1 679 283 474 | 352 159 889 426 548 414 | 459 037 311 696 964 451 |
| Titre 7. Dépenses d'opérations financières | 36 146 658 26 427 199 | 0 51 758 075 | 32 315 812 34 918 076 | 0 60 274 259 |

PROGRAMME 144
**Environnement et prospective
de la politique de défense**

Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Alice RUFO

Directrice générale des relations internationales et de la stratégie

Responsable du programme n° 144 : Environnement et prospective de la politique de défense

Le programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » rassemble les actions contribuant à éclairer le ministère des Armées sur l'environnement stratégique présent et futur, dans le but d'élaborer et de conduire la politique de défense de la France. Ces actions contribuent à la fonction « connaissance et anticipation » de la Revue stratégique de défense et de sécurité nationale (2017), confirmée par la revue nationale stratégique présentée fin 2022 :

- « Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la défense » (action 3) ;
- « Prospective de défense » (action 7) ;
- « Relations internationales et diplomatie de défense » (action 8).

La directrice générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) est responsable du programme 144, en cohérence avec les responsabilités qu'elle exerce par ailleurs en matière de pilotage de l'action internationale du ministère, de prospective et de stratégie de défense. Dans un contexte d'élaboration de la nouvelle loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030, l'année 2023 s'est caractérisée par un environnement stratégique instable et incertain, marqué par la poursuite du conflit en Ukraine et le conflit de la bande de Gaza, la reconfiguration de notre dispositif en Afrique, la compétition stratégique accrue en indopacifique et les enjeux migratoires, environnementaux et énergétiques.

Rechercher et exploiter le renseignement de défense

Pour la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), l'exercice 2023 s'est déroulé dans un contexte économique très défavorable, marqué notamment par l'inflation globale, ainsi que par la volatilité des prix des matières premières et de l'énergie consécutifs à la crise sanitaire et au conflit en Ukraine. Ces contraintes ont pesé de manière significative sur le niveau de ressource du Service et ont nécessité un pilotage actif de l'allocation des moyens tout au long de l'année.

Sur le plan capacitaire, la DGSE a poursuivi ses efforts et renforcé sa politique de mutualisation au contact de l'ensemble des services spécialisés de renseignement. Au niveau technique, la DGSE constitue toujours un acteur moteur dans plusieurs programmes stratégiques particulièrement sensibles.

Le plan d'action stratégique s'est poursuivi dans un contexte de réforme interne du Service et l'année 2023 a été par ailleurs marquée par l'achèvement de la procédure de consultation du nouveau siège et l'attribution du marché, dont la notification doit intervenir en 2024, au candidat retenu.

La DRSD a investi dans de nouveaux outils afin de dynamiser le renseignement. Ainsi, son futur fichier de souveraineté a été testé en 2023 et sera prêt à être pleinement déployé, après une dernière phase de test pendant les jeux olympiques et paralympiques, à l'horizon 2025.

Ensuite, la DRSD a modernisé ses activités de protection par la mise en place d'outils innovants lui permettant de faire face à l'accroissement permanent des demandes d'enquêtes qui lui sont adressées. Le Service prépare d'ores et déjà son emménagement, qui devrait avoir lieu en 2025, par un profond travail d'organisation des espaces et de répartition des équipes pour promouvoir une nouvelle manière de travailler au service d'un renseignement rapide et de qualité.

Soutenir la recherche stratégique au profit des études de prospective et de stratégie de défense

En matière de soutien à la recherche universitaire, l'année 2023 s'est traduite par la poursuite du financement des deux labels « Centre d'excellence » attribués fin 2020 à deux laboratoires des universités Paris 8 (GEODE) et Jean Moulin Lyon 3 (IESD) pour cinq années, l'attribution de dix allocations doctorales et de deux allocations postdoctorales et l'organisation de neuf rencontres entre partenaires institutionnels, privés et jeunes chercheurs.

La loi de programmation militaire (LPM) a confirmé en 2023 le principe d'augmentation pluriannuelle des moyens alloués aux actions développées par la DGRIS en matière de recherche stratégique. Cette montée en puissance a permis en 2023 la signature d'une nouvelle convention avec le Centre interdisciplinaire sur les enjeux stratégiques de l'École normale supérieure (CIENS) - afin de contribuer au développement de ce centre par le financement de chercheurs, la création de modules de cours et le soutien au fonctionnement - ainsi que la création d'une antenne de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) à Bruxelles - afin de favoriser le rayonnement de la recherche française.

En matière de relation avec les *Think Tanks*, la DGRIS a poursuivi le renforcement de l'exploitation et de valorisation des études financées. Les contrats ont été modifiés afin de systématiser la prise en compte d'un volet événementiel ainsi que la traduction des travaux afin d'en assurer une plus large diffusion. La DGRIS a également pris en compte l'inflation en matière de prestations intellectuelles, en particulier pour ce qui concerne les activités événementielles, fortement soumises à l'augmentation de certains postes (transports, etc.). Enfin, la DGRIS a organisé le 12 décembre 2023 la première édition du « Forum des études stratégiques » rassemblant les prestataires d'études (*Think Tanks*, instituts de recherche, etc.) et les armées, directions et services du ministère des Armées, et reflétant la diversité thématique du dispositif des études (18 observatoires représentés, couvrant les sujets cyber, climat, conflits futurs, Russie, Indopacifique, Moyen-Orient, etc.). Ce forum a vocation à devenir annuel et contribue directement à la valorisation des productions et des équipes de recherche auxquelles fait appel le ministère des Armées.

Définir les systèmes de forces futurs et contribuer à la maîtrise de capacités industrielles et technologiques cohérentes

En 2023, les principales études ont porté sur la préparation des évolutions du *Rafale*, la défense sol-air, la lutte anti-drone, l'hypervélocité, la robotique sous-marine, le combat collaboratif, la protection et la surveillance, le financement de l'accompagnement national des projets du Fonds européen de défense (FEDef). Elles ont permis :

- d'une part, le lancement :
 - d'études dans le domaine des drones sous-marin ;
 - d'études dans le domaine de la protection et de surveillance basse couche et à très haute altitude ;
 - d'études dans le domaine des corvettes multi-rôles ;
 - d'études dans le domaine du combat collaboratif terrestre.
- d'autre part, la poursuite :
 - des études sur les capacités de communications souveraines par satellite ;
 - des études préparatoires aux futures capacités spatiales de renseignement d'origine image et électromagnétique ;
 - des études contribuant à la préparation des évolutions du *Rafale* et du système de combat aérien du futur ;
 - des études concernant le démonstrateur de planeur hypersonique ;
 - des études dans le domaine de la défense sol-air ;
 - des études préparatoires au renouvellement des capacités de la dissuasion ;
 - des études des futurs incréments des systèmes de défense NRBC ;
 - d'études sur les futurs armements du combat terrestre ;
 - des études dans le domaine de la lutte anti-drones ;
 - des études dans le domaine du quantique ;
 - des études dans le domaine de l'intelligence artificielle ;
 - des investissements des fonds d'investissement en capital-risque « Fonds innovation défense » et « DEFINVEST ».

Plus d'un milliard d'euros ont été investis pour les études amont, conformément aux ambitions de la LPM 2019-2025. La Commission européenne a octroyé fin 2023 les subventions des projets sélectionnés au titre de l'appel à projet 2022 du Fonds européen de défense (FEDef) ; les contrats d'accompagnement nationaux seront notifiés en 2024 et 2025.

S'agissant des opérateurs, l'exercice 2023 correspond à la deuxième année du contrat d'objectifs et de performance 2022-2026. L'ONERA a enregistré un niveau de prises de commandes en 2023, supérieur à celui de l'année 2022, confirmant son statut de référence dans les domaines aéronautique et spatial.

L'École polytechnique et l'Institut polytechnique de Paris (IP Paris) ont lancé, à l'initiative du Gouvernement, les travaux de réforme de leur gouvernance visant à renforcer la performance et la visibilité internationale de l'Institut et de ses écoles-membres, et à renforcer l'intégration de la recherche au sein d'IP Paris. L'ENSTA Paris et l'ENSTA Bretagne ont lancé les travaux de fusion devant permettre de créer une grande école des souverainetés, membre d'IP Paris. L'Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace (ISAE SUPAERO) a poursuivi ses travaux avec l'École nationale de l'aviation civile (ENAC) et l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA), en vue de mieux mutualiser leurs forces complémentaires dans le domaine de l'ingénierie aérospatiale.

Orienter et conduire la diplomatie de défense

Dans un environnement très instable, volatile et complexe, la DGRIS a assuré tout au long de l'année 2023 le pilotage et la coordination de l'action internationale du ministère des Armées, en pleine cohérence avec l'action diplomatique du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE). Elle s'est appuyée non seulement sur les 92 missions de défense bilatérales qui couvrent 161 pays mais aussi sur les représentations militaires et de défense auprès des organisations internationales, placées sous son autorité. Ses actions de pilotage et de coordination de l'action internationale procèdent notamment des moyens de l'EMA et de la direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD). Elles se sont traduites par la validation de 115 plans de coopération en 2023. L'année 2023 a enfin permis d'accroître le réseau diplomatique de défense avec l'ouverture de missions de défense en Arménie, au Suriname et aux Comores.

En 2023, au titre des relations internationales, la DGRIS a financé :

- la contribution forfaitaire de la France à la République de Djibouti au titre de la présence des forces françaises stationnées, conformément au traité de coopération en matière de défense ratifié en 2013 ;
- la participation française au budget de fonctionnement de l'Agence européenne de défense (AED) ;
- la contribution du ministère des Armées au financement du « Forum de la paix de Paris » (événement international portant sur les questions de gouvernance mondiale et de multilatéralisme) ;
- la participation française à l'organisation de la septième édition du « Forum international de Dakar » sur la paix et la sécurité en Afrique ;
- les dépenses de fonctionnement des missions et des représentations militaires auprès des organisations internationales.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 : Améliorer le niveau de sécurité des forces et du patrimoine industriel et économique lié à la défense (DRSD)

INDICATEUR 1.1 : Taux d'avis émis dans les délais prescrits

INDICATEUR 1.2 : Taux des sites du domaine militaire et des sites industriels et économiques liés à la défense inspectés dans les délais prescrits

OBJECTIF 2 : Développer les capacités scientifiques technologiques et industrielles nécessaires à la défense

INDICATEUR 2.1 : Taux de progression des technologies spécifiques nécessaires à la défense

OBJECTIF 3 : Développer des capacités spatiales et de défense souveraines

INDICATEUR 3.1 : Taux de réalisation des études

INDICATEUR 3.2 : Taux de progression des études

OBJECTIF 4 : Contribuer à l'autorisation et au contrôle des transferts des biens et technologies sensibles

INDICATEUR 4.1 : Délai de traitement des dossiers d'exportation de matériels de guerre

Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF

1 – Améliorer le niveau de sécurité des forces et du patrimoine industriel et économique lié à la défense (DRSD)

INDICATEUR

1.1 – Taux d'avis émis dans les délais prescrits

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux d'avis émis dans les délais prescrits | % | 95,2 | 95,7 | 95 | 98 | cible atteinte | 95 |

Commentaires techniques

Cet indicateur de la performance de la chaîne « habilitation » de la DRSD est élaboré sur une période annuelle.

L'indicateur, représentatif de la fonction « habilitation », agglomère des procédures d'habilitations très différentes dans leur fonction, leur volume et la charge de travail représentée (Contrôle élémentaire / Secret / Très secret). Les niveaux d'habilitation Contrôle élémentaire et Secret nécessitent un délai d'enquête d'une durée de deux mois ; ils représentent en volume la majeure partie des avis émis. Le niveau de classification Très secret nécessite une enquête plus approfondie d'une durée de trois mois.

Pour mesurer de manière plus précise la tendance, la DRSD tient compte des délais réglementaires effectifs.

Les procédures d'habilitation font l'objet de dispositions réglementaires précises et contraignantes qui prennent en compte, par exemple, les directives de l'OTAN dans ce domaine.

Source des données : DRSD.

Mode de calcul :

Numérateur : nombre d'avis de sécurité émis dans les délais prescrits dans la période considérée.

Dénominateur : nombre total d'avis émis dans cette même période.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Dans la poursuite des efforts réalisés en 2022 et afin de continuer à faire face à l'accroissement continu des demandes reçues (+20 % en 2023), le Service s'est doté d'outils permettant d'accélérer et de rationaliser le traitement de ces demandes. Par ailleurs, de nouveaux processus et une nouvelle organisation du travail ont également été mis en place. C'est ainsi qu'en 2023, le Service atteint le taux de 98 % d'avis émis dans les délais réglementaires.

INDICATEUR**1.2 – Taux des sites du domaine militaire et des sites industriels et économiques liés à la défense inspectés dans les délais prescrits**

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux des sites du domaine militaire et des sites industriels et économiques liés à la défense inspectés dans les délais prescrits | % | 95,6 | 94,8 | 95 | 92 | absence amélioration | 80 |

Commentaires techniques

Les inspections conduites par la DRSD permettent de s'assurer que les sites sensibles pour la défense sont maintenus au meilleur niveau de sécurité. Le catalogue de sites ainsi que les périodicités des inspections sont des données sensibles qui ne peuvent figurer directement dans un document à vocation publique.

Source des données : DRSD.

Mode de calcul :

Numérateur : nombre de sites et d'entreprises inspectés dans la période considérée figurant dans la programmation annuelle.

Dénominateur : nombre total de sites et de sociétés titulaires de marchés classés de défense à périodicité de contrôle échue dans la même période.

ANALYSE DES RÉSULTATS

À l'instar de 2022, la totalité des points d'importance vitale (PIV), des installations prioritaires de défense (IPD) et des installations nucléaires intéressant la dissuasion (INID) a été inspectée dans le respect des programmations fixées avec la direction de la protection des installations de défense (DPID) et la direction des applications militaires du commissariat à l'énergie atomique (DAM/CEA).

Concernant les sites étatiques, le nombre d'inspection a été supérieur à la programmation.

S'agissant des sites industriels de moindre sensibilité, le taux de réalisation est inférieur à la cible en raison notamment d'un grand nombre de reports d'inspection de la part d'industriels.

OBJECTIF

2 – Développer les capacités scientifiques technologiques et industrielles nécessaires à la défense

INDICATEUR**2.1 – Taux de progression des technologies spécifiques nécessaires à la défense**

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux de progression des technologies spécifiques nécessaires à la défense | % | 81,4 | 80,3 | 80 | 82 | cible atteinte | 80 |

Commentaires techniques

Cet indicateur mesure le taux de progression des technologies nécessaires à la défense et dont la maturation est financée au moyen des études amont.

L'indicateur mesure la performance annuelle dans l'acquisition de ces technologies, sur la base d'un échantillonnage des différents domaines technologiques investigués (agrégats de science, recherche, technologie et innovation (S&T)). Les jalons des feuilles de route d'acquisition de ces technologies sont des étapes clés dans la progression technologique et sont exprimés en TRL (*Technology Readiness Level*) permettant de situer le

niveau de maturité de la technologie sur une échelle allant de 1 à 7 ; le niveau 7 correspondant à une maturité suffisante pour une prise en compte éventuelle dans un programme d'armement.

Cette méthodologie (TRL) est reconnue au niveau international dans le domaine des sciences et des technologies (S&T), utilisée par des organismes dont l'Agence européenne de défense, la Commission européenne, le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, sur des domaines analogues aux études amont notamment dans les domaines de la recherche, de l'innovation, mais aussi ceux de l'industrie spatiale, de l'aéronautique de défense, etc.

Source des données : DGA / AID.

Mode de calcul :

L'indicateur mesure chaque année la somme pondérée des augmentations de TRL démontrées par le franchissement de jalons effectivement atteints dans l'année, rapportée à la même quantité calculée sur les jalons prévus.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Le taux de progression des technologies (TRL) atteint 82 % en 2023, ce qui est supérieur à l'objectif de 80 %. Ce taux correspond au franchissement effectif de 56 jalons sur les 67 prévus initialement.

Sur ces 56 jalons, 52 ont été franchis avec le niveau de maturité technologique (TRL) et le périmètre technique prévus, 4 jalons avec un TRL inférieur à celui attendu.

On peut citer à titre d'exemple :

- dans le domaine de l'innovation aéromobilité : la validation du modèle numérique d'un leurre pyrotechnique au format 1 pouce avec effet cinématique et classique (bande 1) pour hélicoptères et gros porteurs ;
- dans le domaine de l'innovation combat aérien et frappe air-sol : la démonstration multi-SESAME face à deux radars en réseau ;
- dans le domaine de l'innovation combat naval et lutte sous la mer : le système de mise à la masse active adapté à 2 lignes d'arbres ;
- dans le domaine de l'innovation combat terrestre : la réalisation et l'évaluation d'un démonstrateur de casque TAP F3+ allégé (objectif 30 %), en travaillant sur les nouveaux matériaux disponibles et sur des procédés de fabrication innovants ;
- dans le domaine de l'innovation cyberdéfense : le rapport de caractérisation des détecteurs photoniques SWIR ;
- dans le domaine de l'innovation défense NRBC : les tests de la camera SIMAGAZ pour la détection de gaz à distance, et l'étalonnage sur le banc SALSAS pour la détection et la quantification de gaz ;
- dans le domaine de l'innovation espace : la revue de définition préliminaire YODA ;
- dans le domaine de l'innovation frappe dans la profondeur : l'expérimentation d'un planeur hypersonique manœuvrant ;
- dans le domaine de l'innovation protection et surveillance : la qualification de l'interface du module de brouillage V1 avec le modèle de scènes électromagnétiques du logiciel EMPRISE ;
- dans le domaine de l'innovation recherche académique, captation d'innovation et innovation d'usage : la réalisation d'une maquette de détection et de caractérisation de malwares ;
- dans le domaine de l'innovation socle des technologies émergentes de défense : l'élaboration automatique de modes RADAR Doppler en fonction de l'environnement ;
- dans le domaine de l'innovation supériorité informationnelle : le développement d'algorithmes de compression/décompression et de réduction ELINT/COMINT.

Parmi les 11 jalons non validés :

- 10 ont fait l'objet de retards et d'un report sur 2024. Ces retards sont dus à des aléas techniques d'origine industrielle ou étatique inhérents aux activités d'études amont. Les travaux vont se poursuivre et devraient aboutir en 2024 ;
- 1 n'a pas été franchi et nécessite des essais complémentaires pour atteindre le niveau de maturité requis correspondant au TRL visé.

OBJECTIF**3 – Développer des capacités spatiales et de défense souveraines****INDICATEUR****3.1 – Taux de réalisation des études**

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|--------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux de réalisation des études | % | Sans objet | Sans objet | Sans objet | 54 | donnée non retenue | 100 |

Commentaires techniques

L'indicateur taux de réalisation des études mesure la performance annuelle du ministère en vue de futures acquisitions de capacités de défense dans l'espace.

Le taux de réalisation calcule l'avancement des engagements juridiques des études prévues par l'opération budgétaire (OB) « espace ».

L'indicateur a été créé par amendement parlementaire, il n'y avait pas de cible déterminée pour 2023.

Source des données : DGA/AID.

Mode de calcul :

Le calcul se base sur la consommation des autorisations d'engagement (AE) consacrées par l'OB « espace »

L'indicateur taux de réalisation est le rapport entre AE consommées et AE prévues en LFI $I (\%) = \frac{AE_{consommées}}{AE_{prévues\ en\ LFI}}$

$$I (\%) = \frac{AE_{consommées}}{AE_{prévues\ en\ LFI}}$$

ANALYSE DES RÉSULTATS

Le taux de 54 % de réalisation d'études est lié à des redéploiements de crédits réalisés dans le cadre d'une reconfiguration des besoins. Les travaux lancés sur l'OB « Dissuasion » et sur l'OB « Information et renseignement (hors espace) » ont ainsi été priorisés par rapport à l'OB « Espace ». Certains engagements de l'OB « Espace » ont été reportés, par exemple les engagements relatifs aux traitements hyperspectraux adaptés au milieu spatial.

INDICATEUR**3.2 – Taux de progression des études**

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|--------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux de progression des études | % | Sans objet | Sans objet | Sans objet | 100 | donnée non retenue | 100 |

Commentaires techniques

L'indicateur taux de progression des études mesure la performance annuelle du ministère en vue de futures acquisitions de capacités de défense dans l'espace.

Le taux de progression s'appuie sur la notion de jalon qui sanctionne l'avancement des projets de développement des démonstrateurs.

L'indicateur a été créé par amendement parlementaire, il n'y avait pas de cible déterminée pour 2023.

Source des données : DGA/AID.

Mode de calcul :

Le calcul est basé sur la somme pondérée (SP) des passages de revue réalisés.

L'indicateur taux de progression est le rapport entre SP réalisée et SP prévue : $I (\%) = \frac{SP_{réalisée}}{SP_{prévue}}$

$$I (\%) = \frac{SP_{réalisée}}{SP_{prévue}}$$

ANALYSE DES RÉSULTATS

Dans le domaine de la surveillance de l'espace, des études de levée de risques sur la composante électromagnétique ont été lancées. De bons résultats ont été obtenus dans la préparation des moyens spatiaux futurs de renseignement d'origine image et électromagnétique. Les travaux sur le démonstrateur satellite hyperspectral se sont poursuivis.

Les études sur la composante spatiale d'alerte avancée et sur la capacité d'action dans l'espace se sont poursuivies. Les travaux de définition sur l'emploi opérationnel d'un démonstrateur satellite ont été finalisés.

OBJECTIF

4 – Contribuer à l'autorisation et au contrôle des transferts des biens et technologies sensibles

INDICATEUR

4.1 – Délai de traitement des dossiers d'exportation de matériels de guerre

(du point de vue de l'utilisateur)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|---|----------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Délai moyen d'instruction "Défense" des demandes de licence | Nb jours | 22 | 16 | 22 | 24 | absence amélioration | 22 |

Commentaires techniques

Source des données : DGA/DI. Les données contribuant à la mesure de l'indicateur sont produites par le système d'information SIGALE.

L'indicateur est calculé à partir de données extraites du système d'information SIGALE. Ce système permet de traiter les nouvelles licences d'exportation suite à la transposition de la directive européenne sur les transferts intracommunautaires de juin 2009, ce texte ayant entraîné une réforme globale du système de contrôle des transferts de biens de défense et des matériels de guerre et matériels assimilés (Loi du 22 juin 2011). L'entrée en service de SIGALE est intervenue mi-2014. Une fois la recevabilité acquise, le délai de traitement « défense » a été fixé par le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) à 20 jours, avant son examen par la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEEMG).

Mode de calcul : cet indicateur mesure le délai écoulé entre la date à laquelle une demande de licence est déclarée « recevable » et la date d'achèvement de l'instruction de cette demande par le ministère des armées.

ANALYSE DES RÉSULTATS

L'année 2023 a été marquée d'une part, par un volume de demandes industrielles significativement supérieur aux années antérieures avec un niveau croissant de complexité de la structure de licences, et, d'autre part, par un environnement RH contraint. Dans ce contexte, le délai moyen de traitement est resté globalement maîtrisé.

Présentation des crédits

2023 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2023 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2023 Consommation 2023</i> | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|--|---|---------------------------------------|--|--|---|
| 03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France | 197 142 357 342 180 462 | 269 827 523 154 272 312 | 340 000 379 800 | | 467 309 880 496 832 574 | 477 905 015 |
| 03.31 – Renseignement extérieur | 180 330 938 325 118 943 | 259 757 523 146 033 054 | 280 000 311 400 | | 440 368 461 471 463 397 | 450 943 596 |
| 03.32 – Renseignement de sécurité de défense | 16 811 419 17 061 519 | 10 070 000 8 239 258 | 60 000 68 400 | | 26 941 419 25 369 177 | 26 961 419 |
| 07 – Prospective de défense | 1 385 548 572 1 218 231 572 | 22 454 962 6 490 123 | 73 473 137 115 921 032 | 24 544 409 | 1 481 476 671 1 365 187 136 | 1 482 476 671 |
| 07.01 – Analyse stratégique | 7 460 801 7 052 270 | | 370 000 | | 7 830 801 7 052 270 | 7 830 801 |
| 07.02 – Prospective des systèmes de forces | 22 727 775 21 297 232 | 318 535 | 349 000 | | 22 727 775 21 964 767 | 22 727 775 |
| 07.03 – Etudes amont | 1 059 496 840 885 530 918 | 6 171 588 | 51 000 000 93 468 895 | | 1 110 496 840 985 171 401 | 1 111 496 840 |
| 07.04 – Gestion des moyens et subventions | 295 863 156 304 351 152 | 22 454 962 | 22 103 137 22 103 137 | 24 544 409 | 340 421 255 350 998 698 | 340 421 255 |
| 08 – Relations internationales et diplomatie de défense | 4 182 433 4 348 512 | | 36 874 920 33 668 439 | | 41 057 353 38 016 951 | 41 057 353 |
| Total des AE prévues en LFI | 1 586 873 362 | 292 282 485 | 110 688 057 | 0 | 1 989 843 904 | 2 001 439 039 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | +7 148 791 (hors titre 2) | | | +7 148 791 | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | | +1 187 399 207 (hors titre 2) | | | +1 187 399 207 | |
| Total des AE ouvertes | | 3 184 391 902 (hors titre 2) | | | 3 184 391 902 | |
| Total des AE consommées | 1 564 760 546 | 160 762 435 | 149 969 271 | 24 544 409 | 1 900 036 661 | |

2023 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2023 Consommation 2023</i> | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|--|---|---------------------------------------|--|--|---|
| 03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France | 228 905 464 257 835 283 | 247 574 651 249 906 976 | 340 000 120 000 | | 476 820 115 507 862 259 | 487 415 250 |
| 03.31 – Renseignement extérieur | 212 364 396 239 674 216 | 204 924 300 206 290 126 | 280 000 120 000 | | 417 568 696 446 084 342 | 428 143 831 |
| 03.32 – Renseignement de sécurité de défense | 16 541 068 18 161 067 | 42 650 351 43 616 850 | 60 000 | | 59 251 419 61 777 917 | 59 271 419 |
| 07 – Prospective de défense | 1 292 402 123 1 221 606 995 | 22 454 962 4 986 319 | 73 473 137 101 727 441 | 24 544 409 | 1 388 330 222 1 352 865 163 | 1 389 330 222 |
| 07.01 – Analyse stratégique | 8 360 801 6 174 824 | | 370 000 15 000 | | 8 730 801 6 189 824 | 8 730 801 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2023 Consommation 2023</i> | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|--|---|---------------------------------------|--|--|---|
| 07.02 – Prospective des systèmes de forces | 22 727 775 19 277 733 | 176 137 | 349 000 | | 22 727 775 19 802 870 | 22 727 775 |
| 07.03 – Etudes amont | 965 450 391 891 803 287 | 4 810 182 | 51 000 000 79 260 304 | | 1 016 450 391 975 873 772 | 1 017 450 391 |
| 07.04 – Gestion des moyens et subventions | 295 863 156 304 351 152 | 22 454 962 | 22 103 137 22 103 137 | 24 544 409 | 340 421 255 350 998 698 | 340 421 255 |
| 08 – Relations internationales et diplomatie de défense | 4 182 433 3 802 908 | | 36 874 920 34 379 988 | | 41 057 353 38 182 896 | 41 057 353 |
| Total des CP prévus en LFI | 1 525 490 020 | 270 029 613 | 110 688 057 | 0 | 1 906 207 690 | 1 917 802 825 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | +7 148 791 (hors titre 2) | | | +7 148 791 | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | | -14 267 311 (hors titre 2) | | | -14 267 311 | |
| Total des CP ouverts | | 1 899 089 170 (hors titre 2) | | | 1 899 089 170 | |
| Total des CP consommés | 1 483 245 187 | 254 893 295 | 136 227 429 | 24 544 409 | 1 898 910 319 | |

2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i> | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|--|---|---------------------------------------|--|---|--|
| 03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France | 240 367 033 283 526 688 | 424 711 854 199 800 767 | 235 000 250 800 | | 665 313 887 | 665 673 887 483 578 255 |
| 03.31 – Renseignement extérieur | 228 085 107 266 018 414 | 412 845 140 192 408 708 | 235 000 182 400 | | 641 165 247 | 641 465 247 458 609 522 |
| 03.32 – Renseignement de sécurité de défense | 12 281 926 17 508 274 | 11 866 714 7 392 059 | 68 400 | | 24 148 640 | 24 208 640 24 968 734 |
| 07 – Prospective de défense | 1 421 793 734 1 292 577 496 | 4 183 279 | 11 603 903 110 832 999 | 6 416 707 6 416 707 | 1 439 814 344 | 1 440 814 344 1 414 010 481 |
| 07.01 – Analyse stratégique | 9 233 336 6 558 999 | | 370 000 385 500 | | 9 603 336 | 9 603 336 6 944 499 |
| 07.02 – Prospective des systèmes de forces | 22 562 620 22 268 806 | | 328 000 | | 22 562 620 | 22 562 620 22 596 806 |
| 07.03 – Etudes amont | 1 109 940 500 979 601 316 | 4 183 279 | 3 084 000 101 774 649 | | 1 113 024 500 | 1 114 024 500 1 085 559 243 |
| 07.04 – Gestion des moyens et subventions | 280 057 278 284 148 376 | | 8 149 903 8 344 850 | 6 416 707 6 416 707 | 294 623 888 | 294 623 888 298 909 933 |
| 08 – Relations internationales et diplomatie de défense | 4 710 258 4 078 792 | | 36 596 008 33 363 470 | | 41 306 266 | 41 306 266 37 442 262 |
| Total des AE prévues en LFI | 1 666 871 025 | 424 711 854 | 48 434 911 | 6 416 707 | 2 146 434 497 | 2 147 794 497 |
| Total des AE consommées | 1 580 182 976 | 203 984 046 | 144 447 269 | 6 416 707 | | 1 935 030 998 |

2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i> | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|--|---|---------------------------------------|--|---|--------------------------------|
| 03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France | 208 834 530 253 841 560 | 200 402 626 228 738 790 | 235 000 340 800 | | 409 472 156 | 409 832 156 482 921 150 |
| 03.31 – Renseignement extérieur | 196 512 604 236 299 450 | 177 303 273 210 201 403 | 235 000 272 400 | | 374 050 877 | 374 350 877 446 773 253 |
| 03.32 – Renseignement de sécurité de défense | 12 321 926 17 542 111 | 23 099 353 18 537 387 | 68 400 | | 35 421 279 | 35 481 279 36 147 897 |
| 07 – Prospective de défense | 1 309 636 605 1 214 834 356 | 4 356 657 | 11 603 903 94 055 192 | 6 416 707 6 416 707 | 1 327 657 215 | 1 328 657 215 1 319 662 911 |
| 07.01 – Analyse stratégique | 8 293 336 7 102 587 | | 370 000 440 500 | | 8 663 336 | 8 663 336 7 543 087 |
| 07.02 – Prospective des systèmes de forces | 22 562 620 16 990 053 | | 328 000 | | 22 562 620 | 22 562 620 17 318 053 |
| 07.03 – Etudes amont | 998 723 371 906 541 912 | 4 356 657 | 3 084 000 84 948 421 | | 1 001 807 371 | 1 002 807 371 995 846 990 |
| 07.04 – Gestion des moyens et subventions | 280 057 278 284 199 804 | | 8 149 903 8 338 271 | 6 416 707 6 416 707 | 294 623 888 | 294 623 888 298 954 782 |
| 08 – Relations internationales et diplomatie de défense | 4 710 258 4 140 013 | | 36 596 008 33 223 470 | | 41 306 266 | 41 306 266 37 363 483 |
| Total des CP prévus en LFI | 1 523 181 393 | 200 402 626 | 48 434 911 | 6 416 707 | 1 778 435 637 | 1 779 795 637 |
| Total des CP consommés | 1 472 815 930 | 233 095 447 | 127 619 462 | 6 416 707 | | 1 839 947 545 |

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|---------------------|------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|
| | Consommées* en 2022 | Ouvertes en 2023 | Consommées* en 2023 | Consommés* en 2022 | Ouverts en 2023 | Consommés* en 2023 |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement | 1 580 182 976 | 1 586 873 362 | 1 564 760 546 | 1 472 815 930 | 1 525 490 020 | 1 483 245 187 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 1 295 983 172 | 1 291 010 206 | 1 260 365 394 | 1 188 616 126 | 1 229 626 864 | 1 178 894 035 |
| Subventions pour charges de service public | 284 199 804 | 295 863 156 | 304 395 152 | 284 199 804 | 295 863 156 | 304 351 152 |
| Titre 5 – Dépenses d'investissement | 203 984 046 | 292 282 485 | 160 762 435 | 233 095 447 | 270 029 613 | 254 893 295 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 191 621 960 | 259 833 361 | 146 516 526 | 216 588 154 | 234 957 979 | 241 212 609 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 12 362 086 | 9 994 162 | 14 245 909 | 16 507 293 | 12 616 672 | 13 680 686 |
| Subventions pour charges d'investissement | 0 | 22 454 962 | 0 | 0 | 22 454 962 | 0 |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention | 144 447 269 | 110 688 057 | 149 969 271 | 127 619 462 | 110 688 057 | 136 227 429 |
| Transferts aux entreprises | 46 728 864 | 46 300 000 | 31 641 769 | 47 510 367 | 46 300 000 | 39 535 102 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 326 147 | 22 103 137 | 0 | 97 844 | 22 103 137 | 0 |
| Transferts aux autres collectivités | 97 392 259 | 42 284 920 | 118 327 502 | 80 011 251 | 42 284 920 | 96 692 326 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Consommées* en 2022 | Ouvertes en 2023 | Consommées* en 2023 | Consommés* en 2022 | Ouverts en 2023 | Consommés* en 2023 |
| Titre 7 – Dépenses d'opérations financières | 6 416 707 | 0 | 24 544 409 | 6 416 707 | 0 | 24 544 409 |
| Dotations en fonds propres | 6 416 707 | 0 | 24 544 409 | 6 416 707 | 0 | 24 544 409 |
| Total hors FdC et AdP | | 1 989 843 904 | | | 1 906 207 690 | |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2 | | +1 194 547 998 | | | -7 118 520 | |
| Total* | 1 935 030 998 | 3 184 391 902 | 1 900 036 661 | 1 839 947 545 | 1 899 089 170 | 1 898 910 319 |

* y.c. FdC et AdP

FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

| Nature de dépenses | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|----------------------------|----------------------------|--------------------------|------------------|---------------------|-------------------------|------------------|
| | Ouvertes en 2022 | Prévues en LFI pour 2023 | Ouvertes en 2023 | Ouverts en 2022 | Prévus en LFI pour 2023 | Ouverts en 2023 |
| Dépenses de personnel | | | | | | |
| Autres natures de dépenses | 20 355 981 | 11 595 135 | 7 148 791 | 20 355 981 | 11 595 135 | 7 148 791 |
| Total | 20 355 981 | 11 595 135 | 7 148 791 | 20 355 981 | 11 595 135 | 7 148 791 |

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE ADP

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/2023 | | 66 000 | | 66 000 | | | | |
| 05/2023 | | 11 443 | | 11 443 | | | | |
| 08/2023 | | 79 096 | | 79 096 | | | | |
| 10/2023 | | 37 816 | | 37 816 | | | | |
| Total | | 194 355 | | 194 355 | | | | |

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FDC

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 03/2023 | | 1 000 000 | | 1 000 000 | | | | |
| 09/2023 | | 10 560 | | 10 560 | | | | |
| 10/2023 | | 57 380 | | 57 380 | | | | |
| 12/2023 | | 5 886 495 | | 5 886 495 | | | | |
| Total | | 6 954 435 | | 6 954 435 | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|----------------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 23/01/2023 | | 1 184 351 628 | | | | | | |
| Total | | 1 184 351 628 | | | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT DE FDC

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 26/01/2023 | | 1 000 000 | | 1 000 000 | | | | |
| Total | | 1 000 000 | | 1 000 000 | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/03/2023 | | 1 509 492 | | | | | | |
| Total | | 1 509 492 | | | | | | |

DÉCRETS DE TRANSFERT

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 27/06/2023 | | 75 200 000 | | 75 200 000 | | | | |
| 27/06/2023 | | | | | | 22 469 481 | | 38 033 766 |
| 20/11/2023 | | 8 625 000 | | 8 625 000 | | | | |
| 20/11/2023 | | | | | | 1 439 439 | | 1 180 552 |
| Total | | 83 825 000 | | 83 825 000 | | 23 908 920 | | 39 214 318 |

DÉCRETS DE VIREMENT

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|----------------|---------------------|----------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 27/06/2023 | | 5 224 208 | | 5 224 208 | | | | |
| 20/11/2023 | | | | | | 102 201 | | 102 201 |
| Total | | 5 224 208 | | 5 224 208 | | 102 201 | | 102 201 |

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 30/11/2023 | | | | | | 64 500 000 | | 65 000 000 |
| Total | | | | | | 64 500 000 | | 65 000 000 |

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|----------------------|----------------------------|----------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|--------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| Total général | | 1 283 059 119 | | 97 197 999 | | 88 511 121 | | 104 316 519 |

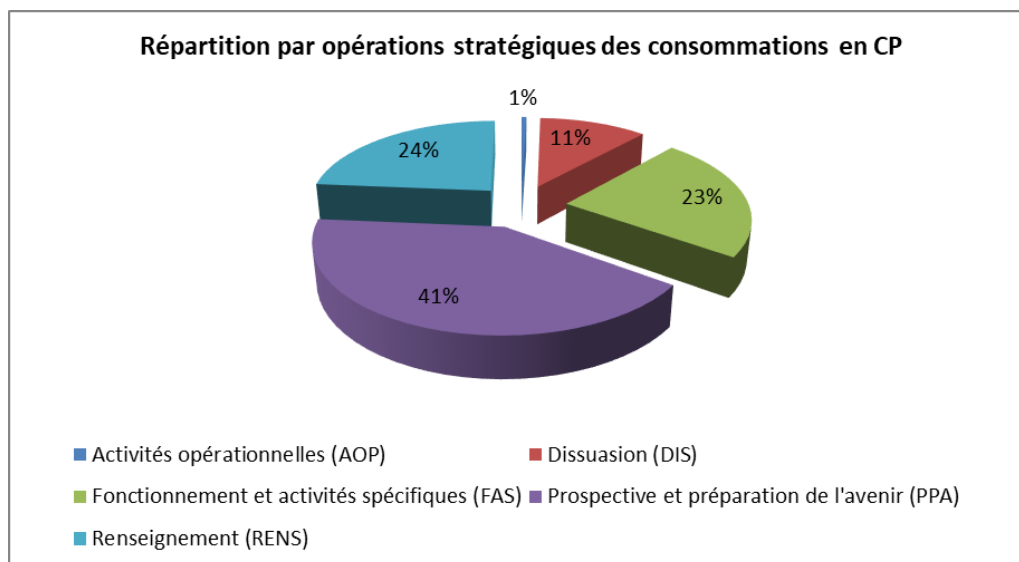
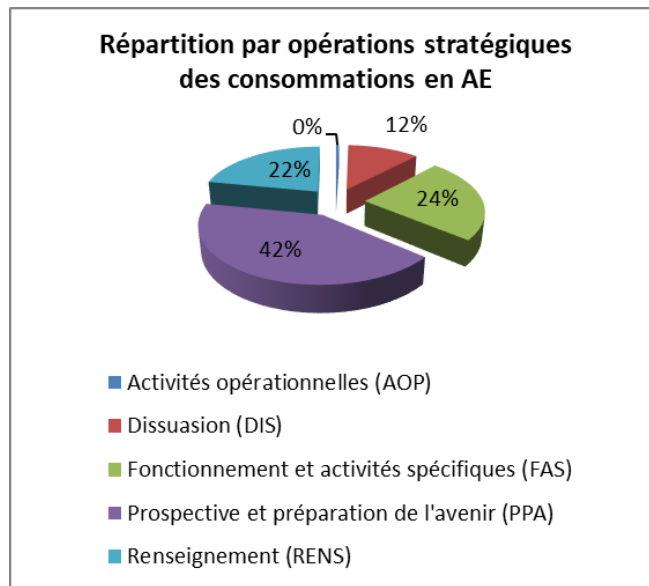
Justification au premier euro

Éléments transversaux au programme

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France | | 467 309 880 496 832 574 | 477 905 015 496 832 574 | | 476 820 115 507 862 259 | 487 415 250 507 862 259 |
| 03.31 – Renseignement extérieur | | 440 368 461 471 463 397 | 450 943 596 471 463 397 | | 417 568 696 446 084 342 | 428 143 831 446 084 342 |
| 03.32 – Renseignement de sécurité de défense | | 26 941 419 25 369 177 | 26 961 419 25 369 177 | | 59 251 419 61 777 917 | 59 271 419 61 777 917 |
| 07 – Prospective de défense | | 1 481 476 671 1 365 187 136 | 1 482 476 671 1 365 187 136 | | 1 388 330 222 1 352 865 163 | 1 389 330 222 1 352 865 163 |
| 07.01 – Analyse stratégique | | 7 830 801 7 052 270 | 7 830 801 7 052 270 | | 8 730 801 6 189 824 | 8 730 801 6 189 824 |
| 07.02 – Prospective des systèmes de forces | | 22 727 775 21 964 767 | 22 727 775 21 964 767 | | 22 727 775 19 802 870 | 22 727 775 19 802 870 |
| 07.03 – Etudes amont | | 1 110 496 840 985 171 401 | 1 111 496 840 985 171 401 | | 1 016 450 391 975 873 772 | 1 017 450 391 975 873 772 |
| 07.04 – Gestion des moyens et subventions | | 340 421 255 350 998 698 | 340 421 255 350 998 698 | | 340 421 255 350 998 698 | 340 421 255 350 998 698 |
| 08 – Relations internationales et diplomatie de défense | | 41 057 353 38 016 951 | 41 057 353 38 016 951 | | 41 057 353 38 182 896 | 41 057 353 38 182 896 |
| Total des crédits prévus en LFI * | 0 | 1 989 843 904 | 1 989 843 904 | 0 | 1 906 207 690 | 1 906 207 690 |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP | | +1 194 547 998 | +1 194 547 998 | | -7 118 520 | -7 118 520 |
| Total des crédits ouverts | 0 | 3 184 391 902 | 3 184 391 902 | 0 | 1 899 089 170 | 1 899 089 170 |
| Total des crédits consommés | 0 | 1 900 036 661 | 1 900 036 661 | 0 | 1 898 910 319 | 1 898 910 319 |
| Crédits ouverts - crédits consommés | | +1 284 355 241 | +1 284 355 241 | | +178 851 | +178 851 |

* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI



AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)

| Niveau | Description | AE | | | | |
|--------|---|----------------------|---------------------------------|---------------------------|---------------------------|--|
| | | Prévision LFI (1) | Prévision FdC/ADP du PLF (2) | Affectation sur TF (3) | Engagement hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévision LFI (5) = (3) + (4) - (1) - (2) |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 14 398 808 | 0 | 0 | 9 579 199 | -4 819 609 |
| OS | Dissuasion (DIS) | 213 930 000 | 0 | 0 | 223 678 112 | 9 748 112 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 440 066 878 | 0 | 0 | 464 164 855 | 24 097 977 |
| OS | Prospective et préparation de l'avenir (PPA) | 928 425 416 | 1 000 000 | 0 | 809 811 354 | -119 614 062 |
| OS | Renseignement (RENS) | 393 022 802 | 10 595 135 | 5 500 000 | 403 224 407 | 5 106 470 |
| | Total | 1 989 843 904 | 11 595 135 | 5 500 000 | 1 910 457 927 | -85 481 112 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------|---|---------------|--------------------------|---------------|------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 14 398 808 | 0 | 9 490 256 | -4 908 552 |
| OS | Dissuasion (DIS) | 210 930 000 | 0 | 213 530 877 | 2 600 877 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 425 066 878 | 0 | 439 708 416 | 14 641 538 |
| OS | Prospective et préparation de l'avenir (PPA) | 838 278 967 | 1 000 000 | 788 843 952 | -50 435 015 |
| OS | Renseignement (RENS) | 417 533 037 | 10 595 135 | 449 903 297 | 21 775 125 |
| Total | | 1 906 207 690 | 11 595 135 | 1 901 476 798 | -16 326 027 |

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE (EN M€)

| Niveau | Description | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectation 2023 | Total | Engagement 2022 sur TF |
|--------|----------------------|----------------|-------------------------|------------------|---------|------------------------|
| OS | Renseignement (RENS) | 1184,35 | 0,25 | 5,50 | 1189,60 | 19,27 |
| Total | | 1184,35 | 0,25 | 5,50 | 1189,60 | 19,27 |

ÉCHÉANCIERS DES PAIEMENTS (EN M€)

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|------------------|---|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|---------|---------|---------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | > 2025 | Total |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | PLF | 0,05 | 14,40 | 14,40 | 0,05 | 0,00 | 0,00 | 14,45 |
| | | PLR | 0,21 | 9,58 | 9,49 | 0,30 | 0,00 | 0,00 | 9,79 |
| OS | Dissuasion (DIS) | PLF | 356,25 | 213,93 | 210,93 | 210,43 | 95,20 | 53,61 | 570,18 |
| | | PLR | 426,12 | 223,68 | 213,53 | 197,93 | 116,65 | 121,69 | 649,80 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 22,62 | 440,07 | 425,07 | 22,15 | 9,90 | 5,57 | 462,69 |
| | | PLR | 28,73 | 464,16 | 439,71 | 43,28 | 9,91 | 0,00 | 492,90 |
| OS | Prospective et préparation de l'avenir (PPA) | PLF | 1743,08 | 929,43 | 864,80 | 716,81 | 676,15 | 414,74 | 2672,51 |
| | | PLR | 1722,57 | 809,81 | 788,84 | 772,62 | 433,90 | 537,02 | 2532,38 |
| OS | Renseignement (RENS) | PLF | 560,85 | 1096,45 | 430,93 | 355,21 | 374,49 | 496,68 | 1657,30 |
| | | PLR | 484,70 | 422,49 | 449,90 | 345,19 | 112,10 | 0,00 | 907,19 |
| Écarts (PLR-PLF) | | | -20,51 | -764,55 | -44,65 | 54,67 | -483,18 | -311,89 | -785,06 |

PASSAGE DU PLF À LA LFI

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|-------------|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| PLF | 0 | 1 989 843 904 | 1 989 843 904 | 0 | 1 906 207 690 | 1 906 207 690 |
| Amendements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| LFI | 0 | 1 989 843 904 | 1 989 843 904 | 0 | 1 906 207 690 | 1 906 207 690 |

JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Report de crédits

En AE, les reports de crédits s'élevaient à 1 186,9 M€, dont 1 184,4 M€ par arrêté du 23 janvier 2023 (reports sur TF), 1 M€ par arrêté du 26 janvier 2023 (reports sur FDC) et 1,5 M€ par arrêté du 2 mars 2023.

En CP, 1 M€ ont été reportés via l'arrêté de reports du 26 janvier 2023 (reports sur FDC).

Décrets de transfert

Le solde des transferts s'élevait à 59,9 M€ en AE et 44,6 M€ en CP et concerne principalement :

- des mouvements pour un montant total de 77 M€ en AE/CP en provenance du P129 « Coordination du travail gouvernemental » pour le financement de besoins opérationnels prioritaires ;
- trois transferts pour un montant total de 10,1 M€ en AE/CP vers le programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » pour l'organisation du Forum de Paris sur la paix, le financement des dépenses de fonctionnement pour les personnels affectés dans les enceintes diplomatiques et la participation du Ministère au fonctionnement de la CNEMA ;
- un transfert de 15,5 M€ en CP vers le programme 192 « Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle » pour la contribution du Ministère au programme Nano 2022 ;
- un transfert de 2,2 M€ en AE/CP vers le programme 134 « Développement des entreprises et régulations » pour le financement des dépenses de fonctionnement du Commissariat aux communications électroniques de défense (CCED).

Décrets de virement

Le solde des virements s'élevait à 5,1 M€ en AE/CP et recouvre principalement les mouvements suivants :

- 10 M€ en AE/CP en provenance du programme 178 « Préparation et emploi des forces » pour le financement de besoins opérationnels prioritaires dans le domaine cyberdéfense ;
- 4,5 M€ en AE/CP vers le programme 178 « Préparation et emploi des forces » pour le remboursement de frais de déplacement par voie aérienne et ferrée.

Loi de finances de fin de gestion

La loi n° 2023-1114 du 30 novembre 2023 de finances de fin de gestion a annulé 64,5 M€ en AE et 65 M€ en CP sur la réserve de précaution du programme.

ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Les rattachements de fonds de concours (7 M€ en AE/CP) et d'attributions de produits (0,2 M€ en AE/CP) proviennent respectivement :

- pour les premiers, de contributions diverses au financement des actions et projets internationaux menés par les services relevant du P144 (7 M€ en AE/CP) ;
- pour les seconds, de produits de cessions de biens mobiliers (0,2 M€ en AE/CP).

■ RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Mise en réserve initiale | 0 | 90 025 434 | 90 025 434 | 0 | 85 843 624 | 85 843 624 |
| Surgels | 0 | 18 005 087 | 18 005 087 | 0 | 17 168 725 | 17 168 725 |
| Dégels | 0 | -25 753 087 | -25 753 087 | 0 | -25 753 087 | -25 753 087 |
| Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année) | 0 | 82 277 434 | 82 277 434 | 0 | 77 259 262 | 77 259 262 |

Dépenses pluriannuelles

CONTRATS DE PLAN ÉTAT-RÉGION (CPER)

Génération 2015 - 2020

| Action / Opérateur | Rappel du montant contractualisé | Prévision 2023 | | Consommation 2023 | | Consommation cumulée | |
|-----------------------------|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| 07 - Prospective de défense | 15 040 000 | | | | | | 7 660 000 |
| Total | 15 040 000 | | | | | | 7 660 000 |

En ce qui concerne l'ISAE Supaéro, l'opération « Rénovation de la fonction enseignement » a fait l'objet d'un encaissement de 9.25 M€ en dotation en fonds propres et 313 k€ de la part de la région. Elle a fait l'objet d'un engagement à hauteur de 107 k€ en 2023.

Les financements attendus de l'État par l'ENSTA Bretagne, soit 3 870 000 €, ont tous été reçus et le CPER 2015-2020 s'est clos avec tous les achats de recherche prévus.

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2023 | CP 2023 |
|--|---|
| AE ouvertes en 2023 * (E1) 3 184 391 902 | CP ouverts en 2023 * (P1) 1 899 089 170 |
| AE engagées en 2023 (E2) 1 900 036 661 | CP consommés en 2023 (P2) 1 898 910 319 |
| AE affectées non engagées au 31/12/2023 (E3) 1 170 581 499 | dont CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023 (P3 = P2 - P4) 1 107 157 524 |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2023 (E4 = E1 - E2 - E3) 113 773 741 | dont CP consommés en 2023 sur engagements 2023 (P4) 791 752 795 |

RESTES À PAYER

| | | | | |
|--|--|---|---|---|
| Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 brut (R1) 2 703 311 657 | | | | |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2022 (R2) 761 017 | | | | |
| Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 net (R3 = R1 + R2) 2 704 072 674 | CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023 (P3 = P2 - P4) 1 107 157 524 | = | Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R4 = R3 - P3) 1 596 915 150 | |
| AE engagées en 2023 (E2) 1 900 036 661 | CP consommés en 2023 sur engagements 2023 (P4) 791 752 795 | = | Engagements 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R5 = E2 - P4) 1 108 283 866 | |
| | | | Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R6 = R4 + R5) 2 705 199 016 | |
| | | | | Estimation des CP 2024 sur engagements non couverts au 31/12/2023 (P5) 1 359 321 005 |
| | | | | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2024 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2023 (P6 = R6 - P5) 1 345 878 011 |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2023 + reports 2022 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Justification par action

ACTION**03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|--|--|---------------------|--|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France | | 477 905 015 496 832 574 | 477 905 015 496 832 574 | | 487 415 250 507 862 259 | 487 415 250 507 862 259 |
| 03.31 – Renseignement extérieur | | 450 943 596 471 463 397 | 450 943 596 471 463 397 | | 428 143 831 446 084 342 | 428 143 831 446 084 342 |
| 03.32 – Renseignement de sécurité de défense | | 26 961 419 25 369 177 | 26 961 419 25 369 177 | | 59 271 419 61 777 917 | 59 271 419 61 777 917 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 197 142 357 | 342 180 462 | 228 905 464 | 257 835 283 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 197 142 357 | 342 136 462 | 228 905 464 | 257 835 283 |
| 03.31 – Renseignement extérieur | 180 330 938 | 325 074 943 | 212 364 396 | 239 674 216 |
| 03.32 – Renseignement de sécurité de défense | 16 811 419 | 17 061 519 | 16 541 068 | 18 161 067 |
| Subventions pour charges de service public | | 44 000 | | |
| 03.31 – Renseignement extérieur | | 44 000 | | |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 280 422 658 | 154 272 312 | 258 169 786 | 249 906 976 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 270 428 496 | 140 336 278 | 245 553 114 | 236 428 173 |
| 03.31 – Renseignement extérieur | 262 558 496 | 133 324 265 | 204 749 329 | 195 895 232 |
| 03.32 – Renseignement de sécurité de défense | 7 870 000 | 7 012 013 | 40 803 785 | 40 532 940 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 9 994 162 | 13 936 034 | 12 616 672 | 13 478 803 |
| 03.31 – Renseignement extérieur | 7 774 162 | 12 708 790 | 10 750 106 | 10 394 893 |
| 03.32 – Renseignement de sécurité de défense | 2 220 000 | 1 227 245 | 1 866 566 | 3 083 910 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 340 000 | 379 800 | 340 000 | 120 000 |
| Transferts aux autres collectivités | 340 000 | 379 800 | 340 000 | 120 000 |
| 03.31 – Renseignement extérieur | 280 000 | 311 400 | 280 000 | 120 000 |
| 03.32 – Renseignement de sécurité de défense | 60 000 | 68 400 | 60 000 | |
| Total | 477 905 015 | 496 832 574 | 487 415 250 | 507 862 259 |

SOUS-ACTION

03.31 – Renseignement extérieur

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

En 2023, la DGSE a poursuivi ses actions en conformité avec sa stratégie définie en LPM 2019-2025, dans un contexte de réforme interne. La procédure de consultation concernant le projet d'implantation du nouveau siège au Fort-neuf de Vincennes s'est achevée par le choix de l'attributaire du marché au candidat retenu. Les autorisations d'engagement ont été affectées seront engagées au moment de la notification du marché principal de travaux.

Les efforts sur le plan capacitaire se sont poursuivis en matière de renseignement technique, de cyberdéfense et d'appui technique à la recherche humaine et aux opérations, dans un contexte marqué par l'inflation et notamment la hausse des coûts énergétiques.

Les ressources ouvertes en LFI 2023 s'élève à 440,4 M€ en AE et 417,6 M€ en CP, et évolue suite aux mouvements suivants :

- **En AE :**
 - Annulation totale de la réserve de précaution : 26,4 M€,
 - Solde des décrets de virements et de transferts : +70,7 M€,
 - Reports de crédits sur tranche fonctionnelle : +1 184,4 M€,
 - Reports de crédits issus de fonds de concours : +1,0 M€
 - Fonds de concours et attributions de produits : +6,1 M€,
 - Mesures d'économie : -20,4 M€.

Le montant total de la ressource en AE après mouvements s'élève à 1 655,8 M€, dont 1 170,8 M€ reportés sur la gestion 2024 (1 170,6 M€ d'AE sur tranches fonctionnelles mais non engagées en 2023 et 0,2 M€ correspondant aux fonds de concours non consommés).

- **En CP :**
 - Annulation partielle de la réserve de précaution : -3,1 M€,
 - Solde des décrets de virements et de transferts : +71,0 M€,
 - Reports de crédits issus de fonds de concours : +1,0 M€,
 - Fonds de concours et attributions de produits : +6,1 M€,
 - Mouvements internes au programme : -46,3 M€.

Le montant total de la ressource en CP après mouvements s'élève à 446,3 M€, dont 0,2 M€ reportés sur la gestion 2024 au titre du rattachement tardif d'un fonds de concours fin 2023.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (AOP)

L'OS « Activités opérationnelles » (AOP) porte les crédits d'alimentation, ainsi que les frais de déplacement et de transport des agents du Service.

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|----------------------------|------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|------------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Alimentation | 289 145 | 0 | 255 540 | -33 605 | 289 145 | 0 | 254 639 | -34 506 |
| OB | Déplacements et transports | 12 095 085 | 0 | 7 603 845 | -4 491 240 | 12 095 085 | 0 | 7 467 990 | -4 627 095 |
| | Total | 12 384 230 | 0 | 7 859 385 | -4 524 845 | 12 384 230 | 0 | 7 722 629 | -4 661 601 |

L'OS AOP présente une sous-consommation de 37 % par rapport à la LFI en AE et de 38 % en CP, soit 4,5 M€ en AE et 4,7 M€ en CP.

Les « dépenses d'alimentation » intègrent aussi bien les frais liés à l'alimentation courante que les dépenses liées aux postes de permanence déconcentrés.

L'écart sur l'OB « Déplacements et transports » résulte principalement d'un décret de virement de 4,5 M€ en AE/CP à destination du programme 178 « préparation et emploi des forces », réalisé au titre des dépenses de déplacement par voie aérienne et ferroviaires exécutées par les Armées au profit de la DGSE.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES (FAS)

L'OS FAS supporte les dépenses de fonctionnement courant comprenant le soutien des personnels (frais de formation, d'habillement, de documentation, d'équipement informatique, etc.) et des structures (frais d'entretien courant et de chauffage des emprises, télécommunications non opérationnelles, etc.). Cette enveloppe couvre également les dépenses spécifiques liées aux frais de changement de résidence des agents de la DGSE.

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|---------------------------------|------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|------------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Fonctionnement courant | 15 084 579 | 0 | 16 152 377 | 1 067 798 | 15 084 579 | 0 | 19 134 815 | 4 050 236 |
| OB | Mobilité des personnels | 2 687 811 | 0 | 2 476 209 | -211 602 | 2 687 811 | 0 | 2 476 209 | -211 602 |
| OB | Soutien courant des structures | 36 929 746 | 0 | 48 903 983 | 11 974 237 | 21 929 746 | 0 | 22 470 859 | 541 113 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 4 209 414 | 0 | 6 049 216 | 1 839 802 | 4 209 414 | 0 | 6 300 748 | 2 091 334 |
| | Total | 58 911 550 | 0 | 73 581 784 | 14 670 234 | 43 911 550 | 0 | 50 382 630 | 6 471 080 |

L'exécution des crédits de l'OS FAS présente un écart par rapport à la programmation LFI de +14,6 M€ en AE (soit 25 %) et de +6,5 M€ en CP (soit 15 %). Cet écart, résultant des différents mouvements règlementaires venant augmenter la ressource, a permis notamment de financer :

- l'engagement pluriannuel pour deux ans du marché d'électricité (hors alimentation des centres de données). L'écart important affiché sur l'OB « Soutien courant des structures » est dû à une mise de place du marché moins favorable à ce qui était prévu lors de l'établissement du PAP PLF 2023 (engagement sur deux ans pour 34,5 M€ au lieu de trois ans pour 22,0 M€, soit +12,5 M€ par rapport à ce qui était prévu) ;
- des surcoûts liés à l'inflation ;
- des dépenses liées à la croissance des effectifs, des mesures consacrées à l'attractivité du Service, la fidélisation des agents et à la réorganisation interne du Service.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : RENSEIGNEMENT

L'OS « Renseignement » se compose des investissements concourant aux activités opérationnelles de la DGSE positionnées sur les OB « Appui au renseignement » et « Renseignement ». Elle constitue son cœur de métier et l'essentiel de ses budgets exécutés, soit 82 % en AE (hors tranches fonctionnelles) et 85 % en CP. Le solde des mouvements de ressources réalisés par décrets de virement et de transfert (abondements ministériels et interministériels) pour financer ces investissements représente 20 % en AE et 22 % en CP du montant total exécuté sur ce périmètre budgétaire (hors tranches fonctionnelles).

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT 2023 (EN €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|------------------------|---------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------------|-------------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Appui au renseignement | 193 704 908 | 10 575 135 | 5 500 000 | 170 015 219 | -28 764 824 | 193 600 738 | 10 575 135 | 172 004 156 | -32 171 717 |
| OB | Renseignement | 175 367 773 | 0 | 0 | 210 704 178 | 35 336 405 | 167 672 178 | | 218 454 645 | 50 782 467 |
| | Total | 369 072 681 | 10 575 135 | 5 500 000 | 380 719 397 | 6 571 581 | 361 272 916 | 10 575 135 | 390 458 801 | 18 610 750 |

L'enveloppe de crédits allouée aux OB « Appui au renseignement » et « Renseignement » reflète la programmation des investissements et des équipements de la DGSE.

Ces crédits servent à financer :

- les effets liés à l'inflation et au surcoût énergétique ;
- les opérations de rénovation des infrastructures ;
- le soutien, le support et la logistique des opérations ;
- l'acquisition de matériels opérationnels consacrés au traitement et à l'exploitation du renseignement, couvrant l'ensemble des modes de recueil du renseignement (origine humaine, origine électromagnétique, origine informatique et image) ;
- la poursuite des investissements dans les grands programmes interministériels au profit de l'ensemble de la communauté du renseignement.

L'écart entre la LFI et l'exécution sur les OB « Renseignement » et « Appui au renseignement » s'explique par les mouvements ayant fait évoluer la ressource ouverte en LFI, notamment les décrets de transfert et de virement.

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHES FONCTIONNELLES 2023 (EN M€)

| Niveau | OS | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectation 2023 | Total | Engagement 2023 sur TF |
|--------|------------------------|----------------|-------------------------|------------------|---------|------------------------|
| OB | Appui au renseignement | 1184,35 | 0,25 | 5,50 | 1189,50 | 19,27 |
| OB | Renseignement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total | 1184,35 | 0,25 | 5,50 | 1189,50 | 19,27 |

Le montant des AEANE à fin 2022 s'élevait à 1 184,3 M€, dont 1 095,3 M€ au titre du projet du nouveau siège du Service. Le décalage de l'engagement du marché principal entraîne un report en 2024 des AEANE correspondant à ce projet.

Le Service a procédé au cours de l'année à un retrait d'affectation de 0,25 M€ (clôtures de TF) et à une affectation de 5,5 M€ sur un projet immobilier en cours.

En complément, et à titre indicatif, le tableau ci-dessous récapitule les fonds de concours et les attributions de produits perçus. L'écart entre la prévision LFI et les montants perçus provient de projets reportés.

| Niveau | OS | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
|--------|---------------|---------------|--------------|---------------------------------------|
| OS | Renseignement | 10 575 135 | 7 130 461 | -3 444 674 |
| | Total | 10 575 135 | 7 130 461 | -3 444 674 |

SOUS-ACTION

03.32 – Renseignement de sécurité de défense

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

La direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD) doit faire face à l'évolution des menaces qui, depuis plusieurs années, se sont accrues et diversifiées. Ce besoin de protection de la sphère Défense conduit la DRSD à poursuivre sa montée en puissance et sa transformation. Cette transformation s'appuie sur des investissements significatifs dans le domaine de l'infrastructure, des systèmes d'information et des équipements.

La gestion 2023 a vu l'achèvement des travaux de gros œuvre du nouveau siège de la direction centrale au Fort de Vanves. Ce bâtiment permettra à la DRSD de faire face à l'augmentation de ses effectifs et de bénéficier de toutes les facilités d'un service de renseignement. Il inclura notamment des ateliers techniques, des espaces de formation, des locaux dédiés aux serveurs et répondra aux standards de protection exigés par la réglementation. Cette nouvelle infrastructure permettra surtout de généraliser le travail collaboratif entre les personnels chargés de l'exploitation et de la recherche de renseignement.

Dans le domaine des systèmes d'information, le Service a poursuivi le développement de sa nouvelle base de souveraineté qui permettra de stocker et d'exploiter le renseignement à partir d'une solution logicielle purement nationale. En outre, pour fluidifier le processus d'habilitation, des outils d'aide à la décision ont été mis en place. L'année a également été marquée par le lancement projet du CERT-[ED], centre de réponse aux incidents cyber au profit des entreprises de défense.

En complément de la LFI (26,9 M€ en AE et 59,2 M€ en CP) les ressources ont été modifiées à la suite :

- des décrets de virement et de transfert : -0,6 M€ en AE/CP ;
- des rattachements d'attributions de produits : +0,01 M€ en AE/CP ;
- des rétablissements de crédits : +0,05 M€ en AE/CP
- de la non-levée partielle de la réserve de précaution : -1,0 M€ en AE ;
- de mouvements internes au programme : +3,0 M€ en CP.

Ces mouvements ont porté la ressource disponible à 25,4 M€ en AE et 61,8 M€ en CP.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (AOP)

L'OS AOP comprend les crédits de fonctionnement liés aux déplacements des personnels de la DRSD par voie aérienne ainsi qu'une partie des missions en métropole.

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|----------------------------|---------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|---------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Déplacements et transports | 595 706 | 0 | 0 | -595 706 | 595 706 | 0 | 0 | -595 706 |
| | Total | 595 706 | 0 | 0 | -595 706 | 595 706 | 0 | 0 | -595 706 |

L'écart entre la programmation et l'exécution des dépenses de déplacement (-0,60 M€ en AE/CP) s'explique essentiellement par les modalités financières de couverture du besoin. Les dépenses de déplacement par voie aérienne et voie ferrée font l'objet d'une imputation sur le programme 178 « Préparation et emploi des forces », compensée par un mouvement de ressources en gestion.

Un décret de virement de 0,3 M€ en AE/CP a été réalisé à ce titre pour les dépenses 2022. La différence entre le virement et la ressource s'explique par une utilisation inférieure aux prévisions du marché TACITE permettant la prise en charge directe des frais de déplacements.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES (FAS)

L'OS FAS supporte les dépenses de fonctionnement courant directement liées à l'activité spécifique de la DRSD. Elle rassemble notamment les crédits de formation, les crédits de communication et relations publiques, ainsi que les dépenses de fonctionnement du site de la direction centrale.

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|--------------------------------------|-----------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-----------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Communication et relations publiques | 498 145 | 0 | 582 432 | 84 287 | 498 145 | 0 | 530 697 | 32 552 |
| OB | Fonctionnement courant | 613 464 | 0 | 577 605 | -35 859 | 613 464 | 0 | 606 130 | -7 334 |
| OB | Soutien courant des structures | 338 983 | 0 | 928 544 | 589 561 | 338 983 | 0 | 405 184 | 66 201 |
| OB | Soutien des matériels communs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 945 000 | 0 | 863 033 | -81 967 | 945 000 | 0 | 814 178 | -130 822 |
| | Total | 2 395 592 | 0 | 2 951 614 | 556 022 | 2 395 592 | 0 | 2 356 190 | -39 402 |

L'OS FAS présente une surconsommation de 0,6 M€ en AE (soit 23 %) et une sous-consommation de -0,04 M€ en CP (soit 2 %) par rapport à la programmation initiale.

OB – Communication et relations publiques

L'augmentation de l'OB de 0,1 M€ en AE (+17 %) et de 0,03 M€ en CP (+7 %) est liée aux événements de promotion du nouveau CERT-[ED](centre de réponse informatique d'urgence au profit des entreprises de défense).

OB – Soutien courant des structures

La surconsommation de l'OB de 0,6 M€ en AE (+174 %) et 0,1 M€ en CP (+20 %) s'explique par la poursuite des efforts de sécurisation de l'emprise accueillant la direction centrale.

OB – Soutien des ressources humaines

La sous-consommation de l'OB de 0,1 M€ en AE (-9 %) et de 0,1 M€ en CP (-14 %) relève du retard systémique du dispositif de facturation interne affectant simultanément les autorisations d'engagements et les crédits de paiement.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : RENSEIGNEMENT**

La devise de la DRSD est « renseigner pour protéger ». Cette devise traduit le caractère dual de sa mission : rechercher et analyser le renseignement pour garantir la protection de la sphère de défense. L'OS « Renseignement » finance les investissements et les dépenses opérationnelles de la DRSD.

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|--|---------------|--------------------------|--------------------|---------------------|-----------------------------------|------------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Enquêtes - Contrôles - Sécurisation | 4 501 603 | 0 | 0 | 4 228 520 | -273 083 | 4 501 603 | 0 | 4 105 426 | -396 177 |
| OB | Matériels transport | 413 800 | 20 000 | 0 | 934 073 | 500 273 | 462 208 | 20 000 | 656 398 | 174 190 |
| OB | Matériels divers | 187 720 | 0 | 0 | 149 675 | -38 045 | 187 720 | 0 | 97 007 | -90 713 |
| OB | Matériels techniques | 9 737 796 | 0 | 0 | 9 493 827 | -243 969 | 41 844 699 | 0 | 43 304 815 | 1 460 116 |
| OB | Systèmes d'information et de communication | 9 109 202 | 0 | 0 | 7 698 915 | -1 410 287 | 9 263 891 | 0 | 11 280 850 | 2 016 959 |
| | Total | 23 950 121 | 20 000 | 0 | 22 505 010 | -1 465 111 | 56 260 121 | 20 000 | 59 444 496 | 3 164 375 |

OB – Enquêtes – contrôles – sécurisation

La sous-consommation sur cette OB s'élève à 0,3 M€ en AE (-6 %) et à 0,4 M€ en CP (-9 %). Elle s'explique par trois facteurs :

- l'absence de consommation de 0,1 M€ en AE/CP 2023 relatifs à une solution ministérielle de téléphonie chiffrée qui sera financée par décret de virement sur 2024 ;
- le désengagement de certains théâtres d'opérations engendrant de moindres dépenses de télécommunications satellitaires à hauteur de 0,1 M€ en AE/CP ;
- une baisse des coûts de l'activité « Produits pétroliers opérationnels » suite à un effet prix favorable générant un rétablissement de crédit à 0,05 M€ en AE/CP.

OB – Matériels de transport

Cette OB englobe l'acquisition et l'entretien des véhicules. La consommation est supérieure de 0,5 M€ en AE (+126 %) et de 0,2 M€ en CP (+42 %) par rapport à la prévision.

Cet écart en AE s'explique par la décision de procéder au renouvellement partiel du parc automobile à compter de la fin de gestion 2023 et par les surcoûts de maintenance de la flotte toujours en service. En CP, la surconsommation se justifie par le paiement des engagements pris en 2022.

OB – Matériels divers

La sous-consommation sur cette OB 0,04 M€ en AE (-20 %) et de 0,1 M€ en CP (-48 %) par des économies réalisées sur des dépenses d'entretien divers.

OB – Matériels techniques

Cette OB, supportant principalement les crédits finançant la construction du nouveau bâtiment de la direction centrale, a connu une sous-consommation de 0,2 M€ en AE (-3 %) et une surconsommation de 1,5 M€ en CP (+3 %). La moindre consommation d'AE est liée à la non-réalisation de certains risques prévus dans le besoin initial. En CP, l'écart est lié à la fois au décalage de certains travaux de 2022 vers 2023, sans impact sur la date de livraison finale prévue, et à l'augmentation des coûts dans le domaine du bâtiment et travaux publics.

OB – Systèmes d'information et de communication

Cette OB a connu une sous-consommation par rapport à la LFI de 1,4 M€ en AE (-15 %) et une surconsommation de 2,0 M€ en CP (+22 %). Cette situation est liée à deux facteurs :

- la non-levée partielle de la réserve de précaution à hauteur de 1 M€ ;
- la révision partielle des coûts du projet de CERT [ED] (centre de réponse informatique d'urgence au profit des entreprises de défense) à hauteur de 0,4 M€.

En CP, la surconsommation s'explique essentiellement par le glissement de 2022 vers 2023 de la livraison de plusieurs systèmes et équipements tandis que les réalisations prévues en 2023 ont été livrées conformément au calendrier.

À titre indicatif, la répartition des fonds de concours et des attributions de produits est la suivante :

| Niveau | OS | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
|--------|---------------|---------------|--------------|---------------------------------|
| OS | Renseignement | 20 000 | 7 770 | -12 230 |
| | Total | 20 000 | 7 770 | -12 230 |

L'écart entre les prévisions et les recettes perçues est lié à des ventes de véhicules moins importantes que prévu.

SYNTHÈSE ACTION 03**AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)**

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|---------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------------|---------------|--------------------------|--------------|------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 12 979 936 | 0 | 0 | 7 859 385 | -5 120 551 | 12 979 936 | 0 | 7 722 629 | -5 257 307 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 61 307 142 | 0 | 0 | 76 533 398 | 15 226 256 | 46 307 142 | 0 | 52 738 820 | 6 431 678 |
| OS | Renseignement (RENS) | 393 022 802 | 10 595 135 | 5 500 000 | 403 224 407 | 5 106 470 | 417 533 037 | 10 595 135 | 449 903 297 | 21 775 125 |
| | Total | 467 309 880 | 10 595 135 | 5 500 000 | 487 617 189 | 15 212 174 | 476 820 115 | 10 595 135 | 510 364 746 | 22 949 496 |

ENGAGEMENTS ET ÉCHÉANCIERS DE PAIEMENT (EN M€)

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|------------------|---|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|--------|---------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | > 2025 | Total |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | PLF | 0,00 | 12,98 | 12,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12,98 |
| | | PLR | 0,16 | 7,86 | 7,72 | 0,30 | 0,00 | 0,00 | 8,02 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 22,23 | 61,31 | 46,31 | 21,76 | 9,90 | 5,57 | 83,53 |
| | | PLR | 27,83 | 76,53 | 52,74 | 42,13 | 9,50 | 0,00 | 104,36 |
| OS | Renseignement (RENS) | PLF | 560,85 | 1096,45 | 430,93 | 355,21 | 374,49 | 496,68 | 1657,30 |
| | | PLR | 484,70 | 422,49 | 449,90 | 345,19 | 112,10 | 0,00 | 907,19 |
| Écarts (PLR-PLF) | | | 70,39 | 663,85 | -20,15 | -10,65 | 262,79 | 502,25 | 734,24 |

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE (EN M€)

| Niveau | OS | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | affectation 2023 | Total | Engagement 2023 sur TF |
|--------|------------------------|----------------|-------------------------|------------------|---------|------------------------|
| OB | Appui au renseignement | 1184,35 | 0,25 | 5,50 | 1189,60 | 19,27 |
| OB | Renseignement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | 1184,35 | 0,25 | 5,50 | 1189,60 | 19,27 |

RÉPARTITION DES FONDS DE CONCOURS (EN €)

| Niveau | OS | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
|--------|---------------|---------------|--------------|---------------------------------|
| OS | Renseignement | 10 595 135 | 7 138 231 | -3 456 904 |
| Total | | 10 595 135 | 7 138 231 | -3 456 904 |

ACTION

07 – Prospective de défense

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 07 – Prospective de défense | | 1 482 476 671 | 1 482 476 671 | | 1 389 330 222 | 1 389 330 222 |
| | | 1 365 187 136 | 1 365 187 136 | | 1 352 865 163 | 1 352 865 163 |
| 07.01 – Analyse stratégique | | 7 830 801 | 7 830 801 | | 8 730 801 | 8 730 801 |
| | | 7 052 270 | 7 052 270 | | 6 189 824 | 6 189 824 |
| 07.02 – Prospective des systèmes de forces | | 22 727 775 | 22 727 775 | | 22 727 775 | 22 727 775 |
| | | 21 964 767 | 21 964 767 | | 19 802 870 | 19 802 870 |
| 07.03 – Etudes amont | | 1 111 496 840 | 1 111 496 840 | | 1 017 450 391 | 1 017 450 391 |
| | | 985 171 401 | 985 171 401 | | 975 873 772 | 975 873 772 |
| 07.04 – Gestion des moyens et subventions | | 340 421 255 | 340 421 255 | | 340 421 255 | 340 421 255 |
| | | 350 998 698 | 350 998 698 | | 350 998 698 | 350 998 698 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 1 386 548 572 | 1 218 231 572 | 1 293 402 123 | 1 221 606 995 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 1 090 685 416 | 913 880 420 | 997 538 967 | 917 255 843 |
| 07.01 – Analyse stratégique | 7 460 801 | 7 052 270 | 8 360 801 | 6 174 824 |
| 07.02 – Prospective des systèmes de forces | 22 727 775 | 21 297 232 | 22 727 775 | 19 277 733 |
| 07.03 – Etudes amont | 1 060 496 840 | 885 530 918 | 966 450 391 | 891 803 287 |
| Subventions pour charges de service public | 295 863 156 | 304 351 152 | 295 863 156 | 304 351 152 |
| 07.04 – Gestion des moyens et subventions | 295 863 156 | 304 351 152 | 295 863 156 | 304 351 152 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 22 454 962 | 6 490 123 | 22 454 962 | 4 986 319 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | | 6 180 249 | | 4 784 436 |
| 07.02 – Prospective des systèmes de forces | | 65 010 | | 2 850 |
| 07.03 – Etudes amont | | 6 115 238 | | 4 781 586 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 309 875 | | 201 883 |
| 07.02 – Prospective des systèmes de forces | | 253 525 | | 173 287 |
| 07.03 – Etudes amont | | 56 350 | | 28 596 |
| Subventions pour charges d'investissement | 22 454 962 | | 22 454 962 | |
| 07.04 – Gestion des moyens et subventions | 22 454 962 | | 22 454 962 | |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 73 473 137 | 115 921 032 | 73 473 137 | 101 727 441 |
| Transferts aux entreprises | 45 000 000 | 31 864 295 | 45 000 000 | 39 055 159 |
| 07.02 – Prospective des systèmes de forces | | 349 000 | | 349 000 |
| 07.03 – Etudes amont | 45 000 000 | 31 515 295 | 45 000 000 | 38 706 159 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 22 103 137 | | 22 103 137 | |
| 07.04 – Gestion des moyens et subventions | 22 103 137 | | 22 103 137 | |
| Transferts aux autres collectivités | 6 370 000 | 84 056 737 | 6 370 000 | 62 672 282 |
| 07.01 – Analyse stratégique | 370 000 | | 370 000 | 15 000 |
| 07.03 – Etudes amont | 6 000 000 | 61 953 600 | 6 000 000 | 40 554 145 |
| 07.04 – Gestion des moyens et subventions | | 22 103 137 | | 22 103 137 |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | | 24 544 409 | | 24 544 409 |
| Dotations en fonds propres | | 24 544 409 | | 24 544 409 |
| 07.04 – Gestion des moyens et subventions | | 24 544 409 | | 24 544 409 |
| Total | 1 482 476 671 | 1 365 187 136 | 1 389 330 222 | 1 352 865 163 |

SOUS-ACTION

07.01 – Analyse stratégique

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

La direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) a conduit en 2023 un soutien actif à la recherche stratégique au profit des études de prospective et de stratégie de défense.

L'augmentation des moyens alloués aux actions développées par la DGRIS a notamment permis en 2023 :

- le lancement des travaux et le financement des premières actions au profit de l'antenne « IRSEM Europe » à Bruxelles ;

- la signature d'une nouvelle convention avec le Centre interdisciplinaire sur les enjeux stratégiques de l'École normale supérieure (CIENS) formalisant le développement du centre ;
- la revalorisation des allocations doctorales et post doctorales ainsi que des labels « centres d'excellence » ;

En matière de relation avec les *Think Tanks*, la DGRIS a poursuivi le renforcement de l'exploitation et de la valorisation des études financées. La DGRIS a organisé le 12 décembre 2023 la première édition du Forum des études stratégiques rassemblant les prestataires d'études (*Think Tanks*, instituts de recherche, etc) et les armées, directions et services du ministère des Armées, reflétant la diversité thématique du dispositif des études (18 observatoires représentés, couvrant les sujets cyber, climat, conflits futurs, Russie, Indopacifique, Moyen-Orient, etc.).

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : PROSPECTIVE ET PRÉPARATION DE L'AVENIR (PPA)

Les besoins de la sous-action 07-01 « analyse stratégique » sont couverts par les crédits de l'opération stratégique « Prospective et préparation de l'avenir » au travers des trois opérations budgétaires (OB) :

- Études prospectives et stratégiques (EPS) ;
- Programmes personnalités d'avenir et post-doctorat ;
- Recherche stratégique.

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT 2023 (EN M€)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|--|-----------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-----------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | EPS | 7 460 801 | 0 | 7 228 677 | -232 124 | 8 100 801 | 0 | 5 682 447 | -2 418 354 |
| OB | Programmes personnalités d'avenir et post-doctorat | 0 | 0 | 668 | 668 | 260 000 | 0 | 114 640 | -145 360 |
| OB | Recherche stratégique | 370 000 | 0 | 370 000 | 0 | 370 000 | 0 | 383 000 | 13 000 |
| | Total | 7 830 801 | 0 | 7 599 344 | -231 457 | 8 730 801 | 0 | 6 180 088 | -2 550 713 |

OB « EPS »

Pour l'année 2023, 3 contrats-cadres, 7 observatoires, 9 études de prospective stratégique et 49 consultances ont été notifiés.

Par rapport à la LFI, l'OB « EPS » présente un écart de -0,2 M€ en AE et -2,4 M€ en CP. Cette variation s'explique pour partie par la levée partielle de la réserve de précaution et par le report en 2024 de plusieurs projets d'études.

OB « Programmes personnalités d'avenir et post-doctorat »

La DGRIS pilote et met en œuvre le programme « Personnalités d'avenir défense » (PAD). Ce programme a pour ambition de sensibiliser de futures élites étrangères aux positions françaises en matière de sécurité et de défense et de contribuer ainsi à la constitution et à l'entretien d'un réseau d'influence sur le long terme.

L'année a été marquée par un rythme d'accueil normal pour les PAD ce qui a permis d'atteindre les objectifs fixés d'une trentaine par an.

OB « Recherche stratégique »

Au titre de l'aide à la publication, vingt-trois organismes ont été bénéficiaires de subventions s'échelonnant de 4 000 € à 30 000 € en 2023 et pour un montant total de 0,37 M€. La subvention de soutien au laboratoire de recherche de défense de 0,07 M€ a été versée à l'Institut français des relations internationales (seul bénéficiaire).

SOUS-ACTION

07.02 – Prospective des systèmes de forces

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

L'année 2023 a été marquée par la priorisation décidée en cours d'exercice des projets liés à la dissuasion, ayant entraîné un effort sur l'OS Dissuasion, ainsi que par l'accent mis sur l'engagement-combat et les études liées au combat de contact aéroterrestre.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : DISSUASION**

Les crédits portés par l'opération stratégique « Dissuasion » permettent de financer des études opérationnelles et technico-opérationnelles au profit des deux composantes de la dissuasion.

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT 2023 (EN M€)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|-------------|-----------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-----------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | 1 | 2 | 3 | (4) =(3) - (1) - (2) | 1 | 2 | 3 | (4) = (3) - (1) -(2) |
| OB | Dissuasion | 3 930 000 | 0 | 4 042 441 | 112 441 | 3 930 000 | 0 | 4 332 578 | 402 578 |
| | Total | 3 930 000 | 0 | 4 042 441 | 112 441 | 3 930 000 | 0 | 4 332 578 | 402 578 |

Les priorités entre l'OS « Dissuasion » et l'OS « Prospective et préparation de l'avenir » ont été revues en cours d'année à la faveur des projets de la dissuasion, ce qui explique les écarts en AE et CP.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : PROSPECTIVE ET PRÉPARATION DE L'AVENIR (PPA)

Les crédits portés par l'opération stratégique « prospective et préparation de l'avenir » permettent de financer les EOTO conduites au profit de l'engagement conventionnel et de son environnement.

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT 2023 (EN M€)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|---|------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|------------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | 1 | 2 | 3 | (4) =(3) - (1) - (2) | 1 | 2 | 3 | (4) = (3) - (1) -(2) |
| OB | Commandement et maîtrise de l'information | 4 470 822 | 0 | 3 186 800 | -1 284 022 | 3 958 657 | 0 | 2 912 458 | -1 046 199 |
| OB | Engagement-combat | 7 011 062 | 0 | 9 132 976 | 2 121 914 | 7 908 058 | 0 | 8 167 267 | 259 209 |
| OB | Études transverses | 3 657 945 | 0 | 2 473 735 | -1 184 210 | 3 231 594 | 0 | 2 774 384 | -457 210 |
| OB | Projection mobilité soutien | 914 486 | 0 | 1 699 884 | 785 398 | 922 269 | 0 | 580 918 | -341 351 |
| OB | Protection et sauvegarde | 2 743 460 | 0 | 1 428 931 | -1 314 529 | 2 777 197 | 0 | 1 035 265 | -1 741 932 |
| | Total | 18 797 775 | 0 | 17 922 326 | -875 449 | 18 797 775 | 0 | 15 470 292 | -3 327 484 |

En AE, les principales évolutions entre les prévisions LFI et l'exécution s'expliquent :

- pour l'OB « Commandement et maîtrise de l'information » (-1,3 M€), par la négociation conduite au titre de l'étude sur les capacités d'action réactive dans l'espace et la revue des priorités sur le sujet de la météorologie spatiale entraînant la sous-consommation des études liées à la maîtrise de l'espace ;
- pour l'OB « Engagement-combat » (+2,1 M€), par l'augmentation et le choix de priorité sur les études liées au combat de contact aéroterrestre lors du comité des études technico-opérationnelles de décembre 2022 ;
- pour l'OB « Études transverses » (-1,2 M€), par le report en 2024 de plusieurs études liées à la menace adverses aéronautique et missiles ;
- pour l'OB « Projection mobilité soutien » (+0,8 M€), par le choix de priorité sur les études liées aux capacités de contre-mobilité terrestre et l'extension des missions des avions de transport et d'assaut lors du comité des études technico-opérationnelles de décembre 2022 ;
- pour l'OB « protection et sauvegarde » (1,3 M€), par le report en 2024 de l'étude des domaines capacitaires impactés et impactant la très haute altitude.

En CP, les écarts entre les prévisions LFI et l'exécution s'expliquent :

- par des retards d'engagements des études ;
- par un retard industriel important sur le solde de certaines études ;
- par l'impact des retards de facturation des industriels pour l'ensemble des activités hormis « Engagement combat ».

SOUS-ACTION

07.03 – Etudes amont

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

En complément de la LFI (900,5 M€ en AE et 809,5 M€ en CP), les crédits dédiés aux études amont hors dissuasion ont connu des variations sous l'effet conjugué de mouvements réglementaires, des fonds de concours et de la loi de finances de fin de gestion. La ressource disponible s'élève à 802,1 M€ en AE et à 768,9 M€ en CP suite aux différents mouvements décrits ci-dessous :

- fonds de concours d'un total de 1 M€ en AE/CP ;
- transferts vers le programme 192 « Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle » au titre de la contribution du ministère des Armées au Plan Nano 2022, soit -15,5 M€ en CP et à la Stratégie France électronique, soit -5 M€ en AE/CP ;
- mouvements internes au programme, soit -60,5 M€ en AE et de +36,5 M€ en CP ;
- annulation de crédits par la loi de finances de fin de gestion de -34,0 M€ en AE et -57,6 M€ en CP.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : PROSPECTIVE ET PRÉPARATION DE L'AVENIR (PPA)

Les études amont relevant de cette opération stratégique répondent aux priorités identifiées hors « dissuasion ». Ce sont des recherches et études appliquées rattachées à la satisfaction d'un besoin militaire prévisible et contribuant à constituer, maîtriser, entretenir ou à développer la base industrielle et technologique de défense, ainsi que l'expertise technique de l'État nécessaires à la réalisation des opérations d'armement.

Un triple objectif est poursuivi :

- disposer des technologies nécessaires au développement et à l'évolution des systèmes pour lesquels une autonomie nationale totale ou partielle est requise ;
- disposer des compétences industrielles et étatiques permettant de réaliser les programmes futurs, dans un cadre national ou en coopération ;

- susciter et accompagner l'innovation dans les domaines intéressant la défense, au travers de dispositifs de recherche coordonnés avec l'agence nationale pour la recherche (ANR), ou en favorisant la compétitivité et l'accès au marché de la défense aux PME/PMI et aux entreprises de taille intermédiaire (ETI).

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|--|-------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-------------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Aéronautique et missiles | 251 138 563 | 0 | 211 319 051 | -39 819 512 | 236 447 228 | 0 | 248 752 403 | 12 305 175 |
| OB | Information et renseignement (hors espace) | 139 405 567 | 0 | 146 205 719 | 6 800 152 | 114 086 665 | 0 | 145 186 250 | 31 099 585 |
| OB | Espace | 91 721 955 | 0 | 48 992 211 | -42 729 744 | 98 525 157 | 0 | 63 368 103 | -35 157 054 |
| OB | Technologies transverses | 141 077 838 | 1 000 000 | 115 332 520 | -26 745 318 | 116 316 782 | 1 000 000 | 88 513 154 | -28 803 628 |
| OB | Naval | 66 036 435 | 0 | 67 227 495 | 1 191 060 | 40 043 483 | 0 | 36 191 628 | -3 851 855 |
| OB | Terrestre, NRBC et Santé | 80 044 164 | 0 | 62 257 255 | -17 786 909 | 75 319 883 | 0 | 75 478 095 | 158 212 |
| OB | Recherche et captation innovation | 131 072 318 | 0 | 132 654 805 | 1 582 487 | 128 711 193 | 0 | 109 221 462 | -19 489 731 |
| | Total | 900 496 840 | 1 000 000 | 783 989 056 | -117 507 784 | 809 450 391 | 1 000 000 | 766 711 095 | -43 739 296 |

Les écarts constatés sur les niveaux d'engagement résultent du report en 2024 du lancement de certaines études et de l'annulation partielle de la réserve de précaution.

Les écarts les plus significatifs portent sur :

- OB « Aéronautique et missiles » : la sous-consommation en AE est liée au report en 2024 d'un engagement pour le projet VMAX ;
- OB « Espace » : la sous-consommation en AE et en CP est liée à la reconfiguration nécessaire pour prendre en compte les orientations de la LPM 2024-2030 ;
- OB « Technologies transverses », la sous-consommation en CP s'explique notamment par un moindre versement sur le Fonds innovation défense ;
- OB « Terrestre, NRBC et Santé », la sous-consommation en AE résulte du décalage en 2024 d'actes liés au plan national char lourd.

OB - « Aéronautique et missiles »

Dans le domaine du combat aérien, l'année 2023 a été marquée par des essais en vol sur démonstrateur nEUROn relatifs à l'amélioration de la discrétion électromagnétique pour une plateforme aérienne furtive.

Les études contribuant à la préparation des évolutions du Rafale se sont poursuivies notamment dans le domaine du brouillage.

Dans le domaine des hélicoptères de combat et des avions de transport, l'année 2023 a été marquée par des campagnes d'essais sur des nouveaux types de leurres à des fins d'utilisation sur gros porteurs et hélicoptères.

Des travaux d'études et de simulation en coopération avec l'Italie et l'Espagne concernant l'automatisation de certaines fonctions des plateformes sont en cours avec une perspective de démonstration en vol en 2024.

Dans le domaine des missiles, les travaux d'études du programme futur missile antinavire/futur missile de croisière (FMAN/FMC) en coopération avec le Royaume-Uni se poursuivent nominalement.

Dans le domaine de l'hypervélocité, l'année 2023 a été marquée par un essai en vol d'un démonstrateur.

OB - « Information et renseignement (hors espace) »

Dans le domaine de la protection et la surveillance, des travaux sur la réalisation d'un démonstrateur radar protection basse couche et de lutte anti-drones ont été lancés ainsi que des études sur les contre-mesures électroniques. De bons résultats ont été obtenus sur les outils d'alerte avancée qui ont permis une démonstration d'interconnexion avec les systèmes OTAN. Des expérimentations ont également été réalisées dans les domaines des contre-mesures électromagnétiques et des radars où les études se sont poursuivies.

Dans les domaines des communications et du renseignement, des travaux ont été lancés sur l'amélioration des communications navales ainsi que des travaux pour réaliser des expérimentations de communications optiques sol-satellite. Les études sur les capacités d'imagerie hyperspectrale et le traitement automatique du langage multidomains se sont poursuivies. Les travaux sur l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) pour la qualité des réseaux ont donné des résultats prometteurs, une étude complémentaire a été lancée pour élargir les capacités de recours à l'IA.

En matière de cyberdéfense, les études sur la lutte informatique défensive se sont poursuivies. Des études pour la réalisation de démonstrateurs dans le domaine de la crypto-spatiale et des processeurs sécurisés ont été lancées.

OB - « Espace »

Dans le domaine de la surveillance de l'espace, des études de levée de risques sur la composante électromagnétique ont été lancées. De bons résultats ont été obtenus dans la préparation des moyens spatiaux futurs de renseignement d'origine image et électromagnétique. Les travaux sur le démonstrateur satellite hyperspectral se sont poursuivis.

Concernant la préparation du futur satellite de communication militaire, les études ont donné de bons résultats et permis la qualification de briques technologiques. La production de leur premier modèle de vol est envisagée pour 2024.

Les études sur la composante spatiale d'alerte avancée et sur la capacité d'action dans l'espace se sont poursuivies. Les travaux de définition sur l'emploi opérationnel d'un démonstrateur satellite ont été finalisés.

OB - « Technologies transverses »

Les travaux se poursuivent, notamment dans le cadre du soutien au maintien en condition opérationnelle. L'année 2023 a été marquée par le lancement d'un projet de développement et d'expérimentation d'un démonstrateur de jumeau numérique pour le véhicule blindé d'infanterie.

Les travaux sur la maintenance prévisionnelle se poursuivent avec pour objectif d'agir sur la disponibilité opérationnelle en utilisant des algorithmes prédictifs pour anticiper et planifier les besoins de maintenance en fonction de l'usage et de la santé des moteurs. Les premiers éléments de concept de maintenance aéronautique basé sur l'état réel des moteurs d'hélicoptères ont été obtenus en 2023.

En complément des projets en cours, de nouveaux projets sur le quantique, les composants et les matériaux ont débutés en 2023 avec pour objectifs d'apporter des évolutions majeures sur les futurs radars, capteurs et systèmes de visualisation. L'année 2023 a été marquée par la clôture de projets sur les détecteurs infrarouges : les démonstrateurs réalisés répondent aux exigences pour équiper prochainement des systèmes tels que les jumelles du fantassin.

Les travaux de montée en maturité concernant les armes non cinétiques se sont poursuivis au cours de l'année 2023. Concernant la technologie laser de puissance, des essais de neutralisation de drones ont été réalisés sur porteur naval. Concernant la technologie électromagnétique, un jalon technologique a été franchi.

L'année 2023 a vu la poursuite des investissements du « Fonds innovation défense », fonds d'investissement dont l'objectif est de prendre des participations dans des entreprises innovantes en phase de croissance, start-ups, PME et ETI développant des technologies duales et transverses intéressant le monde de la défense. 20 M€ ont été versés

sur ce fonds. Le fonds a investi dans les entreprises XXII, qui développe une plateforme brevetée d'analyse de flux vidéos en temps réel grâce à de l'intelligence artificielle, Exotrail, qui développe un nouveau modèle de logistique spatiale, Microoled, qui développe des écrans miniatures intégrant la technologie OLED (Organic Light-Emitting Diode), et Greenerwave, leader européen des technologies de contrôle des ondes électromagnétiques.

OB - « Naval »

Dans le domaine naval, l'année 2023 a été l'occasion de procéder à des campagnes de mesures de signatures de bâtiments civils pour la capacité d'interdiction navale ainsi que des expérimentations dans le cadre de la capacité exploratoire de maîtrise des fonds marins. Des démonstrateurs de sonar passif multitraitements ont été réalisés, une expérimentation opérationnelle de plusieurs mois est en cours sur la FREMM Provence.

Les études d'architecture sur le futur avion de patrouille maritime se poursuivent.

Les études en coopération avec le Japon sur la détection de mines enfouies se sont poursuivies ; la première campagne d'essais en mer au Japon s'est déroulée avec succès.

La coopération avec Singapour concernant les travaux de lutte contre les mines (structure d'écho sonar et insertion des drones de surface dans le trafic maritime) s'est finalisée avec des campagnes d'essais et une démonstration en mer.

Concernant la coopération dans le cadre du Fonds européen de défense, le financement français de la première phase du projet sur la corvette de patrouille maritime modulaire et multi-rôles a été réalisé. Pour la France, ce programme doit permettre de développer des briques technologiques et d'architectures susceptibles d'être intégrées dans les variantes nationales.

Les travaux sur le démonstrateur de drone sous-marin océanique de grande autonomie ont été lancés.

De nouvelles études ont également été lancées dans les domaines de la simulation pour la lutte anti-aérienne, la propulsion magnétique ainsi que sur l'intelligence artificielle pour les opérations navales et aéroportées.

OB - « Terrestre, NRBC et Santé »

Dans le domaine terrestre, l'année 2023 a été marquée par le lancement de plusieurs projets relatifs aux traitements algorithmiques pour le combat collaboratif ainsi que d'autres projets sur les améliorations de protection et de localisation du combattant débarqué.

Des essais ont été réalisés sur les munitions de moyen et gros calibres à des fins d'efficacité terminale accrue et d'augmentation de portée.

Suite à des essais réalisés en 2023, un nouveau jalon technologique a été atteint concernant la protection réactive sur char.

Les industriels Safran et Thales participent en tant que pilote aux projets de développement (FED) ACHILE, LATACC et ARMETISS relatifs à l'augmentation des capacités du combattant débarqué et du combat collaboratif.

Dans le domaine de la défense nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC), les études sur les futurs incréments des systèmes de défense NRBC se sont poursuivies. Des jalons technologiques ont été franchis concernant la décontamination.

Les études sur la santé du militaire permettent quant à elles le maintien de la compétence nationale pour le traitement des urgences vitales en opérations extérieures et l'amélioration de la résilience individuelle et collective des forces, notamment par l'évaluation de capteurs capables d'effectuer une surveillance physiologique.

OB - « Recherche et captation de l'innovation »

Les travaux de la « Red Team » se sont poursuivis en 2023 avec une troisième saison, aboutissement d'une séquence exploratoire de trois années qui a permis de tester et d'évaluer des méthodes de prospective et des réalisations inédites au service de l'innovation de défense, en explorant de nouvelles menaces à l'horizon 2030-2060.

En partenariat avec l'ANR, deux appels à projets thématiques ont été lancés en 2023 : l'un relatif à la gestion autonome de la trajectoire d'un véhicule terrestre en environnement complexe, pour lequel sept projets ont été sélectionnés et l'autre sur l'extension des zones conflictuelles aux fonds marins et à l'espace pour lequel sept projets ont été sélectionnés.

Le soutien à l'innovation interne au ministère des Armées et la prise de participation au capital de PME stratégiques via le fonds Definvest se sont poursuivis en 2023, permettant de financer le développement d'activités à caractère dual civilo-militaire. Au total en 2023, 10 M€ supplémentaires ont été versés sur ce fonds. Le fonds a investi dans les entreprises Codechamp, acteur de référence dans le domaine des capteurs de position angulaire de haute performance, Numalis, qui propose des outils pour valider les algorithmes d'IA, et ProvenRun, spécialisé dans le domaine de la sécurité par conception pour l'Internet des objets (IoT).

OPÉRATION STRATÉGIQUE : DISSUASION

Les études amont de l'opération stratégique « Dissuasion » concernent la préparation des programmes d'équipement du domaine « Dissuasion », à l'exception des recherches portant sur les armes et matières nucléaires (dont le programme simulation) et les chaufferies nucléaires.

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|-------------|-------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-------------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Dissuasion | 210 000 000 | 0 | 219 635 671 | 9 635 671 | 207 000 000 | 0 | 209 198 298 | 2 198 298 |
| | Total | 210 000 000 | 0 | 219 635 671 | 9 635 671 | 207 000 000 | 0 | 209 198 298 | 2 198 298 |

Les consommations supérieures en AE/CP aux montants programmés résultent d'un avancement en 2023 du lancement de certains travaux, notamment la tranche optionnelle du marché HYPERION pour la préparation des incréments futurs du missile M51.

Les principales études menées en 2023 ont porté sur :

- la poursuite des études visant à assurer la pérennité de l'invulnérabilité des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et à porter à maturité les technologies pour les évolutions du missile M51 ;
- la préparation du renouvellement de la composante aéroportée et des évolutions de ses moyens de communication.

À titre indicatif, la répartition des fonds de concours et des attributions de produits est la suivante :

| Niveau | OS | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
|--------|--|---------------|--------------|---------------------------------|
| OS | Prospective et préparation de l'avenir (PPA) | 1 000 000 | 0 | -1 000 000 |
| | Total | 1 000 000 | 0* | -1 000 000 |

*La dépense prévue au titre du fonds de concours a été prise sur l'enveloppe globale de crédits du programme.

SOUS-ACTION

07.04 – Gestion des moyens et subventions

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Par rapport à la LFI (340,4 M€ en AE/CP), la ressource a été modifiée en cours de gestion suite à :

- des mouvements internes au programme 10,46 M€ AE/CP ;

- un transfert entrant en provenance du programme 231 pour financer les bourses sur critères sociaux des étudiants (0,11 M€ en AE/CP).

Ces mouvements ont porté la ressource disponible à 351 M€ en AE/CP.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES (FAS)

La part de la sous-action n° 4 supportée par l’opération stratégique « Fonctionnement et activités spécifiques » concerne les subventions versées à l’ONERA, aux écoles sous tutelle de la DGA (École polytechnique, ISAé, ENSTA Paris, institut polytechnique de Paris et ENSTA Bretagne) et à l’institut franco-allemand de recherches de Saint-Louis (ISL).

AUTORISATIONS D’ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN M€)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|---------------------------|-------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-------------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FdC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FdC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Subventions et transferts | 340 421 255 | 0 | 350 998 698 | 10 577 443 | 340 421 255 | 0 | 350 998 698 | 10 577 443 |
| | Total | 340 421 255 | 0 | 350 998 698 | 10 577 443 | 340 421 255 | 0 | 350 998 698 | 10 577 443 |

Cette OB présente une surconsommation de 10,6 M€ en AE et en CP. Cet écart se justifie principalement par :

- l’augmentation significative des coûts de l’énergie pour l’ONERA ;
- une avance de la subvention de 2024 pour charge d’investissement de l’école polytechnique ;
- l’impact de la modification des critères d’attribution des bourses sur critères sociaux des étudiants ;
- la mise en application de l’évolution du point d’indice et de la prime de pouvoir d’achat.

SYNTHÈSE ACTION 07

AUTORISATIONS D’ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|---------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------------|---------------|--------------------------|---------------|------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Dissuasion (DIS) | 213 930 000 | 0 | 0 | 223 678 112 | 9 748 112 | 210 930 000 | 0 | 213 530 877 | 2 600 877 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 340 421 255 | 0 | 0 | 350 998 698 | 10 577 443 | 340 421 255 | 0 | 350 998 698 | 10 577 443 |
| OS | Prospective et préparation de l’avenir (PPA) | 927 125 416 | 1 000 000 | 0 | 809 510 726 | -118 614 690 | 836 978 967 | 1 000 000 | 788 361 474 | -49 617 493 |
| | Total | 1 481 476 671 | 1 000 000 | 0 | 1 384 187 536 | -98 289 135 | 1 388 330 222 | 1 000 000 | 1 352 891 049 | -36 439 173 |

ENGAGEMENTS ET ÉCHÉANCIERS DE PAIEMENT (EN M€)

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|------------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|--------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | > 2025 | Total |
| OS | Dissuasion (DIS) | PLF | 356,25 | 213,93 | 210,93 | 210,43 | 95,20 | 53,61 | 570,18 |
| | | PLR | 426,12 | 223,68 | 213,53 | 197,93 | 116,65 | 121,69 | 649,80 |

| | | | | | | | | | |
|------------------|---|-----|---------|--------|--------|--------|--------|---------|----------------|
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 0,00 | 340,42 | 340,42 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 340,42 |
| | | PLR | 0,00 | 351,00 | 351,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 351,00 |
| OS | Prospective et préparation de l'avenir (PPA) | PLF | 1742,28 | 928,13 | 863,50 | 716,17 | 675,98 | 414,74 | 2670,40 |
| | | PLR | 1721,68 | 809,51 | 788,36 | 771,98 | 433,82 | 537,02 | 2531,19 |
| Écarts (PLR-PLF) | | | -49,28 | 98,29 | 61,96 | -43,32 | 220,71 | -190,36 | 49,01 |

RÉPARTITION DES FONDS DE CONCOURS (EN €)

| Niveau | OS | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
|--------|---|---------------|--------------|---------------------------------|
| OS | Dissuasion (DIS) | 0 | 0 | 0 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 0 | 0 | 0 |
| OS | Prospective et préparation de l'avenir (PPA) | 1 000 000 | 0 | -1 000 000 |
| Total | | 1 000 000 | 0 | -1 000 000 |

ACTION

08 – Relations internationales et diplomatie de défense

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|--------------------------|--|---------------------|--------------------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 08 – Relations internationales et diplomatie de défense | | 41 057 353 38 016 951 | 41 057 353 38 016 951 | | 41 057 353 38 182 896 | 41 057 353 38 182 896 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 4 182 433 | 4 348 512 | 4 182 433 | 3 802 908 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 4 182 433 | 4 348 512 | 4 182 433 | 3 802 908 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 36 874 920 | 33 668 439 | 36 874 920 | 34 379 988 |
| Transferts aux entreprises | 1 300 000 | -222 526 | 1 300 000 | 479 943 |
| Transferts aux autres collectivités | 35 574 920 | 33 890 965 | 35 574 920 | 33 900 045 |
| Total | 41 057 353 | 38 016 951 | 41 057 353 | 38 182 896 |

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

L'action « Relations internationales et diplomatie de défense » relève directement de la DGRIS au titre de ses responsabilités en matière de coordination de l'action internationale du ministère des Armées et de définition de sa stratégie d'influence internationale.

Les crédits de cette action ont notamment permis de financer :

- la contribution forfaitaire de la France à la République de Djibouti au titre de la présence des forces françaises stationnées, conformément au traité de coopération en matière de défense ratifié en 2013 ;
- la participation française au budget de fonctionnement de l'Agence européenne de défense (AED) en application des dispositions du chapitre 3 de la Décision (PESC) 2015/1835 du Conseil de l'Union européenne du 12 octobre 2015 ;
- la contribution du ministère des Armées au financement du forum de la paix de Paris (événement international portant sur les questions de gouvernance mondiale et de multilatéralisme) ;
- la participation française à l'organisation de la huitième édition du forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique ;
- les dépenses de fonctionnement des missions et des représentations militaires auprès des organisations internationales.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (AOP)

Les crédits de l'OS AOP couvrent principalement les dépenses de déplacements du personnel de la DGRIS lors des missions de représentation, d'études et de coordination en France et à l'étranger ainsi que celles effectuées par les attachés d'armement.

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN M€)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|----------------------------|-----------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-----------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Déplacements et transports | 1 418 872 | 0 | 1 719 815 | 300 943 | 1 418 872 | 0 | 1 767 627 | 348 755 |
| | Total | 1 418 872 | 0 | 1 719 815 | 300 943 | 1 418 872 | 0 | 1 767 627 | 348 755 |

L'OB « Déplacements et transports » présente une surconsommation de 0,3 M€ en AE/CP, résultant notamment de l'inflation constatée sur les coûts du transport aérien.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES (FAS)

Les crédits de l'OS FAS comprennent notamment :

- la contribution forfaitaire versée à la République de Djibouti ;
- la contribution française au budget de fonctionnement de l'AED ;
- la participation au forum de Dakar qui rassemble annuellement des chefs d'État et de gouvernement africains ainsi que des experts, des représentants d'organisations internationales et de la société civile. Le forum porte sur la paix et la sécurité en Afrique ;
- la contribution au fonds de soutien à la modernisation des forces armées djiboutiennes ;
- les dépenses pour les missions de défense (MdD) qui comprennent les gratifications des stagiaires de l'enseignement supérieur ;
- les frais de mutation du personnel relevant de la direction générale de l'armement affecté dans les missions de défense près des ambassades et plus généralement en poste permanent à l'étranger.

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN M€)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|--------------------------------------|------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|------------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Mobilité des personnels | 436 800 | 0 | 23 917 | -412 883 | 436 800 | 0 | 23 917 | -412 883 |
| OB | Relations internationales | 30 236 560 | 0 | 28 532 824 | -1 703 736 | 30 236 560 | 0 | 28 366 180 | -1 870 380 |
| OB | Communication et relations publiques | 165 121 | 0 | 827 246 | 662 125 | 165 121 | 0 | 332 029 | 166 908 |
| OB | Subventions et transferts | 7 500 000 | 0 | 7 248 772 | -251 229 | 7 500 000 | 0 | 7 248 772 | -251 229 |
| | Total | 38 338 481 | 0 | 36 632 759 | -1 705 722 | 38 338 481 | 0 | 35 970 898 | -2 367 583 |

La consommation sur l'OS FAS est inférieure à la programmation initiale (-1,7 M€ en AE et - 2,4 M€ en CP). Cette sous-consommation résulte de l'absence de consommation sur les crédits destinés au fonds de soutien à la modernisation des forces armées djiboutiennes. Elle implique aussi l'ajustement de la contribution française au budget de fonctionnement de l'AED (les montants en AE/CP sont passés de 7,5 M€ à 7,2 M€ soit -0,25 M€, suite à l'adhésion du Danemark à l'AED en mars 2023).

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : PROSPECTIVE ET PRÉPARATION DE L'AVENIR (PPA)

Les crédits de cette opération stratégique financent la contribution aux actions de coopération bilatérales et multilatérales du partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes (PMG7), qui participe au contrôle des transferts de biens et technologies sensibles et de la maîtrise des armements.

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN M€)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|------------------------|-----------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-----------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Accords internationaux | 1 300 000 | 0 | 300 628 | -999 372 | 1 300 000 | 0 | 482 478 | -817 522 |
| | Total | 1 300 000 | 0 | 300 628 | -999 372 | 1 300 000 | 0 | 482 478 | -817 522 |

En 2023, les ressources allouées ont permis de financer :

- les actions françaises inscrites dans le cadre du PMG7 ;
- la participation du ministère des Armées (35 k€) au financement du fonctionnement de la Commission nationale pour l'élimination de mines antipersonnel (CNEMA).

La sous-consommation sur l'OB (-1,0 M€ en AE et -0,82 M€) est liée principalement au report et annulation des projets menés dans le cadre du PMG7.

SYNTHÈSE ACTION 08

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|---------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------------|---------------|--------------------------|--------------|------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 1 418 872 | 0 | 0 | 1 719 815 | 300 943 | 1 418 872 | 0 | 1 767 627 | 348 755 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 38 338 481 | 0 | 0 | 36 632 759 | -1 705 722 | 38 338 481 | 0 | 35 970 898 | -2 367 583 |
| OS | Prospective et préparation de l'avenir (PPA) | 1 300 000 | 0 | 0 | 300 628 | -999 372 | 1 300 000 | 0 | 482 478 | -817 522 |
| Total | | 41 057 353 | 0 | 0 | 38 653 202 | -2 404 151 | 41 057 353 | 0 | 38 221 003 | -2 836 350 |

ENGAGEMENTS ET ÉCHÉANCIERS DE PAIEMENT (EN M€)

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | | Paiements | | | |
|------------------|---|---------|--------------------------------|----------|-------|-----------|-------|--------|-------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | > 2025 | Total |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | PLF | 0,05 | 1,42 | 1,42 | 0,05 | 0,00 | 0,00 | 1,47 |
| | | PLR | 0,05 | 1,72 | 1,77 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,77 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 0,39 | 38,34 | 38,34 | 0,39 | 0,00 | 0,00 | 38,73 |
| | | PLR | 0,90 | 36,63 | 35,97 | 1,15 | 0,41 | 0,00 | 37,54 |
| OS | Prospective et préparation de l'avenir (PPA) | PLF | 0,81 | 1,30 | 1,30 | 0,64 | 0,17 | 0,00 | 2,11 |
| | | PLR | 0,89 | 0,30 | 0,48 | 0,63 | 0,07 | 0,00 | 1,19 |
| Écarts (PLR-PLF) | | | -0,60 | 2,40 | 2,84 | -0,71 | -0,32 | 0,00 | 1,81 |

RÉPARTITION DES FONDS DE CONCOURS (EN €)

| Niveau | OS | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
|--------|---|---------------|--------------|---------------------------------|
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 0 | 0 | 0 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 0 | 10 560 | 10 560 |
| OS | Prospective et préparation de l'avenir (PPA) | 0 | 0 | 0 |
| Total | | 0 | 10 560 | 10 560 |

Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

| Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| INI - Institution nationale des Invalides (P169) | | 167 844 | | | | |
| Transferts | | 167 844 | | | | |
| ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne (P144) | 19 292 726 | 18 480 435 | 19 063 231 | 19 063 231 | 22 354 507 | 21 354 188 |
| Subventions pour charges de service public | 15 694 852 | 15 694 852 | 16 698 918 | 16 698 918 | 16 984 916 | 16 984 916 |
| Dotations en fonds propres | 400 000 | 400 000 | | | 2 364 313 | 2 364 313 |
| Transferts | 3 197 874 | 2 385 583 | | | 3 005 278 | 2 004 959 |
| Subventions d'investissement | | | 2 364 313 | 2 364 313 | | |
| ENSTA Paris - Ecole nationale supérieure de techniques avancées (P144) | 18 818 368 | 18 818 368 | 20 222 314 | 20 222 314 | 20 508 313 | 20 508 313 |
| Subventions pour charges de service public | 18 418 368 | 18 418 368 | 19 275 748 | 19 275 748 | 19 561 747 | 19 561 747 |
| Dotations en fonds propres | 400 000 | 400 000 | | | 946 566 | 946 566 |
| Subventions d'investissement | | | 946 566 | 946 566 | | |
| ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace (P144) | 47 911 166 | 43 390 552 | 43 213 479 | 43 213 479 | 46 836 648 | 46 444 692 |
| Subventions pour charges de service public | 38 735 238 | 38 735 238 | 40 848 997 | 40 848 997 | 41 334 996 | 41 334 996 |
| Dotations en fonds propres | 1 616 707 | 1 616 707 | | | 2 364 482 | 2 364 482 |
| Transferts | 7 559 221 | 3 038 607 | | | 3 137 170 | 2 745 214 |
| Subventions d'investissement | | | 2 364 482 | 2 364 482 | | |
| ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales (P144) | 114 998 738 | 113 815 134 | 117 081 552 | 117 081 552 | 123 356 910 | 124 306 356 |
| Subventions pour charges de service public | 111 458 738 | 111 458 738 | 114 488 353 | 114 488 353 | 119 461 353 | 119 461 353 |
| Dotations en fonds propres | | | | | 2 593 199 | 2 593 199 |
| Transferts | 3 540 000 | 2 356 396 | | | 1 302 358 | 2 251 804 |
| Subventions d'investissement | | | 2 593 199 | 2 593 199 | | |
| X - Ecole polytechnique (P144) | 110 293 931 | 104 631 233 | 115 275 391 | 115 275 391 | 129 094 263 | 124 129 388 |
| Subventions pour charges de service public | 96 656 327 | 96 656 327 | 101 088 989 | 101 088 989 | 103 438 989 | 103 438 989 |
| Dotations en fonds propres | 4 000 000 | 4 000 000 | | | 16 275 849 | 16 275 849 |
| Transferts | 9 637 604 | 3 974 906 | | | 9 379 425 | 4 414 550 |
| Subventions d'investissement | | | 14 186 402 | 14 186 402 | | |
| IPP - Institut Polytechnique de Paris (P144) | 3 236 281 | 3 236 281 | 3 462 151 | 3 462 151 | 3 569 151 | 3 569 151 |
| Subventions pour charges de service public | 3 236 281 | 3 236 281 | 3 462 151 | 3 462 151 | 3 569 151 | 3 569 151 |
| Ecole de l'air et de l'espace (P178) | 293 270 | 97 339 | | | 829 420 | 263 086 |
| Transferts | 293 270 | 97 339 | | | 829 420 | 263 086 |
| Ecole navale (P178) | 387 039 | 71 281 | | | | 77 408 |
| Transferts | 387 039 | 71 281 | | | | 77 408 |
| IGN - Institut national de l'information géographique et forestière (P159) | | 17 700 | | | 151 014 | 45 304 |
| Transferts | | 17 700 | | | 151 014 | 45 304 |
| ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (P181) | 60 000 | 32 450 | | | | 50 400 |
| Transferts | 60 000 | 32 450 | | | | 50 400 |
| INERIS - Institut national de l'environnement industriel et des risques (P181) | | | | | 72 000 | |
| Transferts | | | | | 72 000 | |
| ENPC - Ecole nationale des Ponts et Chaussées (P217) | | 37 568 | | | | 17 700 |
| Transferts | | 37 568 | | | | 17 700 |

| Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| Universités et assimilés (P150) | 4 746 362 | 4 093 096 | | | 4 242 965 | 2 687 925 |
| Transferts | 4 746 362 | 4 093 096 | | | 4 242 965 | 2 687 925 |
| Ecoles et formations d'ingénieurs (P150) | 1 439 384 | 1 085 037 | | | 2 188 010 | 1 842 066 |
| Transferts | 1 439 384 | 1 085 037 | | | 2 188 010 | 1 842 066 |
| Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche (P150) | 518 162 | 140 917 | | | 260 000 | 105 583 |
| Transferts | 518 162 | 140 917 | | | 260 000 | 105 583 |
| ANR - Agence nationale de la recherche (P172) | 16 222 029 | 9 825 913 | | | 24 708 717 | 12 742 485 |
| Transferts | 16 222 029 | 9 825 913 | | | 24 708 717 | 12 742 485 |
| Communautés d'universités et d'établissements (P150) | 60 000 | | | | | 14 750 |
| Transferts | 60 000 | | | | | 14 750 |
| BRGM - Bureau de recherches géologiques et minières (P172) | | 12 405 | | | | |
| Transferts | | 12 405 | | | | |
| CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (P172) | 9 049 823 | 8 859 092 | | | 9 797 044 | 8 761 719 |
| Transferts | 9 049 823 | 8 859 092 | | | 9 797 044 | 8 761 719 |
| CNRS - Centre national de la recherche scientifique (P172) | 2 647 539 | 1 649 529 | | | 3 430 509 | 1 693 737 |
| Transferts | 2 647 539 | 1 649 529 | | | 3 430 509 | 1 693 737 |
| IFREMER - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (P172) | | | | | | 17 700 |
| Transferts | | | | | | 17 700 |
| INRAE - Institut national pour la recherche en agriculture, alimentation et environnement (P172) | 180 000 | | | | | 45 000 |
| Transferts | 180 000 | | | | | 45 000 |
| CNES - Centre national d'études spatiales (P193) | 478 000 | 238 950 | | | | 175 550 |
| Transferts | 478 000 | 238 950 | | | | 175 550 |
| INRIA - Institut national de recherche en informatique et en automatique (P172) | 1 362 830 | 1 092 571 | | | 2 444 931 | 747 317 |
| Transferts | 1 362 830 | 1 092 571 | | | 2 444 931 | 747 317 |
| IRSN - Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (P190) | 59 000 | 14 750 | | | | |
| Transferts | 59 000 | 14 750 | | | | |
| Groupe Mines Télécom (P192) | 337 675 | 279 467 | | | 417 716 | 459 863 |
| Transferts | 337 675 | 279 467 | | | 417 716 | 459 863 |
| INSERM - Institut national de la santé et de la recherche médicale (P172) | 247 961 | 250 101 | | | 128 914 | 189 758 |
| Transferts | 247 961 | 250 101 | | | 128 914 | 189 758 |
| Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire (P142) | 152 326 | | | | | 45 698 |
| Transferts | 152 326 | | | | | 45 698 |
| ENAC - Ecole nationale de l'aviation civile (P613) | | 19 808 | | | 123 258 | 4 116 |
| Transferts | | 19 808 | | | 123 258 | 4 116 |
| Total | 352 792 612 | 330 357 819 | 318 318 118 | 318 318 118 | 394 514 290 | 370 299 253 |
| Total des subventions pour charges de service public | 284 199 804 | 284 199 804 | 295 863 156 | 295 863 156 | 304 351 152 | 304 351 152 |
| Total des dotations en fonds propres | 6 416 707 | 6 416 707 | | | 24 544 409 | 24 544 409 |
| Total des transferts | 62 176 101 | 39 741 308 | | | 65 618 729 | 41 403 692 |
| Total des subventions d'investissement | | | 22 454 962 | 22 454 962 | | |

Note : les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023, leur réalisation 2022 est sans objet.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

EMPLOIS EN FONCTION AU SEIN DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| Opérateur | ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes | ETPT rémunérés par les opérateurs | | | | ETPT rémunérés par d'autres collectivités |
|---|--|-----------------------------------|--------------------------------|------------------------|-------------------------|---|
| | | sous plafond * | hors plafond | dont contrats aidés | dont apprentis | |
| ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne | 0 0 0 | 182 183 183 | 74 70 71 | 0 0 0 | 0 1 0 | 0 0 0 |
| ENSTA Paris - Ecole nationale supérieure de techniques avancées | 1 1 1 | 168 181 170 | 46 57 56 | 0 0 0 | 0 2 0 | 0 1 0 |
| ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace | 1 2 1 | 411 412 412 | 185 216 197 | 0 0 0 | 0 12 13 | 0 0 0 |
| ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales | 0 0 1 | 1 769 1 795 1 777 | 228 243 246 | 0 0 0 | 35 0 0 | 0 0 0 |
| X - Ecole polytechnique | 1 0 0 | 2 637 2 691 2 658 | 431 512 471 | 10 16 0 | 0 0 10 | 0 0 0 |
| IPP - Institut Polytechnique de Paris | 0 0 0 | 22 22 22 | 11 25 22 | 0 0 0 | 0 0 0 | 0 0 0 |
| Total | 3 3 3 | 5 189 5 284 5 222 | 975 1 123 1 063 | 10 16 0 | 35 15 23 | 0 1 0 |

* Les emplois sous plafond 2023 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2023 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023

SCHEMA D'EMPLOIS ET PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| | Prévision ETPT | Réalisation ETPT |
|------------------------------------|----------------|------------------|
| Emplois sous plafond 2023 * | 5 284 | 5 222 |

* Ces emplois sous plafond font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2023 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023

| | Prévision ETP | Réalisation ETP |
|------------------------------|---------------|-----------------|
| Schéma d'emplois 2023 en ETP | 35 | 53 |

L'évolution à la hausse du schéma d'emploi des opérateurs du programme 144 se répartit comme suit :

- ENSTA Bretagne : +3 ETP (pour une cible fixée en PLF 2023 à 0 ETP) ;
- ONERA : +24,3 ETP (pour une cible fixée en PLF 2023 à +20 ETP) ;
- ENSTA Paris : +10,5 ETP (pour une cible fixée en PLF 2023 à +4 ETP) ;
- X - École polytechnique : +15 ETP (pour une cible fixée en PLF 2023 à +11 ETP) ;
- ISAE : -2,4 ETP (pour une cible fixée en PLF 2023 à 0 ETP) ;
- IP Paris : +3 ETP (pour une cible fixée en PLF 2023 à 0 ETP).

FISCALITÉ AFFECTÉE AUX OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

| Intitulé de l'opérateur | Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|---|--------------------------|------------------------|--------------------------|
| ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne | 34 171 | 27 000 | 31 839 |
| ENSTA Paris - Ecole nationale supérieure de techniques avancées | 0 | 27 000 | 0 |
| ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace | 604 495 | 65 000 | 554 179 |
| ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales | 0 | 0 | 0 |
| X - Ecole polytechnique | 81 686 | 0 | 109 066 |
| IPP - Institut Polytechnique de Paris | 18 522 | 0 | 68 479 |
| Total | 738 874 | 119 000 | 763 563 |

Opérateurs

OPÉRATEUR

ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) depuis le 1er janvier 2022, l'ENSTA Bretagne dispense à ses élèves un enseignement supérieur ayant pour objet la formation d'ingénieurs des études et techniques d'armement et d'ingénieurs civils français et étrangers, dans les domaines naval, mécanique, électronique et les domaines connexes.

Elle dispense également, à des personnes titulaires de certains diplômes, des enseignements de spécialisation ainsi que des enseignements de perfectionnement et de mise à jour des connaissances.

Pour l'année scolaire 2023-2024, l'ENSTA Bretagne accueille 970 élèves (850 élèves et 120 doctorants). L'effectif total est stable depuis quatre ans. En 2023, l'ENSTA Paris et l'ENSTA Bretagne ont lancé les travaux de fusion devant permettre de créer une grande école des souverainetés, membre d'IP Paris.

L'ENSTA Bretagne conduit des travaux de recherche scientifique et technique dans des installations et laboratoires qui lui sont propres ou qui relèvent d'organismes avec lesquels elle a conclu des accords de coopération. Cette activité est en croissance continue.

Les principaux objectifs et indicateurs de l'opérateur ENSTA Bretagne sont définis par le contrat d'objectifs et de performance (COP) pluriannuel 2022-2026, signé le 11 avril 2022.

Le COP 2022-2026 fixe cinq orientations visant à renforcer le positionnement de l'école, au service de l'ensemble de ses parties prenantes, partenaires, étudiants :

- Mettre en œuvre une formation et une recherche originales et de haut niveau
- Renforcer le rôle de l'école dans le développement des technologies duales et de défense, de l'ingénierie maritime et de la sécurité numérique
- Améliorer la qualité de l'expérience étudiante et l'attractivité de l'école et de son campus
- Consolider les alliances académiques nationales et développer de nouvelles alliances à l'international
- S'engager en faveur du développement durable et assumer pleinement sa responsabilité sociétale.

Si la première année d'exercice du COP est conforme aux principaux objectifs, un point d'attention financier est apparu avec l'augmentation générale des prix et plus particulièrement des prix de l'énergie. L'ENSTA Bretagne a mis en place un plan général d'économies qui a porté ses fruits depuis 2022.

2023 est pour l'établissement une année importante dans l'exécution du nouveau plan État-Région et plus particulièrement de sa partie immobilière (plan de rénovation énergétique, rénovation de la résidence des élèves et construction d'un bâtiment d'essais pour la robotique) pour laquelle toutes les conventions ont été signées avec les collectivités et des avances perçues.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation | 6 | 6 | | | 5 | 5 |
| Transferts | 6 | 6 | | | 5 | 5 |
| P144 – Environnement et prospective de la politique de défense | 19 293 | 18 480 | 19 063 | 19 063 | 22 355 | 21 354 |
| Subventions pour charges de service public | 15 695 | 15 695 | 16 699 | 16 699 | 16 985 | 16 985 |
| Dotations en fonds propres | 400 | 400 | | | 2 364 | 2 364 |
| Transferts | 3 198 | 2 386 | | | 3 005 | 2 005 |
| Subventions d'investissement | | | 2 364 | 2 364 | | |
| P146 – Équipement des forces | 27 | 27 | | | 22 | 22 |
| Transferts | 27 | 27 | | | 22 | 22 |
| P150 – Formations supérieures et recherche universitaire | 7 | 7 | 2 | 2 | | |
| Subventions pour charges de service public | 7 | 7 | 2 | 2 | | |
| P190 – Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables | | | | | | 161 |
| Transferts | | | | | | 161 |
| Total | 19 333 | 18 521 | 19 065 | 19 065 | 22 382 | 21 542 |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

L'ENSTA Bretagne a bénéficié d'un abondement de sa subvention pour charge de service public couvrant partiellement les augmentations salariales, les augmentations des bourses et a bénéficié d'une levée de la réserve.

COMPTE FINANCIER 2023

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|---------------------------|
| Personnel <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | 17 705 1 916 | 18 049 1 968 | Subventions de l'État <i>– subventions pour charges de service public – crédits d'intervention(transfert)</i> | 16 405 16 405 | 16 985 16 985 |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 9 898 | 9 223 | Fiscalité affectée | 27 | 32 |
| Intervention (le cas échéant) | | | Autres subventions | 4 127 | 3 908 |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | 2 650 2 650 | 2 699 2 696 | Revenus d'activité et autres produits <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions dont produits de cession d'éléments d'actif dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | 6 409 1 500 | 6 449 51 3 1 345 |
| Total des charges | 27 603 | 27 271 | Total des produits | 26 968 | 27 375 |
| Résultat : bénéfice | | 103 | Résultat : perte | 635 | |
| Total : équilibre du CR | 27 603 | 27 375 | Total : équilibre du CR | 27 603 | 27 375 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | | | Capacité d'autofinancement | 515 | 1 402 |
| Investissements | 5 107 | 2 442 | Financement de l'actif par l'État | 2 323 | 2 364 |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | 1 254 | 1 130 |
| | | | Autres ressources | | 3 |
| Remboursement des dettes financières | | | Augmentation des dettes financières | | |
| Total des emplois | 5 107 | 2 442 | Total des ressources | 4 091 | 4 899 |
| Augmentation du fonds de roulement | | 2 457 | Diminution du fonds de roulement | 1 016 | |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le résultat de l'exercice 2023 s'établit à 103 070 €.

La levée de la réserve et l'abondement de la subvention ont permis de dégager un résultat légèrement positif.

L'établissement a pu dégager une capacité d'autofinancement de 1 402 k€.

Les dépenses d'investissement sont inférieures aux prévisions en raison d'un décalage à la fin de l'année 2023 de notifications de marchés immobiliers (rénovation de la résidence des élèves et construction du bassin d'essais de robotique).

Les recettes et dépenses d'investissement conduisent à une augmentation du fonds de roulement de 2 457 k€.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|--------------------------|------------------------|--------------------------|
| 12 885 | 8 569 | 15 079 |

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2023 | | Compte financier 2023 * | |
|--|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel (yc enveloppe recherche) | 17 705 | 17 705 | 18 049 | 18 049 |
| Fonctionnement (yc enveloppe recherche) | 7 348 | 7 348 | 6 316 | 6 137 |
| Intervention | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement (yc enveloppe recherche) | 6 722 | 5 107 | 7 892 | 2 452 |
| Dont enveloppe recherche | 14 689 | 14 674 | 15 760 | 12 577 |
| - Personnel enveloppe recherche | 8 498 | 8 498 | 8 663 | 8 663 |
| - Fonctionnement enveloppe recherche | 3 259 | 3 259 | 2 969 | 2 884 |
| - Investissement enveloppe recherche | 2 931 | 2 916 | 4 128 | 1 030 |
| Total des dépenses AE (A) CP (B) | 31 775 | 30 160 | 32 257 | 26 638 |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 1 916 | 1 916 | 1 968 | 1 968 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Recettes globalisées | 24 993 | 25 961 |
| Subvention pour charges de service public | 16 405 | 16 985 |
| Autres financements de l'État | 1 828 | 2 425 |
| Fiscalité affectée | 27 | 32 |
| Autres financements publics | 2 049 | 1 483 |
| Recettes propres | 4 684 | 5 036 |
| Recettes fléchées | 3 801 | 3 089 |
| Financements de l'État fléchés | 2 323 | 2 364 |
| Autres financements publics fléchés | 1 254 | 515 |
| Recettes propres fléchées | 225 | 210 |
| Total des recettes (C) | 28 794 | 29 051 |
| Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B) | 0 | 2 413 |
| Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C) | 1 366 | 0 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination <i>Budget initial Compte financier *</i> | Personnel | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|---|--------------------------|------------------------|------------------------|----------------|----------------|------------------------|------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Formation | 5 666 5 776 | 1 973 1 769 | 1 973 1 718 | 0 0 | 0 0 | 384 374 | 384 251 | 8 022 7 918 | 8 022 7 745 |
| Recherche | 8 498 8 663 | 3 259 2 969 | 3 259 2 884 | 0 0 | 0 0 | 2 931 4 128 | 2 916 1 030 | 14 689 15 760 | 14 674 12 577 |
| Soutien | 3 541 3 610 | 1 358 884 | 1 358 923 | 0 0 | 0 0 | 407 394 | 407 314 | 5 306 4 888 | 5 306 4 846 |
| Vie étudiante | 0 0 | 758 695 | 758 611 | 0 0 | 0 0 | 3 000 2 996 | 1 400 858 | 3 758 3 691 | 2 158 1 470 |
| Total | 17 705 18 049 | 7 348 6 316 | 7 348 6 137 | 0 0 | 0 0 | 6 722 7 892 | 5 107 2 452 | 31 775 32 257 | 30 160 26 638 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Solde budgétaire (déficit) (D2) | 1 366 | 0 |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 300 | 633 |
| Autres décaissements non budgétaires | 200 | 237 |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) | 1 866 | 870 |
| ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1) | 0 | 2 194 |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 0 | 1 450 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 278 | 744 |
| Total des besoins | 1 866 | 3 064 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Solde budgétaire (excédent) (D1) | 0 | 2 413 |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 700 | 549 |
| Autres encaissements non budgétaires | 200 | 101 |
| Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) | 900 | 3 064 |
| PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2) | 966 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 1 244 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 0 | 0 |
| Total des financements | 1 866 | 3 064 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le tableau d'équilibre financier présente un excédent budgétaire de 2,4 M€ et un abondement de la trésorerie de 2,1 M€ (dont 1 450 k€ de trésorerie fléchée) après enregistrement des opérations pour compte de tiers et des autres opérations non budgétaires.

L'excédent budgétaire provient de la hausse des recettes liée à la levée de la réserve en fin d'année 2023 et à une consommation des crédits de paiement d'investissement inférieure aux prévisions en raison de la passation tardive de marchés immobiliers.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

| | Réalisation 2022 (1) | Prévision 2023 (2) | Réalisation 2023 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | 256 | 253 | 254 |
| – sous plafond | 182 | 183 | 183 |
| – hors plafond | 74 | 70 | 71 |
| <i>dont contrats aidés</i> | | | |
| <i>dont apprentis</i> | | 1 | |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | | | |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | | | |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | | | |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

Effectifs sous plafond : l'établissement a atteint son plafond d'emplois, soit 183 ETPT. Les recrutements sont réalisés sur des postes laissés vacants par les départs.

Effectifs hors plafond : ils diminuent de 3 ETPT par rapport à 2022, soit 71 ETPT. Les recrutements sont liés aux contrats de recherche dont certains imposent de fortes contraintes en termes de nationalité, ce qui explique la diminution constatée en 2023.

L'ENSTA Bretagne a exécuté un schéma d'emploi de +3 ETP, pour une cible fixée en PLF 2023 à 0 ETP.

OPÉRATEUR

ENSTA Paris - Ecole nationale supérieure de techniques avancées

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) de la catégorie grand établissement depuis le 1^{er} janvier 2022, l'ENSTA Paris est la plus ancienne des écoles d'ingénieurs française. Membre fondateur de l'Institut polytechnique de Paris, l'école reste fortement engagée dans son développement afin de devenir un institut de sciences et de technologies de rang mondial. En 2023, l'ENSTA Paris et l'ENSTA Bretagne ont lancé les travaux de fusion devant permettre de créer une grande école des souverainetés, membre d'IP Paris.

L'école a conforté son positionnement dans le groupe des écoles dites A+ et continue sa progression dans les classements nationaux avec une deuxième place dans le palmarès des écoles d'ingénieurs d'excellence du Figaro Étudiant, publié en janvier 2024, la positionnant durablement dans le TOP10.

Dans la continuité du contrat d'objectifs et de performance (COP) 2017-2021, le COP 2022-2026 d'ENSTA Paris est notamment construit autour d'axes transverses qui se traduisent par des engagements stratégiques au titre desquels se retrouvent la responsabilité sociétale et environnementale et la transformation numérique.

ENSTA Paris a ainsi poursuivi son engagement pour l'introduction du numérique au profit des enseignements par des dispositifs de co-working, l'aménagement de salles co-modales et le développement d'un Système d'Information de gestion des vacances. Pour ajuster ses infrastructures à l'augmentation de ses effectifs, un bâtiment d'enseignement mutualisé (BEM) avec 6 écoles du plateau de Saclay a été inauguré en décembre 2023.

Dans le domaine scientifique, l'école est particulièrement investie dans le domaine de la robotique, en particulier des véhicules autonomes, celui des lasers avec plusieurs publications de haut niveau et leurs applications industrielles. Trois de ses laboratoires bénéficient de la labellisation Carnot mettant en avant l'excellence de sa recherche partenariale.

À l'international, l'école est engagée dans deux campus *offshore* :

- en Chine, à Shanghai l'école d'ingénieurs franco-chinoise SPEIT, programme international associant une des toutes meilleures universités de technologie chinoise SJTU et quatre partenaires français que l'ENSTA Paris représente (École polytechnique, Telecom Paris, Mines Paris et ENSTA Paris) ;
- en Tunisie, à Tunis où ses formations d'ingénieurs sont délocalisées en partenariat avec l'École d'Ingénieurs de Tunis.

L'école s'est par ailleurs mobilisée au titre du plan France Relance, en obtenant le financement

- de la rénovation énergétique des bâtiments du centre de l'Yvette, afin de préparer l'extension de son laboratoire d'optique appliquée (LOA) ;
- d'un outil novateur de gestion des contrats de recherche et des partenariats déployé progressivement à partir de décembre 2022.

ENSTA Paris et ses partenaires ont également pu bénéficier de financements accordés dans le cadre de la préservation des emplois de recherche et de développement afin de renforcer les projets de recherche conjoints.

En termes d'infrastructures, l'école finalise actuellement le projet de déménagement de son unité de recherche mécanique dans un bâtiment mutualisé avec Polytechnique qui sera livré en mars 2024. Elle est partie prenante du projet scientifique LAPLACE, premier centre français d'accélération laser plasma, implanté au LOA - Centre de l'Yvette d'ENSTA Paris.

Conformément au COP 2017-2021, ENSTA Paris a déployé une démarche qualité selon les exigences des normes ISO 9001 « Systèmes de management de la qualité » et ISO 21001 « Systèmes de management des organismes d'éducation/formation », certifiée AFNOR en mars 2022, couvrant à la fois les activités de formation du cycle ingénieur, les activités de recherche et le soutien à la vie étudiante. L'École poursuit l'ancrage de l'amélioration continue de ses processus conformément à l'objectif du COP 2022-2026 et a articulé, au sein d'un système de management intégré, l'ensemble de ses démarches de labellisation et de performance, notamment sa labellisation « Bienvenue en France » maintenue à un niveau 3* en juin 2023 pour l'accueil de ses étudiants internationaux et sa certification Haute Qualité Environnementale – Utilisation durable de ses installations d'enseignements confirmée à un niveau excellent en septembre 2023.

Enfin, l'ENSTA Paris affirme depuis plusieurs années son engagement fort et constant au titre de sa responsabilité sociétale pour la prise en compte du handicap, l'égalité professionnelle Homme-femme, sa lutte contre les Violences Sexistes et Sexuelles, cordée de la réussite... Les objectifs du COP 2022-2026 lui ont permis d'aller plus loin en consolidant ces actions dans une démarche structurée de Responsabilité Sociétale et Environnementale. Une Politique de Responsabilité Sociétale et Environnementale a été validée en 2023 par le Conseil d'Administration et une labellisation DD-RS en a reconnu le déploiement efficace fin 2023 sur ses axes de gouvernance, d'enseignement notamment de transition écologique, de recherche en lien avec les ODD, mais aussi d'environnement et de politique sociale.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation | 5 | 5 | | | 5 | 5 |
| Transferts | 5 | 5 | | | 5 | 5 |
| P144 – Environnement et prospective de la politique de défense | 18 938 | 18 956 | 20 222 | 20 222 | 20 508 | 20 508 |
| Subventions pour charges de service public | 18 418 | 18 418 | 19 276 | 19 276 | 19 562 | 19 562 |
| Dotations en fonds propres | 400 | 400 | | | 947 | 947 |
| Transferts | 120 | 138 | | | | |
| Subventions d'investissement | | | 947 | 947 | | |
| P146 – Équipement des forces | 26 | 26 | | | 10 | 10 |
| Transferts | 26 | 26 | | | 10 | 10 |
| P150 – Formations supérieures et recherche universitaire | 9 | 9 | | | 7 | 7 |
| Subventions pour charges de service public | 9 | 9 | | | 7 | 7 |
| P231 – Vie étudiante | 3 | 3 | | | 2 | 2 |
| Transferts | 3 | 3 | | | 2 | 2 |
| P192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle | | | | | | 106 |
| Transferts | | | | | | 106 |
| P363 – Compétitivité | 315 | 250 | | | | |
| Transferts | 315 | 250 | | | | |
| P147 – Politique de la ville | | | | | 3 | 3 |
| Transferts | | | | | 3 | 3 |
| P348 – Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs | | | | | 26 | 26 |
| Dotations en fonds propres | | | | | 26 | 26 |
| Total | 19 297 | 19 250 | 20 222 | 20 222 | 20 560 | 20 666 |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

Le transfert de 5000 € au titre du P169 non prévu en LFI correspond à un encaissement sur convention de la fondation des gueules cassées qui n'était pas connu à la date du vote de la LFI 2023.

La variation positive constatée entre la LFI2023 et la réalisation 2023 sur subventions pour charges de service public est due à la dotation exceptionnelle (286 k€) versée par la DGA du ministère des Armées pour compenser les impacts de la hausse du point d'indice et des autres mesures de revalorisation des rémunérations annoncées en juin 2023 mais également à des transferts vers l'ENSTA d'autres programmes après l'adoption de la LFI2023.

Sur le P146, un transfert de 10 000 € non prévu en LFI consiste en un financement pour l'accueil de stagiaires étrangers.

La SCSP de 7 000 € au titre du P150 correspond au soutien dans le cadre de l'Université Franco-Tunisienne pour l'Afrique et la Méditerranée, qui a été inaugurée en 2019.

Le transfert de 1500 € sur le P231 non prévu en LFI correspond à une subvention perçue dans le cadre du dispositif cordées de la réussite.

Sur le P192 a été effectué un versement du SCBCM MINEFI non prévu en LFI pour 106 381 €.

Une dotation en fonds propres de 25 636 € a été reçue du P348, il s'agit de financements reçus dans cadre du plan Résilience 2 qui n'étaient pas connus lors de l'adoption de la LFI 2023

COMPTE FINANCIER 2023

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel | 18 676 | 17 736 | Subventions de l'État | 18 939 | 19 562 |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | <i>1 754</i> | <i>1 657</i> | <i>– subventions pour charges de service public</i> | <i>18 939</i> | <i>19 562</i> |
| | | | <i>– crédits d'intervention(transfert)</i> | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 13 370 | 12 227 | Fiscalité affectée | 27 | |
| Intervention (le cas échéant) | | | Autres subventions | 5 138 | 5 823 |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 4 355 | 4 453 | Revenus d'activité et autres produits | 7 650 | 7 663 |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i> | <i>4 355</i> | <i>4 453</i> | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i> | <i>217</i> | |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | | <i>0</i> | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i> | <i>8</i> | <i>1</i> |
| | | | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | <i>2 906</i> | <i>3 244</i> |
| Total des charges | 32 047 | 29 962 | Total des produits | 31 754 | 33 047 |
| Résultat : bénéfice | | 3 085 | Résultat : perte | 293 | |
| Total : équilibre du CR | 32 047 | 33 047 | Total : équilibre du CR | 32 047 | 33 047 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | | | Capacité d'autofinancement | 932 | 4 293 |
| Investissements | 4 595 | 3 762 | Financement de l'actif par l'État | 1 504 | 1 235 |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | | 71 |
| | | | Autres ressources | 754 | |
| Remboursement des dettes financières | | 481 | Augmentation des dettes financières | 45 | 333 |
| Total des emplois | 4 595 | 4 243 | Total des ressources | 3 235 | 5 932 |
| Augmentation du fonds de roulement | | 1 689 | Diminution du fonds de roulement | 1 361 | |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

La structure patrimoniale de l'ENSTA, à l'issue de cet exercice 2023, avec un résultat positif, présente une capacité d'autofinancement de 4 293 k€ permettant de couvrir les investissements de l'année.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|--------------------------|------------------------|--------------------------|
| 15 719 | 12 347 | 16 190 |

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2023 | | Compte financier 2023 * | |
|--|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel (yc enveloppe recherche) | 18 676 | 18 676 | 17 687 | 17 687 |
| Fonctionnement (yc enveloppe recherche) | 9 376 | 9 015 | 8 176 | 7 700 |
| Intervention | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement (yc enveloppe recherche) | 4 017 | 4 595 | 3 255 | 3 945 |
| Dont enveloppe recherche | 13 497 | 13 942 | 12 425 | 12 939 |
| - Personnel enveloppe recherche | 6 910 | 6 910 | 7 044 | 7 044 |
| - Fonctionnement enveloppe recherche | 3 469 | 3 336 | 3 025 | 2 849 |
| - Investissement enveloppe recherche | 3 118 | 3 696 | 2 356 | 3 046 |
| Total des dépenses AE (A) CP (B) | 32 069 | 32 287 | 29 118 | 29 332 |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 1 754 | 1 754 | 1 657 | 1 657 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Recettes globalisées | 24 385 | 24 501 |
| Subvention pour charges de service public | 18 939 | 19 562 |
| Autres financements de l'État | 899 | 947 |
| Fiscalité affectée | 27 | 36 |
| Autres financements publics | 0 | 0 |
| Recettes propres | 4 520 | 3 957 |
| Recettes fléchées | 6 178 | 5 070 |
| Financements de l'État fléchés | 0 | 0 |
| Autres financements publics fléchés | 604 | 26 |
| Recettes propres fléchées | 5 574 | 5 044 |
| Total des recettes (C) | 30 563 | 29 571 |
| Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B) | 0 | 239 |
| Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C) | 1 724 | 0 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination <i>Budget initial Compte financier *</i> | Personnel | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|---|--------------------------|------------------------|------------------------|----------------|----------------|------------------------|------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| ENSEIGNEMENT | 6 350 5 513 | 3 188 2 780 | 3 065 2 618 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 9 538 8 293 | 9 415 8 132 |
| RECHERCHE | 6 910 7 044 | 3 469 3 025 | 3 336 2 849 | 0 0 | 0 0 | 3 118 2 356 | 3 696 3 046 | 13 497 12 425 | 13 942 12 939 |
| SUPPORT | 4 296 4 068 | 2 156 1 881 | 2 074 1 771 | 0 0 | 0 0 | 899 899 | 899 899 | 7 351 6 848 | 7 268 6 738 |
| VIE ETUDIANTE | 1 121 1 061 | 563 491 | 541 462 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 1 683 1 552 | 1 662 1 523 |
| Total | 18 676 17 687 | 9 376 8 176 | 9 015 7 700 | 0 0 | 0 0 | 4 017 3 255 | 4 595 3 945 | 32 069 29 118 | 32 287 29 332 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Solde budgétaire (déficit) (D2) | 1 724 | 0 |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 121 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 70 | 26 |
| Autres décaissements non budgétaires | 0 | 0 |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) | 1 794 | 147 |
| ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1) | 0 | 472 |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 0 | 28 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 0 | 443 |
| Total des besoins | 1 794 | 619 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Solde budgétaire (excédent) (D1) | 0 | 239 |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 45 | 270 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 87 | 111 |
| Autres encaissements non budgétaires | 0 | 0 |
| Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) | 133 | 619 |
| PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2) | 1 661 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 368 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 1 293 | 0 |
| Total des financements | 1 794 | 619 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Les résultats financiers 2023 traduisent le dynamisme du développement de l'école, avec des ressources en croissance notamment sur les contrats et conventions de formation et de recherche, en lien avec les objectifs de son Contrat d'Objectif et de Performance 2022-2026.

La situation financière d'ENSTA Paris est saine, avec un solde budgétaire et un résultat comptable positifs sur 2023, et en amélioration par rapport à ceux votés au budget initial.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

| | Réalisation 2022 (1) | Prévision 2023 (2) | Réalisation 2023 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | 214 | 238 | 226 |
| – sous plafond | 168 | 181 | 170 |
| – hors plafond | 46 | 57 | 56 |
| <i>dont contrats aidés</i> | | | |
| <i>dont apprentis</i> | | 2 | |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | 1 | 2 | 1 |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | 1 | 1 | 1 |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | | 1 | |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

S'agissant des effectifs en ETPT, la consommation d'emplois SPL en 2023 (170,2 ETPT) est croissante par rapport à 2022 (167,5 ETPT), et continue de se rapprocher du plafond d'emplois voté en LFi (181 ETPT). L'activité de recrutement et d'intégration reste très dynamique avec des entrées SPL en forte augmentation par rapport à 2022 (42 ETP en 2023 contre 29 ETP en 2022), et un volume de sorties stable à hauteur de 31 ETP.

L'ENSTA Paris a exécuté un schéma d'emplois de +10,5 ETP, pour une cible fixée en PLF 2023 à +4 ETP.

OPÉRATEUR

ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Le contrat d'objectifs et de performance 2022-2026, signé en avril 2022, a pour ambition de renforcer la position de l'ISAE SUPAERO en tant que leader international pour la formation supérieure à l'ingénierie aérospatiale en s'affirmant comme un acteur majeur des transitions du secteur aérospatial civil et militaire.

Il se structure autour de quatre axes :

1. Contribuer au progrès de la société en accentuant l'impact de nos activités de formation et de recherche ;
2. Être un acteur majeur des transitions du secteur aérospatial civil et militaire : décarbonation, NewSpace, innovation ;
3. S'appuyer encore davantage sur nos partenariats et nos réseaux pour accroître l'impact de nos activités ;
4. Travailler nos fondamentaux pour assurer l'avenir.

En 2023, L'Institut Supérieur de l'Aéronautique et de l'Espace (ISAE SUPAERO) a poursuivi ses travaux avec l'École nationale de l'Aviation Civile (ENAC) et l'Office National d'Études et de Recherches Aérospatiales (ONERA), en vue de mieux mutualiser leurs forces complémentaires dans le domaine de l'ingénierie aérospatiale.

Le campus s'est enrichi avec la poursuite des opérations de travaux de rénovation énergétique liées au Plan de Relance Immobilier.

L'institut a mis en place sa nouvelle organisation afin de répondre aux enjeux du COP (fusion des directions de formation, création d'une direction du développement et de l'innovation) tout en continuant à développer ses ressources propres.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P185 – Diplomatie culturelle et d'influence | | | | | | 5 |
| Transferts | | | | | | 5 |
| P216 – Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur | 32 | 13 | | | | |
| Subventions pour charges de service public | 32 | 13 | | | | |
| P169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation | 7 | 2 | | | 8 | 8 |
| Transferts | 7 | 2 | | | 8 | 8 |
| P144 – Environnement et prospective de la politique de défense | 47 911 | 43 391 | 43 213 | 43 213 | 46 837 | 46 445 |
| Subventions pour charges de service public | 38 735 | 38 735 | 40 849 | 40 849 | 41 335 | 41 335 |
| Dotations en fonds propres | 1 617 | 1 617 | | | 2 364 | 2 364 |
| Transferts | 7 559 | 3 039 | | | 3 137 | 2 745 |
| Subventions d'investissement | | | 2 364 | 2 364 | | |
| P141 – Enseignement scolaire public du second degré | 83 | 83 | | | 75 | 75 |
| Transferts | 83 | 83 | | | 75 | 75 |
| P218 – Conduite et pilotage des politiques économiques et financières | | | | | 114 | |
| Transferts | | | | | 114 | |
| P150 – Formations supérieures et recherche universitaire | 215 | 215 | 176 | 176 | 207 | 207 |
| Subventions pour charges de service public | 215 | 215 | 176 | 176 | 207 | 207 |
| P231 – Vie étudiante | | | | | 5 | 5 |
| Transferts | | | | | 5 | 5 |
| P190 – Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables | | 8 | | | | 129 |
| Transferts | | 8 | | | | 129 |
| P192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle | -50 | | | | | |
| Transferts | -50 | | | | | |
| P304 – Inclusion sociale et protection des personnes | 22 | 22 | | | 18 | 18 |
| Transferts | 22 | 22 | | | 18 | 18 |
| P363 – Compétitivité | | 50 | | | | |
| Transferts | | 50 | | | | |
| P147 – Politique de la ville | 67 | 67 | | | 68 | 68 |
| Transferts | 67 | 67 | | | 68 | 68 |
| Total | 48 287 | 43 850 | 43 389 | 43 389 | 47 332 | 46 961 |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

Sur la SCSP MINARM, le montant final comprend un complément de dotation correspondant à la revalorisation du point d'indice, la prime pouvoir d'achat et les bourses sur critères sociaux pour 486 k€.

Les transferts sur le P144 non prévus en LFI correspondent à des contrats de recherche financés par l'AID.

Les transferts sur le P141, le P147 et le P231 non prévus en LFI correspondent à des financements au titre des cordées de la réussite.

La subvention sur le P150 plus élevée qu'en LFI correspond à une SCSP du MESR pour le financement des doctorants.

Les transferts sur le P190 non prévus en LFI correspondent à des contrats de recherche financés par la DGAC.

COMPTE FINANCIER 2023

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel | 42 941 | 42 457 | Subventions de l'État | 40 182 | 41 542 |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | <i>4 000</i> | <i>4 048</i> | – subventions pour charges de service public | 40 182 | 41 542 |
| | | | – crédits d'intervention(transfert) | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 32 804 | 33 160 | Fiscalité affectée | 65 | 554 |
| Intervention (le cas échéant) | | | Autres subventions | 7 233 | 6 303 |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 9 400 | 10 802 | Revenus d'activité et autres produits | 26 560 | 25 090 |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i> | <i>9 400</i> | <i>10 801</i> | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i> | | <i>134</i> |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | | <i>1</i> | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i> | | <i>159</i> |
| | | | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | <i>5 500</i> | <i>5 751</i> |
| Total des charges | 75 745 | 75 617 | Total des produits | 74 039 | 73 490 |
| Résultat : bénéfice | | | Résultat : perte | 1 706 | 2 128 |
| Total : équilibre du CR | 75 745 | 75 617 | Total : équilibre du CR | 75 745 | 75 617 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | | | Capacité d'autofinancement | 2 194 | 2 630 |
| Investissements | 10 428 | 6 723 | Financement de l'actif par l'État | 2 246 | 4 103 |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | 405 | 92 |
| | | | Autres ressources | 5 000 | 159 |
| Remboursement des dettes financières | 2 056 | 2 114 | Augmentation des dettes financières | | 2 |
| Total des emplois | 12 484 | 8 837 | Total des ressources | 9 845 | 6 987 |
| Augmentation du fonds de roulement | | | Diminution du fonds de roulement | 2 639 | 1 850 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le résultat déficitaire de l'exercice traduit la difficulté de l'établissement à faire face aux évolutions de la masse salariale ainsi qu'à l'augmentation significative des coûts liés aux matières premières, à l'énergie et à l'inflation de manière générale.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 22 883 | 12 781 | 19 261 |

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2023 | | Compte financier 2023 * | |
|--|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel (yc enveloppe recherche) | 42 941 | 42 941 | 42 989 | 42 989 |
| Fonctionnement (yc enveloppe recherche) | 25 143 | 23 104 | 22 887 | 20 276 |
| Intervention | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement (yc enveloppe recherche) | 11 720 | 12 484 | 7 365 | 8 812 |
| Dont enveloppe recherche | 22 600 | 22 092 | 20 901 | 19 953 |
| - Personnel enveloppe recherche | 15 584 | 15 584 | 14 543 | 14 543 |
| - Fonctionnement enveloppe recherche | 5 087 | 4 579 | 4 199 | 3 533 |
| - Investissement enveloppe recherche | 1 929 | 1 929 | 2 159 | 1 877 |
| Total des dépenses AE (A) CP (B) | 79 803 | 78 529 | 73 241 | 72 078 |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 0 | 0 | 4 048 | 4 048 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Recettes globalisées | 60 709 | 63 093 |
| Subvention pour charges de service public | 40 182 | 41 542 |
| Autres financements de l'État | 189 | 2 551 |
| Fiscalité affectée | 65 | 83 |
| Autres financements publics | 256 | 302 |
| Recettes propres | 20 018 | 18 615 |
| Recettes fléchées | 10 071 | 5 357 |
| Financements de l'État fléchés | 5 837 | 2 800 |
| Autres financements publics fléchés | 3 992 | 2 426 |
| Recettes propres fléchées | 242 | 131 |
| Total des recettes (C) | 70 780 | 68 450 |
| Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B) | 0 | 0 |
| Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C) | 7 749 | 3 628 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination <i>Budget initial Compte financier *</i> | Personnel | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|---|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------|----------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Enseignement | 14 502 16 543 | 1 826 2 028 | 1 643 1 844 | 0 0 | 0 0 | 30 79 | 30 113 | 16 357 18 651 | 16 175 18 500 |
| Recherche | 15 584 14 543 | 5 087 4 200 | 4 579 3 533 | 0 0 | 0 0 | 1 929 2 159 | 1 929 1 877 | 22 600 20 901 | 22 092 19 953 |
| Soutien | 12 551 11 903 | 13 083 11 477 | 11 859 10 118 | 0 0 | 0 0 | 9 761 4 950 | 8 470 6 681 | 35 395 28 330 | 32 879 28 702 |
| Vie étudiante | 304 0 | 5 146 5 182 | 5 024 4 781 | 0 0 | 0 0 | 0 177 | 2 056 142 | 5 450 5 359 | 7 383 4 923 |
| Total | 42 941 42 989 | 25 143 22 887 | 23 104 20 276 | 0 0 | 0 0 | 11 720 7 365 | 12 484 8 812 | 79 803 73 241 | 78 529 72 078 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Solde budgétaire (déficit) (D2) | 7 749 | 3 628 |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 1 748 | 1 320 |
| Autres décaissements non budgétaires | 0 | 331 |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) | 9 496 | 5 279 |
| ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1) | 0 | 0 |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 0 | 0 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 0 | 0 |
| Total des besoins | 9 496 | 5 279 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Solde budgétaire (excédent) (D1) | 0 | 0 |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 1 524 | 1 401 |
| Autres encaissements non budgétaires | 0 | 257 |
| Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) | 1 524 | 1 658 |
| PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2) | 7 972 | 3 621 |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 3 893 | 2 138 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 4 079 | 1 483 |
| Total des financements | 9 496 | 5 279 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le tableau relatif à l'équilibre financier est l'outil d'appréciation de l'équilibre budgétaire.

Il reprend, en entrée, le solde budgétaire (-3.62 M€) et agrège les opérations qui font l'objet d'un traitement en comptabilité générale et qui n'apparaissent pas en opérations budgétaires.

Le tableau détermine la variation de trésorerie qui consiste en un prélèvement de la trésorerie à hauteur de 3.62 M€ (6.14 M€ en 2022) à l'issue de l'exercice.

Le tableau des opérations pour compte de tiers retrace les opérations non budgétaires, notamment, le traitement de la TVA qui génère structurellement un crédit, dans la mesure où la TVA collectée est toujours inférieure à la TVA déduite.

Les opérations pour compte de tiers sont des opérations comptables pour lesquelles l'ISAE n'a pas de marge de manœuvre et joue le rôle d'intermédiaire, en reversant des crédits à des tiers. Les encaissements et les décaissements peuvent être décalés dans la pluriannualité mais ils s'équilibrent in fine. Concernant l'année 2023 les décaissements équilibrent presque parfaitement les décaissements, si bien que le prélèvement sur la trésorerie est quasiment identique au solde budgétaire.

Le niveau de trésorerie, à l'issue de l'exercice se situe à 19.26 M€ (22.88 M€ en 2022).

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

| | Réalisation 2022 (1) | Prévision 2023 (2) | Réalisation 2023 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | 596 | 628 | 609 |
| – sous plafond | 411 | 412 | 412 |
| – hors plafond | 185 | 216 | 197 |
| <i>dont contrats aidés</i> | | | |
| <i>dont apprentis</i> | | 12 | 13 |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | 1 | 2 | 1 |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | 1 | 2 | 1 |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | | | |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

Les ETPT sous plafond État ont été consommés à hauteur de 411.6 pour une autorisation d'emploi notifiée de 412 ETPT et une consommation à 411.14 en 2022.

Les emplois hors plafond État ont été consommés à hauteur de 196.6 ETPT (184.58 ETPT en 2022).

L'institut a ainsi consommé le plafond d'emploi (608.2 ETPT) à hauteur de 97 %, grâce à un pilotage en amélioration constante de son processus RH, et dans la logique des Responsabilités et Compétences Élargies (RCE) mises en œuvre depuis 2021. Le taux de rigidité (Dépenses de personnels/recettes encaissés) s'établit à 62.8 %.

L'ISAE a exécuté un schéma d'emplois de -2,4 ETP, pour une cible fixée en PLF 2023 à 0 ETP.

OPÉRATEUR

ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

En 2023, l'ONERA présente un résultat net comptable de 4,0 M€ soit 6,6 M€ de plus que le budget initial voté en déficit (-2,6 M€) en raison, d'une part, d'une hausse de l'activité contractuelle qui fait plus que compenser le resserrement de la production immobilisée et d'autre part, d'une maîtrise de ses charges courantes.

L'accroissement de l'activité contractuelle a conduit à dégager une capacité d'autofinancement supérieure aux prévisions (32,0 M€ vs 18,9 M€ budgétés) et qui reste en ligne la réalisation 2022 (33,7 M€), permettant ainsi de mieux financer les investissements nécessaires à l'évolution de l'activité.

En termes de recettes contractuelles, le niveau a atteint 143,78 M€, soit un accroissement de 14,05 M€ par rapport à 2022.

En termes de prises de commandes, les nouveaux contrats enregistrés en 2023 conduisent à un montant de notifications de 177 M€, jamais atteint. Elles font de l'année 2023 une nouvelle année historique et conduisent à une valorisation du carnet de commandes de 251,6 M€.

Même si le niveau de la trésorerie non fléchée reste faible en fin d'année 2023, l'ensemble de ces résultats constitue un signal fort et tangible de la confiance de l'ensemble des partenaires de l'Office.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P144 – Environnement et prospective de la politique de défense | 114 999 | 113 815 | 117 082 | 117 082 | 123 357 | 124 306 |
| Subventions pour charges de service public | 111 459 | 111 459 | 114 488 | 114 488 | 119 461 | 119 461 |
| Dotations en fonds propres | | | | | 2 593 | 2 593 |
| Transferts | 3 540 | 2 356 | | | 1 302 | 2 252 |
| Subventions d'investissement | | | 2 593 | 2 593 | | |
| P218 – Conduite et pilotage des politiques économiques et financières | | | | | 79 | |
| Transferts | | | | | 79 | |
| P190 – Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables | 5 199 | 17 712 | | | | 24 967 |
| Transferts | 5 199 | 17 712 | | | | 24 967 |
| P192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle | | | | | | 21 |
| Transferts | | | | | | 21 |
| P207 – Sécurité et éducation routières | | | | | 1 | 1 |
| Transferts | | | | | 1 | 1 |
| P363 – Compétitivité | 90 | 40 | | | | |
| Transferts | 90 | 40 | | | | |
| P348 – Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs | | | | | 125 | 125 |
| Dotations en fonds propres | | | | | 125 | 125 |
| P424 – Financement des investissements stratégiques | 3 600 | 1 702 | | | 10 937 | 2 954 |
| Transferts | 3 600 | 1 702 | | | 10 937 | 2 954 |
| Total | 123 887 | 133 269 | 117 082 | 117 082 | 134 499 | 152 374 |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

COMPTE FINANCIER 2023

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|---|-------------------------|--------------------------------|
| Personnel <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | 172 670 471 | 173 154 499 | Subventions de l'État <i>– subventions pour charges de service public – crédits d'intervention(transfert)</i> | 119 461 119 461 | 119 461 119 461 |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 118 846 | 117 463 | Fiscalité affectée | | |
| Intervention (le cas échéant) | | | Autres subventions | 1 400 | 2 387 |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i> <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | 26 300 26 300 | 33 724 33 720 4 | Revenus d'activité et autres produits <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i> <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i> <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | 168 046 550 4 200 | 172 779 695 104 5 043 |
| Total des charges | 291 516 | 290 617 | Total des produits | 288 907 | 294 627 |
| Résultat : bénéfice | | 4 011 | Résultat : perte | 2 609 | |
| Total : équilibre du CR | 291 516 | 294 627 | Total : équilibre du CR | 291 516 | 294 627 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | | | Capacité d'autofinancement | 18 941 | 31 893 |
| Investissements | 82 942 | 49 282 | Financement de l'actif par l'État | 4 289 | 2 726 |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | 3 038 | 156 |
| | | | Autres ressources | 21 000 | |
| Remboursement des dettes financières | 170 | 114 | Augmentation des dettes financières | 10 | 105 |
| Total des emplois | 83 112 | 49 397 | Total des ressources | 47 278 | 34 880 |
| Augmentation du fonds de roulement | | | Diminution du fonds de roulement | 35 834 | 14 517 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le résultat net comptable s'établit à 4,0 M€ en raison d'une hausse des produits d'activité contractuelle et d'une maîtrise des charges courantes.

Le niveau des frais de personnel traduit une augmentation de la provision congés payés de 2,9 M€ ainsi que la comptabilisation d'une provision intéressement à hauteur de 0,7 M€.

Une capacité d'autofinancement qui progresse de 13 M€ associée à un investissement inférieur au niveau budgété a permis de ne pas faire appel à la 2^e tranche d'emprunt BEI, initialement budgétée en 2023 (21 M€).

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 66 346 | 32 986 | 56 469 |

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2023 | | Compte financier 2023 * | |
|--|---------------------|----------------|-------------------------|----------------|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel | 186 615 | 186 615 | 183 777 | 183 777 |
| Fonctionnement | 78 804 | 78 241 | 67 863 | 66 840 |
| Intervention | 50 | 50 | 15 | 15 |
| Investissement | 118 325 | 67 066 | 48 177 | 42 936 |
| Total des dépenses AE (A) CP (B) | 383 794 | 331 972 | 299 833 | 293 569 |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 472 | 472 | 499 | 499 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Recettes globalisées | 284 588 | 280 687 |
| Subvention pour charges de service public | 119 461 | 119 461 |
| Autres financements de l'État | 10 292 | 10 086 |
| Fiscalité affectée | 0 | 0 |
| Autres financements publics | 13 305 | 4 365 |
| Recettes propres | 141 530 | 146 774 |
| Recettes fléchées | 1 262 | 125 |
| Financements de l'État fléchés | 1 262 | 125 |
| Autres financements publics fléchés | 0 | 0 |
| Recettes propres fléchées | 0 | 0 |
| Total des recettes (C) | 285 850 | 280 812 |
| Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B) | 0 | 0 |
| Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C) | 46 122 | 12 757 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination | Personnel | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|---|-----------|----------------|--------|--------------|----|----------------|--------|---------|---------|
| | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| 1. Activités conduites par les unités de recherche | 126 376 | 29 270 | 24 233 | 0 | 0 | 43 704 | 37 411 | 199 350 | 188 020 |
| | 122 835 | 23 258 | 20 861 | 0 | 0 | 31 255 | 26 724 | 177 348 | 170 420 |
| 2. Actions communes pour les activités de recherche | 30 085 | 14 910 | 15 981 | 50 | 50 | 2 409 | 2 959 | 47 454 | 49 075 |
| | 30 065 | 15 094 | 15 068 | 15 | 15 | 3 923 | 2 410 | 49 097 | 47 557 |

(en milliers d'euros)

| Destination <i>Budget initial Compte financier *</i> | Personnel | | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|---|----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|------------------------|------------------------|---------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|--|
| | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | |
| 3. Fonctions support transverses | 30 154 30 878 | 34 624 29 511 | 38 027 30 912 | 0 0 | 0 0 | 72 212 12 999 | 26 696 13 803 | 136 990 73 388 | 94 877 75 592 | |
| Total | 186 615 183 777 | 78 804 67 863 | 78 241 66 840 | 50 15 | 50 15 | 118 325 48 177 | 67 066 42 936 | 383 794 299 833 | 331 972 293 569 | |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Solde budgétaire (déficit) (D2) | 46 122 | 12 757 |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 170 | 114 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 19 236 | 21 503 |
| Autres décaissements non budgétaires | 0 | 1 439 |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) | 65 528 | 35 813 |
| ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1) | 0 | 0 |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 0 | 0 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 0 | 4 334 |
| Total des besoins | 65 528 | 35 813 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Solde budgétaire (excédent) (D1) | 0 | 0 |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 21 010 | 1 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 22 300 | 25 997 |
| Autres encaissements non budgétaires | 0 | -62 |
| Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) | 43 310 | 25 936 |
| PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2) | 22 218 | 9 877 |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 0 | 14 211 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 22 218 | 0 |
| Total des financements | 65 528 | 35 813 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le tableau d'équilibre financier souligne la position de la trésorerie globale à mettre en relation avec l'amélioration du solde budgétaire de 33,3 M€.

Les opérations au nom et pour le compte de tiers recouvrent les opérations relatives à la TVA collectée et déductible. Elles incluent également les financements de programmes dont l'ONERA est coordinateur et qui sont à destination d'autres partenaires. Fin décembre 2023, l'ONERA a perçu le financement d'un projet européen pour 7,3 M€ qui fera l'objet d'un reversement en 2024. Le montant des autres encaissements non budgétaires correspond aux encaissements réalisés en N-1 et rapprochés d'un titre de paiement en 2023.

Quant à la trésorerie dite fléchée, les opérations suivies comme telles sont les travaux de renforcement du bâtiment de la soufflerie S1 à Modane-Avrieux, le plan de rénovation des souffleries ainsi que le programme de regroupement immobilier de l'Office.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

| | Réalisation 2022 (1) | Prévision 2023 (2) | Réalisation 2023 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | 1 997 | 2 038 | 2 023 |
| – sous plafond | 1 769 | 1 795 | 1 777 |
| – hors plafond | 228 | 243 | 246 |
| <i>dont contrats aidés</i> | | | |
| <i>dont apprentis</i> | 35 | | |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | | | 1 |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | | | 1 |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | | | |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

La hausse des effectifs hors plafond est liée à l'embauche des effectifs CPOR (effectifs consacrés à la production contractuelle, contrat à durée déterminée). L'effet du recrutement des effectifs CPOR, débuté courant 2022, se fait pleinement sentir en 2023.

L'ONERA a exécuté un schéma d'emplois de +24,3 ETP, pour une cible fixée en PLF 2023 à +20 ETP.

OPÉRATEUR

X - Ecole polytechnique

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

L'École polytechnique a connu de nombreuses avancées en 2023, seconde année du COP 2022-2026. Elle a poursuivi le développement de ses formations. L'évolution du cycle ingénieur votée au CA de juin 2023 a été mise en œuvre avec le démarrage du nouveau cours « enjeux de défense » dès la rentrée et la finalisation du cours « Engineering sustainability ». Le programme Bachelor a atteint la cible fixée au lancement du programme avec 157 étudiants en première année en 2023. Concernant les MSc&T, de nouveaux diplômés ont ouvert notamment le programme Data and Economics for Public Policy en partenariat avec la Cour des comptes et Data Sciences for Finances avec HEC. Au total, l'École enregistre une croissance de 3 % de ses effectifs étudiants entre 2022 et 2023, avec une progression notable du programme Bachelor (+10 %) et des MScT (+18 %). L'année 2023 a également vu l'ouverture du CPES avec le lycée international Paris Saclay en collaboration avec l'Université Paris Saclay.

L'X et IP Paris ont remporté plusieurs appels à projet en 2023. L'AAP ASDESR (5,7 M€) et l'AAP PUI (Pôle Universitaire d'Innovation) pour un montant identique permettront d'une part de développer et diversifier les ressources d'IP Paris en renforçant les partenariats industriels et d'autre part d'augmenter le flux d'innovations issues des laboratoires et le transfert de technologies tout en accompagnant l'entrepreneuriat. Concernant l'innovation, le Drahi-X a incubé 44 startups.

L'année 2023 poursuit la trajectoire 2022 avec le lancement de deux nouveaux centres interdisciplinaires dédiés aux matériaux (M4S) et aux enjeux croisés entre arts, sciences et société (SPIRAL). Les chercheurs de l'École ont également été distingués en 2023 pour leur excellence scientifique avec l'attribution de 3 ERC.

Au-delà des financements publics, l'École a également signé plusieurs partenariats avec des acteurs privés, comme la chaire Accélération Laser-Plasma haute cadence avec l'Institut Pierre Lamoure, la chaire sur l'architecture des systèmes complexes avec plusieurs industriels de la défense, la chaire sur l'IA de confiance avec le Crédit Agricole,

la chaire avec le CEA-DAM dédiée à la physique des hautes densités d'énergie et de la fusion inertielle et la création du laboratoire commun COMHET dédié à la propulsion spatiale électrique, avec Safran et le CNRS.

L'École polytechnique continue le déploiement de son plan climat avec des résultats notables sur la formation. En 2023, 100 % des étudiants auront été exposés dans leur parcours à ces thématiques. En outre, le plan de sobriété énergétique a permis de réduire la consommation de gaz de 20 % en 2023 et le deuxième bilan carbone de l'École est en cours de finalisation.

Les actions en faveur de l'égalité des chances se sont structurées avec une stratégie en 5 piliers et l'ouverture du centre égalité des chances IP Paris soutenu par la générosité d'un premier mécène.

Concernant les fonctions d'appui, la réorganisation financière est désormais en place avec le déploiement des responsables aux affaires financières et la comptabilité analytique a présenté ses premiers résultats sur les cursus. Le plan de transformation de la fonction et de la politique RH présenté en conseil d'administration en décembre 2022 se déploie avec une forte amélioration du processus de recrutement en 2023, un doublement du budget alloué à la formation professionnelle des personnels et un rehaussement des primes annuelles des personnels administratifs et de soutien afin de mieux refléter la performance des équipes.

Concernant les travaux immobiliers, le bâtiment d'enseignement mutualisé a été mis en service en novembre 2023, tandis que les travaux du pôle de mécanique seront terminés début 2024. La procédure de sélection du maître d'œuvre pour la restructuration de l'ensemble central a été lancée avec une notification du marché de maîtrise d'œuvre prévue à la fin du premier trimestre 2024. De même, l'entreprise en charge de la conception-réalisation du nouveau bâtiment de recherche devrait être retenue à l'été 2024. Compte tenu de la situation financière fin 2023, il n'a pas été nécessaire de tirer la première tranche de l'emprunt auprès de la BEI.

L'École polytechnique a lancé, à l'initiative du Gouvernement, une réforme de sa gouvernance conjointe avec celle d'IP Paris, visant à renforcer la performance et la visibilité des deux entités dans la compétition internationale.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation | 5 | 5 | | | 5 | 5 |
| Transferts | 5 | 5 | | | 5 | 5 |
| P144 – Environnement et prospective de la politique de défense | 110 294 | 104 631 | 115 275 | 115 275 | 129 094 | 124 129 |
| Subventions pour charges de service public | 96 656 | 96 656 | 101 089 | 101 089 | 103 439 | 103 439 |
| Dotations en fonds propres | 4 000 | 4 000 | | | 16 276 | 16 276 |
| Transferts | 9 638 | 3 975 | | | 9 379 | 4 415 |
| Subventions d'investissement | | | 14 186 | 14 186 | | |
| P146 – Équipement des forces | 12 | 12 | | | 24 | 24 |
| Transferts | 12 | 12 | | | 24 | 24 |
| P141 – Enseignement scolaire public du second degré | | | | | 3 | 3 |
| Transferts | | | | | 3 | 3 |
| P214 – Soutien de la politique de l'éducation nationale | 25 | 25 | | | 25 | 25 |
| Subventions pour charges de service public | 25 | 25 | | | 25 | 25 |
| P218 – Conduite et pilotage des politiques économiques et financières | | | | | 108 | |
| Transferts | | | | | 108 | |

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P150 – Formations supérieures et recherche universitaire | 5 291 | 5 291 | 5 123 | 5 123 | 5 647 | 5 647 |
| Subventions pour charges de service public | 5 291 | 5 291 | 5 123 | 5 123 | 5 647 | 5 647 |
| P231 – Vie étudiante | 17 | 17 | | | 4 | 4 |
| Subventions pour charges de service public | 1 | 1 | | | 1 | 1 |
| Transferts | 16 | 16 | | | 3 | 3 |
| P124 – Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales | | | | | 52 | 13 |
| Subventions pour charges de service public | | | | | 52 | 13 |
| P363 – Compétitivité | 90 | 355 | | | | 50 |
| Transferts | 90 | 355 | | | | 50 |
| P147 – Politique de la ville | 30 | 30 | | | 35 | 35 |
| Transferts | 30 | 30 | | | 35 | 35 |
| Total | 115 765 | 110 367 | 120 398 | 120 398 | 134 997 | 129 935 |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

Pour l'École polytechnique, la subvention a été notifiée pour un montant initial de 101 088 989 € dont 1 679 254 € de réserve. En cours d'année, le surgel notifié a porté la réserve à 1 940 100 €. La levée de la réserve en fin d'année a permis à l'École de recevoir le paiement des 1 940 100 € gelés. En outre, 2 350 000 € supplémentaires ont été octroyés à l'École pour compenser les mesures salariales. Finalement, la subvention allouée s'est élevée à 103 439 989 €.

En 2022, l'École a perçu 4 000 000 € de subvention d'investissement. La subvention d'investissement pour 2023 s'est élevée à 14 186 402 € dont 709 320 € de réserve. En raison du gel supplémentaire, la réserve portée à 851 184 €. En fin d'année, l'École a reçu le paiement des 851 184 € gelés grâce à la levée de la réserve, mais aussi 2 089 447 € supplémentaires. En définitive, la subvention reçue s'est élevée à 16 276 849 €. La subvention d'investissement est fléchée pour la mise en œuvre de la stratégie immobilière de L'École conformément à son SPSI et au COP 2022-2026. Il s'agit notamment de financer la rénovation du cœur de l'École et des laboratoires

En 2023, l'École a effectivement obtenu 5 835 k€ de subventions du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, contrairement à ce qui s'affiche dans le tableau ci-dessus. Ces fonds sont alloués à la rémunération des doctorants.

COMPTE FINANCIER 2023

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|---|---------------------|--------------------------|
| Personnel <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | 116 783 4 000 | 112 665 4 099 | Subventions de l'État <i>– subventions pour charges de service public – crédits d'intervention(transfert)</i> | 99 410 99 410 | 103 439 103 439 |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 59 653 | 57 358 | Fiscalité affectée | | 109 |
| Intervention (le cas échéant) | | 1 322 | Autres subventions | 38 843 | 26 576 |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | 12 000 12 000 | 14 265 14 245 20 | Revenus d'activité et autres produits <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions dont produits de cession d'éléments d'actif dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | 38 406 4 400 | 44 718 1 495 4 178 |
| Total des charges | 176 436 | 171 345 | Total des produits | 176 659 | 174 842 |
| Résultat : bénéfice | 223 | 3 496 | Résultat : perte | | |
| Total : équilibre du CR | 176 659 | 174 842 | Total : équilibre du CR | 176 659 | 174 842 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | | | Capacité d'autofinancement | 7 823 | 12 089 |
| Investissements | 36 548 | 26 931 | Financement de l'actif par l'État | 13 477 | 17 030 |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | 16 135 | 3 464 |
| | | | Autres ressources | | |
| Remboursement des dettes financières | | 325 | Augmentation des dettes financières | | 333 |
| Total des emplois | 36 548 | 27 256 | Total des ressources | 37 434 | 32 916 |
| Augmentation du fonds de roulement | 886 | 5 660 | Diminution du fonds de roulement | | |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Grâce à des travaux conséquents et continus, l'équilibre comptable a été rétabli en 2021 (+2,7 M€) et 2022 (+4,4 M€). En 2023, le résultat enregistre également un bénéfice de 3,5 M€.

À la fin de l'année 2022, le niveau du fonds de roulement s'élevait à 17 857 k€. Suite à l'apport de 5 660 k€ réalisé en 2023, le niveau atteint 23 517 k€ au 31/12/2023.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|--------------------------|------------------------|--------------------------|
| 53 049 | 39 628 | 54 530 |

Fin 2023, la trésorerie de l'École atteint 54 530 k€. Plus de 3/4 de la trésorerie provient de financements fléchés pour mettre en œuvre des contrats de recherche et pour financer les opérations immobilières.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2023 | | Compte financier 2023 * | |
|--|---------------------|----------------|-------------------------|----------------|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel (yc enveloppe recherche) | 116 783 | 116 783 | 114 382 | 114 382 |
| Fonctionnement (yc enveloppe recherche) | 48 137 | 47 703 | 44 716 | 40 796 |
| Intervention | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement (yc enveloppe recherche) | 37 843 | 36 548 | 19 635 | 26 640 |
| Dont enveloppe recherche | 60 501 | 60 101 | 55 726 | 65 172 |
| - Personnel enveloppe recherche | 40 874 | 40 874 | 39 908 | 39 908 |
| - Fonctionnement enveloppe recherche | 12 808 | 12 098 | 8 685 | 8 503 |
| - Investissement enveloppe recherche | 6 819 | 7 129 | 7 132 | 16 761 |
| Total des dépenses AE (A) CP (B) | 202 762 | 201 034 | 178 733 | 181 818 |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 4 000 | 4 000 | 4 099 | 4 099 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Recettes globalisées | 136 456 | 137 705 |
| Subvention pour charges de service public | 99 410 | 103 439 |
| Autres financements de l'État | 0 | 0 |
| Fiscalité affectée | 0 | 0 |
| Autres financements publics | 0 | 0 |
| Recettes propres | 37 046 | 34 266 |
| Recettes fléchées | 63 201 | 50 906 |
| Financements de l'État fléchés | 19 547 | 22 111 |
| Autres financements publics fléchés | 11 425 | 1 893 |
| Recettes propres fléchées | 32 229 | 26 902 |
| Total des recettes (C) | 199 657 | 188 611 |
| Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B) | 0 | 6 794 |
| Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C) | 1 377 | 0 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination <i>Budget initial Compte financier *</i> | Personnel | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|---|----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|----------------------|----------------------|--------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Appui | 17 517 12 802 | 4 470 4 718 | 4 363 4 158 | 0 0 | 0 0 | 1 730 2 344 | 2 100 2 360 | 23 717 19 864 | 23 980 19 320 |
| Enseignement | 49 049 53 661 | 5 916 7 928 | 6 300 5 026 | 0 0 | 0 0 | 545 1 605 | 830 2 226 | 55 510 63 194 | 56 179 60 914 |
| Recherche | 40 874 39 908 | 12 808 8 685 | 12 098 8 503 | 0 0 | 0 0 | 6 819 7 132 | 7 129 16 761 | 60 501 55 726 | 60 101 65 172 |
| Vie de campus | 9 343 8 010 | 24 943 23 385 | 24 943 23 109 | 0 0 | 0 0 | 28 749 8 554 | 26 489 5 293 | 63 035 39 949 | 60 775 36 412 |
| Total | 116 783 114 382 | 48 137 44 716 | 47 703 40 796 | 0 0 | 0 0 | 37 843 19 635 | 36 548 26 640 | 202 762 178 733 | 201 034 181 818 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Solde budgétaire (déficit) (D2) | 1 377 | 0 |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 253 | 325 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 0 | 15 032 |
| Autres décaissements non budgétaires | 2 000 | -853 |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) | 3 630 | 14 503 |
| ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1) | 3 710 | 1 481 |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 442 | 6 471 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 3 267 | 0 |
| Total des besoins | 7 340 | 15 984 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Solde budgétaire (excédent) (D1) | 0 | 6 794 |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 5 340 | 333 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 0 | 7 975 |
| Autres encaissements non budgétaires | 2 000 | 883 |
| Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) | 7 340 | 15 984 |
| PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2) | 0 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 0 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 0 | 4 989 |
| Total des financements | 7 340 | 15 984 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Emprunt auprès de la banque européenne d'investissement (BEI)

Pour rappel, le montant du contrat de financement avec la BEI s'élève à 70 M€. Étant donné la situation de la trésorerie de l'École en 2023, il n'a pas été nécessaire de réaliser le tirage de la première tranche de 5 M€.

Dépôts et cautionnements

Les garanties demandées au titre des logements accroîtront la trésorerie disponible de 9 k€ :

+333 k€ de remboursements de dépôts et cautionnement

-326 k€ de nouveaux dépôts et cautionnement

Opérations au nom et pour le compte de tiers

La gestion opérationnelle de certains flux financiers au profit de partenaires (CIEDS, etc.) a entraîné le versement de 7,9 M€ pour 6 M€ encaissés. De la même manière le traitement des flux financiers de la TVA en entraîné un décalage de la trésorerie de -5,1 %€ (1,96 M€ de TVA collectée sur les encaissements clients pour 7 M€ de TVA versés aux fournisseurs).

| | |
|------------------|--|
| +6 793 k€ | : Solde budgétaire |
| +9 k€ | : Dépôts et cautionnements |
| -1 952 k€ | : opérations pour compte de tiers (CIEDS, X-Forum, etc.) |
| -5 104 k€ | : TVA |
| +1 735 k€ | : autres opérations non budgétaires |
| +1 481 k€ | : TOTAL |

La variation des montants des autres encaissements non budgétaires correspond aux variations du compte d'attentes. La somme négative au compte financier 2023 indique qu'il y a eu plus de régularisations budgétaires que de nouvelles sommes portées au compte d'attente.

En conclusion, le résultat des opérations budgétaires et des opérations non budgétaires a engendré un excédent de trésorerie de 1 481 k€. Le niveau de trésorerie au 31/12/2022 était de 53 049 k€, au 31/12/2023 la trésorerie atteint donc 54 530 k€.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

| | Réalisation 2022 (1) | Prévision 2023 (2) | Réalisation 2023 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | 3 068 | 3 203 | 3 129 |
| – sous plafond | 2 637 | 2 691 | 2 658 |
| – hors plafond | 431 | 512 | 471 |
| <i>dont contrats aidés</i> | 10 | 16 | |
| <i>dont apprentis</i> | | | 10 |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | 1 | | 0 |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | 1 | | 0 |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | | | |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

L'exécution des emplois sous plafond s'établit à 2 658 ETPT en 2023 pour un plafond d'autorisations d'emplois dévolu de 2 691 ETPT (soit une exécution de 98,7 %). Ce total inclut les 1 653 ETPT des élèves polytechniciens.

Le différentiel de 33 ETPT (entre l'autorisation de la Loi de Finances et l'exécution) est dû à une vacance de postes liées à des difficultés de recrutements notamment sur certains métiers en tension. Néanmoins, en fin d'exercice 2023, l'École réalise 2 688 ETP et les postes autorisés sont soit pourvus, soit en cours de recrutement.

L'École a exécuté un schéma d'emplois de +15 ETP, pour une cible fixée en PLF 2023 à +11 ETP.

L'exécution des emplois hors-plafond s'établit à 471 ETPT en 2023 (contre 431 ETPT en 2022).

À noter que les apprentis avaient été comptabilisés précédemment à tort dans les contrats aidés.

Les ressources propres/fléchées de 434 ETPT sont composées comme suit :

- Ressources fléchées : 318 ETPT financés par des conventions, chaires et levées de fonds.
- Ressources non fléchées : 74 ETPT issus des ressources propres générées par des frais d'inscription aux nouvelles formations et 42 ETPT provenant de recettes complémentaires (IP Paris, Executive Master, Valéo...).

OPÉRATEUR

IPP - Institut Polytechnique de Paris

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Créé par un décret du 31 mai 2019, l'Institut polytechnique de Paris (IP Paris) poursuit son développement sur un rythme rapide depuis 4 ans :

- En matière d'enseignement, IP Paris assure la gestion centralisée des étudiants en masters IP Paris et des doctorants dans le cadre de l'école doctorale pluridisciplinaire IP Paris, coaccréditée avec HEC Paris, et de l'école doctorale de Mathématiques Hadamard (EDMH), co-accréditée avec l'Université Paris-Saclay. Le nombre total d'étudiants inscrits à IP Paris et dans ses écoles-membres est en progression conformément aux objectifs de moyen terme de l'Institut. Afin d'atteindre ces objectifs, l'institut mobilise les ressources des appels à projets dont il a été lauréat : en 2020, 4 Écoles Universitaires de Recherche (EUR ; 14 M€ sur 10 ans) ; en 2022, AMI compétences et métiers d'avenir relatif à des formations en intelligence artificielle (7,8 M€ sur 3 ans).
- L'une des principales ambitions d'IP Paris est de mettre en œuvre, à partir de 2023, le centre de recherche IP Paris notamment en mobilisant les ressources des appels à projets France 2030 dont il a déjà été lauréat : en 2022, Excellence sous toutes ses formes (ExcellencES ; 28 M€ sur 7 ans) ; en 2023, Europe et Mécénat d'Entreprise pour des Ressources AUGmentées DURablement (ASDESR ; 5,7 M€ sur 10 ans) ainsi que pour la première fois de financements dédiés à la recherche attribués par l'Union Européenne. La construction de ce centre de recherche est fondée sur une trentaine d'unités de recherche disciplinaires et sur 6 centres interdisciplinaires à fort impact sociétal qui bénéficient de financements privés conséquents.
- Par ailleurs, IP Paris est très actif dans le domaine de l'innovation et de l'entrepreneuriat et va renforcer son action en 2024 grâce à l'appel à projets France 2030 PUI Innovation (5,7 M€ sur 5 ans) dont il a été lauréat en 2023.

Enfin, l'établissement public expérimental IP Paris va connaître des évolutions transformantes de sa gouvernance et un renforcement de ses fonctions de pilotage et support consécutivement à la nomination d'un nouveau Président par intérim en septembre 2023.

L'année 2023 est la quatrième année d'exécution budgétaire de l'Institut Polytechnique de Paris. Le compte financier 2023 se caractérise par des recettes globalement en ligne avec le budget initial 2023 approuvé par le conseil d'administration en décembre 2022, mais des dépenses décalées sur 2024, notamment des dépenses fléchées correspondant au financement ExcellencES qui contribue pour environ 3 millions d'euros à l'excédent budgétaire en 2023.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P144 – Environnement et prospective de la politique de défense | 3 236 | 3 236 | 3 462 | 3 462 | 3 569 | 3 569 |
| Subventions pour charges de service public | 3 236 | 3 236 | 3 462 | 3 462 | 3 569 | 3 569 |
| P150 – Formations supérieures et recherche universitaire | 231 | 231 | 231 | 231 | 556 | 556 |
| Subventions pour charges de service public | 231 | 231 | 231 | 231 | 556 | 556 |
| P172 – Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires | | | | | 10 | 10 |
| Transferts | | | | | 10 | 10 |
| P192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle | 3 381 | 3 381 | 3 700 | 3 700 | 3 526 | 3 526 |
| Subventions pour charges de service public | 3 381 | 3 381 | 3 700 | 3 700 | 3 526 | 3 526 |
| Total | 6 848 | 6 848 | 7 393 | 7 393 | 7 661 | 7 661 |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

Les financements apportés à l'opérateur par l'État sont globalement en ligne avec les crédits inscrits en LFI, la prise en compte par le MinArm et le MESR des mesures de revalorisation salariales décidées en 2023 compensant la non levée de la mise en réserve et le surgel par le MEFSIN. L'écart est lié à un financement fléché attribué par le MESR (package CPJ).

COMPTE FINANCIER 2023

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel | 4 170 | 3 556 | Subventions de l'État | 6 873 | 7 095 |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | 120 | 94 | – subventions pour charges de service public | 6 873 | 7 095 |
| | | | – crédits d'intervention(transfert) | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 18 675 | 4 122 | Fiscalité affectée | | 68 |
| Intervention (le cas échéant) | 110 | 8 625 | Autres subventions | 2 330 | 6 516 |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 110 | 272 | Revenus d'activité et autres produits | 12 009 | 4 758 |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i> | 110 | 272 | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i> | | |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | | | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i> | | |
| | | | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | 110 | 211 |
| Total des charges | 22 955 | 16 303 | Total des produits | 21 212 | 18 438 |
| Résultat : bénéfice | | 2 135 | Résultat : perte | 1 743 | |
| Total : équilibre du CR | 22 955 | 18 438 | Total : équilibre du CR | 22 955 | 18 438 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources | |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|-------------------------|
| | | | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
| Insuffisance d'autofinancement | 1 743 | | Capacité d'autofinancement | 2 197 |
| Investissements | 1 075 | 587 | Financement de l'actif par l'État | |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | |
| | | | Autres ressources | 3 |
| Remboursement des dettes financières | | | Augmentation des dettes financières | |
| Total des emplois | 2 818 | 587 | Total des ressources | 2 200 |
| Augmentation du fonds de roulement | | 1 614 | Diminution du fonds de roulement | 2 818 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le compte de résultat présente un résultat positif de 2,1 M€.

Après prise en compte des dotations aux amortissements et provisions (+0,3 M€) nettes de la quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs (-0,2 M€) et des investissements (0,6 M€), l'apport au fonds de roulement s'établit à 1,6 M€ ce qui conduit à un niveau final du fonds de roulement de 9,9 M€ fin 2023.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 10 199 | 2 693 | 14 263 |

La trésorerie qui s'élève à 14,3 M€ fin 2023 se répartit entre 8 M€ de trésorerie globalisée et 6,3 M€ de trésorerie fléchée. Le niveau des restes à payer s'inscrit 5,9 M€ fin 2023.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2023 | | Compte financier 2023 * | |
|--|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel (yc enveloppe recherche) | 4 170 | 4 170 | 3 825 | 3 825 |
| Fonctionnement (yc enveloppe recherche) | 18 675 | 18 675 | 13 032 | 12 207 |
| Intervention | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement (yc enveloppe recherche) | 1 175 | 1 075 | 704 | 505 |
| Dont enveloppe recherche | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - Personnel enveloppe recherche | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - Fonctionnement enveloppe recherche | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - Investissement enveloppe recherche | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses AE (A) CP (B) | 24 020 | 23 920 | 17 560 | 16 538 |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 120 | 120 | 202 | 202 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Recettes globalisées | 10 251 | 10 394 |
| Subvention pour charges de service public | 6 873 | 7 095 |
| Autres financements de l'État | 0 | 0 |
| Fiscalité affectée | 0 | 0 |
| Autres financements publics | 1 819 | 1 817 |
| Recettes propres | 1 559 | 1 482 |
| Recettes fléchées | 10 851 | 10 304 |
| Financements de l'État fléchés | 511 | 554 |
| Autres financements publics fléchés | 5 498 | 7 453 |
| Recettes propres fléchées | 4 842 | 2 297 |
| Total des recettes (C) | 21 102 | 20 698 |
| Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B) | 0 | 4 160 |
| Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C) | 2 818 | 0 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination <i>Budget initial Compte financier *</i> | Personnel | | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|---|------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------|----------------|----------------------|----------------------|--------------------------|--------------------------|--|
| | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | |
| TOTAL | 4 170 3 825 | 18 675 13 032 | 18 675 12 207 | 0 0 | 0 0 | 1 175 704 | 1 075 506 | 24 020 17 560 | 23 920 16 538 | |
| Total | 4 170 3 825 | 18 675 13 032 | 18 675 12 207 | 0 0 | 0 0 | 1 175 704 | 1 075 506 | 24 020 17 560 | 23 920 16 538 | |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Solde budgétaire (déficit) (D2) | 2 818 | 0 |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 18 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 0 | 129 |
| Autres décaissements non budgétaires | 0 | 2 |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) | 2 818 | 148 |
| ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1) | 0 | 4 063 |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 0 | 2 965 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 0 | 1 098 |
| Total des besoins | 2 818 | 4 211 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Solde budgétaire (excédent) (D1) | 0 | 4 160 |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 0 | 46 |
| Autres encaissements non budgétaires | 0 | 5 |
| Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) | 0 | 4 211 |
| PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2) | 2 818 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 0 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 2 818 | 0 |
| Total des financements | 2 818 | 4 211 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

| | Réalisation 2022 (1) | Prévision 2023 (2) | Réalisation 2023 |
|--|----------------------|--------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | 33 | 47 | 44 |
| – sous plafond | 22 | 22 | 22 |
| – hors plafond | 11 | 25 | 22 |
| <i>dont contrats aidés</i> | | | |
| <i>dont apprentis</i> | | | |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | | | |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | | | |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | | | |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

Les emplois hors plafond financés sur ressources propres, permettant d'accompagner l'évolution des missions dévolues à l'EPE IP Paris sous contrainte de plafond d'emplois, se développent rapidement passant de 11 à 22 ETPT entre 2022 et 2023.

L'IP Paris a exécuté un schéma d'emplois de +3 ETP, pour une cible fixée en PLF 2023 à 0 ETP.

PROGRAMME 178
Préparation et emploi des forces

Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Général d'armée Thierry Burkhard

Chef d'état-major des armées

Responsable du programme n° 178 : Préparation et emploi des forces

Le programme 178 « Préparation et emploi des forces » finance l'organisation, le fonctionnement, l'entraînement et l'engagement opérationnel des forces armées telles que décrites dans les lois de programmation militaire (LPM) 2019-2025 et 2024-2030. Placé sous la responsabilité du chef d'état-major des Armées (CEMA) au titre de ses attributions en matière de commandement des opérations militaires, de préparation opérationnelle, de soutien et de cohérence capacitaire, le programme P 178 constitue le cœur de la mission « Défense ».

L'année 2023 aura vu le conflit d'Ukraine accentuer des tendances globales déjà à l'œuvre : rivalités de puissance, désinhibition du rapport à la force, contestation du multilatéralisme, remise en cause de l'architecture de sécurité et intensification des stratégies irrégulières. Mais au-delà de cette guerre aux portes de l'Europe, de nombreux points de confrontations entre plusieurs compétiteurs ont de la même façon modifié les équilibres géopolitiques rendant difficile l'appréhension des évolutions à venir. En outre, des effets déléterés sur la sécurité énergétique et alimentaire dans de nombreux pays ont également alimenté une inflation forte. Dans cet environnement instable, nos armées ont poursuivi leur adaptation permanente pour faire face aux menaces émergentes, dans tous les milieux et tous les champs, matériels comme immatériels.

2023, année charnière marquée par des crises éparses, des engagements opérationnels intenses et de nombreuses transformations

L'année 2023 s'est inscrite dans la vision stratégique de la LPM 19-25. Ainsi des efforts de « réparation » se sont prolongés afin de renforcer les moyens des armées. Le domaine des soutiens, de l'entretien programmé du matériel (EPM), de la modernisation des équipements, de l'innovation et de la préparation au combat de haute-intensité ont notamment fait l'objet d'une attention budgétaire particulière. Dans un contexte de dégradation stratégique et économique, la ligne directrice a été de soutenir l'activité des forces et de poursuivre l'effort porté sur leur soutien organique.

Sur le plan opérationnel, les armées ont été déployées sur quatre principaux théâtres.

En Afrique tout d'abord, la reconfiguration du dispositif militaire s'est poursuivie, réorientant la mission au Sahel vers d'autres bases prépositionnées sur le continent africain dans un contexte délicat marqué par des coups d'état (Niger, Gabon). Cette nécessaire adaptation n'a pas empêché les armées d'intervenir avec rapidité et efficacité au Soudan, depuis le dispositif prépositionné.

Au Proche et Moyen-Orient en second lieu, les répercussions du conflit israélo-palestinien ont eu des conséquences humanitaires et sécuritaires profondes, qui ont pesé sur l'engagement des forces françaises au Liban, en Jordanie, en Méditerranée orientale et en mer Rouge.

À l'est de l'Europe ensuite, le rôle de nation-cadre de la France en Roumanie a impliqué le maintien d'un dispositif militaire robuste et crédible s'appuyant sur la base de Cincu, tout en réaffirmant sa présence en Estonie. L'ambition opérationnelle de SACEUR a nécessité des contributions régulières pour la police du ciel et le contrôle des espaces maritimes. En parallèle, les armées ont intensifié leur soutien aux forces armées ukrainiennes en conduisant des formations au combat terrestre, maritime et aérien, en France ou en Pologne, accompagnées de cessions d'équipements.

Sur le territoire national enfin, que ce soit dans le cadre de la sécurisation de la coupe du monde de Rugby ou l'activation d'unités en alerte dans le sillage de l'attaque du Hamas en octobre, la mission Sentinelle aura connu deux périodes de renforcement de sa posture dissuasive.

Au plan budgétaire, le bilan de la gestion 2023 se révèle très satisfaisant. Il convient toutefois de souligner que les conditions internationales et économiques ont nécessité une agilité budgétaire que le contexte de l'année 2024 imposera de reproduire, voire d'amplifier.

2023, une année qui a préfiguré nos réponses aux enjeux et défis des guerres à venir.

Pivot vers la nouvelle loi de programmation militaire 2024-2030, l'exercice budgétaire 2023 a confirmé que l'évolution rapide et continue de notre monde nous commande de rester flexibles, de développer une intelligence d'apprentissage constante, de rester informés et de cultiver des alliances solides avec nos partenaires.

L'année écoulée a montré que l'usage décomplexé de la force armée (Ukraine) combiné à des opérations d'influence (Afrique) caractérisera pour les années à venir les modalités d'action de nos compétiteurs. De même, l'emploi d'armes nouvelles (tels les drones aériens et navals au large du Yémen), la prolifération de systèmes anti-accès, la militarisation croissante de l'espace exo atmosphérique et la permanence de la menace cybernétique resteront les moyens d'action de nos adversaires.

Face à cela, les armées ont initié en 2023 une réorientation de leur stratégie selon trois axes d'effort tout en sanctuarisant un cœur de souveraineté reposant sur des capacités autonomes d'appréciation, de dissuasion nucléaire et de forces conventionnelles robustes.

Premièrement, le ministère des Armées devra participer au renforcement de la cohésion de la Nation. La réserve va progressivement devenir un pilier de la Défense avec une dynamique qui conduira au doublement des effectifs. Mais les armées devront également participer à la résilience de la société en concourant à la protection de la population en appui des forces de sécurité intérieure – durant les jeux olympiques et paralympiques de Paris – et en participant activement à l'écosystème national de cyberdéfense. En outre, partenaires majeures des industries de Défense, les armées doivent développer une stratégie de stocks (munition, rechanges, matériels) en adéquation avec les capacités de production actuelles.

En second lieu, le renforcement du flanc oriental de l'Europe a confirmé en 2023 le changement d'échelle de la conflictualité et la nécessité de promouvoir une solidarité stratégique. Ceci passera par un investissement renforcé au sein de l'OTAN et de l'UE, en s'affichant comme un partenaire crédible et solide, capable de commander une coalition dans une zone d'intérêt stratégique. En complément, et au regard des évolutions géopolitiques, les armées devront également réévaluer leurs partenariats bilatéraux en Europe, en Méditerranée, en zone Indopacifique et singulièrement en Afrique où la transformation du dispositif militaire s'est accélérée en 2023.

Enfin, disposer d'une armée crédible, préparée aux conflits les plus longs et les plus intenses, nécessitera de durcir les entraînements, de retrouver une épaisseur logistique tout en augmentant la réactivité globale de la chaîne de commandement. Afin de prendre l'ascendant sur nos adversaires dès les phases de compétition et de contestation, les armées devront gagner la bataille de l'influence et des perceptions, par des signalements stratégiques dans les milieux où se situent nos intérêts militaires et économiques. Puis, en dernier ressort, l'aptitude à vaincre notre ennemi dans un affrontement ouvert nécessitera de tirer profit de capacités permettant de lui infliger, d'emblée, des dommages élevés.

Ainsi, par son envergure, son ampleur et sa nature, l'exercice ORION conduit en 2023 par les armées est sans équivalent depuis plusieurs décennies. Outre l'intérêt d'entraîner états-majors et composantes au combat de haute intensité dans un environnement complexe, il a démontré la capacité de la France à s'engager en urgence et massivement pour s'opposer à une politique du fait accompli partout où elle l'estime nécessaire, en déployant une force crédible, et au besoin en assumant le rôle de nation-cadre d'une coalition.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 : Assurer la fonction stratégique connaissance-anticipation

INDICATEUR 1.1 : Taux de satisfaction de la fonction stratégique connaissance - anticipation

OBJECTIF 2 : Assurer la fonction stratégique de prévention

INDICATEUR 2.1 : Efficacité du pré-positionnement des forces

OBJECTIF 3 : Assurer la fonction stratégique de protection (sauvegarde)

INDICATEUR 3.1 : Taux de satisfaction des contrats opérationnels permettant d'assurer la fonction stratégique de protection

OBJECTIF 4 : Assurer la fonction stratégique intervention

INDICATEUR 4.1 : Capacité des armées à intervenir dans une situation mettant en jeu la sécurité de la France

INDICATEUR 4.2 : Capacité à réaliser les contrats opérationnels permettant de gérer les crises

OBJECTIF 5 : Assurer la préparation des forces dans les délais impartis pour permettre la montée en puissance maximale des capacités militaires prévues

INDICATEUR 5.1 : Niveau de réalisation des activités

INDICATEUR 5.2 : Disponibilité des matériels par rapport aux exigences des contrats opérationnels

OBJECTIF 6 : Renforcer l'efficacité du soutien

INDICATEUR 6.1 : Coût de la fonction « restauration-hébergement »

INDICATEUR 6.2 : Coût de la fonction maintien en condition opérationnelle par milieu

INDICATEUR 6.3 : Améliorer le soutien du combattant

Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF

1 – Assurer la fonction stratégique connaissance-anticipation

INDICATEUR

1.1 – Taux de satisfaction de la fonction stratégique connaissance - anticipation

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Capacité d'anticipation opérationnelle | % | 85 | 85 | 85 | 85 | cible atteinte | 85 |
| Satisfaction du besoin de renseignement d'intérêt militaire | % | 88,5 | 84,8 | 90 | 74 | absence amélioration | 90 |

Commentaires techniques

Le sous-indicateur 1.1.1 « capacité d'anticipation opérationnelle » permet d'apprécier la bonne anticipation et la qualité de la veille stratégique. Le second sous-indicateur 1.1.2 mesure la capacité de la direction du renseignement militaire (DRM) à satisfaire ses commanditaires en termes de délais. Il mesure uniquement la réactivité, la mesure de qualité étant trop subjective.

Nota : indicateur non reconduit dans le PAP 2024.

Mode de calcul :

L'indicateur comporte deux sous-indicateurs :

- le premier compare le nombre de crises dont l'analyse a permis une réaction adaptée et en temps utile de nos forces par rapport à l'ensemble des crises impliquant les intérêts de la France. L'unité de mesure de la cible est un pourcentage : nombre de crises anticipées et analysées convenablement et dans les délais, rapportées au nombre de crises sur une période de deux ans ;
- le second mesure le taux de satisfaction des besoins de renseignement d'intérêt militaire en termes de réactivité (nombre de demandes satisfaites dans les délais sur le nombre total des demandes) et de qualité (une à deux enquêtes par an). La valeur de l'indicateur est la plus faible des deux.

Source des données :

État-major des armées - centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) pour la « capacité d'anticipation opérationnelle » et la DRM pour la « satisfaction du besoin de renseignement d'intérêt militaire ».

ANALYSE DES RÉSULTATS

Sous-indicateur 1.1.1 « Capacité d'anticipation opérationnelle »

La capacité d'anticipation opérationnelle se maintient à un haut niveau de réalisation grâce à un effort marqué de l'état-major des Armées dans ce domaine cette année encore, dans un contexte de bouleversements géostratégiques.

En 2023, les crises au Proche et Moyen Orient et en Afrique ont fait l'objet d'une veille toute particulière et de travaux d'anticipation spécifiques pour compléter ceux réalisés de façon régulière.

De plus, un travail important de planification d'anticipation a été réalisé afin de développer les scénarios du pire, zone par zone et contribuer positivement au cycle du Groupe d'Anticipation Stratégique (GAS). Les conclusions de ce dernier sont ensuite veillées et suivies par le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO). Celui-

ci s'appuie notamment pour cela sur ses interlocuteurs naturels aux niveaux ministériel et interministériel — MINARM : Direction du Renseignement Militaire (DRM), Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) ; MEAE : Direction de l'Afrique et de l'Océan Indien (DAOI), Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) — ainsi que sur ses liens avec les instituts de recherche.

Cette année encore, le CPCO a poursuivi la révision des Stratégies Militaires Opérationnelles par zone, permettant une revue régulière des grands facteurs régionaux d'instabilité relativement aux intérêts de la France, augmentant encore notre appréciation globale de la situation et autorisant ainsi une meilleure anticipation des aléas.

Même si toutes les crises ne peuvent être anticipées, des travaux de planification formels sont conduits en permanence pour préparer des options stratégiques (en particulier en Afrique centrale et occidentale) en cas de dégradation sécuritaire, afin d'assurer la protection de nos ressortissants ainsi que la sécurité ou même, s'il y a lieu, le désengagement de nos forces dans les zones de crises dans lesquelles les armées françaises sont directement impliquées.

Les crises inopinées touchant aux intérêts français ou ayant un impact sur les opérations ou sur la France à l'étranger font l'objet de travaux « d'anticipation réactive » dès les premiers signes de dégradation et, outre le suivi de la crise, sont susceptibles de conduire au renforcement de la posture de nos forces déployées ou pré-positionnées.

Les risques d'extension de la menace terroriste font également l'objet d'analyses approfondies permettant de définir des mesures préventives, dans une approche interministérielle et interalliée.

Les activités militaires de nos compétiteurs stratégiques et régionaux s'inscrivent régulièrement dans une dialectique de politique internationale. Dans ce cas, les signaux faibles associés sont instruits via des analyses systémiques.

De manière générale, nos armées sont confrontées à un certain nombre d'événements imprévus avec leurs crises associées. Cette tendance est notamment marquée par des compétiteurs s'engageant dans une guerre « hybride » et menant des actions sous le seuil et désormais avec un usage désinhibé de la force.

De plus, les principaux événements de nature géopolitique sont suivis avec un horizon trimestriel afin d'anticiper et d'orienter les travaux à venir.

Les scénarios retenus pour les entraînements jusqu'au niveau stratégique reposent d'ailleurs sur des situations dans des zones de tension au plus près de la réalité.

Enfin, les événements météorologiques de toute nature ⁽¹⁾ sont suivis de façon permanente sur l'ensemble du territoire national et des théâtres d'opérations.

⁽¹⁾ Les événements météorologiques et leurs conséquences sur l'engagement des armées, en OPEX ou sur le territoire national, sont anticipés à chaque fois que cela est possible (en septembre 2017 pour la tempête IRMA et en septembre 2021 pour l'ouragan SAM par exemple), pas les dérèglements climatiques sur le long terme.

Sous-indicateur 1.1.2 « Satisfaction du besoin de renseignement d'intérêt militaire » (RIM)

La cible initiale du taux de satisfaction de 90 % des commandes s'est avérée conjoncturellement moins pertinente, au regard du contexte international actuel.

En effet, face à la multiplicité des crises, la satisfaction du besoin en RIM continue de se traduire par la hausse des productions d'initiative. Les priorisations sont revues au détriment de certaines commandes.

Par ailleurs, d'après l'enquête de satisfaction diffusée auprès des bénéficiaires des productions de la Direction, les notes sont reçues dans les délais et sont utiles à la décision politique et militaire. En outre, les attentes en matière de RIM sont globalement satisfaites.

La hausse quantitative et qualitative du service rendu consécutive à la réorganisation de la direction se confirme.

OBJECTIF**2 – Assurer la fonction stratégique de prévention****INDICATEUR****2.1 – Efficacité du pré-positionnement des forces**

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux des forces pré-positionnées engagées dans les opérations dans un délai inférieur à 5 jours | % | 88 | 90 | 90 | 90 | cible atteinte | 90 |
| Taux de réalisation en matière de formation des forces étrangères par les forces prépositionnées | % | 82,5 | 74,1 | 100 | 90 | amélioration | 100 |

Commentaires techniques

Le sous-indicateur 2.1.1 mesure l'efficacité des forces pré-positionnées dans le cadre d'une opération ou de crise. Ces forces comprennent des forces de souveraineté, déployées dans les départements et collectivités d'outre-mer, et des forces de présence, déployées au titre des accords de défense, renforcées par les forces maritimes déployées préventivement. Elles doivent représenter au moins 50 % du volume projeté dans la zone de crise, dans un délai inférieur à cinq jours.

Le sous-indicateur 2.1.2 mesure la réalisation des tâches de formation au profit des forces armées africaines notamment pour les contingents de maintien de la paix, programmées soit dans le cadre des accords bilatéraux, soit dans le cadre de protocoles ONU.

Nota : indicateur non reconduit dans le PAP 2024 .

Mode de calcul :

Sous-indicateur 2.1.1 : ratio, sur les trois dernières années (dont l'année calculée incluse qui est donc une prévision), entre l'effectif pré-positionné déployé dans les opérations extérieures ou au profit des départements et collectivités d'outre-mer au cours des cinq derniers jours de l'opération ou de la crise et les effectifs totaux déployés sur le même nombre de jours.

Sous-indicateur 2.1.2 : effectif des forces régionales réellement formé par rapport à l'effectif prévu.

Source des données :

Les données proviennent de l'état-major des armées (CPCO et division emploi des forces).

ANALYSE DES RÉSULTATS**Sous-indicateur 2.1.1 « Taux des forces pré-positionnées engagées dans les opérations dans un délai inférieur à 5 jours »**

Le taux d'engagement pour l'année 2023 a atteint 90 %, conformément à la cible.

Cet indicateur mesure l'efficacité de l'engagement des forces pré-positionnées dans le cadre d'une opération ou d'une crise. Ces forces comprennent des forces de souveraineté, déployées dans les départements et collectivités d'outremer, et des forces de présence, déployées au titre des accords de défense, renforcées par les forces maritimes déployées préventivement.

Actuellement et pour quelques temps, le théâtre le plus dimensionnant pour nos armées est celui concernant l'Europe de l'Est, pour lequel aucune force pré-positionnée n'existe à proximité.

L'autre opération importante engageant les Forces Armées reste le Tchad où la France poursuit des activités de partenariat opérationnel après le désengagement du Niger.

Sous-indicateur 2.1.2 « Taux de réalisation en matière de formation des forces étrangères par les forces « pré-positionnées »

Les forces de présence consacrent une part prépondérante de leur activité au partenariat militaire opérationnel, notamment les pôles opérationnels de coopération de Dakar (Éléments français au Sénégal, EFS) et de Libreville (Éléments français au Gabon, EFG).

L'atteinte de l'objectif a été compliquée cette année par la réorganisation en cours des 3 bases (EFS, EFG, Éléments français en Côte d'Ivoire, EFCI) dans le cadre du plan *Agir autrement avec l'Afrique*. Ce plan se traduit vers une contraction majeure des effectifs présents en permanence, une part croissante des missions devant être assurée par des renforts venant ponctuellement de France. La projection de ces renforts a par ailleurs été contrainte par la priorité accordée à l'action des armées en soutien à l'Ukraine.

La situation politique au Gabon (mise en place d'un comité de transition ne reconnaissant pas les résultats des élections présidentielles) a pénalisé l'activité au Gabon, qui réalise une part majeure du partenariat des EFG.

Toutefois, : 5 grands exercices ont pu être organisés en 2023 (1 au Sénégal, 2 en RCI, 1 au Gabon, 1 à Djibouti), et à l'exception du Gabon, la totalité des activités programmées au profit des pays d'accueil a été conduite, ou annulée du fait du partenaire.

Au global, le résultat de cet indicateur est en nette progression par rapport aux années précédentes.

OBJECTIF

3 – Assurer la fonction stratégique de protection (sauvegarde)

INDICATEUR

3.1 – Taux de satisfaction des contrats opérationnels permettant d'assurer la fonction stratégique de protection

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Niveau de réalisation des contrats pour l'armée de terre | % | 100 | 100 | 100 | 100 | cible atteinte | 100 |
| Niveau de réalisation des contrats pour la marine | % | 86 | 89 | 92 | 89 | absence amélioration | 94 |
| Niveau de réalisation des contrats pour l'armée de l'air | % | 95 | 95 | 95 | 90 | absence amélioration | 95 |
| Niveau de réalisation des contrats pour le SSA | % | 94 | 100 | 100 | 100 | cible atteinte | 100 |
| Niveau de réalisation des contrats pour la DIRISI | % | 99 | 98 | 99 | 99 | cible atteinte | 99 |
| Taux de couverture des zones de surveillance (aérienne / maritime) | % | 75/79 | 67/73 | 75/68 | 73/54 | amélioration | 75/68 |
| Niveau de réalisation des interceptions | % | 100 | 100 | 100 | 100 | cible atteinte | 100 |

Commentaires techniques

Les contrats opérationnels pris en référence sont ceux de la LPM 2019-2025.

Ces sous-indicateurs traduisent la performance des armées, directions et services pour faire face, seuls ou dans un cadre interministériel, aux exigences de sécurité des Français. Ils permettent à la fois de mesurer le respect du contrat opérationnel mais aussi le degré d'implication des armées et leur efficacité dans une mission s'inscrivant dans un cadre interministériel.

La performance recherchée consiste à se mettre en capacité d'assurer, dans des délais adaptés à chaque type de menace (de quelques minutes pour une interception aérienne à plusieurs jours pour un pistage de cargo trafiquant), une surveillance suffisante et dissuasive ainsi qu'une intervention efficace, sur un très grand panel de tâches (sauvetages, luttes contre les catastrophes naturelles et les trafics, surveillances militaire et environnementale...).

Nota : indicateur non reconduit dans le PAP 2024.

Mode de calcul :

Les cinq premiers sous-indicateurs mesurent pour chacune des armées, directions et services :

- le taux de satisfaction des missions permanentes de la fonction protection ;
- la capacité à honorer l'hypothèse d'engagement majeur de la fonction protection.

Ceux-ci prévoient des forces qualifiées et suffisantes, à la fois pour tenir des alertes permanentes et intervenir dans le cadre de la défense du territoire et des missions de service public (recherche et sauvetage, évacuation sanitaire, lutte contre les trafics...).

Pour la DIRISI, sont pris en compte le taux de disponibilité de l'ensemble des réseaux et SIC OPS opérés par la DIRISI (réseaux nationaux, élongations pour les théâtres, SI opérationnels de la DIRISI, SIC internationaux) et le taux de réalisation de l'appui SIC aux missions intérieures (MISSINT).

En complément, deux sous-indicateurs mesurent les résultats pratiques :

- le taux de couverture, successivement (2 chiffres) des zones de surveillance aérienne et maritime. Certaines zones sont activées en permanence (couverture radar pour la défense aérienne du territoire, dispositif de surveillance des approches maritimes), d'autres conjoncturellement (sécurité de sortie de port d'un navire précieux), d'autres selon des règles de probabilité de détection (patrouilles dans les zones économiques exclusives) ;
- le taux d'interceptions réussies dans le domaine de la défense aérienne du territoire.

Source des données :

Les états-majors d'armée et directions centrales.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Sous indicateurs « Niveau de réalisation des contrats »

Armée de Terre

L'armée de Terre a honoré toutes les contributions qui lui ont été demandées au titre des missions de protection, avec un dispositif particulièrement réactif qui a permis de hisser, en quelques jours, le dispositif Sentinelle à hauteur du TN° 7000 à la suite de l'attentat d'Arras. Ces effectifs ont été déployés jusqu'au début de l'année 2024.

Marine nationale

Le taux de satisfaction du contrat opérationnel associé à la fonction stratégique de protection est globalement stable. Le maintien de cet indicateur à un niveau élevé s'appuie sur la bonne performance du maintien opérationnel (MCO) naval et une activité soutenue du segment *frégates* qui doit pallier les fragilités du segment *patrouilleurs*. L'entrée en service des nouveaux patrouilleurs outre-mer, puis des patrouilleurs hauturiers dans le cadre de la loi de programmation militaire permettra une amélioration progressive de cet indicateur.

Armée de l'Air et de l'Espace

À 90 %, le taux de satisfaction pour l'armée de l'air et de l'espace reste très élevé. Il baisse légèrement par rapport à 2022 en raison des difficultés rencontrées dans la disponibilité technique de certaines flottes (exemple : hélicoptère Puma pour la recherche et sauvetage), du développement de capacités en cours (exemple : lutte anti-drone) et des difficultés de ressources humaines (recrutement, fidélisation, formation).

La posture permanente de sûreté aérienne (PPS-Air) est assurée. La capacité de lutte anti-drone aérien monte en puissance progressivement, au rythme des développements de systèmes et de la formation des opérateurs dans le but d'assurer le meilleur niveau de protection lors des JOP. La défense sol-air (DSA), sous tension en raison des engagements sur le flanc Est de l'Europe, bénéficie de son intégration au sein de la brigade aérienne de l'aviation de

chasse réalisée à l'été 2023 qui permet progressivement d'optimiser les savoir-faire partagés entre les opérateurs et les équipages et d'améliorer l'entraînement en commun pour développer une culture de défense aérienne commune afin de gagner en efficacité opérationnelle.

Service de Santé des Armées

En 2023, le service de Santé des Armées (SSA) maintient son aptitude à répondre au volet protection du contrat opérationnel selon les trois capacités définies :

- capacité de la médecine des forces de disposer sur le territoire national de 100 équipes médicales avec au moins une par base de défense (BDD), en mesure de garantir le soutien médical de niveau 1 aux commandements territoriaux métropolitains (OGZDS) ou ultramarins (COMSUP) ;
- capacité de la médecine hospitalière de disposer de 5 hôpitaux d'instruction des armées (HIA) capables de prendre en charge des militaires ;
- capacité du ravitaillement sanitaire de disposer d'au moins un établissement de ravitaillement (ERSA)).

Direction interarmées des réseaux d'infrastructure des systèmes d'information (DIRISI)

Le taux de satisfaction des contrats opérationnels pour la DIRISI est à 99 %. Il reflète la priorité donnée à la réalisation des demandes liées aux missions intérieures et confirme le niveau de disponibilité des réseaux et systèmes d'information et de communication opérationnels (SIC OPS) mis en œuvre par la DIRISI. Ceci lui permet d'assurer la fonction stratégique de protection sur le territoire national. Concourant à garantir la disponibilité des réseaux, le déploiement du réseau DESCARTES est poursuivi en remplacement du réseau SOCRATE.

Sous indicateurs « Niveau de réalisation de la couverture des zones de surveillance et des interceptions »

Marine nationale

Le niveau de réalisation de la couverture des zones de surveillance maritimes est en baisse par rapport à l'année dernière, du fait des aléas de disponibilités sur la composante PATSIMAR et de l'importante activité opérationnelle qui a mobilisé les moyens sur d'autres missions prioritaires.

Armée de l'Air et de l'Espace

Les statistiques de couverture des zones de surveillance pour l'année 2023 sont en progression quoiqu'en léger retrait par rapport à la cible en raison de pannes et maintenances des systèmes de détection.

La réactivité du dispositif de la PPS-Air associée à une dispersion géographique des plots accueillants les intercepteurs sur le théâtre national (TN) permet un taux de réussite de 100 %.

OBJECTIF**4 – Assurer la fonction stratégique intervention****INDICATEUR mission****4.1 – Capacité des armées à intervenir dans une situation mettant en jeu la sécurité de la France**

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|----------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Armée de terre | % | 90 | 80 | 90 | 90 | cible atteinte | 90 |
| Marine | % | 78 | 87 | 88 | 88 | cible atteinte | 85 |
| Armée de l'air | % | 75 | 65 | 65 | 65 | cible atteinte | 65 |
| SSA | % | 100 | 90 | 100 | 74 | absence amélioration | 100 |
| DIRISI | % | 99 | 99 | 99 | 99 | cible atteinte | 99 |

Commentaires techniques

Les contrats opérationnels pris en référence sont ceux de la LPM 2019-2025.

Ces indicateurs traduisent la capacité des armées, directions et services à être engagées, pour une durée limitée, dans une opération de coercition majeure tout en conservant une partie des responsabilités exercées sur les théâtres d'opération déjà ouverts. Le contrat opérationnel prévoit une simultanéité partielle entre les engagements en opération de gestion de crise et les opérations en coercition.

Nota : indicateur non reconduit dans le PAP 2024 suite à la révision opérée en 2023.

Mode de calcul :

L'indicateur mesure, pour chacune des composantes, la capacité à réaliser les objectifs des contrats opérationnels, pour la fonction stratégique « Intervention » dans le cadre de l'hypothèse d'engagement maximum de nos forces. La capacité est mesurée en prenant en compte les ressources effectivement disponibles.

L'engagement maximal prévu dans le cadre d'une opération de coercition se décline de la manière suivante :

- armée de terre : deux brigades interarmes représentant environ 15 000 hommes des forces terrestres ;
- marine : le porte-avions et groupe aérien embarqué, deux bâtiments de projection et de commandement (BPC), un noyau-clé d'accompagnement à base de frégates, deux sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) et des avions de patrouille maritime ;
- armée de l'air et de l'espace : 3 bases aériennes projetées (BAP), 45 avions de chasse, 9 avions de transport stratégique et de ravitaillement, 16 avions de transport d'assaut (ATA), 2 plots Recherche et Sauvetage de Combat (RESCO), ainsi que des capacités drones et des moyens ISR (Intelligence, Surveillance and Reconnaissance) ;
- les moyens de commandement, de renseignement et de logistique de l'opération.

La ressource disponible doit s'entendre ici comme étant apte à être engagée, c'est-à-dire après la préparation opérationnelle adaptée.

Cette hypothèse prévoit en outre le maintien d'une capacité résiduelle d'engagement d'urgence, une posture de protection renforcée sur le territoire national et la ré-articulation des opérations en cours.

La disponibilité caractérise l'aptitude d'une capacité opérationnelle (c'est-à-dire d'une puissance militaire cohérente en personnel qualifié et entraîné, en équipements suffisants, disposant d'une doctrine, d'une organisation, des approvisionnements et soutiens nécessaires) à être mise sur pied dans le délai requis par l'hypothèse d'emploi maximum des forces.

SSA : ratio entre le nombre global d'équipes chirurgicales disponibles et la cible théorique, hors praticiens en formation.

DIRISI : le mode de calcul correspond à la moyenne pondérée des indicateurs de disponibilité de l'ensemble des réseaux et SIC OPS opérés par la DIRISI (réseaux nationaux, élongations pour les théâtres, SI opérationnels de la DIRISI, SIC internationaux).

Source des données :

Les états-majors d'armée et les directions centrales.

ANALYSE DES RÉSULTATS**Armée de Terre**

L'armée de Terre honore intégralement sa contribution à l'échelon national d'urgence (ENU) avec un panel complet de capacités mises à disposition de l'état-major des Armées (troupes aéroportées, amphibie, montagne, segment de décision).

Marine nationale

Le taux de satisfaction du contrat opérationnel associé à la fonction stratégique intervention reste stable en 2023. Le haut niveau de l'activité opérationnelle perturbe toutefois le maintien des alertes. Cette situation devrait s'améliorer dans le cadre de la Loi de Programmation Militaire avec le comblement des ruptures temporaires de capacités (RTC), y compris celles issues du segment *patrouilleurs* qui pèsent sur le segment *frégates* comme indiqué supra (indicateur 3.1).

Armée de l'Air et de l'Espace

L'aptitude de l'armée de l'Air et de l'Espace à intervenir est atteinte et demeure inchangée en dépit de contraintes externes qui pèsent sur la flotte d'avions de chasse (conséquence des exports de Rafale) et d'une flotte d'avions de transport tactique (ATT) qui monte en puissance contraignant encore la capacité de projection des forces armées. Les efforts de l'AAE, déjà entrepris, sont toujours tournés vers la sécurisation des contrats opérationnels, au travers notamment des leviers d'action sur les ressources humaines et le maintien en condition opérationnelle des matériels. L'atteinte des formats capacitaires des flottes d'avions de chasse et de transport tactique, combinée à une amélioration de la disponibilité technique, permettra d'honorer les contrats d'intervention à l'horizon de la fin de la décennie.

SSA

La cible des équipes chirurgicales (EC) constituées n'est pas atteinte pour 2023 (43 EC pour une cible à 58 EC). Les EC, armées par du personnel de la composante hospitalière militaire, sont affectées par les problèmes d'attractivité et de fidélisation, en particulier des praticiens (chirurgiens orthopédiques) auxquelles les mesures engagées par le ministère des Armées (nouveau modèle RH du SSA et plan de fidélisation 360 du ministère) permettront de remédier. Malgré ces données, la sujétion opérationnelle est pleinement assumée notamment par le renfort de médecins réservistes.

DIRISI

La disponibilité de l'ensemble des SIC OPS opérés par la DIRISI est au niveau requis et atteint l'objectif de 99 %. Le déploiement du réseau DESCARTES est poursuivi en remplacement de SOCRATE

INDICATEUR

4.2 – Capacité à réaliser les contrats opérationnels permettant de gérer les crises

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|----------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Terre | % | 97 | 90 | 97 | 97 | cible atteinte | 97 |
| Marine | % | 93 | 90 | 89 | 91 | cible atteinte | 89 |
| Armée de l'air | % | 95 | 95 | 95 | 95 | cible atteinte | 95 |
| SSA | % | 100 | 100 | 100 | 100 | cible atteinte | 100 |
| DIRISI | % | 99 | 99 | 99 | 99 | cible atteinte | 99 |

Commentaires techniques

Ces indicateurs traduisent la capacité des armées, directions et services à pouvoir être engagés, simultanément et dans la durée, dans plusieurs opérations de gestion de crise et de lutte contre l'instabilité. La construction des indicateurs intègre les notions de délai et d'aptitude à régénérer les forces, primordiales pour la tenue de ce contrat. La difficulté réside dans le nombre et la dispersion des engagements simultanés, ainsi que dans les élongations au sein des théâtres.

Nota : indicateur non reconduit dans le PAP 2024 .

Mode de calcul :

L'indicateur mesure, pour chacune des composantes, la tenue du contrat opérationnel. La réalisation du contrat opérationnel s'entend comme l'aptitude des unités à être déployées dans le temps imparti, sur un nombre défini de théâtres.

Engagement maximum prévu dans le cadre des opérations de gestion des crises :

- gestion de crise dans la durée sur 2 ou 3 théâtres dont un en tant que contributeur majeur au sein d'une coalition, en engageant jusqu'à 7 000 hommes des forces terrestres, jusqu'à 14 avions de chasse, ainsi que des drones MALE (moyenne altitude longue endurance), jusqu'à 6 frégates, un porte-hélicoptère amphibie (PHA) et un sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) selon les circonstances ;
- échelon national d'urgence de 5 000 hommes permettant de projeter une force interarmées de réaction immédiate (FIRI) de 2 300 hommes à 3 000 kilomètres du territoire national ou d'une base à l'étranger en 7 jours ;
- maintien des postures permanentes de sûreté aérienne et de sauvegarde maritime ainsi que de la posture de protection terrestre.

Pour le SSA, il s'agit des effectifs en équipes chirurgicales dans le cadre du dispositif santé de veille opérationnelle.

Pour la DIRISI, sont pris en compte le taux de disponibilité de l'ensemble des réseaux et SIC OPS opérés par la DIRISI (réseaux nationaux, élongations pour les théâtres, SI opérationnels de la DIRISI, SIC internationaux) et le taux de réalisation de l'appui SIC aux OPEX.

Source des données : les données proviennent des états-majors d'armée, des directions et des services.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Armée de Terre

L'année 2023 a mis une fois de plus en évidence la réactivité de l'armée de Terre pour intervenir à l'étranger. Tout en poursuivant le renforcement du dispositif en Europe de l'Est, l'armée de Terre a déployé l'échelon national d'urgence pour les troupes aéroportées (ENU TAP) en République de Côte d'Ivoire quelques jours seulement après le coup d'État au Niger. Ce dispositif pré-positionné a été complété, dès le mois d'août, au large de l'Afrique de l'Ouest par la mission Corymbe (ENU « à la mer »). Le conflit israélo-palestinien a confirmé cette réactivité. L'armée de Terre a fourni, en effet, en quelques jours un Groupement tactique embarqué (GTE) sur un porte-hélicoptères amphibie (PHA) au large du Liban dans le cadre de l'ENU amphibie.

Marine nationale

La cible est tenue. Cela se traduit concrètement par des déploiements quasi-permanents des bâtiments de combat sur trois à quatre théâtres (contre 2 à 3 théâtres requis au contrat opérationnel) :

- en Atlantique Nord par les missions NARVAL et BELUGA ;
- dans le Golfe de Guinée par la mission CORYMBE ;
- en MEDOR/MEDCENT par la mission IRINI et la permanence d'un moyen en MEDOR (déploiement du GAN) ;
- en Océan Indien par les missions ATALANTA, AGENOR, et CTF150.

Armée de l'Air et de l'Espace

L'armée de l'Air et de l'Espace participe à toutes les opérations majeures de gestion de crise et est aujourd'hui engagée au niveau requis par le contrat opérationnel. Le résultat 2023 de 95 % est conforme à la prévision.

SSA

Pour 2023, le dispositif santé de veille opérationnelle (DSVO), composante de l'échelon national d'urgence (ENU), a répondu aux besoins. Les théâtres de gestion de crise ainsi que les déploiements à la mer sont soutenus sans rupture, en termes d'équipes médicales, chirurgicales et d'évacuation.

DIRISI

Le résultat reflète un taux élevé et constant depuis plusieurs années de disponibilité et répond à l'objectif fixé.

OBJECTIF

5 – Assurer la préparation des forces dans les délais impartis pour permettre la montée en puissance maximale des capacités militaires prévues

INDICATEUR**5.1 – Niveau de réalisation des activités**

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|---|-------|---------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Jours d'activités par homme Terre "JPO" (norme LPM : 90) | jours | 83 | 78 | 83 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Journées de formation et d'entraînement | jours | 122 | 121 | 120 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Taux d'entraînement par équipage sur matériel terrestre | Taux | 60 | 63 | 70 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Heures de vol par pilote d'hélicoptère Terre (dont forces spéciales) (norme LPM : 200/220) | heure | 178(FC)/201 (FS) | 184 (FC)/ 192 (FS) | 144(FC)/157 (FS) | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Heures de vol par pilote de chasse Air (norme LPM : 180) | heure | 161 | 169 | 147 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Heures de vol par pilote de transport Air (norme LPM : 320) | heure | 192 | 207 | 189 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Heures de vol par pilote d'hélicoptère Air (norme LPM : 200) | heure | 163 | 157 | 181 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Jours de mer par bâtiment Marine (bâtiment hauturier) (norme LPM : 100/110) | jours | 93 (110) | 94 (110) | 90 (95) | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Heures de vol par pilote de chasse Marine (pilote qualifié appontage de nuit) (norme LPM : 180/220) | heure | 192 | 185 | 188 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Heures de vol par pilote d'hélicoptère Marine (norme LPM : 220) | heure | 201 | 193 | 218 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Heures de vol par pilote de patrouille maritime Marine (norme LPM : 350) | heure | 315 | 317 | 340 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Niveau d'entraînement cyber | % | 100 | 100 | 100 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |

Commentaires techniques

Ces données sensibles font l'objet d'une mention de protection « Diffusion Restreinte – Spécial France ». Elles ne sont donc pas accessibles sur les documents disponibles en source ouverte. Elles sont uniquement communiquées aux commissions de Défense du Parlement.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Ces données sensibles font l'objet d'une mention de protection « Diffusion Restreinte – Spécial France ». Elles ne sont donc pas accessibles sur les documents disponibles en source ouverte. Elles sont uniquement communiquées aux commissions de Défense du Parlement.

INDICATEUR

5.2 – Disponibilité des matériels par rapport aux exigences des contrats opérationnels

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|--------------------------|---------------|
| Armée de terre Char Leclerc | % | 87 | 75 | 87 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Armée de terre EBRC (dont AMX10RC) | % | 65 | 68 | 84 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Armée de terre VBMR (dont VAB) | % | 101 | 77 | 99 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Armée de terre VBCI | % | 61 | 104 | 65 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Armée de terre Pièces de 155 mm (CN155) | % | 76 | 55 | 58 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Armée de terre Hélicoptères de manœuvre (HM) | % | 43 | 45 | 54 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Armée de terre Hélicoptères d'attaque ou de reconnaissance | % | 55 | 57 | 58 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Marine nationale Porte avions (PA) | % | 94 | 89 | 62 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Marine nationale sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) | % | 51 | 72 | 62 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Marine nationale autres bâtiments | % | 74 | 78 | 76 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Marine nationale Composante frégates | % | 58 | 57 | 59 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Marine nationale Chasse | % | 73 | 75 | 67 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Marine nationale Hélicoptères | % | 46 | 46 | 56 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Marine nationale Guet aérien, Patrouille et surveillance maritime (PATSIMAR) | % | 60 | 56 | 67 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Armée de l'air combat/chasse | % | 81 | 62 | 69 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Armée de l'air Avions de transport tactique (ATT) | % | 60 | 54 | 73 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Armée de l'air Avions d'appui opérationnel (Appui OPS) | % | 77 | 84 | 76 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Armée de l'air - Vecteur ISR | % | 68 | 83 | 86 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Armée de l'air Avions à usage gouvernemental (AUG) | % | 95 | 100 | 95 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Armée de l'air Hélicoptères de manœuvre et de combat | % | 72 | 70 | 82 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |
| Armée de l'air Système sol-air | % | 77 | 53 | 52 | DRSF | donnée non renseignée | DRSF |

Commentaires techniques

Ces données sensibles font l'objet d'une mention de protection « Diffusion Restreinte – Spécial France ». Elles ne sont donc pas accessibles sur les documents disponibles en source ouverte. Elles sont uniquement communiquées aux commissions de Défense du Parlement.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Ces données sensibles font l'objet d'une mention de protection « Diffusion Restreinte – Spécial France ». Elles ne sont donc pas accessibles sur les documents disponibles en source ouverte. Elles sont uniquement communiquées aux commissions de Défense du Parlement.

OBJECTIF

6 – Renforcer l'efficacité du soutien

INDICATEUR

6.1 – Coût de la fonction « restauration-hébergement »

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Coût de la fonction restauration – hébergement | € | 2 219 | 2 344 | 2 400 | 2450 | absence amélioration | 2 650 |

Commentaires techniques

Coût moyen de la fonction restauration-hébergement par soutenu : l'efficacité de la fonction restauration-hébergement porte sur le coût de cette fonction rapporté aux effectifs soutenus.

Les modalités de calcul retenues pour le PAP 2017 ont fait l'objet d'un cadrage désormais porté par le système de comptabilité analytique du service du commissariat des armées (DAMIER).

Procédant de l'amélioration du pilotage de la performance, cette évolution méthodologique de l'outil présente les caractéristiques suivantes :

- élargissement du périmètre des ressources prises en compte afin de procéder à une restitution en coûts complets (masse salariale, totalité du coût denrées, inclusion des fonctions support et des dotations aux amortissements) ;
- emploi des données comptables extraites du SIF CHORUS pour le périmètre hors titre 2 ou l'utilisation des mémentos des coûts moyens titre 2 produits par la direction des affaires financières pour le personnel militaire et la direction des ressources humaines du ministère des armées pour le personnel civil ;
- cohérence des périmètres d'analyse et de ressources : le coût complet de la fonction restauration-hébergement-loisirs est calculé par DAMIER ;
- amélioration de l'auditabilité des données utilisées et des règles de calcul mises en œuvre (prise en compte de l'ensemble des charges, conformité des sources et méthodes au schéma directeur de la comptabilité analytique, documentation et traçabilité des données).

Mode de calcul :

L'indicateur mesure les coûts de la fonction « Restauration-Hébergement-Loisirs » (RHL) rapportés à la somme des effectifs du ministère des armées soutenus par les bases de défense.

Source des données :

Les données proviennent du service du commissariat des armées (coût de la fonction restauration-hébergement-loisirs) et de l'état-major des armées (effectifs soutenus par les bases de défense).

ANALYSE DES RÉSULTATS

En hausse de 106 € par rapport à 2022 (+5 %), le coût de la fonction restauration-hébergement s'établit à 2 450 € par agent soutenu. Il traduit l'impact de l'inflation sur le prix des denrées.

INDICATEUR

6.2 – Coût de la fonction maintien en condition opérationnelle par milieu

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Coût transitoire moyen de la fonction MCO terrestre par matériel et jour de préparation opérationnelle | € | 63 | 54 | 66 | 60 | cible atteinte | 59 |
| Coût transitoire moyen de la fonction MCO navale par jour de disponibilité de la flotte | € | 72 | 78 | 78 000 | 74 000 | cible atteinte | 78 000 |
| Coût transitoire moyen de la fonction MCO aéronautique à l'heure de vol | € | 12 095 | 12 687 | 12 090 | 13 852 | absence amélioration | 14 200 |

Commentaires techniques

L'indicateur de coût du maintien en condition opérationnelle (MCO) est désormais analysé par milieu et au travers d'un ratio (dépenses / unité de mesure). Ces indicateurs visent à améliorer l'appréciation du rapport coût / efficacité du MCO des matériels pour satisfaire au besoin des forces.

Mode de calcul :

La méthode de calcul de ces indicateurs fait l'objet d'un modèle transitoire qui aura vocation à s'affiner et se compléter au fil des ans.

MCO terrestre :

Les données financières sont constituées des charges directes de la fonction MCO terrestre sur le P178. Les données relatives aux personnels sont issues des outils de description des organisations du ministère des armées (définition du périmètre), ainsi que des systèmes d'information de gestion des ressources humaines - SIRH - (effectifs en organisation). Leur valorisation s'effectue sur la base de coûts standards (mémento des coûts moyens de la direction des affaires financières – mémento DAF). Les données relatives aux activités techniques et opérationnelles correspondent au poste de dépenses « Entretien programmé des matériels du domaine terrestre » et aux charges de fonctionnement en lien avec le matériel terrestre rattachés au programme 178. Enfin, la valeur du dénominateur correspond au nombre d'équipements nécessaires à l'engagement opérationnel calculé sur la base de la « quantité théorique totale » (DUO) de matériels inscrits au référentiel opérationnel commun par jours de préparation opérationnelle (données fournies par l'armée de terre).

Le traitement est exécuté à partir des restitutions de CHORUS directement déversées sur les services bénéficiaires relevant de la fonction MCO terrestre.

MCO navale :

Indicateur calculé à partir de trois données sources :

- charges directes de la fonction MCO du milieu naval hors dissuasion sur le P178 : poste de dépenses « EPM Naval » (MM03) et dépenses des moyens militaires de soutien (essentiellement le SLM) afférentes au MCO naval incluses dans l'EAC (équipement d'accompagnement) « soutien des installations à terre » (MM06) ;
- données relatives aux rémunérations et charges sociales du personnel en charge du MCO issues des outils de description des organisations du ministère des armées (définition du périmètre), ainsi que des SIRH (effectifs en organisation). Leur valorisation s'effectue sur la base de coûts standards (mémento DAF) ;
- nombre de jours de disponibilité technique non pondérés.

MCO aéronautique :

Les données financières sont constituées des charges directes de la fonction MCO Aéronautique sur le P178. Les données relatives aux personnels sont issues des outils de description des organisations du ministère des armées (pour la définition du périmètre), ainsi que des SIRH (effectifs en organisation). Leur valorisation s'effectue sur la base de coûts standards (mémento DAF). Les données relatives aux activités techniques et opérationnelles correspondent au poste de dépenses « Entretien programmé des matériels du domaine aéronautique ». Au dénominateur, les données relatives aux heures de fonctionnement sont celles exploitées par la Direction de la Maintenance Aéronautique (DMAé), telles qu'elles lui sont fournies par les armées : l'heure de vol est l'unité de mesure la plus communément admise dans le milieu aéronautique.

Le traitement est exécuté à partir des restitutions de CHORUS directement déversées sur les services bénéficiaires relevant de la fonction MCO aéronautique.

Les travaux de fiabilisation de cet indicateur vont se poursuivre, afin d'en accroître la précision.

Source des données :

Les données proviennent de l'état-major des armées.

ANALYSE DES RÉSULTATS

MCO terrestre

Pour 2023, la différence entre la cible et la réalisation est notamment liée à l’allongement des délais d’approvisionnement de pièces et aux difficultés de régénération de certains parcs (GBC 180, VBCI notamment). Ces deux facteurs ont généré une contraction des paiements et, ainsi, une baisse du coût moyen par rapport à la cible visée, à valeur de parcs et de journées de préparation opérationnelle constante. Ceci malgré un coût unitaire qui a tendance à augmenter avec la livraison des équipements de nouvelle génération.

MCO naval

L’effort de maîtrise du coût du MCO naval se poursuit dans un contexte rendu difficile notamment par :

- le vieillissement des parcs et la prolongation de certains bâtiments (SNA Rubis / CMT / PHM) nécessitant des travaux lourds afin de traiter des obsolescences ;
- le durcissement du contexte opérationnel toujours plus exigeant pour les matériels et nécessitant un traitement systématique des aléas afin d’assurer une disponibilité maximale en opération ;
- la volatilité de la situation économique pouvant tendre les relations contractuelles.

MCO aéronautique

Le coût moyen constaté du MCO aéronautique à l’heure de vol en 2023 est en augmentation contenue à 9 % et s’explique notamment par l’inflation et un recul du volume global de l’activité lié à l’évolution de la situation opérationnelle en BSS.

INDICATEUR

6.3 – Améliorer le soutien du combattant

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|-------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux d’équipement | % | 100 | 100 | 79 | 79 | cible atteinte | 59 |

Commentaires techniques

Cet indicateur illustre la montée en puissance des nouveaux équipements de protection individuelle, c’est-à-dire les tenues NRBC (nucléaire – bactériologique – biologique – chimique), le gilet de combat dénommé structure modulaire balistique (SMB) et le gilet de combat dénommé structure modulaire balistique électronique (SMBE – évolution du SMB). Il vise à constater annuellement le respect de l’objectif sur le périmètre associé.

Mode de calcul :

Moyenne annuelle du taux d’équipement pondérée sur chaque composante, ce taux étant lui-même le ratio entre les livraisons réalisées et les livraisons programmées. Le taux affiché s’entend par rapport à une cible 100 % en 2023 pour les tenues NRBC et 100 % en 2025 pour les SMB.

Source des données :

Les données proviennent du service du commissariat des armées.

ANALYSE DES RÉSULTATS

L’évolution du taux d’équipement est conforme aux prévisions. En concertation avec les entreprises partenaires, le calendrier de livraison des principaux équipements commandés a été revu pour arrêter un nouveau plan de production davantage soutenable par les fournisseurs notamment pour les équipements de protection balistique.

Présentation des crédits et des dépenses fiscales

2023 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2023 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2023 Consommation 2023</i> | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|--|---|---------------------------------------|--|--|---|
| 01 – Planification des moyens et conduite des opérations | 312 646 183 524 267 627 | 333 754 650 118 583 954 | 357 592 346 302 942 015 | 17 866 | 1 003 993 179 945 811 462 | 1 004 027 679 |
| 01.10 – Emploi des forces | 138 748 580 126 335 404 | 10 032 176 21 593 247 | 357 592 346 302 936 991 | 10 671 | 506 373 102 450 876 314 | 506 373 102 |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | 42 102 895 51 936 370 | 20 172 000 9 938 070 | 5 024 | 7 194 | 62 274 895 61 886 659 | 62 284 395 |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | 131 794 708 327 481 451 | 265 815 014 73 063 150 | | | 397 609 722 400 544 602 | 397 634 722 |
| 01.21 – Infrastructures SIC | 18 514 402 | 37 735 460 13 989 486 | | | 37 735 460 32 503 888 | 37 735 460 |
| 02 – Préparation des forces terrestres | 1 505 246 171 2 453 664 371 | 415 729 972 382 916 442 | 4 700 000 7 694 295 | 13 488 | 1 925 676 143 2 844 288 595 | 1 931 906 143 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | 191 201 457 358 120 304 | 9 978 499 | 27 096 | 13 488 | 191 201 457 368 139 387 | 191 921 457 |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | 107 440 290 105 817 823 | 57 270 | 67 585 | | 107 440 290 105 942 678 | 107 990 290 |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | 1 106 735 490 1 549 187 561 | 49 309 614 | 1 458 503 | | 1 106 735 490 1 599 955 679 | 1 110 965 490 |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | 99 868 934 387 759 156 | 157 067 251 194 925 053 | 4 700 000 6 141 110 | | 261 636 185 588 825 319 | 262 336 185 |
| 02.11 – Infrastructures terrestres | 52 779 526 | 258 662 721 128 646 007 | | | 258 662 721 181 425 533 | 258 692 721 |
| 03 – Préparation des forces navales | 2 184 239 613 3 149 531 073 | 575 843 805 431 819 847 | 2 551 218 | 547 200 | 2 760 083 418 3 584 449 337 | 2 775 333 418 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | 452 310 621 439 478 346 | 1 276 421 | 265 520 | | 452 310 621 441 020 287 | 454 810 621 |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | 59 982 023 59 400 762 | 8 327 650 3 993 974 | | 547 200 | 68 309 673 63 941 935 | 70 309 673 |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | 1 553 823 374 2 195 125 527 | 183 165 289 143 864 526 | 748 500 | | 1 736 988 663 2 339 738 553 | 1 745 438 663 |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | 118 123 595 317 423 323 | 6 130 776 52 402 054 | 1 537 198 | | 124 254 371 371 362 575 | 126 554 371 |
| 03.11 – Infrastructures maritimes | 138 103 115 | 378 220 090 230 282 872 | | | 378 220 090 368 385 987 | 378 220 090 |
| 04 – Préparation des forces aériennes | 2 711 768 501 4 451 544 864 | 307 303 189 247 348 162 | 2 220 293 | 389 047 | 3 019 071 690 4 701 502 367 | 3 145 571 998 |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | 18 753 482 32 818 294 | 5 740 034 | 1 749 095 | | 18 753 482 40 307 424 | 18 753 482 |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | 310 193 176 463 926 333 | 137 201 | 370 670 | | 310 193 176 464 434 203 | 325 652 916 |
| 04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques | 76 456 208 1 057 232 324 | | | | 76 456 208 1 057 232 324 | 76 456 208 |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | 138 047 582 165 017 377 | 409 523 100 538 | | 389 047 | 138 457 105 165 506 962 | 138 672 425 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2023</i> Consommation 2023 | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|--|---|---------------------------------------|--|--|---|
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | 2 124 494 040 2 654 127 900 | 98 978 364 99 819 312 | | | 2 223 472 404 2 753 947 212 | 2 334 297 652 |
| 04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé) | 523 222 | | | | 0 523 222 | 0 |
| 04.11 – Infrastructures aériennes | 41 058 918 | 207 915 302 141 479 326 | | | 207 915 302 182 538 243 | 207 915 302 |
| 04.12 – Activités spatiales | 43 824 013 36 840 497 | 71 752 | 100 528 | | 43 824 013 37 012 777 | 43 824 013 |
| 05 – Logistique et soutien interarmées | 2 310 469 906 2 519 116 756 | 690 043 658 364 931 340 | 195 329 109 834 | | 3 000 708 893 2 884 157 931 | 3 207 559 810 |
| 05.11 – Infrastructures de santé | 17 322 004 | 143 952 561 86 198 563 | | | 143 952 561 103 520 568 | 143 952 561 |
| 05.80 – Fonction santé | 143 305 603 346 146 087 | 37 730 662 43 482 835 | 195 329 109 834 | | 181 231 594 389 738 756 | 357 231 822 |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | 1 178 772 980 1 083 821 439 | 284 810 036 6 424 968 | | | 1 463 583 016 1 090 246 407 | 1 474 052 457 |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | 183 707 491 160 877 944 | 5 039 833 | | | 183 707 491 165 917 778 | 183 707 491 |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | 16 703 443 11 492 725 | 3 283 526 9 152 894 | | | 19 986 969 20 645 619 | 20 191 575 |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | 787 980 389 870 205 895 | 72 050 861 108 152 654 | | | 860 031 250 978 358 549 | 880 207 892 |
| 05.89 – Infrastructure des soutiens | 29 250 662 | 148 216 012 106 479 593 | | | 148 216 012 135 730 255 | 148 216 012 |
| 06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | 790 000 000 387 983 641 | 2 730 104 | 30 000 000 20 918 241 | 9 442 | 820 000 000 411 641 427 | 844 000 000 |
| 07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | 30 000 000 20 488 492 | | | | 30 000 000 20 488 492 | 30 000 000 |
| Total des AE prévues en LFI | 9 844 370 374 | 2 322 675 274 | 392 487 675 | 0 | 12 559 533 323 | 12 938 399 048 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | +478 201 709 (hors titre 2) | | | +478 201 709 | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | | +5 867 179 584 (hors titre 2) | | | +5 867 179 584 | |
| Total des AE ouvertes | | 18 904 914 616 (hors titre 2) | | | 18 904 914 616 | |
| Total des AE consommées | 13 506 596 824 | 1 548 329 849 | 336 435 896 | 977 042 | 15 392 339 612 | |

2023 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2023</i> Consommation 2023 | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|--|---|---------------------------------------|--|--|---|
| 01 – Planification des moyens et conduite des opérations | 285 325 923 468 514 723 | 292 423 183 103 523 305 | 234 327 638 302 003 011 | 17 866 | 812 076 744 874 058 905 | 812 111 244 |
| 01.10 – Emploi des forces | 132 330 093 118 489 809 | 9 627 408 15 636 742 | 234 327 638 301 997 987 | 10 671 | 376 285 139 436 135 209 | 376 285 139 |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | 40 717 826 45 097 989 | 14 562 544 9 952 055 | 5 024 | 7 194 | 55 280 370 55 062 263 | 55 289 870 |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | 112 278 004 294 357 049 | 248 486 725 70 782 731 | | | 360 764 729 365 139 780 | 360 789 729 |
| 01.21 – Infrastructures SIC | 10 569 876 | 19 746 506 7 151 776 | | | 19 746 506 17 721 652 | 19 746 506 |
| 02 – Préparation des forces terrestres | 1 643 427 071 2 103 617 120 | 235 114 660 203 615 111 | 4 700 000 7 598 682 | 13 488 | 1 883 241 731 2 314 844 402 | 1 889 471 731 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | 188 588 296 332 020 676 | 5 375 497 | 11 896 | 13 488 | 188 588 296 337 421 557 | 189 308 296 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2023 Consommation 2023</i> | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|--|---|---------------------------------------|--|--------------------------------|---|
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | 104 088 511 104 811 768 | 111 581 | 67 585 | | 104 088 511 104 990 934 | 104 638 511 |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | 1 234 716 294 1 365 372 013 | 30 022 851 | 1 542 381 | | 1 234 716 294 1 396 937 245 | 1 238 946 294 |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | 116 033 970 272 315 341 | 146 975 997 128 202 480 | 4 700 000 5 976 820 | | 267 709 967 406 494 641 | 268 409 967 |
| 02.11 – Infrastructures terrestres | 29 097 323 | 88 138 663 39 902 702 | | | 88 138 663 69 000 025 | 88 168 663 |
| 03 – Préparation des forces navales | 2 632 446 504 2 956 132 931 | 455 795 909 343 475 891 | 2 503 660 | 547 200 | 3 088 242 413 3 302 659 682 | 3 103 492 413 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | 339 412 751 393 138 917 | 721 092 | 265 520 | | 339 412 751 394 125 529 | 341 912 751 |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | 58 396 144 65 959 482 | 7 894 281 3 434 352 | | 547 200 | 66 290 425 69 941 034 | 68 290 425 |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | 2 122 445 829 2 237 335 160 | 165 210 165 93 808 597 | 700 942 | | 2 287 655 994 2 331 844 699 | 2 296 105 994 |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | 112 191 780 169 272 065 | 5 984 603 62 729 341 | 1 537 198 | | 118 176 383 233 538 604 | 120 476 383 |
| 03.11 – Infrastructures maritimes | 90 427 307 | 276 706 860 182 782 509 | | | 276 706 860 273 209 816 | 276 706 860 |
| 04 – Préparation des forces aériennes | 2 681 921 683 3 067 976 996 | 192 691 443 171 720 910 | 2 616 310 | 389 047 | 2 874 613 126 3 242 703 264 | 3 001 113 434 |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | 19 149 734 26 616 213 | 5 708 701 | 1 542 172 | | 19 149 734 33 867 087 | 19 149 734 |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | 303 964 508 455 773 060 | 97 966 | 370 670 | | 303 964 508 456 241 695 | 319 424 248 |
| 04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques | 164 376 256 192 546 950 | | | | 164 376 256 192 546 950 | 164 376 256 |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | 134 485 692 161 736 832 | 409 523 105 148 | | 389 047 | 134 895 215 162 231 027 | 135 110 535 |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | 2 008 903 587 2 150 548 491 | 85 432 762 85 802 762 | 703 469 | | 2 094 336 349 2 237 054 722 | 2 205 161 597 |
| 04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé) | 370 550 | | | | 0 370 550 | 0 |
| 04.11 – Infrastructures aériennes | 50 228 771 | 106 849 158 74 690 595 | | | 106 849 158 124 919 366 | 106 849 158 |
| 04.12 – Activités spatiales | 51 041 906 30 156 129 | 5 315 739 | | | 51 041 906 35 471 867 | 51 041 906 |
| 05 – Logistique et soutien interarmées | 2 050 098 211 2 509 429 002 | 494 140 699 295 604 988 | 195 329 109 834 | | 2 544 434 239 2 805 143 824 | 2 751 285 156 |
| 05.11 – Infrastructures de santé | 6 688 863 | 64 276 393 38 285 127 | | | 64 276 393 44 973 990 | 64 276 393 |
| 05.80 – Fonction santé | 115 061 997 345 438 551 | 34 086 034 43 138 515 | 195 329 109 834 | | 149 343 360 388 686 900 | 325 343 588 |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | 1 008 732 398 1 151 662 960 | 192 418 000 7 070 465 | | | 1 201 150 398 1 158 733 426 | 1 211 619 839 |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | 181 591 005 144 310 848 | 7 255 106 | | | 181 591 005 151 565 954 | 181 591 005 |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | 15 742 255 9 003 746 | 3 023 863 5 557 402 | | | 18 766 118 14 561 148 | 18 970 724 |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | 728 970 556 828 592 871 | 71 270 881 79 697 753 | | | 800 241 437 908 290 624 | 820 418 079 |
| 05.89 – Infrastructure des soutiens | 23 731 164 | 129 065 528 114 600 619 | | | 129 065 528 138 331 783 | 129 065 528 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2023</i> Consommation 2023 | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|--|---|---------------------------------------|--|--|---|
| 06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | 790 000 000 384 205 831 | 2 438 905 | 30 000 000 20 918 241 | 9 442 | 820 000 000 407 572 419 | 844 000 000 |
| 07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | 30 000 000 20 748 095 | | | | 30 000 000 20 748 095 | 30 000 000 |
| Total des CP prévus en LFI | 10 113 219 392 | 1 670 165 894 | 269 222 967 | 0 | 12 052 608 253 | 12 431 473 978 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | +483 527 101 (hors titre 2) | | | +483 527 101 | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | | +1 602 717 919 (hors titre 2) | | | +1 602 717 919 | |
| Total des CP ouverts | | 14 138 853 273 (hors titre 2) | | | 14 138 853 273 | |
| Total des CP consommés | 11 510 624 697 | 1 120 379 111 | 335 749 739 | 977 042 | 12 967 730 590 | |

2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2022</i> Consommation 2022 | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|--|--|---|---------------------------------------|--|---|--|
| 01 – Planification des moyens et conduite des opérations | 274 835 140 539 389 826 | 319 563 712 92 272 112 | 174 032 399 214 885 535 | 1 878 | 768 431 251 | 768 465 751 846 549 351 |
| 01.10 – Emploi des forces | 132 198 738 175 426 599 | 17 450 000 14 568 013 | 174 032 399 214 885 535 | 1 178 | 323 681 137 | 323 681 137 404 881 325 |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | 29 909 931 49 829 680 | 22 388 071 6 063 221 | | 700 | 52 298 002 | 52 307 502 55 893 601 |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | 112 726 471 307 191 463 | 261 533 080 65 815 890 | | | 374 259 551 | 374 284 551 373 007 352 |
| 01.21 – Infrastructures SIC | 6 942 084 | 18 192 561 5 824 989 | | | 18 192 561 | 18 192 561 12 767 073 |
| 02 – Préparation des forces terrestres | 2 943 420 013 2 900 432 856 | 190 130 296 165 090 280 | 4 700 000 6 767 938 | | 3 138 250 309 | 3 144 480 309 3 072 291 074 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | 180 410 246 244 912 154 | 562 634 | 15 200 | | 180 410 246 | 180 410 246 245 489 989 |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | 88 364 179 96 074 906 | 82 114 | 20 000 | | 88 364 179 | 88 594 179 96 177 019 |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | 2 489 509 605 2 157 825 714 | 30 088 290 | 577 401 | | 2 489 509 605 | 2 492 539 605 2 188 491 405 |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | 185 135 983 366 696 559 | 126 087 984 98 697 767 | 4 700 000 6 155 338 | | 315 923 967 | 318 893 967 471 549 664 |
| 02.11 – Infrastructures terrestres | 34 923 523 | 64 042 312 35 659 475 | | | 64 042 312 | 64 042 312 70 582 997 |
| 03 – Préparation des forces navales | 3 665 048 297 4 634 391 357 | 384 756 109 312 282 834 | 135 271 | 1 245 000 1 195 200 | 4 051 049 406 | 4 066 049 406 4 948 004 661 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | 294 950 682 301 459 534 | 841 164 | 135 271 | | 294 950 682 | 297 450 682 302 435 968 |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | 61 487 684 66 361 251 | 7 078 000 3 808 317 | | 1 245 000 1 195 200 | 69 810 684 | 71 810 684 71 364 768 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i> | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|--|---|---------------------------------------|--|---|--------------------------------|
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | 3 186 323 076 3 938 137 253 | 135 003 000 104 590 639 | | | 3 321 326 076 | 3 329 526 076 4 042 727 892 |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | 122 286 855 202 205 986 | 5 960 000 53 921 208 | | | 128 246 855 | 130 546 855 256 127 194 |
| 03.11 – Infrastructures maritimes | 126 227 333 | 236 715 109 149 121 506 | | | 236 715 109 | 236 715 109 275 348 839 |
| 04 – Préparation des forces aériennes | 3 635 651 170 3 556 367 502 | 246 085 375 184 822 028 | 1 883 669 | 309 523 201 109 | 3 882 046 068 | 3 957 586 663 3 743 274 307 |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | 17 269 132 16 278 520 | 5 906 157 | 1 851 974 | | 17 269 132 | 17 269 132 24 036 652 |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | 261 179 796 402 996 540 | 10 403 | 31 694 | | 261 179 796 | 279 899 183 403 038 637 |
| 04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques | 59 959 844 72 437 375 | | | | 59 959 844 | 59 959 844 72 437 375 |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | 127 789 289 147 726 360 | 124 254 | | 309 523 297 142 | 128 098 812 | 128 310 429 148 147 755 |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | 3 100 769 718 2 797 827 665 | 100 331 091 87 971 009 | | -96 033 | 3 201 100 809 | 3 252 710 400 2 885 702 641 |
| 04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé) | 196 346 | | | | 0 | 0 196 346 |
| 04.11 – Infrastructures aériennes | 53 368 810 | 145 754 284 83 408 916 | | | 145 754 284 | 150 754 284 136 777 726 |
| 04.12 – Activités spatiales | 68 683 391 65 535 886 | 7 401 289 | | | 68 683 391 | 68 683 391 72 937 174 |
| 05 – Logistique et soutien interarmées | 1 759 714 202 2 398 674 334 | 443 168 142 272 332 814 | 209 583 54 807 | | 2 203 091 927 | 2 419 022 965 2 671 061 955 |
| 05.11 – Infrastructures de santé | 3 056 765 | 14 783 470 34 688 895 | | | 14 783 470 | 14 783 470 37 745 660 |
| 05.80 – Fonction santé | 203 692 838 291 849 987 | 40 829 487 51 096 001 | 209 583 54 807 | | 244 731 908 | 429 230 559 343 000 795 |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | 742 106 200 1 174 213 114 | 163 278 381 5 565 567 | | | 905 384 581 | 915 948 160 1 179 778 681 |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | 129 245 756 113 183 520 | 273 805 | | | 129 245 756 | 129 245 756 113 457 325 |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | 10 842 105 8 242 354 | 2 444 285 5 580 163 | | | 13 286 390 | 13 486 390 13 822 518 |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | 673 827 303 789 732 081 | 56 091 493 74 532 716 | | | 729 918 796 | 750 587 604 864 264 798 |
| 05.89 – Infrastructure des soutiens | 18 396 512 | 165 741 026 100 595 668 | | | 165 741 026 | 165 741 026 118 992 180 |
| 06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | 770 000 000 465 366 408 | 1 473 274 | 50 000 000 29 678 945 | | 820 000 000 | 855 000 000 496 518 627 |
| 07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | 30 000 000 20 595 163 | | | | 30 000 000 | 30 000 000 20 595 163 |
| Total des AE prévues en LFI | 13 078 668 822 | 1 583 703 634 | 228 941 982 | 1 554 523 | 14 892 868 961 | 15 240 605 094 |
| Total des AE consommées | 14 515 217 446 | 1 028 273 342 | 253 406 165 | 1 398 187 | | 15 798 295 139 |

2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2022</i> <i>Consommation 2022</i> | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|--|---|---------------------------------------|--|---|--|
| 01 – Planification des moyens et conduite des opérations | 263 112 696 511 852 989 | 306 368 373 112 644 815 | 171 936 700 210 281 421 | 1 878 | 741 417 769 | 741 452 269 834 781 103 |
| 01.10 – Emploi des forces | 121 979 299 171 560 882 | 15 499 953 12 883 440 | 171 936 700 210 281 421 | 1 178 | 309 415 952 | 309 415 952 394 726 921 |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | 32 059 321 46 676 812 | 19 199 822 10 058 350 | | 700 | 51 259 143 | 51 268 643 56 735 861 |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | 109 074 076 289 846 951 | 253 832 753 74 157 198 | | | 362 906 829 | 362 931 829 364 004 149 |
| 01.21 – Infrastructures SIC | 3 768 345 | 17 835 845 15 545 827 | | | 17 835 845 | 17 835 845 19 314 172 |
| 02 – Préparation des forces terrestres | 1 445 823 503 2 078 996 767 | 219 698 125 169 061 437 | 4 700 000 5 378 991 | | 1 670 221 628 | 1 676 451 628 2 253 437 194 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | 178 132 421 230 337 011 | 510 197 | 15 200 | | 178 132 421 | 178 132 421 230 862 407 |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | 87 917 107 97 066 385 | 66 323 | 20 000 | | 87 917 107 | 88 147 107 97 152 707 |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | 1 060 169 124 1 552 622 020 | 12 469 621 | 886 353 | | 1 060 169 124 | 1 063 199 124 1 565 977 994 |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | 119 604 851 170 650 791 | 133 419 593 69 549 230 | 4 700 000 4 457 438 | | 257 724 444 | 260 694 444 244 657 459 |
| 02.11 – Infrastructures terrestres | 28 320 561 | 86 278 532 86 466 066 | | | 86 278 532 | 86 278 532 114 786 627 |
| 03 – Préparation des forces navales | 2 441 072 080 2 850 303 780 | 400 898 519 309 424 760 | 280 839 | 1 245 000 1 195 200 | 2 843 215 599 | 2 858 215 599 3 161 204 579 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | 306 280 005 295 701 262 | 466 971 | 135 271 | | 306 280 005 | 308 780 005 296 303 504 |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | 60 084 210 72 988 981 | 7 078 000 4 493 176 | | 1 245 000 1 195 200 | 68 407 210 | 70 407 210 78 677 357 |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | 1 957 082 968 2 192 750 639 | 143 881 000 112 531 164 | 111 881 | | 2 100 963 968 | 2 109 163 968 2 305 393 684 |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | 117 624 897 184 806 661 | 5 960 000 42 130 039 | 33 687 | | 123 584 897 | 125 884 897 226 970 387 |
| 03.11 – Infrastructures maritimes | 104 056 238 | 243 979 519 149 803 410 | | | 243 979 519 | 243 979 519 253 859 648 |
| 04 – Préparation des forces aériennes | 2 420 763 914 3 076 229 314 | 186 418 272 175 715 497 | 2 993 698 | 309 523 201 109 | 2 607 491 709 | 2 683 032 304 3 255 139 619 |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | 16 420 716 17 929 905 | 372 369 | 2 358 099 | | 16 420 716 | 16 420 716 20 660 374 |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | 266 512 745 403 677 139 | 46 387 | 31 694 | | 266 512 745 | 285 232 132 403 755 220 |
| 04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques | 160 909 125 151 457 038 | | | | 160 909 125 | 160 909 125 151 457 038 |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | 122 635 955 138 433 686 | 945 968 | | 309 523 297 142 | 122 945 478 | 123 157 095 139 676 796 |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | 1 826 164 402 2 307 625 969 | 91 587 578 66 951 979 | 603 905 | -96 033 | 1 917 751 980 | 1 969 361 571 2 375 085 819 |
| 04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé) | 155 028 | | | | 0 | 0 155 028 |
| 04.11 – Infrastructures aériennes | 36 209 830 | 94 830 694 101 029 836 | | | 94 830 694 | 99 830 694 137 239 666 |
| 04.12 – Activités spatiales | 28 120 971 20 740 719 | 6 368 958 | | | 28 120 971 | 28 120 971 27 109 677 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i> | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|--|---|---------------------------------------|--|---|--------------------------------|
| 05 – Logistique et soutien interarmées | 1 646 551 273 2 231 971 128 | 439 488 695 258 292 372 | 209 583 54 417 | | 2 086 249 551 | 2 302 180 589 2 490 317 917 |
| 05.11 – Infrastructures de santé | 2 167 210 | 51 447 021 36 057 619 | | | 51 447 021 | 51 447 021 38 224 829 |
| 05.80 – Fonction santé | 111 612 882 317 452 542 | 39 522 249 34 902 427 | 209 583 54 417 | | 151 344 714 | 335 843 365 352 409 387 |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | 779 306 080 1 076 067 630 | 160 072 166 8 902 340 | | | 939 378 246 | 949 941 825 1 084 969 971 |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | 126 711 526 114 554 117 | 628 754 | | | 126 711 526 | 126 711 526 115 182 871 |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | 12 179 514 8 480 214 | 2 396 358 6 348 372 | | | 14 575 872 | 14 775 872 14 828 586 |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | 616 741 271 699 013 970 | 56 177 934 66 432 012 | | | 672 919 205 | 693 588 013 765 445 982 |
| 05.89 – Infrastructure des soutiens | 14 235 445 | 129 872 967 105 020 848 | | | 129 872 967 | 129 872 967 119 256 292 |
| 06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | 770 000 000 467 982 848 | 1 916 599 | 50 000 000 29 678 945 | | 820 000 000 | 855 000 000 499 578 392 |
| 07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | 30 000 000 21 851 368 | | | | 30 000 000 | 30 000 000 21 851 368 |
| Total des CP prévus en LFI | 9 017 323 466 | 1 552 871 984 | 226 846 283 | 1 554 523 | 10 798 596 256 | 11 146 332 389 |
| Total des CP consommés | 11 239 188 194 | 1 027 055 480 | 248 668 311 | 1 398 187 | | 12 516 310 171 |

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|---------------------|------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|
| | Consommées* en 2022 | Ouvertes en 2023 | Consommées* en 2023 | Consommés* en 2022 | Ouverts en 2023 | Consommés* en 2023 |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement | 14 515 217 446 | 9 844 370 374 | 13 506 596 824 | 11 239 188 194 | 10 113 219 392 | 11 510 624 697 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 14 456 842 778 | 9 781 030 964 | 13 444 351 077 | 11 180 828 598 | 10 049 879 982 | 11 448 364 220 |
| Subventions pour charges de service public | 58 374 667 | 63 339 410 | 62 245 747 | 58 359 596 | 63 339 410 | 62 260 477 |
| Titre 5 – Dépenses d'investissement | 1 028 273 342 | 2 322 675 274 | 1 548 329 849 | 1 027 055 480 | 1 670 165 894 | 1 120 379 111 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 970 694 684 | 2 311 148 751 | 1 475 478 986 | 970 255 493 | 1 663 933 643 | 1 050 944 553 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 57 578 658 | 9 971 000 | 72 850 863 | 56 799 987 | 4 676 728 | 69 434 557 |
| Subventions pour charges d'investissement | 0 | 1 555 523 | 0 | 0 | 1 555 523 | 0 |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention | 253 406 165 | 392 487 675 | 336 435 896 | 248 668 311 | 269 222 967 | 335 749 739 |
| Transferts aux ménages | 43 176 | 357 787 675 | 97 614 | 43 176 | 234 522 967 | 97 614 |
| Transferts aux entreprises | 150 000 | 0 | 0 | 150 000 | 0 | 0 |
| Transferts aux autres collectivités | 253 212 988 | 34 700 000 | 336 338 283 | 248 475 135 | 34 700 000 | 335 652 126 |
| Titre 7 – Dépenses d'opérations financières | 1 398 187 | 0 | 977 042 | 1 398 187 | 0 | 977 042 |
| Prêts et avances | -94 155 | 0 | 40 795 | -94 155 | 0 | 40 795 |
| Dotations en fonds propres | 1 492 342 | 0 | 936 247 | 1 492 342 | 0 | 936 247 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | Consommées* en 2022 | Ouvertes en 2023 | Consommées* en 2023 | Consommés* en 2022 | Ouverts en 2023 | Consommés* en 2023 |
| Total hors FdC et AdP | | 12 559 533 323 | | | 12 052 608 253 | |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2 | | +6 345 381 293 | | | +2 086 245 020 | |
| Total* | 15 798 295 139 | 18 904 914 616 | 15 392 339 612 | 12 516 310 171 | 14 138 853 273 | 12 967 730 590 |

* y.c. FdC et AdP

FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

| Nature de dépenses | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|----------------------------|----------------------------|--------------------------|--------------------|---------------------|-------------------------|--------------------|
| | Ouvertes en 2022 | Prévues en LFI pour 2023 | Ouvertes en 2023 | Ouverts en 2022 | Prévus en LFI pour 2023 | Ouverts en 2023 |
| Dépenses de personnel | | | | | | |
| Autres natures de dépenses | 364 890 312 | 378 865 725 | 478 201 709 | 398 608 414 | 378 865 725 | 483 527 101 |
| Total | 364 890 312 | 378 865 725 | 478 201 709 | 398 608 414 | 378 865 725 | 483 527 101 |

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE ADP

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/2023 | | 57 404 188 | | 57 404 188 | | | | |
| 03/2023 | | 31 927 458 | | 31 927 458 | | | | |
| 04/2023 | | 37 035 306 | | 37 035 306 | | | | |
| 05/2023 | | 20 867 917 | | 20 867 917 | | | | |
| 06/2023 | | 23 460 966 | | 23 460 966 | | | | |
| 07/2023 | | 101 578 013 | | 101 578 013 | | | | |
| 08/2023 | | 29 835 887 | | 29 835 887 | | | | |
| 09/2023 | | 33 420 931 | | 33 420 931 | | | | |
| 10/2023 | | 31 823 964 | | 31 823 964 | | | | |
| 11/2023 | | 35 195 423 | | 35 195 423 | | | | |
| 12/2023 | | 10 780 989 | | 10 780 989 | | | | |
| 01/2024 | | 4 907 442 | | 4 907 442 | | | | |
| Total | | 418 238 484 | | 418 238 484 | | | | |

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FDC

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/2023 | | 11 025 873 | | 11 025 873 | | | | |
| 03/2023 | | 716 623 | | 716 623 | | | | |
| 04/2023 | | 288 507 | | 288 507 | | | | |
| 05/2023 | | 1 962 796 | | 1 962 796 | | | | |
| 06/2023 | | 1 309 399 | | 1 309 399 | | | | |
| 07/2023 | | 4 430 363 | | 4 430 363 | | | | |
| 08/2023 | | 28 772 633 | | 28 772 633 | | | | |
| 09/2023 | | 2 363 647 | | 2 363 647 | | | | |
| 10/2023 | | 5 822 818 | | 11 148 210 | | | | |
| 11/2023 | | 1 196 116 | | 1 196 116 | | | | |
| 12/2023 | | 1 369 680 | | 1 369 680 | | | | |
| 01/2024 | | 713 275 | | 713 275 | | | | |
| Total | | 59 971 731 | | 65 297 123 | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 23/01/2023 | | 365 329 365 | | | | | | |
| Total | | 365 329 365 | | | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT DE FDC

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 26/01/2023 | | 19 487 166 | | 42 122 428 | | | | |
| Total | | 19 487 166 | | 42 122 428 | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|----------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/03/2023 | | 3 907 643 395 | | 7 117 395 | | | | |
| Total | | 3 907 643 395 | | 7 117 395 | | | | |

DÉCRETS D'ANNULATION DE FDC OU DE ADP

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 06/07/2023 | | | | | | 8 506 | | 8 506 |
| Total | | | | | | 8 506 | | 8 506 |

DÉCRETS DE TRANSFERT

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 27/06/2023 | | 100 000 | | 100 000 | | | | |
| 27/06/2023 | | 8 226 128 | | 8 069 173 | | | | |
| 20/11/2023 | | | | | | 14 454 | | 14 454 |
| 20/11/2023 | | 1 708 428 | | 1 747 113 | | | | |
| Total | | 10 034 556 | | 9 916 286 | | 14 454 | | 14 454 |

DÉCRETS DE VIREMENT

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 27/06/2023 | | | | | | 5 844 745 | | 5 844 745 |
| 20/11/2023 | | 5 244 301 | | 5 421 009 | | | | |
| Total | | 5 244 301 | | 5 421 009 | | 5 844 745 | | 5 844 745 |

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 30/11/2023 | | 1 565 300 000 | | 1 544 000 000 | | | | |
| Total | | 1 565 300 000 | | 1 544 000 000 | | | | |

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|----------------------|----------------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| Total général | | 6 351 248 998 | | 2 092 112 725 | | 5 867 705 | | 5 867 705 |

ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Le chiffrage initial pour 2023 a été réalisé sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2023. Dès lors, le chiffrage actualisé peut différer de celui-ci, notamment lorsqu'il tient compte d'aménagements intervenus depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2023.

Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). La portée du total s'avère toutefois limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (2)

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale | | Chiffrage définitif 2022 | Chiffrage initial 2023 | Chiffrage actualisé 2023 |
|--|---|--------------------------|------------------------|--------------------------|
| 120127 | Exonération des indemnités versées aux réservistes en période d'instruction, aux personnes accomplissant un service civique ou une autre forme de volontariat Traitements, salaires, pensions et rentes viagères <i>Bénéficiaires 2021 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2000 - Dernière modification : 2010 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 81-17°, DM</i> | 80 | 75 | 93 |
| 120144 | Exonération de l'impôt sur le revenu des indemnités versées aux militaires au titre de leur participation aux opérations visant à la défense de la souveraineté de la France et à la préservation de l'intégrité de son territoire, engagées ou renforcées à la suite des attentats commis sur le territoire national en 2015 Traitements, salaires, pensions et rentes viagères <i>Bénéficiaires 2021 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2016 - Dernière modification : 2016 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 81-23° bis</i> | 8 | 8 | 8 |
| Coût total des dépenses fiscales | | 88 | 83 | 101 |

Justification au premier euro

Éléments transversaux au programme

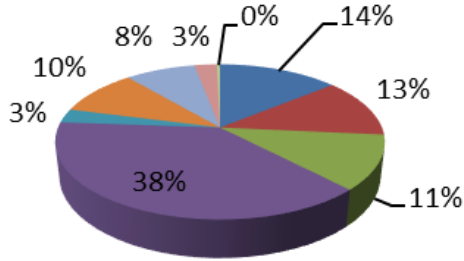
ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 01 – Planification des moyens et conduite des opérations | | 1 003 993 179 945 811 462 | 1 004 027 679 945 811 462 | | 812 076 744 874 058 905 | 812 111 244 874 058 905 |
| 01.10 – Emploi des forces | | 506 373 102 450 876 314 | 506 373 102 450 876 314 | | 376 285 139 436 135 209 | 376 285 139 436 135 209 |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | | 62 274 895 61 886 659 | 62 284 395 61 886 659 | | 55 280 370 55 062 263 | 55 289 870 55 062 263 |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | | 397 609 722 400 544 602 | 397 634 722 400 544 602 | | 360 764 729 365 139 780 | 360 789 729 365 139 780 |
| 01.21 – Infrastructures SIC | | 37 735 460 32 503 888 | 37 735 460 32 503 888 | | 19 746 506 17 721 652 | 19 746 506 17 721 652 |
| 02 – Préparation des forces terrestres | | 1 925 676 143 2 844 288 595 | 1 931 906 143 2 844 288 595 | | 1 883 241 731 2 314 844 402 | 1 889 471 731 2 314 844 402 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | | 191 201 457 368 139 387 | 191 921 457 368 139 387 | | 188 588 296 337 421 557 | 189 308 296 337 421 557 |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | | 107 440 290 105 942 678 | 107 990 290 105 942 678 | | 104 088 511 104 990 934 | 104 638 511 104 990 934 |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | | 1 106 735 490 1 599 955 679 | 1 110 965 490 1 599 955 679 | | 1 234 716 294 1 396 937 245 | 1 238 946 294 1 396 937 245 |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | | 261 636 185 588 825 319 | 262 336 185 588 825 319 | | 267 709 967 406 494 641 | 268 409 967 406 494 641 |
| 02.11 – Infrastructures terrestres | | 258 662 721 181 425 533 | 258 692 721 181 425 533 | | 88 138 663 69 000 025 | 88 168 663 69 000 025 |
| 03 – Préparation des forces navales | | 2 760 083 418 3 584 449 337 | 2 775 333 418 3 584 449 337 | | 3 088 242 413 3 302 659 682 | 3 103 492 413 3 302 659 682 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | | 452 310 621 441 020 287 | 454 810 621 441 020 287 | | 339 412 751 394 125 529 | 341 912 751 394 125 529 |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | | 68 309 673 63 941 935 | 70 309 673 63 941 935 | | 66 290 425 69 941 034 | 68 290 425 69 941 034 |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | | 1 736 988 663 2 339 738 553 | 1 745 438 663 2 339 738 553 | | 2 287 655 994 2 331 844 699 | 2 296 105 994 2 331 844 699 |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | | 124 254 371 371 362 575 | 126 554 371 371 362 575 | | 118 176 383 233 538 604 | 120 476 383 233 538 604 |
| 03.11 – Infrastructures maritimes | | 378 220 090 368 385 987 | 378 220 090 368 385 987 | | 276 706 860 273 209 816 | 276 706 860 273 209 816 |
| 04 – Préparation des forces aériennes | | 3 019 071 690 4 701 502 367 | 3 145 571 998 4 701 502 367 | | 2 874 613 126 3 242 703 264 | 3 001 113 434 3 242 703 264 |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | | 18 753 482 40 307 424 | 18 753 482 40 307 424 | | 19 149 734 33 867 087 | 19 149 734 33 867 087 |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | | 310 193 176 464 434 203 | 325 652 916 464 434 203 | | 303 964 508 456 241 695 | 319 424 248 456 241 695 |
| 04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques | | 76 456 208 1 057 232 324 | 76 456 208 1 057 232 324 | | 164 376 256 192 546 950 | 164 376 256 192 546 950 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | | 138 457 105 165 506 962 | 138 672 425 165 506 962 | | 134 895 215 162 231 027 | 135 110 535 162 231 027 |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | | 2 223 472 404 2 753 947 212 | 2 334 297 652 2 753 947 212 | | 2 094 336 349 2 237 054 722 | 2 205 161 597 2 237 054 722 |
| 04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé) | | 523 222 | 0 523 222 | | 370 550 | 0 370 550 |
| 04.11 – Infrastructures aériennes | | 207 915 302 182 538 243 | 207 915 302 182 538 243 | | 106 849 158 124 919 366 | 106 849 158 124 919 366 |
| 04.12 – Activités spatiales | | 43 824 013 37 012 777 | 43 824 013 37 012 777 | | 51 041 906 35 471 867 | 51 041 906 35 471 867 |
| 05 – Logistique et soutien interarmées | | 3 000 708 893 2 884 157 931 | 3 207 559 810 2 884 157 931 | | 2 544 434 239 2 805 143 824 | 2 751 285 156 2 805 143 824 |
| 05.11 – Infrastructures de santé | | 143 952 561 103 520 568 | 143 952 561 103 520 568 | | 64 276 393 44 973 990 | 64 276 393 44 973 990 |
| 05.80 – Fonction santé | | 181 231 594 389 738 756 | 357 231 822 389 738 756 | | 149 343 360 388 686 900 | 325 343 588 388 686 900 |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | | 1 463 583 016 1 090 246 407 | 1 474 052 457 1 090 246 407 | | 1 201 150 398 1 158 733 426 | 1 211 619 839 1 158 733 426 |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | | 183 707 491 165 917 778 | 183 707 491 165 917 778 | | 181 591 005 151 565 954 | 181 591 005 151 565 954 |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | | 19 986 969 20 645 619 | 20 191 575 20 645 619 | | 18 766 118 14 561 148 | 18 970 724 14 561 148 |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | | 860 031 250 978 358 549 | 880 207 892 978 358 549 | | 800 241 437 908 290 624 | 820 418 079 908 290 624 |
| 05.89 – Infrastructure des soutiens | | 148 216 012 135 730 255 | 148 216 012 135 730 255 | | 129 065 528 138 331 783 | 129 065 528 138 331 783 |
| 06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | | 820 000 000 411 641 427 | 844 000 000 411 641 427 | | 820 000 000 407 572 419 | 844 000 000 407 572 419 |
| 07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | | 30 000 000 20 488 492 | 30 000 000 20 488 492 | | 30 000 000 20 748 095 | 30 000 000 20 748 095 |
| Total des crédits prévus en LFI * | 0 | 12 559 533 323 | 12 559 533 323 | 0 | 12 052 608 253 | 12 052 608 253 |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP | | +6 345 381 293 | +6 345 381 293 | | +2 086 245 020 | +2 086 245 020 |
| Total des crédits ouverts | 0 | 18 904 914 616 | 18 904 914 616 | 0 | 14 138 853 273 | 14 138 853 273 |
| Total des crédits consommés | 0 | 15 392 339 612 | 15 392 339 612 | 0 | 12 967 730 590 | 12 967 730 590 |
| Crédits ouverts - crédits consommés | | +3 512 575 004 | +3 512 575 004 | | +1 171 122 684 | +1 171 122 684 |

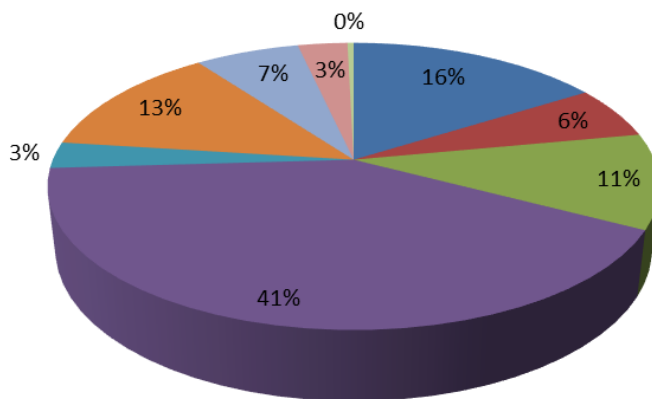
* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

Répartition par opérations stratégiques des consommations en AE



- Activités opérationnelles (AOP)
- Dissuasion (DIS)
- Equipements d'accompagnement (EAC)
- Entretien programmé du matériel (EPM)
- Entretien programmé du personnel (EPP)
- Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)
- Infrastructures de défense (INFRA)
- OPEX
- Renseignement (RENS)

Répartition par opérations stratégiques des consommations en CP



- Activités opérationnelles (AOP)
- Dissuasion (DIS)
- Equipements d'accompagnement (EAC)
- Entretien programmé du matériel (EPM)
- Entretien programmé du personnel (EPP)
- Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)
- Infrastructures de défense (INFRA)
- OPEX
- Renseignement (RENS)

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)

| Niveau | Description | AE (M€) | | | | Écart Consommation / Prév LFI |
|--------|--|----------------|-----------------|-----------------------|--------------------|-------------------------------------|
| | | Prév LFI | Prév FDC/ADP | Affectation sur TF | Engagem hors TF | |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 1 461 472 541 | 168 866 300 | 0 | 2 232 945 152 | 602 606 311 |
| OS | Dissuasion (DIS) | 579 465 000 | 0 | 0 | 1 959 400 309 | 1 379 935 309 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 1 445 291 986 | 8 113 977 | 0 | 1 793 115 476 | 339 709 513 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 4 472 246 822 | 121 805 248 | 0 | 6 059 322 876 | 1 465 270 806 |
| OS | Entretien programmé du personnel (EPP) | 335 239 775 | 62 721 | 0 | 461 442 267 | 126 139 771 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 1 942 030 794 | 55 987 479 | 0 | 1 544 503 739 | -453 514 534 |
| OS | Infrastructures de défense (INFRA) | 1 418 028 198 | 30 000 | 4 250 000 | 1 112 626 556 | -301 181 642 |
| OS | OPEX | 820 000 000 | 24 000 000 | 0 | 417 143 183 | -426 856 817 |
| OS | Renseignement (RENS) | 55 758 207 | 0 | 0 | 58 778 735 | 3 020 528 |
| OS | Surcoûts liés aux missions intérieures (MISSINT) | 30 000 000 | 0 | 0 | 21 219 475 | -8 780 525 |
| Total | | 12 559 533 323 | 378 865 725 | 4 250 000 | 15 660 497 768 | 2 726 348 720 |

| Niveau | Description | CP (M€) | | | Écart Consommation / Prév LFI |
|--------|---|---------------|-----------------|---------------|-------------------------------------|
| | | Prév LFI | Prév FDC/ADP | Consommation | |
| | | (1) | (2) | (3) | |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 1 402 107 889 | 168 866 300 | 2 100 081 573 | 529 107 384 |
| OS | Dissuasion (DIS) | 750 500 000 | 0 | 776 621 302 | 26 121 302 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 1 229 455 478 | 8 113 977 | 1 398 480 837 | 160 911 382 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 4 998 234 708 | 121 805 248 | 5 407 877 934 | 287 837 978 |
| OS | Entretien programmé du personnel (EPP) | 350 080 768 | 62 721 | 387 358 378 | 37 214 889 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 1 553 487 305 | 55 987 479 | 1 681 161 948 | 71 687 164 |
| OS | Infrastructures de défense (INFRA) | 869 623 673 | 30 000 | 861 555 786 | -8 097 887 |
| OS | OPEX | 820 000 000 | 24 000 000 | 410 191 796 | -433 808 204 |
| OS | Renseignement (RENS) | 49 118 432 | 0 | 51 105 051 | 1 986 619 |

| | | | | | |
|-------|--|----------------|-------------|----------------|-------------|
| OS | Surcoûts liés aux missions intérieures (MISSINT) | 30 000 000 | 0 | 20 756 989 | -9 243 011 |
| Total | | 12 052 608 253 | 378 865 725 | 13 095 191 596 | 663 717 618 |

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE (EN M€)

| Niveau | Description | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectation 2023 | Total | Engagement 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|--|----------------|-------------------------|------------------|-------------|------------------------|----------------|
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | - | - | - | - | - | - |
| OS | Dissuasion (DIS) | - | - | - | - | 6 190 078 | -6 190 078 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | - | - | - | - | - | - |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 38 997 734 | 11 599 667 | - | 27 398 067 | 17 161 768 | 10 236 299 |
| OS | Entretien programmé du personnel (EPP) | - | - | - | - | - | - |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | - | - | - | - | - | - |
| OS | Infrastructures de défense (INFRA) | 111 581 002 | 807 807 | 4 250 000 | 115 023 195 | 191 675 442 | -76 652 247 |
| OS | OPEX | - | - | - | - | - | - |
| OS | Renseignement (RENS) | - | - | - | - | - | - |
| OS | Surcoûts liés aux missions intérieures (MISSINT) | - | - | - | - | - | - |
| Total | | 150 578 736 | 12 407 474 | 4 250 000 | 142 421 262 | 215 027 287 | -72 606 026 |

ÉCHÉANCIERS DES PAIEMENTS (EN M€)

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|---|---------|--------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2 023 | 2 024 | 2 025 | >2025 | Total |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | PLF | 501 648 800 | 1 630 338 841 | 1 599 765 477 | 308 962 927 | 59 037 586 | 164 221 651 | 2 131 987 641 |
| | | PLR | 494 292 635 | 2 232 945 152 | 2 100 081 573 | 371 651 818 | 74 825 032 | 180 679 364 | 2 727 237 787 |
| OS | Dissuasion (DIS) | PLF | 2 441 713 538 | 580 360 000 | 750 500 000 | 682 933 073 | 559 406 279 | 1 029 234 186 | 3 022 073 538 |
| | | PLR | 1 792 646 315 | 1 965 590 386 | 776 621 302 | 708 004 394 | 600 882 445 | 1 672 728 560 | 3 758 236 701 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | PLF | 1 163 106 550 | 1 453 405 963 | 1 296 397 021 | 769 575 740 | 321 595 657 | 228 944 095 | 2 616 512 513 |
| | | PLR | 1 399 792 669 | 1 793 115 476 | 1 398 480 837 | 1 069 029 114 | 392 949 438 | 332 448 757 | 3 192 908 145 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | PLF | 25 890 618 004 | 4 609 052 070 | 5 389 308 146 | 5 012 436 270 | 4 030 844 892 | 16 067 080 766 | 30 499 670 074 |
| | | PLR | 23 165 634 237 | 6 076 484 644 | 5 407 877 934 | 7 100 800 389 | 3 825 410 014 | 12 908 030 544 | 29 242 118 881 |
| OS | Entretien programmé du personnel (EPP) | PLF | 305 446 335 | 335 302 496 | 357 000 881 | 184 552 488 | 62 017 789 | 37 177 673 | 640 748 831 |
| | | PLR | 326 420 175 | 461 442 267 | 387 358 378 | 295 672 599 | 10 976 179 | 93 855 286 | 787 862 442 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 1 172 746 132 | 1 998 018 273 | 1 735 071 861 | 865 859 277 | 252 118 894 | 317 714 373 | 3 170 764 405 |
| | | PLR | 1 206 854 301 | 1 544 503 739 | 1 681 161 948 | 709 808 836 | 143 725 950 | 216 661 306 | 2 751 358 040 |
| OS | Infrastructures de défense (INFRA) | PLF | 873 690 734 | 1 493 551 958 | 889 087 332 | 730 194 555 | 408 543 310 | 339 417 495 | 2 367 242 692 |
| | | PLR | 1 018 650 350 | 1 304 301 997 | 861 555 786 | 815 831 036 | 378 396 046 | 267 169 479 | 2 322 952 347 |
| OS | OPEX | PLF | 15 619 369 | 844 000 000 | 844 000 000 | 15 619 369 | 0 | 0 | 859 619 369 |
| | | PLR | 12 899 947 | 417 143 183 | 410 191 796 | 19 851 334 | 0 | 0 | 430 043 130 |
| OS | Renseignement (RENS) | PLF | 44 251 136 | 55 758 207 | 49 775 838 | 31 848 686 | 12 272 329 | 6 112 490 | 100 009 343 |
| | | PLR | 43 137 625 | 58 778 735 | 51 105 051 | 33 836 040 | 16 498 731 | 476 538 | 101 916 360 |

| | | | | | | | | | |
|--------------|--|-----|----------------|---------------|-------------|---------------|--------------|----------------|--------------|
| OS | Surcoûts liés aux missions intérieures (MISSINT) | PLF | 2 869 340 | 30 000 000 | 30 000 000 | 2 869 340 | 0 | 0 | 32 869 340 |
| | | PLR | 1 613 493 | 21 219 475 | 20 756 989 | 2 075 979 | 0 | 0 | 22 832 968 |
| Total écarts | | | -2 949 768 191 | 2 845 737 248 | 154 285 040 | 2 521 709 812 | -262 172 900 | -2 517 852 895 | -104 030 943 |

PASSAGE DU PLF À LA LFI

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|-------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| PLF | 0 | 12 528 733 323 | 12 528 733 323 | 0 | 12 032 208 253 | 12 032 208 253 |
| Amendements | 0 | +30 800 000 | +30 800 000 | 0 | +20 400 000 | +20 400 000 |
| LFI | 0 | 12 559 533 323 | 12 559 533 323 | 0 | 12 052 608 253 | 12 052 608 253 |

JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Report de crédits

En AE, les reports de crédits s'élevaient à 4 292,5 M€, dont 365,3 M€ par arrêté du 23 janvier 2023 (reports sur TF), 19,5 M€ par arrêté du 26 janvier 2023 (reports sur FDC) et 3 907,6 M€ par arrêté du 2 mars 2023.

En CP, les reports de crédits s'élevaient à 49,2 M€, dont 42,1 M€ par arrêté du 26 janvier 2023 (reports sur FDC) et 7,1 M€ par arrêté du 2 mars 2023.

Décrets de transfert

Le solde des transferts s'élève à 10 M€ en AE et 9,9 M€ en CP et concerne principalement :

- neuf transferts pour un montant total de 6,7 M€ en AE/CP en provenance du programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » destinés notamment aux financements de créances relatives aux stagiaires militaires étrangers ;
- trois transferts pour un montant total de 2,8 M€ en AE/CP en provenance du programme 152 « Gendarmerie nationale » destinés notamment à la formation des pilotes d'hélicoptères ;
- trois transferts pour un montant total de 1,3 M€ en AE/CP en provenance du programme 161 « Sécurité civile » lié au protocole Héphaïstos ;
- trois transferts pour un montant total de 1,5 M€ en AE/CP vers le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » destiné au financement de l'infrastructure nationale partageable des transmissions (INPT).

Décrets de virement Le solde des virements s'élève à -0,6 M€ en AE et -0,4 M€ en CP et recouvre principalement les mouvements suivants :

- 10,9 M€ en AE/CP vers le programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » pour le financement notamment d'un besoin opérationnel prioritaire et de la deuxième édition de l'évènement « La Fabrique Défense » ;
- 0,8 M€ en AE/CP vers le programme 146 « Équipement des forces » destiné au financement de dépenses liées aux heures d'utilisation des aéronefs dans le cadre d'un contrat de partenariat ;
- 6,6 M€ en AE/CP en provenance du programme 212 (HT2) « Soutien de la politique de la défense » au profit notamment du financement de dépenses d'infrastructures et du remboursement des dépenses supportées par la direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information (DIRISI) ;
- 5,9 M€ en AE/CP en provenance du programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » pour le remboursement notamment des frais de déplacement avancés par la plateforme affrètement et transport du SCA.

Loi de finances de fin de gestion

La loi n° 2023-1114 du 30 novembre 2023 de finances de fin de gestion a ouvert 1 565,3 M€ en AE et 1 544 M€ en CP sur le programme.

ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Le rattachement des fonds de concours (60 M€ en AE et 65,3 M€ en CP) et des attributions de produits (418,2 M€ en AE/CP) concernent principalement :

- pour les premiers :
 - de la contribution des partenaires civils au financement des dépenses relatives aux installations et services d'usage commun des aérodromes militaires mixtes (0,4 M€ en AE/CP) ;
 - des contributions diverses au financement des actions et projets menés par les services relevant du programme 178 (13 M€ en AE/CP) ;
 - de la contribution de la partie allemande à la coopération franco-allemande dans le domaine du transport tactique aérien (5,3 M€ en CP) ;
 - du reversement par les entreprises d'une fraction de la taxe d'apprentissage, pour concourir à des actions de formations technologiques et professionnelles (0,2 M€ en AE/CP) ;
 - de produits des legs et donations (1,7 M€ en AE/CP) ;
 - de la participation de la Commission européenne ou d'États membres de l'Union européenne au financement des actions et projets menés par les services relevant du programme 178 (44,4 M€ en AE/CP) ;
 - des actions de mécénat en faveur du développement de la politique du sport militaire et de la valorisation du patrimoine culturel et de l'information historique (programme 178) (0,3 M€ en AE/CP).

- pour les seconds :
 - du remboursement des soins assurés par le service de santé des armées (196,3 M€ en AE/CP) ;
 - des produits des cessions de biens mobiliers (93,2 M€ en AE/CP) ;
 - des recettes provenant de la rémunération de certains services rendus par le ministère de la défense dans le cadre de sa mission en métropole (80,6 M€ en AE/CP) ;
 - des recettes provenant de la rémunération de certains services rendus par le ministère de la défense dans le cadre de sa mission en outre-mer et à l'étranger (43,9 M€ en AE/CP) ;
 - de la valorisation du patrimoine immatériel du ministère de la défense (4,3 M€ en AE/CP).

RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Mise en réserve initiale | 0 | 625 563 021 | 625 563 021 | 0 | 600 216 768 | 600 216 768 |
| Surgels | 0 | 125 112 604 | 125 112 604 | 0 | 120 043 354 | 120 043 354 |
| Dégels | 0 | -180 065 030 | -180 065 030 | 0 | -180 065 030 | -180 065 030 |
| Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année) | 0 | 570 610 595 | 570 610 595 | 0 | 540 195 091 | 540 195 091 |

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2023 | CP 2023 |
|--|---|
| AE ouvertes en 2023 * (E1) 18 904 914 616 | CP ouverts en 2023 * (P1) 14 138 853 273 |
| AE engagées en 2023 (E2) 15 392 339 612 | CP consommés en 2023 (P2) 12 967 730 590 |
| AE affectées non engagées au 31/12/2023 (E3) 195 799 133 | dont CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023 (P3 = P2 - P4) 6 823 320 791 |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2023 (E4 = E1 - E2 - E3) 3 316 775 871 | dont CP consommés en 2023 sur engagements 2023 (P4) 6 144 409 798 |

RESTES À PAYER

| | | | | |
|--|--|---|--|--|
| Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 brut (R1) 29 480 307 607 | | | | |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2022 (R2) 49 833 519 | | | | |
| Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 net (R3 = R1 + R2) 29 530 141 127 | CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023 (P3 = P2 - P4) 6 823 320 791 | = | Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R4 = R3 - P3) 22 706 820 335 | |
| AE engagées en 2023 (E2) 15 392 339 612 | CP consommés en 2023 sur engagements 2023 (P4) 6 144 409 798 | = | Engagements 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R5 = E2 - P4) 9 247 929 814 | |
| | | | Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R6 = R4 + R5) 31 954 750 149 | |
| | | | | Estimation des CP 2024 sur engagements non couverts au 31/12/2023 (P5) 11 126 561 537 |
| | | | | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2024 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2023 (P6 = R6 - P5) 20 828 188 612 |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2023 + reports 2022 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Justification par action

ACTION

01 – Planification des moyens et conduite des opérations

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 01 – Planification des moyens et conduite des opérations | | 1 004 027 679 | 1 004 027 679 | | 812 111 244 | 812 111 244 |
| | | 945 811 462 | 945 811 462 | | 874 058 905 | 874 058 905 |
| 01.10 – Emploi des forces | | 506 373 102 | 506 373 102 | | 376 285 139 | 376 285 139 |
| | | 450 876 314 | 450 876 314 | | 436 135 209 | 436 135 209 |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | | 62 284 395 | 62 284 395 | | 55 289 870 | 55 289 870 |
| | | 61 886 659 | 61 886 659 | | 55 062 263 | 55 062 263 |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | | 397 634 722 | 397 634 722 | | 360 789 729 | 360 789 729 |
| | | 400 544 602 | 400 544 602 | | 365 139 780 | 365 139 780 |
| 01.21 – Infrastructures SIC | | 37 735 460 | 37 735 460 | | 19 746 506 | 19 746 506 |
| | | 32 503 888 | 32 503 888 | | 17 721 652 | 17 721 652 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|-------------|-------------------------------|-------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 312 680 683 | 524 267 627 | 285 360 423 | 468 514 723 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 312 680 683 | 524 267 627 | 285 360 423 | 468 514 723 |
| 01.10 – Emploi des forces | 138 748 580 | 126 335 404 | 132 330 093 | 118 489 809 |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | 42 112 395 | 51 936 370 | 40 727 326 | 45 097 989 |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | 131 819 708 | 327 481 451 | 112 303 004 | 294 357 049 |
| 01.21 – Infrastructures SIC | | 18 514 402 | | 10 569 876 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 333 754 650 | 118 583 954 | 292 423 183 | 103 523 305 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 323 783 650 | 86 486 543 | 287 746 455 | 71 738 838 |
| 01.10 – Emploi des forces | 10 032 176 | 19 033 727 | 9 627 408 | 13 717 358 |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | 10 201 000 | 7 726 278 | 9 885 816 | 7 579 561 |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | 265 815 014 | 46 742 304 | 248 486 725 | 44 670 235 |
| 01.21 – Infrastructures SIC | 37 735 460 | 12 984 234 | 19 746 506 | 5 771 683 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 9 971 000 | 32 097 411 | 4 676 728 | 31 784 467 |
| 01.10 – Emploi des forces | | 2 559 520 | | 1 919 384 |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | 9 971 000 | 2 211 792 | 4 676 728 | 2 372 494 |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | | 26 320 847 | | 26 112 496 |
| 01.21 – Infrastructures SIC | | 1 005 252 | | 1 380 093 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 357 592 346 | 302 942 015 | 234 327 638 | 302 003 011 |
| Transferts aux ménages | 357 592 346 | | 234 327 638 | |
| 01.10 – Emploi des forces | 357 592 346 | | 234 327 638 | |
| Transferts aux autres collectivités | | 302 942 015 | | 302 003 011 |
| 01.10 – Emploi des forces | | 302 936 991 | | 301 997 987 |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | | 5 024 | | 5 024 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | | 17 866 | | 17 866 |
| Prêts et avances | | 17 866 | | 17 866 |
| 01.10 – <i>Emploi des forces</i> | | 10 671 | | 10 671 |
| 01.11 – <i>Renseignement d'intérêt militaire</i> | | 7 194 | | 7 194 |
| Total | 1 004 027 679 | 945 811 462 | 812 111 244 | 874 058 905 |

SOUS-ACTION

01.10 – Emploi des forces

Principales mesures de l'année

La sous-action 10 « Emploi des forces » rassemble les crédits de l'état-major des armées (EMA) et des organismes qui et des états-majors qui lui sont rattachés. Ces crédits mis à disposition ont permis notamment :

- d'honorer les principaux engagements financiers de la France vis-à-vis de l'OTAN et de l'UE ;
- de poursuivre la montée en puissance de la cyberdéfense et le déploiement de son réseau ;
- d'assurer l'approvisionnement et les flux logistiques vers nos forces prépositionnées ;
- de participer à la préparation opérationnelle des armées par le biais des grands exercices interarmées ;
- de financer une partie de la politique des cessions gratuites pilotée par le cabinet du ministre dans le cadre de la coopération opérationnelle.

Les principaux mouvements de ressources en AE/CP sur cette action recouvrent :

- les décrets virements : -6,1 M€, concernant notamment la cyberdéfense (OS EAC) ;
- les décrets transferts : +1,9 M€ dont +1,8 M€ pour la formation des stagiaires étrangers (OS AOP).

DÉPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

Les crédits d'activités opérationnelles (AOP) de la sous-action 10 financent principalement :

- les dépenses de préparation et d'emploi, hors opérations extérieures, des organismes interarmées et des postes permanents à l'étranger (PPE) du périmètre EMA ;
- le transport stratégique au profit des forces de présence et de souveraineté et de la préparation opérationnelle interarmées ;
- la coopération régionale des forces de présence et de souveraineté.

Les crédits de fonctionnement et d'activités spécifiques (FAS) financent principalement :

- les contributions de la France au fonctionnement de la structure de commandement de l'OTAN ainsi que les contributions versées dans le cadre de l'UE (Facilité européenne pour la paix et Centre satellitaire de l'Union Européenne) ;
- le fonctionnement courant des organismes interarmées et des postes permanents à l'étranger (PPE) du périmètre EMA ;
- les formations réalisées par la direction de l'enseignement militaire supérieur (DEMS) ou effectuées au profit des personnels de l'EMA et des organismes interarmées (OIA).

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|--------------------------------------|-------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Activités et entraînement des forces | 22 296 692 | | 27 018 488 | 4 721 796 | 21 184 711 | | 21 103 146 | -81 565 |
| OB | Déplacements et transports | 44 138 523 | | 64 994 099 | 20 855 576 | 41 731 007 | | 61 464 063 | 19 733 056 |
| | Total | 66 435 215 | | 92 012 587 | 25 577 372 | 62 915 718 | | 82 567 209 | 19 651 491 |

OB « activités et entraînement des forces »

La hausse en AE s'explique notamment par le renforcement des actions de coopération régionale et des partenariats militaires opérationnels (PMO).

OB « déplacements et transports »

Cette OB regroupe les dépenses relatives aux déplacements des personnels et au transport stratégique lié au ravitaillement des forces prépositionnées, à la MISSOPS LYNX et aux exercices interarmées.

L'écart entre la programmation et l'exécution s'explique par :

- les besoins non programmés apparus courant 2023 sur le transport stratégique, notamment les dépenses liées à la voie aérienne affrétée (VAA) en soutien de la Turquie en début 2023 (+4 M€), les dépenses au profit de la MISSOPS LYNX (+5,3 M€), les dépenses pour l'exercice majeur Orion (+1 M€), l'augmentation des acheminement vers l'Outre-mer, les dépenses liées à la crise de l'eau à Mayotte
- la hausse liée à l'inflation du coût des transports par voie aérienne civile et voie maritime affrétée
- une hausse significative du coût des déplacements du réseau du personnel affecté sur des postes permanents à l'étranger (PPE) et des renforts temporaires à l'étranger (RTE)
- le décret de transfert en provenance du MEAE pour couvrir la formation des stagiaires étrangers (+1,8 M€).

FAS

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|---|--------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Relations bilatérales et États-majors interalliés | 261 618 483 | | 208 444 425 | -53 174 058 | 145 682 289 | | 207 523 067 | 61 840 778 |
| OB | Communication et relations publiques | 2 856 277 | | 3 736 710 | 880 433 | 2 856 277 | | 3 470 848 | 614 571 |
| OB | Prestations intellectuelles | 1 600 000 | | 2 329 335 | 729 335 | 1 600 000 | | 2 789 809 | 1 189 809 |
| OB | Soutien des matériels communs | - | | 408 | 408 | | | 408 | 408 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 3 331 288 | | 3 683 970 | 352 682 | 2 918 732 | | 3 749 839 | 831 107 |
| | Total | 269 406 048 | | 218 194 848 | -51 211 200 | 153 057 298 | | 217 533 970 | 64 476 672 |

OB « relations bilatérales et états-majors interalliés »

Cette OB porte les contributions internationales de fonctionnement de l'OTAN (y compris les pensions), de ses agences et de l'Union Européenne (Centre satellitaire de l'UE et Facilité européenne pour la paix). Elle supporte également les frais de fonctionnement des échelons de soutien national.

L'écart constaté en AE s'explique par les incertitudes qui pesaient à l'été 2022 sur le montant de la contribution FEP. L'écart constaté en CP s'explique par les contributions liées à la FEP (+60 M€).

OB « communication et relations publiques »

L'écart est lié à un effort sur les actions de rayonnement avec la création notamment de l'Académie de défense de l'école militaire et la montée en puissance du Commandement Cyberdéfense.

OB « prestations intellectuelles »

L'écart est lié à la hausse significative du nombre d'études liées au contexte géostratégique dans le domaine de la cyberdéfense.

OB « Soutien des ressources humaines »

Cette OB porte les dépenses liées à la formation et l'instruction. La hausse s'explique notamment par l'augmentation du nombre de stagiaires à l'École de guerre et la création de l'Académie de défense de l'école militaire.

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT**OPÉRATION STRATEGIQUE : EAC (EQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE COHERENCE)**

L'opération stratégique « Équipements d'accompagnement et de cohérence » de la sous-action 10 porte les dépenses suivantes :

- contributions françaises aux investissements de l'OTAN qui se répartissent en une participation aux « paquets de capacités » du *NATO security investment programme* (NSIP - programme d'investissement de sécurité de l'OTAN), aux frais de fonctionnement du *central Europe pipeline system* (CEPS – système d'oléoducs d'Europe centrale) ;
- systèmes d'informations opérationnels et de commandement (SIOC) ;
- cyberdéfense ;
- équipements des EMIA et des OIA (l'établissement géographique interarmées) ;
- dispositif RECAMP ;
- équipements au profit de la politique des cessions.

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|--------------|--------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OP | EAC-AFAT | | | 50 880 | 50 880 | | | -35 320 | -35 320 |
| OP | EAC-AFAIA | 170 531 839 | | 175 673 732 | 5 141 893 | 160 312 123 | | 169 014 782 | 8 702 659 |
| | Total | 170 531 839 | | 175 724 612 | 5 192 773 | 160 312 123 | | 168 979 462 | 8 667 339 |

Les écarts s'expliquent principalement par :

- le versement d'une provision de +11 M€ au Service de l'énergie opérationnelle (SEO) destinée à financer des cessions gratuites de carburant à un partenaire étranger ;
- la contribution OTAN pour les investissements (NSIP - +8,8 M€), pour laquelle le plafond de contribution a été atteint cette année contrairement aux années précédentes (les appels à contribution OTAN/NSIP correspondaient à 80 % du plafond les années précédentes) ;

- le décret de virement au profit du P144 pour la cybergdéfense (-11,1 M€).

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Code | Niveau | Prévision PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévision PAP |
|------------|-------------|---------------|--------------|---------------------------------------|
| 0178-01-10 | Sous-action | - | 1 906 435 | 1 906 435 |

L'écart s'explique par des remboursements de prestations non planifiées.

SOUS-ACTION

01.11 – Renseignement d'intérêt militaire

Principales mesures de l'année

En 2023, la Direction du Renseignement Militaire (DRM) a intensifié ses actions dans le sens d'un meilleur traitement des données reçues (capteurs plus performants, accords avec les partenaires nationaux et internationaux), ce qui a imposé un changement de technologie d'hébergement et une extension à de nouveaux sites militaires pour mettre en œuvre de véritables outils de traitement de données massives. La ressource en légère augmentation par rapport à l'exercice 2022, a permis à la DRM d'héberger l'ensemble des données collectées et de faire du multi-Int (Renseignement d'origine image – Renseignement d'origine cyber – Renseignement d'origine humaine – Intelligence géospatiale – Renseignement d'origine électromagnétique) , c'est-à-dire du croisement, éventuellement automatique, de données du renseignement d'intérêt militaire provenant de différents capteurs par l'ajout d'outils performants tout en améliorant la disponibilité et la sécurité de l'accès à l'information pour la fonction interarmées du renseignement (FIR) et les théâtres d'opérations.

En 2023, la DRM a également poursuivi son investissement dans la transformation de ses SIC en vue de répondre à l'augmentation des flux à traiter et dans la transformation numérique de manière plus globale.

DÉPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

L'agrégat fonctionnement est constitué de deux opérations stratégiques : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS) qui regroupent des dépenses liées directement à la réalisation des missions de la DRM : déplacements dans le cadre de missions opérationnelles et de partenariats avec des services de renseignement étrangers, acquisition de documentation, achat et soutien de matériels techniques, formations de spécialité du renseignement, réception de hautes autorités et de partenaires étrangers.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|-------------|-----|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-----|--------------------------|--------------|----------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consommation / prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |

| | | | | | | | | | |
|--------------|--------------------------------------|------------------|--------------|------------------|-------------------|------------------|--------------|------------------|-------------------|
| OB | Activités et entraînement des forces | 2 586 639 | 9 500 | 2 203 329 | -392 810 | 2 329 964 | 9 500 | 1 985 012 | -354 452 |
| OB | Déplacements et transports | 3 227 155 | - | 1 547 149 | -1 680 006 | 3 167 571 | - | 1 503 302 | -1 664 269 |
| Total | | 5 813 794 | 9 500 | 3 750 477 | -2 072 817 | 5 497 535 | 9 500 | 3 488 314 | -2 018 721 |

FAS

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------------|--------------------------------------|----------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|----------------|--------------------------|----------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Communication et relations publiques | 200 000 | - | 119 582 | -80 418 | 181 398 | - | 133 473 | -47 925 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 502 894 | - | 579 646 | 76 752 | 483 005 | - | 525 062 | 42 057 |
| Total | | 702 894 | - | 699 228 | -3 666 | 664 403 | - | 658 536 | -5 867 |

OPÉRATION STRATÉGIQUE « ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES » (OS AOP)

L'OS AOP affiche une sous-consommation de 2,07 M€ en AE et 2,02 M€ en CP. Cette dernière est due à une réallocation de l'OS AOP plus précisément de l'OB « Déplacements et transports » vers l'OS RENS et de l'annulation de missions à l'étranger.

OPÉRATION STRATÉGIQUE « FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES » (OS FAS)

L'écart en AE sur l'OB « Communication et relations publiques » est principalement dû à l'annulation de plusieurs bilatérales avec des partenaires étrangers.

En CP, la sous-consommation s'explique par les mêmes raisons.

Les surconsommations en AE et CP sur l'OB « Soutien des ressources humaines » résultent de l'augmentation des formations dites « métier renseignement » engagées en fin de gestion.

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : RENSEIGNEMENT**

Cette OS regroupe l'ensemble des dépenses liées aux acquisitions et à l'entretien des matériels dédiés au renseignement d'intérêt militaire.

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-----------------------------------|------------|--------------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|------------|--------------------------|--------------|----------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consommation / prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Renseignement d'intérêt militaire | 55 758 207 | - | | 58 778 735 | 3 020 528 | 49 118 432 | | 51 105 051 | 1 986 619 |

Cette surconsommation s'explique par les surcoûts liés à l'effort en faveur de l'Ukraine, ainsi que par de la réallocation de l'OS AOP vers l'OS RENS.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Code | Niveau | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
|------------|-------------|---------------|--------------|---------------------------------------|
| 0178-01-11 | Sous-action | 9 500 | 12 424 | 2 924 |

L'écart positif constaté sur ces recettes est lié au paiement des frais de stagiaires étrangers pour des formations dispensées par le CFIAR.

SOUS-ACTION

01.14 – Systèmes d'information et de communication

Principales mesures de l'année

Outre les activités courantes dédiées à la mise en œuvre et la gestion des systèmes d'information du ministère des armées, les principales actions de la DIRISI se sont inscrites dans le cadre de la poursuite de la transformation numérique et de la résilience du ministère. Elles ont ainsi permis :

- de répondre à l'ensemble des missions opérationnelles confiées aux forces armées, par l'appui SIC des opérations et missions extérieures (OPEX-MISSOPS), missions intérieures (MISSINT) et de la préparation opérationnelle des forces ;
- d'appuyer les armées, directions et services dans le cadre de la politique d'ambition numérique du ministère des Armées et du plan de transformation associé, en lien avec les orientations de la Direction générale du numérique (DGNUM) et d'une organisation RH et finances adaptée au développement agile des systèmes d'information ;
- de garantir le fonctionnement du ministère en maintenant à niveau l'ensemble de l'info-structure actuelle, dont les réseaux et en renforçant la cyber sécurité ;
- de contribuer à garantir la réactivité et la capacité de résilience du ministère dans le domaine stratégique des systèmes d'informations et de communications (SIC) ;
- de contribuer aux travaux de préparation de l'avenir sur le socle numérique, en tant qu'autorité métier et Maîtrise d'ouvrage (MOA) du socle numérique (outils communs et infrastructure SIC numérique) et du métier appui SIC ;
- de poursuivre l'automatisation des processus de la DIRISI selon une approche orientée services et utilisateur, et en faisant appel aux ressources clés qui lui manquent afin de poursuivre sa transformation digitale.

DÉPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

Les crédits de l'OS AOP visent à assurer la disponibilité des SIC du ministère des Armées et se composent pour une large part de crédits de déplacement des personnels. Les crédits de l'OS FAS doivent permettre de garantir la disponibilité du matériel informatique des entités du ministère. L'essentiel des crédits de cette OS financent les dépenses de soutien des ressources humaines et de fonctionnement courant.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|---|-----------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-----------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Activités et entraînement des forces | 1 450 000 | | 793 649 | -656 351 | 1 450 000 | | 960 022 | -489 978 |
| OB | Déplacements et transports | 6 079 700 | | 4 625 318 | -1 454 382 | 5 581 407 | | 4 536 557 | -1 044 850 |
| OB | Systèmes d'information et de commandement | 1 600 000 | | 455 273 | -1 144 727 | 1 600 000 | | 521 639 | -1 078 361 |
| Total | | 9 129 700 | | 5 874 240 | -3 255 460 | 8 631 407 | | 6 018 219 | -2 613 188 |

FAS

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|--------------------------------------|-----------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-----------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Mobilité des personnels | 30 938 | | 124 525 | 93 587 | 29 261 | | 123 541 | 94 280 |
| OB | Communication et relations publiques | 420 000 | | 663 842 | 243 842 | 420 000 | | 484 594 | 64 594 |
| OB | Fonctionnement courant | 2 004 345 | | 4 902 655 | 2 898 310 | 1 851 589 | | 5 588 199 | 3 736 610 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 780 000 | | 1 512 812 | 732 812 | 750 000 | | 1 457 707 | 707 707 |
| Total | | 3 235 283 | | 7 203 834 | 3 968 551 | 3 050 850 | | 7 654 041 | 4 603 191 |

L'agrégat fonctionnement affiche un écart positif de 0,7 M€ en AE et de 2 M€ en CP, qui ramené à l'OS se traduit par une sous-consommation sur l'OS AOP (36 % en AE et 30 % en CP) et une surconsommation sur l'OS FAS (123 % en AE et 150 % en CP).

L'OS AOP présente une sous-consommation (-3,3 M€ en AE et -2,6 M€ en CP).

La sous-consommation de l'OB « Déplacements et transports » (-1,5 M€ en AE et -1 M€ en CP) s'explique notamment par la généralisation des moyens de vidéoconférence mis en place depuis plusieurs années et ses conséquences en termes budgétaire des moindres déplacements et transport des matériels.

La sous-consommation de l'OB « Système d'informations et de commandement » (-1,1 M€ en AE et CP) s'explique par un transfert en AE et CP vers l'OS FAS, destiné à renforcer la capacité d'intervention dans les formations administratives de la DIRISI.

L'OS FAS présente une surconsommation globale (+4 M€ en AE et +4,6 M€ en CP).

La surconsommation de l'OB « Mobilités des personnels » (+0,1 M€ en AE et CP) s'explique par une hausse de la mobilité (mutation) du personnel civil sur l'exercice.

La surconsommation de l'OB « Communication et relations publiques » (+0,24 M€ en AE et +0,06 M€ en CP) s'explique par des dépenses engagées pour préparer les activités de rayonnement de la DIRISI en 2024 à l'occasion de ses 20 ans (vecteurs de notoriété).

L'écart constaté sur l'OB « Fonctionnement courant » (+2,9 M€ en AE et +3,7 M€ en CP) est dû en partie à l'acquisition de véhicules métiers indispensables à la bonne exécution des missions des entités métropoles de la DIRISI (+1 M€) et à l'augmentation des coûts globaux de fonctionnement et de gardiennage au sein des formations administratives de la DIRISI.

La surconsommation de l'OB « Soutien des ressources humaines » (+0,7 M€ en AE et CP) s'explique par un renforcement de la formation des personnels de la DIRISI dans un contexte SIC en pleine évolution.

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

OPÉRATION STRATEGIQUE : EAC (EQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT et de cohérence)

Les crédits liés à cette opération stratégique permettent à la DIRISI d'investir pour mettre à disposition du ministère des Armées des réseaux de télécommunication adaptés aux besoins de ses forces et accompagner les investissements SIC liés à la réforme globale du ministère.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

EAC

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|---------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|----------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consommation./ prévisions |
| | | (1) | (2) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Délivrer SIC | 30 496 696 | | 38 360 183 | 7 863 487 | 28 258 620 | | 22 248 353 | -6 010 267 |
| OB | DIRISI – Restructurations | 95 960 184 | | 97 254 833 | 1 294 649 | 89 751 701 | | 78 196 173 | -11 555 528 |
| OB | Exploiter | 15 725 313 | 15 000 | 19 444 360 | 3 704 047 | 14 414 891 | 15 000 | 27 341 137 | 12 911 246 |
| OB | Ingénieriser | 22 513 760 | | 17 886 171 | -4 627 589 | 19 796 710 | | 19 110 687 | -686 023 |
| OB | Sécuriser | 39 688 667 | | 31 078 416 | -8 610 251 | 37 126 041 | | 36 401 753 | -724 288 |
| OB | Soutenir | 5 434 441 | | 2 863 082 | -2 571 359 | 4 760 058 | | 3 909 324 | -850 734 |
| OB | Transporter | 85 451 953 | 10 000 | 78 165 533 | -7 296 420 | 81 128 545 | 10 000 | 78 592 909 | -2 545 636 |
| OB | SIPS | | | | | | | | |
| | Total | 295 271 014 | 25 000 | 285 052 578 | -10 243 436 | 275 236 566 | 25 000 | 265 800 336 | -9 461 230 |

L'écart de consommation constaté sur l'OS EAC entre la LFI et les engagements (-3 % en AE et CP) s'explique essentiellement en AE par une priorisation sur l'OS EPM destinée à faire face au besoin d'acquisition du droit d'usage des licences WMWARE de virtualisation des serveurs (5,9 M€) et au financement du MCO DESCARTES ISR (6 M€).

La surconsommation en AE constatée sur l'OB « Délivrer SIC » (+7,9 M€) s'explique par le financement du Plan de Renouvellement Bureautique (PRB). La sous-consommation en CP (-6 M€) est liée au fait qu'une grande partie des livraisons du plan de renouvellement bureautique (PRB) auront lieu en 2024.

L'OB « DIRISI Restructuration » affiche une sous-consommation en CP de 11,5 M€ résultant d'engagements plus tardifs que prévu au cours de l'année 2023 n'ayant pas permis de consommer les crédits de paiements et de l'abandon de besoins devenus non pertinents du fait de la dynamique lancée sur l'hébergement Cloud.

L'OB « Exploiter » présente une surconsommation (+3,7 M€ en AE et +12,9 M€ en CP), qui relève principalement, en AE, du changement de marché de fourniture d'accès à internet intervenu début 2023, non pris en compte dans la programmation et en CP du paiement de la mise en place de l'offre ORACLE ministérielle engagée tardivement en 2022 (6 M€).

La sous consommation constatée sur l'OB « Ingénieriser » (-4,6 M€ en AE) procède essentiellement d'un retard du projet de migration vers Windows 11 (2,1 M€), de la phase 1 du projet VICPRIMA – extensions des solutions audio et visioconférence de niveau S-SF en métropole et OME - (1,3 M€) et de l'annulation du projet Masquage des données (0,8 M€).

L'OB « Sécuriser » présente une sous-consommation en AE (-8,6 M€). Elle procède principalement du décalage du projet DARMA - stations blanches multiniveaux - (-2,1 M€) et de l'annulation du projet OSACA - Outils de Sécurisation des Actes d'Administration du socle technique commun interarmées - (1,5 M€).

L'OB « Soutenir » fait état d'une sous-consommation (-2,6 M€ en AE et -0,9 M€ en CP) due à un moindre niveau de commande bureautique (PRB) en 2022 et pendant le premier semestre 2023 qui engendre une baisse des frais de livraisons.

L'OB « Transporter » affiche une sous-consommation en AE de 7,3 M€ et de 2,5 M€ en CP principalement engendrée par des abonnements OPÉRA (liens inter-sites) qui ont été moins onéreux que planifié (7 M€), et d'une baisse des coûts de téléphonies spécifiques (1,5 M€).

OPÉRATION STRATEGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMME DES MATERIELS)

Cette opération stratégique permet le maintien en condition opérationnelle des systèmes d'information et de communication et de leur environnement, placés sous la responsabilité de la DIRISI.

La DIRISI a notamment à sa charge :

- le maintien en condition opérationnelle ;
- des réseaux IP (matériel actif et passif) et de leur environnement ;
- des réseaux radio type PMR (radiotéléphonie privée) au profit des forces pré-positionnées et des ambassades ;
- des appareils de mesure, des sondes et des bancs de test ;
- des articles contrôlés de la sécurité des systèmes d'information (ACSSI) ;
- la maintenance des antennes de communication ;
- l'élimination des équipements électroniques et électriques retirés du service (D3E).

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

EPM

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|------------|--------------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|------------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consommation/ prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | EPM des SIC | 89 973 725 | | | 108 897 667 | 18 923 942 | 73 845 906 | | 85 948 162 | 12 102 256 |

En AE, la surconsommation (+18,9 M€) relève principalement du financement du MCO DESCARTES - déploiement des services de communication et architecture des réseaux de télécommunications sécurisés - (notamment les périmètres POINCARE et SOCRATE) pour un montant de 12 M€ partiellement identifié à l'occasion des travaux de programmation de l'année 2022. Par ailleurs, le MCO du système ELINFO, élongation internet pour les Forces, a été engagé pour une durée de cinq ans.

En CP, la surconsommation (+12,1 M€) résulte essentiellement des engagements complémentaires effectués en 2022 et qui n'avaient pas donné lieu à paiement.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévision PAP |
|-------------|---------------|--------------|---------------------------------------|
| Sous-action | 25 000 | 277 347 | +252 347 |

La consommation intègre les attributions de produits issues de facturation en recettes non fiscales qui n'ont pas été anticipées.

SOUS-ACTION

01.21 – Infrastructures SIC

Principales mesures de l'année

Au titre de l'exercice budgétaire 2023, les principales mesures concernent la poursuite du déploiement du système d'intégration de protection des sites (SIPS) et la réalisation des infrastructures d'accueil SIC du service, notamment l'accueil de la fonction PRS (Public Regulated Service : Accueil du POC et des fonctions d'exploitation associées) de l'opération GALILEO sur la plateforme d'Orléans.

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

OPÉRATION STRATEGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DEFENSE)

Cette opération stratégique permet la réalisation d'infrastructure opérationnelles techniques SIC et celle d'un système de sécurité.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|---|-------------------|------------------------------------|------------------------|--------------------------------------|-------------------|------------------------------------|-------------------|---------------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/AD P du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/AD P du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens | 28 435 460 | | 23 731 085 | -4 704 375 | 7 946 506 | | 11 554 844 | 3 608 338 |
| OB | Réalisation des infrastructures des bases de défense | 9 300 000 | | 8 833 289 | -466 711 | 11 800 000 | | 6 984 588 | -4 815 413 |
| | Total | 37 735 460 | | 32 564 374 | -5 171 086 | 19 746 506 | | 18 539 431 | -1 207 075 |

L'agrégat équipement de l'OS " INFRA " affiche un écart négatif de 5,2 M€ en AE et de 1,2 M€ en CP.

La sous consommation (-4,7 M€ en AE) sur l'OB « préparation opérationnelle des fonctions de commandement et de renseignement » relève de reports d'opérations sur l'exercice 2024 (maintenance lourde sur les sites de Six Fours et Bicêtre (1,2 M€), SECPRO DESCARTES (2,6 M€) et adaptation capacitaire du site de Bellecombe (1 M€)).

L'OB « Réalisation des infrastructures des bases de défense » affiche une sous consommation en CP de 4,8 M€ résultant de blocage des travaux ou de retard de déploiement.

SYNTHÈSE ACTION 1

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------------|---|----------------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 81 378 709 | 9 500 | - | 101 637 305 | 20 249 096 | 77 044 660 | 9 500 | 92 073 743 | 15 019 583 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 465 802 853 | 25 000 | - | 460 777 190 | -5 050 663 | 435 548 689 | 25 000 | 434 779 798 | -793 891 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 89 973 725 | - | - | 108 897 667 | 18 923 942 | 73 845 906 | - | 85 948 162 | 12 102 256 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 273 344 225 | - | - | 226 097 909 | -47 246 316 | 156 772 551 | - | 225 846 547 | 69 073 996 |
| OS | Renseignement (RENS) | 55 758 207 | - | - | 58 778 735 | 3 020 528 | 49 118 432 | - | 51 105 051 | 1 986 619 |
| OS | Infrastructures de défense (INFRA) | 37 735 460 | - | - | 32 564 374 | -5 171 086 | 19 746 506 | - | 18 539 431 | -1 207 075 |
| Total | | 1 003 993 179 | 34 500 | - | 988 753 180 | -15 274 499 | 812 076 744 | 34 500 | 908 292 733 | 96 181 489 |

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE

| Niveau | Description | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectation 2023 | Total | Engagement 2023 sur T F | AEANE fin 2023 |
|--------|------------------------------------|----------------|-------------------------|------------------|-------|-------------------------|----------------|
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

ECHEANCIER DES PAIEMENTS

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------|---------------------------------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|-------|-------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | PLF | 14,69 | 81,39 | 79,85 | 14,62 | 1,61 | 0,00 | 96,08 |
| | | PLR | 13,01 | 101,64 | 92,07 | 20,34 | 1,84 | 0,38 | 114,64 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | PLF | 235,93 | 465,83 | 457,27 | 236,75 | 6,16 | 1,58 | 701,76 |
| | | PLR | 246,13 | 460,78 | 434,78 | 188,43 | 82,36 | 1,35 | 706,91 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | PLF | 43,75 | 89,97 | 77,64 | 56,08 | 0,00 | 0,00 | 133,73 |
| | | PLR | 60,28 | 108,90 | 85,95 | 59,02 | 24,21 | 0,00 | 169,18 |

| | | | | | | | | | |
|--------------|---|-----|-------|--------|--------|---------|--------|-------|--------|
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 8,00 | 273,34 | 219,79 | 61,32 | 0,00 | 0,24 | 281,35 |
| | | PLR | 9,02 | 226,10 | 225,85 | 8,43 | 0,84 | 0,00 | 235,12 |
| OS | Renseignement (RENS) | PLF | 44,25 | 55,76 | 49,78 | 31,85 | 12,27 | 6,11 | 100,01 |
| | | PLR | 43,14 | 58,78 | 51,11 | 33,84 | 16,50 | 0,48 | 101,92 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | PLF | 22,49 | 37,74 | 21,09 | 39,13 | 0,00 | 0,00 | 60,22 |
| | | PLR | 14,76 | 32,56 | 18,54 | 25,32 | 3,46 | 0,00 | 47,33 |
| Total écarts | | | 17,23 | -15,27 | 2,87 | -104,37 | 109,18 | -5,72 | 1,96 |

ACTION

02 – Préparation des forces terrestres

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 02 – Préparation des forces terrestres | | 1 931 906 143 | 1 931 906 143 | | 1 889 471 731 | 1 889 471 731 |
| | | 2 844 288 595 | 2 844 288 595 | | 2 314 844 402 | 2 314 844 402 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | | 191 921 457 | 191 921 457 | | 189 308 296 | 189 308 296 |
| | | 368 139 387 | 368 139 387 | | 337 421 557 | 337 421 557 |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | | 107 990 290 | 107 990 290 | | 104 638 511 | 104 638 511 |
| | | 105 942 678 | 105 942 678 | | 104 990 934 | 104 990 934 |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | | 1 110 965 490 | 1 110 965 490 | | 1 238 946 294 | 1 238 946 294 |
| | | 1 599 955 679 | 1 599 955 679 | | 1 396 937 245 | 1 396 937 245 |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | | 262 336 185 | 262 336 185 | | 268 409 967 | 268 409 967 |
| | | 588 825 319 | 588 825 319 | | 406 494 641 | 406 494 641 |
| 02.11 – Infrastructures terrestres | | 258 692 721 | 258 692 721 | | 88 168 663 | 88 168 663 |
| | | 181 425 533 | 181 425 533 | | 69 000 025 | 69 000 025 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|-------------------------------|---------------|-------------------------------|---------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 1 510 746 171 | 2 453 664 371 | 1 648 927 071 | 2 103 617 120 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 1 510 746 171 | 2 453 664 371 | 1 648 927 071 | 2 103 617 120 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | 191 921 457 | 358 120 304 | 189 308 296 | 332 020 676 |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | 107 990 290 | 105 817 823 | 104 638 511 | 104 811 768 |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | 1 110 965 490 | 1 549 187 561 | 1 238 946 294 | 1 365 372 013 |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | 99 868 934 | 387 759 156 | 116 033 970 | 272 315 341 |
| 02.11 – Infrastructures terrestres | | 52 779 526 | | 29 097 323 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 416 459 972 | 382 916 442 | 235 844 660 | 203 615 111 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 416 459 972 | 359 998 747 | 235 844 660 | 184 536 463 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | | 9 788 941 | | 5 074 990 |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | | 57 270 | | 111 581 |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | | 32 852 673 | | 17 599 925 |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | 157 767 251 | 188 653 856 | 147 675 997 | 121 847 264 |
| 02.11 – Infrastructures terrestres | 258 692 721 | 128 646 007 | 88 168 663 | 39 902 702 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 22 917 695 | | 19 078 648 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | | 189 557 | | 300 507 |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | | 16 456 941 | | 12 422 925 |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | | 6 271 197 | | 6 355 216 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 4 700 000 | 7 694 295 | 4 700 000 | 7 598 682 |
| Transferts aux ménages | | 11 896 | | 11 896 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | | 11 896 | | 11 896 |
| Transferts aux autres collectivités | 4 700 000 | 7 682 398 | 4 700 000 | 7 586 786 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | | 15 200 | | |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | | 67 585 | | 67 585 |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | | 1 458 503 | | 1 542 381 |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | 4 700 000 | 6 141 110 | 4 700 000 | 5 976 820 |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | | 13 488 | | 13 488 |
| Prêts et avances | | 13 488 | | 13 488 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | | 13 488 | | 13 488 |
| Total | 1 931 906 143 | 2 844 288 595 | 1 889 471 731 | 2 314 844 402 |

Principales mesures de l'année

En 2023, l'armée de Terre est restée une « armée d'emploi » avec plus de 25 000 soldats en posture opérationnelle, c'est-à-dire projetés ou en alerte. Cette année encore l'armée de Terre a montré sa polyvalence en adaptant, sur court préavis, son dispositif à l'étranger et sur le territoire national. Tout en renforçant ses capacités sur le flanc Est de l'Europe, les forces stationnées au Niger ont été retirées en bon ordre. A cette occasion des unités d'alerte (ENU) ont été projetées en République de Côte d'Ivoire et sur un PHA déployé au large du Golfe de Guinée. En fin d'année, pour répondre à toute éventualité compte tenu du contexte sécuritaire au proche Orient, un autre Groupement tactique embarqué (GTE) a été déployé au large du Liban.

En dépit de ces réarticulations, l'armée de Terre a continué à proposer une préparation opérationnelle de qualité à ses unités comme le prouve l'atteinte voire le dépassement des différents indicateurs d'activité : journées de préparation opérationnelle, journées de formations et d'entraînement, taux d'entraînement sur matériel majeur, heures de vol des équipages d'hélicoptères. Dans le domaine de la disponibilité des matériels, ce sont les équipements d'ancienne génération comme le VAB qui restent en deçà de l'objectif, notamment en raison des cessions de véhicules « bons de guerre ».

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement sont réparties entre deux opérations stratégiques : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS).

L'OS « Activité opérationnelle » (AOP) regroupe l'ensemble des crédits dédiés au financement des activités d'entraînement, de préparation opérationnelle (PO) des forces terrestres (y compris les carburants opérationnels) et aux engagements opérationnels de type « missions intérieures » (MISSINT) et « missions opérationnelles » (MISSOPS). L'OS « Fonctionnement et activité spécifique » (FAS) regroupe l'ensemble des crédits liés au fonctionnement courant de l'armée de Terre, hors administration générale et soutien commun (AGSC).

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------------|--|--------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Activités et entraînement des forces | 135 649 788 | 720 000 | 238 713 222 | 102 343 434 | 127 985 718 | 720 000 | 212 497 574 | 83 791 856 |
| OB | Déplacements et transports | 12 110 476 | - | 16 573 170 | 4 462 694 | 11 444 035 | - | 15 231 163 | 3 787 128 |
| OB | Carburants opérationnels hors carburéacteur et combustible de navigation | 33 036 867 | - | 54 234 891 | 21 198 024 | 33 036 867 | - | 54 224 039 | 21 187 172 |
| OB | Carburéacteur | 26 828 414 | - | 36 092 087 | 9 263 673 | 26 828 414 | - | 36 092 087 | 9 263 673 |
| Total | | 207 625 545 | 720 000 | 345 613 370 | 137 267 825 | 199 295 034 | 720 000 | 318 044 863 | 118 029 829 |

Les crédits exécutés en AOP hors carburants opérationnels sont supérieurs de 106,8 M€ à la ressource initiale en AE et de 87,6 M€ en CP. Le différentiel s'explique essentiellement par la participation de l'armée de Terre au renforcement de la posture dans l'Est de l'Europe (67 M€, notamment de besoin d'aide au stationnement pour augmenter les capacités d'accueil du camp de Cincu), aux autres missions opérationnelles (Gerfaut, Lynx), à la gestion de la crise sécuritaire au Proche Orient depuis le 7 octobre, aux opérations d'aide à la population (distribution d'eau à Mayotte) et la participation à des exercices interalliés tels qu'OLYCO (Grèce – 7,4 M€). Enfin, elle a permis de déployer un nouveau dispositif visant à une plus grande subsidiarité au niveau local, en donnant aux chefs des formations administratives des leviers financiers leur permettant de mieux exercer leurs responsabilités (vie au quartier, cohésion, condition du personnel, etc. – 4 M€).

L'OB « Déplacements et transports » varie en raison de la revalorisation en milieu d'année des frais de déplacement, et d'une nette augmentation des coûts des transports (3,7 M€).

Carburants opérationnels

Les dépenses de carburants opérationnels en 2023 sont supérieures à la prévision LFI de 21,2 M€. Les écarts s'expliquent à la fois par le niveau d'engagement opérationnel en 2023 (augmentation de la consommation sur le flanc Est de l'Europe) et la hausse importante des tarifs de cession.

| Carburants opérationnels | Volume consommé en 2023 (m³) | Moyenne annuelle du tarif de cession (€/m³) | Consommation (€) |
|-------------------------------------|------------------------------|---|------------------|
| Gazole | 25 177 | 1 794,30 | 45 175 209 |
| Carburéacteur terrestre | 6 084 | 1 590,14 | 9 674 394 |
| Carburéacteur (F-34) | 22 560 | 1 212,01 | 27 343 006 |
| Divers (huiles, graisses et autres) | | | 8 123 517 |

FAS

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|--------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Mobilité des personnels | 47 886 717 | - | 53 970 573 | 6 083 856 | 44 980 046 | - | 54 295 063 | 9 315 017 |
| OB | Subventions et transferts | 4 700 000 | - | 6 142 796 | 1 442 796 | 4 700 000 | - | 5 976 820 | 1 276 820 |
| OB | Communication et relations publiques | 5 080 247 | - | 4 448 132 | -632 115 | 4 811 101 | - | 4 782 635 | -28 466 |
| OB | Fonctionnement courant | 21 966 675 | - | 30 823 823 | 8 857 148 | 21 387 544 | - | 28 998 447 | 7 610 903 |
| OB | Prestations intellectuelles | 1 270 062 | - | 14 740 | -1 255 322 | 659 723 | - | 248 393 | -411 330 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 36 831 788 | 550 000 | 42 687 945 | 5 306 157 | 33 819 231 | 550 000 | 41 466 276 | 7 097 045 |
| OB | Soutien courant des structures | 13 970 678 | - | 20 583 872 | 6 613 194 | 13 445 169 | - | 15 465 255 | 2 020 086 |
| | Total | 131 706 167 | 550 000 | 158 671 880 | 26 415 713 | 123 802 814 | 550 000 | 151 232 889 | 26 880 075 |

Les crédits de l'OS FAS sont en augmentation de 26,4 M€ en AE et 26,9 M€ en CP.

La progression de l'OB « Mobilité des personnels » s'explique principalement par deux revalorisations successives des plafonds de changement de résidence (fin 2022 et 2023) qui n'avaient pu être intégrées dans la LFI.

L'OB « Fonctionnement courant » évolue principalement en raison des effets de l'inflation constatée sur les marchés de gardiennage (+1,7 M€) et de fourniture d'énergie (+3 M€).

L'OB « Soutien des ressources humaines » varie du fait d'un effort important réalisé en cours d'année sur les campagnes de communication et de recrutement, de l'évolution de l'hébergement du site « s'engager.fr » et des niveaux de recrutement très importants.

L'OB « Soutien courant des structures » augmente en raison du lancement en 2023 de la construction du village des blessés à Fontainebleau.

Enfin, l'augmentation de l'OS FAS s'explique par le financement de formations au profit des forces armées ukrainiennes.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

Les dépenses d'équipement sont réparties entre trois opérations stratégiques : entretien programmé du matériel (EPM), équipement d'accompagnement et de cohérence (EAC) et infrastructure (INFRA).

Opération stratégique : EPM (entretien programmé des matériels)

Les crédits d'EPM permettent l'acquisition des rechanges, la contractualisation des marchés de soutien nécessaires à la maintenance des équipements et la constitution de stocks indispensables au soutien des engagements opérationnels actuels et futurs tant sur le territoire national qu'en opérations extérieures (OPEX) ou en mission opérationnelle (MISSOPS), ainsi qu'à la réalisation des activités de préparation opérationnelle. Ils couvrent trois milieux différents et complémentaires : terrestre (EPM-T), aérien (EPM-A) et naval (EPM-N).

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------------|--|----------------------|--------------------------|--------------------|----------------------|--------------------------------|----------------------|--------------------------|----------------------|----------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consommation / prévisions |
| | | (1) | (2) | | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Démantèlement milieu terrestre | 5 060 749 | - | - | 754 465 | -4 306 284 | 2 949 696 | - | 1 118 235 | -1 831 461 |
| OB | EPM matériel terrestre (hors LECLERC) | 568 331 742 | 3 200 000 | - | 742 163 511 | 170 631 769 | 555 343 527 | 3 200 000 | 623 021 057 | 64 477 530 |
| ACT | EPM Mat. Ter : GRIFFON | 115 031 621 | - | - | 138 934 874 | 23 903 253 | 45 187 704 | - | 30 784 773 | -14 402 931 |
| ACT | EPM Mat. Ter : JAGUAR | 23 697 156 | - | - | 57 191 622 | 33 494 466 | 1 103 019 | - | 15 799 381 | 14 696 362 |
| ACT | EPM Mat. Ter : SERVAL | 2 329 551 | - | - | 1 114 800 | -1 214 751 | 1 063 416 | - | 105 494 | -957 922 |
| ACT | EPM Autre matériel terrestre SCORPION hors LECLERC | 24 902 097 | - | - | 30 593 185 | 5 691 088 | 5 877 378 | - | 9 405 092 | 3 527 714 |
| OB | Démantèlement milieu aérien | 616 275 | - | - | 11 285 | -604 990 | 243 823 | - | - | -243 823 |
| OB | EPM flottes aéroterrestres (hors NH90 et TIGRE) | 96 689 989 | 1 030 000 | 1 284 442 | 364 816 915 | 267 096 926 | 201 450 939 | 1 030 000 | 252 536 327 | 50 055 388 |
| OB | EPM milieu naval ADT | 5 416 679 | - | - | 5 860 137 | 443 458 | 6 215 133 | - | 6 625 825 | 410 692 |
| ACT | EPM matériel terrestre : LECLERC | 103 160 452 | - | - | 121 043 400 | 17 882 948 | 180 921 765 | - | 170 487 536 | -10 434 229 |
| ACT | EPM matériel terrestre : NH90 | 94 188 168 | - | - | 120 047 828 | 25 859 660 | 100 760 188 | - | 89 964 941 | -10 795 247 |
| ACT | EPM matériel terrestre : TIGRE | 50 397 865 | - | - | 52 718 917 | 2 321 052 | 126 955 484 | - | 182 800 997 | 55 845 513 |
| Total | | 1 089 822 344 | 4 230 000 | 1 284 442 | 1 635 250 938 | 541 198 594 | 1 228 072 072 | 4 230 000 | 1 382 649 656 | 150 347 584 |

L'OS « EPM » présente une consommation supérieure de 541,2 M€ en AE et 150,3 M€ en CP par rapport à la LFI.

Pour l'EPM des flottes aéroterrestre hors NH90 et TIGRE, la consommation de +267 M€ AE est due à deux facteurs principaux : la notification du marché de soutien VEGA Gazelle (232 M€), reportée de 2022 à 2023, et le remboursement de l'activité réalisée en opérations extérieures (notamment COUGAR).

Le NH90 a consommé +25,8 M€ AE du fait de son utilisation en opérations extérieures.

Le surcroît de consommation CP du TIGRE est principalement lié à l'engagement en opérations extérieures (+34,0 M€).

La forte variation de l'EPM terrestre (+250 M€) est, elle, principalement liée aux surcoûts OPEX et MISSOPS (+193,9 M€), ainsi que des commandes en anticipation de la LPM (+56,4 M€ pour des rechanges VBL, génie, Leclerc et VAB, lot outillage JAGUAR, MCO optiques, brouilleurs et radars). La manœuvre de désengagement du Niger a notamment demandé un effort logistique important sur les pièces de rechange. La régénération du matériel fortement sollicité au Sahel est par ailleurs toujours en cours. La situation sur le flanc Est de l'Europe engendre un surcoût important, en raison du déploiement sur la mission AIGLE en Roumanie du segment de décision (notamment chars LECLERC +17,9 M€ et VBCI) mais aussi à cause d'un besoin de compléments logistiques (AIP LECLERC, GRIFFON et JAGUAR). L'augmentation couvre aussi les coûts de remise en état et d'acheminement dans le cadre des cessions de matériels aux Forces Armées Ukrainiennes (FAU) ainsi que l'acquisition de stocks de rechanges.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

| Niveau | Description | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2023 | TOTAL | Engagement 2023 | AEANE fin 2023 |
|--------------|--------------------------------|------------------|-------------------------|----------------------|------------------|------------------|------------------|
| OB | EPM flottes aéroterrestres | 9 107 241 | 152 106 | - | 8 955 135 | 1 284 442 | 7 670 693 |
| ACT | EPM matériel terrestre : NH90 | - | - | - | - | - | - |
| ACT | EPM matériel terrestre : TIGRE | - | - | - | - | - | - |
| Total | | 9 107 241 | 152 106 | - | 8 955 135 | 1 284 442 | 7 670 693 |

Opération stratégique : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)

Les équipements d'accompagnement et de cohérence regroupent les acquisitions de munitions destinées à la préparation opérationnelle des forces terrestres (petits et moyens calibres, mortiers, roquettes et munitions d'artillerie, missiles), des besoins pour les systèmes d'information et de commandement, des équipements divers (véhicules, matériels de levage, équipements du Génie, équipements des troupes aéroportées, etc.), les expérimentations et évaluations de la section technique de l'armée de terre (STAT), les investissements dans les domaines de la simulation et de la ciblerie des champs de tir.

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------------|-------------|--------------------|---------------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------|---------------------------|--------------------|-------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/AD P du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/AD P du PAP | Consommation | Écarts Consommat./ prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OP | EAC-AFAT | 237 859 366 | 700 000 | - | 582 105 806 | 343 546 440 | 243 933 148 | 700 000 | 395 475 301 | 150 842 153 |
| OP | EAC-Soutien | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | | 237 859 366 | 700 000 | - | 582 105 806 | 343 546 440 | 243 933 148 | 700 000 | 395 475 301 | 150 842 153 |

Les engagements de l'OS « EAC » ont progressé de 343,5 M€ en 2023. Cette hausse exceptionnelle s'explique par les besoins opérationnels suivants : le renfort sur le flanc Est de l'Europe, les formations CAESAR au profit des FAU, et le recomplètement de munitions cédées à l'Ukraine.

Par ailleurs, 115 M€ ont permis de couvrir des besoins prioritaires par anticipation de la LPM 2024-2030, notamment en drones, lutte anti-drones, moyens logistiques, munitions, armement.

Les paiements ont progressé de 151 M€, principalement liés aux avances versées sur les commandes supplémentaires réalisées en 2023 (+29,5 M€ pour des citernes, containers ISO 20 pieds, portes-engins blindés, rétrofit des mitrailleuses MIT50, matériel de guerre électronique et +47,4 M€ pour les munitions de 5,56, grenades à main, roquettes de 66 mm), les cessions à l'Ukraine et les missions extérieures et Aigle (obus de 81 mm, roquettes, obus de 105 mm, matériel type bastion wall, roquettes AT4CS). Le faible niveau de paiement s'explique aussi par le gel de crédits de paiement de fin d'année.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DÉFENSE)

Cette opération stratégique a vocation à réaliser les infrastructures spécifiques concourant à la préparation opérationnelle de l'armée de terre. Elle recouvre les dépenses liées à la construction, la modernisation et le maintien en condition de ces infrastructures.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | | CP | | | |
|--------|---|--------------------|---------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|-------------------|---------------------------|-------------------|-------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/AD P du PAP | Affectation sur TF | Engagements sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/AD P du PAP | Consommation | Écarts Consommat./ prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens | 5 433 000 | - | - | - | 7 715 799 | 2 282 799 | 2 363 000 | - | 1 748 064 | -614 936 |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire | 3 170 500 | - | - | - | 1 679 324 | -1 491 176 | 747 133 | - | 360 650 | -386 483 |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu terrestre | 119 587 126 | - | - | 7 660 821 | 51 074 666 | -68 512 460 | 38 520 046 | - | 38 913 382 | 393 336 |
| OB | Maintien et soutien des sites | 11 116 000 | - | - | - | 16 753 230 | 5 637 230 | 8 716 946 | - | 7 946 916 | -770 030 |
| OB | Réalisation des infrastructures des bases de défense | - | - | - | - | 10 097 | 10 097 | 952 533 | - | 195 023 | -757 510 |
| OB | Réalisation autres opérations adaptation infra terrestres | 119 356 095 | 30 000 | - | 122 921 | 97 634 175 | -21 751 920 | 36 839 005 | 30 000 | 19 835 956 | -17 033 049 |
| | Total | 258 662 721 | 30 000 | - | 7 783 741 | 174 867 290 | -83 825 431 | 88 138 663 | 30 000 | 68 999 990 | -19 168 673 |

La moindre exécution en AE (-83,8 M€) est principalement due au report d'affectation sur le programme d'infrastructure PIAEEN23 (-68,5 M€) sur l'OB « préparation opérationnelle de milieu terrestre ».

Sur l'OB « réalisation autres opérations d'adaptation des infrastructures terrestres » la baisse des engagements s'explique notamment par l'annulation ou le report d'opérations (construction d'un bâtiment CEPC au 5^e RD, création d'un stand de tir STOE) et des coûts moindres que prévu (dépollution-déconstruction à Yzeure, infrastructure du camp du Larzac).

En CP, la sous-exécution est principalement liée au gel des crédits en fin d'année, ainsi qu'à l'interruption du parcours de stand tir « Symphonie » pour des raisons environnementales.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

| Niveau | Description | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | TOTAL | Engagement 2023 | AEANE fin 2023 |
|--------|---|------------------|-------------------------|------------------|------------------|------------------|
| OB | Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens | - | - | - | - | - |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire | - | - | - | - | - |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu terrestre | 8 904 606 | 98 121 | 9 002 728 | 7 660 821 | 1 145 664 |
| OB | Maintien et soutien des sites | - | - | - | - | - |
| OB | Réalisation des infrastructures des bases de défense | - | - | - | - | - |
| OB | Réalisation autres opérations adaptation infra terrestres | 122 921 | 9 864 | 132 785 | 122 921 | -9 864 |
| | Total | 9 027 527 | 107 986 | 9 135 513 | 7 783 741 | 1 135 800 |

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Code | Niveau | Prévision PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévision PAP |
|---------|-------------|---------------|--------------|------------------------------------|
| 0178-02 | Sous-action | 6 230 000 | 43 560 574 | 37 330 574 |

L'écart constaté résulte d'un remboursement (20,8 M€) en provenance de la facilité européenne pour la paix au titre des mesures d'assistance à l'Ukraine par la fourniture d'équipements militaires, et dans une moindre mesure de fonds de concours reçus pour le financement du village des blessés (2,5 M€), dont la première pierre a été posée en 2023.

Elle s'explique en outre par des attributions de produits résultant :

- de facturations de prestations pour des activités réalisées par l'armée de Terre (formations, soutien aux exportations, musiques, mises à disposition de matériels ou de personnels) ;
- de cessions onéreuses de matériels plus importantes que programmées.

Synthèse ACTION 2

| Niveau | Description | Code | AE | | | | | CP | | | | |
|--------------|---|-------|----------------------|--------------------------|--------------------|-------------------|----------------------|-----------------------------------|----------------------|--------------------------|----------------------|------------------------------|
| | | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement sur TF | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Comptabilité Prévision |
| | | | (1) | (2) | (3) | | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (2) |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | AOP | 207 625 545 | 720 000 | - | - | 345 613 370 | 137 267 825 | 199 295 034 | 720 000 | 318 044 863 | 118 000 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | EAC | 237 859 366 | 700 000 | - | - | 582 105 806 | 343 546 440 | 243 933 148 | 700 000 | 395 475 301 | 150 000 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | EPM | 1 089 822 344 | 4 230 000 | - | 1 284 442 | 1 635 250 938 | 541 198 594 | 1 228 072 072 | 4 230 000 | 1 382 649 656 | 150 000 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | FAS | 131 706 167 | 550 000 | - | - | 158 671 880 | 26 415 713 | 123 802 814 | 550 000 | 151 232 889 | 26 000 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | INFRA | 258 662 721 | 30 000 | - | 7 783 741 | 174 867 290 | -83 825 431 | 88 138 663 | 30 000 | 68 999 990 | -19 000 |
| Total | | | 1 925 676 143 | 6 230 000 | 0 | 9 068 184 | 2 896 509 284 | 964 603 141 | 1 883 241 731 | 6 230 000 | 2 316 402 699 | 426 000 |

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE

EPM

| Niveau | Description | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2023 | TOTAL | Engagement sur TF 2023 | AEANE fin 2023 |
|--------------|----------------------------|------------------|-------------------------|----------------------|------------------|------------------------|------------------|
| OB | EPM flottes aéroterrestres | 9 107 241 | 152 106 | - | 8 955 135 | 1 284 442 | 7 670 693 |
| ACT | EPM aéroterrestre : NH 90 | - | - | - | - | - | - |
| ACT | EPM aéroterrestre : TIGRE | - | - | - | - | - | - |
| Total | | 9 107 241 | 152 106 | - | 8 955 135 | 1 284 442 | 7 670 693 |

EAC

| Niveau | Description | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2023 | TOTAL | Engagement sur TF 2023 | AEANE fin 2023 |
|--------------|-------------|----------------|-------------------------|----------------------|----------|------------------------|----------------|
| OP | EAC - AFAT | - | - | - | - | - | - |
| OP | EAC-Soutien | - | - | - | - | - | - |
| Total | | - | - | - | - | - | - |

INFRA

| Niveau | Description | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2023 | TOTAL | Engagement sur TF 2023 | AEANE fin 2023 |
|--------|---|----------------|-------------------------|----------------------|-----------|------------------------|----------------|
| OB | Préparation opérationnelle du milieu terrestre | 8 904 606 | 98 121 | - | 8 806 485 | 7 660 821 | 1 145 664 |
| OB | Réalisation autres opérations adaptation infra terrestres | 122 921 | 9 864 | - | 113 056 | 122 921 | -9 864 |
| OB | Réalisation des infrastructures bases de défense | - | - | - | - | - | - |

| | | | | | | | |
|--------------|---|------------------|----------------|----------|------------------|------------------|------------------|
| OB | Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens | - | - | - | - | - | - |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire | - | - | - | - | - | - |
| OB | Maintien et soutien des sites | - | - | - | - | - | - |
| Total | | 9 027 527 | 107 986 | - | 8 919 541 | 7 783 741 | 1 135 800 |

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS

| Niveau | Description | Code | PLF/ PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|---------------------|---|---|-------------|--------------------------------|----------|-----------|----------|--------|----------|----------|
| | | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | Activités opérationnelles | PLF | 33,39 | 208,35 | 205,51 | 24,06 | 9,48 | 2,69 | 241,74 |
| | | | PLR | 40,08 | 345,61 | 318,04 | 57,85 | 0,39 | 9,41 | 385,70 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | EAC | PLF | 262,26 | 238,56 | 255,74 | 154,92 | 86,73 | 3,43 | 500,82 |
| | | | PLR | 444,99 | 582,11 | 395,48 | 359,25 | 154,67 | 117,70 | 1 027,10 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | EPM | PLF | 4 783,51 | 1 099,05 | 1 299,45 | 1 285,60 | 631,00 | 2 666,52 | 5 882,57 |
| | | | PLR | 4 269,79 | 1 636,54 | 1 382,65 | 1 660,13 | 644,85 | 2 218,70 | 5 906,33 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | Fonctionnement et activités spécifiques | PLF | 112,25 | 132,26 | 129,13 | 52,40 | 13,71 | 49,26 | 244,50 |
| | | | PLR | 115,24 | 158,67 | 151,23 | 58,27 | 5,89 | 58,52 | 273,91 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | Infra : Infrastructures de défense | PLF | 95,76 | 216,71 | 96,71 | 130,79 | 57,96 | 27,01 | 312,48 |
| | | | PLR | 82,11 | 182,65 | 69,00 | 106,45 | 58,77 | 30,53 | 264,76 |
| Total écarts | | | | -334,97 | 1 010,65 | 329,86 | 594,18 | 65,69 | -314,04 | 675,68 |

ACTION

03 – Préparation des forces navales

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI v.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 03 – Préparation des forces navales | | 2 775 333 418 | 2 775 333 418 | | 3 103 492 413 | 3 103 492 413 |
| | | 3 584 449 337 | 3 584 449 337 | | 3 302 659 682 | 3 302 659 682 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | | 454 810 621 | 454 810 621 | | 341 912 751 | 341 912 751 |
| | | 441 020 287 | 441 020 287 | | 394 125 529 | 394 125 529 |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | | 70 309 673 | 70 309 673 | | 68 290 425 | 68 290 425 |
| | | 63 941 935 | 63 941 935 | | 69 941 034 | 69 941 034 |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | | 1 745 438 663 | 1 745 438 663 | | 2 296 105 994 | 2 296 105 994 |
| | | 2 339 738 553 | 2 339 738 553 | | 2 331 844 699 | 2 331 844 699 |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | | 126 554 371 | 126 554 371 | | 120 476 383 | 120 476 383 |
| | | 371 362 575 | 371 362 575 | | 233 538 604 | 233 538 604 |
| 03.11 – Infrastructures maritimes | | 378 220 090 | 378 220 090 | | 276 706 860 | 276 706 860 |
| | | 368 385 987 | 368 385 987 | | 273 209 816 | 273 209 816 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 2 198 189 613 | 3 149 531 073 | 2 646 396 504 | 2 956 132 931 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 2 163 326 117 | 3 115 395 873 | 2 611 533 008 | 2 921 997 731 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | 419 947 125 | 405 343 146 | 307 049 255 | 359 003 717 |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | 61 982 023 | 59 400 762 | 60 396 144 | 65 959 482 |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | 1 562 273 374 | 2 195 125 527 | 2 130 895 829 | 2 237 335 160 |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | 119 123 595 | 317 423 323 | 113 191 780 | 169 272 065 |
| 03.11 – Infrastructures maritimes | | 138 103 115 | | 90 427 307 |
| Subventions pour charges de service public | 34 863 496 | 34 135 200 | 34 863 496 | 34 135 200 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | 34 863 496 | 34 135 200 | 34 863 496 | 34 135 200 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 577 143 805 | 431 819 847 | 457 095 909 | 343 475 891 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 575 997 805 | 424 843 981 | 455 949 909 | 341 664 924 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | | 645 540 | | 434 939 |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | 7 181 650 | 3 981 107 | 6 748 281 | 3 421 485 |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | 183 165 289 | 138 443 427 | 165 210 165 | 93 651 293 |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | 7 430 776 | 51 491 036 | 7 284 603 | 61 566 401 |
| 03.11 – Infrastructures maritimes | 378 220 090 | 230 282 872 | 276 706 860 | 182 590 805 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 6 975 865 | | 1 810 967 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | | 630 882 | | 286 153 |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | | 12 867 | | 12 867 |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | | 5 421 099 | | 157 304 |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | | 911 018 | | 1 162 940 |
| 03.11 – Infrastructures maritimes | | | | 191 704 |
| Subventions pour charges d'investissement | 1 146 000 | | 1 146 000 | |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | 1 146 000 | | 1 146 000 | |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | | 2 551 218 | | 2 503 660 |
| Transferts aux ménages | | 337 | | 337 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | | 337 | | 337 |
| Transferts aux autres collectivités | | 2 550 881 | | 2 503 323 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | | 265 183 | | 265 183 |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | | 748 500 | | 700 942 |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | | 1 537 198 | | 1 537 198 |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | | 547 200 | | 547 200 |
| Dotations en fonds propres | | 547 200 | | 547 200 |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | | 547 200 | | 547 200 |
| Total | 2 775 333 418 | 3 584 449 337 | 3 103 492 413 | 3 302 659 682 |

Principales mesures de l'année

En 2023, la Marine nationale a contribué aux six fonctions stratégiques (dissuasion, protection, prévention, connaissance-compréhension-anticipation, intervention et lutte informationnelle). Elle a participé à l'Action de l'État en Mer (AEM) en métropole et en outre-mer. Outre les missions permanentes de ses forces de présence et de souveraineté, la Marine s'est déployée sur six théâtres d'opérations maritimes :

- Atlantique nord et Baltique (ATLANT GRAND NORD) : en coopération avec les alliés, la Marine a contribué à contenir les activités sous-marines et de surface du compétiteur Russe. En appuyant la manœuvre de réassurance OTAN (Brillant Shield), elle contribue à illustrer la cohésion de l'Alliance.
- Golfe de Guinée (CORYMBE) : la quasi-permanence de bâtiments de surface et le déploiement régulier d'aéronefs de patrouille, surveillance et intervention maritime ont contribué à maintenir l'influence de la France dans la sous-région. La Marine a notamment apporté son soutien à l'Architecture de Yaoundé par le biais de partenariats militaires opérationnels et de missions de prévention et d'appui en matière de sécurité maritime auprès des nations riveraines (opération Corymbe, exercice GANO). Elle y développe le concept de Présence Maritime Coordinée, avec ses partenaires européens mais aussi africains par l'emploi combiné du PHA, du Sous-groupe aéromobile (SGAM) et du Groupement tactique embarqué (GTE).
- Méditerranée centrale (MEDCENT) et orientale (MEDOR) : le déploiement permanent de frégates et d'avions de patrouille maritime a permis de garantir à la France une appréciation autonome de situation, jusqu'en mer Noire, dans le contexte de guerre en Ukraine. Ces déploiements ont également contribué à la manœuvre de réassurance OTAN (Noble Shield). La Marine nationale est également l'un des contributeurs majeurs à l'opération européenne IRINI de lutte contre les trafics de migrants et d'armes au large de la Lybie. Enfin, elle a déployé sur alerte des moyens de premier rang (FREMM et PHA) dans le cadre de la crise israélo-palestinienne.
- Océan Indien et golfe arabo-persique (ZMOI) : dans le cadre d'une stratégie d'accès visant à garantir la libre circulation maritime, notamment dans les détroits vitaux pour nos approvisionnements (Ormuz, Bab el Mandeb et Suez), la Marine a assuré en 2023 une quasi-permanence de moyens navals de 1^{er} rang et aériens dans cette zone, appuyant ainsi la présidence française de l'IONS (Indian Ocean Naval Symposium). La missions ANTARES 23 du groupe aéronaval jusqu'au large de l'Inde et le déploiement RASTABAN vers Singapour ont illustré la capacité française de projection de puissance dans la profondeur.
En océan Indien, la Marine est également un contributeur majeur des opérations européennes Agénor et Atalanta de lutte contre les trafics et la piraterie.
- Asie – Pacifique (ASIE) : la Marine a déployé ponctuellement des unités de surface jusqu'en mer de Chine méridionale et orientale, dont la FREMM Lorraine dans le cadre de son admission au service actif, afin de faire valoir la liberté de navigation et de garantir une appréciation autonome de situation. La Marine a également contribué ponctuellement à hauteur d'une frégate et d'un avion de surveillance maritime à la mission Enforcement Coordination Cell (ECC) qui vise à faire appliquer l'embargo contre la Corée du Nord.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

L'OS AOP regroupe les ressources destinées à la préparation opérationnelle et à l'activité des forces, qui intègre en particulier les dépenses en carburants opérationnels.

L'OS FAS regroupe les ressources nécessaires à la gestion et à la formation du personnel de la Marine ainsi qu'au fonctionnement courant des unités.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|--------------------------------------|-------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|------------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Activités et entraînement des forces | 111 836 763 | 3 800 000 | 145 396 698 | 29 759 935 | 79 220 332 | 3 800 000 | 97 076 057 | 14 055 725 |

| | | | | | | | | | |
|--------------|--|--------------------|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------------------|--------------------|--------------------|
| OB | Systèmes d'information et de commandement | 6 151 241 | - | 8 938 510 | 2 787 269 | 5 886 476 | - | 8 482 744 | 2 596 268 |
| OB | Alimentation | 13 809 369 | 1 000 000 | 4 580 897 | -10 228 472 | 13 171 936 | 1 000 000 | 3 812 454 | -10 359 482 |
| OB | Carburants opérationnels hors carburéacteur et combustible de navigation | 4 865 491 | - | 2 250 255 | -2 615 236 | 4 865 491 | - | 2 233 855 | -2 631 636 |
| OB | Carburéacteur | 45 782 482 | - | 33 205 359 | -12 577 123 | 45 782 482 | - | 33 186 651 | -12 595 831 |
| OB | Combustible de navigation | 84 425 120 | - | 213 128 944 | 128 703 824 | 84 425 120 | - | 213 145 471 | 128 720 351 |
| OB | Déplacements et transports | 17 243 445 | - | 22 320 835 | 5 077 390 | 16 599 618 | - | 21 844 197 | 5 244 579 |
| Total | | 284 113 911 | 4 800 000 | 429 821 498 | 140 907 587 | 249 951 455 | 4 800 000 | 379 781 429 | 125 029 974 |

L'OS AOP présente une surconsommation de +140,9 M€ en AE et de +125 M€ en CP.

OB « Activités et entraînement des forces »

Les écarts entre la LFI et l'exécution sont de +29,8 M€ en AE et de +14 M€ en CP. Ils sont principalement dus à la notification des marchés relatifs aux prestations de sauvetage avec l'affrètement de deux navires dans le détroit du Pas-de-Calais et de ses approches, mais également de la notification du marché de déconstruction d'un navire saisi dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue.

OB « Système d'information et de commandement »

L'écart entre la LFI et l'exécution de +2,8 M€ en AE résulte principalement du contrat Trimaran (offre de service d'imagerie par satellite, le nombre de clichés nécessaires ayant dépassé le prévisionnel), ainsi que des achats de balises individuelles et de lots Kheops NG.

OB « Alimentation »

Les écarts entre la LFI et exécution, de -10,2 M€ en AE et de -10,3 M€ en CP, reflètent le mode de règlement de factures de denrées en métropole par transferts financiers entre BOP.

OB « Déplacement et transports »

Les écarts entre la LFI et l'exécution, de +5,1 M€ en AE et de +5,2 M€ en CP, s'expliquent essentiellement par une hausse des coûts de transport et la revalorisation réglementaire des plafonds de remboursements.

Carburants opérationnels

| Carburants opérationnels | Volume consommé en 2022 (m³) | Moyenne annuelle du tarif de cession (€/m³) | Consommation (€) |
|-------------------------------------|------------------------------|---|------------------|
| Carburéacteur (F-34) | 56 125 | 1 117,975180 | 62 746 356,82 € |
| Carburéacteur (F-44) | 11 180 | 1 252,946869 | 14 007 946,42 € |
| Combustibles de navigation*, en m³ | 151 270 | 1 046,376832 | 158 285 423 € |
| Divers (Huiles, graisses et autres) | | | 13 526 251 € |

Les principaux écarts entre la programmation et le réalisé du CARBOPS, s'expliquent par deux « soutages » du BRF Jacques CHEVALLIER pour un total d'environ 7 100 m³ en F76.

FAS

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|--------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Mobilité des personnels | 22 129 159 | - | 24 318 423 | 2 189 264 | 22 074 317 | - | 24 072 143 | 1 997 826 |
| OB | Subventions et transferts | 35 729 337 | - | 36 030 400 | 301 063 | 35 729 337 | - | 36 030 400 | 301 063 |
| OB | Communication et relations publiques | 1 568 892 | - | 1 775 637 | 206 745 | 1 508 538 | - | 1 441 066 | -67 472 |
| OB | Fonctionnement courant | 7 438 503 | - | 8 223 963 | 785 460 | 7 152 351 | - | 7 630 972 | 478 621 |
| OB | Prestations intellectuelles | - | - | 213 375 | 213 375 | - | - | 197 563 | 197 563 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 37 852 865 | 2 000 000 | 30 976 324 | -8 876 541 | 36 319 763 | 2 000 000 | 35 803 399 | -2 516 364 |
| | Total | 104 718 756 | 2 000 000 | 101 538 123 | -5 180 633 | 102 784 306 | 2 000 000 | 105 175 544 | 391 238 |

L'OS FAS présente une sous-consommation de -5,2 M€ en AE et une surconsommation de +0,4 M€ en CP.

OB « Mobilité des personnels »

L'écart entre la LFI et l'exécuté est de +2,2 M€ en AE et de +2 M€ en CP. Il est lié à une hausse des coûts de frais de mutation causée notamment par de nouvelles évolutions du régime d'indemnisation (réévaluation des plafonds de remboursement) mais également par l'augmentation des coûts inhérents au transport maritime et au prix des billets d'avion vers l'outremer.

OB « Subventions et transferts »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de +0,3 M€ en AE et CP. Il s'agit d'une révision à la hausse de la subvention du CEA pour les formations nucléaires de la Marine.

OB « Communication et relations publiques »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de +0,2 M€ en AE et de -0,1 M€ en CP. L'écart en AE s'explique par le financement d'activités de rayonnement réalisées en gestion, dont le coût s'est avéré plus élevé que celui programmé (dont séminaire de guerre navale, Armada de Rouen...).

OB « Fonctionnement courant »

L'écart entre la LFI et l'exécution, de +0,8 M€ en AE et de +0,5 M€ en CP, correspond à une hausse des coûts dans ce domaine.

OB « Prestation intellectuelle »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de +0,2 M€ en AE /CP. Il correspond à la prise en charge de travaux sur le SI PSYCHE indispensable au recrutement dans la Marine.

OB « Soutien des ressources humaines »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de -8,9 M€ en AE et -2,5 M€ en CP. Il résulte principalement du contrat MERIDIAN de formation des pilotes de l'aéronautique navale aux États-Unis.

La réduction de l'effectif de pilotes formés (promotion 2024 – 10 pilotes au lieu de 13) conduit à une réduction du volume d'AE engagé.

L'écart en CP s'explique principalement par le gel des crédits en fin d'année.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : dissuasion

Le périmètre de l'opération stratégique « Dissuasion » comprend les ressources destinées au maintien en condition opérationnelle des équipements de la force océanique stratégique et finance :

- l'adaptation, la rénovation et le maintien en condition opérationnelle des servitudes communes aux différentes installations implantées sur les sites de la Marine concourant à la composante sous-marine de la dissuasion ;
- l'entretien des infrastructures de la FANu concourant à la composante aéroportée de la dissuasion.

L'OS « Dissuasion » intègre également les opérations d'entretien des infrastructures concourant à la dissuasion. Elles sont réalisées dans un contexte très exigeant, à la fois sur le plan opérationnel (les installations devant continuer d'assurer leurs fonctions pendant les travaux) et sur le plan réglementaire (pour garantir en permanence le respect des exigences, notamment de sécurité nucléaire).

| Niveau | Description | AE | | | | | | CP | | | |
|--------------|---|--------------------|---------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------|---------------------------|--------------------|----------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/AD P du PAP | Affectation sur TF | Engagements sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/AD P du PAP | Consommation | Écarts Consommation / prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | EPM flotte navale | 357 642 000 | - | - | - | 783 646 067 | 426 004 067 | 477 100 000 | - | 493 833 660 | 16 733 660 |
| OB | Entretien des infrastructures de dissuasion | 165 317 000 | - | - | 6 190 078 | 160 502 802 | -4 814 198 | 130 600 000 | - | 131 837 255 | 1 237 255 |
| Total | | 522 959 000 | 0 | 0 | 6 190 078 | 944 148 868 | 421 189 868 | 607 700 000 | 0 | 625 670 915 | 17 970 915 |

L'écart sur l'OS « Dissuasion » de +421 M€ en AE s'explique principalement par le report de 2022 vers 2023 de la contractualisation d'un marché (BIBOU) relatif à l'indisponibilité pour entretien et réparation d'un SNLE.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2023 | TOTAL | Engagement 2023 | AEANE fin 2023 |
|--------|---|----------------|-------------------------|----------------------|-------|-----------------|----------------|
| OB | Entretien des infrastructures de dissuasion | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 190 078 | -6 190 078 |

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMMÉ DES MATÉRIELS)

L'opération stratégique « EPM » regroupe les ressources destinées aux opérations d'entretien des matériels de la force d'action navale, de l'aéronautique navale, des forces sous-marines, et des fusiliers marins et commandos, hors dissuasion.

| Niveau | Description | AE | | | | | | CP | | | |
|--------|--|----------------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------------------|----------------------|--------------------------|-----------------------|----------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consommation / prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | |
| OB | Démantèlement milieu naval | 26 328 607 | 3 000 000 | - | - | 21 505 499 | -7 823 108 | 4 969 893 | 3 000 000 | 5 170 939 | -2 798 954 |
| OB | EPM flotte navale (hors FREMM et porte-avions) | 763 108 787 | 750 000 | - | - | 732 684 533 | -31 174 254 | 730 315 916 | 750 000 | 653 477 060 | -77 588 856 |
| OB | EPM munitions navales | 48 662 312 | - | - | - | 94 653 370 | 45 991 058 | 114 352 593 | - | 124 992 001 | 10 639 408 |
| OB | EPM matériel terrestre | 12 087 531 | - | - | - | 11 084 249 | -1 003 282 | 12 257 461 | - | 9 884 178 | -2 373 283 |
| OB | Démantèlement milieu aérien | 4 790 117 | - | - | - | 689 804 | -4 100 313 | 405 083 | - | 131 218 | -273 865 |
| OB | EPM flottes de l'aéronautique navale (hors NH90 et RAFALE) | 249 552 679 | 3 000 000 | - | 13 192 404 | 363 238 532 | 110 685 853 | 419 484 077 | 3 000 000 | 514 476 082 | 91 992 005 |
| ACT | EPM de la force d'act. Nav. : FREMM | 22 316 716 | - | - | - | 63 988 334 | 41 671 618 | 114 330 150 | - | 102 921 843 | -11 408 307 |
| ACT | EPM de la force d'act. Nav. : porte-avions | 117 170 681 | - | - | - | 121 683 898 | 4 513 217 | 117 864 396 | - | 155 256 311 | 37 391 915 |
| ACT | EPM aéronautique navale : NH90 | 14 341 587 | - | - | - | 97 006 181 | 82 664 594 | 83 643 523 | - | 86 960 239 | 3 316 716 |
| ACT | EPM aéronautique navale : RAFALE | 71 503 014 | - | - | -6 830 | 99 723 862 | 28 220 848 | 166 058 116 | - | 185 014 032 | 18 955 916 |
| | Total | 1 329 862 031 | 6 750 000 | - | 13 185 574 | 1 606 258 260 | 269 646 229 | 1 763 681 208 | 6 750 000 | 1 838 283 902 | 67 852 694 |

OB « Démantèlement milieu naval »

L'écart de -7,8 M€ en AE et -2,8 M€ en CP est lié aux gains de négociation par rapport à l'estimation initiale du contrat de déconstruction de frégates et bâtiments de combat désarmés.

OB « EPM flotte navale (hors FREMM et porte-avions) »

L'écart de -31,1 M€ en AE est principalement lié au report d'engagement en 2024 du contrat MCOM HF (contrat d'entretien programmé des radios HF) et à un ajustement du montant de l'avenant 2 du contrat pour les frégates fortement armées.

L'écart de -77,5 M€ en CP traduit le report de certains paiements en 2024 (soldes d'arrêts techniques ou d'IPER).

OB « EPM munitions navales »

Les écarts de +46 M€ en AE et de +10,6 M€ en CP proviennent du report en 2023 du contrat MU 90, initialement prévu en 2022.

OB « EPM matériel terrestre »

L'écart de -1 M€ en AE et de -2,4 M€ en CP résulte du report de contractualisation ou de notification de certains marchés sur l'exercice suivant, ainsi que de l'allongement de délais d'approvisionnement de certaines pièces en raison de leurs spécificités.

OB « Démantèlement milieu aérien »

L'écart de -4,1 M€ en AE est lié à une très forte concurrence entre les industriels, qui a permis des gains de négociation en faveur de la Marine. Il en résulte un moindre besoin de -0,3 M€ en CP.

OB « EPM flottes de l'aéronautique navale (hors NH90 et Rafale) »

Les écarts de +110,6 M€ en AE et +92 M€ en CP s'expliquent par des paiements supplémentaires au profit du SIAé.

OB « EPM FREMM »

L'écart de +41,6 M€ en AE s'explique par la prise en compte d'une partie des surcoûts OPEX pour l'activité FREMM et par la contractualisation du contrat FREMM « Lanceurs » à l'été 2023.

OB « Porte-avions »

L'écart s'explique par la prise en compte d'une partie des surcoûts OPEX couplée à une réduction du besoin global en AE (coût du premier contrat de préparation ATM3 revu à la baisse fin 2023)

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2023 | TOTAL | Engagement 2023 | AEANE fin 2023 |
|--------|--------------------------------------|----------------|-------------------------|----------------------|----------|-------------------|-------------------|
| OB | EPM flottes de l'aéronautique navale | 0 | 0 | 0 | 0 | 13192 404 | -13 192 404 |
| OB | EPM flotte navale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 0 | 0 | 0 | 0 | 13 185 174 | -13185 174 |

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)

L'opération stratégique « EAC » regroupe l'ensemble des dépenses liées à l'acquisition et au suivi des petits équipements ou véhicules spécialisés des forces, et au rechargement des stocks de munitions utilisés pour la préparation des forces.

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------------|-------------|--------------------|--------------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|----------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consommation / prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OP | EAC-AFAM | 305 526 630 | 1 700 000 | - | 359 212 413 | 51 985 783 | 218 018 584 | 1 700 000 | 215 688 613 | -4 029 971 |
| Total | | 305 526 630 | 1 700 000 | 0 | 359 212 413 | 51 985 783 | 218 018 584 | 1 700 000 | 215 688 613 | -4 029 971 |

L'écart entre la LFI et l'exécution de +52 M€ en AE, s'explique par des approvisionnements supplémentaires en munitions (munitions aéronautiques, infanterie et Lutte au-dessus de la surface).

OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DÉFENSE)

L'opération stratégique INFRA regroupe les ressources destinées à l'ensemble des opérations d'adaptation capacitaire sur les ouvrages technico-opérationnels de la Marine.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | | |
|--------|---|------------|--------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|------------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens | 8 200 000 | - | - | - | 10 507 486 | 2 307 486 | 6 701 426 | - | 9 374 281 | 2 672 855 |
| OB | Maintien et soutien des sites | 81 680 000 | - | - | - | 57 257 513 | -24 422 487 | 32 891 576 | - | 31 936 258 | -955 318 |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire | 8 900 000 | - | - | - | 5 279 045 | -3 620 955 | 6 577 881 | - | 7 794 023 | 1 216 142 |

| | | | | | | | | | | | |
|--------------|--|--------------------|---|---|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---|--------------------|-------------------|
| OB | Réalisation des infrastructures bases de défense | 620 000 | - | - | - | 31 152 | -588 848 | 579 880 | - | 316 021 | -263 859 |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu maritime | 113 503 090 | - | - | 93 757 785 | 67 960 585 | -45 542 505 | 99 356 097 | - | 91 952 073 | -7 404 024 |
| Total | | 212 903 090 | - | - | 93 757 785 | 141 035 782 | -71 867 308 | 146 106 860 | - | 141 372 656 | -4 734 204 |

OB « Préparation opérationnelle des fonctions de commandement et renseignement »

L'écart de +2,3 M€ en AE et +2,7 M€ en CP découle d'une hausse liée aux montants des offres reçues, et de financements d'aléas, d'avenants liés à des travaux engagés en 2022.

OB « Maintien et soutien des sites »

L'écart de -24,4 M€ en AE est lié à des décalages d'affaires sur les exercices suivants et génère un écart de -0,9 M€ en CP.

OB « Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire »

L'écart de -3,6 M€ en AE est lié à des décalages d'affaires sur les exercices suivants. La hausse des paiements de +1,2 M€ est liée à des paiements d'avenants et de révisions de prix.

OB « Préparation opérationnelle du milieu maritime »

L'écart de -45,5 M€ en AE et -7,4 M€ en CP est liée à des décalages d'affaires sur les exercices suivants.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

| Niveau | Opérations | Code | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2023 | TOTAL | Engagement 2023 | AEANE fin 2023 |
|--------|---|--|----------------|-------------------------|----------------------|-------|-----------------|----------------|
| OB | Préparation opérationnelle du milieu maritime | 0178 / 0178-0021 / 0178-03-11 / OB -0178091603 | 0 | 0 | 0 | 0 | 93 757 785 | -93 757 785 |

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Code | Niveau | Prévision PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévision PAP |
|---------|-------------|---------------|--------------|------------------------------------|
| 0178-03 | Sous-action | 15 250 000 | 17 396 239 | 2 146 239 |

Synthèse ACTION 3

| Niveau | Description | AE | | | | | | CP | | | |
|--------------|---|----------------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|----------------------------------|----------------------|--------------------------|-----------------------|------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement sur TF | Engagement hors TF | ÉcartUtilisation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 284 113 911 | 4 800 000 | - | - | 429 821 498 | 140 907 587 | 249 951 455 | 4 800 000 | 379 781 429 | 125 029 974 |
| OS | Dissuasion (DIS) | 522 959 000 | - | - | 6 190 078 | 944 148 868 | 421 189 868 | 607 700 000 | 0 | 625 670 915 | 17 970 915 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 305 526 630 | 1 700 000 | - | - | 359 212 413 | 51 985 783 | 218 018 584 | 1 700 000 | 215 688 613 | -4 029 971 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 1 329 862 031 | 6 750 000 | - | 13 185 574 | 1 606 258 260 | 269 646 229 | 1 763 681 208 | 6 750 000 | 1 838 283 902 | 67 852 694 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 104 718 756 | 2 000 000 | - | - | 101 538 123 | -5 180 633 | 102 784 306 | 2 000 000 | 105 175 544 | 391 238 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | 212 903 090 | - | - | 93 757 785 | 141 035 782 | -71 867 308 | 146 106 860 | - | 141 372 656 | -4 734 204 |
| Total | | 2 760 083 418 | 15 250 000 | - | 113 133 437 | 3 582 014 944 | 806 681 526 | 3 088 242 413 | 15 250 000 | 3 305 973 059 | 202 480 646 |

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE

DIS

| Niveau | Opérations | Code | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2023 | TOTAL | Engagement 2023 | AEANE fin 2023 |
|--------|---|--|----------------|-------------------------|----------------------|-------|-----------------|----------------|
| OB | Entretien des infrastructures de dissuasion | 0178 / 0178-0021 / 0178-03-11 / OB -0178050901 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 190 078 | -6 190 078 |

EPM

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2023 | TOTAL | Engagement 2023 | AEANE fin 2023 |
|--------|--------------------------------------|----------------|-------------------------|----------------------|----------|-------------------|--------------------|
| OB | EPM flottes de l'aéronautique navale | 0 | 0 | 0 | 0 | 13 192 404 | -13 192 404 |
| OB | EPM flotte navale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 0 | 0 | 0 | 0 | 13 192 404 | -13 192 404 |

INFRA

| Niveau | Opérations | Code | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2023 | TOTAL | Engagement 2023 | AEANE fin 2023 |
|--------|---|--|----------------|-------------------------|----------------------|-------|-----------------|----------------|
| OB | Préparation opérationnelle du milieu maritime | 0178 / 0178-0021 / 0178-03-11 / OB -0178091603 | 0 | 0 | 0 | 0 | 93 757 785 | -93 757 785 |

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|---------------------|---|---------|--------------------------------|---------------|--------------|---------------|----------------|---------------|---------------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | PLF | 190,37 | 288,91 | 258,33 | 37,16 | 35,27 | 148,53 | 479,28 |
| | | PLR | 171,52 | 429,82 | 379,78 | 81,75 | 30,96 | 108,85 | 601,34 |
| OS | Dissuasion (DIS) | PLF | 1306,09 | 523,85 | 607,70 | 543,98 | 441,37 | 236,89 | 1829,94 |
| | | PLR | 944,92 | 950,34 | 625,67 | 498,49 | 395,38 | 375,72 | 1895,26 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | PLF | 296,36 | 307,23 | 230,03 | 182,61 | 93,06 | 97,89 | 603,59 |
| | | PLR | 322,81 | 359,21 | 215,69 | 156,40 | 101,27 | 208,66 | 682,02 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | PLF | 7892,75 | 1346,61 | 1865,13 | 1577,34 | 1430,22 | 4366,67 | 9239,36 |
| | | PLR | 8122,83 | 1619,44 | 1838,28 | 1797,10 | 1243,35 | 4863,54 | 9742,27 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 37,36 | 106,72 | 106,72 | 37,36 | 0,00 | 0,00 | 144,08 |
| | | PLR | 22,32 | 101,54 | 105,18 | 17,62 | 0,14 | 0,92 | 123,85 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | PLF | 217,06 | 302,98 | 152,06 | 146,37 | 140,57 | 81,04 | 520,04 |
| | | PLR | 189,26 | 234,79 | 141,37 | 147,63 | 77,48 | 57,56 | 424,05 |
| Total écarts | | | -166,35 | 818,84 | 86,01 | 174,18 | -291,94 | 684,24 | 652,50 |

ACTION**04 – Préparation des forces aériennes**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 04 – Préparation des forces aériennes | | 3 145 571 998 | 3 145 571 998 | | 3 001 113 434 | 3 001 113 434 |
| | | 4 701 502 367 | 4 701 502 367 | | 3 242 703 264 | 3 242 703 264 |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | | 18 753 482 | 18 753 482 | | 19 149 734 | 19 149 734 |
| | | 40 307 424 | 40 307 424 | | 33 867 087 | 33 867 087 |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | | 325 652 916 | 325 652 916 | | 319 424 248 | 319 424 248 |
| | | 464 434 203 | 464 434 203 | | 456 241 695 | 456 241 695 |
| 04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques | | 76 456 208 | 76 456 208 | | 164 376 256 | 164 376 256 |
| | | 1 057 232 324 | 1 057 232 324 | | 192 546 950 | 192 546 950 |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | | 138 672 425 | 138 672 425 | | 135 110 535 | 135 110 535 |
| | | 165 506 962 | 165 506 962 | | 162 231 027 | 162 231 027 |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | | 2 334 297 652 | 2 334 297 652 | | 2 205 161 597 | 2 205 161 597 |
| | | 2 753 947 212 | 2 753 947 212 | | 2 237 054 722 | 2 237 054 722 |
| 04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé) | | | 0 | | | 0 |
| | | 523 222 | 523 222 | | 370 550 | 370 550 |
| 04.11 – Infrastructures aériennes | | 207 915 302 | 207 915 302 | | 106 849 158 | 106 849 158 |
| | | 182 538 243 | 182 538 243 | | 124 919 366 | 124 919 366 |
| 04.12 – Activités spatiales | | 43 824 013 | 43 824 013 | | 51 041 906 | 51 041 906 |
| | | 37 012 777 | 37 012 777 | | 35 471 867 | 35 471 867 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|---------------|-------------------------------|---------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 2 838 268 809 | 4 451 544 864 | 2 808 421 991 | 3 067 976 996 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 2 809 792 895 | 4 423 368 224 | 2 779 946 077 | 3 039 800 356 |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | 18 753 482 | 32 818 294 | 19 149 734 | 26 616 213 |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | 325 652 916 | 463 926 333 | 319 424 248 | 455 773 060 |
| 04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques | 76 456 208 | 1 057 232 324 | 164 376 256 | 192 546 950 |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | 109 786 988 | 136 840 737 | 106 225 098 | 133 560 192 |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | 2 235 319 288 | 2 654 127 900 | 2 119 728 835 | 2 150 548 491 |
| 04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé) | | 523 222 | | 370 550 |
| 04.11 – Infrastructures aériennes | | 41 058 918 | | 50 228 771 |
| 04.12 – Activités spatiales | 43 824 013 | 36 840 497 | 51 041 906 | 30 156 129 |
| Subventions pour charges de service public | 28 475 914 | 28 176 640 | 28 475 914 | 28 176 640 |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | 28 475 914 | 28 176 640 | 28 475 914 | 28 176 640 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 307 303 189 | 247 348 162 | 192 691 443 | 171 720 910 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 306 893 666 | 245 958 292 | 192 281 920 | 169 212 873 |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | | 5 752 300 | | 5 483 893 |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | | 137 201 | | 97 966 |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | | 100 538 | | 105 148 |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | 98 978 364 | 98 457 361 | 85 432 762 | 83 559 719 |
| 04.11 – Infrastructures aériennes | 207 915 302 | 141 479 326 | 106 849 158 | 74 690 595 |
| 04.12 – Activités spatiales | | 31 566 | | 5 275 553 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 1 389 871 | | 2 508 037 |
| <i>04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes</i> | | -12 266 | | 224 809 |
| <i>04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes</i> | | 1 361 951 | | 2 243 043 |
| <i>04.12 – Activités spatiales</i> | | 40 186 | | 40 186 |
| Subventions pour charges d'investissement | 409 523 | | 409 523 | |
| <i>04.05 – Ressources humaines des forces aériennes</i> | 409 523 | | 409 523 | |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | | 2 220 293 | | 2 616 310 |
| Transferts aux autres collectivités | | 2 220 293 | | 2 616 310 |
| <i>04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes</i> | | 1 749 095 | | 1 542 172 |
| <i>04.03 – Activités des forces aériennes</i> | | 370 670 | | 370 670 |
| <i>04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes</i> | | | | 703 469 |
| <i>04.12 – Activités spatiales</i> | | 100 528 | | |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | | 389 047 | | 389 047 |
| Dotations en fonds propres | | 389 047 | | 389 047 |
| <i>04.05 – Ressources humaines des forces aériennes</i> | | 389 047 | | 389 047 |
| Total | 3 145 571 998 | 4 701 502 367 | 3 001 113 434 | 3 242 703 264 |

Principales mesures de l'année

En 2023, l'armée de l'air et de l'espace (AAE) a maintenu un niveau d'engagement particulièrement élevé.

En réaction à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'AAE a poursuivi ses missions en Europe de l'Est avec le déploiement permanent ou ponctuel de nombreux moyens destinés à assurer aux membres de l'Alliance atlantique la maîtrise de leur espace aérien : Rafale, SAMP/T Mamba, AWACS, A330 MRTT.

L'année 2023 a été marquée par la montée en puissance de l'AAE notamment en matière de lutte anti-drones dans le cadre de la protection de la coupe du monde de rugby et de la préparation de la protection des Jeux Olympiques de Paris en 2024.

La disponibilité des aéronefs demeure un point d'attention majeur, particulièrement sensible pour la flotte transport, qui a impliqué des investissements importants dans la régénération du potentiel technique. À cet égard, plusieurs marchés ont été notifiés dont le contrat des moteurs de l'A400M et celui du maintien en condition opérationnelle (MCO) MRTT.

Enfin, les travaux nécessaires à la montée en puissance du commandement de l'espace (CDE) à Toulouse ont été initiés et se poursuivent.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

L'opération stratégique AOP regroupe les ressources dédiées au soutien direct de l'activité opérationnelle de l'armée de l'air et de l'espace (activité et entraînement des forces, carburant opérationnel, frais de déplacements).

L'opération stratégique FAS regroupe les ressources destinées au soutien spécifique des forces et du commandement, distinct du soutien commun et du soutien général des forces, réalisés par les bases de défense et financés par la chaîne interarmées du soutien.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------------|--|--------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Activités et entraînement des forces | 165 326 626 | 10 459 740 | 175 870 582 | 84 216 | 166 302 508 | 10 459 740 | 161 399 503 | -15 362 745 |
| OB | Alimentation | 2 527 210 | 0 | 2 803 485 | 276 275 | 2 397 134 | 0 | 2 246 124 | -151 010 |
| OB | Carburéacteur | 233 448 501 | 0 | 427 444 732 | 193 996 231 | 233 448 501 | 0 | 427 444 732 | 193 996 231 |
| OB | Carburants opérationnels hors carburéacteur et combustible de navigation | 15 862 767 | 0 | 18 006 592 | 2 143 825 | 15 862 767 | 0 | 17 589 871 | 1 727 104 |
| OB | Déplacements et transports | 35 033 548 | 0 | 44 573 537 | 9 539 989 | 33 230 359 | 0 | 43 142 514 | 9 912 155 |
| Total | | 452 198 652 | 10 459 740 | 668 698 928 | 206 040 536 | 451 241 269 | 10 459 740 | 651 822 744 | 190 121 735 |

Pour l'OB « activité et entraînement des forces » : l'exécution en AE témoigne de l'effort fourni par l'AAE pour réaliser au mieux son niveau d'activité et d'entraînement. La sous consommation en CP est liée à des reports de consommation sur l'entrée de gestion 2024.

Pour les OB « Carburants opérationnels » et « Carburéacteur » : l'écart provient de la forte augmentation des prix d'une part et des activités OPEX non prévues en LFI d'autre part.

Pour l'OB « Déplacement et transports » : l'écart de 10 M€ de plus par rapport à la LFI, en engagements et paiements s'explique notamment par la révision à la hausse des forfaits des frais de déplacements en septembre 2023 et la hausse des coûts du transport de matériel .

Carburants opérationnels :

| Carburants opérationnels | Volume consommé en 2023 (m³) | Moyenne annuelle du tarif de cession (€/m³) | Consommation (€) |
|--------------------------|------------------------------|---|------------------|
| Carburéacteur | 366 550 | 1166,1294018 | 427 444 732 |
| Autres | | | 17 589 871 |

FAS

Pour l'OB « Mobilité des personnels » : l'augmentation se justifie principalement par l'augmentation des coûts et du nombre de dossiers de déménagement.

Pour l'OB « Prestations intellectuelles » : une sous consommation est constatée suite à un effort en innovation porté sur des projets informatiques et non organisationnel, comme prévu initialement.

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------------|--------------------------------------|-------------------|---------------------------|---------------------|--------------------------------|-------------------|---------------------------|-------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/AD P du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/AD P du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Mobilité des personnels | 16 209 468 | - | 17 195 844 | 986 376 | 15 827 133 | - | 16 914 971 | 1 087 838 |
| OB | Subventions et transferts | 28 885 437 | - | 28 565 687 | -319 750 | 28 885 437 | - | 28 565 687 | -319 750 |
| OB | Communication et relations publiques | 2 814 290 | - | 4 090 741 | 1 276 451 | 2 644 520 | - | 3 550 800 | 906 280 |
| OB | Fonctionnement courant | 12 643 727 | 5 215 320 | 16 423 369 | -1 435 678 | 11 881 001 | 5 215 320 | 14 255 676 | -2 840 645 |
| OB | Prestations intellectuelles | 4 326 093 | - | 2 600 284 | -1 725 809 | 5 493 430 | - | 4 324 848 | -1 168 582 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 20 665 584 | - | 20 300 978 | -364 606 | 19 418 944 | - | 19 942 367 | 523 423 |
| Total | | 85 544 599 | 5 215 320 | 89 176 903 | -1 583 016 | 84 150 465 | 5 215 320 | 87 554 350 | -1 811 436 |

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : dissuasion

Cette opération stratégique regroupe les crédits consacrés à l'entretien programmé des matériels des forces aériennes stratégiques (Rafale, MRTT, C135).

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------------|---|-------------------|---------------------------|--------------------|----------------------|-----------------------------|--------------------|---------------------------|--------------------|------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/AD P du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Prévision FDC/AD P du PAP | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | EPM des flottes aéronautiques | 51 286 000 | - | - | 1 010 655 034 | 959 369 034 | 139 300 000 | - | 146 030 420 | 6 730 420 |
| OB | Entretien des infrastructures de dissuasion | 5 220 000 | - | - | 4 596 406 | -623 594 | 3 500 000 | - | 4 919 967 | 1 419 967 |
| Total | | 56 506 000 | - | - | 1 015 251 440 | 958 745 440 | 142 800 000 | - | 150 950 387 | 8 150 387 |

Pour l'OB « Flottes aéronautiques » : la surconsommation en AE/CP s'explique par la notification des nouveaux marchés verticalisés de soutien en service des MRTT et de leurs moteurs pour une durée de 10 ans.

Pour l'OB « Entretien des infrastructures de dissuasion » : la surconsommation en CP est liée au paiement des restes à payer générés par les opérations engagées lors de l'exercice précédent et dont la livraison est intervenue plus tôt que prévu.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMMÉ DES MATÉRIELS)

Cette opération stratégique regroupe les crédits consacrés à l'entretien programmé des matériels des forces aériennes (hors dissuasion).

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------------------------------|----------------------|--------------------------|--------------------|----------------------|-----------------------------|------------------|--------------------------|----------------------|------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements sur TF | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | (1) | (2) | | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Démantèlement milieu aérien | 8 593 885 | - | - | 1 049 259 | -7 544 626 | 3 345 609 | - | 1 499 060 | -1 846 549 |
| OB | EPM flottes aériennes : hors RAFALE | 1 735 703 703 | 32 826 400 | 3 343 324 | 2 316 197 300 | 547 667 197 | 1 320 314 168 | 32 826 400 | 1 464 243 912 | 111 103 344 |
| OB | EPM munitions aériennes** | 63 223 407 | - | -702 135 | 84 591 132 | 21 367 725 | 133 710 826 | - | 113 259 320 | -20 451 506 |
| OB | Démantèlement milieu terrestre | 235 628 | - | - | 97 336 | -138 292 | 232 805 | - | 76 156 | -156 649 |
| OB | EPM matériel terrestre | 32 304 830 | - | - | 31 560 791 | -744 039 | 33 921 560 | - | 33 147 183 | -774 377 |
| ACT | EPM flottes aériennes : RAFALE | 115 784 542 | 77 998 848 | 50 563 | 273 231 298 | 79 447 908 | 434 817 088 | 77 998 848 | 487 854 686 | -24 961 250 |
| | Total | 1 955 845 995 | 110 825 248 | 2 691 752 | 2 706 727 117 | 640 055 874 | 1 926 342 | 110 825 248 | 2 100 080 316 | 62 913 012 |

Pour l'OB « Démantèlement milieu aérien » : la sous-consommation en AE s'explique par :

- une mise en concurrence importante qui a permis d'actionner des leviers de négociation permettant ainsi une contractualisation à coûts plus avantageux pour les armées ;
- une stratégie contractuelle ayant pour objectif de minorer les coûts directs de démantèlement.

La sous-consommation en CP est due au moindre besoin en AE.

Pour l'OB « FA hors RAFALE » : la surconsommation en AE se justifie par la notification des nouveaux marchés verticalisés de soutien en service des cellules avions et de l'environnement MRTT et des moteurs. De plus, la surconsommation en AE et CP s'explique par la prise en compte post-LFI des surcoûts liés aux opérations extérieures et aux missions de protection de l'espace aérien sur le flanc Est de l'Europe.

Pour l'OB « munitions aériennes » : la surconsommation en AE est principalement due à la commande du Lot Rapace n° 2 sur le SAMP/T qui n'était initialement pas prévue.

La sous-consommation en CP a pour origine un décalage de facturation des industriels ainsi que le gel des crédits intervenu en fin de gestion.

Pour l'OB « FA RAFALE » : la surconsommation en AE provient de l'engagement des avenants RAVEL (MCO des RAFALE) résultant des mesures d'anticipation des besoins de la LPM 2024-2030.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

| Niveau | Description | Code | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2023 | TOTAL | Engagements 2023 | AEANE fin 2023 |
|--------|-------------------------------------|---|-------------------|-------------------------|----------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| OB | EPM flottes aériennes : hors RAFALE | 0178 / 0178-0031 / 0178-04-06 / OB -0178070705 | 29 890 493 | 11 447 561 | 0 | 18 442 932 | 3 292 762 | 15 150 170 |
| OB | EPM munitions aériennes | 0178 / 0178-0031 / 0178-04-06 / OB -0178070711 | 0 | 0 | 0 | 0 | -702 135 | 702 135 |
| ACT | EPM flottes aériennes : RAFALE | 0178 / 0178-0031 / 0178-04-06 / ACT -0178070705B1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 50 563 | -50 563 |
| | Total | | 29 890 493 | 11 447 561 | 0 | 18 442 932 | 2 641 752 | 15 751 180 |

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)

L'opération stratégique « EAC » regroupe les crédits destinés à l'acquisition des matériels d'environnement des forces aériennes dont les armements et munitions, les matériels aéronautiques d'environnement (groupes

électrogènes, véhicules spécifiques de piste, ...), les matériels terrestres et sols, les matériels informatiques, les programmes d'équipement en système d'informations logistiques et les matériels NRBC.

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------------|-------------|--------------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OP | EAC - AFAA | 266 281 142 | 0 | 0 | 181 716 865 | -84 564 277 | 166 730 178 | 0 | 170 867 975 | 4 137 797 |
| Total | | 266 281 142 | 0 | 0 | 181 716 865 | -84 564 277 | 166 730 178 | 0 | 170 867 975 | 4 137 797 |

Pour l'OP : l'écart en AE est principalement justifié par l'annulation d'une commande de HELLFIRE prévue pour 70 M€.

La surconsommation en CP résulte des mesures d'anticipation des besoins de la LPM 2024-2030.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DÉFENSE)

L'opération stratégique « INFRA » recouvre les dépenses pour la construction, la modernisation et le maintien en condition (partie maintenance lourde) des infrastructures opérationnelles de l'armée de l'air et de l'espace. Il s'agit :

- des infrastructures opérationnelles destinées à la mise en œuvre des unités de l'armée de l'air, hormis les programmes d'infrastructure liés aux opérations d'armement, financés par le programme P146 ;
- de la maintenance lourde opérationnelle (MLO) ;
- d'un périmètre restreint d'autres installations, notamment la protection défense des sites dont le CEMAEE est responsable, les installations sportives et les installations de tirs.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | | |
|--------------|---|--------------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------------------|--------------------|--------------------------|-----------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | -1 | -2 | -3 | (4) = (3) - (1) - (2) | |
| OB | Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens | 84 896 394 | - | - | 80 447 151 | 24 047 | -84 872 347 | 11 753 952 | - | 8 769 065 | -2 984 887 |
| OB | Maintien et soutien des sites | 28 114 817 | - | - | - | 25 599 882 | -2 514 935 | 41 858 013 | - | 31 898 246 | -9 959 767 |
| OB | Réalisation des infrastructures des bases de défense | 2 798 847 | - | - | - | 1 578 197 | -1 220 650 | 4 398 847 | - | 4 863 852 | 465 005 |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire | 86 885 244 | - | - | 17 264 | 72 154 600 | -14 730 644 | 45 338 346 | - | 74 471 458 | 29 133 112 |
| Total | | 202 695 302 | - | - | 80 464 416 | 99 356 726 | -103 338 576 | 103 349 158 | - | 120 002 622 | 16 653 464 |

Pour l'OB « Préparation opérationnelle des fonctions de commandement et renseignement » : la sous-consommation en AE s'explique par la programmation de l'opération Commandement de l'Espace (CDE) déjà

prévue sur tranche fonctionnelle (TF) . La sous-consommation en CP est liée à des décalages dans le calendrier de réalisation des travaux par rapport à la programmation initiale.

Pour l'OB « Maintien et soutien des sites » : le réalisé en AE est en deçà de la programmation LFI du fait du report de plusieurs opérations majeures non matures.

La sous-consommation en CP s'explique par la modification du plan de commande et de son calendrier.

Pour l'OB « Réalisation des infrastructures des bases de défense » : la sous-consommation des AE est liée au report de l'opération de déménagement du commandement de la gendarmerie de l'air (CGA) afin de permettre une dépollution pyrotechnique suite au résultat de diagnostic.

La légère hausse de consommation de CP est due à un écoulement plus dynamique que prévu des restes à payer.

Pour l'OB « Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire » : la sous-consommation en AE est liée au report d'opérations majeures (accueil CUGE reporté en 2024 pour un début des travaux en 2025, construction bâtiment pour l'escadron de protection (EP) d'ISTRES) et à l'annulation du transfert de l'escadron d'entraînement Côte d'Or en provenance de la BA102.

La surconsommation en CP est la conséquence des paiements du reste à payer des gestions antérieures de plusieurs opérations.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

| Niveau | Description | AEANE fin 2022 | Affectations AE 2023 | Total AE | Engagement 2023 | AEANE fin 2023 |
|--------|---|----------------|----------------------|------------|-----------------|----------------|
| OB | Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens | 88 461 000 | - | 88 461 000 | 80 447 151 | 7 710 028 |
| OB | Maintien et soutien des sites | - | - | - | - | - |
| OB | Réalisation des infrastructures des bases de défense | - | - | - | - | - |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire | 7 296 | - | 7 296 | 17 264 | -9 968 |
| | Total | 88 468 296 | - | 88 468 296 | 80 464 416 | 7 700 060 |

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Code | Niveau | Prévision PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévision PAP |
|---------|-------------|---------------|--------------|------------------------------------|
| 0178-04 | Sous-action | 126 500 308 | 115 962 149 | -10 538 159 |

Cet écart s'explique principalement par des recettes issues de cessions d'aéronefs inférieures aux attentes.

Synthèse ACTION 4

| Niveau | Description | Code | AE | | | | | | CP | | | |
|--------------|---|-------|----------------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|-----------------------------------|----------------------|--------------------------|-----------------------|------------------------------------|
| | | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagements sur TF | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | AOP | 452 198 652 | 10 459 740 | - | - | 668 698 928 | 206 040 536 | 451 241 269 | 10 459 740 | 651 822 744 | 190 121 735 |
| OS | Dissuasion (DIS) | DIS | 56 506 000 | - | - | - | 1 015 251 440 | 958 745 440 | 142 800 000 | 0 | 150 950 387 | 8 150 387 |
| OS | Equipements d'accompagnement (EAC) | EAC | 266 281 142 | - | - | - | 181 716 865 | -84 564 277 | 166 730 178 | 0 | 170 867 975 | 4 137 797 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | EPM | 1 955 845 995 | 110 825 248 | - | 2 691 752 | 2 706 727 117 | 640 055 874 | 1 926 342 056 | 110 825 248 | 2 100 080 316 | 62 913 012 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | FAS | 85 544 599 | 5 215 320 | - | - | 89 176 903 | -1 583 016 | 84 150 465 | 5 215 320 | 87 554 350 | -1 811 435 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | INFRA | 202 695 302 | - | - | 80 464 416 | 99 356 726 | -103 338 576 | 103 349 158 | 0 | 120 002 622 | 16 653 464 |
| Total | | | 3 019 071 690 | 126 500 308 | - | 83 156 168 | 4 760 927 979 | 1 615 355 981 | 2 874 613 126 | 126 500 308 | 3 281 278 394 | 280 164 960 |

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE

EPM

| Niveau | Description | Code | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2023 | TOTAL | Engagements 2023 | AEANE fin 2023 |
|--------------|-----------------------------------|---|-------------------|-------------------------|----------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| OB | EPM flottes aériennes hors RAFALE | 0178 / 0178-0031 / 0178-04-06 / OB -01780707 05 | 29 890 493 | 11 447 561 | 0 | 18 442 932 | 3 292 762 | 15 150 170 |
| OB | EPM munitions aériennes | 0178 / 0178-0031 / 0178-04-06 / OB -01780707 11 | 0 | 0 | 0 | 0 | -70 2 135 | 70 2135 |
| Total | | | 29 890 493 | 11 447 561 | 0 | 18 442 932 | 2 641 190 | 15 801 742 |

INFRA

| Code | Niveau | Description | AEANE fin 2022 | Affectations AE 2023 | Total AE | Engagement 2023 | AEANE fin 2023 |
|--|--------|---|-------------------|----------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| 0178 / 0178-0031 / 0178-04-11 / OB -0178091606 | OB | Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens | 88 461 000 | - | 88 461 000 | 80 447 151 | 7 710 028 |
| 0178 / 0178-0031 / 0178-04-11 / OB -0178091901 | OB | Maintien et soutien des sites | - | - | - | - | - |
| 0178 / 0178-0031 / 0178-04-11 / OB -0178091701 | OB | Réalisation des infrastructures des bases de défense | - | - | - | - | - |
| 0178 / 0178-0031 / 0178-04-11 / OB -0178091602 | OB | Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire | 7 296 | - | 7 296 | 17 264 | -9 968 |
| Total | | | 88 468 296 | - | 88 468 296 | 80 464 416 | 7 700 060 |

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS

| Niveau | Description | Code | PLF/PLR | Engagements | | | Paiements | | | | Total |
|--------|---------------------------------|---------------------------|---------|--------------------------------|----------|--------|-----------|--------|--------|---------|-------|
| | | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | | |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | Activités opérationnelles | PLF | 112,58 | 462,66 | 468,62 | 106,62 | 0,00 | 0,00 | 575,24 | |
| | | | PLR | 123,63 | 668,70 | 651,82 | 132,89 | 7,62 | 0,00 | 792,33 | |
| OS | Dissuasion (DIS) | Dissuasion | PLF | 1135,62 | 56,51 | 142,80 | 138,95 | 118,03 | 792,35 | 1192,13 | |

| | | | PLR | 847,73 | 1015,25 | 150,95 | 209,51 | 205,51 | 1297,01 | 1862,98 |
|---------------------|---|---|-----|----------|---------|---------|---------|---------|----------|----------|
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | EAC | PLF | 311,28 | 266,28 | 173,94 | 146,35 | 133,04 | 124,23 | 577,56 |
| | | | PLR | 297,26 | 181,72 | 170,87 | 259,93 | 48,17 | 0,00 | 478,97 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | EPM | PLF | 13170,01 | 2066,67 | 2140,47 | 2092,70 | 1969,62 | 9033,90 | 15236,69 |
| | | | PLR | 10711,19 | 2709,42 | 2100,08 | 3582,57 | 1913,00 | 5824,96 | 13420,61 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | Fonctionnement et activités spécifiques | PLF | 22,74 | 90,76 | 91,17 | 21,18 | 0,00 | 1,15 | 113,50 |
| | | | PLR | 29,67 | 89,18 | 87,55 | 31,29 | 0,01 | 0,00 | 118,85 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | Infra : Infrastructures de défense | PLF | 114,38 | 282,80 | 109,28 | 132,07 | 82,37 | 73,45 | 397,18 |
| | | | PLR | 154,29 | 179,82 | 120,00 | 153,73 | 60,37 | 0,00 | 334,11 |
| Total écarts | | | | -2702,86 | 1618,41 | 154,99 | 1732,05 | -68,39 | -2903,10 | -1084,45 |

ACTION

05 – Logistique et soutien interarmées

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 05 – Logistique et soutien interarmées | | 3 207 559 810 | 3 207 559 810 | | 2 751 285 156 | 2 751 285 156 |
| | | 2 884 157 931 | 2 884 157 931 | | 2 805 143 824 | 2 805 143 824 |
| 05.11 – Infrastructures de santé | | 143 952 561 | 143 952 561 | | 64 276 393 | 64 276 393 |
| | | 103 520 568 | 103 520 568 | | 44 973 990 | 44 973 990 |
| 05.80 – Fonction santé | | 357 231 822 | 357 231 822 | | 325 343 588 | 325 343 588 |
| | | 389 738 756 | 389 738 756 | | 388 686 900 | 388 686 900 |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | | 1 474 052 457 | 1 474 052 457 | | 1 211 619 839 | 1 211 619 839 |
| | | 1 090 246 407 | 1 090 246 407 | | 1 158 733 426 | 1 158 733 426 |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | | 183 707 491 | 183 707 491 | | 181 591 005 | 181 591 005 |
| | | 165 917 778 | 165 917 778 | | 151 565 954 | 151 565 954 |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | | 20 191 575 | 20 191 575 | | 18 970 724 | 18 970 724 |
| | | 20 645 619 | 20 645 619 | | 14 561 148 | 14 561 148 |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | | 880 207 892 | 880 207 892 | | 820 418 079 | 820 418 079 |
| | | 978 358 549 | 978 358 549 | | 908 290 624 | 908 290 624 |
| 05.89 – Infrastructure des soutiens | | 148 216 012 | 148 216 012 | | 129 065 528 | 129 065 528 |
| | | 135 730 255 | 135 730 255 | | 138 331 783 | 138 331 783 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|---------------|-------------------------------|---------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 2 513 890 823 | 2 519 116 756 | 2 253 519 128 | 2 509 429 002 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 2 513 890 823 | 2 519 182 849 | 2 253 519 128 | 2 509 480 365 |
| 05.11 – Infrastructures de santé | | 17 322 004 | | 6 688 863 |
| 05.80 – Fonction santé | 315 875 831 | 346 207 152 | 287 632 225 | 345 438 551 |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | 1 189 242 421 | 1 083 826 467 | 1 019 201 839 | 1 151 714 323 |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | 183 707 491 | 160 877 944 | 181 591 005 | 144 310 848 |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | 16 908 049 | 11 492 725 | 15 946 861 | 9 003 746 |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | 808 157 031 | 870 205 895 | 749 147 198 | 828 592 871 |
| 05.89 – Infrastructure des soutiens | | 29 250 662 | | 23 731 164 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Subventions pour charges de service public | | -66 093 | | -51 363 |
| 05.80 – Fonction santé | | -61 065 | | |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | | -5 028 | | -51 363 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 693 473 658 | 364 931 340 | 497 570 699 | 295 604 988 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 693 473 658 | 355 629 500 | 497 570 699 | 281 501 842 |
| 05.11 – Infrastructures de santé | 143 952 561 | 86 198 563 | 64 276 393 | 38 285 127 |
| 05.80 – Fonction santé | 41 160 662 | 41 266 000 | 37 516 034 | 39 853 353 |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | 284 810 036 | 6 424 968 | 192 418 000 | 7 048 514 |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | | 1 324 644 | | 129 270 |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | 3 283 526 | 6 362 798 | 3 023 863 | 2 734 875 |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | 72 050 861 | 107 572 933 | 71 270 881 | 78 850 083 |
| 05.89 – Infrastructure des soutiens | 148 216 012 | 106 479 593 | 129 065 528 | 114 600 619 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 9 301 841 | | 14 103 145 |
| 05.80 – Fonction santé | | 2 216 834 | | 3 285 162 |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | | | | 21 951 |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | | 3 715 189 | | 7 125 836 |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | | 2 790 095 | | 2 822 527 |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | | 579 722 | | 847 670 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 195 329 | 109 834 | 195 329 | 109 834 |
| Transferts aux ménages | 195 329 | 85 380 | 195 329 | 85 380 |
| 05.80 – Fonction santé | 195 329 | 85 380 | 195 329 | 85 380 |
| Transferts aux autres collectivités | | 24 454 | | 24 454 |
| 05.80 – Fonction santé | | 24 454 | | 24 454 |
| Total | 3 207 559 810 | 2 884 157 931 | 2 751 285 156 | 2 805 143 824 |

SOUS-ACTION

05.11 – Infrastructures de santé

Contenu de la sous-action

La sous-action « infrastructures de santé » définit les programmes d'infrastructure à initier et à conduire dans les établissements du service de santé des armées (SSA) afin, d'une part, de répondre à l'ambition opérationnelle, et, d'autre part, de garantir un niveau optimal dans l'exercice de l'activité médicale.

Principales mesures de l'année

En 2023, le SSA poursuit la réalisation de ses deux programmes d'infrastructure (PI) majeurs dans l'accomplissement de la transformation du service : le PI « Fonction Hospitalière » (PI FH) et le PI « Médecine des Forces » (PI MDF).

En parallèle de ces programmes d'envergure, le SSA se prépare à répondre aux nouveaux objectifs de l'ambition stratégique des armées. Cela inclut notamment la transformation du modèle hospitalier et la modernisation de la chaîne du ravitaillement médical.

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

OPÉRATION STRATEGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DEFENSE)

En 2023, la consommation d'AE s'élève à 99,1 M€, soit 4,25 M€ d'affectation et 94,9 M€ hors TF. En CP, le montant consommé en 2023 est de 44,6 M€.

Par OB, le montant des AE et des CP est réparti comme suit :

- OB « préparation opérationnelle de la fonction santé » : 95 M€ en AE et 41,8 M€ en CP ;
- OB « maintien et soutien des sites » : 4,1 M€ en AE et 2,8 M€ en CP.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | |
|--------------|---|--------------------|--------------------------|------------------|-------------------|---------------------|--------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation N | Engagement sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) |
| OB | Préparation opérationnelle de la fonction santé | 140 679 948 | - | 4 250 000 | 9 669 499 | 90 729 158 | -45 700 790 |
| OB | Maintien et soutien des sites | 3 272 613 | - | - | - | 4 149 097 | 876 484 |
| Total | | 143 952 561 | - | 4 250 000 | 9 669 499 | 94 878 255 | - 44 824 306 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------------|---|-------------------|--------------------------|-------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Préparation opérationnelle de la fonction santé | 61 164 393 | - | 41 828 773 | -19 335 620 |
| OB | Maintien et soutien des sites | 3 112 000 | - | 2 801 567 | -310 433 |
| Total | | 64 276 393 | - | 44 630 339 | -19 646 054 |

La ressource consommée sur l'OS Infra du SSA est inférieure de 44,8 M€ en AE par rapport à la prévision en loi de finances initiale (LFI). Cela s'explique essentiellement par un travail de reconfiguration d'opérations en cohérence avec la LPM 2024-2030.

Certaines opérations ont fait l'objet d'un report d'engagement total (PAU (64) -UZEIN - Quartier de Rose - Bâtiment 002 - Construction de la 3^e AMS et 182e AM) ou partiel (construction NHIA).

L'OB « Préparation opérationnelle de la fonction santé » porte les deux programmes d'infrastructure « Médecine des Forces » et « Fonction Hospitalière » ainsi que les autres investissements du SSA.

Le PI « Fonction Hospitalière » a consommé 8,2 M€ d'AE dont 3,44 M€ *via* des engagements sur TF. Cette ressource a notamment servi à financer les opérations suivantes :

- SAINT MANDE (94) - HIA BEGIN - Bât 1 à 3 - Aménagement des chambres, reprise huisseries : 4,5 M€ ;
- CLAMART (92) - PI SSA FH - ILOT PERCY - Réhabilitation et extension du service d'accueil des urgences : 3,064 M€ ;
- CLAMART (92) - HIA PERCY - Réhabilitation du bâtiment 122 – Logements : 0,5 M€.

Le PI « Médecine des forces » a consommé 11,2 M€ d'AE dont 6,2 M€ *via* des engagements sur TF. Cette ressource a notamment servi à financer les opérations suivantes :

- Construction d'une antenne médicale dans le quartier Roc Noir à Barby (73) -7^e CMA - Quartier Roc Noir : 4,2 M€ ;
- Construction d'une nouvelle antenne médicale / déconstruction de l'ancienne antenne médicale (bâtiment 023) : SAINT-CHRISTOL -2^e REG - Caserne Maréchal KOENIG : 1,3 M€ ;
- AUBAGNE CMA - Rénovation d'une partie de l'antenne d'Aubagne (COSI 445504 - AUBAGNE (13) - Quartier Vienot - Bât 11 : 1,3 M€ ;

- TARBES (65) - CMA -179 AM - Réhabilitation du bâtiment 0052 - Quartier Soult : 0,7 M€ ;
- BORDEAUX (33) - NANSOUTY - Bât 046 - 12^e CMA - Réhabilitation/Extension bâtiment pour AM n° 103 : 0,4 M€ ;
- CQV-56-Vannes-Construction de l'antenne médicale du 3^e RIMa -15e CMA : 0,3 M€.

En 2023, La modernisation de la chaîne du ravitaillement médical a été lancée via la reconstruction de l'ERSA Marolles qui a fait l'objet d'un engagement à hauteur de 70 M€.

La sous-consommation en CP de 19,3 M€ est liée à des retards de livraison sur l'exercice 2023.

L'OB « **Maintien et soutien des sites** » finance les opérations de maintenance lourde sur les sites du SSA. La surconsommation en AE de 0,8 M€ et la légère sous-consommation de 0,3 M€ en CP s'expliquent par des décalages d'opérations.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

| Niveau | Description | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2023 | TOTAL | Engagements 2023 | AEANE fin 2023 |
|--------------|---|-------------------|-------------------------|----------------------|-------------------|------------------|------------------|
| OB | Préparation opérationnelle de la fonction santé | 14 085 179 | 396 001 | 4 250 000 | 17 939 178 | 9 669 499 | 8 269 679 |
| OB | Maintien et soutien des sites | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | | 14 085 179 | 396 001 | 4 250 000 | 17 939 178 | 9 669 499 | 8 269 679 |

SOUS-ACTION

05.80 – Fonction santé

Contenu de la sous-action

Principales mesures de l'année

L'année 2023 a permis de poursuivre la mise en œuvre de l'ambition stratégique 2030, avec :

- un effort porté sur la préparation du service à un conflit de haute intensité au travers de la participation à l'exercice Orion ;
- la refonte de la chaîne des ressources humaines (RH) et du modèle RH ;
- la redéfinition de la carte hospitalière, avec le lancement des travaux relatifs à un HIA nouvelle génération à Marseille.

Elle a été marquée, à compter de l'été 2023, par la définition d'une nouvelle feuille de route qui inscrit le SSA dans la nouvelle stratégie militaire générale, pour préparer le service au soutien des forces armées dans le cadre du changement de conflictualité et renforcer la résilience de la Nation. Les premières actions se concrétisent dès la fin 2023 par la création du centre de développement capacitaire opérationnel santé (CDCOS), en charge de développer les nouvelles capacités opérationnelles projetables de la fonction santé, conformément à la LPM 2024-2030.

Par ailleurs, le SSA a continué en 2023 son plan de sécurisation cyber pour les systèmes d'information santé.

DÉPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

OPÉRATION STRATEGIQUE : AOP (ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES)

L'OS AOP concerne l'essentiel de l'activité « cœur de métier » du SSA, notamment le fonctionnement hospitalier, les approvisionnements en produits de santé ainsi que les frais de formation pour le personnel médical et paramédical.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €).

| Niveau | Description | AE | | | |
|--------------|---|-------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Activités et entraînement des forces | 8 114 094 | - | 11 235 372 | 3 121 278 |
| OB | Alimentation | 1 619 186 | - | 2 615 908 | 996 722 |
| OB | Soutien santé - Fonctionnement et activités | 30 277 598 | 43 994 574 | 110 597 874 | 36 325 702 |
| OB | Système d'information et de commandement | - | - | - | - |
| OB | Soutien santé - Ravitaillement | 32 161 866 | 90 822 936 | 133 773 963 | 10 789 161 |
| OB | Déplacements et transports | 5 129 600 | - | 5 617 016 | 487 416 |
| Total | | 77 302 344 | 134 817 510 | 263 840 134 | 51 720 280 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------------|---|-------------------|--------------------------|--------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Activités et entraînement des forces | 7 497 547 | - | 12 930 080 | 5 432 533 |
| OB | Alimentation | 1 034 144 | - | 2 341 135 | 1 306 991 |
| OB | Soutien santé - Fonctionnement et activités | 28 438 972 | 43 994 574 | 100 569 475 | 28 135 929 |
| OB | Système d'information et de commandement | - | - | - | - |
| OB | Soutien santé - Ravitaillement | 28 421 986 | 90 822 936 | 132 357 371 | 13 112 449 |
| OB | Déplacements et transports | 4 739 829 | - | 5 264 066 | 524 237 |
| Total | | 70 132 478 | 134 817 510 | 253 462 126 | 48 512 138 |

L'OS AOP affiche une consommation supérieure de 51,7 M€ en AE et 48,5 M€ en CP par rapport à la LFI 2023.

OB - Activités et entraînement des forces

Cette opération budgétaire regroupe d'une part les dépenses associées à la recherche clinique et d'autre part les frais de formation des personnels soignants du service (incluant les frais de déplacement afférents).

Le dynamisme de la recherche dans les HIA a entraîné une augmentation des fonds de concours pour 3 M€ d'où la surconsommation de 3,1 M€ en AE/CP. En CP, le dynamisme de la dépense de +5,4 M€ par rapport à la LFI s'explique également par des paiements plus importants sur les restes à payer.

OB – Alimentation

Cette opération budgétaire regroupe les achats de denrées ou de prestations dans le cadre des repas de service.

Le dépassement en AE (+1 M€) et en CP (+1,3 M€) s'explique par l'inflation du prix des denrées alimentaires et l'application de la loi ÉGALIM au sein des établissements du SSA.

OB - Soutien santé - Fonctionnement et activités

Cette opération budgétaire regroupe à la fois l'activité « alimentation spécifique » relative à l'alimentation des patients des HIA et des donneurs de sang du Centre de transfusion sanguine des armées (CTSA) ; et l'activité « fonctionnement des hôpitaux » qui porte les dépenses de fonctionnement dites « cœur de métier » de l'intégralité des organismes du SSA.

Par rapport à la prévision LFI, l'exécution porte une hausse de +36 M€ en AE et +28 M€ en CP, en raison principalement de l'inflation, pour la couverture de laquelle le SSA a redéployé 14,9 M€ en AE/CP afin de garantir les achats « cœur de métier » des HIA, de l'achat de matériel afin d'améliorer le taux de vétusté (6 M€ en AE) et de la contractualisation avec des prestataires afin d'assurer la médecine de prévention du personnel civil du Ministère (2 M€ en AE/CP). L'augmentation des prix a été en partie compensée par l'augmentation des tarifs des séjours hospitaliers de plus de 7 % au 1^{er} mars 2023.

OB - Soutien santé – Ravitaillement

Cette opération supporte les dépenses relatives à l'acquisition de produits pharmaceutiques nécessaires à l'activité de soins. L'écart avec les prévisions LFI est de +10 M€ en AE et de +13 M€ en CP.

La forte consommation sur cette OB est principalement due à une augmentation de la consommation de molécules onéreuses (molécules utilisées notamment dans le traitement par chimiothérapie) et des dispositifs médicaux implantables (en particulier des prothèses), réalisés par les pharmacies à usage intérieur des HIA. Ces dépenses sont remboursées par l'assurance maladie à l'euro près.

OPÉRATION STRATEGIQUE : fas (FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPECIFIQUES)

L'OS FAS regroupe les activités support du fonctionnement des établissements, au profit du personnel et des structures.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | |
|--------|--------------------------------------|-------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Mobilité des personnels | 2 226 974 | - | 2 704 540 | 477 566 |
| OB | Communication et relations publiques | 1 000 000 | 568 335 | 1 880 393 | 312 058 |
| OB | Prestations intellectuelles | 1 000 000 | 849 074 | 1 425 285 | -423 789 |
| OB | Subventions et transferts | 195 329 | - | 253 154 | 57 825 |
| OB | Fonctionnement courant | 9 607 557 | 6 815 191 | 17 982 677 | 1 559 929 |
| OB | Location logements familiaux | 569 245 | - | - | -569 245 |
| OB | Soutien courant des structures | 15 747 708 | 27 535 341 | 35 337 759 | -7 945 290 |
| OB | Soutien des matériels communs | - | 99 490 | 228 329 | 128 839 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 910 793 | 1 885 287 | 1 510 581 | -1 285 499 |
| | Total | 31 257 606 | 37 752 718 | 61 322 718 | -7 687 606 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------|-------------------------|-----------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Mobilité des personnels | 2 046 708 | - | 2 726 823 | 680 115 |

| | | | | | |
|--------------|--------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| OB | Communication et relations publiques | - | 568 335 | 1 740 248 | 1 171 913 |
| OB | Prestations intellectuelles | - | 849 074 | 2 107 904 | 1 258 830 |
| OB | Subventions et transferts | 195 329 | - | 379 689 | 184 360 |
| OB | Fonctionnement courant | 10 307 556 | 6 815 191 | 20 424 228 | 3 301 481 |
| OB | Location logements familiaux | 569 245 | - | - | -569 245 |
| OB | Soutien courant des structures | 1 105 106 | 27 535 341 | 45 794 687 | 17 154 240 |
| OB | Soutien des matériels communs | - | 99 490 | 230 257 | 130 767 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 910 793 | 1 885 287 | 1 681 370 | -1 114 710 |
| Total | | 15 134 737 | 37 752 718 | 75 085 204 | 22 197 749 |

OB - Soutien courant des structures

Cette opération budgétaire comprend les dépenses courantes d'infrastructure, l'entretien de l'immobilier et des espaces verts ainsi que les dépenses liées à l'énergie.

En AE, la moindre consommation de -7,9 M€ s'explique par un report sur 2024 des engagements d'énergie couvrant les annuités 2025 et 2026.

En CP, la hausse des paiements de +17 M€ est due à une couverture des surcoûts énergie pour les années 2023 et 2024. Les travaux ont également été impactés par la hausse des prix sur des engagements juridiques réalisées les années précédentes.

OB – Fonctionnement courant

Cette opération budgétaire regroupe les dépenses courantes de fonctionnement dont les mises à disposition de personnel, les prestations d'intérim, les locations de véhicules, les frais postaux ainsi que les dépenses d'informatique et de bureautique, dont le socle numérique des armées.

L'écart de +1,5 M€ AE s'explique par des achats supplémentaires en informatique-bureautique (1 M€) grâce aux recettes plus élevées que prévues et conformément aux ambitions numériques du service.

L'écart de +3,3 M€ de CP correspond au paiement de certaines conventions de mise à disposition.

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

OPÉRATION STRATEGIQUE : EAC (EQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT et de cohérence)

Cette opération stratégique, composée d'une seule opération budgétaire, supporte les dépenses garantissant le maintien à niveau du parc d'équipements du SSA, la montée en puissance des équipements opérationnels ainsi que les besoins liés aux systèmes d'information et de commandement spécifiques santé.

| Niveau | Description | AE | | | | |
|--------------|----------------------------|-------------------|--------------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) |
| OB | Soutien santé - Équipement | 72 671 644 | 3 430 000 | - | 79 708 859 | 3 607 215 |
| Total | | 72 671 644 | 3 430 000 | - | 79 708 859 | 3 607 215 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------|----------------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consommation/ prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Soutien santé - Équipement | 64 076 145 | 3 430 000 | 67 633 781 | 127 636 |
| | Total | 64 076 145 | 3 430 000 | 67 633 781 | 127 636 |

L'exécution 2023 fait apparaître un écart de +3,6 M€ en AE du fait :

- du financement anticipé sur le plan d'équipement d'un IRM au profit de l'HIA Sainte-Anne (Toulon) à hauteur de 2,1 M€ ;
- du financement anticipé 2024 d'une tranche d'équipement pour 1,5 M€.

Concernant les CP, la consommation a été nominale sur l'année 2023.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

| TBF1n OS | OB | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
|----------|---|--------------------|--------------------|------------------------------------|
| AOP | Soutien santé - Fonctionnement et activités | 43 994 574 | 46 676 442 | 2 681 868 |
| | Systèmes d'information et de commandement | 0 | 0 | 0 |
| | Soutien santé – Ravitaillement | 90 822 936 | 115 221 950 | 24 399 014 |
| FAS | Soutien des matériels communs | 99 490 | 128 028 | 28 538 |
| | Fonctionnement courant | 6 815 191 | 8 770 052 | 1 954 861 |
| | Communication et relations publiques | 568 335 | 731 355 | 163 020 |
| | Mobilité des personnels | 0 | 0 | 0 |
| | Prestations intellectuelles | 849 074 | 1 092 621 | 243 547 |
| | Soutien courant des structures | 27 535 341 | 35 433 548 | 7 898 207 |
| | Soutien des ressources humaines | 1 885 287 | 2 426 062 | 540 775 |
| | Sous-total fonctionnement | | 172 570 228 | 210 480 057 |
| EAC | Soutien santé - Équipement | 3 430 000 | 4 413 857 | 983 857 |
| | Sous-total équipement | 3 430 000 | 4 413 857 | 983 857 |
| | Total | 176 000 228 | 214 893 915 | 38 893 687 |

Le montant des fonds de concours et attributions de produits reversés sur le BOP HT2 du SSA en 2023 s'élève à 214,9 M€, soit un montant supérieur de 38,9 M€ à la prévision initiale.

Cette différence s'explique principalement par :

- le versement effectif en 2023 des dernières mesures d'accompagnement de la COVID ;
- l'accroissement de la consommation des molécules onéreuses, et par conséquent des remboursements associés par l'assurance maladie, en raison de l'évolution des pathologies traitées;
- la fin de la garantie de financement à 100 % compensée en partie par la mise en œuvre en relais de la sécurisation modulée à l'activité (SMA) par le Ministère de la santé (composée à 70 % des recettes 2019 au tarif de l'année en cours et à 30 % d'une modulation à l'activité) et par l'augmentation des tarifs des activités de soins dans un contexte inflationniste.

SOUS-ACTION

05.82 – Soutien des forces par les bases de défense

Contenu de la sous-action

Les bases de défense (BdD) sont des organismes interarmées qui répondent aux besoins en matière d'administration générale et de fonctionnement courant émis par les unités qui leur sont rattachées.

Les dépenses réalisées par les bases de défense couvrent des domaines très variés : fournitures de bureau et consommables informatiques, ameublement-couchage, mobilier de bureau, blanchissage, entretien des espaces (espaces verts, nettoyage des locaux, collecte et évacuation des déchets ménagers...), reprographie et téléphonie, dépenses liées au transport par véhicules non tactiques (carburant, péages, location de vecteurs...), chauffage et énergies.

Le nombre des BdD est de 55 (45 en métropole et 10 en outre-mer et à l'étranger).

La sous-action 05-82 finance également le soutien non spécifique des organismes de la direction générale de l'armement (DGA).

Principales mesures de l'année

La gestion 2023 s'est caractérisée par :

OS FAS :

- CICOS :
 - des consommations AE inférieures aux prévisions pour 403 M€ et réparties comme suit :
 - marché SID GAZ reporté en 2024 (86 M€) ;
 - marché DAE ELEC et GAZ : engagement inférieur de 75 M€ par rapport à la ressource initiale ;
 - marché SID ELEC 2023 pour un montant de 242 M€.
 - des consommations AE supérieures aux prévisions pour 73 M€ correspondant, d'une part, à des surcoûts électricité et gaz et, d'autre part, à une hausse des coûts sur les autres dépenses (nettoyage des locaux, espaces verts et collecte des déchets).

OS AOP :

- DGA : inflation sur l'alimentation.
- CICOS : poursuite du soutien à l'opération intérieure « Sentinelle » et à la mission UKRAINE sur les volets « Accueil » et « Projection ».

OS INFRA :

- en AE : abondements en gestion pour couvrir les besoins en maintien en condition.

DÉPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement sont réparties entre deux opérations stratégiques : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS).

L'opération stratégique AOP regroupe les crédits relatifs aux déplacements et transports des personnels ainsi que les crédits nécessaires à l'alimentation du personnel de la DGA servant dans les centres techniques.

Les crédits relevant de l'opération stratégique FAS, destinés à financer les dépenses d'administration générale et de soutien commun ainsi que les dépenses d'entretien courant de l'infrastructure des organismes rattachés aux bases de défense représentent la proportion la plus importante de l'enveloppe allouée à la sous-action 05-82.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

| Niveau | Description | AE | | | CP | | |
|--------------|----------------------------|-------------------|---------------------|--------------------------------|-------------------|-------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) = (2) - (1) | (1) | (2) | (3) = (2) - (1) |
| OB | Déplacements et transports | 22 527 176 | 28 143 471 | 5 616 295 | 27 838 526 | 30 238 305 | 2 399 779 |
| OB | Alimentation | 4 739 907 | 5 737 854 | 997 947 | 4 480 426 | 4 689 671 | 209 245 |
| Total | | 27 267 083 | 33 881 326 | 6 614 243 | 32 318 952 | 34 927 976 | 2 609 024 |

Un écart de +5,6 M€ en AE et +2,4 M€ en CP est constaté entre la programmation en LFI et la consommation pour les bases de défense.

Ces surconsommations sont la conséquence de l'accroissement de l'activité opérationnelle découlant des missions « SENTINELLE » et « UKRAINE » pour lesquelles les dépenses de transport et de location de véhicules ont été supérieures aux prévisions LFI. S'y ajoutent les surcoûts imputables à l'inflation sur les autres segments de l'OB (stationnement, péages, transport de biens et déménagements).

Sur l'OB « Alimentation » (DGA), l'écart de consommation en AE est dû à la conjonction de l'inflation (+7 % sur l'alimentation, et même 9 % sur les produits frais) et de l'augmentation des effectifs concernés (+3 %). De plus, la DGA a été contrainte d'indemniser l'EDA au titre de la théorie de l'imprévision appliquée ici à l'inflation pour un montant de 0,3 M€.

FAS

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------------|--------------------------------------|----------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Mobilité des personnels | 6 346 018 | | 5 406 300 | -939 718 | 5 621 826 | | 6 425 970 | 804 144 |
| OB | Communication et relations publiques | 2 362 792 | | 2 708 438 | 345 646 | 2 338 935 | | 2 756 541 | 417 606 |
| OB | Fonctionnement courant | 202 205 757 | 10 469 441 | 216 130 287 | 3 455 089 | 205 550 259 | 10 469 441 | 203 155 897 | -12 863 803 |
| OB | Soutien des matériels communs | 3 411 311 | | 4 125 046 | 713 735 | 3 376 867 | | 4 177 131 | 800 264 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 387 415 | | 1 590 | -318 | 383 504 | | 330 026 | -53 478 |
| OB | Soutien courant des structures | 788 343 548 | | 441 146 721 | -347 196 827 | 613 259 347 | | 584 375 520 | -28 883 827 |
| OB | Location de logements familiaux | 19 396 040 | | 19 446 875 | 50 835 | 19 360 143 | | 19 054 257 | -305 886 |
| Total | | 1 022 452 881 | 10 469 441 | 689 319 256 | -343 603 066 | 849 890 881 | 10 469 441 | 820 275 343 | -40 084 979 |

OB « Mobilité des personnels »

Cette OB est constituée pour partie de l'ameublement des logements familiaux en outre-mer et à l'étranger. La sous-consommation en AE s'explique par de moindres achats en ameublement au profit des familles outre-mer et à l'étranger en 2023, qui résulte d'un renouvellement plus important que prévu réalisé en 2022, suite au contexte sanitaire. L'écart en CP s'explique par un reliquat de paiements des années antérieures.

OB « Communication et relations publiques »

Les écarts de +0,3 M€ en AE et +0,4 M€ en CP s'inscrivent dans la trajectoire de reprise des activités de relations publiques, avec la fin des contraintes sanitaire.

OB « Fonctionnement courant »

L'écart de +3,4 M€ en AE s'explique par l'inflation et l'accroissement de l'activité post crise sanitaire qui ont significativement pesé sur les dépenses de gardiennage, d'ameublement, de mobilier de bureau et de frais postaux. Une hausse des prix notable a été observée, notamment lors des renouvellements de marchés des autres prestations de service (contrat de dépannage, désinsectisation/dératisation, fontaines à eau, blanchissage, etc.).

L'écart en CP résulte du gel des crédits en fin de gestion 2023. En outre, la facturation du marché d'impression « SOLIMP3 » présente un retard.

OB « Soutien des matériels communs »

Cette OB comprend les acquisitions de véhicules de la gamme commerciale (VGC) en outre-mer et à l'étranger (OME) et les véhicules spécifiques (chariots élévateurs, camions frigorifiques...) nécessaires au soutien AGSC. Elle comprend aussi les dépenses d'entretien des VGC à usage de soutien courant dans les bases de défense. Les écarts en AE et CP s'expliquent par l'accroissement des coûts d'entretien des véhicules suite au vieillissement du parc des bases de défense. Celui-ci résulte à la fois du report du renouvellement des véhicules et de retards de livraison.

OB « Soutien des ressources humaines »

Cette OB finance exclusivement des dépenses de l'activité « formation et instruction ».

OB « Soutien courant des structures »

Cette OB présente un écart important par rapport aux prévisions de la LFI soit -347,2 M€ en AE et -28,9 M€ en CP. (17,2 M€ pour la DGA et 330 M€ pour le CICOS). La moindre consommation de 330 M€ d'AE par le CICOS se répartit comme suit :

- moindre engagement de 403 M€ :
 - 242 M€ du marché SID ELEC : bien que le marché ait été initialement prévu en 2023, il a pu finalement être engagé fin 2022 pour 243 M€, ce qui a donc réduit d'autant la consommation AE en 2023 ;
 - 86 M€ du marché SID GAZ non notifié et reporté en 2024 ;
 - 75 M€ du marché d'électricité DAE engagé pour 150 M€ au lieu de 225 M€ ;
- sur-engagement de 73 M€, réparti ainsi :
 - 60 M€ en surcoût énergie engagés en 2023 en complément des engagements 2020, 2021 et 2022 (engagements sur la base des tarifs en vigueur en 2020, 2021 et 2022). Les prix de l'énergie, revus en janvier de chaque année, ont fortement augmenté en 2023, ce qui justifie l'engagement complémentaire de 60 M€ ;
 - 13 M€ de surcoûts sur les nouveaux marchés de fonctionnement courant et les révisions de prix appliquées sur les marchés déjà engagés

OB « Location de logements familiaux »

Cette OB porte le contrat « GOLFEAU » de location pour 30 ans de logements familiaux au profit du personnel affecté aux Émirats Arabes Unis (EAU). La moindre consommation en CP est due à la modification du besoin en termes de typologie des logements par rapport à la prévision (composition des familles quittant vs. arrivant).

OPÉRATION STRATEGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DEFENSE)

Cette OS recouvre les crédits destinés au maintien en condition (MeC) de l'infrastructure des formations et unités rattachées aux bases de défense ainsi que celui de la DGA autres que les opérations élémentaires de type locatif courant, dont le financement est positionné sur l'OS FAS. Elle finance, hors opérations de maintenance lourde, les opérations individualisées de maintien en condition d'un montant inférieur à 0,5 M€ TTC relatives aux composants, installations et constituants techniques du patrimoine immobilier des formations et unités rattachées.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | CP | | |
|--------------|--|--------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------|------------------------------|
| | | LFI | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | (1) | (2) | (3) = (2) - (1) | (1) | (2) | (3) = (2) - (1) |
| OB | Maintien et soutien des sites | 368 326 836 | 400 746 499 | 32 419 663 | 278 940 565 | 297 468 297 | 18 527 732 |
| OB | Réalisation des infrastructures bases de défense | 45 536 216 | 28 508 631 | -17 027 585 | 40 000 000 | 31 320 127 | -8 679 873 |
| Total | | 413 863 052 | 429 255 130 | 15 392 078 | 318 940 565 | 328 788 423 | 9 847 858 |

OB Maintenance et soutien des sites

L'écart par rapport aux prévisions est de +32,4 M€ en AE et de +18,5 M€ en CP. Ce différentiel résulte des abondements réalisés en cours de gestion pour faire face à des besoins plus importants que prévu sur le maintien en condition des infrastructures.

OB Réalisation infrastructures des bases de défenses

L'écart par rapport aux prévisions s'explique par une reconfiguration des opérations de maintien en condition des infrastructures dans les bases de défense.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision LFI | Exécution | Écart Exécution / Prévision LFI |
|-------------|---------------|------------|---------------------------------|
| Sous-action | 10 469 441 | 13 558 270 | 3 088 829 |

SOUS-ACTION

05.83 – Soutiens complémentaires

Principales mesures de l'année

La sous-action regroupe l'ensemble des activités interarmées concourant au soutien des forces en métropole, en outre-mer et à l'étranger, essentiellement dans le domaine de la logistique interarmées.

Elle finance ainsi :

- la compensatrice SNCF pour l'ensemble des effectifs militaires des armées, de la DGRIS et de la DGA ;
- le marché d'externalisation de la poste interarmées au profit des bases de défense à l'étranger et du soutien bancaire de la légion étrangère ;
- le soutien commun aux opérations de surveillance radiologique et géomécanique du site de Mururoa ;
- l'entretien des installations pétrolières désactivées de l'OTAN coordonné par le service national des oléoducs interalliés (SNOI) ;
- l'assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMOA) relative au projet « supply chaîn » au profit des services de maintien en condition opérationnelle des matériels des armées ;
- les opérations de codification OTAN des matériels militaires, réalisées par le centre d'identification des matériels de la défense (CIMD) et en particulier, le projet SACRAL NG qui vise à renouveler le logiciel de gestion de la codification des articles de ravitaillement OTAN ;

- la certification de navigabilité des aéronefs militaires et étatiques par la direction de la sécurité aéronautique d'État (DSAé) ;
- l'interface entre les armées et le monde civil des transports, du bâtiment et des travaux publics assurée par le commissariat aux transports (COMIGETRA) ;
- la mise à disposition du personnel des armées et des services interarmées sur l'intradef des normes ISO via la base intr@normes ;
- les dépenses de fonctionnement de la direction de la maintenance aéronautique (DMAé).

DÉPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

Les dépenses de l'OS AOP permettent de financer les besoins générés dans le cadre des activités opérationnelles des organismes relevant de la logistique interarmées et de la maintenance aéronautique de l'État.

Les dépenses de l'OS FAS permettent d'honorer les besoins liés au fonctionnement courant des forces et d'organismes interarmées, dans des domaines transverses, ne relevant pas des chaînes chargées du soutien au sein du ministère des armées. Parmi ces postes de dépenses, figurent la compensatrice ferroviaire, les services de la poste interarmées et services bancaire de légion étrangère, les prestations intellectuelles, la formation, les dépenses SIC, l'informatique/ bureautique et le fonctionnement courant.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

| Niveau | Description | AE | | | CP | | |
|--------|---|------------------|---------------------|--------------------------------|------------------|------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) = (2) - (1) | (1) | (2) | (3) = (2) - (1) |
| OB | Déplacements et transports | | 1 468 389 | 43099 | | 1 355 629 | -41 714 |
| OB | Déconstruction des installations nucléaires | 2 069 051 | 1 990 336 | -78 715 | 1 934 261 | 1 705 002 | -229 259 |
| OB | Soutien pétrolier - Activités | | 4 272 635 | 4 272 635 | | 4 098 531 | 4 098 531 |
| | Total | 3 494 341 | 7 731 360 | 4 237 019 | 3 331 604 | 7 159 162 | 3 827 558 |

OB « Déconstruction des installations nucléaires »

L'écart de -0,2 M€ en CP s'explique par le gel des crédits intervenu en fin de gestion.

OB « Soutien pétrolier – activités »

Les dépenses budgétaires imputées sur cette activité - frais de déplacement, de changements de résidence et de dépenses de fonctionnement courant réalisés au profit du SEO - sont remboursées par le compte de commerce 901, ce qui explique que cette OB ne soit pas dotée de crédits budgétaires en LFI. Le montant exécuté (4,3 M€ en AE et 4,1 M€ en CP) correspond aux rétablissements de crédits en faveur du BOP SF

FAS

| Niveau | Description | AE | | | CP | | |
|--------|--------------------------------------|---------|---------------------|--------------------------------|---------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) = (2) - (1) | (1) | (2) | (3) = (2) - (1) |
| OB | Communication et relations publiques | 416 353 | 590 652 | 174 299 | 408 189 | 547 533 | 139 344 |

| | | | | | | | |
|----|---------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|--------------------|----------------|--------------------|
| OB | Compensatrice ferroviaire | 117 121 170 | 116 459 625 | -661 545 | 114 824 677 | 107 318 925 | -7 505 752 |
| OB | Prestations intellectuelles | 1 046 569 | | -1 046 569 | 676 491 | | -676 491 |
| OB | Fonctionnement courant | 11 208 917 | 7 634 883 | -3 574 034 | 10 888 661 | 6 342 402 | -4 546 259 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 194 928 | 160 784 | -34 144 | 191 106 | 101 467 | -89 639 |
| | Total | 129 987 937 | 124 845 942 | -5 141 995 | 126 989 124 | 114 326 | -12 678 798 |

OB Communications et relations publiques

L'écart avec la prévision s'explique par le dynamisme des actions de relations publiques de la DSAé et des dépenses de documentation générale et d'abonnement.

OB « Compensatrice ferroviaire »

L'essentiel de l'écart entre la consommation en CP et la prévision LFI s'explique par le décalage du paiement de la mensualité de décembre 2023 en janvier 2024.

OB « Prestations intellectuelles »

Les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage relatives à la chaîne d'approvisionnement n'ont pas été engagées à cause d'un retard dans l'exécution du marché.

OB « Fonctionnement courant »

L'écart en AE (-3,6 M€) et CP (-4,5 M€) s'explique par une prévision surestimée des flux de courriers depuis et vers les théâtres d'opérations.

OB « Soutien des Ressources Humaines »

L'écart en AE et CP s'explique par une diminution des besoins de formation et instruction relevant de la maintenance aéronautique de l'État.

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

OPÉRATION STRATEGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)

Les crédits de cette opération stratégique permettent de financer l'entretien des installations pétrolières désactivées de l'OTAN par le biais d'une convention entre le SNOI et la société TRAPIL. Le SNOI est chargé, sous l'autorité du Ministre de l'industrie et du Ministre des armées, d'assurer les responsabilités de la France en tant que pays hôte en matière d'administration et d'entretien de la partie du réseau Centre-Europe d'oléoducs de l'OTAN située en France.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | CP | | |
|--------|--------------------------------|-------------------|--------------------|-----------------------------|-------------------|-------------------|------------------------------|
| | | LFI | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | (1) | (2) | (3) = (2) - (1) | (1) | (2) | (3) = (2) - (1) |
| OB | Soutien pétrolier | 1 118 736 | 1 076 960 | -41 776 | 1 096 800 | 1 071 352 | -25 448 |
| OB | Applicatifs métiers soutien | 49 106 477 | 37 189 822 | -11 916 655 | 50 173 477 | 33 000 626 | -17 172 851 |
| OB | Soutien pétrolier - Équipement | | 1 457 557 | 1 457 557 | | 1 459 634 | 1 459 634 |
| | Total | 50 225 213 | 39 724 339 | -10 500 874 | 51 270 277 | 35 531 613 | -15 738 664 |

OB Applicatifs métiers Soutiens

L'écart en AE et en CP s'explique par des retards relatifs aux marchés liés aux systèmes d'information des maintiens en condition opérationnelle aéronautique et naval.

Par ailleurs, le marché relatif au système d'information ARES du service du commissariat des armées n'a fait l'objet d'aucune consommation en AE et CP sachant que la prévision LFI s'établissait à 2,9 M€.

Les dépenses du MCO terrestre en CP ont été supérieures aux prévisions LFI afin de prendre en compte des retards de facturation des années antérieures.

OB Soutiens pétroliers équipement

Cette OB couvre l'entretien des installations désactivées de l'OTAN. Elle couvre aussi les dépenses relatives aux acquisitions de certains matériels du SEO et à l'entretien de ses infrastructures qui ne peuvent pas être imputées directement sur le compte de commerce 901 et font l'objet de remboursements à partir de celui-ci : Le montant consommé (4,3 M€ en AE et 4,1 M€ en CP) correspond aux rétablissements de crédits en faveur du BOP SF.

SOUS-ACTION

05.84 – Service interarmées des munitions

Principales mesures de l'année

En 2023, le SIMu a poursuivi sa transformation numérique avec le développement du futur système d'information logistique (SIL) dédié aux munitions, SI@Mu, dont le déploiement est prévu en mars 2024. Le service a également fait effort sur les actions de maîtrise de l'environnement munitions (MEM) destinés à optimiser leur cycle de vie, notamment par l'acquisition de conteneurs isolés et climatisés spécifiques munitions, et le début de l'expérimentation du système d'information LORA permettant de relever automatiquement les conditions de stockage des munitions dans les dépôts.

Les premières éliminations de leurres ont débuté permettant d'amorcer les gains en capacité de stockage au sein des dépôts.

Le transport inter dépôts de munitions est toujours un point d'effort dimensionnant pour le SIMu, malgré une meilleure maîtrise des mouvements. La mise à jour des études de sécurité au travail des soutes à munitions a également été un axe d'effort en 2023.

Enfin, l'acquisition de véhicules métiers et les dépenses de fonctionnement des dépôts en métropole et outre-mer et étrangers qui sont des supports essentiels des missions du soutien du SIMu envers les armées.

DÉPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement de la sous-action 84 sont concentrées uniquement sur l'OS « Activités opérationnelles » (AOP) et correspondent principalement aux prestations et fournitures nécessaires aux opérations de stockage et de maintenance des munitions et au développement du SIL.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------------|-------------------------------|-------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4)=(3)-(1)-(2) | (1) | (2) | (3) | (4)=(3)-(1)-(2) |
| OB | Soutien munitions - Activités | 9 872 215 | 204 606 | 13 797 181 | 3 720 360 | 9 360 288 | 204 606 | 10 569 767 | 1 004 873 |
| OB | Déplacements et transports | 870 001 | | 1 081 824 | 211 823 | 870 001 | | 1 069 641 | 199 640 |
| Total | | 10 742 216 | 204 606 | 14 879 006 | 3 932 184 | 10 230 289 | 204 606 | 11 639 408 | 1 204 513 |

L'écart entre la ressource programmée en LFI et l'exécuté s'explique par l'effort porté sur les deux objets majeurs pour le SIMu : le SIL SI@Mu dont le développement se poursuit engendrant des surcoûts en AE (1,5 M€) et l'acquisition de conteneurs, dont la commande a été avancée.

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

OPÉRATION STRATEGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMMÉ DES MATERIELS)

Cette opération stratégique regroupe l'intégralité des dépenses de la sous-action 84 liées aux opérations de démantèlement de munitions dites « classiques » et « complexes » conduites par le service interarmées des munitions.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | CP | | |
|--------|-----------------------------|-----------|--------------------|-----------------------------|-----------|--------------|------------------------------|
| | | LFI | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | (1) | (2) | (3) = (2) - (1) | (1) | (2) | (3) = (2) - (1) |
| OB | Démantèlement des munitions | 6 742 727 | 2 188 894 | -4 553 833 | 6 293 466 | 915 897 | -5 377 569 |

Des difficultés lors de la passation des marchés d'éliminations de munitions n'a pas permis de les notifier en 2023. Les ressources devenues disponibles ont été employées pour financer les surcoûts du SIL SI@Mu et avancer le plan d'équipement des véhicules métiers (EAC).

OPÉRATION STRATEGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)

Cette opération stratégique regroupe l'intégralité des dépenses de la sous-action 84 se rapportant aux opérations d'entretien et de renouvellement du matériel roulant présent dans les dépôts.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | CP | | |
|--------------|---|------------------|--------------------|-----------------------------|------------------|------------------|------------------------------|
| | | LFI | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | (1) | (2) | (3) = (2) - (1) | (1) | (2) | (3) = (2) - (1) |
| OB | Achat et entretien de véhicules spécialisés | 2 487 026 | 3 428 737 | 941 711 | 2 227 363 | 1 906 484 | -320 879 |
| OB | Matériel divers des services - soutien | 15 000 | 217 883 | 202 883 | 15 000 | 109 901 | 94 901 |
| Total | | 2 502 026 | 3 646 620 | 1 144 594 | 2 242 363 | 2 016 386 | -225 977 |

La moindre consommation en EPM a permis d'avancer le plan d'équipement des véhicules métiers et de remédier à la hausse des prix de l'ordre de 10 à 30 % due à l'inflation. La récupération des CP en fin de gestion par le BOP n'a pas permis de consommer la totalité de la ressource, reportant ces paiements sur la gestion 2024.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision PAP | Exécution | Écart Exécution / Prévision PAP |
|-------------|---------------|-----------|---------------------------------|
| Sous-action | 204 606 | 48 421 | -156 185 |

L'écart constaté est lié à la non prise en compte de la totalité des remontées de recettes non fiscales par le service exécutant.

SOUS-ACTION

05.85 – Service du commissariat aux armées

CONTENU DE LA SOUS-ACTION

Le service du commissariat des armées (SCA), en charge de l'administration générale des armées, répond à une logique d'organisation fonctionnelle déployée autour d'un dispositif resserré dont les centres interarmées du soutien, à compétence nationale, constituent la pierre angulaire. Son expertise dans les domaines de l'administration générale et du soutien commun (AGSC) est mise au service du soutien des forces en métropole, en outre-mer, à l'étranger et en opérations extérieures (OPEX).

Responsable des achats pour la vie courante et le transport des forces ainsi que de l'exécution des dépenses relevant du soutien commun au profit des armées, le SCA est également compétent dans les différents domaines du soutien de l'homme : équipements individuels et collectifs, vivres opérationnels et alimentation à terre hors OPEX.

Le SCA réalise en outre le paiement de la solde et des frais de déplacement par l'intermédiaire d'une chaîne fonctionnelle dédiée.

Ce service est également en charge du pilotage fonctionnel de la fonction « restauration – hébergement - loisirs » avec pour objectif la modernisation et la rationalisation de la restauration dans les armées.

L'action du SCA s'inscrit dans une démarche dite de « bout en bout » (c'est-à-dire la mise en place d'une chaîne de soutien continue, de la conception à la fourniture des prestations) à l'ensemble des domaines de l'AGSC. Ceux-ci

sont organisés selon une logique de fonctions (habillement, alimentation et restauration, hébergement, gestion de sites, condition du personnel, transport, solde, mobilité, achat de biens courants, conseil juridique, exécution financière) jusque dans les groupements de soutien de base de défense (GSBdD) rattachés hiérarchiquement au SCA depuis le 1^{er} septembre 2014.

Principales mesures de l'année

Dans le prolongement du projet « SCA 2022 », le SCA a mise en œuvre, dès 2023, la feuille de route (FDR) « Ambition SCA 2030 » qui place le service en capacité de rallier la vision stratégique du CEMA à horizon 2030 sur trois axes :

- un service du commissariat opérationnel et résilient ;
- un service du commissariat ancré au cœur des armées ;
- un service du commissariat préparant l'avenir.

En 2023, la FDR s'est concrétisée notamment au travers de la préfiguration des officiers généraux délégués (OGD) du SCA en zone de défense et de sécurité, de la participation à l'exercice majeur ORION, du lancement du groupe pluridisciplinaire de planification opérationnelle (GPPO) des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024, la rénovation de la chaîne logistique (logique de Supply Chain), l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de simplification du service ou l'expérimentation d'une application permettant une gestion dématérialisée et sans frais des déplacements professionnels (Logiciel ALIDADE).

Certaines mesures du projet « SCA 22 » sont en cours d'achèvement en 2023 dont la création, au sein de groupements de soutien de nouvelle génération (GS-NG), de pôles commissariats. Ces derniers assurent un soutien de proximité modernisé en s'appuyant sur des espaces d'accueil multiservices (espaces ATLAS - Accès en tout Temps et en tout Lieu Au Soutien).

Dans ce contexte, l'année 2023 a été marquée par :

- la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de concession à l'économat des armées (EdA) de restaurants actuellement exploités en régie. Cette stratégie concerne 72 restaurants sur la période 2020–2025, dont les 47 premiers sont concédés entre 2020 (9), 2021 (12), 2022 (13) et 2023 (13) ;
- la finalisation du déploiement des espaces ATLAS en métropole avec des projets complémentaires portant le total à 203 guichets livrés en 2023 ;
- la poursuite du déploiement des espaces ATLAS outre-mer et à l'étranger, dont le déploiement a commencé en 2021 avec en cible l'ouverture d'une vingtaine d'ATLAS à l'horizon 2025. En 2023, 10 espaces ATLAS outre-mer ont ouvert ;
- le déploiement du wifi gratuit au profit des bâtiments de la Marine Nationale stationnés à quai dans leur port base de Toulon et Brest ; 15 bâtiments déployés en 2023 sur un objectif de 43 en 2025 ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la loi ÉGALIM dans le domaine de la restauration dont l'objectif est d'atteindre 40 % de produits durables et biologiques ;
- dans un but de simplification des processus, généralisation de l'utilisation du logiciel EUREKA sur Intradef en substitution de SILLAGE pour l'accès au soutien délivré par le SCA ;
- la mise en place d'une feuille de route dédiée à l'habillement dont le but est de partager avec les armées les grands objectifs de cette fonction sensible (nouvelles tenues, délai d'approvisionnement des effets majeurs sur la LPM 2024-2030, etc.) ;
- les travaux de la loi de programmation militaire ont abouti à une évolution majeure des responsabilités du SCA dans le domaine de l'infrastructure, puisqu'il deviendra service bénéficiaire « Infra » à compter du 1^{er} janvier 2024 pour les compétences liées à la restauration en métropole (dont les foyers opérés par le SCA) et la logistique technico-opérationnelle du SCA ;
- la poursuite du soutien apporté à la mission intérieure Sentinelle.

DÉPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

Cette opération stratégique finance la majeure partie des dépenses « métier » des organismes du SCA (direction centrale, centres interarmées du soutien, plateformes commissariat, organismes opérateurs et GSBdD), ainsi que certaines dépenses au profit des aumôniers militaires, hors entretien programmé du personnel (EPP). Elle supporte

également la manœuvre de transformation du service du commissariat des armées, notamment l'aménagement des espaces ATLAS, des Établissements Logistiques du Commissariat des Armées (ELoCA) de Châtres et d'Angers et les projets innovants du service. Enfin, elle inclut les dépenses liées à la mise en œuvre de la mesure du plan famille relative au Wifi gratuit en enceintes militaires.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|--------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4)=(3)-(1)-(2) | (1) | (2) | (3) | (4)=(3)-(1)-(2) |
| OB | Activités et entraînement des forces | 5 911 540 | | 7 003 697 | 1 092 157 | 5 683 517 | | 5 730 365 | 46 848 |
| OB | Déplacements et transports | 45 292 601 | | 50 305 437 | 5 012 836 | 43 762 819 | | 50 033 143 | 6 270 324 |
| OB | Alimentation | 266 145 599 | 17 854 944 | 309 533 092 | 25 532 549 | 259 115 812 | 17 854 944 | 295 406 614 | 18 435 858 |
| | Total | 317 349 740 | 17 854 944 | 366 842 227 | 31 637 543 | 308 562 148 | 17 854 944 | 351 170 122 | 24 753 030 |

OB « Activité et entraînement des forces »

Cette OB supporte les dépenses relatives aux compléments alimentaires et manifestations spécifiques.

L'écart en AE s'explique par les dépenses relatives à l'acquisition de bouteilles d'eau. Les volumes accompagnant les rations de combat ont été revus à la hausse en gestion 2023 mais surtout, le SCA a pris en charge les bouteilles d'eau dans le cadre de la crise sanitaire à Mayotte. Les distributions d'eau liées à cette crise ayant eu lieu en fin d'année, les CP correspondant seront consommés en gestion 2024.

OB « Déplacement et transports »

Cette OB supporte les frais de déplacement du personnel du SCA en mission, la prise en charge directe (PCD) des dépenses d'alimentation du personnel des armées, directions et services en mission et le transport des colis dans le cadre de la distribution par correspondance des effets d'habillement.

La surconsommation par rapport à la ressource en LFI en AE et CP s'explique par la ré-internalisation des transports de matériels et équipements du commissariat. De plus, une surconsommation a été constatée sur l'activité déplacement des personnels (hausse des coûts de transport et surcoûts liés à divers déploiements dont ORION).

OB « Alimentation »

Cette OB supporte les coûts d'alimentation du personnel ayant-droit, quel que soit le mode de restauration utilisé (restauration en régie, conventionnée, externalisée ou concédée).

Cet écart s'explique par plusieurs facteurs à la hausse : +7 % de fréquentation (tous types de restauration confondus), l'augmentation du prix de revient objectif des repas servis, l'augmentation du montant de l'imprévision du contrat d'externalisation et de la concession.

FAS

| Niveau | Description | AE | | | CP | | |
|--------|----------------|-----------|---------------------|--------------------------------|-----------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) = (2) - (1) | (1) | (2) | (3) = (2) - (1) |
| OB | Communications | 1 182 373 | 2 163 428 | 981 055 | 1 130 916 | 2 070 320 | 939 404 |

| | | | | | | | |
|--------------|---------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|-------------------|--------------------|------------------|
| OB | Prestations intellectuelles | 2 089 633 | 305 551 | -1 784 082 | 2 000 000 | 650 893 | -1 349 107 |
| OB | Fonctionnement courant | 154 422 310 | 85 962 201 | -68 460 109 | 85 842 540 | 94 435 065 | 8 592 525 |
| OB | Soutien courant des structures | | 5 530 | 5 530 | | | |
| OB | Soutien des matériels communs | | 750 | 750 | | 6 752 | 6 752 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 3 824 272 | 2 946 138 | -878 134 | 3 660 107 | 2 384 253 | -1 275 854 |
| OB | Mobilité des personnels | 1 500 035 | 2 147 410 | 647 375 | 1 328 864 | 2 134 462 | 805 598 |
| Total | | 163 018 623 | 93 531 008 | -69 487 615 | 93 962 427 | 101 681 744 | 7 719 317 |

OB « Communication et relations publiques »

Cette OB supporte les frais de communication et relations publiques des organismes du SCA.

L'écart s'explique par un effort sur les actions de rayonnement du SCA ainsi que par le déploiement de la démarche qualité de vie au travail.

OB « Prestations intellectuelles »

Cette OB supporte les frais de prestations intellectuelles des organismes du SCA.

L'écart s'explique par une politique de réduction du recours aux cabinets de conseil, notamment pour de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMOA).

OB « Fonctionnement courant »

Cette OB supporte les frais de fonctionnement courant du SCA et notamment des cercles.

L'écart en AE s'explique par le report en 2024 du renouvellement du marché relatif à la fourniture d'internet de loisirs en métropole (75,8 M€) compensé à la marge par un effort porté sur les dépenses de transformation du SCA (modernisation des établissements logistiques du Commissariat et développement de projets numériques).

L'écart en CP s'explique par un décalage en 2023 de paiements initialement prévus en 2022 relatifs aux factures WIFI sur l'activité « dépenses de télécommunication-SIC » (6 M€) ainsi que par un décalage de paiements sur les activités budgétaires « informatique » et « prestations intellectuelles ».

OB « Soutien courant des structures & Soutien des matériels communs »

Ces OB ne sont pas dotées de ressources en LFI 2023, les consommations constatées résultent d'erreurs d'imputation et de l'écoulement du reste à payer en CP.

OB « Soutien des ressources humaines »

Cette OB supporte les frais de formation du personnel employé par le SCA.

L'écart s'explique par la diminution du nombre de formations réalisées par des prestataires externes et le développement du e-learning.

OB « Mobilité des personnels »

Cette OB supporte les frais de mutations pour la métropole, l'outre-mer et l'étranger du personnel du SCA.

L'écart s'explique par la revalorisation des plafonds de remboursement des frais de changement de résidence pour les mutations vers ou en provenance de l'outre-mer et de l'étranger, justifiée par une hausse importante des tarifs dans le contexte fortement inflationniste.

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

OPÉRATION STRATEGIQUE : EPP (ENTRETIEN PROGRAMMÉ DU PERSONNEL)

L'OS EPP recouvre les dépenses relatives à l'habillement du personnel militaire des armées, directions et services, au soutien de l'homme (vivres opérationnels et matériels de vie en campagne) ainsi qu'à l'acquisition et à la maintenance du matériel de restauration collective des cercles interarmées de base de défense et des centres de production alimentaires (CPA).

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|--------------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4)=(3)-(1)-(2) | (1) | (2) | (3) | (4)=(3)-(1)-(2) |
| OB | Soutien collectif | 50 388 846 | 10 445 | 75 519 601 | 25 120 310 | 45 977 460 | 10 445 | 57 827 742 | 11 839 837 |
| OB | Soutien individuel - Service courant | 72 721 943 | | 35 885 389 | -36 836 554 | 69 945 264 | | 27 894 409 | -42 050 855 |
| OB | Soutien individuel - Combat | 182 166 708 | 52 276 | 314 415 274 | 132 196 290 | 205 329 451 | 52 276 | 276 778 801 | 71 397 074 |
| OB | Matériel de restauration collective | 29 962 278 | | 35 622 003 | 5 659 725 | 28 828 593 | | 24 857 426 | -3 971 167 |
| | Total | 335 239 775 | 62 721 | 461 442 267 | 126 139 771 | 350 080 768 | 62 721 | 387 358 378 | 37 214 889 |

OB « Soutien collectif » :

Cette OB supporte l'ensemble des frais d'acquisition et de maintenance des matériels de campagne et de production de vivres opérationnels. L'écart s'explique par l'abondement en ressource qui a notamment permis de commander le matériel nécessaire pour les JOP24 (20 M€) et de financer le plan de remédiation de l'ELOCA d'Angers (5 M€) à hauteur de 25 M€ et dont 11,8 M€ ont été payés sur la gestion 2023, le reliquat de CP sera donc consommé en 2024.

OB « Soutien individuel - service courant » et « Soutien individuel - combat » :

Ces OB supportent l'ensemble des frais d'acquisition des effets de service courant (uniformes hors tenus de combat et équipements de protection individuels), les effets de combat et de spécialistes. L'écart s'explique par un effort particulier du ministère des Armées dans ce domaine avec l'anticipation de certaines commandes et par la couverture des surcoûts OPEX – MISSINT et 40 M€ (AE uniquement) de dotation supplémentaire de fin de gestion 2023. Pour autant, les commandes essentiellement intervenues en fin de gestion ne consommeront des CP que sur les gestions ultérieures et seuls 29 M€ ont été payés en 2023.

OB « Matériel de restauration collective » :

Cette OB supporte l'ensemble des coûts d'acquisition du matériel de restauration collective. L'écart AE résulte des acquisitions réalisées pour satisfaire le besoin de renouvellement du matériel dans le cadre de l'amendement parlementaire portant sur les ensembles d'alimentation et de loisirs (EAL) et celui des Jeux olympiques et paralympiques 2024 (JOP 2024) qui vont générer une utilisation accrue des restaurants situés en Île-de-France sur une courte période.

La désynchronisation entre AE et CP est le résultat des délais du circuit de la dépense. En effet, le délai entre la commande et l'installation finale du matériel atteint plusieurs mois. De plus, la mise à niveaux des MRC dans le cadre du soutien au JOP 24 a essentiellement eu lieu en fin de gestion 2023, ce qui n'a pas permis la consommation de CP.

OPÉRATION STRATEGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)

L'OS EAC recouvre à titre principal les dépenses relatives à l'acquisition et à la maintenance des véhicules légers de la gamme commerciale (VLGC) destinés aux déplacements des unités et entités soutenues par les bases de défense.

Elle comprend également les dépenses dédiées à l'achat et au maintien en condition opérationnelle du matériel de levage destiné aux ELOCA

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|---|------------|--------------------------|--------------------|-----------------------------|------------|--------------------------|--------------|------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (5)=(3)-(1)-(2) | (1) | (2) | (3) | (4)=(3)-(1)-(2) |
| OB | Achat et entretien de véhicules spécialisés | 44 423 112 | 2 258 977 | 86 223 384 | 39 541 295 | 47 636 094 | 2 258 977 | 76 487 370 | 26 592 299 |

Cette OB supporte l'ensemble des frais d'acquisition et d'entretien des véhicules de gamme commerciale dont la gestion est assurée par le SCA.

La surconsommation s'explique par la commande de véhicules et des frais important d'entretien (accidentologie, surcoûts OPEX-MISSINT et engagement global du marché d'entretien).

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision LFI | Exécution | Écart Exécution / Prévision LFI |
|-------------|---------------|------------|---------------------------------|
| Sous-action | 20 176 642 | 34 619 612 | 14 442 970 |

L'écart sur les attributions de produits et fonds de concours perçus en gestion 2023 s'explique principalement par le surcroît de recettes réalisé sur les OB « achat et entretien de véhicules spécialisés » (ventes au domaine) et « alimentation » (recettes de restauration).

SOUS-ACTION

05.89 – Infrastructure des soutiens

Principales mesures de l'année

L'action 5 « Logistique et soutien interarmées » reçoit une partie des crédits dédiés à la maintenance lourde et à l'adaptation capacitaire des infrastructures des soutiens.

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

OPÉRATION STRATEGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DEFENSE)

La sous-action 89 est destinée à financer les travaux d'infrastructure (construction et rénovation) d'organismes de soutien interarmées, d'une partie des bâtiments de la DGA, ainsi que l'infrastructure des bases de défense (BdD) à l'exclusion des dépenses d'entretien et des dépenses de maintien en condition des infrastructures des BdD transférées aux commandants de bases de défense.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | CP | | |
|--------------|--|--------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------|------------------------------|
| | | LFI | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | (1) | (2) | (3) = (2) - (1) | (1) | (2) | (3) = (2) - (1) |
| OB | Réalisation des infrastructures bases de défense | 124 461 912 | 120 242 164 | -4 219 748 | 81 885 327 | 101 674 962 | 19 789 635 |
| OB | Préparation opérationnelle des fonctions de commandement et de renseignement | 10 680 000 | 12 486 219 | 1 806 219 | 23 676 000 | 21 597 069 | -2 078 931 |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire | | -10 643 | -10 643 | 10 686 456 | 2 795 036 | -7 891 420 |
| OB | Maintien et soutien des sites | 13 074 100 | 7 951 258 | -5 122 842 | 12 817 745 | 13 155 258 | 337 513 |
| Total | | 148 216 012 | 140 668 998 | -7 547 014 | 129 065 528 | 139 222 325 | 10 156 797 |

OB « Réaliser les infrastructures des BdD » :

Cette OB finance les crédits d'investissements pour la réhabilitation ou l'amélioration des infrastructures des bases de défense ainsi que les ressources visant à adapter les infrastructures des sites pétroliers hors infrastructures techniques du SEO et les installations de dépôts de munitions (ateliers et dépôts).

Concernant les CP, l'exécuté est supérieur à la programmation LFI de 19,8 M€. Cette surconsommation s'explique par un transfert de 26,9 M€ par l'Armée de l'Air et de l'Espace relatif aux dépenses liées au fond de concours C130J et des paiements plus importants que prévus initialement comme l'adaptation H011 – FALCON 50 à Tahiti avec l'acquisition de terrain au profit du dépôt de munitions de Papeari (+3,1 M€), des travaux de rénovation de la chaussée aéronautique pour l'accueil de l'A400M à Libreville (+1,9 M€), la modernisation du dépôt de munitions SECPRO à Miramas (+1,6 M€), l'adaptation des hangars H13 et H15 de la BA 186 en Nouvelle Calédonie (+0,5 M€) ou encore la reconfiguration de bureaux de la zone sud à Brest (+0,3 M€).

Les principales opérations payées sont :

- les travaux de rationalisation et de modernisation du DEMa à Toulon (16,1 M€) ;
- les nombreux travaux au 4^e RMAT de Miramas comme la modernisation du dépôt de munitions SECPRO, la construction des aires aménagées et viabilisation de la ZDHS, la construction des igloos ou encore la déconstruction, le désamiantage de bâtiments (14 M€) ;
- la construction du dépôt de munitions à Abidjan (8,5 M€) ;
- la construction d'un quai pour l'arrivée des patrouilleurs outre-mer Base navale Chaleix à Nouméa (6,9 M€) ;
- la construction IPS Accueil MRTT à Évreux (5,8 M€) ;
- l'acquisition de terrain au profit du dépôt de munitions de Papeari à Tahiti (3,1 M€) ;
- la rénovation de la chaussée aéronautique pour l'accueil de l'A400M à Libreville (+2,8 M€).

OB « Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire » :

La sous-consommation en CP s'explique principalement par :

- la rénovation boucles haute tension et secours électrique de la base 113 à Saint-Dizier (5 M€). Cette opération a fait l'objet d'un avenant signé en décembre 2023 qui a nécessité une négociation longue avec le titulaire et a impliqué un décalage dans la mise en paiement des projets de décompte. De plus, le projet de décompte de 1,3 M€ n'a pas pu être payé en raison de la rupture de trésorerie en fin d'année.
- la rénovation complète du réseau HT et adaptation du secours électrique à Villacoublay (0,1 M€).

OB « Préparation opérationnelle des fonctions de commandement et de renseignement » :

La sur-consommation en AE s'explique principalement par des révisions de prix et un avenant pour des besoins nouveaux pour la construction nouveau centre de surveillance de sécurité GALILEO à Saint-Germain-en-Laye (1,5 M€). Cette opération fait l'objet d'une convention entre le MINARM et l'agence de l'UE pour le programme spatial.

La sous-consommation en CP s'explique principalement par des modifications demandées par la direction du renseignement militaire (DRM) pour l'opération construction d'un bâtiment à usage tertiaire CRAC-CFEE à Creil (-1,1 M€). La remise à l'utilisateur étant prévue en tout début d'année 2025, les demandes de paiement vont s'accélérer au cours de l'année 2024

OB « maintien et soutien des sites » :

Sous-consommation liée à l'imputation de l'opération de rénovation DEMA TOULON sur l'OB « réalisation des infrastructures des bases de défenses.

SYNTHÈSE ACTION 5

| Niveau | Description | AE | | | | | |
|--------------|---|----------------------|--------------------------|--------------------|-------------------|-----------------------------|-----------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement sur TF | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 436 155 724 | 152 877 060 | - | - | 687 174 052 | 98 141 268 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 169 821 995 | 5 688 977 | - | - | 209 303 202 | 33 792 230 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 6 742 727 | - | - | - | 2 188 894 | -4 553 833 |
| OS | Entretien programmé du personnel (EPP) | 335 239 775 | 62 721 | - | - | 461 442 267 | 126 139 771 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 1 346 717 047 | 48 222 159 | - | - | 969 018 924 | -425 920 282 |
| OS | Infrastructures de défense (INFRA) | 706 031 625 | - | 4 250 000 | 9 669 499 | 664 802 384 | -36 979 241 |
| OS | Dissuasion (DIS) | - | - | - | - | 0 | 0 |
| Total | | 3 000 708 893 | 206 850 917 | 4 250 000 | 9 669 499 | 2 993 929 723 | -209 380 087 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------------|---|----------------------|--------------------------|----------------------|------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 424 575 471 | 152 877 060 | 658 358 794 | 80 906 263 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 165 224 879 | 5 688 977 | 181 669 149 | 10 755 293 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 6 293 466 | 0 | 915 897 | -5 377 569 |
| OS | Entretien programmé du personnel (EPP) | 350 080 768 | 62 721 | 387 358 378 | 37 214 889 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 1 085 977 169 | 48 222 159 | 1 111 352 618 | -22 846 710 |
| OS | Infrastructures de défense (INFRA) | 512 282 486 | 0 | 512 641 088 | 358 602 |
| OS | Dissuasion (DIS) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | | 2 544 434 239 | 206 850 917 | 2 852 295 925 | 101 010 769 |

ACTION**06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|----------------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | | 844 000 000 411 641 427 | 844 000 000 411 641 427 | | 844 000 000 407 572 419 | 844 000 000 407 572 419 |

Les crédits de cette action sont destinés à financer les dépenses supplémentaires liées aux opérations extérieures. Ces dépenses recouvrent notamment des coûts liés au transport stratégique, aux contrats d'externalisation, aux contributions budgétaires aux opérations militaires de l'UE et de l'OTAN et aux surcoûts de fonctionnement.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 790 000 000 | 387 983 641 | 790 000 000 | 384 205 831 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 790 000 000 | 387 983 641 | 790 000 000 | 384 205 831 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | | 2 730 104 | | 2 438 905 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | | 2 561 924 | | 2 289 613 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 168 180 | | 149 292 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 54 000 000 | 20 918 241 | 54 000 000 | 20 918 241 |
| Transferts aux ménages | 24 000 000 | | 24 000 000 | |
| Transferts aux autres collectivités | 30 000 000 | 20 918 241 | 30 000 000 | 20 918 241 |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | | 9 442 | | 9 442 |
| Prêts et avances | | 9 442 | | 9 442 |
| Total | 844 000 000 | 411 641 427 | 844 000 000 | 407 572 419 |

L'année 2023 a été marquée par la réorganisation du dispositif français en Afrique. Le désengagement du Burkina Faso début 2023 suivi au deuxième semestre 2023 par celui du Niger a eu un impact important sur les coûts des opérations au Sahel (-241,7 M€ par rapport à 2022). Cette nouvelle donne stratégique s'est traduite par une réduction supplémentaire du format des forces projetées dans cette région, dont une partie seulement a été redéployée au Tchad.

Pour autant, la bande sahélo-saharienne reste la première des zones d'engagement des armées françaises : ce théâtre, à forte composante aéro-terrestre, représente encore plus de la moitié de l'effectif total déployé et du montant total des surcoûts OPEX en 2023 (730,0 M€ contre 967 M€ en 2022).

Le désengagement s'est accompagné d'une augmentation des surcoûts liés au transport stratégique due au rapatriement définitif des matériels en métropole ainsi qu'à la régénération des missiles moyenne portée en zone chaude.

Par ailleurs, dans un contexte de relations internationales chaotiques, le niveau de dépense est en hausse au Levant (opération Chammal), principalement en raison de l'augmentation des actions bilatérales avec le partenaire irakien et du renforcement du dispositif aérien (mise en place de Reaper). Traduisant l'engagement français dans le cadre

d'une coalition de circonstance au Levant contre Daesh, l'opération Chammal, à dominante aéro-maritime, constitue le deuxième engagement militaire en 2023 en termes financiers, avec un surcoût total porté à 287,6 M€ (242,4 M€ en 2022).

Au Liban (opération Daman), l'engagement de la France au sein de la FINUL est globalement stable dans ses principales caractéristiques, même si les dépenses sont en baisse par rapport à 2022, principalement en raison de la baisse des besoins en EPM terrestre après un effort particulier consenti en 2022.

OPÉRATION STRATEGIQUE : OPEX

OB « Actions civilo-militaires » :

Les actions civilo-militaires (ACM) permettent l'intégration de la force française dans son environnement dans le cadre d'une stratégie d'influence (4,1 M€ en 2023).

OB « Externalisation » :

Cette opération budgétaire concerne les prestations externalisées de soutien (gestion de camp, alimentation, hébergement, acheminement du courrier, prestations multi-services, etc.) assurées par des prestataires extérieurs : 86,3 M€ en 2023.

OB « Soutien aux forces » :

Les crédits de cette opération budgétaire (122,2 M€ en 2023) servent à couvrir notamment les dépenses d'alimentation, de fonctionnement courant, de déplacement, de location immobilière, de condition du personnel en opération, d'habillement et de soutien de l'homme et de soutien au stationnement.

OB « Soutien aux opérations » :

Cette opération budgétaire concerne les dépenses de carburants opérationnels pour les matériels terrestres et les avions affrétés déployés en OPEX, de munitions et d'entretien programmé des matériels aéroterrestres, aériens et navals. En 2023, les dépenses afférentes se sont élevées à 40,5 M€ .

OB « Subventions » :

Les subventions désignent les contributions versées par le ministère des armées aux budgets communs des opérations militaires de l'UE et de l'OTAN auxquelles participe la France. Elles s'élèvent en 2023 à 20,8 M€.

OB « Télécommunications » :

Cette OB (21,2 M€ en 2023) regroupe les crédits alloués à l'acquisition de matériel SIC destiné aux opérations extérieures ainsi qu'aux télécommunications, permettant notamment de financer la location de bandes passantes pour la mise en œuvre des drones et les communications satellitaires sur les théâtres.

OB « Transports » :

Cette OB (115 M€ en 2023) est circonscrite aux surcoûts liés à l'externalisation des transports. Le transport regroupe, d'une part, le transport stratégique et d'autre part, le transport intra-théâtre, réalisés dans le cadre de marchés de transports maritimes, aériens et routiers. Elle ne concerne pas les coûts liés à l'utilisation des moyens patrimoniaux, portés par d'autres OB.

Le transport stratégique se décompose en une phase de projection aérienne ou maritime depuis la métropole, puis une phase d'acheminement terrestre vers les zones d'intervention.

Les phases de projection, d'entretien des flux logistiques et de désengagement sont réalisées par une combinaison entre :

- la voie maritime affrétée ;
- l'affrètement de gros porteurs ;
- des transports terrestres (voie routière, voie ferrée), notamment s'agissant des pré et post acheminements.

Les flux de soutien des OPEX en phase stabilisée (flux d'entretien) sont assurés majoritairement par la voie maritime et par la voie aérienne pour les besoins urgents. La logistique de certains matériels opérationnels, compte tenu de leur criticité et de leur maintien en condition opérationnelle, imposent par ailleurs des délais de transport très courts.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | |
|--------|---------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions |
| | | -1 | -2 | -3 | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Actions civilo-militaires | 1 500 000 | | 5 025 486 | 3 525 486 |
| OB | Externalisation | 120 000 000 | | 86 247 449 | -33 752 551 |
| OB | Soutien aux forces | 180 000 000 | | 122 198 003 | -57 801 997 |
| OB | Soutien aux opérations | 318 500 000 | | 40 516 037 | -277 983 963 |
| OB | Subventions | 30 000 000 | 24 000 000 | 20 811 161 | -33 188 839 |
| OB | Télécommunications | 35 000 000 | | 22 190 838 | -12 809 162 |
| OB | Transport | 135 000 000 | | 120 154 210 | -14 845 790 |
| | Total | 820 000 000 | 24 000 000 | 417 143 183 | -426 856 817 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------|---------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consommation/ prévisions |
| | | -1 | -2 | -3 | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Actions civilo-militaires | 1 500 000 | | 4 079 195 | 2 579 195 |
| OB | Externalisation | 120 000 000 | | 86 311 540 | -33 688 460 |
| OB | Soutien aux forces | 180 000 000 | | 122 247 809 | -57 752 191 |
| OB | Soutien aux opérations | 318 500 000 | | 40 511 052 | -277 988 948 |
| OB | Subventions | 30 000 000 | 24 000 000 | 20 811 161 | -33 188 839 |
| OB | Télécommunications | 35 000 000 | | 21 242 231 | -13 757 769 |
| OB | Transport | 135 000 000 | | 114 988 808 | -20 011 192 |
| | Total | 820 000 000 | 24 000 000 | 410 191 796 | -433 808 204 |

BILAN FINANCIER DE L'ENSEMBLE DES DÉPENSES LIÉES AUX OPEX EN 2023 (PÉRIMÈTRE HORS TITRE 2)

Les surcoûts OPEX sont détaillés, par armée ou service et type de dépense, dans les tableaux suivants.

En CP

| Armée / service | Imputation des surcoûts OPEX | Ressources (en M€) | Dépenses (en M€) |
|-----------------------------|--|--------------------|------------------|
| EMA | Action 6 – Surcoûts liés aux OPEX | 844,0 | 410,2 |
| EMA/EOI | Action 1-10 - Emploi des forces | | -0,3 |
| DIRISI | Action 1-14 - Systèmes d'information et de communication | | 0,00 |
| Armée de terre | Action 2 – Préparation des forces terrestres | | 223,7 |
| Marine | Action 3 – Préparation des forces navales | | 127,2 |
| Armée de l'air | Action 4 – Préparation des forces aériennes | | 224,6 |
| Service de santé des armées | Action 5 – logistique et soutien interarmées | | 9,0 |
| Soutien des Forces | Action 5 – logistique et soutien interarmées | | 28,6 |
| | Total | 844,0 | 1 023,0 |

| Type de dépense par OB ou activité (détailler les dépenses liées à CAPES France) | Imputation | Consommation |
|--|------------|--------------------|
| Actions civilo-militaire | Action 6 | 4 079 195 |
| Externalisation du soutien hors CAPES | Action 6 | 86 311 540 |
| Soutien aux forces | Action 6 | 122 247 809 |
| Soutien aux opérations | Action 6 | 40 511 052 |
| Subventions | Action 6 | 20 811 161 |
| Télécommunications | Action 6 | 21 242 231 |
| Transport | Action 6 | 114 988 808 |
| Total | | 410 191 796 |

| Type de dépense par OB | Imputation | Consommation |
|------------------------|------------|-----------------|
| DIRISI | Action 1 | |
| EOI | Action 1 | -299 735 |
| Total | | -299 735 |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|-------------------------------------|------------|--------------------|
| EPM TERRESTRE | Action 2 | 83 694 116 |
| EPM Aéronautique | Action 2 | 112 534 861 |
| Carburant | Action 2 | 3 895 339 |
| AOP | Action 2 | 1 471 951 |
| Munitions | Action 2 | 17 993 083 |
| EAC | Action 2 | 4 141 760 |
| Total | | 223 731 110 |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|-------------------------------------|------------|--------------------|
| EPM Aéronautique | Action 3 | 26 208 139 |
| EPM TERRESTRE | Action 3 | 144 761 |
| EPM naval | Action 3 | 83 189 231 |
| Carburant | Action 3 | 15 853 290 |
| Munitions | Action 3 | 1 413 582 |
| EAC | Action 3 | 263 786 |
| AOP | Action 3 | 61 433 |
| FAS | Action 3 | 20 460 |
| Total | | 127 154 682 |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|-------------------------------------|------------|--------------------|
| EPM Terrestre | Action 4 | 1 793 681 |
| EPM Aéronautique | Action 4 | 153 422 238 |
| Carburant | Action 4 | 57 783 134 |
| Munitions | Action 4 | 4 837 856 |
| EPP | Action 4 | 6 582 519 |
| AOP | Action 4 | 161 036 |
| Total | | 224 580 464 |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|-------------------------------------|------------|--------------|
| EPP | Action 5 | 28 055 853 |
| FAS | Action 5 | 8 524 000 |

| | | |
|--------------|----------|-------------------|
| FAS | Action 5 | 563 865 |
| EAC | Action 5 | 219 665 |
| AOP | Action 5 | 276 653 |
| Total | | 37 640 036 |

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits, et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévision PAP |
|-------------|---------------|--------------|---------------------------------------|
| Sous-action | 24 000 000 | 33 714 989 | 9 714 989 |

Suite à une résolution de la 5^e commission de l'AG de l'ONU (76/280 de 2022), le Secrétariat de l'Organisation a mis en œuvre le retour aux États membres des ressources disponibles sur le compte des OMP closes. Cela concerne le règlement de dettes vis-à-vis des pays contributeur de troupes (TCC) (MINARM concerné). Cette recette (8,5 M\$) n'était pas connue lors des travaux de programmation.

Synthese ACTION 6

| Niveau | Description | Code | AE | | | | |
|--------|-------------|------|---------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------------------------|
| | | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI |
| | | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) |
| OS | OPEX | OPEX | 820 000 000 | 24 000 000 | | 417 143 183 | -426 856 817 |

| Niveau | Description | Code | CP | | | |
|--------|-------------|------|---------------|--------------------------------|--------------|--|
| | | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | OPEX | OPEX | 820 000 000 | 24 000 000 | 410 191 796 | -433 808 204 |

ECHEANCIER DES PAIEMENTS

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------------|-------------|---------|--------------------------------------|----------|-----------|-------|------|-------|---------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OS | OPEX | PLF | 15,62 | 844,00 | 844,00 | 15,62 | 0,00 | 0,00 | 859,62 |
| | | PLR | 12,90 | 417,14 | 410,19 | 19,85 | 0,00 | 0,00 | 430,04 |
| Total écarts | | | -2,72 | -426,86 | -433,81 | 4,23 | 0,00 | 0,00 | -429,58 |

ACTION**07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|--------------------------|--|---------------------|--------------------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | | 30 000 000 20 488 492 | 30 000 000 20 488 492 | | 30 000 000 20 748 095 | 30 000 000 20 748 095 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 30 000 000 | 20 488 492 | 30 000 000 | 20 748 095 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 30 000 000 | 20 488 492 | 30 000 000 | 20 748 095 |
| Total | 30 000 000 | 20 488 492 | 30 000 000 | 20 748 095 |

Principales mesures de l'année

Le dispositif opérationnel permanent (DOP) de l'opération Sentinelle a été ajusté au cours de l'année 2023, notamment à l'occasion de la coupe du monde de rugby. Ces ajustements ont pris la forme de renforts ponctuels. Toutefois, le niveau d'alerte a été relevé début octobre à la suite de l'attentat d'Arras et de la dégradation du contexte international (crise au Proche-Orient). Les effectifs ont ainsi été portés jusqu'à 7 000 militaires avant de revenir progressivement vers le niveau socle de 3 000 militaires, dans le cadre du dialogue civilo-militaire de niveaux central et zonal.

OPÉRATION STRATEGIQUE : OPINT

Le périmètre retenu pour la prise en charge en imputation directe sur le BOP 0178-0062 se limite aux missions faisant l'objet d'un financement en surcoûts OPINT (provision et couverture complémentaire le cas échéant). En 2023, cela concerne uniquement l'opération Sentinelle.

OB « Soutien aux forces » :

Cette OB (20,5 M€) porte les dépenses d'alimentation, de déplacement du personnel et de fonctionnement courant.

OB « Télécommunications » :

Cette OB a porté en 2023 des dépenses pour un montant de 0,1 M€.

| (yc FDC et ADP) | Prévision LFI | | | Réalisation | | |
|-----------------|---------------|---------------|-------------|-------------|---------------|------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| AE | 100 000 000 | 30 000 000 | 130 000 000 | 69 918 369 | 21 219 475 | 91 137 844 |
| CP | 100 000 000 | 30 000 000 | 130 000 000 | 69 918 369 | 20 756 989 | 90 675 358 |

BILAN FINANCIER DE L'ENSEMBLE DES DÉPENSES LIÉES AUX OPINT EN 2023 (PÉRIMÈTRE HORS TITRE 2)

| Armée / Service | Imputations des surcoûts MISSINT | Ressources (en M€) | Dépenses (en M€) |
|-----------------|--|--------------------|------------------|
| EMA | Action 7 – Surcoûts liés aux MISSINT | 30 | 20,76 |
| DIRISI | Action 1– 14 – Systèmes d'information et de communication | - | 0,57 |
| Armée de terre | Action 2 – Préparation des forces terrestres | - | 11,83 |
| Marine | Action 3 – Préparation des forces navales | - | - |
| Armée de l'air | Action 4 – Préparation des forces aériennes | - | -0,04 |
| SOUTIEN | Action 5 – logistique et soutien interarmées | - | 25,87 |
| S.S.A | Action 5-80 – Fonction santé | - | 0,41 |
| Total | | 30 | 59,40 |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|-------------------------------------|------------|-------------------|
| Soutien aux forces | Action 7 | 20 652 891 |
| Soutien aux opérations | Action 7 | 104 098 |
| Total | | 20 756 989 |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|-------------------------------------|-------------|----------------|
| EAC | Action 1-10 | 569 025 |
| EAC | Action 1-14 | |
| Total | | 569 025 |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|-------------------------------------|------------|-------------------|
| EPM TERRESTRE | Action 2 | 1 850 775 |
| EPM Aéronautique | Action 2 | 0 |
| EAC hors munitions | Action 2 | 80 198 |
| AOP Caburant | Action 2 | 4 616 978 |
| AOP hors carb | Action 2 | 5 284 295 |
| Total | | 11 832 246 |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|-------------------------------------|------------|----------------|
| EPM Aéronautique | Action 4 | |
| AOP | Action 4 | -41 782 |
| FAS | Action 4 | |
| Total | | -41 782 |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|-------------------------------------|------------|-------------------|
| EPP | Action 5 | 3 142 097 |
| EAC | Action 5 | 3 338 391 |
| FAS | Action 5 | 14 080 610 |
| AOP | Action 5 | 5 311 973 |
| Total | | 25 873 071 |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|-------------------------------------|-------------|--------------|
| AOP | Action 5-80 | 411 369 |

Synthèse ACTION 7

| Niveau | Description | AE | | | | |
|--------|-------------|---------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) |
| OS | MISSINT | 30 000 000 | 0 | 0 | 21 219 475 | -8 780 525 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------|-------------|---------------|--------------------------|--------------|------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | MISSINT | 30 000 000 | 0 | 20 756 989 | -9 243 011 |

ECHEANCIER DES PAIEMENTS

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------------|-------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|------|-------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OS | MISSINT | PLF | 2,87 | 30,00 | 30,00 | 2,87 | 0,00 | 0,00 | 32,87 |
| | | PLR | 1,61 | 21,22 | 20,76 | 2,08 | 0,00 | 0,00 | 22,83 |
| Total écarts | | | -1,26 | -8,78 | -9,24 | -0,79 | 0,00 | 0,00 | -10,04 |

Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

| Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| Ecole de l'air et de l'espace (P178) | 26 511 696 | 26 511 696 | 28 885 437 | 28 885 437 | 28 565 687 | 28 565 687 |
| Subventions pour charges de service public | 26 214 554 | 26 214 554 | 28 475 914 | 28 475 914 | 28 176 640 | 28 176 640 |
| Dotations en fonds propres | 297 142 | 297 142 | | | 389 047 | 389 047 |
| Subventions d'investissement | | | 409 523 | 409 523 | | |
| Ecole navale (P178) | 33 358 808 | 33 358 808 | 36 009 496 | 36 009 496 | 34 682 400 | 34 682 400 |
| Subventions pour charges de service public | 32 163 608 | 32 163 608 | 34 863 496 | 34 863 496 | 34 135 200 | 34 135 200 |
| Dotations en fonds propres | 1 195 200 | 1 195 200 | | | 547 200 | 547 200 |
| Subventions d'investissement | | | 1 146 000 | 1 146 000 | | |
| CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (P172) | 150 000 | 150 000 | | | | |
| Transferts | 150 000 | 150 000 | | | | |
| IFREMER - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (P172) | | | | | 1 366 690 | 1 366 690 |
| Transferts | | | | | 1 366 690 | 1 366 690 |
| Total | 60 020 504 | 60 020 504 | 64 894 933 | 64 894 933 | 64 614 777 | 64 614 777 |
| Total des subventions pour charges de service public | 58 378 162 | 58 378 162 | 63 339 410 | 63 339 410 | 62 311 840 | 62 311 840 |
| Total des dotations en fonds propres | 1 492 342 | 1 492 342 | | | 936 247 | 936 247 |
| Total des transferts | 150 000 | 150 000 | | | 1 366 690 | 1 366 690 |
| Total des subventions d'investissement | | | 1 555 523 | 1 555 523 | | |

Note : les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023, leur réalisation 2022 est sans objet.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

EMPLOIS EN FONCTION AU SEIN DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| Opérateur | ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes | ETPT rémunérés par les opérateurs | | | | ETPT rémunérés par d'autres collectivités |
|-------------------------------|--|-----------------------------------|--------------|------------------------|----------------|--|
| | | sous plafond * | hors plafond | dont contrats aidés | dont apprentis | |
| Ecole de l'air et de l'espace | 2 | 269 | 7 | 0 | 0 | 0 |
| | 1 | 300 | 13 | 0 | 1 | 0 |
| | 1 | 282 | 9 | 0 | 0 | 0 |
| Ecole navale | 7 | 349 | 22 | 0 | 6 | 0 |
| | 7 | 364 | 40 | 0 | 0 | 0 |
| | 6 | 349 | 18 | 0 | 5 | 18 |
| Total | 9 | 618 | 29 | 0 | 6 | 0 |
| | 8 | 664 | 53 | 0 | 1 | 0 |
| | 7 | 631 | 27 | 0 | 5 | 18 |

* Les emplois sous plafond 2023 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2023 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023

SCHÉMA D'EMPLOIS ET PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| | Prévision ETPT | Réalisation ETPT |
|------------------------------------|-------------------|---------------------|
| Emplois sous plafond 2023 * | 664 | 631 |

* Ces emplois sous plafond font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2023 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023

| | Prévision ETP | Réalisation ETP |
|------------------------------|------------------|--------------------|
| Schéma d'emplois 2023 en ETP | 0 | 22 |

L'évolution à la hausse du schéma d'emploi des opérateurs du programme 178 se répartit comme suit :

- École navale : +8 ETP (pour une cible fixée en PLF 2023 à 0 ETP) ;
- École de l'air et de l'espace : +14 ETP (pour une cible fixée en PLF 2023 à 0 ETP).

Opérateurs

OPÉRATEUR

Ecole de l'air et de l'espace

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

L'École de l'air et de l'espace (EAE) réunit l'ensemble des parcours de formation initiale des officiers de l'armée de l'air et de l'espace. L'EAE est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, constitué sous la forme d'un grand établissement (EPSCP-GE) au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation (article R. 3411-119 du code de la défense), sous tutelle du ministère des armées. Ce statut lui permet de s'intégrer pleinement dans l'enseignement supérieur et de collaborer d'égal à égal avec tous les établissements de l'enseignement supérieur.

École de commandement, l'EAE dispense à tous les futurs officiers une formation militaire d'excellence en prise directe avec le milieu opérationnel. L'établissement forme, en outre, les futurs experts du milieu aérospatial, en s'appuyant sur un enseignement pratique et théorique de haut niveau, adossé à un pôle recherche en plein essor. L'École offre la possibilité de suivre une formation individualisée et valorisée grâce à une prise en compte des diplômes, des compétences et de l'expérience déjà détenus.

Les travaux relatifs à l'élaboration du premier contrat d'objectifs et de performance (COP) de l'établissement ont été conduits et approuvés lors du conseil d'administration (CA) de novembre 2021. Ce projet ambitieux permet à l'École de poursuivre l'élargissement de son offre de formation, tout en sanctuarisant l'essentiel de la formation des officiers aviateurs.

L'année 2023 a été marquée par une activité dense et riche en projets importants au bénéfice des élèves, de la recherche et du rayonnement de l'École.

L'EAE a veillé à améliorer le quotidien des élèves et des enseignants/instructeurs en rénovant et modernisant des espaces (salles de cours, chambres élèves), et en installant des équipements neufs, comme la prolongation du parcours d'audace ou la mise en place d'espaces de stockage au CIFED au bénéfice des formations drones. Ces dépenses concourant à l'objectif de formation sont à la hauteur des enjeux fixés dans le COP 2022-2026.

En outre, la mise en place d'équipements spécifiques dans le cadre de la formation militaire pour la préparation au combat, qui correspond au premier objectif stratégique du COP 2022-2026 avec la création de la 1^{re} tranche de la *Forward Operating Base* (base opérationnelle avancée), représente l'un des investissements majeurs inscrit au plan pluriannuel d'investissement (PPI), revu deux fois par an, au printemps et l'automne.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation | 5 | 5 | | | 5 | 5 |
| Transferts | 5 | 5 | | | 5 | 5 |
| P144 – Environnement et prospective de la politique de défense | 293 | 97 | | | 829 | 263 |
| Transferts | 293 | 97 | | | 829 | 263 |
| P178 – Préparation et emploi des forces | 26 512 | 26 512 | 28 885 | 28 885 | 28 566 | 28 566 |
| Subventions pour charges de service public | 26 215 | 26 215 | 28 476 | 28 476 | 28 177 | 28 177 |
| Dotations en fonds propres | 297 | 297 | | | 389 | 389 |
| Subventions d'investissement | | | 410 | 410 | | |
| P231 – Vie étudiante | 2 | 2 | | | 3 | 3 |
| Transferts | 2 | 2 | | | 3 | 3 |
| P359 – Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 (fermé en 2022) | | 121 | | | | |
| Subventions pour charges de service public | | 121 | | | | |
| Total | 26 812 | 26 736 | 28 885 | 28 885 | 29 403 | 28 836 |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

COMPTE FINANCIER 2023

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel | 25 380 | 24 221 | Subventions de l'État | 28 210 | 28 177 |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | 10 074 | 9 058 | – subventions pour charges de service public | 28 210 | 28 177 |
| | | | – crédits d'intervention(transfert) | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 4 176 | 4 357 | Fiscalité affectée | | |
| Intervention (le cas échéant) | | | Autres subventions | | 738 |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 640 | 802 | Revenus d'activité et autres produits | 1 350 | 1 730 |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i> | 640 | 802 | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i> | | 100 |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | | | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i> | | |
| | | | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | | |
| Total des charges | 29 556 | 28 577 | Total des produits | 29 560 | 30 645 |
| Résultat : bénéfice | 4 | 2 068 | Résultat : perte | | |
| Total : équilibre du CR | 29 560 | 30 645 | Total : équilibre du CR | 29 560 | 30 645 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | | | Capacité d'autofinancement | 644 | 2 769 |
| Investissements | 1 465 | 1 470 | Financement de l'actif par l'État | 393 | 389 |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | 460 | |
| | | | Autres ressources | 145 | |
| Remboursement des dettes financières | | | Augmentation des dettes financières | | |
| Total des emplois | 1 465 | 1 470 | Total des ressources | 1 641 | 3 159 |
| Augmentation du fonds de roulement | 176 | 1 689 | Diminution du fonds de roulement | | |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 9 035 | 8 488 | 10 641 |

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2023 | | Compte financier 2023 * | |
|--|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel | 25 380 | 25 380 | 24 355 | 24 355 |
| Fonctionnement | 3 636 | 3 636 | 3 811 | 3 391 |
| Intervention | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 1 719 | 1 465 | 1 682 | 1 454 |
| Total des dépenses AE (A) CP (B) | 30 735 | 30 481 | 29 848 | 29 200 |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 10 074 | 10 074 | 9 058 | 9 058 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Recettes globalisées | 29 560 | 29 803 |
| Subvention pour charges de service public | 28 210 | 28 177 |
| Autres financements de l'État | 0 | 0 |
| Fiscalité affectée | 0 | 0 |
| Autres financements publics | 0 | 19 |
| Recettes propres | 1 350 | 1 607 |
| Recettes fléchées | 997 | 1 028 |
| Financements de l'État fléchés | 393 | 389 |
| Autres financements publics fléchés | 460 | 529 |
| Recettes propres fléchées | 145 | 110 |
| Total des recettes (C) | 30 558 | 30 830 |
| Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B) | 76 | 1 630 |
| Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C) | 0 | 0 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination | Personnel Budget initial Compte financier * | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|--|---|------------------------|------------------------|----------------|----------------|------------------------|------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| 1. Formation académique | 4 620 4 804 | 257 241 | 257 219 | 0 0 | 0 0 | 151 186 | 151 61 | 5 027 5 231 | 5 027 5 083 |
| 2. Formation militaire, aéronautique et aérospatiale | 6 370 6 261 | 1 558 1 650 | 1 558 1 454 | 0 0 | 0 0 | 773 748 | 508 770 | 8 701 8 659 | 8 436 8 485 |
| 3. Recherche | 5 810 5 020 | 439 407 | 439 418 | 0 0 | 0 0 | 70 189 | 181 138 | 6 319 5 615 | 6 430 5 576 |
| 4. Rayonnement et partenariat | 3 530 3 370 | 419 397 | 419 361 | 0 0 | 0 0 | 21 23 | 21 4 | 3 970 3 789 | 3 970 3 734 |
| 5. Soutien | 5 050 4 901 | 963 1 116 | 963 939 | 0 0 | 0 0 | 705 537 | 605 482 | 6 718 6 554 | 6 618 6 322 |
| Total | 25 380 24 355 | 3 636 3 811 | 3 636 3 391 | 0 0 | 0 0 | 1 719 1 682 | 1 465 1 454 | 30 735 29 848 | 30 481 29 200 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Solde budgétaire (déficit) (D2) | 0 | 0 |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 0 | 0 |
| Autres décaissements non budgétaires | 0 | 25 |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) | 0 | 25 |
| ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1) | 76 | 1 606 |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 0 | 587 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 111 | 1 019 |
| Total des besoins | 76 | 1 631 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Solde budgétaire (excédent) (D1) | 76 | 1 630 |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 0 | 0 |
| Autres encaissements non budgétaires | 0 | 1 |
| Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) | 76 | 1 631 |
| PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2) | 0 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 35 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 0 | 0 |
| Total des financements | 76 | 1 631 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

| | Réalisation 2022 (1) | Prévision 2023 (2) | Réalisation 2023 |
|--|----------------------|--------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | 276 | 313 | 291 |
| – sous plafond | 269 | 300 | 282 |
| – hors plafond | 7 | 13 | 9 |
| <i>dont contrats aidés</i> | | | |
| <i>dont apprentis</i> | | 1 | |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | 2 | 1 | 1 |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | 2 | 1 | 1 |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | | | |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

OPÉRATEUR

Ecole navale

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Le budget initial s'est construit autour d'une prévision de croissance de la masse salariale. Si cette dernière s'est révélée moindre en exécution qu'en prévision, il est toutefois important de souligner la hausse entre le compte financier 2022 et le compte financier 2023 (+1 M€), à ETPT constant, en raison des mesures catégorielles décidées en cours d'année par l'État. L'actualisation du plan pluriannuel d'investissement avait doté le budget d'investissement 2023 de son plus haut niveau initial depuis la création de l'établissement, démontrant ainsi le dynamisme des projets portés par l'École.

Les budgets rectificatifs ont permis d'affiner les prévisions, d'ajouter mais aussi de reporter de nouvelles dépenses. En effet, le plan pluriannuel d'investissement a fait l'objet d'une mise à jour afin d'intégrer la participation de l'École navale au renouvellement du simulateur de navigation, à l'horizon 2026.

Le compte financier permet de constater un résultat comptable positif, contrairement aux prévisions des budgets successifs. Ce résultat positif est à souligner car il ne mettra pas en difficulté l'établissement, qui ne peut avoir un résultat comptable déficitaire deux années consécutives. Mais aussi, ce résultat, ainsi que la capacité d'autofinancement permettront de soutenir la politique d'investissement de l'école.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation | 6 | 6 | | | 5 | 5 |
| Transferts | 6 | 6 | | | 5 | 5 |
| P144 – Environnement et prospective de la politique de défense | 387 | 71 | | | | 77 |
| Transferts | 387 | 71 | | | | 77 |
| P178 – Préparation et emploi des forces | 33 359 | 33 359 | 36 009 | 36 009 | 34 682 | 34 682 |
| Subventions pour charges de service public | 32 164 | 32 164 | 34 863 | 34 863 | 34 135 | 34 135 |
| Dotations en fonds propres | 1 195 | 1 195 | | | 547 | 547 |
| Subventions d'investissement | | | 1 146 | 1 146 | | |
| Total | 33 752 | 33 436 | 36 009 | 36 009 | 34 687 | 34 765 |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

Concernant l'École navale, l'écart entre les prévisions LFI et la réalisation 2023 provient essentiellement d'une non levée de la réserve de l'École Navale par son autorité de tutelle, ce qui a diminué les ressources de l'établissement sans conséquence sur la satisfaction de ses besoins.

COMPTE FINANCIER 2023

Avertissement

Le compte financier de l'opérateur a été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel | 29 431 | 28 407 | Subventions de l'État | 34 152 | 34 135 |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | <i>9 842</i> | <i>10 155</i> | <i>– subventions pour charges de service public</i> | <i>34 152</i> | <i>34 135</i> |
| | | | <i>– crédits d'intervention(transfert)</i> | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 7 950 | 8 573 | Fiscalité affectée | | |
| Intervention (le cas échéant) | 55 | 63 | Autres subventions | 1 056 | 844 |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 1 150 | 1 457 | Revenus d'activité et autres produits | 1 567 | 2 157 |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i> | <i>1 150</i> | <i>1 457</i> | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i> | | |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | | | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i> | | |
| | | | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | <i>667</i> | <i>659</i> |
| Total des charges | 37 436 | 37 044 | Total des produits | 36 775 | 37 136 |
| Résultat : bénéfice | | 92 | Résultat : perte | 661 | |
| Total : équilibre du CR | 37 436 | 37 136 | Total : équilibre du CR | 37 436 | 37 136 |

* Voté

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | 178 | | Capacité d'autofinancement | | 891 |
| Investissements | 4 197 | 2 345 | Financement de l'actif par l'État | 550 | 551 |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | 274 | 111 |
| | | | Autres ressources | | |
| Remboursement des dettes financières | | | Augmentation des dettes financières | | |
| Total des emplois | 4 375 | 2 345 | Total des ressources | 824 | 1 552 |
| Augmentation du fonds de roulement | | | Diminution du fonds de roulement | 3 552 | 793 |

* Voté

Côté produits : les subventions de l'État ont évolué pour tenir compte de celles reçues dans le cadre de projets de recherche. Les autres subventions suivent le rythme d'avancement des contrats de recherche. La hausse des autres produits est principalement due à la contractualisation d'un programme de formation.

Côté charges : Pour le personnel, les écarts de prévision entre le budget initial 2023 et le compte financier 2023 correspondent à -14,29 ETPT. Il est constaté un taux de consommation des effectifs sous plafond de 96,07 % par rapport aux prévisions du budget initial 2023. Augmentation des charges de fonctionnement en raison notamment de la prise en compte de nouvelles dépenses nécessaire à la réalisation de la mission (dépenses pédagogiques, recherche, informatique).

Les dépenses d'investissement ont évolué à la baisse en raison de la révision du plan pluriannuel d'investissement, pour tenir compte d'un nouvel investissement significatif pour les prochaines années, ainsi que de reports sur l'exercice suivant.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 9 750 | 4 233 | 9 428 |

La sous exécution de la masse salariale et de l'investissement par rapport au budget initial conduit mécaniquement à un atterrissage plus élevé, mais qui reste en deçà du niveau de fin 2022.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2023 | | Compte financier 2023 * | |
|--|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel (yc enveloppe recherche) | 29 431 | 29 431 | 27 956 | 27 956 |
| Fonctionnement (yc enveloppe recherche) | 6 995 | 6 855 | 7 098 | 7 406 |
| Intervention | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement (yc enveloppe recherche) | 4 168 | 4 197 | 2 461 | 2 363 |
| Dont enveloppe recherche | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - Personnel enveloppe recherche | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - Fonctionnement enveloppe recherche | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - Investissement enveloppe recherche | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses AE (A) CP (B) | 40 594 | 40 483 | 37 514 | 37 724 |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 9 842 | 9 842 | 10 146 | 10 146 |

* Voté

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Recettes globalisées | 35 378 | 36 031 |
| Subvention pour charges de service public | 34 135 | 34 135 |
| Autres financements de l'État | 287 | 287 |
| Fiscalité affectée | 0 | 0 |
| Autres financements publics | 16 | 0 |
| Recettes propres | 939 | 1 608 |
| Recettes fléchées | 1 234 | 1 297 |
| Financements de l'État fléchés | 430 | 705 |
| Autres financements publics fléchés | 371 | 235 |
| Recettes propres fléchées | 434 | 357 |
| Total des recettes (C) | 36 612 | 37 327 |
| Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B) | 0 | 0 |
| Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C) | 3 871 | 397 |

* Voté

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination <i>Budget initial Compte financier *</i> | Personnel | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|---|--------------------------|------------------------|------------------------|----------------|----------------|------------------------|------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| 01. Développer une formation militaire d'excellence | 23 692 22 504 | 1 891 1 895 | 1 772 1 898 | 0 0 | 0 0 | 2 174 1 978 | 1 974 1 225 | 27 757 26 377 | 27 438 25 628 |
| 02. Consolider la formation académique et professionnelle | 441 419 | 422 338 | 395 378 | 0 0 | 0 0 | 996 135 | 996 231 | 1 860 892 | 1 833 1 029 |
| 03. Inscrire l'École dans un enrichissement mutuel avec la société civile | 589 559 | 222 304 | 260 276 | 0 0 | 0 0 | 14 29 | 14 34 | 824 891 | 863 869 |
| 04. Consolider la performance d'un établissement public | 4 709 4 473 | 4 459 4 561 | 4 428 4 854 | 0 0 | 0 0 | 984 319 | 1 213 872 | 10 152 9 353 | 10 350 10 199 |
| Total | 29 431 27 956 | 6 995 7 098 | 6 855 7 406 | 0 0 | 0 0 | 4 168 2 461 | 4 197 2 363 | 40 594 37 514 | 40 483 37 724 |

* Voté

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Solde budgétaire (déficit) (D2) | 3 871 | 397 |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 0 | 41 |
| Autres décaissements non budgétaires | 0 | 12 |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) | 3 871 | 450 |
| ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1) | 0 | 0 |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 0 | 212 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 0 | 0 |
| Total des besoins | 3 871 | 450 |

* Voté

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Solde budgétaire (excédent) (D1) | 0 | 0 |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 0 | 44 |
| Autres encaissements non budgétaires | 0 | 83 |
| Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) | 0 | 128 |
| PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2) | 3 871 | 322 |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 650 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 3 221 | 534 |
| Total des financements | 3 871 | 450 |

* Voté

Ces tableaux retracent les opérations de TVA et les mouvements hors budget, pas d'observation particulière.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

| | Réalisation 2022 (1) | Prévision 2023 (2) | Réalisation 2023 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | 371 | 404 | 367 |
| – sous plafond | 349 | 364 | 349 |
| – hors plafond | 22 | 40 | 18 |
| <i>dont contrats aidés</i> | | | |
| <i>dont apprentis</i> | 6 | | 5 |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | 7 | 7 | 24 |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | 7 | 7 | 6 |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | | | 18 |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

L'analyse des taux d'exécution par rapport au budget initial 2023 permet d'observer une exécution du compte financier de -6,42 ETPT pour le personnel militaire, -12 ETPT pour le personnel fonctionnaire et +4,12 ETPT pour les contractuels sous plafond.

PROGRAMME 212
Soutien de la politique de la défense

Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Christophe Mauriet

Secrétaire général pour l'administration

Responsable du programme n° 212 : Soutien de la politique de la défense

Au sein de la mission « Défense », le programme 212 « Soutien de la politique de la défense » finance les politiques publiques et dispositifs transverses concourant à l'attractivité RH et au rayonnement du ministère ainsi qu'à sa modernisation administrative.

Le périmètre couvert par le programme comprend ainsi la masse salariale (titre 2) et les autres crédits (hors titre 2) consacrés aux dispositifs d'accompagnement des ressources humaines et de la condition du personnel ainsi que les financements destinés aux investissements en matière immobilière, de logement familial et d'hébergement, à la politique culturelle et éducative et à la transformation numérique.

La politique des ressources humaines : recruter, accompagner, fidéliser, reconvertir

Déclinant la trajectoire fixée par la loi de programmation militaire (LPM), la politique des ressources humaines recouvre les domaines des rémunérations, du recrutement, de la formation, de la condition du personnel, de l'action sociale, des parcours de carrière comme de la reconversion du personnel.

En 2023, les crédits de titre 2 ont notamment été consacrés au financement des mesures générales décidées par le Gouvernement, au déploiement de la dernière marche de la nouvelle politique de rémunération des militaires (NPRM) et aux autres mesures salariales catégorielles.

Plus précisément, la gestion 2023 s'est caractérisée par des surcoûts significatifs, qui n'étaient pas ou incomplètement prévus en loi de finances initiale, en particulier s'agissant des mesures salariales d'accompagnement du contexte inflationniste :

- les mesures salariales annoncées le 12 juin 2023 dont la revalorisation du point d'indice de la fonction publique au 1^{er} juillet 2023 (+79,4 M€) ;
- les augmentations du SMIC au 1^{er} janvier et au 1^{er} mai 2023 (+46,8 M€) ;
- la reconduction de la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) (+17,9 M€).

A ces mesures s'est ajouté le coût du renforcement du flanc Est de l'OTAN (+74,7 M€ en T2).

Dans le cadre de la NPRM, quatre indemnités sont entrées en vigueur au 1^{er} octobre 2023, dont deux sur le volet « militaire » (l'indemnité de garnison et l'indemnité d'état militaire) et deux sur le volet des capacités (la prime de compétences spécifiques des militaires et la prime de parcours professionnels des militaires). Cette 3^e et dernière marche marque l'aboutissement de la refonte complète du système indemnitaire des militaires, mieux adapté aux besoins des armées, directions et services.

Enfin, parmi les autres mesures catégorielles :

- 34,8 M€ ont financé les mesures catégorielles du personnel militaire dont la poursuite de la mise en œuvre de la majoration de traitement indiciaire des militaires infirmiers et techniciens des hôpitaux des armées (MITHA), la poursuite du déploiement de la prime de commandement et de responsabilité militaire (PCRM) et de la prime de performance (PERF) au titre de la 2^e marche NPRM, l'extension de l'indemnité d'installation en métropole et l'extension de l'indemnité spécifique de haute responsabilité (3^e cohorte) ;

- 27,6 M€ ont été dédiés aux revalorisations du personnel civil dont des revalorisation d'IFSE pour les ingénieurs civils de la défense et attachés d'administration, la mise en œuvre de l'indemnité de maintenance des aéronefs et une enveloppe de revalorisation des agents sous contrat portée à 21,4 M€.

S'agissant des effectifs, le ministère a rencontré des difficultés inédites en matière de recrutement de militaires du rang, qui s'expliquent par le fait que le pic de recrutement dans cette catégorie d'emploi en 2022 a sans doute asséché ce vivier, compte tenu de sa sélectivité structurellement basse au recrutement, provoquant de fait un niveau de recrutement inférieur aux prévisions du PAP 2023. Combinées à la poursuite de la hausse tendancielle des volumes de départs, déjà observée lors des deux années de gestion précédentes, ces difficultés ont conduit à un schéma d'emplois réalisé inférieur aux prévisions (-2 515 ETP au lieu de +1 547 ETP).

En revanche, le nombre de réservistes a augmenté de +2734 en 2023, ce qui permet au ministère d'atteindre son objectif de 40 000 réservistes, point de départ pour le doublement de la réserve prévu dans le cadre de la LPM 2024-2030.

La politique de défense « à hauteur d'homme » s'est poursuivie en 2023, avec la continuation des actions engagées les années précédentes, dont celles liées au plan « Plan Famille ». Cette politique s'est traduite notamment par :

- plus de 61 000 prestations sociales délivrées ;
- la publication d'un guide à l'attention des familles touchées par le handicap ;
- la finalisation de la réforme permettant la pérennisation des réductions ferroviaires pour les militaires et leurs familles à compter du 1^{er} janvier 2024;
- l'augmentation des capacités d'accueil petite enfance.

Par ailleurs, tout en maintenant un engagement fort en faveur de l'emploi des conjoints de militaires, les initiatives contribuant au renforcement du lien « Armées/nation » se sont accentuées notamment à travers des démarches partenariales à destination d'instituts et d'entreprises des secteurs public comme privé.

Enfin, la montée en puissance de l'apprentissage s'est poursuivie avec une réalisation de près de 2700 recrutements d'apprentis en 2023, en augmentation de 19 % par rapport à ceux de 2022.

Les systèmes d'information, d'administration et de gestion : outils majeurs de la transformation du ministère

La transformation numérique du ministère s'est poursuivie au travers du déploiement des systèmes d'information structurants. L'année 2023 a notamment été marquée par la mise en production complète de l'incrément 2 de Source Solde qui permet de mettre en œuvre la nouvelle politique de rémunération des militaires (NPRM).

La création de nouvelles fonctionnalités pour la plateforme EUREKA (plateforme de soutien pour le Service du commissariat des armées) a été opérée. Des avancées ont été réalisées dans la mise en production du SI ROC dont l'objectif est d'assurer une gestion des réservistes simplifiée et modernisée.

L'année 2023 a également vu le démarrage de la première phase d'opération du projet « *move to cloud* » qui consiste en la migration des SI non protégés hébergés sur PHEBIA et HELISS NG vers le cloud.

Rattachée au SGA, la délégation à la transformation et à la performance ministérielles (DTPM) concourt par ailleurs à la maîtrise du recours aux prestations de conseil par le ministère des Armées. Dans ce domaine, en 2023, le programme 212 a pleinement contribué au respect des orientations interministérielles en n'engageant qu'à hauteur de 67 % du plafond fixé.

La politique immobilière : un effort toujours soutenu en faveur de l'amélioration des conditions de vie et de travail

2023 a été l'année de mise en œuvre opérationnelle du contrat de concession de la gestion des logements domaniaux « Ambition Logement ». Il caractérise l'ambition affirmée du ministère en matière de politique du logement, au profit de ses ressortissants dans l'hexagone, notamment dans les zones locatives à forte tension immobilière.

L'année est également marquée par la poursuite du programme « Hébergement » qui vise à améliorer les conditions de vie et de travail des ressortissants du ministère des Armées conformément à l'importance accordée à l'amélioration des conditions de vie en emprise militaire. Plus de 150 M€ de nouvelles opérations ont été engagées avec un effort particulier au profit des bâtiments destinés aux jeunes engagés. A titre d'illustration ont été

notamment lancées la construction à Istres d'un bâtiment de 272 places au profit de l'armée de l'air et de l'espace, celle d'un bâtiment de 250 places à Brest à destination de la Marine ainsi qu'un bâtiment de 196 places à Poitiers pour l'armée de terre.

En matière de transition écologique : finalisation et lancement de la stratégie ministérielle de l'eau

La stratégie ministérielle de l'eau du ministère des Armées à horizon 2030, adoptée en juillet 2023, vise à la fois à sécuriser ses accès à la ressource en eau douce pour préserver en particulier la capacité opérationnelle des armées sur le territoire national et à limiter ses consommations et son impact sur les milieux.

La politique culturelle : un effort soutenu de valorisation des patrimoines

L'année 2023 a été marquée par :

- la réouverture du Palais de Chaillot pour le Musée national de la marine en novembre 2023 ;
- la finalisation de la réserve des grands formats par le Musée de l'air et de l'espace ;
- l'achèvement des opérations sur les collections, la muséographie et l'accueil du public du musée de l'armée.

La modernisation du service historique de la défense s'est poursuivie, appuyée par la poursuite du développement de systèmes de gestion et d'information des archives et des bibliothèques (Archipel pour les archives, CLADE pour les bibliothèques).

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 : Réussir la transformation du ministère et garantir les grands équilibres portés par la LPM

INDICATEUR 1.1 : Taux de reclassement du personnel militaire

INDICATEUR 1.2 : Taux de renouvellement des emplois primo-contractuels - Armées

OBJECTIF 2 : Mettre les infrastructures à la disposition des forces armées en maîtrisant les coûts et les délais.

INDICATEUR 2.1 : Respect des délais et des coûts des grands projets d'infrastructure

OBJECTIF 3 : Rationaliser le développement des projets informatiques

INDICATEUR 3.1 : Respect des délais et des coûts des projets informatiques

OBJECTIF 4 : Renforcer l'efficacité du soutien sur des fonctions cibles

INDICATEUR 4.1 : Efficacité immobilière du site de Balard

INDICATEUR 4.2 : Efficacité de la fonction achat

Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF

1 – Réussir la transformation du ministère et garantir les grands équilibres portés par la LPM

INDICATEUR

1.1 – Taux de reclassement du personnel militaire

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Part des militaires ayant recours à Défense Mobilité | % | 57,5 | 51,2 | 64 | 51,2 | absence amélioration | 58 |
| Taux d'accès à l'emploi des militaires accompagnés par Défense Mobilité | % | 49,3 | 48,4 | 55 | 50,2 | amélioration | 53 |

Commentaires techniques

Le taux de reclassement du personnel militaire est un des indicateurs clés de la mesure de la performance de « Défense Mobilité » (DM). Il évalue la capacité de DM à réaliser une transition professionnelle optimale du secteur militaire vers le secteur civil (privé ou public) pour ses candidats au cours de l'année suivant leur départ.

Depuis le PAP 2019, l'indicateur sur le taux de reclassement du personnel militaire comprend deux sous-indicateurs :

- part des militaires ayant recours à Défense Mobilité (1.1.1) : ce sous indicateur vise à détailler le taux de recours à DM sur l'ensemble des départs de militaires dit « utiles » c'est-à-dire hors période probatoire, âgés ≤ 59 ans, hors officiers généraux, hors service militaire adapté et service militaire volontaire ;
- taux d'accès à l'emploi des militaires accompagnés par Défense Mobilité (1.1.2) : ce sous indicateur recouvre l'ensemble du périmètre des agents reclassés par DM y compris les reclassements des militaires dans les fonctions publiques par la voie des procédures dérogatoires.

Source des données : les données sont issues du Data Lab Reconversion et exploitées par le Centre Expert de Traitement de l'Indemnisation du Chômage de Défense Mobilité.

Mode de calcul :

1.1.1. Nombre de militaires ayant quitté le ministère l'année A dans le cadre d'un départ « utile » et ayant bénéficié d'un accompagnement par Défense mobilité / Nombre de militaires ayant quitté le ministère l'année A dans le cadre d'un départ « utile ».

1.1.2. Militaires ayant quitté le ministère l'année A dans le cadre d'un départ « utile » et ayant accédé à l'emploi dans les six mois suivant leur départ à la suite d'un accompagnement par Défense mobilité / Militaires ayant quitté le ministère l'année A dans le cadre d'un départ « utile » et ayant bénéficié d'un accompagnement par Défense mobilité avant leur départ.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Parmi les 17 241 départs ciblés (17 826 en 2022), 51,2 % (53,1 % pour les femmes et 50,8 % pour les hommes) ont eu recours à Défense Mobilité en 2023 ou dans les années précédentes, avant leur radiation des contrôles (RDC). Ce taux de captation est inchangé par rapport à 2022. Néanmoins, le volume des captés diminue légèrement de -3,3 % (8 824 en 2023 vs 9 123 en 2022) en corrélation avec la baisse (3 %) des partants entre 2022 et 2023.

Ces légères diminutions peuvent s'expliquer par plusieurs facteurs : les effets de la politique de fidélisation mise en place par les armées, l'arrivée des classes creuses, un marché de l'emploi dynamique, mais aussi des compétences directement transposables sur le marché du travail sans recours nécessaire à l'offre de Défense Mobilité (DM).

Par catégories, les résultats sont satisfaisants s'agissant des officiers, sous-officiers et militaires du rang pour lesquels la durée de services permet de bénéficier d'un congé de reconversion. Néanmoins, l'offre de service de DM reste faiblement mobilisée par les plus jeunes des militaires du rang qui ne possèdent pas la durée de services nécessaire pour bénéficier de ce congé ou du financement d'une formation professionnelle, et dont les départs sont faiblement maîtrisés. Ces départs non anticipables (départs hors avis préalable, hors agrément, hors décision individuelle ou hors levier d'incitation) concernent majoritairement, en volume, les militaires les plus jeunes. DM cherche ainsi à optimiser son action au profit de cette population souvent fragile face au retour à l'emploi.

En 2023, 50,2 % des militaires RDC ayant bénéficié d'un accompagnement de DM (51,4 % pour les femmes et 49,9 % pour les hommes) ont accédé à un emploi au plus tard six mois après leur départ de l'Institution. Ce taux est en légère augmentation de +1,8 % par rapport à l'année 2022 (48,4 %). Ce résultat s'explique par plusieurs facteurs :

- un accompagnement des militaires relativement long (en moyenne, de 12 à 18 mois). Les militaires accompagnés en 2023 ne sont donc pas encore rentrés dans le marché de l'emploi ;
- un accompagnement qui concerne les populations les plus fragiles, notamment les blessés dont l'accès à l'emploi a augmenté de 13 % sur un an, ou nécessitant un accompagnement renforcé (seniors, contraintes géographiques ou familiales fortes, etc.).

Les actions menées par DM et les armées pour proposer une reconversion aux militaires dans les fonctions publiques (via la procédure L. 4139-2 rénovée) sont satisfaisantes. La hausse en volume de 16 % des détachés de l'année 2023 (1 659 militaires) confirme l'intérêt de cette procédure et la diversification des employeurs qui la mobilisent.

INDICATEUR

1.2 – Taux de renouvellement des emplois primo-contractuels - Armées

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|-------------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Armée de Terre – Officiers | % | 82 | 91 | 95 | 96 | cible atteinte | 95 |
| Armée de Terre – Sous-officiers | % | 95 | 95 | 99 | 99 | cible atteinte | 95 |
| Armée de Terre – Militaires du rang | % | 99 | 97 | 97 | 97 | cible atteinte | 97 |
| Armée de Terre – Total | % | 98 | 96 | 97 | 97 | cible atteinte | 97 |
| Marine – Officiers | % | 91 | 91 | 92 | 89 | absence amélioration | 92 |
| Marine – Sous-officiers | % | 89 | 79 | 85 | 89 | cible atteinte | 85 |
| Marine – Militaires du rang | % | 90 | 86 | 85 | 82 | absence amélioration | 93 |
| Marine – Total | % | 90 | 85 | 85 | 85 | cible atteinte | 92 |
| Armée de l'air - Officiers | % | 96 | 97 | 96 | 88 | absence amélioration | 96 |
| Armée de l'air - Sous-officiers | % | 89 | 88 | 88 | 87 | absence amélioration | 88 |
| Armée de l'air - Militaires du rang | % | 91 | 91 | 90 | 86 | absence amélioration | 90 |
| Armée de l'air - Total | % | 90 | 90 | 89 | 87 | absence amélioration | 89 |

Commentaires techniques

L'indicateur permet de mesurer le taux de fidélisation dans les armées. Il s'apprécie en mesurant le volume de primo contrats dont le renouvellement souhaité par les armées est accepté par les intéressés. Cet indicateur permet d'évaluer la capacité du ministère à retenir son personnel militaire en poste ayant donné satisfaction, durant et à la suite du premier contrat d'engagement.

Sources des données : sous-direction du pilotage des ressources humaines du ministère de la défense (DRH-MD).

Périmètre : officiers (OFF) / sous-officiers (SOFF) / militaires du rang (MDR) sous contrats

Mode de calcul :

Ratio : nombre de contrats renouvelés une première fois (signature d'un acte de réengagement par le militaire) / nombre de premiers contrats arrivant à échéance dont l'administration souhaite le renouvellement.

Numérateur : nombre de contrats renouvelés une première fois (signature d'un acte de réengagement par le militaire).

Dénominateur : nombre de premiers contrats arrivant à échéance dont l'administration souhaite le renouvellement.

Total : nombre total de contrats renouvelés une première fois (signature d'un acte de réengagement par le militaire) / nombre total de premiers contrats arrivant à échéance dont l'administration souhaite le renouvellement.

ANALYSE DES RÉSULTATS**Armée de terre**

Pour 2023, les résultats pour le renouvellement des primo-contrats est en phase avec la cible. Concernant la catégorie des officiers, le résultat (96 %) est légèrement supérieur à l'objectif (95 %). Il s'explique notamment par une politique d'intégration et de formation à l'école militaire des aspirants de Coëtquidan (EMAC) qui porte ses fruits sur le plan de la fidélisation et qui garantit aux futurs chefs de corps, des officiers de grande qualité. Pour la catégorie des sous-officiers, le taux (99 %), supérieur au résultat de 2022 (95 %) s'explique à la fois par la baisse du nombre de renouvellements de contrat lié à la concurrence sur le marché de l'emploi et par l'effet des mesures de fidélisation (NPSO, NPRM, PLS2, refonte formation jeunes SOFF) sur cette population. S'agissant des militaires du rang, le résultat (97 %) affiche une stabilité par rapport aux années précédentes, notamment grâce à la mise en place de mesures de fidélisation telles que la prime de lien au service (PLS) et la rénovation du parcours professionnel.

Marine nationale

Au regard du nombre de contrat renouvelés, le taux d'acceptation de renouvellement de contrat des officiers sous contrat (89 %), bien que légèrement inférieur à la cible (92 %), n'a pas de conséquence sur les flux. Pour les catégories des sous-officiers, le résultat (89 %), supérieur par rapport à la cible établie (85 %), s'explique notamment par une cohorte de recrutements en 2013 moins importante compensée par les renouvellements d'office à la suite d'une admission à un concours, d'une affectation à l'étranger ou en outre-mer.

La fidélisation reste difficile dans la conjoncture actuelle ce qui explique la difficulté à atteindre les cibles, notamment pour la catégorie des militaires du rang (82 %) pour lesquels la diminution du taux d'acceptation laisse apparaître une volonté moindre de poursuivre une carrière au sein de la marine.

Pour pérenniser les efforts réalisés en matière d'attractivité et renforcer la politique de fidélisation, la marine a défini en janvier 2024 différentes mesures à court et moyen terme afin de réduire cette attrition et préserver les compétences en agissant sur tous les leviers (durées des contrats, politique de gestion, primes, accueil et encadrement des jeunes engagés).

Armée de l'air et de l'espace

Pleinement mobilisée pour fidéliser les jeunes recrues, l'armée de l'Air et de l'Espace propose de façon quasi-systématique le renouvellement du premier contrat de ses militaires qualifiés et dont la manière de servir donne satisfaction. Ainsi, pour 2023, l'objectif de renouvellement du premier contrat pour l'ensemble des catégories a été quasiment tenu (87 %). Néanmoins, la forte dynamique du marché de l'emploi est peu propice au maintien de taux de renouvellement tels qu'envisagés initialement pour l'année écoulée et des disparités entre catégories d'emploi et spécialités subsistent.

Les résultats sont en deçà des objectifs pour ce qui concerne la catégorie des officiers (88 %) avec notamment des difficultés à fidéliser dans la spécialité « officier informatique », particulièrement exposée à la concurrence avec le secteur privé. Pour autant, le renouvellement des primo-contrats est plus favorable pour ce qui concerne la spécialité « officier enseignement encadrement - entraînement physique militaire et sportif (EPMS) ».

Pour les sous-officiers, le taux (87 %) est stable par rapport à 2022. La concurrence exercée par le secteur privé avec des rémunérations avantageuses proposées à des aviateurs formés et expérimentés a un impact sur la fidélisation dans certaines spécialités (comptables-finances, exploitation renseignement, SIC) et limite l'effet de la PLS. Néanmoins, une augmentation de la fidélisation est constatée dans les spécialités : « technicien interception et exploitation du signal », « technicien interception localisation et brouillage système », « technicien imagerie », « contrôleur des opérations aériennes », « moniteur simulateur de vol », « moniteur EPMS ».

Enfin, malgré un résultat en baisse par rapport à 2022 s'agissant des militaires du rang (86 %), certaines spécialités (« conducteur routier », « information aéronautique » « gestionnaire RH » « SIC ») sont moins impactées que d'autres (« défense sol-air », « santé », « appui au renseignement », « vecteur et moteur »).

OBJECTIF

2 – Mettre les infrastructures à la disposition des forces armées en maîtrisant les coûts et les délais.

INDICATEUR

2.1 – Respect des délais et des coûts des grands projets d'infrastructure

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|--------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux d'écart calendaire agrégé | % | 20 | 36 | 30 | 23,5 | cible atteinte | 25 |
| Taux d'écart budgétaire agrégé | % | 12 | 5 | 15 | 8,4 | cible atteinte | 10 |

Commentaires techniques

Le périmètre retenu est constitué des opérations d'infrastructure individualisées dont le coût initial est supérieur à 5 M€ (coût mentionné dans le programme ou dans l'avant-projet (AVP) selon les cas), et qui ont été livrées dans l'année considérée. Chaque opération livrée compte pour un projet. Seules les opérations en dépassement sont prises en compte.

Source des données : tableaux de restitution semi-déclaratifs, réalisés sur la base d'extraction de données de l'application métier COSI du service d'infrastructure de la défense.

Mode de calcul :

Taux d'écart budgétaire = moyenne pondérée des écarts entre budgets finaux et budgets prévus initialement = $\sum (B_{ai} - B_{pi}) / \sum B_{pi}$

B_{pi} = budget prévu initialement de l'opération

B_{ai} = budget final de l'opération

Taux d'écart calendaire = moyenne pondérée des écarts entre durées finales et durées prévues initialement = $\sum (D_{ai} - D_{pi}) / \sum D_{pi}$

D_{pi} = durée prévue initialement de l'opération

D_{ai} = durée finale de l'opération

ANALYSE DES RÉSULTATS

Les efforts entrepris par le service d'infrastructure de la défense (SID) pour fiabiliser le triptyque « coûts-délais-performance » continuent à porter leurs fruits avec des écarts de 8,4 % en montant et de 23,5 % en délais pour des cibles respectivement à 15 et 30 %.

Les évolutions de besoins représentent à eux seuls près de 55 % des dépassements constatés et se concentrent sur 5 opérations. Les travaux de standardisation et la mise en œuvre généralisée d'outils contractuels nationaux permettront encore d'améliorer ces résultats.

Les délais supplémentaires sont principalement liés à la prise en compte des évolutions de besoins en cours de réalisation et à deux opérations (défaillance d'une entreprise, arrêt de chantier pour raison opérationnelle) qui génèrent à elles seules 30 % de l'écart calendaire.

OBJECTIF**3 – Rationaliser le développement des projets informatiques****INDICATEUR****3.1 – Respect des délais et des coûts des projets informatiques**

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|--------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux d'écart calendaire agrégé | % | 13,4 | 16,2 | 10,5 | 27,6 | absence amélioration | 18 |
| Taux d'écart budgétaire agrégé | % | 23,2 | 2 | 0,8 | -3,4 | cible atteinte | 13,8 |

Commentaires techniques

Cet indicateur transversal interministériel a été progressivement mis en place à partir de 2016. Il concerne les SI figurant sur la liste des projets informatiques sensibles suivis par la Direction interministérielle du numérique (DINUM).

Pour le ministère, six projets sont concernés : SOURCE SOLDE incrément 2 (système de calcul de la solde des militaires intégrant la Nouvelle Politique de Rémunération des Militaires-NPRM), ARCHIPEL-NG (SI de l'archivage électronique), SOURCE WEB (interface de saisie RH), SI ROC (projet de la relation client entre les référents ministériels et les réservistes opérationnels), EUREKA (Plateforme numérique d'appel au soutien) et SPARTA (modernisation du recrutement du personnel militaire). Seuls les coûts en dépassement sont pris en compte.

Mode de calcul

Taux d'écart budgétaire = moyenne pondérée des écarts entre budgets finaux et budgets prévus initialement = $\Sigma (Bai-Bpi)/\Sigma Bpi$

Bpi = budget prévu initialement de l'opération

Bai = budget final de l'opération

Taux d'écart calendaire = moyenne pondérée des écarts entre durées finales et durées prévues initialement = $\Sigma (Dai-Dpi)/\Sigma Dpi$

Dpi = durée prévue initialement de l'opération

Dai = durée finale de l'opération

Source des données : Délégation à la Transformation et à la Performance Ministérielles (DTPM)

Les coûts des projets sont issus des fiches TOP 50 en cours de validité. Les coûts présentés dans les fiches TOP 50 sont eux-mêmes issus des analyses de la valeur (partie rentabilité) du projet, réalisées selon la méthode interministérielle MAREVA (méthode d'analyse et de remontée de la valeur). Les durées sont issues des contributions des directions de projet et correspondent aux informations contenues dans la dernière version en cours de validité des fiches TOP 50.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Les taux d'écart calendaire et budgétaire de réalisation et déploiement des grands projets de systèmes d'information (SI) présentent des différences assez importantes avec la cible 2023 :

- le taux calendaire est de 27,6 % au lieu de 10,5 % ;
- le taux budgétaire est de -3,4 % au lieu de 0,8 %.

Concernant le taux d'écart calendaire (+17,1 points), les six SI ont accusé des retards au cours de la gestion 2023 mais l'augmentation du taux calendaire s'explique principalement par les retards importants observés sur trois SI :

- EUREKA a vu son périmètre fonctionnel d'origine élargi, en accord avec les instances de gouvernance du Minarm et de la DINUM, conduisant à l'augmentation de la valeur ajoutée du projet et entraînant un rallongement de la durée du déploiement avec la prise en compte de nouvelles fonctionnalités ;
- ARCHIPEL a subi des retards sur les chantiers de conception technique et de réalisation entraînant un retard dans le déploiement de la solution, des échanges avec l'industriel ont dû être menés afin de réévaluer le planning ;
- SPARTA a subi de nombreuses anomalies dans les livraisons industrielles entraînant la correction de celles-ci, ainsi que des difficultés d'intégration dans le socle technique du ministère, entraînant donc le ralentissement des incréments suivants.

Le taux d'écart budgétaire réalisé, en diminution (-4,2 points), est dû à la baisse du coût du projet SOURCE SOLDE incrément 2.

Le projet est terminé suite à la mise en œuvre du 3^e et dernier jalon de la NPRM en octobre 2023.

Lors de l'élaboration du devis initial, les spécifications de la refonte indemnitaire étaient encore en cours d'élaboration, en particulier pour la dernière année, la plus complexe. Des provisions pour risques avaient été prises en conséquence. À l'issue du projet, toutes les provisions pour risque non consommées ont été restituées (3 M€). De plus, les coûts ont été particulièrement maîtrisés dans la relation contractuelle avec le prestataire et dans la définition et la stabilité des besoins. Le coût total du projet, de 18,4 M€, est donc nettement inférieur au coût prévisionnel de 33,2 M€.

OBJECTIF

4 – Renforcer l'efficacité du soutien sur des fonctions cibles

INDICATEUR

4.1 – Efficacité immobilière du site de Balard

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|-------------------------------|----------------------------------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Ratio SUN / Poste de travail | m ² /poste de travail | 12,8 | 13,5 | 12,50 | 12,3 | cible atteinte | Sans objet |
| Ratio entretien courant / SUB | €/m ² | Non connu | Non déterminé | Non déterminé | Non déterminé | donnée non renseignée | Non déterminé |
| Ratio entretien lourd / SUB | €/m ² | Non connu | Non déterminé | Non déterminé | Non déterminé | donnée non renseignée | Non déterminé |

Commentaires techniques

L'indicateur transverse interministériel d'efficacité immobilière présenté ne prend en compte que l'emprise du partenariat public-privé (PPP) Balard. Il est en effet impossible de distinguer sur les autres emprises ce qui relève uniquement de bureaux de ce qui relève de locaux opérationnels.

La cible 2024 n'est plus renseignée au vu du changement de méthode de calcul opéré dans le PAP 2024.

Source des données : contrat du PPP Balard et suivi réalisé par la sous-direction de Balard (SDBA).

Mode de calcul :

- « Ratio SUN / poste de travail » : la surface utile nette (SUN) et le nombre de postes de travail sont définis dans le PPP Balard ;

ANALYSE DES RÉSULTATS

Le ratio SUN / poste de travail s'élève à 12,3 m² pour 2023. Les travaux de fiabilisation des données dans le cadre de l'élaboration du schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) d'administration centrale commandement Balard (ACCB) ont permis d'affiner ce résultat. L'écart par rapport aux 12,5 m² s'explique par une augmentation d'agents casernés sur le site de Balard. Cet indicateur n'est plus suivi depuis le PAP 2024. Il est remplacé par le coût de la maintenance du site de Balard.

INDICATEUR

4.2 – Efficience de la fonction achat

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Gains relatifs aux actions achat (DAE + actions ministérielles propres) | M€ | 120 | 131,1 | 100 | 106,6 | cible atteinte | 120 |

Commentaires techniques

Instituée par le décret du 3 mars 2016, la DAE définit la politique des achats de l'État. Cette politique achat comporte notamment un axe de performance économique suivant lequel les ministères sont appelés à rechercher des économies d'achats.

Ainsi, chaque début d'année, le ministère établit une programmation quadriennale glissante des projets d'achat du périmètre hors armement afin d'identifier les économies achat « potentielles ». Ces projets d'achats font ensuite l'objet d'un avis de performance qui permet au responsable ministériel des achats (RMA) de s'assurer du respect des stratégies d'achat prédéfinies. Ces avis portent une estimation des gains achat dits « gains cibles ». Les procédures faisant l'objet d'un avis favorable sont alors publiées puis notifiées. A ce dernier stade, les économies d'achat sont considérées comme « sécurisées ». L'ensemble des étapes et des caractéristiques des projets d'achats figurent dans les SI du ministère.

Source des données : Les gains d'achats du ministère des armées, prévus puis réalisés, sont issus essentiellement du système d'information (SI) ministériel ALPHA.

Mode de calcul :

Visant à valoriser l'action des services acheteurs, la méthode interministérielle de calcul des gains achat est fondée sur la comparaison entre un montant TTC « de référence » et un montant « nouveau », en tenant compte de la durée totale du marché, renouvellement compris.

Le type d'achat détermine la méthode pour construire le montant de référence :

1- Pour les achats récurrents, le montant de référence est constitué par le coût historique. Les économies résultant de la comparaison entre les deux montants sont ramenées, par convention, quelle que soit la durée de l'action, à une « base 12 mois » puis ventilées sur deux années prorata temporis, à compter de la date de notification du marché ou la date indiquée de début des gains.

2- Pour les achats non récurrents, le prix historique, ne pouvant constituer le prix de référence, est remplacé selon les cas par une estimation, un montant budgétaire ou un prix du marché.

Le type d'achat détermine trois hypothèses :

- pour les achats « hors projets bien identifiés », la comparaison des montants conduit à constater des économies, ramenées à une « base 12 mois », puis à les ventiler selon la règle énoncée au 1 ;
- pour les achats « biens identifiés » comme des opérations de travaux ou des projets informatiques, sont retenues les économies totales sur la durée du marché, leur ventilation s'effectuant selon la règle énoncée au 1 ;
- s'agissant des achats dits « de taille exceptionnelle » (+ de 500 M€ TTC, d'une durée supérieure à 3 ans et avec des économies supérieures à 20 M€ TTC), sont retenues les économies totales, lesquelles seront ventilées sur toute la durée du marché, avec un prorata temporis la 1^{re} et la dernière année.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Après l'épisode du COVID, le ministère avait ramené son objectif de gains achat à 100 M € d'économies.

En 2023, les économies nettes (avec prise en compte des pertes achat) s'établissent ainsi à 106,6 M€.

Ce montant s'explique par plusieurs facteurs :

- le maintien des tensions inflationnistes au-delà des anticipations;
- une forte augmentation des dossiers avec un montant de gains à zéro euro (489 dossiers), en application de la doctrine de la DAE visant à neutraliser certaines pertes achat dans des cas définis par celle-ci ;
- le maintien, malgré ces règles de neutralisation, d'un montant de pertes achat supérieures à 7,4 M€ ;
- la baisse du nombre de dossiers Mds qui apportait des gains supplémentaires les années antérieures. Ils résultaient notamment de dossiers d'infrastructures de projets d'armement emblématiques et par essence ponctuels (ex quais de sous-marins nucléaires) ;
- l'essoufflement du dispositif des gains achat promu par la DAE, qu'il conviendrait de renouveler ou d'amender.

Dans ce contexte, la recherche d'économie reste un objectif important. Néanmoins, il ne s'agit que d'un critère parmi les 6 critères de la performance pilotés par le MINARM. L'objectif d'économie ne doit pas remettre en cause la sécurité des approvisionnements et la continuité de service (enjeux de résilience) qui constituent des objectifs prioritaires, ni freiner les ambitions en matière d'achat responsable.

Présentation des crédits et des dépenses fiscales

2023 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2023 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2023</i> Consommation 2023 | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|-------------------------------------|--|---|---------------------------------------|--|--|---|
| 04 – Politique immobilière | | 103 791 937 -729 361 496 | 645 431 204 272 553 508 | 6 417 000 1 030 420 016 | | 755 640 141 573 612 028 | 772 240 141 |
| 05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion | | 119 221 303 113 900 019 | 42 222 595 36 621 429 | | | 161 443 898 150 521 448 | 161 443 898 |
| 06 – Politiques des ressources humaines | -8 562 | 175 561 588 170 816 374 | 61 472 | 33 000 4 785 481 | | 175 594 588 175 654 765 | 179 244 588 |
| 06.03 – Reconversion | -8 562 | 34 947 000 30 132 849 | 44 172 | 33 000 | | 34 980 000 30 168 459 | 34 980 000 |
| 06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents) | | 140 614 588 140 683 524 | 17 300 | 4 785 481 | | 140 614 588 145 486 306 | 144 264 588 |
| 08 – Politique culturelle et éducative | | 36 753 001 35 232 555 | 20 048 948 | 633 511 1 014 929 | 19 591 221 | 57 435 460 55 838 705 | 57 585 460 |
| 08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine | | 31 506 919 30 538 093 | 20 048 948 | 633 511 1 014 929 | 19 591 221 | 52 189 378 51 144 242 | 52 189 378 |
| 08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense | | 5 246 082 4 694 462 | | | | 5 246 082 4 694 462 | 5 396 082 |
| 10 – Restructurations | | 446 000 7 057 292 | 4 719 000 6 614 856 | 10 665 162 -2 983 509 | | 15 830 162 10 688 639 | 15 830 162 |
| 11 – Pilotage, soutien et communication | | 338 954 739 328 443 745 | 19 884 012 10 860 287 | 100 000 39 026 | 6 645 403 | 358 938 751 345 988 462 | 360 038 751 |
| 50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense" | 655 061 685 669 209 721 | | | | | 655 061 685 669 209 721 | 655 061 685 |
| 50.01 – Renseignement extérieur | 516 451 365 533 915 201 | | | | | 516 451 365 533 915 201 | 516 451 365 |
| 50.02 – Renseignement de sécurité et de défense | 138 610 320 135 294 520 | | | | | 138 610 320 135 294 520 | 138 610 320 |
| 51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense" | 27 120 250 26 220 745 | | | | | 27 120 250 26 220 745 | 27 120 250 |
| 51.01 – DGRIS / Administration centrale | 27 120 250 26 220 745 | | | | | 27 120 250 26 220 745 | 27 120 250 |
| 52 – Relations internationales | 73 869 496 94 718 042 | | | | | 73 869 496 94 718 042 | 73 869 496 |
| 52.01 – DGA / Soutien aux exportations | 6 521 183 16 596 222 | | | | | 6 521 183 16 596 222 | 6 521 183 |
| 52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense | 67 348 313 78 121 820 | | | | | 67 348 313 78 121 820 | 67 348 313 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2023</i> <i>Consommation 2023</i> | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|-------------------------------------|--|---|---------------------------------------|--|--|---|
| 53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces " | 2 245 664 703 2 201 000 072 | | | | | 2 245 664 703 2 201 000 072 | 2 245 664 703 |
| 53.01 – Soutien aux opérations d'armement | 2 245 664 703 2 201 000 072 | | | | | 2 245 664 703 2 201 000 072 | 2 245 664 703 |
| 54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 1 477 506 572 1 348 521 054 | | | | | 1 477 506 572 1 348 521 054 | 1 477 506 572 |
| 54.01 – Commandement des armées | 192 599 095 173 733 708 | | | | | 192 599 095 173 733 708 | 192 599 095 |
| 54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle | 257 848 616 246 115 587 | | | | | 257 848 616 246 115 587 | 257 848 616 |
| 54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements | 581 581 | | | | | 0 581 581 | 0 |
| 54.04 – EMA/Organismes interarmées /SC Performance | 140 206 785 117 622 684 | | | | | 140 206 785 117 622 684 | 140 206 785 |
| 54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE | 154 015 026 150 745 528 | | | | | 154 015 026 150 745 528 | 154 015 026 |
| 54.06 – Renseignement d'intérêt militaire | 187 539 973 160 263 638 | | | | | 187 539 973 160 263 638 | 187 539 973 |
| 54.07 – Systèmes d'information et de communication | 545 297 077 499 458 329 | | | | | 545 297 077 499 458 329 | 545 297 077 |
| 55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 7 805 231 022 7 756 971 277 | | | | | 7 805 231 022 7 756 971 277 | 7 806 151 022 |
| 55.01 – Ressources humaines des forces terrestres | 7 805 231 022 7 756 971 277 | | | | | 7 805 231 022 7 756 971 277 | 7 806 151 022 |
| 56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 2 733 984 398 2 735 585 412 | | | | | 2 733 984 398 2 735 585 412 | 2 733 984 398 |
| 56.01 – Ressources humaines des forces navales | 2 733 984 398 2 744 362 129 | | | | | 2 733 984 398 2 744 362 129 | 2 733 984 398 |
| 56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS | -8 776 717 | | | | | 0 -8 776 717 | 0 |
| 57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 2 720 662 680 2 653 069 156 | | | | | 2 720 662 680 2 653 069 156 | 2 720 662 680 |
| 57.01 – Ressources humaines des forces aériennes | 2 720 662 680 2 655 230 198 | | | | | 2 720 662 680 2 655 230 198 | 2 720 662 680 |
| 57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé) | -2 161 042 | | | | | 0 -2 161 042 | 0 |
| 58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 2 795 364 490 3 002 030 502 | | | | | 2 795 364 490 3 002 030 502 | 3 058 580 386 |
| 58.01 – Fonction pétrolière | 141 976 652 139 370 691 | | | | | 141 976 652 139 370 691 | 141 976 652 |
| 58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS | 97 706 703 65 024 233 | | | | | 97 706 703 65 024 233 | 97 706 703 |
| 58.03 – Soutiens complémentaires | 1 399 276 | | | | | 0 1 399 276 | 0 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2023 Consommation 2023</i> | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|-------------------------------------|--|---|---------------------------------------|--|--------------------------------|---|
| 58.04 – Service interarmées des munitions | 96 718 079 91 113 126 | | | | | 96 718 079 91 113 126 | 96 718 079 |
| 58.05 – Service du commissariat des armées | 1 508 207 123 1 464 513 316 | | | | | 1 508 207 123 1 464 513 316 | 1 508 207 123 |
| 58.06 – Fonction santé | 950 755 933 1 240 609 861 | | | | | 950 755 933 1 240 609 861 | 1 213 971 829 |
| 59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 350 000 000 271 007 460 | | | | | 350 000 000 271 007 460 | 350 000 000 |
| 59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | 250 000 000 201 095 127 | | | | | 250 000 000 201 095 127 | 250 000 000 |
| 59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | 100 000 000 69 912 333 | | | | | 100 000 000 69 912 333 | 100 000 000 |
| 60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière" | 501 682 637 484 090 545 | | | | | 501 682 637 484 090 545 | 501 682 637 |
| 61 – Action sociale, chômage et pensions | 293 130 356 289 980 198 | | | | | 293 130 356 289 980 198 | 293 130 356 |
| 61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines | 162 022 178 162 742 383 | | | | | 162 022 178 162 742 383 | 162 022 178 |
| 61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage | 121 237 363 117 501 188 | | | | | 121 237 363 117 501 188 | 121 237 363 |
| 61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage | 9 870 815 9 736 626 | | | | | 9 870 815 9 736 626 | 9 870 815 |
| 62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative" | 40 942 394 37 861 074 | | | | | 40 942 394 37 861 074 | 40 942 394 |
| 63 – Restructurations - RH | 52 044 355 32 854 611 | | | | | 52 044 355 32 854 611 | 52 044 355 |
| 63.01 – Restructurations Personnels civils | 29 025 884 12 922 490 | | | | | 29 025 884 12 922 490 | 29 025 884 |
| 63.02 – Restructurations Personnels militaires | 23 018 471 19 932 122 | | | | | 23 018 471 19 932 122 | 23 018 471 |
| 64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action "Pilotage, soutien " | 392 896 700 401 602 300 | | | | | 392 896 700 401 602 300 | 392 896 700 |
| 64.01 – Personnel du SGA employeur | 277 224 939 291 030 300 | | | | | 277 224 939 291 030 300 | 277 224 939 |
| 64.07 – Personnel de l'action sociale | 66 601 268 63 724 281 | | | | | 66 601 268 63 724 281 | 66 601 268 |
| 64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense | 49 070 493 46 847 719 | | | | | 49 070 493 46 847 719 | 49 070 493 |
| 65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant" | 118 791 578 116 400 807 | | | | | 118 791 578 116 400 807 | 118 791 578 |
| 66 – Rayonnement et contribution extérieure | 43 495 523 103 058 237 | | | | | 43 495 523 103 058 237 | 43 495 523 |
| 66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef | 2 026 614 | | | | | 0 2 026 614 | 0 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2023 Consommation 2023</i> | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|-------------------------------------|--|---|---------------------------------------|--|--------------------------|---|
| 66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef | 15 773 228 24 582 438 | | | | | 15 773 228 24 582 438 | 15 773 228 |
| 66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef | 56 437 312 | | | | | 0 56 437 312 | 0 |
| 66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République | -769 520 | | | | | 0 -769 520 | 0 |
| 66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense | 1 398 223 1 877 722 | | | | | 1 398 223 1 877 722 | 1 398 223 |
| 66.06 – Pilotage, soutien et communication - Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale | 26 324 072 18 903 671 | | | | | 26 324 072 18 903 671 | 26 324 072 |
| 67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH | 88 905 288 85 086 462 | | | | | 88 905 288 85 086 462 | 88 905 288 |
| 67.01 – Cabinet du Ministre des armées - Cabinet du ministre délégué auprès du Ministre des armées - sous-direction des cabinets | 33 226 164 32 439 303 | | | | | 33 226 164 32 439 303 | 33 226 164 |
| 67.02 – Contrôle général des armées | 22 308 730 23 304 682 | | | | | 22 308 730 23 304 682 | 22 308 730 |
| 67.03 – Direction Générale du Numérique | 7 910 463 5 998 011 | | | | | 7 910 463 5 998 011 | 7 910 463 |
| 67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense | 11 224 491 9 149 451 | | | | | 11 224 491 9 149 451 | 11 224 491 |
| 67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire | 5 445 127 5 506 666 | | | | | 5 445 127 5 506 666 | 5 445 127 |
| 67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement | 4 995 117 5 382 864 | | | | | 4 995 117 5 382 864 | 4 995 117 |
| 67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense | 3 795 196 3 305 484 | | | | | 3 795 196 3 305 484 | 3 795 196 |
| Total des AE prévues en LFI | 22 416 354 127 | 774 728 568 | 732 305 759 | 17 848 673 | 0 | 23 941 237 127 | 24 226 873 023 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | +270 985 263 | | +30 330 313 (hors titre 2) | | | +301 315 575 | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | +67 936 | | -34 066 009 (hors titre 2) | | | -33 998 073 | |
| Total des AE ouvertes | 22 687 407 326 | | 1 521 147 304 (hors titre 2) | | | 24 208 554 630 | |
| Total des AE consommées | 22 309 259 111 | -73 911 511 | 326 711 552 | 1 033 275 943 | 26 236 624 | 23 621 571 719 | |

2023 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2023 Consommation 2023</i> | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|-------------------------------------|--|---|---------------------------------------|--|--|---|
| 04 – Politique immobilière | | 107 891 804 308 840 565 | 464 364 341 303 248 464 | 6 417 000 4 770 939 | | 578 673 145 616 859 968 | 595 273 145 |
| 05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion | | 111 746 012 111 392 798 | 38 923 135 40 073 798 | 10 000 | | 150 669 147 151 476 596 | 150 669 147 |
| 06 – Politiques des ressources humaines | -8 562 | 159 012 602 158 807 599 | 114 274 | 33 000 4 777 881 | | 159 045 602 163 691 192 | 162 695 602 |
| 06.03 – Reconversion | -8 562 | 34 947 000 32 385 280 | 67 506 | 33 000 | | 34 980 000 32 444 224 | 34 980 000 |
| 06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents) | | 124 065 602 126 422 319 | 46 768 | 4 777 881 | | 124 065 602 131 246 968 | 127 715 602 |
| 08 – Politique culturelle et éducative | | 36 753 001 36 303 278 | 30 695 132 39 124 | 633 511 943 151 | 30 237 405 | 68 081 644 67 522 957 | 68 231 644 |
| 08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine | | 31 506 919 30 847 451 | 30 695 132 | 633 511 943 151 | 30 237 405 | 62 835 562 62 028 007 | 62 835 562 |
| 08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense | | 5 246 082 5 455 827 | 39 124 | | | 5 246 082 5 494 950 | 5 396 082 |
| 10 – Restructurations | | 436 000 8 806 253 | 7 550 479 2 383 839 | 10 354 447 4 289 964 | | 18 340 926 15 480 056 | 18 340 926 |
| 11 – Pilotage, soutien et communication | | 350 460 948 340 411 706 | 34 986 195 32 812 072 | 100 000 34 279 | 4 515 403 | 385 547 143 377 773 459 | 386 647 143 |
| 50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense" | 655 061 685 669 209 721 | | | | | 655 061 685 669 209 721 | 655 061 685 |
| 50.01 – Renseignement extérieur | 516 451 365 533 915 201 | | | | | 516 451 365 533 915 201 | 516 451 365 |
| 50.02 – Renseignement de sécurité et de défense | 138 610 320 135 294 520 | | | | | 138 610 320 135 294 520 | 138 610 320 |
| 51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense" | 27 120 250 26 220 745 | | | | | 27 120 250 26 220 745 | 27 120 250 |
| 51.01 – DGRIS / Administration centrale | 27 120 250 26 220 745 | | | | | 27 120 250 26 220 745 | 27 120 250 |
| 52 – Relations internationales | 73 869 496 94 718 042 | | | | | 73 869 496 94 718 042 | 73 869 496 |
| 52.01 – DGA / Soutien aux exportations | 6 521 183 16 596 222 | | | | | 6 521 183 16 596 222 | 6 521 183 |
| 52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense | 67 348 313 78 121 820 | | | | | 67 348 313 78 121 820 | 67 348 313 |
| 53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces " | 2 245 664 703 2 201 000 072 | | | | | 2 245 664 703 2 201 000 072 | 2 245 664 703 |
| 53.01 – Soutien aux opérations d'armement | 2 245 664 703 2 201 000 072 | | | | | 2 245 664 703 2 201 000 072 | 2 245 664 703 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2023 Consommation 2023</i> | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|
| 54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 1 477 506 572 1 348 521 054 | | | | | 1 477 506 572 1 348 521 054 | 1 477 506 572 |
| 54.01 – Commandement des armées | 192 599 095 173 733 708 | | | | | 192 599 095 173 733 708 | 192 599 095 |
| 54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle | 257 848 616 246 115 587 | | | | | 257 848 616 246 115 587 | 257 848 616 |
| 54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements | 581 581 | | | | | 0 581 581 | 0 |
| 54.04 – EMA/Organismes interarmées /SC Performance | 140 206 785 117 622 684 | | | | | 140 206 785 117 622 684 | 140 206 785 |
| 54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE | 154 015 026 150 745 528 | | | | | 154 015 026 150 745 528 | 154 015 026 |
| 54.06 – Renseignement d'intérêt militaire | 187 539 973 160 263 638 | | | | | 187 539 973 160 263 638 | 187 539 973 |
| 54.07 – Systèmes d'information et de communication | 545 297 077 499 458 329 | | | | | 545 297 077 499 458 329 | 545 297 077 |
| 55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 7 805 231 022 7 756 971 277 | | | | | 7 805 231 022 7 756 971 277 | 7 806 151 022 |
| 55.01 – Ressources humaines des forces terrestres | 7 805 231 022 7 756 971 277 | | | | | 7 805 231 022 7 756 971 277 | 7 806 151 022 |
| 56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 2 733 984 398 2 735 585 412 | | | | | 2 733 984 398 2 735 585 412 | 2 733 984 398 |
| 56.01 – Ressources humaines des forces navales | 2 733 984 398 2 744 362 129 | | | | | 2 733 984 398 2 744 362 129 | 2 733 984 398 |
| 56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS | -8 776 717 | | | | | 0 -8 776 717 | 0 |
| 57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 2 720 662 680 2 653 069 156 | | | | | 2 720 662 680 2 653 069 156 | 2 720 662 680 |
| 57.01 – Ressources humaines des forces aériennes | 2 720 662 680 2 655 230 198 | | | | | 2 720 662 680 2 655 230 198 | 2 720 662 680 |
| 57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé) | -2 161 042 | | | | | 0 -2 161 042 | 0 |
| 58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 2 795 364 490 3 002 030 502 | | | | | 2 795 364 490 3 002 030 502 | 3 058 580 386 |
| 58.01 – Fonction pétrolière | 141 976 652 139 370 691 | | | | | 141 976 652 139 370 691 | 141 976 652 |
| 58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICO S | 97 706 703 65 024 233 | | | | | 97 706 703 65 024 233 | 97 706 703 |
| 58.03 – Soutiens complémentaires | 1 399 276 | | | | | 0 1 399 276 | 0 |
| 58.04 – Service interarmées des munitions | 96 718 079 91 113 126 | | | | | 96 718 079 91 113 126 | 96 718 079 |
| 58.05 – Service du commissariat des armées | 1 508 207 123 1 464 513 316 | | | | | 1 508 207 123 1 464 513 316 | 1 508 207 123 |
| 58.06 – Fonction santé | 950 755 933 1 240 609 861 | | | | | 950 755 933 1 240 609 861 | 1 213 971 829 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2023 Consommation 2023</i> | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|----------------------------|-------------------------------------|
| 59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 350 000 000 271 007 460 | | | | | 350 000 000 271 007 460 | 350 000 000 |
| 59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | 250 000 000 201 095 127 | | | | | 250 000 000 201 095 127 | 250 000 000 |
| 59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | 100 000 000 69 912 333 | | | | | 100 000 000 69 912 333 | 100 000 000 |
| 60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière" | 501 682 637 484 090 545 | | | | | 501 682 637 484 090 545 | 501 682 637 |
| 61 – Action sociale, chômage et pensions | 293 130 356 289 980 198 | | | | | 293 130 356 289 980 198 | 293 130 356 |
| 61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines | 162 022 178 162 742 383 | | | | | 162 022 178 162 742 383 | 162 022 178 |
| 61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage | 121 237 363 117 501 188 | | | | | 121 237 363 117 501 188 | 121 237 363 |
| 61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage | 9 870 815 9 736 626 | | | | | 9 870 815 9 736 626 | 9 870 815 |
| 62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative" | 40 942 394 37 861 074 | | | | | 40 942 394 37 861 074 | 40 942 394 |
| 63 – Restructurations - RH | 52 044 355 32 854 611 | | | | | 52 044 355 32 854 611 | 52 044 355 |
| 63.01 – Restructurations Personnels civils | 29 025 884 12 922 490 | | | | | 29 025 884 12 922 490 | 29 025 884 |
| 63.02 – Restructurations Personnels militaires | 23 018 471 19 932 122 | | | | | 23 018 471 19 932 122 | 23 018 471 |
| 64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien " | 392 896 700 401 602 300 | | | | | 392 896 700 401 602 300 | 392 896 700 |
| 64.01 – Personnel du SGA employeur | 277 224 939 291 030 300 | | | | | 277 224 939 291 030 300 | 277 224 939 |
| 64.07 – Personnel de l'action sociale | 66 601 268 63 724 281 | | | | | 66 601 268 63 724 281 | 66 601 268 |
| 64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense | 49 070 493 46 847 719 | | | | | 49 070 493 46 847 719 | 49 070 493 |
| 65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant" | 118 791 578 116 400 807 | | | | | 118 791 578 116 400 807 | 118 791 578 |
| 66 – Rayonnement et contribution extérieure | 43 495 523 103 058 237 | | | | | 43 495 523 103 058 237 | 43 495 523 |
| 66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef | 2 026 614 | | | | | 0 2 026 614 | 0 |
| 66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef | 15 773 228 24 582 438 | | | | | 15 773 228 24 582 438 | 15 773 228 |
| 66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef | 56 437 312 | | | | | 0 56 437 312 | 0 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2023 Consommation 2023</i> | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|-------------------------------------|--|---|---------------------------------------|--|--------------------------|---|
| 66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République | -769 520 | | | | | 0 -769 520 | 0 |
| 66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense | 1 398 223 1 877 722 | | | | | 1 398 223 1 877 722 | 1 398 223 |
| 66.06 – Pilotage, soutien et communication - Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale | 26 324 072 18 903 671 | | | | | 26 324 072 18 903 671 | 26 324 072 |
| 67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH | 88 905 288 85 086 462 | | | | | 88 905 288 85 086 462 | 88 905 288 |
| 67.01 – Cabinet du Ministre des armées - Cabinet du ministre délégué auprès du Ministre des armées - sous-direction des cabinets | 33 226 164 32 439 303 | | | | | 33 226 164 32 439 303 | 33 226 164 |
| 67.02 – Contrôle général des armées | 22 308 730 23 304 682 | | | | | 22 308 730 23 304 682 | 22 308 730 |
| 67.03 – Direction Générale du Numérique | 7 910 463 5 998 011 | | | | | 7 910 463 5 998 011 | 7 910 463 |
| 67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense | 11 224 491 9 149 451 | | | | | 11 224 491 9 149 451 | 11 224 491 |
| 67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire | 5 445 127 5 506 666 | | | | | 5 445 127 5 506 666 | 5 445 127 |
| 67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement | 4 995 117 5 382 864 | | | | | 4 995 117 5 382 864 | 4 995 117 |
| 67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense | 3 795 196 3 305 484 | | | | | 3 795 196 3 305 484 | 3 795 196 |
| Total des CP prévus en LFI | 22 416 354 127 | 766 300 367 | 576 519 282 | 17 537 958 | 0 | 23 776 711 734 | 24 062 347 630 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | +270 985 263 | | +30 330 313 (hors titre 2) | | | +301 315 575 | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | +67 936 | | +59 486 685 (hors titre 2) | | | +59 554 621 | |
| Total des CP ouverts | 22 687 407 326 | | 1 450 174 605 (hors titre 2) | | | 24 137 581 930 | |
| Total des CP consommés | 22 309 259 111 | 964 562 198 | 378 671 570 | 14 826 214 | 34 752 808 | 23 702 071 901 | |

2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2022</i> <i>Consommation 2022</i> | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|--|-------------------------------------|--|---|---------------------------------------|--|---|--------------------------------|
| 04 – Politique immobilière | | 134 381 000 2 990 617 049 | 3 311 574 373 468 163 770 | 7 324 000 15 882 879 | | 3 453 279 373 | 3 471 044 040 3 474 663 698 |
| 05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion | | 119 245 916 119 792 791 | 49 342 875 41 625 897 | 60 000 | | 168 588 791 | 168 588 791 161 478 688 |
| 06 – Politiques des ressources humaines | -3 300 | 146 200 878 156 142 615 | 200 000 21 462 | 63 500 155 658 | | 146 464 378 | 147 914 378 156 316 436 |
| 06.03 – Reconversion | -3 300 | 31 394 080 32 201 506 | 200 000 23 316 | 63 500 | | 31 657 580 | 31 657 580 32 221 521 |
| 06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents) | | 114 806 798 123 941 110 | -1 854 | 155 658 | | 114 806 798 | 116 256 798 124 094 914 |
| 08 – Politique culturelle et éducative | | 32 341 071 33 556 009 | 48 161 | 578 635 811 017 | 24 825 613 15 262 490 | 57 745 319 | 57 895 319 49 677 677 |
| 08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine | | 27 259 821 28 601 161 | | 578 635 811 017 | 24 825 613 15 262 490 | 52 664 069 | 52 664 069 44 674 668 |
| 08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense | | 5 081 250 4 954 848 | 48 161 | | | 5 081 250 | 5 231 250 5 003 009 |
| 10 – Restructurations | -301 | 588 444 7 238 805 | 37 193 000 1 709 382 | 6 412 481 4 759 863 | | 44 193 925 | 44 193 925 13 707 748 |
| 11 – Pilotage, soutien et communication | | 335 984 531 327 174 506 | 26 994 298 56 711 | 100 000 -9 848 | 3 349 815 3 349 815 | 366 428 644 | 367 403 644 330 571 184 |
| 50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense" | 630 624 069 619 987 326 | | | | | 630 624 069 | 630 624 069 619 987 326 |
| 50.01 – Renseignement extérieur | 498 635 038 492 458 753 | | | | | 498 635 038 | 498 635 038 492 458 753 |
| 50.02 – Renseignement de sécurité et de défense | 131 989 031 127 528 573 | | | | | 131 989 031 | 131 989 031 127 528 573 |
| 51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense" | 25 246 328 25 990 029 | | | | | 25 246 328 | 25 246 328 25 990 029 |
| 51.01 – DGRIS / Administration centrale | 25 246 328 25 990 029 | | | | | 25 246 328 | 25 246 328 25 990 029 |
| 52 – Relations internationales | 70 924 379 90 612 277 | | | | | 70 924 379 | 70 924 379 90 612 277 |
| 52.01 – DGA / Soutien aux exportations | 6 761 612 16 272 519 | | | | | 6 761 612 | 6 761 612 16 272 519 |
| 52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense | 64 162 767 74 339 758 | | | | | 64 162 767 | 64 162 767 74 339 758 |
| 53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces " | 2 110 459 810 2 083 529 348 | | | | | 2 110 459 810 | 2 110 459 810 2 083 529 348 |
| 53.01 – Soutien aux opérations d'armement | 2 110 459 810 2 083 529 348 | | | | | 2 110 459 810 | 2 110 459 810 2 083 529 348 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i> | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|-------------------------------------|--------------------------------|
| 54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 1 396 436 217 1 327 524 712 | | | | | 1 396 436 217 | 1 396 436 217 1 327 524 712 |
| 54.01 – Commandement des armées | 179 250 397 180 750 883 | | | | | 179 250 397 | 179 250 397 180 750 883 |
| 54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle | 241 594 588 241 646 545 | | | | | 241 594 588 | 241 594 588 241 646 545 |
| 54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements | 1 024 268 | | | | | 0 | 0 1 024 268 |
| 54.04 – EMA/Organismes interarmées /SC Performance | 134 298 899 116 993 715 | | | | | 134 298 899 | 134 298 899 116 993 715 |
| 54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE | 144 315 846 142 358 051 | | | | | 144 315 846 | 144 315 846 142 358 051 |
| 54.06 – Renseignement d'intérêt militaire | 179 416 710 153 853 890 | | | | | 179 416 710 | 179 416 710 153 853 890 |
| 54.07 – Systèmes d'information et de communication | 517 559 777 490 897 360 | | | | | 517 559 777 | 517 559 777 490 897 360 |
| 55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 7 276 159 019 7 421 998 817 | | | | | 7 276 159 019 | 7 276 159 019 7 421 998 817 |
| 55.01 – Ressources humaines des forces terrestres | 7 276 159 019 7 421 998 817 | | | | | 7 276 159 019 | 7 276 159 019 7 421 998 817 |
| 56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 2 568 687 795 2 615 302 992 | | | | | 2 568 687 795 | 2 568 687 795 2 615 302 992 |
| 56.01 – Ressources humaines des forces navales | 2 568 687 795 2 610 274 780 | | | | | 2 568 687 795 | 2 568 687 795 2 610 274 780 |
| 56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS | 5 028 212 | | | | | 0 | 0 5 028 212 |
| 57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 2 568 999 556 2 556 273 596 | | | | | 2 568 999 556 | 2 568 999 556 2 556 273 596 |
| 57.01 – Ressources humaines des forces aériennes | 2 568 999 556 2 555 786 470 | | | | | 2 568 999 556 | 2 568 999 556 2 555 786 470 |
| 57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé) | 487 126 | | | | | 0 | 0 487 126 |
| 58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 2 705 170 118 2 928 781 870 | | 0 | | | 2 705 170 118 | 2 705 170 118 2 928 781 870 |
| 58.01 – Fonction pétrolière | 135 978 814 134 392 061 | | | | | 135 978 814 | 135 978 814 134 392 061 |
| 58.02 – Logistique et soutien interarmées / ClCoS | 73 482 301 60 338 158 | | 0 | | | 73 482 301 | 73 482 301 60 338 158 |
| 58.03 – Soutiens complémentaires | 2 071 889 | | | | | 0 | 0 2 071 889 |
| 58.04 – Service interarmées des munitions | 91 795 228 87 984 904 | | | | | 91 795 228 | 91 795 228 87 984 904 |
| 58.05 – Service du commissariat des armées | 1 489 127 944 1 454 071 490 | | | | | 1 489 127 944 | 1 489 127 944 1 454 071 490 |
| 58.06 – Fonction santé | 914 785 831 1 189 923 368 | | | | | 914 785 831 | 914 785 831 1 189 923 368 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i> | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|--|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|---|----------------------------|
| 59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 350 000 000 323 731 935 | | | | | 350 000 000 | 350 000 000 323 731 935 |
| 59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | 250 000 000 255 880 990 | | | | | 250 000 000 | 250 000 000 255 880 990 |
| 59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | 100 000 000 67 850 944 | | | | | 100 000 000 | 100 000 000 67 850 944 |
| 60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière" | 487 816 346 469 628 820 | | | | | 487 816 346 | 487 816 346 469 628 820 |
| 61 – Action sociale, chômage et pensions | 298 821 452 282 712 340 | | | | | 298 821 452 | 298 821 452 282 712 340 |
| 61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines | 156 042 618 156 997 827 | | | | | 156 042 618 | 156 042 618 156 997 827 |
| 61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage | 133 802 356 116 382 860 | | | | | 133 802 356 | 133 802 356 116 382 860 |
| 61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage | 8 976 478 9 331 653 | | | | | 8 976 478 | 8 976 478 9 331 653 |
| 62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative" | 40 989 647 37 492 816 | | | | | 40 989 647 | 40 989 647 37 492 816 |
| 63 – Restructurations - RH | 52 544 445 39 920 616 | | | | | 52 544 445 | 52 544 445 39 920 616 |
| 63.01 – Restructurations Personnels civils | 27 140 099 13 908 475 | | | | | 27 140 099 | 27 140 099 13 908 475 |
| 63.02 – Restructurations Personnels militaires | 25 404 346 26 012 141 | | | | | 25 404 346 | 25 404 346 26 012 141 |
| 64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien " | 391 743 719 389 909 124 | | | | | 391 743 719 | 391 743 719 389 909 124 |
| 64.01 – Personnel du SGA employeur | 276 573 827 281 482 521 | | | | | 276 573 827 | 276 573 827 281 482 521 |
| 64.07 – Personnel de l'action sociale | 65 974 016 63 088 925 | | | | | 65 974 016 | 65 974 016 63 088 925 |
| 64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense | 49 195 876 45 337 678 | | | | | 49 195 876 | 49 195 876 45 337 678 |
| 65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant" | 120 341 117 113 712 902 | | | | | 120 341 117 | 120 341 117 113 712 902 |
| 66 – Rayonnement et contribution extérieure | 41 981 256 131 388 973 | | | | | 41 981 256 | 41 981 256 131 388 973 |
| 66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef | -955 767 | | | | | 0 | 0 -955 767 |
| 66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef | 15 502 829 25 976 931 | | | | | 15 502 829 | 15 502 829 25 976 931 |
| 66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef | 92 522 507 | | | | | 0 | 0 92 522 507 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i> | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|--|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|-------------------------------------|--------------------------|
| 66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République | -904 669 | | | | | 0 | 0 -904 669 |
| 66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense | 1 395 045 1 569 023 | | | | | 1 395 045 | 1 395 045 1 569 023 |
| 66.06 – Pilotage, soutien et communication - Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale | 25 083 382 13 180 948 | | | | | 25 083 382 | 25 083 382 13 180 948 |
| 67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH | 85 554 678 83 757 145 | | | | | 85 554 678 | 85 554 678 83 757 145 |
| 67.01 – Cabinet du Ministre des armées - Cabinet du ministre délégué auprès du Ministre des armées - sous-direction des cabinets | 31 310 161 31 882 272 | | | | | 31 310 161 | 31 310 161 31 882 272 |
| 67.02 – Contrôle général des armées | 21 826 723 22 975 126 | | | | | 21 826 723 | 21 826 723 22 975 126 |
| 67.03 – Direction Générale du Numérique | 8 002 589 5 693 336 | | | | | 8 002 589 | 8 002 589 5 693 336 |
| 67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense | 10 970 196 9 173 594 | | | | | 10 970 196 | 10 970 196 9 173 594 |
| 67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire | 5 170 791 5 299 090 | | | | | 5 170 791 | 5 170 791 5 299 090 |
| 67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement | 5 440 945 5 560 063 | | | | | 5 440 945 | 5 440 945 5 560 063 |
| 67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense | 2 833 273 3 173 664 | | | | | 2 833 273 | 2 833 273 3 173 664 |
| Total des AE prévues en LFI | 21 222 499 951 | 768 741 840 | 3 425 304 546 | 14 478 616 | 28 175 428 | 25 459 200 381 | 25 751 853 002 |
| Total des AE consommées | 21 542 252 039 | 3 634 521 775 | 511 625 383 | 21 659 569 | 18 612 305 | | 25 728 671 071 |

2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i> | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|--|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|-------------------------------------|----------------------------|
| 04 – Politique immobilière | | 101 977 209 237 713 972 | 388 581 920 254 979 189 | 7 324 000 6 801 122 | | 497 883 129 | 515 647 796 499 494 282 |
| 05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion | | 106 805 116 115 931 895 | 53 468 715 36 367 163 | 615 000 | | 160 273 831 | 160 273 831 152 914 058 |
| 06 – Politiques des ressources humaines | -3 300 | 147 426 877 153 889 901 | 200 000 278 690 | 63 500 155 658 | | 147 690 377 | 149 140 377 154 320 949 |
| 06.03 – Reconversion | -3 300 | 31 394 079 28 243 873 | 200 000 | 63 500 | | 31 657 579 | 31 657 579 28 240 573 |
| 06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents) | | 116 032 798 125 646 028 | 278 690 | 155 658 | | 116 032 798 | 117 482 798 126 080 377 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i> | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|--|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|-------------------------------------|--------------------------------|
| 08 – Politique culturelle et éducative | | 32 062 595 32 208 190 | 32 876 | 477 958 756 317 | 20 994 767 23 753 367 | 53 535 320 | 53 685 320 56 750 750 |
| 08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine | | 27 181 345 28 562 786 | | 477 958 756 317 | 20 994 767 23 753 367 | 48 654 070 | 48 654 070 53 072 470 |
| 08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense | | 4 881 250 3 645 404 | 32 876 | | | 4 881 250 | 5 031 250 3 678 280 |
| 10 – Restructurations | -301 | 588 444 10 457 059 | 17 372 991 6 808 106 | 6 412 481 5 588 834 | | 24 373 916 | 24 373 916 22 853 698 |
| 11 – Pilotage, soutien et communication | | 339 416 609 331 323 808 | 30 411 976 27 846 686 | 100 000 100 152 | 3 349 815 3 349 815 | 373 278 400 | 374 253 400 362 620 461 |
| 50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense" | 630 624 069 619 987 326 | | | | | 630 624 069 | 630 624 069 619 987 326 |
| 50.01 – Renseignement extérieur | 498 635 038 492 458 753 | | | | | 498 635 038 | 498 635 038 492 458 753 |
| 50.02 – Renseignement de sécurité et de défense | 131 989 031 127 528 573 | | | | | 131 989 031 | 131 989 031 127 528 573 |
| 51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense" | 25 246 328 25 990 029 | | | | | 25 246 328 | 25 246 328 25 990 029 |
| 51.01 – DGRIS / Administration centrale | 25 246 328 25 990 029 | | | | | 25 246 328 | 25 246 328 25 990 029 |
| 52 – Relations internationales | 70 924 379 90 612 277 | | | | | 70 924 379 | 70 924 379 90 612 277 |
| 52.01 – DGA / Soutien aux exportations | 6 761 612 16 272 519 | | | | | 6 761 612 | 6 761 612 16 272 519 |
| 52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense | 64 162 767 74 339 758 | | | | | 64 162 767 | 64 162 767 74 339 758 |
| 53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces " | 2 110 459 810 2 083 529 348 | | | | | 2 110 459 810 | 2 110 459 810 2 083 529 348 |
| 53.01 – Soutien aux opérations d'armement | 2 110 459 810 2 083 529 348 | | | | | 2 110 459 810 | 2 110 459 810 2 083 529 348 |
| 54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 1 396 436 217 1 327 524 712 | | | | | 1 396 436 217 | 1 396 436 217 1 327 524 712 |
| 54.01 – Commandement des armées | 179 250 397 180 750 883 | | | | | 179 250 397 | 179 250 397 180 750 883 |
| 54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle | 241 594 588 241 646 545 | | | | | 241 594 588 | 241 594 588 241 646 545 |
| 54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements | 1 024 268 | | | | | 0 | 0 1 024 268 |
| 54.04 – EMA/Organismes interarmées /SC Performance | 134 298 899 116 993 715 | | | | | 134 298 899 | 134 298 899 116 993 715 |
| 54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE | 144 315 846 142 358 051 | | | | | 144 315 846 | 144 315 846 142 358 051 |
| 54.06 – Renseignement d'intérêt militaire | 179 416 710 153 853 890 | | | | | 179 416 710 | 179 416 710 153 853 890 |
| 54.07 – Systèmes d'information et de communication | 517 559 777 490 897 360 | | | | | 517 559 777 | 517 559 777 490 897 360 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2022</i> <i>Consommation 2022</i> | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|-------------------------------------|--|---|---------------------------------------|--|---|--------------------------------|
| 55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 7 276 159 019 7 421 998 817 | | | | | 7 276 159 019 | 7 277 199 019 7 421 998 817 |
| 55.01 – Ressources humaines des forces terrestres | 7 276 159 019 7 421 998 817 | | | | | 7 276 159 019 | 7 277 199 019 7 421 998 817 |
| 56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 2 568 687 795 2 615 302 992 | | | | | 2 568 687 795 | 2 568 687 795 2 615 302 992 |
| 56.01 – Ressources humaines des forces navales | 2 568 687 795 2 610 274 780 | | | | | 2 568 687 795 | 2 568 687 795 2 610 274 780 |
| 56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS | 5 028 212 | | | | | 0 | 0 5 028 212 |
| 57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 2 568 999 556 2 556 273 596 | | | | | 2 568 999 556 | 2 568 999 556 2 556 273 596 |
| 57.01 – Ressources humaines des forces aériennes | 2 568 999 556 2 555 786 470 | | | | | 2 568 999 556 | 2 568 999 556 2 555 786 470 |
| 57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé) | 487 126 | | | | | 0 | 0 487 126 |
| 58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 2 705 170 118 2 928 781 870 | 340 | | | | 2 705 170 118 | 2 976 443 072 2 928 782 210 |
| 58.01 – Fonction pétrolière | 135 978 814 134 392 061 | | | | | 135 978 814 | 135 978 814 134 392 061 |
| 58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS | 73 482 301 60 338 158 | 340 | | | | 73 482 301 | 73 482 301 60 338 498 |
| 58.03 – Soutiens complémentaires | 2 071 889 | | | | | 0 | 0 2 071 889 |
| 58.04 – Service interarmées des munitions | 91 795 228 87 984 904 | | | | | 91 795 228 | 91 795 228 87 984 904 |
| 58.05 – Service du commissariat des armées | 1 489 127 944 1 454 071 490 | | | | | 1 489 127 944 | 1 489 127 944 1 454 071 490 |
| 58.06 – Fonction santé | 914 785 831 1 189 923 368 | | | | | 914 785 831 | 1 186 058 785 1 189 923 368 |
| 59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 350 000 000 323 731 935 | | | | | 350 000 000 | 350 000 000 323 731 935 |
| 59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | 250 000 000 255 880 990 | | | | | 250 000 000 | 250 000 000 255 880 990 |
| 59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | 100 000 000 67 850 944 | | | | | 100 000 000 | 100 000 000 67 850 944 |
| 60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière" | 487 816 346 469 628 820 | | | | | 487 816 346 | 487 816 346 469 628 820 |
| 61 – Action sociale, chômage et pensions | 298 821 452 282 712 340 | | | | | 298 821 452 | 298 821 452 282 712 340 |
| 61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines | 156 042 618 156 997 827 | | | | | 156 042 618 | 156 042 618 156 997 827 |
| 61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage | 133 802 356 116 382 860 | | | | | 133 802 356 | 133 802 356 116 382 860 |
| 61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage | 8 976 478 9 331 653 | | | | | 8 976 478 | 8 976 478 9 331 653 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i> | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|--|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|---|----------------------------|
| 62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative" | 40 989 647 37 492 816 | | | | | 40 989 647 | 40 989 647 37 492 816 |
| 63 – Restructurations - RH | 52 544 445 39 920 616 | | | | | 52 544 445 | 52 544 445 39 920 616 |
| 63.01 – Restructurations Personnels civils | 27 140 099 13 908 475 | | | | | 27 140 099 | 27 140 099 13 908 475 |
| 63.02 – Restructurations Personnels militaires | 25 404 346 26 012 141 | | | | | 25 404 346 | 25 404 346 26 012 141 |
| 64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien " | 391 743 719 389 909 124 | | | | | 391 743 719 | 391 743 719 389 909 124 |
| 64.01 – Personnel du SGA employeur | 276 573 827 281 482 521 | | | | | 276 573 827 | 276 573 827 281 482 521 |
| 64.07 – Personnel de l'action sociale | 65 974 016 63 088 925 | | | | | 65 974 016 | 65 974 016 63 088 925 |
| 64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense | 49 195 876 45 337 678 | | | | | 49 195 876 | 49 195 876 45 337 678 |
| 65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant" | 120 341 117 113 712 902 | | | | | 120 341 117 | 120 341 117 113 712 902 |
| 66 – Rayonnement et contribution extérieure | 41 981 256 131 388 973 | | | | | 41 981 256 | 41 981 256 131 388 973 |
| 66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef | -955 767 | | | | | 0 | 0 -955 767 |
| 66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef | 15 502 829 25 976 931 | | | | | 15 502 829 | 15 502 829 25 976 931 |
| 66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef | 92 522 507 | | | | | 0 | 0 92 522 507 |
| 66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République | -904 669 | | | | | 0 | 0 -904 669 |
| 66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense | 1 395 045 1 569 023 | | | | | 1 395 045 | 1 395 045 1 569 023 |
| 66.06 – Pilotage, soutien et communication - Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale | 25 083 382 13 180 948 | | | | | 25 083 382 | 25 083 382 13 180 948 |
| 67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH | 85 554 678 83 757 145 | | | | | 85 554 678 | 85 554 678 83 757 145 |
| 67.01 – Cabinet du Ministre des armées - Cabinet du ministre délégué auprès du Ministre des armées - sous-direction des cabinets | 31 310 161 31 882 272 | | | | | 31 310 161 | 31 310 161 31 882 272 |
| 67.02 – Contrôle général des armées | 21 826 723 22 975 126 | | | | | 21 826 723 | 21 826 723 22 975 126 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i> | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|--|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|-------------------------------------|-------------------------|
| 67.03 – Direction Générale du Numérique | 8 002 589 5 693 336 | | | | | 8 002 589 | 8 002 589 5 693 336 |
| 67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense | 10 970 196 9 173 594 | | | | | 10 970 196 | 10 970 196 9 173 594 |
| 67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire | 5 170 791 5 299 090 | | | | | 5 170 791 | 5 170 791 5 299 090 |
| 67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement | 5 440 945 5 560 063 | | | | | 5 440 945 | 5 440 945 5 560 063 |
| 67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense | 2 833 273 3 173 664 | | | | | 2 833 273 | 2 833 273 3 173 664 |
| Total des CP prévus en LFI | 21 222 499 951 | 728 276 850 | 490 035 602 | 14 377 939 | 24 344 582 | 22 479 534 924 | 22 772 187 545 |
| Total des CP consommés | 21 542 252 039 | 881 525 164 | 326 312 711 | 14 017 083 | 27 103 182 | | 22 791 210 178 |

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | Consommées* en 2022 | Ouvertes en 2023 | Consommées* en 2023 | Consommés* en 2022 | Ouverts en 2023 | Consommés* en 2023 |
| Titre 2 – Dépenses de personnel | 21 542 252 039 | 22 416 354 127 | 22 309 259 111 | 21 542 252 039 | 22 416 354 127 | 22 309 259 111 |
| Rémunérations d'activité | 11 113 223 853 | 11 409 061 990 | 11 505 758 993 | 11 113 223 853 | 11 409 061 990 | 11 505 758 993 |
| Cotisations et contributions sociales | 10 110 742 173 | 10 663 261 396 | 10 411 762 372 | 10 110 742 173 | 10 663 261 396 | 10 411 762 372 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 318 286 013 | 344 030 741 | 391 737 746 | 318 286 013 | 344 030 741 | 391 737 746 |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement | 3 634 521 775 | 774 728 568 | -73 911 511 | 881 525 164 | 766 300 367 | 964 562 198 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 3 532 777 360 | 668 808 047 | -179 158 515 | 779 760 749 | 660 379 846 | 859 065 193 |
| Subventions pour charges de service public | 101 744 415 | 105 920 521 | 105 247 004 | 101 764 415 | 105 920 521 | 105 497 005 |
| Titre 5 – Dépenses d'investissement | 511 625 383 | 732 305 759 | 326 711 552 | 326 312 711 | 576 519 282 | 378 671 570 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 470 583 343 | 662 966 313 | 292 533 128 | 290 077 921 | 501 964 475 | 339 356 576 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 41 042 041 | 41 645 095 | 34 178 424 | 36 234 790 | 38 344 272 | 39 314 994 |
| Subventions pour charges d'investissement | 0 | 27 694 351 | 0 | 0 | 36 210 535 | 0 |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention | 21 659 569 | 17 848 673 | 1 033 275 943 | 14 017 083 | 17 537 958 | 14 826 214 |
| Transferts aux ménages | 593 810 | 220 000 | 4 525 081 | 511 610 | 220 000 | 4 560 381 |
| Transferts aux entreprises | 286 602 | 2 201 477 | 1 024 750 098 | 2 494 729 | 3 000 211 | 981 029 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 4 387 028 | 7 594 187 | -2 214 173 | 2 648 838 | 6 595 026 | 3 726 975 |
| Transferts aux autres collectivités | 16 392 128 | 7 833 009 | 6 214 937 | 8 361 905 | 7 722 721 | 5 557 828 |
| Titre 7 – Dépenses d'opérations financières | 18 612 305 | 0 | 26 236 624 | 27 103 182 | 0 | 34 752 808 |
| Dotations en fonds propres | 18 612 305 | 0 | 26 236 624 | 27 103 182 | 0 | 34 752 808 |
| Total hors FdC et AdP | | 23 941 237 127 | | | 23 776 711 734 | |
| Ouvertures et annulations* en titre 2 | | +271 053 199 | | | +271 053 199 | |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2 | | -3 735 696 | | | +89 816 998 | |
| Total* | 25 728 671 071 | 24 208 554 630 | 23 621 571 719 | 22 791 210 178 | 24 137 581 930 | 23 702 071 901 |

* y.c. FdC et AdP

FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

| Nature de dépenses | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|----------------------------|----------------------------|--------------------------|--------------------|---------------------|-------------------------|--------------------|
| | Ouvertes en 2022 | Prévues en LFI pour 2023 | Ouvertes en 2023 | Ouverts en 2022 | Prévus en LFI pour 2023 | Ouverts en 2023 |
| Dépenses de personnel | 265 039 131 | 264 135 896 | 270 985 263 | 265 039 131 | 264 135 896 | 270 985 263 |
| Autres natures de dépenses | 21 629 712 | 21 500 000 | 30 330 313 | 21 629 712 | 21 500 000 | 30 330 313 |
| Total | 286 668 843 | 285 635 896 | 301 315 575 | 286 668 843 | 285 635 896 | 301 315 575 |

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE ADP

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/2023 | 34 954 326 | 189 203 | 34 954 326 | 189 203 | | | | |
| 03/2023 | 23 398 615 | 230 944 | 23 398 615 | 230 944 | | | | |
| 04/2023 | 28 063 466 | 80 730 | 28 063 466 | 80 730 | | | | |
| 05/2023 | 24 581 598 | 466 193 | 24 581 598 | 466 193 | | | | |
| 06/2023 | 24 571 356 | 87 001 | 24 571 356 | 87 001 | | | | |
| 07/2023 | 24 314 148 | 76 061 | 24 314 148 | 76 061 | | | | |
| 08/2023 | 22 692 509 | 313 275 | 22 692 509 | 313 275 | | | | |
| 09/2023 | 27 858 898 | 137 509 | 27 858 898 | 137 509 | | | | |
| 10/2023 | 24 835 436 | 214 997 | 24 835 436 | 214 997 | | | | |
| 11/2023 | 35 257 947 | 19 095 713 | 35 257 947 | 19 095 713 | | | | |
| 12/2023 | 297 598 | 970 853 | 297 598 | 970 853 | | | | |
| 01/2024 | | 102 182 | | 102 182 | | | | |
| Total | 270 825 897 | 21 964 661 | 270 825 897 | 21 964 661 | | | | |

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FDC

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/2023 | 38 961 | 805 259 | 38 961 | 805 259 | | | | |
| 03/2023 | | 942 129 | | 942 129 | | | | |
| 04/2023 | | 852 830 | | 852 830 | | | | |
| 05/2023 | | 550 167 | | 550 167 | | | | |
| 06/2023 | | 95 027 | | 95 027 | | | | |
| 07/2023 | | 365 000 | | 365 000 | | | | |
| 09/2023 | | 1 044 999 | | 1 044 999 | | | | |
| 10/2023 | 120 405 | 138 328 | 120 405 | 138 328 | | | | |
| 12/2023 | | 71 913 | | 71 913 | | | | |
| 01/2024 | | 3 500 000 | | 3 500 000 | | | | |
| Total | 159 366 | 8 365 652 | 159 366 | 8 365 652 | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 23/01/2023 | | 8 968 598 | | | | | | |
| Total | | 8 968 598 | | | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/03/2023 | | 21 800 | | 21 800 | | | | |
| Total | | 21 800 | | 21 800 | | | | |

DÉCRETS DE TRANSFERT

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 27/06/2023 | | 1 254 883 | | 550 883 | | | | |
| 27/06/2023 | | | | | 188 553 | 1 784 720 | 188 553 | 1 784 720 |
| 20/11/2023 | 256 489 | | 256 489 | | | 4 265 007 | | 863 007 |
| 26/12/2023 | | 7 060 000 | | 7 060 000 | | | | |
| Total | 256 489 | 8 314 883 | 256 489 | 7 610 883 | 188 553 | 6 049 727 | 188 553 | 2 647 727 |

DÉCRETS DE VIREMENT

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 27/06/2023 | | | | | | 179 463 | | 179 463 |
| 20/11/2023 | | | | | | 5 142 100 | | 5 318 808 |
| Total | | | | | | 5 321 563 | | 5 498 271 |

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 30/11/2023 | | | | 60 000 000 | | 40 000 000 | | |
| Total | | | | 60 000 000 | | 40 000 000 | | |

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|----------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| Total général | 271 241 752 | 47 635 594 | 271 241 752 | 97 962 996 | 188 553 | 51 371 290 | 188 553 | 8 145 998 |

ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Le chiffrage initial pour 2023 a été réalisé sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2023. Dès lors, le chiffrage actualisé peut différer de celui-ci, notamment lorsqu'il tient compte d'aménagements intervenus depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2023.

Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). La portée du total s'avère toutefois limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (3)

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale | | Chiffrage définitif 2022 | Chiffrage initial 2023 | Chiffrage actualisé 2023 |
|--|---|--------------------------|------------------------|--------------------------|
| 120140 | Exonération du pécule modulable d'incitation au départ des militaires Traitements, salaires, pensions et rentes viagères <i>Bénéficiaires 2021 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2008 - Dernière modification : 2013 - Dernière incidence budgétaire : 2025 - Fin du fait générateur : 2026 - code général des impôts : 81-30°</i> | 3 | 3 | 2 |
| 230605 | Exonération du bénéfice réalisé par les entreprises créées en zones de restructuration de la défense (ZRD) Dispositions communes à l'impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux) et à l'impôt sur les sociétés <i>Bénéficiaires 2021 : 230 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2008 - Dernière modification : 2020 - Dernière incidence budgétaire : 2034 - Fin du fait générateur : 2027 - code général des impôts : 44 terdecies</i> | 2 | 2 | 2 |
| 120141 | Exonération de l'indemnité de départ volontaire versée dans le cadre d'une restructuration ou d'une réorganisation du ministère de la défense Traitements, salaires, pensions et rentes viagères <i>Bénéficiaires 2021 : 63 Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2008 - Dernière modification : 2018 - Dernière incidence budgétaire : 2025 - Fin du fait générateur : 2025 - code général des impôts : 81-30° bis</i> | 1 | ε | ε |
| Coût total des dépenses fiscales | | 6 | 5 | 4 |

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS LOCAUX PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (1)

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts locaux contribuant au programme de manière principale | | Chiffrage définitif 2022 | Chiffrage initial 2023 | Chiffrage actualisé 2023 |
|--|--|--------------------------|------------------------|--------------------------|
| 090201 | Crédit d'impôt pour les micro entreprises implantées en zones de restructuration de la défense (ZRD) Cotisation foncière des entreprises <i>Bénéficiaires 2021 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2009 - Dernière modification : 2020 - Dernière incidence budgétaire : 2023 - Fin du fait générateur : 2021 - code général des impôts : 1647 C septies</i> | 0 | 0 | 0 |
| Coût total des dépenses fiscales | | | | |

DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS LOCAUX PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (1)

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts locaux contribuant au programme de manière subsidiaire | | Chiffrage définitif 2022 | Chiffrage initial 2023 | Chiffrage actualisé 2023 |
|---|--|--------------------------|------------------------|--------------------------|
| 090201 | Crédit d'impôt pour les micro entreprises implantées en zones de restructuration de la défense (ZRD) Cotisation foncière des entreprises <i>Bénéficiaires 2021 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2009 - Dernière modification : 2020 - Dernière incidence budgétaire : 2023 - Fin du fait générateur : 2021 - code général des impôts : 1647 C septies</i> | 0 | 0 | 0 |
| Coût total des dépenses fiscales | | | | |

Justification au premier euro

Éléments transversaux au programme

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 04 – Politique immobilière | | 755 640 141 573 612 028 | 772 240 141 573 612 028 | | 578 673 145 616 859 968 | 595 273 145 616 859 968 |
| 05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion | | 161 443 898 150 521 448 | 161 443 898 150 521 448 | | 150 669 147 151 476 596 | 150 669 147 151 476 596 |
| 06 – Politiques des ressources humaines | -8 562 | 175 594 588 175 663 327 | 179 244 588 175 654 765 | -8 562 | 159 045 602 163 699 754 | 162 695 602 163 691 192 |
| 06.03 – Reconversion | -8 562 | 34 980 000 30 177 021 | 34 980 000 30 168 459 | -8 562 | 34 980 000 32 452 786 | 34 980 000 32 444 224 |
| 06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents) | | 140 614 588 145 486 306 | 144 264 588 145 486 306 | | 124 065 602 131 246 968 | 127 715 602 131 246 968 |
| 08 – Politique culturelle et éducative | | 57 435 460 55 838 705 | 57 585 460 55 838 705 | | 68 081 644 67 522 957 | 68 231 644 67 522 957 |
| 08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine | | 52 189 378 51 144 242 | 52 189 378 51 144 242 | | 62 835 562 62 028 007 | 62 835 562 62 028 007 |
| 08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense | | 5 246 082 4 694 462 | 5 396 082 4 694 462 | | 5 246 082 5 494 950 | 5 396 082 5 494 950 |
| 10 – Restructurations | | 15 830 162 10 688 639 | 15 830 162 10 688 639 | | 18 340 926 15 480 056 | 18 340 926 15 480 056 |
| 11 – Pilotage, soutien et communication | | 358 938 751 345 988 462 | 360 038 751 345 988 462 | | 385 547 143 377 773 459 | 386 647 143 377 773 459 |
| 50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense" | 655 061 685 669 209 721 | | 655 061 685 669 209 721 | 655 061 685 669 209 721 | | 655 061 685 669 209 721 |
| 50.01 – Renseignement extérieur | 516 451 365 533 915 201 | | 516 451 365 533 915 201 | 516 451 365 533 915 201 | | 516 451 365 533 915 201 |
| 50.02 – Renseignement de sécurité et de défense | 138 610 320 135 294 520 | | 138 610 320 135 294 520 | 138 610 320 135 294 520 | | 138 610 320 135 294 520 |
| 51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense" | 27 120 250 26 220 745 | | 27 120 250 26 220 745 | 27 120 250 26 220 745 | | 27 120 250 26 220 745 |
| 51.01 – DGRIS / Administration centrale | 27 120 250 26 220 745 | | 27 120 250 26 220 745 | 27 120 250 26 220 745 | | 27 120 250 26 220 745 |
| 52 – Relations internationales | 73 869 496 94 718 042 | | 73 869 496 94 718 042 | 73 869 496 94 718 042 | | 73 869 496 94 718 042 |
| 52.01 – DGA / Soutien aux exportations | 6 521 183 16 596 222 | | 6 521 183 16 596 222 | 6 521 183 16 596 222 | | 6 521 183 16 596 222 |
| 52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense | 67 348 313 78 121 820 | | 67 348 313 78 121 820 | 67 348 313 78 121 820 | | 67 348 313 78 121 820 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---------------------------------------|-----------------|--------------------------------|---------------------------------------|-----------------|--------------------------------|
| | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces " | 2 245 664 703 2 201 000 072 | | 2 245 664 703 2 201 000 072 | 2 245 664 703 2 201 000 072 | | 2 245 664 703 2 201 000 072 |
| 53.01 – Soutien aux opérations d'armement | 2 245 664 703 2 201 000 072 | | 2 245 664 703 2 201 000 072 | 2 245 664 703 2 201 000 072 | | 2 245 664 703 2 201 000 072 |
| 54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 1 477 506 572 1 348 521 054 | | 1 477 506 572 1 348 521 054 | 1 477 506 572 1 348 521 054 | | 1 477 506 572 1 348 521 054 |
| 54.01 – Commandement des armées | 192 599 095 173 733 708 | | 192 599 095 173 733 708 | 192 599 095 173 733 708 | | 192 599 095 173 733 708 |
| 54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle | 257 848 616 246 115 587 | | 257 848 616 246 115 587 | 257 848 616 246 115 587 | | 257 848 616 246 115 587 |
| 54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements | 581 581 | | 0 581 581 | 581 581 | | 0 581 581 |
| 54.04 – EMA/Organismes interarmées /SC Performance | 140 206 785 117 622 684 | | 140 206 785 117 622 684 | 140 206 785 117 622 684 | | 140 206 785 117 622 684 |
| 54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE | 154 015 026 150 745 528 | | 154 015 026 150 745 528 | 154 015 026 150 745 528 | | 154 015 026 150 745 528 |
| 54.06 – Renseignement d'intérêt militaire | 187 539 973 160 263 638 | | 187 539 973 160 263 638 | 187 539 973 160 263 638 | | 187 539 973 160 263 638 |
| 54.07 – Systèmes d'information et de communication | 545 297 077 499 458 329 | | 545 297 077 499 458 329 | 545 297 077 499 458 329 | | 545 297 077 499 458 329 |
| 55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 7 805 231 022 7 756 971 277 | | 7 806 151 022 7 756 971 277 | 7 805 231 022 7 756 971 277 | | 7 806 151 022 7 756 971 277 |
| 55.01 – Ressources humaines des forces terrestres | 7 805 231 022 7 756 971 277 | | 7 806 151 022 7 756 971 277 | 7 805 231 022 7 756 971 277 | | 7 806 151 022 7 756 971 277 |
| 56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 2 733 984 398 2 735 585 412 | | 2 733 984 398 2 735 585 412 | 2 733 984 398 2 735 585 412 | | 2 733 984 398 2 735 585 412 |
| 56.01 – Ressources humaines des forces navales | 2 733 984 398 2 744 362 129 | | 2 733 984 398 2 744 362 129 | 2 733 984 398 2 744 362 129 | | 2 733 984 398 2 744 362 129 |
| 56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS | -8 776 717 | | 0 -8 776 717 | -8 776 717 | | 0 -8 776 717 |
| 57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 2 720 662 680 2 653 069 156 | | 2 720 662 680 2 653 069 156 | 2 720 662 680 2 653 069 156 | | 2 720 662 680 2 653 069 156 |
| 57.01 – Ressources humaines des forces aériennes | 2 720 662 680 2 655 230 198 | | 2 720 662 680 2 655 230 198 | 2 720 662 680 2 655 230 198 | | 2 720 662 680 2 655 230 198 |
| 57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé) | -2 161 042 | | 0 -2 161 042 | -2 161 042 | | 0 -2 161 042 |
| 58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 2 795 364 490 3 002 030 502 | | 3 058 580 386 3 002 030 502 | 2 795 364 490 3 002 030 502 | | 3 058 580 386 3 002 030 502 |
| 58.01 – Fonction pétrolière | 141 976 652 139 370 691 | | 141 976 652 139 370 691 | 141 976 652 139 370 691 | | 141 976 652 139 370 691 |
| 58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICOs | 97 706 703 65 024 233 | | 97 706 703 65 024 233 | 97 706 703 65 024 233 | | 97 706 703 65 024 233 |
| 58.03 – Soutiens complémentaires | 1 399 276 | | 0 1 399 276 | 1 399 276 | | 0 1 399 276 |
| 58.04 – Service interarmées des munitions | 96 718 079 91 113 126 | | 96 718 079 91 113 126 | 96 718 079 91 113 126 | | 96 718 079 91 113 126 |
| 58.05 – Service du commissariat des armées | 1 508 207 123 1 464 513 316 | | 1 508 207 123 1 464 513 316 | 1 508 207 123 1 464 513 316 | | 1 508 207 123 1 464 513 316 |
| 58.06 – Fonction santé | 950 755 933 1 240 609 861 | | 1 213 971 829 1 240 609 861 | 950 755 933 1 240 609 861 | | 1 213 971 829 1 240 609 861 |

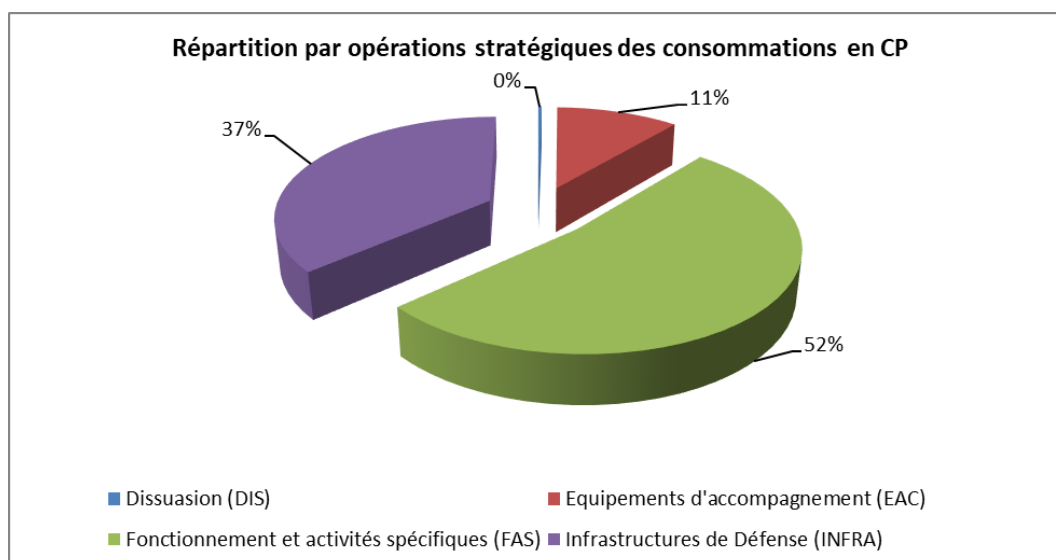
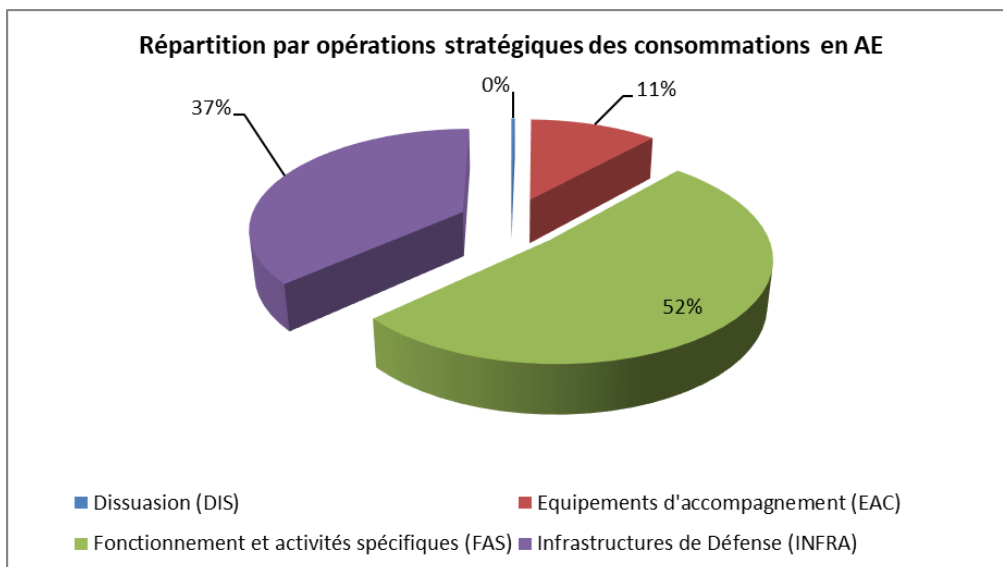
| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|---------------------------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------------------|-----------------|----------------------------|
| | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 350 000 000 271 007 460 | | 350 000 000 271 007 460 | 350 000 000 271 007 460 | | 350 000 000 271 007 460 |
| 59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | 250 000 000 201 095 127 | | 250 000 000 201 095 127 | 250 000 000 201 095 127 | | 250 000 000 201 095 127 |
| 59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | 100 000 000 69 912 333 | | 100 000 000 69 912 333 | 100 000 000 69 912 333 | | 100 000 000 69 912 333 |
| 60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière" | 501 682 637 484 090 545 | | 501 682 637 484 090 545 | 501 682 637 484 090 545 | | 501 682 637 484 090 545 |
| 61 – Action sociale, chômage et pensions | 293 130 356 289 980 198 | | 293 130 356 289 980 198 | 293 130 356 289 980 198 | | 293 130 356 289 980 198 |
| 61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines | 162 022 178 162 742 383 | | 162 022 178 162 742 383 | 162 022 178 162 742 383 | | 162 022 178 162 742 383 |
| 61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage | 121 237 363 117 501 188 | | 121 237 363 117 501 188 | 121 237 363 117 501 188 | | 121 237 363 117 501 188 |
| 61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage | 9 870 815 9 736 626 | | 9 870 815 9 736 626 | 9 870 815 9 736 626 | | 9 870 815 9 736 626 |
| 62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative" | 40 942 394 37 861 074 | | 40 942 394 37 861 074 | 40 942 394 37 861 074 | | 40 942 394 37 861 074 |
| 63 – Restructurations - RH | 52 044 355 32 854 611 | | 52 044 355 32 854 611 | 52 044 355 32 854 611 | | 52 044 355 32 854 611 |
| 63.01 – Restructurations Personnels civils | 29 025 884 12 922 490 | | 29 025 884 12 922 490 | 29 025 884 12 922 490 | | 29 025 884 12 922 490 |
| 63.02 – Restructurations Personnels militaires | 23 018 471 19 932 122 | | 23 018 471 19 932 122 | 23 018 471 19 932 122 | | 23 018 471 19 932 122 |
| 64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien " | 392 896 700 401 602 300 | | 392 896 700 401 602 300 | 392 896 700 401 602 300 | | 392 896 700 401 602 300 |
| 64.01 – Personnel du SGA employeur | 277 224 939 291 030 300 | | 277 224 939 291 030 300 | 277 224 939 291 030 300 | | 277 224 939 291 030 300 |
| 64.07 – Personnel de l'action sociale | 66 601 268 63 724 281 | | 66 601 268 63 724 281 | 66 601 268 63 724 281 | | 66 601 268 63 724 281 |
| 64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense | 49 070 493 46 847 719 | | 49 070 493 46 847 719 | 49 070 493 46 847 719 | | 49 070 493 46 847 719 |
| 65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant" | 118 791 578 116 400 807 | | 118 791 578 116 400 807 | 118 791 578 116 400 807 | | 118 791 578 116 400 807 |
| 66 – Rayonnement et contribution extérieure | 43 495 523 103 058 237 | | 43 495 523 103 058 237 | 43 495 523 103 058 237 | | 43 495 523 103 058 237 |
| 66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef | 2 026 614 | | 0 2 026 614 | 2 026 614 | | 0 2 026 614 |
| 66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef | 15 773 228 24 582 438 | | 15 773 228 24 582 438 | 15 773 228 24 582 438 | | 15 773 228 24 582 438 |
| 66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef | 56 437 312 | | 0 56 437 312 | 56 437 312 | | 0 56 437 312 |
| 66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République | -769 520 | | 0 -769 520 | -769 520 | | 0 -769 520 |
| 66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense | 1 398 223 1 877 722 | | 1 398 223 1 877 722 | 1 398 223 1 877 722 | | 1 398 223 1 877 722 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|---------------------------------------|----------------------|--------------------------|---------------------------------------|----------------------|--------------------------|
| | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 66.06 – Pilotage, soutien et communication - Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale | 26 324 072 18 903 671 | | 26 324 072 18 903 671 | 26 324 072 18 903 671 | | 26 324 072 18 903 671 |
| 67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH | 88 905 288 85 086 462 | | 88 905 288 85 086 462 | 88 905 288 85 086 462 | | 88 905 288 85 086 462 |
| 67.01 – Cabinet du Ministre des armées - Cabinet du ministre délégué auprès du Ministre des armées - sous-direction des cabinets | 33 226 164 32 439 303 | | 33 226 164 32 439 303 | 33 226 164 32 439 303 | | 33 226 164 32 439 303 |
| 67.02 – Contrôle général des armées | 22 308 730 23 304 682 | | 22 308 730 23 304 682 | 22 308 730 23 304 682 | | 22 308 730 23 304 682 |
| 67.03 – Direction Générale du Numérique | 7 910 463 5 998 011 | | 7 910 463 5 998 011 | 7 910 463 5 998 011 | | 7 910 463 5 998 011 |
| 67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense | 11 224 491 9 149 451 | | 11 224 491 9 149 451 | 11 224 491 9 149 451 | | 11 224 491 9 149 451 |
| 67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire | 5 445 127 5 506 666 | | 5 445 127 5 506 666 | 5 445 127 5 506 666 | | 5 445 127 5 506 666 |
| 67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement | 4 995 117 5 382 864 | | 4 995 117 5 382 864 | 4 995 117 5 382 864 | | 4 995 117 5 382 864 |
| 67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense | 3 795 196 3 305 484 | | 3 795 196 3 305 484 | 3 795 196 3 305 484 | | 3 795 196 3 305 484 |
| Total des crédits prévus en LFI * | 22 416 354 127 | 1 524 883 000 | 23 941 237 127 | 22 416 354 127 | 1 360 357 607 | 23 776 711 734 |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP | +271 053 199 | -3 735 696 | +267 317 503 | +271 053 199 | +89 816 998 | +360 870 196 |
| Total des crédits ouverts | 22 687 407 326 | 1 521 147 304 | 24 208 554 630 | 22 687 407 326 | 1 450 174 605 | 24 137 581 930 |
| Total des crédits consommés | 22 309 259 111 | 1 312 312 608 | 23 621 571 719 | 22 309 259 111 | 1 392 812 790 | 23 702 071 901 |
| Crédits ouverts - crédits consommés | +378 148 214 | +208 834 697 | +586 982 911 | +378 148 214 | +57 361 815 | +435 510 029 |

* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

Total des autorisations de fongibilité asymétrique délivrées au programme : 6 271 142 €.

Les données d'exécution négative des sous-actions 56.02 et 57.02 correspondent à des remboursements par la société Naval Group et le SIAé de rémunérations avancées par le ministère des armées au titre du personnel mis à disposition de ces deux entités.



AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)

| Niveau | Description | AE | | | | Écart Utilisation / Prév. LFI (5) = (3) + (4) - (1) - (2) |
|--------|---|---------------|----------------------|--------------------|--------------------|--|
| | | Prév. LFI | Prév. FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement hors TF | |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | |
| OS | Dissuasion (DIS) | 4 637 000 | 0 | 0 | 4 199 155 | -437 845 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 161 443 898 | 0 | 0 | 152 796 591 | -8 647 307 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 709 713 085 | 4 900 000 | 0 | 690 836 047 | -23 777 038 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | 649 089 017 | 16 600 000 | 650 000 | 492 147 597 | -172 891 420 |
| Total | | 1 524 883 000 | 21 500 000 | 650 000 | 1 339 979 391 | -205 753 609 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------|---|---------------|--------------------------|---------------|------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Dissuasion (DIS) | 4 637 000 | 0 | 4 200 855 | -436 145 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 150 669 147 | 0 | 151 476 603 | 807 456 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 729 001 398 | 4 900 000 | 729 388 439 | -4 512 959 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | 476 050 062 | 16 600 000 | 509 663 877 | 17 013 815 |
| Total | | 1 360 357 607 | 21 500 000 | 1 394 729 774 | 12 872 167 |

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE (EN M€)

| Niveau | Description | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectation 2023 | Total | Engagement 2023 sur TF |
|--------|---|----------------|-------------------------|------------------|-------|------------------------|
| OS | Dissuasion (DIS) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 1,24 | 0,00 | 0,00 | 1,24 | 0,00 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | 7,37 | 0,00 | 0,65 | 8,02 | 0,67 |
| Total | | 8,61 | 0,00 | 0,65 | 9,26 | 0,67 |

ÉCHÉANCIERS DES PAIEMENTS (EN M€)

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|-----------------|---|---------|--------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------|-----------------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | > 2025 | |
| OS | Dissuasion (DIS) | PLF | 0,00 | 4,64 | 4,64 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4,64 |
| | | PLR | 0,00 | 4,20 | 4,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4,20 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | PLF | 129,77 | 161,94 | 150,67 | 106,65 | 31,30 | 3,10 | 291,71 |
| | | PLR | 116,02 | 152,80 | 151,48 | 81,62 | 28,13 | 7,59 | 268,82 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 1 099,33 | 714,68 | 733,90 | 214,39 | 75,91 | 789,81 | 1 814,01 |
| | | PLR | 1 038,77 | 690,84 | 729,39 | 158,97 | 49,11 | 792,14 | 1 729,61 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | PLF | 3 733,48 | 620,23 | 513,02 | 679,59 | 444,83 | 2 716,27 | 4 353,72 |
| | | PLR | 3 761,99 | 492,82 | 509,66 | 664,48 | 455,04 | 2 625,62 | 4 254,80 |
| Écart (PLR-PLF) | | | -45,80 | -160,84 | -7,49 | -95,56 | -19,76 | -83,84 | -206,65 |

PASSAGE DU PLF À LA LFI

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|-------------|----------------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| PLF | 22 416 354 127 | 1 481 683 000 | 23 898 037 127 | 22 416 354 127 | 1 357 557 607 | 23 773 911 734 |
| Amendements | 0 | +43 200 000 | +43 200 000 | 0 | +2 800 000 | +2 800 000 |
| LFI | 22 416 354 127 | 1 524 883 000 | 23 941 237 127 | 22 416 354 127 | 1 360 357 607 | 23 776 711 734 |

JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Report de crédits

Titre 2

Néant.

Hors Titre 2

En AE, les reports de crédits s'élèvent à 8,9 M€ par arrêté du 23 janvier 2023 (reports sur TF).

Loi de finances de fin de gestion

Titre 2

Néant.

Hors Titre 2

La loi n° 2023-1114 du 30 novembre 2023 de finances de fin de gestion a annulé 40 M€ en AE sur la réserve de précaution du programme et ouvert 60 M€ en CP sur le programme.

Décrets de transfert

Titre 2

Le solde des transferts s'élève à 0,1 M€ et recouvre les mesures suivantes :

1) Mouvements entrants :

+0,22 M€ en provenance du programme 152 « Gendarmerie nationale » au titre d'une correction d'imputation budgétaire ;

+0,16 M€ en provenance du programme 161 « Sécurité civile » au titre de la participation des armées aux opérations de lutte contre les incendies dans le cadre de l'opération Héphaïstos ;

+0,09 M€ et 1,5 ETPT en provenance du programme 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » au titre du financement des postes vacants des ouvriers des parcs et ateliers mis à disposition dans le cadre de la création du service infrastructure de la Défense (SID) ;

+0,04 M€ en provenance du programme 352 « Fonds pour l'accélération du financement des start-ups d'État ». Ce transfert est destiné au financement de la prolongation de deux entrepreneurs d'intérêt général dans le cadre du défi « Optiflex » organisé par le commissariat des armées ;

+0,03 M€ en provenance du programme 218 « Conduite et pilotage des politiques économiques et financières » destinés au financement de la prime de développement des ingénieurs des mines affectés au ministère des armées ;

+0,02 M€ en provenance du programme 147 « Politique de la ville » au titre du financement de 0,25 ETPT mis à disposition par le ministère des armées pour la mise en œuvre de la politique de la ville, dans le cadre du dispositif des délégués du préfet.

2) Mouvements sortants :

-0,25 M€ à destination du programme 134 « Développement des entreprises et régulations », au titre de la contribution au profit du commissariat aux communications électroniques de défense (CCED) ;

-0,12 M€ à destination du programme 176 au titre du transfert de 1,5 ETPT pour la création de l'agence nationale des données de voyages (ANDV) ;

-0,11 M€ à destination du programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur », au titre du financement de la montée en puissance de l'agence des communications mobiles opérationnelles de sécurité et de secours (ACMOSS) ;

-0,02 M€ et 3 ETPT à destination du programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde », au titre du financement des rémunérations de certains personnels en poste à l'étranger.

Hors Titre 2

Le solde des transferts s'élève à 2,3 M€ en AE et 5 M€ en CP et concerne principalement :

- un transfert pour un montant de 6 M€ AE/CP en provenance du programme 176 « Police nationale » lié à l'indemnisation des titres de propriété du fort de Villeneuve Saint-Georges ;
- un transfert pour un montant total de 3,8 M€ en AE et 0,4 M€ en CP vers le programme 175 « Patrimoines » destinés au financement des travaux du musée mémorial du terrorisme.

Décrets de virement

Titre 2

Néant.

Hors Titre 2

Le solde des virements s'élève à -5,3 M€ en AE et -5,5 M€ en CP et recouvre principalement un mouvement vers le programme 178 « Préparation et emploi des forces » pour une remise à niveau du mess situé à Tours.

Décrets d'avance

Titre 2

Néant.

Hors Titre 2

Néant.

Décrets de répartition

Titre 2

Néant.

Hors Titre 2

Néant.

ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Titre 2

Les rattachements par attributions de produits se sont élevés à 270,8 M€, dont 269,5 M€ au titre de l'activité du Service de santé des armées et 1,3 M€ au titre du remboursement des dépenses de personnels de la défense par les organismes internationaux ou leurs émanations (Bundeswehr).

Les rattachements de fonds de concours (0,2 M€) proviennent des subventions versées par Frontex au titre de la mise à disposition d'un personnel de la Marine nationale.

Hors Titre 2

Les rattachements de fonds de concours (8,4 M€ en AE/CP) et d'attributions de produits (22 M€ en AE/CP) proviennent :

- pour les premiers :
 - de la participations diverses aux dépenses d'infrastructure et de dépollution (3,5 M€ en AE/CP) ;
 - des contributions aux actions en faveur de l'environnement (1,3 M€ en AE/CP) ;
 - des produits des legs et donations (0,2 M€ en AE/CP) ;
 - des aides financières des caisses d'allocations familiales au développement de l'accueil des jeunes enfants des agents de l'État en structure de garde collective (1,1 M€ en AE/CP) ;
 - de la participation du Fonds d'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (1,9 M€ en AE/CP) ;
 - des actions de mécénat en faveur de la valorisation du patrimoine culturel et de l'information historique (programme 212) (0,2 M€ en AE/CP).
- pour les seconds :
 - des recettes provenant de la rémunération de certains services rendus par le ministère de la défense dans le cadre de sa mission en métropole (20,2 M€ en AE/CP) ;
 - des recettes provenant de prestations diverses effectuées dans le cadre de l'exécution du partenariat public-privé Balard (0,7 M€ en AE/CP) ;
 - de la valorisation du patrimoine immatériel du ministère de la défense (Programme 212) (0,1 M€ en AE/CP) ;
 - des cessions de biens mobiliers (programme 212) (0,3 M€ en AE/CP) ;
 - des recettes provenant de la rémunération de services rendus par le ministère des armées dans le cadre de sa mission en outre-mer et à l'étranger (programme 212) (0,6 M€ en AE/CP).

RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|-------------------|--------------------|---------------------|-------------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Mise en réserve initiale | 112 081 771 | 73 094 525 | 185 176 296 | 112 081 771 | 64 868 255 | 176 950 026 |
| Surgels | 0 | 14 618 905 | 14 618 905 | 0 | 12 973 651 | 12 973 651 |
| Dégels | 0 | -19 460 476 | -19 460 476 | 0 | -19 460 476 | -19 460 476 |
| Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année) | 112 081 771 | 68 252 953 | 180 334 724 | 112 081 771 | 58 381 429 | 170 463 200 |

Réserve de précaution

Titre 2

La réserve de précaution s'est élevée en 2023 à 112,1 M€, dont 66,2 M€ hors CAS Pensions. Elle n'a pas été levée en cours de gestion.

Fongibilité asymétrique

Titre 2

Deux mouvements de fongibilité asymétrique ont été réalisés en 2023 vers le P212/HT2, pour un montant total de -6,3 M€. Le principal mouvement, de -6,1 M€, a permis de couvrir le transfert des prestations en espèces et de l'allocation versée en cas de rechute d'une blessure ou d'une maladie imputable aux services militaires vers la CNMSS. Le second mouvement, de -0,2 M€, a été réalisé en fin de gestion.

EMPLOIS ET DÉPENSES DE PERSONNEL

EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR LE PROGRAMME

(en ETPT)

| Catégorie d'emplois | Transferts de gestion 2022 (1) | Réalisation 2022 (2) | LFI + LFR 2023 (3) | Transferts de gestion 2023 (4) | Réalisation 2023 (5) | Écart à LFI + LFR 2023 (après transferts de gestion) (5 - (3 + 4)) |
|---|-----------------------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------------------|-------------------------|---|
| 1087 – Catégorie A (personnels civils titulaires et non titulaires) | -3,00 | 15 279,30 | 15 233,53 | 0,00 | 16 213,49 | +979,96 |
| 1088 – Catégorie B (personnels civils titulaires et non titulaires) | -3,00 | 15 043,07 | 14 920,73 | +1,75 | 15 366,47 | +443,99 |
| 1089 – Catégorie C (personnels civils titulaires et non titulaires) | 0,00 | 19 911,56 | 21 066,79 | -0,50 | 19 844,36 | -1 221,93 |
| 1090 – Ouvriers de l'Etat | 0,00 | 11 674,50 | 10 920,76 | 0,00 | 10 928,52 | +7,76 |
| 1091 – Officiers | 0,00 | 34 087,75 | 35 199,26 | -3,08 | 34 283,25 | -912,93 |
| 1092 – Sous-officiers | -0,50 | 90 809,17 | 93 544,12 | -1,08 | 89 914,08 | -3 628,96 |
| 1093 – Militaires du rang | 0,00 | 78 163,33 | 78 897,30 | 0,00 | 76 021,50 | -2 875,80 |
| 1094 – Volontaires | 0,00 | 1 251,42 | 1 641,02 | 0,00 | 1 287,17 | -353,85 |
| 1095 – Volontaires stagiaires du SMV | 0,00 | 556,92 | 1 147,20 | 0,00 | 616,17 | -531,03 |
| Total | -6,50 | 266 777,02 | 272 570,71 | -2,91 | 264 475,01 | -8 092,79 |

(en ETPT)

| Catégorie d'emplois | Mesures de périmètre en LFI (6) | Mesures de transfert en LFI (7) | Corrections techniques (8) | Impact des schémas d'emplois pour 2023 (5-4)-(2-1)-(6+7+8) | dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2022 sur 2023 | dont impact du schéma d'emplois 2023 sur 2023 |
|---|------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|---|--|---|
| 1087 – Catégorie A (personnels civils titulaires et non titulaires) | 0,00 | +21,00 | +260,25 | +649,94 | +433,05 | +216,89 |
| 1088 – Catégorie B (personnels civils titulaires et non titulaires) | 0,00 | -64,00 | -195,39 | +578,04 | +330,29 | +247,75 |
| 1089 – Catégorie C (personnels civils titulaires et non titulaires) | 0,00 | +4,00 | +0,78 | -71,48 | +222,56 | -294,04 |
| 1090 – Ouvriers de l'Etat | 0,00 | -4,00 | -16,05 | -725,93 | -241,95 | -483,98 |
| 1091 – Officiers | 0,00 | -12,00 | +3,00 | +207,58 | +369,30 | -161,72 |
| 1092 – Sous-officiers | 0,00 | -3,00 | +5,62 | -897,13 | +357,21 | -1 254,34 |
| 1093 – Militaires du rang | 0,00 | -2,00 | +10,43 | -2 150,26 | +296,90 | -2 447,16 |
| 1094 – Volontaires | 0,00 | 0,00 | +6,02 | +29,73 | +90,98 | -61,25 |
| 1095 – Volontaires stagiaires du SMV | 0,00 | 0,00 | +59,25 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 0,00 | -60,00 | +133,91 | -2 379,51 | +1 858,34 | -4 237,85 |

Après transferts de gestion, le volume d'ETPT consommé par le programme 212 est inférieur de -8 093 ETPT au plafond alloué en LFI et LFR 2023, représentant ainsi une sous-consommation de 2,97 % du plafond 2023.

L'évolution entre les réalisations 2022 et 2023 s'établit à -2 302 ETPT (hors transferts de gestion) et relève :

- du schéma d'emplois 2023 à hauteur de -2 379,51 ETPT (comprenant le SIAé) qui se décompose en une extension en année pleine (EAP) 2022 sur 2023 de +1 858,34 ETPT et un effet année courante (EAC) 2023 de -4 237,85 ETPT ;

- des mesures de transferts à hauteur de -60 ETPT ;

- des corrections techniques à hauteur de +133,91 ETPT regroupant les mesures suivantes :

- des corrections de stocks au titre de la variation prévisionnelle des effectifs de volontaires du service militaire volontaire (SMV), à hauteur de +65,42 ETPT ;
- des rectifications liées aux calculs de l'EAP et de l'EAC à partir de mois moyens arrondis, soit +17,09 ETPT ;
- +57 ETPT pour neutraliser l'augmentation du plafond d'emplois de l'opérateur CEA-DAM (division des applications militaires du CEA, sous tutelle du MINARM) ;
- +1 ETPT pour intégrer l'augmentation de plafond consentie au MINARM par amendement N° II-3234 du 31 octobre 2022 porté au PLF 2023 présenté par le Gouvernement pour renforcer le réseau des référents énergie pour la transition énergétique de l'immobilier de l'État ;
- -3 ETPT pour neutraliser l'ajustement de trajectoire d'effectifs du ministère intervenu postérieurement aux travaux du PLF 2023 ;
- de la neutralisation de l'impact des transferts de gestion à hauteur de -3,59 ETPT ;
- des corrections d'arrondis TANGO.

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF MOYEN RÉALISÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

| Catégorie d'emplois | Réalisation 2023 | dont SIAé | dont Présidence de la République |
|--|------------------|-----------------|----------------------------------|
| 1087 - Catégorie A (civils titulaires et non titulaires) | 16 213,49 | 625,10 | 2,00 |
| 1088 - Catégorie B (civils titulaires et non titulaires) | 15 366,47 | 915,59 | 10,75 |
| 1089 - Catégorie C (civils titulaires et non titulaires) | 19 844,36 | 219,95 | 9,75 |
| 1090 - Ouvriers de l'État | 10 928,52 | 2 150,58 | 1,00 |
| TOTAL CIVIL | 62 352,84 | 3 911,22 | 23,50 |

| | | | |
|--------------------------------------|-------------------|-----------------|--------------|
| 1091 - Officiers | 34 283,25 | 102,75 | 14,33 |
| 1092 - Sous-officiers | 89 914,08 | 695,08 | 33,92 |
| 1093 - Militaires du rang | 76 021,50 | 41,92 | 2,00 |
| 1094 - Volontaires | 1 287,17 | - | - |
| 1095 - Volontaires stagiaires du SMV | 616,17 | - | - |
| TOTAL MILITAIRE | 202 122,17 | 839,75 | 50,25 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 264 475,01 | 4 750,97 | 73,75 |

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF MOYEN RÉALISÉ PAR BOP

| Catégorie d'emplois | Réalisation 2023 | dont SIAé | dont Présidence de la République |
|--|-------------------|-----------------|----------------------------------|
| Personnel militaire de l'Armée de terre | 111 561,67 | 42,58 | 10,67 |
| Personnel militaire de l'Armée de l'air et de l'espace | 39 626,67 | 353,67 | 13,00 |
| Personnel militaire de la Marine | 35 765,42 | 381,08 | 17,58 |
| Personnel civil de la Défense* | 50 325,47 | 3 112,53 | 22,75 |
| Personnel du Service de santé des armées | 9 742,25 | - | 8,00 |
| Personnel de la Direction générale de la Sécurité extérieure | 6 013,43 | - | 0,75 |
| Personnel de la Direction générale de l'armement | 6 886,68 | 857,11 | - |
| Personnel militaire du Service de l'énergie opérationnelle | 1 367,83 | - | - |
| Personnel militaire du Service du commissariat des armées | 2 044,52 | 4,00 | 1,00 |
| Personnel militaire du Service d'infrastructure de la Défense | 654,67 | - | - |
| Autre personnel militaire (Contrôle général des armées, Affaires pénales militaires, gendarmes non spécialisés et de la sûreté des armements nucléaires) | 486,42 | - | - |
| TOTAL | 264 475,01 | 4 750,97 | 73,75 |

* Le BOP « Personnel civil de la Défense » n'inclut pas les populations suivantes :

- le personnel civil paramédical, rattaché au Service de santé des armées ;
- les cadres technico-commerciaux, ingénieurs (ICT) et techniciens (TCT), rattachés à la Direction générale de l'armement ;
- les aumôniers civils rattachés au Service du commissariat des armées ;
- le personnel civil employé à la Direction générale de la sécurité extérieure.

ÉVOLUTION DES EMPLOIS À PÉRIMÈTRE CONSTANT

(en ETP)

| Catégorie d'emploi | Sorties | dont départs en retraite | Mois moyen des sorties | Entrées | dont primo recrutements | Mois moyen des entrées | Schéma d'emplois | Schéma d'emplois |
|---|------------------|--------------------------|------------------------|------------------|-------------------------|------------------------|------------------|------------------|
| | | | | | | | Réalisation | Prévision PAP |
| 1087 – Catégorie A (personnels civils titulaires et non titulaires) | 2 177,24 | 371,16 | 6,19 | 3 319,95 | 2 171,36 | 7,75 | +1 142,71 | +795,00 |
| 1088 – Catégorie B (personnels civils titulaires et non titulaires) | 1 813,45 | 386,20 | 6,54 | 2 572,30 | 1 492,00 | 7,29 | +758,85 | +742,40 |
| 1089 – Catégorie C (personnels civils titulaires et non titulaires) | 2 943,76 | 564,83 | 6,37 | 2 870,50 | 1 916,70 | 7,43 | -73,26 | +3,60 |
| 1090 – Ouvriers de l'Etat | 1 472,80 | 800,10 | 6,49 | 728,35 | 340,00 | 7,81 | -744,45 | -718,00 |
| 1091 – Officiers | 2 694,00 | 1 041,00 | 6,83 | 2 954,00 | 1 593,00 | 8,03 | +260,00 | +610,00 |
| 1092 – Sous-officiers | 10 593,00 | 4 252,00 | 6,30 | 9 367,00 | 4 471,00 | 7,03 | -1 226,00 | +847,00 |
| 1093 – Militaires du rang | 17 860,00 | 1 711,00 | 6,25 | 15 249,00 | 14 109,00 | 7,02 | -2 611,00 | -768,00 |
| 1094 – Volontaires | 1 290,00 | 0,00 | 6,68 | 1 268,00 | 1 071,00 | 7,15 | -22,00 | +35,00 |
| Total | 40 844,25 | 9 126,29 | | 38 329,10 | 27 164,06 | | -2 515,15 | +1 547,00 |

Le schéma d'emplois réalisé à fin 2023 s'élève à -2 515 ETP, soit un écart de -4 062 ETP par rapport aux prévisions du PAP 2023. Cet écart s'explique principalement par les difficultés inattendues rencontrées sur le recrutement de militaires du rang et la persistance de la dynamique de départs sur le personnel militaire, notamment sur les sous-officiers.

EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

(en ETPT)

| Service | Prévision LFI | Réalisation | <i>dont mesures de transfert</i> | <i>dont mesures de périmètre</i> | <i>dont corrections techniques</i> | Impact des schémas d'emplois pour 2023 | <i>dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2022 sur 2023</i> | <i>dont impact du schéma d'emplois 2023 sur 2023</i> |
|-------------------------|-------------------|-------------------|----------------------------------|----------------------------------|------------------------------------|--|---|--|
| Administration centrale | 15 245,72 | 14 792,96 | -3,36 | 0,00 | +7,49 | -133,10 | +103,94 | -237,04 |
| Opérateurs | 38,00 | 36,03 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Services à l'étranger | 11 910,50 | 11 556,79 | -2,62 | 0,00 | +5,85 | -103,98 | +81,20 | -185,18 |
| Autres | 245 376,49 | 238 089,23 | -54,02 | 0,00 | +120,57 | -2 142,43 | +1 673,20 | -3 815,63 |
| Total | 272 570,71 | 264 475,01 | -60,00 | 0,00 | +133,91 | -2 379,51 | +1 858,34 | -4 237,85 |

(en ETP)

| Service | Schéma d'emplois Prévision PAP | ETP au 31/12/2023 Réalisation |
|-------------------------|--------------------------------|-------------------------------|
| Administration centrale | +86,53 | 14 886,13 |
| Opérateurs | 0,00 | 36,03 |
| Services à l'étranger | +67,60 | 11 629,58 |
| Autres | +1 392,87 | 239 589,13 |
| Total | +1 547,00 | 266 140,87 |

La catégorie « autres » correspond aux unités stationnées en province ou en outre-mer, aux services déconcentrés et aux bases de défense.

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Prévision LFI | Réalisation |
|---|-----------------|-----------------|
| | ETPT | ETPT |
| 50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense" | 7 333,31 | 7 566,08 |
| 50.01 – Renseignement extérieur | 5 723,33 | 6 012,68 |
| 50.02 – Renseignement de sécurité et de défense | 1 609,98 | 1 553,40 |
| 51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense" | 258,98 | 260,76 |
| 51.01 – DGRIS / Administration centrale | 258,98 | 260,76 |
| 52 – Relations internationales | 367,12 | 332,65 |
| 52.01 – DGA / Soutien aux exportations | 49,21 | 34,56 |
| 52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense | 317,91 | 298,09 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Prévision LFI | Réalisation |
|--|-------------------|-------------------|
| | ETPT | ETPT |
| 53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces " | 10 217,49 | 10 369,61 |
| 53.01 – Soutien aux opérations d'armement | 10 217,49 | 10 369,61 |
| 54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 15 541,82 | 14 058,53 |
| 54.01 – Commandement des armées | 1 706,09 | 1 589,06 |
| 54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle | 2 195,34 | 2 092,85 |
| 54.04 – EMA/Organismes interarmées /SC Performance | 1 563,78 | 1 380,24 |
| 54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE | 827,75 | 840,84 |
| 54.06 – Renseignement d'intérêt militaire | 2 118,03 | 1 869,38 |
| 54.07 – Systèmes d'information et de communication | 7 130,83 | 6 286,16 |
| 55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 106 379,46 | 103 973,65 |
| 55.01 – Ressources humaines des forces terrestres | 106 379,46 | 103 973,65 |
| 56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 34 571,06 | 34 204,56 |
| 56.01 – Ressources humaines des forces navales | 34 571,06 | 34 204,56 |
| 57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 38 960,72 | 38 249,22 |
| 57.01 – Ressources humaines des forces aériennes | 34 139,40 | 33 498,25 |
| 57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé) | 4 821,32 | 4 750,97 |
| 58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 41 723,08 | 39 505,73 |
| 58.01 – Fonction pétrolière | 2 033,71 | 1 988,38 |
| 58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS | 672,52 | 625,71 |
| 58.04 – Service interarmées des munitions | 1 347,87 | 1 297,38 |
| 58.05 – Service du commissariat des armées | 22 747,87 | 21 372,18 |
| 58.06 – Fonction santé | 14 921,11 | 14 222,08 |
| 60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière" | 6 713,58 | 6 389,52 |
| 62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative" | 612,29 | 560,13 |
| 64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien " | 5 232,55 | 5 171,87 |
| 64.01 – Personnel du SGA employeur | 3 584,83 | 3 647,12 |
| 64.07 – Personnel de l'action sociale | 1 003,31 | 917,54 |
| 64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense | 644,41 | 607,21 |
| 65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant" | 2 780,15 | 2 289,82 |
| 66 – Rayonnement et contribution extérieure | 964,96 | 744,93 |
| 66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef | 313,87 | 175,48 |
| 66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef | 295,30 | 246,38 |
| 66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République | 82,51 | 73,75 |
| 66.06 – Pilotage, soutien et communication - Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale | 273,28 | 249,32 |
| 67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH | 914,14 | 797,95 |
| 67.01 – Cabinet du Ministre des armées - Cabinet du ministre délégué auprès du Ministre des armées - sous-direction des cabinets | 351,01 | 299,58 |
| 67.02 – Contrôle général des armées | 170,60 | 159,19 |
| 67.03 – Direction Générale du Numérique | 62,46 | 52,32 |
| 67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense | 115,18 | 108,71 |
| 67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire | 54,87 | 53,37 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Prévision LFI | Réalisation |
|--|-------------------|-------------------|
| | ETPT | ETPT |
| 67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement | 132,39 | 99,50 |
| 67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense | 27,63 | 25,28 |
| Total | 272 570,71 | 264 475,01 |
| Transferts en gestion | | -2,91 |

RECENSEMENT DU NOMBRE D'APPRENTIS

| Nombre d'apprentis pour l'année scolaire 2022-2023 | Dépenses de titre 2 Coût total chargé (en M€) | Dépenses hors titre 2 Coût total (en M€) |
|--|---|--|
| 2 516,00 | 30,20 | 12,24 |

L'effectif réalisé d'apprentis civils en 2023 s'élève à 2 516 ETP. La cible d'apprentis civils, fixée à 2 420 apprentis pour le cycle scolaire 2022-2023, est donc dépassée par le ministère des Armées. L'action du Ministère, ambitieuse, s'inscrit dans le cadre de la circulaire n° 6394-SG du 10 mars 2023 relative au renforcement du recrutement d'apprentis dans la fonction publique pour les années 2023-2026. La dépense hors-titre 2 s'entend en crédits de paiements.

INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

EFFICIENCE DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

| | Unité | 2020 Réalisation | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation |
|------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|
| Efficienc RH (gérants/gérés) | % | 2,67 | 2,67 | 2,69 | 2,66 | 2,69 |

Source des données : les directions des ressources humaines des armées et services.

Mode de calcul : le ratio présenté, communément appelé « ratio gérants/gérés », est ministériel. Il couvre la gestion du personnel civil et militaire. Il s'agit du rapport entre les effectifs chargés de gérer les ressources humaines (fonction RH) déclarés en organisation (REO), et l'ensemble des effectifs du ministère.

Il est calculé selon le périmètre suivant :

- les effectifs gérés en ressources humaines correspondent à l'effectif réalisé/prévisionnel à la fin de l'année considérée sur le périmètre du plafond ministériel des emplois autorisés (PMEA). Il est également complété des personnels civils et militaires hors PME, des généraux en deuxième section et de la réserve opérationnelle, sous-populations nécessitant une gestion RH spécifique. L'unité retenue est l'effectif équivalent temps plein emploi (ETP) ;
- les effectifs des gérants comprennent les gestionnaires de la famille professionnelle GRH, identifiés selon la filière professionnelle à laquelle ils appartiennent, cette approche métier étant croisée avec le périmètre organique (les armées, directions et services). Il s'agit ainsi des effectifs gérants au titre des activités suivantes : recruter, administrer, former, politique RH, pilotage RH, statuts-réglementation et système d'information RH. En revanche, ne sont pas inclus dans le périmètre les gestionnaires de ressources humaines exerçant leur métier dans les domaines suivants : écoles, orientation/information, reconversion, liquidation de la paie et pension. En effet, la longueur et la spécificité des formations dispensées par les écoles de la défense, le caractère particulier du dispositif de reconversion ainsi que de la filière paie des militaires conduisent à exclure ces fonctions du périmètre de l'indicateur. L'unité retenue est l'ETP.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS

| Catégorie | Exécution 2022 | Prévision LFI 2023 | Exécution 2023 |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Rémunération d'activité | 11 113 223 853 | 11 409 061 990 | 11 505 758 993 |
| Cotisations et contributions sociales | 10 110 742 173 | 10 663 261 396 | 10 411 762 372 |
| Contributions d'équilibre au CAS Pensions : | 8 615 998 328 | 9 178 093 336 | 8 872 250 483 |
| – Civils (y.c. ATI) | 741 278 333 | 838 784 966 | 768 098 426 |
| – Militaires | 6 645 344 732 | 7 036 984 318 | 6 801 828 005 |
| – Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre au FSPOEIE) | 1 229 375 263 | 1 302 324 052 | 1 302 324 052 |
| – Autres (Cultes et subvention exceptionnelle au CAS Pensions) | | | |
| Cotisation employeur au FSPOEIE | 152 470 607 | | 144 807 511 |
| Autres cotisations | 1 342 273 238 | 1 485 168 060 | 1 394 704 379 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 318 286 013 | 344 030 741 | 391 737 746 |
| Total titre 2 (y.c. CAS Pensions) | 21 542 252 039 | 22 416 354 127 | 22 309 259 111 |
| Total titre 2 (hors CAS Pensions) | 12 926 253 711 | 13 238 260 791 | 13 437 008 629 |
| FdC et AdP prévus en titre 2 | | 264 135 896 | |

Au 31/12/2023, la dépense T2 chômage s'est élevée à 131,2 M€ pour un effectif moyen de 12 571 allocataires. La distribution de la dépense est la suivante :

- personnel militaire : 117,4 M€ de dépenses pour un effectif moyen de 11 602 allocataires ;
- personnel civil non restructuré : 9,8 M€ de dépenses pour un effectif moyen de 748 allocataires ;
- personnel civil restructuré : 3,9 M€ pour un effectif moyen de 221 allocataires.

L'évolution favorable du marché de l'emploi a eu pour conséquence la diminution du nombre d'allocataires (12 571 en 2023 contre 13 555 prévus en LFI) et des dépenses relatives aux allocations chômage.

La dépense nette totale exécutée en 2023, sur le périmètre hors CAS Pensions, est inférieure de 65,4 M€ à la ressource prévisionnelle de la LFI 2023. Cet excédent résulte à titre principal des moindres schémas d'emplois 2022 et 2023 réalisés, par rapport à ceux sous-jacents à la construction de la LFI 2023.

RÉFÉRENTIEL D'OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

| OPÉRATION STRATÉGIQUE (OS) | OPÉRATION PROGRAMMÉE (OP) | OPÉRATION BUDGÉTAIRE (OB) | LFI 2023 | RAP 2023 | |
|--|---|---|-----------------------|-----------------------|-------------|
| Masse salariale socle - hors CAS pensions | Socle - personnels civils | | 3 074 959 407 | 3 046 763 477 | |
| | Socle - personnels militaires | | 9 036 249 923 | 9 293 491 616 | |
| Total Masse salariale socle - hors CAS pensions et hors OPEX-MISSINT | | | 12 111 209 329 | 12 340 255 093 | |
| MISSINT | | | 100 000 000 | 69 917 506 | |
| Masse salariale hors socle - hors CAS pensions | Dépenses de non activité | | 125 603 545 | 125 174 768 | |
| | Dépenses de réservistes | | 184 959 999 | 196 304 383 | |
| | Restructurations et autres rémunérations (hors chômage) | Autres rémunérations | | 53 705 472 | 52 932 578 |
| | | Dépenses de restructurations liées au PAR | | 45 152 533 | 29 211 226 |
| | Prestations sociales et allocations diverses | Allocations chômage | | 138 000 000 | 131 177 233 |
| | | Autres prestations sociales (cotisations sociales amiante incluses) | | 229 629 912 | 290 975 250 |
| | | Autres dépenses hors socle - DAD | | - | |
| Total Masse salariale hors socle - hors CAS pensions et hors OPEX-MISSINT | | | 777 051 461 | 825 775 438 | |
| OPEX | | | 250 000 000 | 201 060 592 | |

| | | Total hors CAS Pensions | 13 238 260 790 | 13 437 008 629 |
|---|--------------------------------------|--|-----------------------|-----------------------|
| Masse salariale - CAS pensions | CAS pensions - personnels civils | | 2 141 109 019 | 2 070 422 478 |
| | CAS pensions - personnels militaires | CAS pensions militaire - socle | 6 831 966 866 | 6 579 475 402 |
| | | CAS pensions militaire - hors socle | 141 212 836 | 153 147 518 |
| | | CAS pensions militaire - hors socle (BMPM) | 63 804 615 | 69 205 085 |
| Total Masse salariale - CAS pensions | | | 9 178 093 336 | 8 872 250 483 |
| | | TOTAL | 22 416 354 127 | 22 309 259 111 |

ÉLÉMENTS SALARIAUX

(en millions d'euros)

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions

| | |
|---|------------------|
| Socle d'exécution 2022 retraitée | 12 495,90 |
| Exécution 2022 hors CAS Pensions | 12 926,25 |
| Impact des mesures de transfert et de périmètre 2023/ 2022 | -3,05 |
| Débasage de dépenses au profil atypique : | -427,31 |
| – GIPA | -6,66 |
| – Indemnisation des jours de CET | -8,47 |
| – Mesures de restructuration | -36,09 |
| – Autres dépenses de masse salariale | -376,08 |
| Impact du schéma d'emplois | -42,35 |
| EAP schéma d'emplois 2022 | 65,26 |
| Schéma d'emplois 2023 | -107,62 |
| Mesures catégorielles | 155,37 |
| Mesures générales | 302,18 |
| Rebasage de la GIPA | 17,91 |
| Variation du point de la fonction publique | 218,95 |
| Mesures bas salaires | 65,33 |
| GVT solde | -63,66 |
| GVT positif | 193,93 |
| GVT négatif | -257,58 |
| Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA | 419,41 |
| Indemnisation des jours de CET | 7,90 |
| Mesures de restructurations | 29,21 |
| Autres rebasages | 382,30 |
| Autres variations des dépenses de personnel | 170,16 |
| Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23 | -1,58 |
| Autres variations | 171,74 |
| Total | 13 437,01 |

Le socle d'exécution 2022 retraitée inclut, outre les mesures des plans d'accompagnement aux transformations, la garantie individuelle du pouvoir d'achat et l'indemnisation du compte épargne-temps, les dépenses d'OPEX-MISSINT (324,7 M€), les variations de rétablissements de crédits, ou encore les reports de charges de 2021 sur 2022.

Les dépenses suivantes, propres à 2023, sont ajoutées au socle d'exécution retraitée :

- l'impact du schéma d'emplois, qui se décompose en une extension en année pleine 2022 sur 2023 (+65,3 M€) et un effet année courante 2023 (-107,6 M€) ;
- les mesures catégorielles (+155,4 M€, hors reports de charges, dont +15,3 M€ de mesure « 1 à 9 points ») ;

- les mesures générales (+302,2 M€), dont +17,9 M€ de garantie individuelle du pouvoir d'achat, 65,3 M€ de revalorisations du SMIC, et +218,9 M€ de revalorisation de la valeur du point d'indice (au titre des revalorisations de 2022 et 2023) ;
- le GVT solde (-63,7 M€) ;
- le rebasage de dépenses au profil atypique (hors GIPA), dont les dépenses d'OPEX-MISSINT 2023 (271,0 M€), ou encore les surcoûts « Ukraine » (74,7 M€) ;
- les « autres variations des dépenses de personnel », dont les prestations sociales (affectées en 2023 par le transfert de mission au profit de la CNMSS), et les autres prestations (sous l'effet d'une activité opérationnelle et de dépenses de réserve opérationnelle en progression).

Les mesures de transfert s'élèvent à -3,05 M€, soit +1,68 M€ au titre des transferts entrants et -4,73 M€ au titre des transferts sortants.

COÛTS ENTRÉE-SORTIE

| Catégorie d'emplois | Coût moyen chargé HCAS | | | dont rémunérations d'activité | | |
|---|------------------------|-------------|----------------|-------------------------------|-------------|----------------|
| | Coût d'entrée | Coût global | Coût de sortie | Coût d'entrée | Coût global | Coût de sortie |
| 1087 – Catégorie A (personnels civils titulaires et non titulaires) | 54 471 | 62 080 | 56 711 | 46 851 | 53 680 | 49 549 |
| 1088 – Catégorie B (personnels civils titulaires et non titulaires) | 38 915 | 43 687 | 40 248 | 33 613 | 38 594 | 35 608 |
| 1089 – Catégorie C (personnels civils titulaires et non titulaires) | 30 614 | 34 209 | 30 022 | 26 087 | 30 048 | 26 054 |
| 1090 – Ouvriers de l'Etat | 36 248 | 46 615 | 47 475 | 30 855 | 39 881 | 41 011 |
| 1091 – Officiers | 43 462 | 77 259 | 73 966 | 39 223 | 70 513 | 67 300 |
| 1092 – Sous-officiers | 28 791 | 43 555 | 38 980 | 25 469 | 39 266 | 35 017 |
| 1093 – Militaires du rang | 24 885 | 33 679 | 27 132 | 21 869 | 30 019 | 24 015 |
| 1094 – Volontaires | 14 125 | 15 767 | 14 299 | 12 524 | 13 980 | 12 770 |
| 1095 – Volontaires stagiaires du SMV | 4 401 | 4 401 | 4 401 | 4 156 | 4 156 | 4 156 |

Les coûts moyens d'entrée et de sortie présentés ci-dessus retracent les coûts des agents entrants (y compris les primo-recrutés au ministère) et ceux des agents sortants (y compris les départs en fin de carrière). Ils sont calculés sur la base de la masse salariale versée, retraitée de certains éléments non pertinents. Cette masse salariale a ensuite été divisée par l'effectif moyen réalisé afin de définir un coût moyen par tête et par catégorie.

Ces coûts estimés sont réalisés à partir des derniers coûts constatés (2022), revalorisés une fois du taux de GVT positif.

MESURES CATÉGORIELLES

| Catégorie ou intitulé de la mesure | ETP concernés | Catégories | Corps | Date d'entrée en vigueur de la mesure | Nombre de mois d'incidence sur 2023 | Coût | Coût en année pleine |
|---|---------------|------------|---|---------------------------------------|-------------------------------------|-----------|----------------------|
| Effets extension année pleine | | | | | | 2 359 430 | 6 608 747 |
| Mise en conformité réglementaire suite à réorganisation d'unités ouvrant droit à l'indemnité pour services aériens des troupes aéroportées (ISATAP) | 13 | PM | Officiers, sous-officiers et militaires du rang | 09-2022 | 8 | 93 333 | 140 000 |
| Mise en œuvre d'une majoration de traitement indiciaire au profit de la médecine des forces (10 points) - personnel civil | 61 | PC | PC | 04-2022 | 3 | 10 027 | 40 108 |

| Catégorie ou intitulé de la mesure | ETP concernés | Catégories | Corps | Date d'entrée en vigueur de la mesure | Nombre de mois d'incidence sur 2023 | Coût | Coût en année pleine |
|---|---------------|------------|--|---------------------------------------|-------------------------------------|-------------|----------------------|
| Fin de délai de carence de deux ans du PACS outre-mer et étranger | 248 | PM | Officiers, sous-officiers et militaires du rang | 07-2022 | 6 | 304 193 | 608 386 |
| Revalorisation de la prime Rade et Ile Longue de 25% | 321 | PC | Agents amenés à rejoindre les installations de l'Ile Longue et Lanvéoc-Poulmic | 04-2022 | 3 | 37 500 | 150 000 |
| Indemnité de maintenance des aéronefs (ex-APRSeur) | 483 | PC | PC exerçant les fonctions d'apériseur | 04-2022 | 3 | 187 512 | 750 048 |
| Augmentation de l'IFSE des ingénieurs civils divisionnaires de la défense (ICDD) historiques, ICDD échelon 6 à 8 de 1000€ | 586 | PC | ICDD | 07-2022 | 6 | 293 000 | 586 000 |
| Transposition de mesures des agents civils de catégorie B au personnel civil du MINARM | 907 | PC | PC | 09-2022 | 8 | 560 502 | 840 753 |
| Mise en œuvre d'une majoration de traitement indiciaire au profit de la médecine des forces (10 points) - personnel militaire | 1 298 | PM | MITHA | 04-2022 | 3 | 213 363 | 853 452 |
| Prime de rendement des ouvriers d'état 2ème palier (passage de 16,5 % à 17 %) | 12 209 | PC | Ouvriers d'état | 04-2022 | 3 | 660 000 | 2 640 000 |
| Mesures statutaires | | | | | | 16 551 804 | 32 560 270 |
| GRAF des administrateurs généraux BCAC | | PC | Administrateurs de l'État | 01-2023 | 12 | 4 660 | 4 660 |
| Transposition de la réforme HFP au MINARM | 122 | PC | Administrateurs de l'État | 01-2023 | 12 | 538 678 | 538 678 |
| LOPMI Gendarmerie rénovation parcours de carrière (GME, MDC, ADJ) | 1 724 | PM | Officiers, sous-officiers et volontaires | 07-2023 | 6 | 672 671 | 1 345 342 |
| Mesure spécifique "bas de grilles" (+1 à +9 points d'indice) (RDV salarial 06/2023) | 107 000 | PM/PC | PM/PC | 07-2023 | 6 | 15 335 795 | 30 671 590 |
| Mesures indemnitaires | | | | | | 136 457 202 | 367 950 252 |
| Transposition mesure télétravail BCAC | | PC | PC | 07-2023 | 6 | 20 000 | 40 000 |
| BCAC -Convergence indemnitaire des AE (2ème étape harmonisation RIFSEEP) | | PC | PC | 01-2023 | 12 | 270 000 | 270 000 |
| Convergence indemnitaire des AE (2ème étape harmonisation RIFSEEP) | | PC | PC | 01-2023 | 12 | 187 000 | 187 000 |
| CIA BCAC | | PC | PC | 01-2023 | 12 | 800 000 | 800 000 |
| Prime de lien au service | | PM | PM | 01-2023 | 12 | 4 607 080 | 4 607 080 |
| Gratification de représentants des associations au CSFM | 3 | PM | Officiers et sous-officiers | 01-2023 | 12 | 7 560 | 7 560 |
| Transposer aux IA et IBO civils la mesure accordant une NBI au corps homologue de la FPH (+ 15 pts IA, + 13 pts IBO) | 9 | PC | IA et IBO civils | 04-2023 | 9 | 6 173 | 8 231 |
| Maintien à taux plein de l'indemnité de résidence à l'étranger pendant les congés de maladie passés sur le territoire national | 29 | PM | Toutes catégories de militaires | 07-2023 | 6 | 60 909 | 121 818 |
| Poursuite de la mise en œuvre de la majoration de traitement au profit des soignants dans les structures de 1er recours + 10 points | 55 | PC | Personnels civils soignants non médicaux | 07-2023 | 6 | 18 529 | 37 058 |
| DGA - Revalorisation de l'indemnité des contrôleurs aériens essais-réception (CAER) | 65 | PC | PC - contrôleurs aériens | 01-2023 | 12 | 22 000 | 22 000 |
| Extension de la majoration de traitement indiciaire au profit des soignants hors HIA, hors structures de 1er recours + 20 points | 99 | PC | Personnels civils soignants non médicaux | 07-2023 | 6 | 65 275 | 130 550 |
| Prime de qualification «socle» (NQ1) uniformisées, quelle que soit la spécialité du praticien - extension aux CNE | 157 | PM | Praticiens (CNE) | 07-2023 | 6 | 914 000 | 1 828 000 |
| ISHR surcote extension de la 3ème cohorte | 242 | PM | PM | 01-2023 | 12 | 5 365 946 | 5 365 946 |

| Catégorie ou intitulé de la mesure | ETP concernés | Catégories | Corps | Date d'entrée en vigueur de la mesure | Nombre de mois d'incidence sur 2023 | Coût | Coût en année pleine |
|--|---------------|------------|---------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|--------------------|----------------------|
| Extension de la majoration de traitement indiciaire au profit des soignants hors HIA, hors structures de 1er recours (+ 20 points) | 265 | PM | MITHA | 07-2023 | 6 | 174 725 | 349 450 |
| Clause de revoyure du RIFSEEP | 314 | PC | Cat A, B et C | 01-2023 | 12 | 100 000 | 100 000 |
| Transposer aux IA et IBO MITHA la mesure accordant une NBI au corps homologue de la FPH (+ 15 pts IA, + 13 pts IBO) | 330 | PM | MITHA IADE + IBODE | 04-2023 | 9 | 214 395 | 285 860 |
| LOPMI Gendarmerie revalorisation indemnité spéciale des GAV (passage à 37 % de la solde de base) | 337 | PM | SS OFF et Vol | 07-2023 | 6 | 30 198 | 60 396 |
| LOPMI Gendarmerie revalorisation indemnité spéciale des GAV (passage à 35% de la solde de base) | 337 | PM | SS OFF et Vol | 01-2023 | 12 | 85 124 | 85 124 |
| Indemnité maintenance aéronefs (ex-APRSeur) - IMOMA | 531 | PC | PC exerçant les fonctions d'apériseur | 01-2023 | 12 | 648 000 | 648 000 |
| Augmentation de l'IFSE des AA et des ICD, et augmentation du CIA des CAT A et B | 640 | PC | Cat A et Cat B | 01-2023 | 12 | 1 570 045 | 1 570 045 |
| Poursuite extension INSMET - Indemnité d'installation en métropole | 925 | PM | PM | 01-2023 | 12 | 8 210 258 | 8 210 258 |
| LOPMI Gendarmerie - revalo OPJ | 1 018 | PM | OFF et SS OFF Gend | 01-2023 | 12 | 207 672 | 207 672 |
| Poursuite de la mise en œuvre de la majoration de traitement au profit des soignants dans les structures de 1er recours (+10 points) | 1 304 | PM | MITHA | 07-2023 | 6 | 431 471 | 862 942 |
| MN Prime maitres d'apprentissage | 2 539 | PM et PC | PM et PC | 01-2023 | 12 | 225 139 | 225 139 |
| PERF - surcote extension de la période de référence en 2023 | 4 590 | PM | PM | 01-2023 | 12 | 8 907 782 | 8 907 782 |
| Politique de rémunération des ASC - revalorisation des contractuels | 12 540 | PC | ASC (ICT-TCT et PCRL inclus) | 01-2023 | 12 | 21 424 400 | 21 424 400 |
| PCRPM - surcote extension de la période de référence en 2023 | 28 592 | PM | PM | 01-2023 | 12 | 5 315 381 | 5 315 381 |
| 3ème marche NPRM - PCSMIL | 90 000 | PM | PM | 10-2023 | 3 | 17 266 363 | 69 065 452 |
| 3ème marche NPRM - 3PM | 103 000 | PM | PM | 10-2023 | 3 | 9 092 522 | 36 370 088 |
| 3ème marche NPRM - IGAR + IEM | 200 000 | PM | PM | 10-2023 | 3 | 50 209 255 | 200 837 020 |
| Total | | | | | | 155 368 436 | 407 119 268 |

Les mesures catégorielles exécutées en 2023 s'élèvent à 155,4 M€, dont :

- 76,6 M€ au titre de la mise en œuvre de la 3^e marche de la NPRM à compter du 1^{er} octobre ;
- 34,8 M € pour les personnels militaires (EAP inclus, hors mesures Gendarmes) ;
- 27,6 M€ pour les personnels civils (EAP inclus, en prenant en compte une enveloppe ASC de 21,4M €) ;
- 15,3 M€ au titre de la distribution de 1 à 9 points d'indice majoré pour les bas de grille ;
- 1 M € en faveur des gendarmes employés au ministère des Armées.

L'écart de l'exécution avec la prévision LFI 2023 résulte de :

- la diminution du montant de la troisième marche de la NPRM (montant initialement prévu de 101,3 M€), principalement sous l'effet de la baisse des effectifs du Ministère ;
- la diminution du montant LOPMI initialement prévu pour 2023 ;
- la forte diminution du montant prévu pour la transposition de la revalorisation des cat. B aux civils et aux sous-officiers (montant initialement prévu de 14,2 M€), sous l'effet des revalorisations successives du SMIC intervenues en 2023 (1^{er} janvier et 1^{er} mai) et de la mesure « 1 à 9 points » mise en œuvre au 1^{er} juillet 2023 ;
- une moindre consommation de l'INSMET ;
- plusieurs reports de mise en paiement, notamment de la mesure « prime d'attractivité territoriale pour les HIA Bégin et Percy » ;

- la révision de la mesure « création du statut d'emploi de directeur territorial », reportée à 2024.

Parallèlement, des mesures complémentaires ont été mises en œuvre au cours de la gestion 2023, dont :

- l'extension de l'indemnité de mise en œuvre et de maintenance aéronautique pour les personnels civils (0,65 M€) ;
- l'augmentation en gestion de l'enveloppe dédiée aux personnels contractuels, au profit des ICT-TCT de la DGA et des PCRL (+2,2 M€).

Le plan catégoriel 2023 a contribué à répondre aux enjeux d'attractivité et de fidélisation pour les métiers et les compétences des personnels militaires et civils du Ministère des Armées. Les métiers et filières en forte tension ont été ciblés, en particulier ceux de la Santé (Service de Santé des Armées), de la maintenance aéronautique (IMOMA), du domaine technique (ICT-TCT, IFSE des AA et ICD). La politique de rémunération des militaires continue d'être considérablement renouée grâce à la 3^e marche NPRM. Des mesures d'équité en faveur de la communauté militaire (maintien à taux plein de l'indemnité de résidence à l'étranger pendant les congés de maladie passés sur le territoire national, gratification de représentants des associations au CSFM) ont été prises.

ACTION SOCIALE - HORS TITRE 2

| Type de dépenses | Effectif concerné (ETP) | Réalisation Titre 3 | Réalisation Titre 5 | Total |
|-------------------------|-------------------------|---------------------|---------------------|--------------------|
| Restauration | 4 637 597 | 7 095 524 | | 7 095 524 |
| Logement | 364 475 | 4 565 286 | | 4 565 286 |
| Famille, vacances | 364 475 | 63 370 225 | | 63 370 225 |
| Mutuelles, associations | 266 320 | 2 314 120 | | 2 314 120 |
| Prévention / secours | 364 475 | 5 643 702 | | 5 643 702 |
| Autres | 364 475 | 24 575 894 | | 24 575 894 |
| Total | | 107 564 751 | | 107 564 751 |

En 2023, les paiements s'élèvent à 107,6 M€ (contre 103,1 M€ en 2022). Cette hausse (+4,5 M€) s'explique principalement par :

- L'augmentation de la prestation interministérielle (PIM) de restauration, dite « Prime ASA » (+1,5 M€), suite aux surcoûts induits par les revalorisations successives des taux et à l'extension de la prime « prestation repas ». La circulaire du 18 juillet 2022 a en effet porté l'indice brut à 638 pour les bénéficiaires et la prestation repas à 1,38 € à compter du 1^{er} septembre 2022, puis à 1,53 € à compter du 1^{er} janvier 2023 ;

- La baisse des aides en faveur du logements (-1,6 M€). Sont concernées en particulier le soutien aux structures de l'action sociale (centres sociaux, maisons d'enfants et adolescents à caractère sociale/MEACS) et la prestation éducation ;

- L'augmentation des dépenses dans le cadre des prestations « famille, vacances » (+3,9 M€), due notamment aux aides accordées aux assistants maternels exerçant leur profession au profit des enfants des ressortissants (ASMAT) et des fonds reçus des caisses d'allocation familiale (CAF) dans le cadre de la politique en faveur de la garde d'enfants ;

- Le décalage à janvier 2024 du versement aux mutuelles du solde des transferts de solidarité (TS) relatifs à la protection sociale complémentaire (PSC) au titre de l'exercice 2022 et des acomptes de la gestion 2023 (-5,1 M€).

- L'agrégat « Autres », qui :

- comprend la prise en compte des paiements des prestations en espèces et allocation rechute/PEAR (+8,6 M€). Depuis le 1^{er} janvier 2023, le BOP APRH HT2 finance les PEAR, gérées et payées par la caisse nationale militaire de sécurité sociale (CNMSS). Ce financement est opéré par recombêtement mensuel de l'avance de 2,5 M€ consentie à la Caisse dès l'entrée en gestion 2023.
- enregistre une diminution des dépenses (-2,7 M€), en particulier pour les dépenses d'entretien des immeubles de la Défense (-1,2 M€) et les actions sociales communautaires et culturelles/ASCC (-0,7 M€).

Dépenses pluriannuelles

GRANDS PROJETS INFORMATIQUES

ARCHIPEL NG

Le projet ARCHIPEL s'inscrit dans la mise en œuvre d'une politique d'archivage devant permettre une gestion organisée et efficace de l'archivage des informations par les entités du ministère des Armées.

Il s'agit d'un levier de transformation numérique du Service historique de la défense et un outil pour l'archivage électronique du ministère et la conservation pérenne des archives dématérialisées. Le projet s'appuie sur la brique interministérielle VITAM. Les besoins spécifiques de protection du secret de la défense nationale sont également pris en compte.

| | |
|-------------------------------|----------------------|
| Année de lancement du projet | 2015 |
| Financement | 0212-05 |
| Zone fonctionnelle principale | Archives définitives |

COÛT ET DURÉE DU PROJET

Coût détaillé par nature

(en millions d'euros)

| | 2020 et années précédentes | | 2021 Exécution | | 2022 Exécution | | 2023 Prévision | | 2023 Exécution | | 2024 Prévision PAP 2024 | | 2025 et années suivantes | | Total | |
|--------------|----------------------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------------------|-------------|--------------------------------|-------------|--------------|--------------|
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Hors titre 2 | 5,10 | 4,10 | 1,90 | 2,20 | 1,80 | 1,10 | 0,60 | 1,20 | 0,60 | 0,64 | 0,00 | 0,80 | 0,00 | 0,56 | 9,40 | 9,40 |
| Titre 2 | 4,00 | 4,00 | 0,40 | 0,40 | 0,20 | 0,20 | 0,20 | 0,20 | 0,20 | 0,20 | 0,10 | 0,10 | 0,00 | 0,00 | 4,90 | 4,90 |
| Total | 9,10 | 8,10 | 2,30 | 2,60 | 2,00 | 1,30 | 0,80 | 1,40 | 0,80 | 0,84 | 0,10 | 0,90 | 0,00 | 0,56 | 14,30 | 14,30 |

Évolution du coût et de la durée

| | Au lancement | Actualisation | Écart en % |
|----------------------|--------------|---------------|------------|
| Coût total en M€ | 14,30 | 14,30 | |
| Durée totale en mois | 81 | 109 | +34,57 % |

Le projet a été lancé en avril 2015. La fin du projet est estimée à avril 2024. La durée du projet fait l'objet d'une prolongation de 28 mois du fait du réajustement du planning opérationnel en raison de la crise sanitaire, du report de la recette des premiers livrables, du décalage de la reprise des données issues de l'outil actuel (THOT) et des retards sur les chantiers de conception technique et de réalisation.

GAINS DU PROJET

Évaluation des gains quantitatifs du projet

| | Au lancement | Actualisation | Écarts en % |
|---|--------------|---------------|-------------|
| Gain annuel en M€ hors titre 2 | 3,32 | 2,75 | -17,17 % |
| Gain annuel en M€ en titre 2 | 0,40 | 0,34 | -15,00 % |
| Gain annuel moyen en ETPT | 7 | 7 | |
| Gain total en M€ (T2 + HT2) sur la durée de vie prévisionnelle de l'application | 57,81 | 48,52 | -16,07 % |
| Délai de retour en années | 12 | 13 | +8,33 % |

Les gains annuels totaux et le délai de retour sont issus de la dernière mise à jour de l'analyse de la rentabilité du projet Archipel au titre des actualisations des projets relevant du Top 50.

L'estimation du gain moyen annuel HT2 (2,7 M€) sur la durée de vie du projet et du SI correspond :

- aux prévisions d'économies notamment celles liées aux kilomètres d'archives économisées ;
- légèrement minorées du coût de fonctionnement du futur SI supérieur au coût du SI historique.

Le gain moyen annuel T2 (7 ETPT) correspond à la charge de travail économisée. Il est estimé à 0,34 M€ par an à partir de 2030, dans l'hypothèse du déploiement de la solution et d'une réduction des travaux de manutention d'archivage papier et de ressaisie.

Le gain total (+48,5 M€) correspond à l'ensemble des gains envisagés sur une durée de vie prévisionnelle de 20 ans.

EURÊKA

Le projet Eurêka s'inscrit dans le cadre général de la transformation numérique du ministère des armées et, plus spécifiquement, pour digitaliser et unifier l'appel au soutien.

Son objectif est de permettre le développement d'un système d'information accessible depuis Internet, mais aussi depuis l'Intradef du ministère des armées et d'en assurer la maintenance applicative.

| | |
|-------------------------------|--------------------------|
| Année de lancement du projet | 2017 |
| Financement | P212 |
| Zone fonctionnelle principale | Relation avec les agents |

COÛT ET DURÉE DU PROJET

Coût détaillé par nature

(en millions d'euros)

| | 2020 et années précédentes | | 2021 Exécution | | 2022 Exécution | | 2023 Prévision | | 2023 Exécution | | 2024 Prévision PAP 2024 | | 2025 et années suivantes | | Total | |
|--------------|----------------------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------------------|-------------|--------------------------------|-------------|--------------|--------------|
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Hors titre 2 | 5,00 | 4,00 | 4,20 | 3,30 | 3,60 | 3,60 | 0,70 | 2,30 | 4,01 | 4,60 | 0,00 | 0,90 | 2,60 | 3,01 | 19,41 | 19,41 |
| Titre 2 | 4,20 | 4,20 | 1,10 | 1,10 | 0,70 | 0,70 | 0,50 | 0,50 | 0,65 | 0,65 | 0,30 | 0,30 | 0,00 | 0,00 | 6,95 | 6,95 |
| Total | 9,20 | 8,20 | 5,30 | 4,40 | 4,30 | 4,30 | 1,20 | 2,80 | 4,66 | 5,25 | 0,30 | 1,20 | 2,60 | 3,01 | 26,36 | 26,36 |

Évolution du coût et de la durée

| | Au lancement | Actualisation | Écart en % |
|----------------------|--------------|---------------|------------|
| Coût total en M€ | 16,10 | 26,36 | +63,73 % |
| Durée totale en mois | 70 | 78 | +11,43 % |

Le projet a été lancé en novembre 2017. La fin du projet est estimée à avril 2024, soit une durée de référence de 6 ans et 6 mois. La durée du projet est actualisée afin de prendre en compte des incréments complémentaires par rapport au périmètre d'origine du projet qui engendrent une augmentation du devis initial (+10,3 M€). L'actualisation du périmètre du projet comprend :

- la prise en compte des API de DEFPLATEFORME (socle ministériel) pour les transferts de flux internet et Intradef ;
- le développement et l'intégration d'un gestionnaire de relation usager au profit du service gérant 80 % du soutien au sein du ministère ;
- l'intégration de la fonction Chatbot ;
- des développements divers : reprise Sillage, mise à jour de la pile logicielle, adaptation des motifs de rejets, communication ciblée, personnalisation locale des pièces-jointes, prise en compte de la signature électronique (SOSIE), démarches multi-prestations pour le Commissariat des Armées.

GAINS DU PROJET**Évaluation des gains quantitatifs du projet**

| | Au lancement | Actualisation | Écart en % |
|---|--------------|---------------|------------|
| Gain annuel en M€ hors titre 2 | -0,31 | -0,11 | -64,52 % |
| Gain annuel en M€ en titre 2 | 6,30 | 6,21 | -1,43 % |
| Gain annuel moyen en ETPT | 105 | 103 | -1,90 % |
| Gain total en M€ (T2 + HT2) sur la durée de vie prévisionnelle de l'application | 96,20 | 97,50 | +1,35 % |
| Délai de retour en années | 7 | 9 | +28,57 % |

Les gains annuels totaux et le délai de retour sont issus de la dernière mise à jour de l'analyse de la rentabilité du projet Eurêka au titre de l'actualisation des projets relevant du Top 50.

L'estimation d'un moindre gain moyen annuel HT2 sur la durée de vie du projet et du SI (-0,1 M€) s'explique par le fait qu'il s'agit d'un nouveau système d'information digitalisé et numérique incluant toutes les prestations de service offertes sur le périmètre des bases de défense en France et à l'étranger.

Le gain moyen annuel T2 (103 ETPT) correspond aux gains de productivité du personnel dans l'hypothèse du déploiement de la solution à terminaison (réemploi des souteneurs sur des tâches à plus forte valeur ajoutée que la numérisation des documents ou le suivi des rendez-vous).

Compte tenu de l'augmentation du devis initial, le délai de retour s'est légèrement dégradé (de 7,3 à 8,6 ans).

Le gain total (+97,5 M€) correspond à l'ensemble des gains sur une durée de vie prévisionnelle de 17 ans.

ROC

Le système d'information des réservistes opérationnels connectés (SI ROC) vise à améliorer la relation client entre les référents ministériels et les réservistes opérationnels du ministère des Armées.

L'objectif est de simplifier et de moderniser la gestion, les processus et l'employabilité des réservistes afin de faciliter en particulier le recrutement au sein de la Garde nationale au ministère des Armées.

| | |
|-------------------------------|---------------------|
| Année de lancement du projet | 2016 |
| Financement | 0212-05 |
| Zone fonctionnelle principale | Ressources humaines |

COÛT ET DURÉE DU PROJET

Coût détaillé par nature

(en millions d'euros)

| | 2020 et années précédentes | | 2021 Exécution | | 2022 Exécution | | 2023 Prévision | | 2023 Exécution | | 2024 Prévision PAP 2024 | | 2025 et années suivantes | | Total | |
|--------------|----------------------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|-------------------------|-------------|--------------------------|-------------|--------------|--------------|
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Hors titre 2 | 7,50 | 6,00 | 1,40 | 1,10 | 1,00 | 1,50 | 0,70 | 0,90 | 0,94 | 0,84 | 0,40 | 1,80 | 0,46 | 0,46 | 11,70 | 11,70 |
| Titre 2 | 1,90 | 1,90 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,00 | 0,00 | 3,90 | 3,90 |
| Total | 9,40 | 7,90 | 1,90 | 1,60 | 1,50 | 2,00 | 1,20 | 1,40 | 1,44 | 1,34 | 0,90 | 2,30 | 0,46 | 0,46 | 15,60 | 15,60 |

Évolution du coût et de la durée

| | Au lancement | Actualisation | Écart en % |
|----------------------|--------------|---------------|------------|
| Coût total en M€ | 15,50 | 15,60 | +0,65 % |
| Durée totale en mois | 87 | 97 | +11,49 % |

Le projet a été lancé en mars 2016. La fin du projet correspond à la dernière livraison du module de la solution. Elle est estimée à mars 2024.

Le coût total du projet, revenu à son niveau de 2020 (15,6 M€), ne présente pas de nouvelle évolution.

GAINS DU PROJET

Évaluation des gains quantitatifs du projet

| | Au lancement | Actualisation | Écarts en % |
|---|--------------|---------------|-------------|
| Gain annuel en M€ hors titre 2 | 2,90 | 2,77 | -4,48 % |
| Gain annuel en M€ en titre 2 | 3,50 | 2,54 | -27,43 % |
| Gain annuel moyen en ETPT | 47 | 47 | |
| Gain total en M€ (T2 + HT2) sur la durée de vie prévisionnelle de l'application | 108,20 | 90,33 | -16,52 % |
| Délai de retour en années | 6 | 6 | |

Les gains annuels totaux et le délai de retour sont issus de la dernière mise à jour de l'analyse de la rentabilité du projet SI ROC au titre des actualisations des projets relevant du Top 50.

L'estimation du gain moyen annuel HT2 sur la durée de vie du projet et du SI (+2,8 M€) s'appuie sur :

- les économies induites sur les frais bureautiques et d'impression en raison de la numérisation des dossiers ;
- une meilleure fidélisation des incorporés entraînant des économies sur les frais d'incorporation, de paquetage et de formation initiale.

Le gain moyen annuel T2 (47 ETP) correspond à la charge de travail économisée (gain de 2,5 M€ par an envisagé à partir de 2019) dans l'hypothèse du déploiement de la solution cible.

Le gain total (+90,3 M€) correspond à l'ensemble des gains sur une durée de vie prévisionnelle de 17 ans.

SOURCE SOLDE INCRÉMENT 2 – NPRM

La Nouvelle Politique de Rémunération des Militaires (NPRM) induit une nouvelle architecture indemnitaire qui a rendu nécessaire la refonte d'une partie des indemnités implémentées dans le système SOURCE SOLDE, de manière incrémentale entre 2021 et 2023, dans le cadre d'un nouveau projet, « SOURCE SOLDE incrément 2-NPRM », officiellement lancé par la Ministre des Armées le 26 novembre 2020.

| | |
|-------------------------------|---------------------|
| Année de lancement du projet | 2020 |
| Financement | 0212-05 |
| Zone fonctionnelle principale | Ressources Humaines |

COÛT ET DURÉE DU PROJET

Coût détaillé par nature

(en millions d'euros)

| | 2020 et années précédentes | | 2021 Exécution | | 2022 Exécution | | 2023 Prévision | | 2023 Exécution | | 2024 Prévision PAP 2024 | | 2025 et années suivantes | | Total | |
|--------------|----------------------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------------------|-------------|--------------------------------|-------------|--------------|--------------|
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Hors titre 2 | 1,96 | 1,57 | 8,27 | 4,65 | 6,56 | 4,73 | 7,07 | 9,38 | 1,61 | 7,45 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18,40 | 18,40 |
| Titre 2 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 1,96 | 1,57 | 8,27 | 4,65 | 6,56 | 4,73 | 7,07 | 9,38 | 1,61 | 7,45 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18,40 | 18,40 |

Évolution du coût et de la durée

| | Au lancement | Actualisation | Écart en % |
|----------------------|--------------|---------------|------------|
| Coût total en M€ | 33,20 | 18,40 | -44,58 % |
| Durée totale en mois | 24 | 33 | +37,50 % |

Le projet SOURCE SOLDE incrément 2-NPRM a été mis en service le 31 août 2023.

Pendant l'élaboration du devis initial, les spécifications de la refonte indemnitaire étaient encore en cours d'élaboration. Des provisions pour risques avaient été prises en conséquence. À l'issue du projet, toutes les provisions pour risque non consommées ont été restituées. De plus, les coûts ont été particulièrement maîtrisés dans la relation contractuelle avec le prestataire et dans la définition et la stabilité des besoins. Le coût total du projet, à 18,4 M€ est donc nettement inférieur au coût prévisionnel de 33,2 M€.

L'absence de gains financier s'explique par le fait que ce système d'information accompagne le déploiement de la 3^e marche de la Nouvelle Politique de Rémunération des Militaires (NPRM). Le système d'information ne génère pas de gain financier en lui-même.

SOURCE-WEB

Le projet SOURCE-WEB vise à réaliser une interface simplifiée et sécurisée de saisie des données RH qui s'appuie sur une base de données agrégée pour les armées, directions et services, interfacée avec les SIRH du ministère des Armées. Cette interface novatrice permettra d'uniformiser et de simplifier la saisie des informations en intégrant une fonctionnalité de requêtage. Elle permettra aussi de gérer l'ensemble des aspects liés à la dématérialisation des pièces justificatives.

| | |
|-------------------------------|---------------------|
| Année de lancement du projet | 2014 |
| Financement | 0212-05 |
| Zone fonctionnelle principale | Ressources humaines |

COÛT ET DURÉE DU PROJET

Coût détaillé par nature

(en millions d'euros)

| | 2020 et années précédentes | | 2021 Exécution | | 2022 Exécution | | 2023 Prévision | | 2023 Exécution | | 2024 Prévision PAP 2024 | | 2025 et années suivantes | | Total | |
|--------------|----------------------------------|--------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------------------|-------------|--------------------------------|-------------|--------------|--------------|
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Hors titre 2 | 7,70 | 6,40 | 1,30 | 2,40 | 1,30 | 1,00 | 0,60 | 0,60 | 0,40 | 0,75 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,15 | 10,70 | 10,70 |
| Titre 2 | 4,00 | 4,00 | 0,40 | 0,40 | 0,10 | 0,10 | 0,10 | 0,10 | 0,10 | 0,10 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4,60 | 4,60 |
| Total | 11,70 | 10,40 | 1,70 | 2,80 | 1,40 | 1,10 | 0,70 | 0,70 | 0,50 | 0,85 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,15 | 15,30 | 15,30 |

Évolution du coût et de la durée

| | Au lancement | Actualisation | Écart en % |
|----------------------|--------------|---------------|------------|
| Coût total en M€ | 15,00 | 15,30 | +2,00 % |
| Durée totale en mois | 91 | 119 | +30,77 % |

Lancé en janvier 2014, le projet est mis en service en décembre 2023. La durée du projet a fait l'objet d'une prolongation de 28 mois en raison d'un changement d'orientation stratégique acté en 2018 visant à recentrer le SI sur une gestion des droits individualisée par armée et service.

GAINS DU PROJET

Évaluation des gains quantitatifs du projet

| | Au lancement | Actualisation | Écarts en % |
|---|--------------|---------------|-------------|
| Gain annuel en M€ hors titre 2 | -0,20 | -0,40 | +100,00 % |
| Gain annuel en M€ en titre 2 | 5,00 | 4,80 | -4,00 % |
| Gain annuel moyen en ETPT | 90 | 160 | +77,98 % |
| Gain total en M€ (T2 + HT2) sur la durée de vie prévisionnelle de l'application | 62,70 | 57,40 | -8,45 % |
| Délai de retour en années | 8 | 8 | +2,70 % |

Les gains annuels totaux et le délai de retour sont issus de la dernière mise à jour de l'analyse de la rentabilité du projet SOURCE-WEB au titre des actualisations des projets relevant du Top 50.

L'estimation du gain moyen annuel HT2 (-0,4 M€) sur la durée de vie du projet et du SI est négative car il s'agit d'un nouveau SI ne remplaçant pas de SI historique. Il génère ainsi des coûts de fonctionnement, minorés toutefois des gains légèrement à la baisse en matière d'éditique.

Le gain moyen annuel T2 (160 ETP) correspond à la charge de travail économisée (gain de 4,8 M€ par an en moyenne envisagé à partir de 2023) sur les opérateurs et superviseurs de saisie, dans l'hypothèse du déploiement de la solution.

Le gain total (+57,4 M€) correspond à l'ensemble des gains sur une durée de vie prévisionnelle de 13 ans.

SPARTA

Le projet SPARTA s'inscrit dans le projet de transformation numérique du ministère des armées pour la modernisation du recrutement du personnel militaire des trois armées, de la Légion étrangère et du SSA. Il doit permettre un meilleur accompagnement des candidats, ainsi qu'une meilleure gestion de leur transition vers la vie militaire.

Ce projet vise à remplacer la plateforme obsolète SIREC et les outils Excel de suivi des activités de recrutement.

| | |
|-------------------------------|---------------------|
| Année de lancement du projet | 2018 |
| Financement | P212 |
| Zone fonctionnelle principale | Ressources humaines |

COÛT ET DURÉE DU PROJET

Coût détaillé par nature

(en millions d'euros)

| | 2020 et années précédentes | | 2021 Exécution | | 2022 Exécution | | 2023 Prévision | | 2023 Exécution | | 2024 Prévision PAP 2024 | | 2025 et années suivantes | | Total | |
|--------------|----------------------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|-------------------------|-------------|--------------------------|-------------|--------------|--------------|
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Hors titre 2 | 0,86 | 0,70 | 1,67 | 0,19 | 3,10 | 1,78 | 1,85 | 2,16 | 4,28 | 2,86 | 2,30 | 3,72 | 0,00 | 2,96 | 12,21 | 12,21 |
| Titre 2 | 0,70 | 0,70 | 0,30 | 0,30 | 1,60 | 1,60 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,00 | 0,00 | 3,60 | 3,60 |
| Total | 1,56 | 1,40 | 1,97 | 0,49 | 4,70 | 3,38 | 2,35 | 2,66 | 4,78 | 3,36 | 2,80 | 4,22 | 0,00 | 2,96 | 15,81 | 15,81 |

Évolution du coût et de la durée

| | Au lancement | Actualisation | Écart en % |
|----------------------|--------------|---------------|------------|
| Coût total en M€ | 15,40 | 15,81 | +2,66 % |
| Durée totale en mois | 60 | 91 | +51,67 % |

Le projet a été lancé en février 2018. La fin du projet, correspondant au déploiement du dernier incrément d'enrichissement de la solution, est estimée à septembre 2025.

L'augmentation du coût initial du projet est due à l'ajout d'une provision pour risques liée aux potentiels besoins de tierce maintenance d'exploitation (TME) sur les environnements d'intégration et de validation.

GAINS DU PROJET

Évaluation des gains quantitatifs du projet

| | Au lancement | Actualisation | Écarts en % |
|---|--------------|---------------|-------------|
| Gain annuel en M€ hors titre 2 | 4,40 | 4,40 | |
| Gain annuel en M€ en titre 2 | 2,50 | 2,50 | |
| Gain annuel moyen en ETPT | 38 | 38 | |
| Gain total en M€ (T2 + HT2) sur la durée de vie prévisionnelle de l'application | 108,90 | 108,90 | |
| Délai de retour en années | 6 | 6 | |

Les gains annuels totaux et le délai de retour sont issus de la dernière mise à jour de l'analyse de la rentabilité du projet SPARTA au titre de l'actualisation des projets relevant du Top 50.

L'estimation du gain moyen annuel HT2 (4,4 M€) sur la durée de vie du projet et du SI correspond :

- aux économies induites sur les frais bureautiques et d'impression en raison du remplacement de la plateforme obsolète SIREC et des outils Excel de suivi des activités de recrutement ;
- à une meilleure fidélisation des incorporés entraînant une baisse du taux d'attrition et de non renouvellement des contrats.

Le gain moyen annuel T2 (38 ETP) correspond à la charge de travail économisée (gain de 2,5 M€ par an) dans l'hypothèse du déploiement de la solution cible (moins charge de travail due à la numérisation et pas d'augmentation de nombre de gestionnaires).

Le gain total (+108,9 M€) correspond à l'ensemble des gains envisagés sur une durée de vie prévisionnelle de 15 ans.

CONTRATS DE PLAN ÉTAT-RÉGION (CPER)

Génération 2015 - 2020

| Action / Opérateur | Rappel du montant contractualisé | Prévision 2023 | | Consommation 2023 | | Consommation cumulée | |
|-----------------------|----------------------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
| | | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| 10 - Restructurations | 1 250 000 | | | | | 1 250 000 | |
| Total | 1 250 000 | | | | | 1 250 000 | |

MARCHÉS DE PARTENARIAT

MARCHÉ DE PARTENARIAT / PPP BALARD

Le PPP Balard a été signé le 30 mai 2011 avec un groupement d'entreprises, réunies au sein d'une société de projet baptisée OPALE DEFENSE et dont le mandataire est la société BOUYGUES.

Ce PPP intègre :

- la conception architecturale et technique ;

- la construction ou la rénovation de bâtiments (notamment celle du bâtiment Perret, inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques) ;
- l'entretien et la maintenance ;
- les services (restauration, nettoyage, gardiennage extérieur, gestion de l'hébergement des militaires sur le site, assistance bureautique, etc.) ;
- la réalisation et la maintenance des réseaux informatiques et téléphoniques, y compris la fourniture et l'entretien des postes informatiques pendant une durée de cinq ans.

Durée du PPP

La durée de ce PPP est fixée à 30 ans incluant la période de conception/construction (3 ans) et la période d'exploitation (27 ans).

Montant et financement du PPP

Le montant total du contrat, c'est-à-dire le cumul des redevances sur vingt-sept années d'exploitation, de 2014 à 2041, est évalué à 3 540 M€ constants hors taxes (valeur décembre 2010).

Calendrier des principales échéances

| | |
|----------------------------|---|
| Juin 2011 à février 2012 : | Préparation, dépôt, instruction et délivrance du permis de construire |
| Mars 2012 : | Début du chantier (terrassement) |
| Octobre 2014 : | Début des travaux sur la 2 ^e tranche parcelle Est |
| Février 2015 : | Fin du chantier principal (travaux sur la parcelle Ouest) |
| Avril 2015 : | Fin des travaux de phase 1 de la parcelle Est |
| Janvier à juin 2015 : | Levée des réserves, prise de possession des immeubles, transfert des personnels |
| Novembre 2015 : | Fin du transfert des personnels ; libération des emprises parisiennes |
| Été 2018 : | Fin de la rénovation des bâtiments de la parcelle Est – phase 2 |

Financement

Les ressources nécessaires au financement de la redevance, dans la durée, ont été assurées sans abondement par redéploiement des crédits budgétaires correspondant :

- aux crédits de fonctionnement et d'investissement correspondant aux dépenses antérieures de soutien de l'administration centrale et d'entretien de ses locaux ;
- aux loyers que la DGA acquittait à Bagneux ;
- aux dépenses de personnel hors pensions correspondant aux activités de soutien de l'administration centrale ;
- aux loyers budgétaires des emprises parisiennes du ministère, hors Balard, pouvant être affectés au financement de l'opération ;
- à la dotation dont a bénéficié le ministère au titre du mécanisme interministériel de compensation du surcoût de la TVA sur les prestations externalisées.

État d'avancement des travaux et d'exploitation dans le cadre du PPP

Les travaux des deux phases (construction du bâtiment ministère et rénovation de bâtiments de la parcelle Est) ont été menés à terme et sont finalisés depuis 2018.

Les crédits programmés en 2023 ont porté sur le financement des différentes redevances (exploitation, mobilières et immobilières) et divers travaux d'adaptation des locaux.

| AE CP | 2021 et avant | | 2022 | | 2023 | | 2024 | 2025 | 2026 et après |
|----------------|--------------------------------|--------------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|------------------|
| | Prévision | Exécution | Prévision | Exécution | Prévision | Exécution | Prévision | Prévision | Prévision |
| Investissement | 1 103 114 672 399 158 379 | 1 103 114 672 399 158 379 | 26 994 298 30 411 976 | 1 027 728 27 817 703 | 12 238 608 29 470 791 | 10 860 288 32 812 072 | 11 129 001 29 357 000 | 8 000 000 31 134 033 | 0 613 852 502 |
| Fonctionnement | 1 243 250 086 1 243 250 086 | 1 243 250 086 1 091 855 219 | 150 805 018 158 937 096 | 157 017 355 162 292 704 | 155 439 090 167 121 041 | 154 969 962 169 302 997 | 159 201 493 167 456 334 | 161 693 170 170 147 272 | 0 115 077 540 |
| Financement | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 |

La surconsommation en CP (+5,5 M€) par rapport à la prévision totale s'explique par :

- Une accélération des paiements sur les travaux de sûreté du site afin de renforcer sa protection dans la perspective des Jeux Olympiques de Paris 2024, l'emprise de Balard étant mitoyenne d'un site olympique (Parc des expositions de la Porte de Versailles) ;
- Un effet inflationniste sur les dépenses de fonctionnement.

La sous-exécution en AE des dépenses d'investissement (-1,4 M€) résulte du report d'opérations concernant les travaux d'ampleur réalisés au titre du contrat.

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2023 | CP 2023 |
|--|---|
| AE ouvertes en 2023 * (E1) 1 527 418 446 | CP ouverts en 2023 * (P1) 1 456 445 747 |
| AE engagées en 2023 (E2) 1 312 312 608 | CP consommés en 2023 (P2) 1 392 812 790 |
| AE affectées non engagées au 31/12/2023 (E3) 5 308 328 | <i>dont CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023 (P3 = P2 – P4)</i> 712 528 588 |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2023 (E4 = E1 – E2 – E3) 209 797 511 | <i>dont CP consommés en 2023 sur engagements 2023 (P4)</i> 680 284 202 |

RESTES À PAYER

| | | | | |
|--|---|--|---|--|
| Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 brut (R1) 4 951 303 208 | | | | |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2022 (R2) -14 211 820 | | | | |
| | Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 net (R3 = R1 + R2) 4 937 091 388 | CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023 (P3 = P2 – P4) 712 528 588 | = | Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R4 = R3 – P3) 4 224 562 800 |
| | AE engagées en 2023 (E2) 1 312 312 608 | CP consommés en 2023 sur engagements 2023 (P4) 680 284 202 | = | Engagements 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R5 = E2 – P4) 632 028 405 |
| | | | | Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R6 = R4 + R5) 4 856 591 206 |
| | | | | Estimation des CP 2024 sur engagements non couverts au 31/12/2023 (P5) 905 077 619 |
| | | | | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2024 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2023 (P6 = R6 – P5) 3 951 513 587 |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2023 + reports 2022 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Justification par action

ACTION

04 – Politique immobilière

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP Réalisation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|----------------------------|--|---------------------|----------------------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 04 – Politique immobilière | | 772 240 141 573 612 028 | 772 240 141 573 612 028 | | 595 273 145 616 859 968 | 595 273 145 616 859 968 |

CONTENU DE L'ACTION

L'action 4 « Politique immobilière » du programme 212 comprend les crédits liés aux infrastructures de défense (logement familial, hébergement en enceinte militaire, ensembles d'alimentation, locaux d'administration générale), à la transition écologique, ainsi que les crédits de soutien du Service infrastructure de la Défense (SID) et les dépenses de loyers qui relèvent de l'opération stratégique « Fonctionnement et activités spécifiques » (OS FAS).

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

L'année 2023 a été marquée la poursuite des actions ministérielles relatives à l'amélioration des conditions de vie et de travail des ressortissants du ministère des armées et de leurs familles. Une révision importante du calendrier des investissements en matière d'infrastructure a eu pour effet de repousser l'engagement d'opérations moins prioritaires. Par ailleurs, les actions de modernisation et transformation du SID ont été amorcées et seront poursuivies en 2024.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

L'OS FAS comprend deux opérations budgétaires (OB), « Logement familial » et « Locations d'infrastructures », ainsi que les crédits métiers du service d'infrastructure de la défense (8 OB).

OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES

Autorisations d'engagement et des crédits de paiement (en €) :

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|--------------------------------------|-----------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-----------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Communication et relations publiques | 1 640 000 | | 1 728 640 | 88 640 | 1 588 383 | | 1 711 729 | 123 346 |
| OB | Déplacements et transports | 3 894 364 | | 3 956 592 | 62 228 | 3 526 594 | | 3 955 364 | 428 770 |
| OB | Fonctionnement courant | 2 035 000 | | 3 329 062 | 1 294 062 | 2 380 839 | | 2 704 202 | 323 363 |
| OB | Formation et instruction | 2 300 000 | | 2 143 420 | -156 580 | 1 893 132 | | 2 101 481 | 208 349 |

| | | | | | | | | | |
|----|--------------------------------|-------------|--|-------------|------------|-------------|--|-------------|------------|
| OB | Mobilité personnels | 1 510 573 | | 1 229 163 | -281 410 | 1 510 573 | | 1 228 166 | -282 408 |
| OB | Prestations intellectuelles | 260 000 | | 333 046 | 73 046 | 345 413 | | 275 992 | -69 421 |
| OB | Soutien courant des structures | 20 000 | | 183 856 | 163 856 | 20 631 | | 174 836 | 154 205 |
| OB | Soutien des matériels communs | 8 093 187 | | 2 149 971 | -5 943 216 | 2 716 934 | | 2 450 665 | -266 269 |
| OB | Locations d'infrastructure | 15 000 000 | | 7 151 537 | -7 848 463 | 19 674 063 | | 15 045 078 | -4 628 985 |
| OB | Logement familial | 76 517 000 | | 83 698 766 | 7 181 766 | 76 517 000 | | 87 947 851 | 11 430 851 |
| | Total | 111 270 124 | | 105 904 054 | -5 366 070 | 110 173 562 | | 117 595 363 | 7 421 801 |

OB « Déplacement et transport »

La reprise des déplacements post crise sanitaire plus dynamique que planifiée et l'inflation ont entraîné une surconsommation de 0,4 M€ en CP.

OB « Fonctionnement courant »

La surconsommation en AE (+1,3 M€) et en CP (+0,3 M€) est liée à l'impulsion d'une politique de modernisation des équipements du SID dont l'objectif est d'apporter une meilleure réponse aux besoins des armées, directions et services par le SID.

OB « Formation et instruction »

Des difficultés dans la passation de certains marchés par le Service du commissariat des armées (SCA) ont provoqué un ralentissement des engagements (-0,2 M€). Le rattrapage en 2022 de formations n'ayant pas pu être réalisées pendant la crise sanitaire explique la surconsommation de CP en 2023 (+0,2 M€).

OB « Mobilité des personnels »

La sous-consommation de crédits constatée en AE et en CP (-0,3 M€) s'explique par un moindre volume d'agents du SID concernés par une mobilité en métropole, en outre-mer et à l'étranger.

OB « Prestations intellectuelles »

La surconsommation en AE (+0,07 M€) s'explique par la réalisation d'études économiques, en fin d'année, non programmées initialement.

OB « Soutien courant des structures »

La surconsommation en AE et en CP (+0,2 M€) est due aux actions pilotées par le SID en matière de recrutement de stagiaires.

OB « Soutien des matériels communs »

La sous-consommation en AE (-5,9 M€) s'explique par le report sur 2024 de marchés d'achat de véhicules.

OB « Location d'infrastructure »

La sous-consommation des crédits en AE (-7,8 M€) est due au report de prises à bail pour des organismes en région parisienne notamment le CIRFA de Vincennes.

OB « Logement familial »

La surconsommation en CP (+11,4 M€) de cette OB qui finance les dépenses liées à l'entretien du logement des agents civils et militaires du ministère à faibles revenus, s'explique principalement par la prise en compte des factures issues de la dernière année de gestion des logements domaniaux en métropole par la société CDC Habitat.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRASTRUCTURES DE DÉFENSE

Autorisations d'engagement et des crédits de paiement (en €) :

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|-------------|--------------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|-------------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (3) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Réaliser les infrastructures des bases de défense | 351 387 017 | - | - | 270 778 241 | -80 608 776 | 224 558 505 | - | 267 079 956 | 42 521 451 |
| OB | Soutenir les familles | 102 003 000 | 16 400 000 | 650 000 | 57 298 060 | -60 454 940 | 130 122 495 | 16 400 000 | 147 671 779 | 1 149 284 |
| OB | Réaliser les op cent d'adaptation des sites | 7 010 000 | - | - | 7 402 193 | 392 193 | 10 288 783 | - | 10 582 948 | 294 165 |
| OB | Maintenir et soutenir les sites | 183 970 000 | 200 000 | - | 143 375 291 | -40 794 709 | 103 529 800 | 200 000 | 74 187 435 | -29 542 365 |
| | Total | 644 370 017 | 16 600 000 | 650 000 | 478 853 786 | -181 466 231 | 468 499 583 | 16 600 000 | 499 522 118 | 14 422 535 |

OB « Réaliser les infrastructures des bases de défense »

Cette OB porte les dépenses liées à l'hébergement des militaires, aux ensembles d'alimentations du MINARM et aux bâtiments d'administration générale et de soutien commun. La sous-exécution des crédits sur l'OB (-80,6 M€) correspond à une révision de l'ensemble du plan de commande des opérations d'infrastructure financées sur l'OB. La surconsommation en CP (+42,5 M€) correspond au paiement de commandes prioritaires d'opérations d'infrastructure d'hébergement.

OB « Soutenir les familles »

La sous-exécution des crédits en AE (-60,5 M€) s'explique par une révision du plan de commande des opérations de construction de logement en outre-mer et d'une partie des opérations de maintien en condition des logements.

OB « Maintenir et soutenir les sites »

La sous-consommation en AE (-40,8 M€) et en CP (-29,5 M€) est principalement due au report d'engagement d'un contrat de performance énergétique (Canjuers) et le retard pris dans le déploiement d'autres opérations de soutien

SYNTHÈSE ACTION 4

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|---------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------------|---------------|--------------------------|--------------|------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 111 270 124 | 0 | 0 | 105 904 054 | -5 366 070 | 110 173 562 | 0 | 117 595 363 | 7 421 801 |

| | | | | | | | | | | |
|-------|------------------------------------|-------------|------------|---------|-------------|--------------|-------------|------------|-------------|------------|
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | 644 370 017 | 16 600 000 | 650 000 | 478 853 786 | -181 466 231 | 468 499 583 | 16 600 000 | 499 522 118 | 14 422 535 |
| Total | | 755 640 141 | 16 600 000 | 650 000 | 584 757 840 | -186 832 301 | 578 673 145 | 16 600 000 | 617 117 481 | 21 844 336 |

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT DES TRANCHES FONCTIONNELLES (EN €)

| | Description | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectation 2023 | Total | Engagement 2023 sur TF |
|-------|------------------------------------|----------------|-------------------------|------------------|-----------|------------------------|
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | 5 526 871 | - | 650 000 | 6 176 871 | 652 934 |
| Total | | 5 526 871 | - | 650 000 | 6 176 871 | 652 934 |

ÉCHEANCIERS DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS

| Niveau | Description | PLF/PLR | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | Paiements | | | | | Total |
|------------------|---|---------|--------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|----------------------|----------------------|-------|
| | | | | | 2023 | 2024 | 2025 | > 2025 | | |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 97 540 018 | 111 270 124 | 110 173 562 | 49 533 926 | 23 454 342 | 25 648 312 | 208 810 142 | |
| | | PLR | 82 898 396 | 105 904 054 | 117 595 363 | 24 918 443 | 12 161 951 | 34 126 693 | 188 802 450 | |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | PLF | 3 688 085 925 | 615 515 859 | 503 299 583 | 672 194 406 | 440 969 884 | 2 687 137 911 | 4 303 601 784 | |
| | | PLR | 3 731 409 044 | 479 506 720 | 499 522 118 | 662 750 763 | 446 334 817 | 2 602 308 066 | 4 210 915 764 | |
| Écarts (PLR-PLF) | | | 28 681 497 | -141 375 209 | 3 644 336 | -34 059 125 | -5 927 458 | -76 351 464 | -112 693 712 | |

TABLEAU DES FDC-ADP (€)

| Niveau | | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
|--------|---------------------------------|---------------|--------------|---------------------------------|
| OB | Soutenir les familles | 16 400 000 | 19 281 880 | 2 881 880 |
| OB | Maintenir et soutenir les sites | 200 000 | 1 347 078 | 1 147 078 |
| OB | Soutien des matériels communs | 0 | 276 980 | 276 980 |
| OB | Logement familial | 0 | 600 567 | 600 567 |
| Total | | 16 600 000 | 21 506 505 | 4 906 505 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 103 791 937 | -729 361 496 | 107 891 804 | 308 840 565 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 103 791 937 | -729 361 496 | 107 891 804 | 308 840 565 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 662 031 204 | 272 553 508 | 480 964 341 | 303 248 464 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 662 031 204 | 272 553 508 | 480 964 341 | 303 248 464 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 6 417 000 | 1 030 420 016 | 6 417 000 | 4 770 939 |
| Transferts aux entreprises | | 1 024 511 415 | | |
| Transferts aux autres collectivités | 6 417 000 | 5 908 601 | 6 417 000 | 4 770 939 |
| Total | 772 240 141 | 573 612 028 | 595 273 145 | 616 859 968 |

ACTION**05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP Réalisation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|----------------------------|--|---------------------|----------------------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion | | 161 443 898 150 521 448 | 161 443 898 150 521 448 | | 150 669 147 151 476 596 | 150 669 147 151 476 596 |

L'action 5 regroupe les crédits nécessaires à l'élaboration et au maintien des systèmes d'information d'administration et de gestion (SIAG) et de quelques systèmes d'information logistique (SIL) du ministère, compte tenu du transfert des principaux SIL du programme 212 vers le programme 178 au 1^{er} janvier 2023.

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Les principales mesures réalisées en 2023 sont :

- la maintenance curative et évolutive des systèmes d'information des ressources humaines (SIRH) militaires et civils ;
- la tierce maintenance applicative (TMA) pour le projet SOURCE SOLDE (solde des militaires) et la finalisation de l'implémentation de la nouvelle politique de rémunération des militaires (Incrément 2-NPRM) et de l'architecture des futures évolutions du système d'information ;
- la reconduction de l'acquisition globalisée de logiciels et de services à travers des accords-cadres négociés avec les éditeurs Microsoft, SAP-BO, Oracle ;
- la poursuite de plusieurs incréments pour EUREKA en augmentant son périmètre fonctionnel d'origine avec la prise en compte de nouvelles fonctionnalités ;
- la conception et la réalisation de la plateforme EIFFEL pour mutualiser la maintenance et les interdépendances entre les différentes applications de la direction des systèmes d'information (DSI) transverse ;
- l'accompagnement de la transformation numérique ainsi que le démarrage des opérations de migration « Move To Cloud » des SI ;
- la poursuite des études préparatoires relatives à la faisabilité technique et la convergence fonctionnelle nécessaires à la construction du futur SIRH ministériel unique.

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT**OPÉRATION STRATEGIQUE : EAC**

L'opération stratégique « Équipements d'accompagnement et de cohérence » (EAC) est subdivisée en activités budgétaires qui sont des regroupements cohérents de projets de SI relevant d'un même domaine métier du schéma directeur des SIAG.

Autorisations d'engagement et des crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | CP | | |
|--------|--|---------------|--------------------|-----------------------------------|-----------|--------------|---------------------------------|
| | | Prévision LFI | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI | LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| ACT | Achat public | 1 209 400 | 1 092 714 | -116 686 | 1 629 157 | 1 699 236 | 70 079 |
| ACT | Acquisition Matériels Serveurs et Stockage | 2 310 000 | 1 520 403 | -789 597 | 2 315 452 | 1 286 962 | -1 028 490 |

| | | | | | | | |
|-----|--|-------------|-------------|------------|-------------|-------------|------------|
| ACT | Archives, bibliothèques, documentation, musées | 4 747 587 | 4 257 642 | -489 945 | 4 740 684 | 3 096 286 | -1 644 398 |
| ACT | Contrôles exportations | 5 344 673 | 4 118 942 | -1 225 731 | 2 818 749 | 4 402 378 | 1 583 629 |
| ACT | Décisionnel | 5 834 691 | 5 341 076 | -493 615 | 6 443 611 | 6 084 287 | -359 324 |
| ACT | Finances | 1 943 587 | 2 171 928 | 228 341 | 1 890 700 | 2 203 868 | 313 168 |
| ACT | Gestion des SI | 1 326 456 | 1 883 211 | 556 755 | 1 239 679 | 1 500 292 | 260 613 |
| ACT | Gisement de données transverses | 2 047 419 | 1 625 810 | -421 609 | 1 991 019 | 1 349 430 | -641 589 |
| ACT | Information et communication | 611 053 | 961 787 | 350 734 | 819 365 | 583 482 | -235 883 |
| ACT | Juridique | 4 605 896 | 733 000 | -3 872 896 | 1 953 641 | 791 558 | -1 162 083 |
| ACT | Logistique | 1 384 200 | 642 051 | -742 149 | 1 293 645 | 1 273 618 | -20 027 |
| ACT | Prestations et équipements | 7 944 896 | 7 494 901 | -449 995 | 7 023 400 | 7 251 200 | 227 800 |
| ACT | Solde des armées | 7 069 999 | 6 969 355 | -100 644 | 9 380 000 | 14 802 998 | 5 422 998 |
| ACT | Ressources humaines | 40 116 746 | 38 866 353 | -1 250 393 | 37 780 983 | 38 503 675 | 722 692 |
| ACT | Ressources immobilières | 10 632 784 | 9 047 557 | -1 585 227 | 8 828 620 | 7 846 464 | -982 156 |
| ACT | Sécurité de défense | 2 471 520 | 1 185 672 | -1 285 848 | 2 453 309 | 1 496 886 | -956 423 |
| ACT | Service national | 2 180 099 | 1 899 756 | -280 344 | 1 857 101 | 1 987 688 | 130 587 |
| ACT | Socle d'infrastructure | 46 610 621 | 49 732 667 | 3 122 046 | 43 668 353 | 42 644 190 | -1 024 163 |
| ACT | Soutien de l'homme | 10 052 271 | 11 387 799 | 1 335 528 | 9 541 679 | 11 220 207 | 1 678 528 |
| ACT | SIC SIRH Ministériel | 3 000 000 | 1 863 968 | -1 136 032 | 3 000 000 | 1 451 898 | -1 548 102 |
| | Total | 161 443 898 | 152 796 591 | -8 647 307 | 150 669 147 | 151 476 603 | 807 456 |

Activité « Acquisition Matériels Serveurs et Stockage »

La sous-consommation de 0,8 M€ en AE et 1,0 M€ en CP résulte d'un moindre achat de matériels et de la non réalisation d'accès internet notamment pour le SI Source Solde.

Activité « Archives, bibliothèques, documentation, musées »

La sous-consommation de 0,5 M€ en AE et 1,6 M€ en CP est liée à des livraisons retardées dans le cadre du projet ARCHIPEL.

Activité « Contrôles exportations »

La sous-consommation de 1,2 M€ en AE et la surconsommation de 1,6 M€ en CP s'expliquent par la consolidation des calendriers d'engagement et de paiement dans le cadre de la conclusion du nouveau marché de tierce maintenance applicative (TMA) SIGALE.

La sous-consommation en AE s'explique par la modification des calendriers d'engagement du nouveau marché de tierce maintenance applicative (TMA) SIGALE. Une tranche de MCO de deux ans a été engagée en fin de gestion 2022 alors que calendrier initial prévoyait l'engagement en 2023 expliquant ainsi la sous-consommation de 1,2 M€ en AE. La surconsommation en CP (+1,6 M€) s'explique par l'échéancier de paiement réalisé sur les engagements antérieurs, supérieur à la prévision LFI.

Activité « Finances »

La surconsommation de 0,2 M€ en AE et 0,3 M€ en CP s'explique par le renouvellement de licences pour le robot SUSAN.

Activité « Gestion des SI »

La surconsommation de 0,6 M€ en AE et 0,3 M€ en CP est due à l'augmentation d'acquisition de licences.

Activité « Gisement de données transverses »

La sous-consommation de 0,4 M€ en AE et 0,6 M€ en CP s'explique par le retard dans la réalisation du projet Plateforme de Gestion des Données de Référence (PGDR), solution devant permettre une gestion optimisée des référentiels de données des SI du ministère.

Activité « Information et communication »

La surconsommation de 0,4 M€ en CP est liée à l'opération de migration « move to cloud » d'un site d'information de l'état-major de l'armée de terre (EMAT) pour lequel la mise en conformité a généré des évolutions techniques non programmées. La sous-consommation en AE (-0,2 M€) résulte du retard pris dans la notification d'un marché de TMA.

Activité « Juridique »

La sous-consommation de 3,9 M€ en AE et 1,2 M€ en CP est relative au transfert des crédits de l'activité budgétaire « Juridique » vers d'autres activités afin de financer des initiatives de transformation numérique.

Activité « Logistique »

La sous-consommation de 0,7 M€ en AE résulte de la non réalisation de l'engagement programmé au profit d'un SIL naval.

Activité « Solde des armées »

La surconsommation de 5,4 M€ en CP correspond au paiement des hausses économiques sur l'activité.

Activité « Ressources immobilières »

La sous-consommation de 1,6 M€ en AE et 1,0 M€ en CP est la conséquence du moratoire engagé sur les évolutions des SI du SID qui suspend temporairement la mise en œuvre des orientations de la feuille de route initiale.

Activité « Sécurité de défense »

La sous-consommation de 1,3 M€ en AE et 1,0 M€ en CP s'explique par la rationalisation des évolutions du SI SOPHIA et de ses besoins en MCO.

Activité « Service national »

La sous-consommation de 0,3 M€ en AE est liée à un moindre besoin de tierce maintenance évolutive (TME) du SI PRÉSAJE.

Activité « Soutien de l'homme »

La surconsommation de 1,3 M€ en AE et 1,7 M€ en CP fait suite au déploiement du portail unique d'appel au soutien EUREKA qui a fait l'objet d'une commande de fonctionnalités supplémentaires.

Activité « SIC SIRH Ministériel »

L'activité, créée en 2022, est dédiée au projet SIRH Ministériel dont le développement est encore à l'étude ce qui explique la sous-consommation de 1,1 M€ en AE et 1,5 M€ en CP.

SYNTHESE ACTION 5**AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNEE 2023 (EN €)**

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|------------------------------------|---------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------------|---------------|--------------------------|--------------|------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 161 443 898 | 0 | 0 | 152 796 591 | -8 647 307 | 150 669 147 | 0 | 151 476 603 | 807 456 |
| | Total | 161 443 898 | 0 | 0 | 152 796 591 | -8 647 307 | 150 669 147 | 0 | 151 476 603 | 807 456 |

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT DES TRANCHES FONCTIONNELLES

| Niveau | Description | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectation 2023 | Total | Engagement 2023 sur TF |
|--------|------------------------------------|----------------|-------------------------|------------------|-----------|------------------------|
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 1 243 314 | - | - | 1 243 314 | 4 155 |
| | Total | 1 243 314 | - | - | 1 243 314 | 4 155 |

ÉCHEANCIERS DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS

| Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|------------------------------------|---------|--------------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|---------------------|--------------------|----------------------|
| | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | > 2025 | |
| Équipements d'accompagnement (EAC) | PLF | 129 772 069,0 | 161 942 315,0 | 150 669 147,0 | 106 647 955,0 | 31 298 892,0 | 3 098 390,0 | 291 714 384,0 |
| | PLR | 116 020 743,4 | 152 800 746,6 | 151 476 603,3 | 81 624 452,9 | 28 129 544,0 | 7 590 889,7 | 268 821 489,9 |
| Écarts (PLR-PLF) | | -13 751 325,6 | -9 141 568,4 | 807 456,3 | -25 023 502,1 | -3 169 348,0 | 4 492 499,7 | -22 892 894,1 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 119 221 303 | 113 900 019 | 111 746 012 | 111 392 798 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 119 221 303 | 113 900 019 | 111 746 012 | 111 392 798 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 42 222 595 | 36 621 429 | 38 923 135 | 40 073 798 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 577 500 | 2 443 005 | 578 863 | 758 804 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 41 645 095 | 34 178 424 | 38 344 272 | 39 314 994 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | | | | 10 000 |
| Transferts aux autres collectivités | | | | 10 000 |
| Total | 161 443 898 | 150 521 448 | 150 669 147 | 151 476 596 |

ACTION

06 – Politiques des ressources humaines

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 06 – Politiques des ressources humaines | -8 562 | 179 244 588 | 179 244 588 | -8 562 | 162 695 602 | 162 695 602 |
| | | 175 663 327 | 175 654 765 | | 163 699 754 | 163 691 192 |
| 06.03 – Reconversion | | <i>34 980 000</i> | <i>34 980 000</i> | | <i>34 980 000</i> | <i>34 980 000</i> |
| | -8 562 | 30 177 021 | 30 168 459 | -8 562 | 32 452 786 | 32 444 224 |
| 06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents) | | <i>144 264 588</i> | <i>144 264 588</i> | | <i>127 715 602</i> | <i>127 715 602</i> |
| | | 145 486 306 | 145 486 306 | | 131 246 968 | 131 246 968 |

CONTENU DE L'ACTION

L'action n° 6 « Politique des ressources humaines » finance l'ensemble des prestations de reconversion du personnel de la défense ainsi que les dépenses liées aux politiques de ressources humaines et à l'action sociale.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | | -8 562 | | -8 562 |
| Rémunérations d'activité | | -8 562 | | -8 562 |
| 06.03 – Reconversion | | -8 562 | | -8 562 |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 179 211 588 | 170 816 374 | 162 662 602 | 158 807 599 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 179 211 588 | 170 816 374 | 162 662 602 | 158 807 599 |
| 06.03 – Reconversion | 34 947 000 | 30 132 849 | 34 947 000 | 32 385 280 |
| 06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents) | 144 264 588 | 140 683 524 | 127 715 602 | 126 422 319 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | | 61 472 | | 114 274 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | | 61 472 | | 114 274 |
| 06.03 – Reconversion | | 44 172 | | 67 506 |
| 06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents) | | 17 300 | | 46 768 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 33 000 | 4 785 481 | 33 000 | 4 777 881 |
| Transferts aux ménages | | 4 313 081 | | 4 313 081 |
| 06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents) | | 4 313 081 | | 4 313 081 |
| Transferts aux entreprises | | 464 800 | | 464 800 |
| 06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents) | | 464 800 | | 464 800 |
| Transferts aux collectivités territoriales | | 7 600 | | |
| 06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents) | | 7 600 | | |
| Transferts aux autres collectivités | 33 000 | | 33 000 | |
| 06.03 – Reconversion | 33 000 | | 33 000 | |
| Total | 179 244 588 | 175 654 765 | 162 695 602 | 163 691 192 |

SOUS-ACTION

06.03 – Reconversion

CONTENU DE LA SOUS-ACTION

Cette sous-action regroupe l'ensemble des dépenses participant à la politique de reconversion du personnel militaire et du personnel civil du ministère.

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Les actions liées à la reconversion conservent leur dynamisme en 2023. Conformément aux ambitions ministérielles, le renforcement des mesures à destination des conjoints a également été poursuivi.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|---------------------------------------|------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|------------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Accompagnement de la reconversion | 32 320 653 | 0 | 29 755 802 | -2 564 851 | 32 320 653 | 0 | 30 809 799 | -1 510 854 |
| OB | Fonctionnement courant | 1 050 000 | 0 | 551 732 | -498 268 | 1 050 000 | 0 | 477 828 | -572 172 |
| OB | Soutien des matériels communs | 685 929 | 0 | 906 639 | 220 710 | 685 929 | 0 | 427 714 | -258 215 |
| OB | Soutien du dispositif de reconversion | 923 418 | 0 | 896 425 | -26 993 | 923 418 | 0 | 810 857 | -112 562 |
| | Total | 34 980 000 | 0 | 32 110 599 | -2 869 401 | 34 980 000 | 0 | 32 526 197 | -2 453 803 |

OB « Accompagnement de la reconversion »

La sous-consommation en AE (-2,6 M€) et en CP (-1,5 M€) s'explique principalement par le décalage de la notification du nouveau marché de formation professionnelle en milieu militaire. Initialement prévu pour le dernier trimestre 2023, le nouveau marché sera finalement notifié en 2024. La sous-exécution des paiements est aussi liée à la stabilité des frais de remboursements de déplacement des candidats Défense mobilité alors qu'un effet inflationniste avait été anticipé en LFI.

OB « Fonctionnement courant »

La sous-consommation en AE (-0,5 M€) et en CP (-0,6 M€) s'explique par une dynamique plus faible que programmée du rythme des dépenses de fonctionnement courant du réseau Défense mobilité notamment du fait du report de dépenses non prioritaires.

OB Soutien des matériels communs »

La surconsommation en AE (+0,2 M€) s'explique par un volume plus élevé de dépenses de maintenance des matériels techniques du centre militaire de formation professionnel afin d'assurer la qualité des formations dispensées. Les commandes ont été réalisées majoritairement en fin de gestion et donneront lieu à paiement en 2024, ce qui explique la sous-consommation en CP (-0,3 M€).

OB « Soutien du dispositif de reconversion »

La sous-consommation en CP (-0,1 M€) s'explique par la réalisation tardive de certains achats de soutien au dispositif de reconversion qui donneront lieu à paiement en 2024.

| | | | | | | | | | |
|----|---|-------------|-----------|-------------|-----------|-------------|-----------|-------------|------------|
| | dont chèques sociaux | 300 000 | 0 | 0 | -300 000 | 300 000 | 0 | 290 000 | -10 000 |
| OB | Actions RH insertion des personnes handicapées | 256 507 | 450 000 | 514 587 | -191 920 | 254 663 | 450 000 | 481 889 | -222 774 |
| OB | Fonctionnement courant | 340 089 | 0 | 272 205 | -94 857 | 340 089 | 0 | 229 230 | -110 859 |
| OB | Formation et instruction | 38 699 533 | 150 000 | 38 341 197 | -508 336 | 24 791 309 | 150 000 | 21 433 379 | -3 507 930 |
| OB | Communication et relations publiques | 10 000 | 0 | 6 033 | -3 967 | 10 000 | 0 | 6 203 | -3 797 |
| OB | Soutien courant des structures | 50 000 | 0 | 32 703 | -17 297 | 50 000 | 0 | 25 972 | -24 028 |
| OB | Frais de gestion pour prestation administrative | 1 954 223 | 0 | 1 528 134 | -426 089 | 1 954 223 | 0 | 1 326 531 | -627 692 |
| | Total | 140 614 588 | 3 650 000 | 150 336 992 | 6 072 404 | 124 065 602 | 3 650 000 | 131 521 459 | 3 805 857 |

OB « Action Sociale – Accompagnement RH en faveur du handicap »

La surconsommation en AE (+0,4 M€) correspond à des dépenses supplémentaires pour permettre l'aménagement des postes de travail des personnes handicapées.

OB « Action sociale – Prestations interministérielles »

La surconsommation en AE (+0,8 M€) et en CP (+0,3 M€) correspond à des dépenses supplémentaires entraînées par la revalorisation de la prime versée au titre de la restauration en milieu administratif (1,53 € contre 1,38 €) et à l'extension du nombre de bénéficiaires.

OB « Action sociale – Prestations ministérielles »

L'OB Action sociale – Prestations ministérielles fait l'objet d'une surconsommation en AE (+6,0 M€) comme en CP (+8,0 M€) qui s'explique essentiellement par le financement des missions déléguées par le ministère des armées à la Caisse nationale militaire de sécurité sociale pour la gestion des prestations en espèces et de l'allocation de rechute d'une blessure ou d'une maladie imputable aux services militaire (+8,6 M€ en AE et en CP). Cette hausse des dépenses a été partiellement atténuée en AE (-1,2 M€) par la révision des modalités d'engagement des subventions aux associations par la DRH-MD : les conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO) n'ont pas été renouvelées suivant le schéma et le cadencement attendus. D'autre part, l'IGESA a fait l'objet d'une redotation exceptionnelle à hauteur de 0,6 M€ en fin de gestion afin de combler le déficit de l'établissement. De plus, le désengagement du SID dans la réalisation d'opérations d'infrastructure au profit des activités de l'IGESA a engendré un redéploiement des crédits de soutien des structures vers la subvention IGESA (+0,7 M€), l'établissement devant maintenant s'occuper en propre de ces opérations. La sous-consommation concernant l'aide aux organismes de protection sociale (-0,7 M€ en AE et en CP) est liée au décalage sur 2024 du versement des derniers acomptes 2023 aux mutuelles référencées. Enfin, des actions de développement de l'offre de garde de jeunes enfants pour les ressortissants du ministère ont été menées grâce à une aide financière des caisses d'allocation familiales non programmée en PLF (+1,1 M€)

OB « Actions RH insertion des personnes handicapées »

La sous-consommation en AE et en CP (-0,2 M€) correspond à un coût moins élevé que programmé des aides techniques et humaines mises en place pour les personnes handicapées.

OB « Fonctionnement courant »

La sous-consommation en AE (-0,07 M€) et en CP (-0,1 M€) s'explique par des moindres besoins concernant la réalisation de journées d'études des centres territoriaux d'action sociale (CTAS), l'achat d'abonnements métiers et des dépenses d'habillement.

OB « Formation et instruction »

La sous-consommation en CP (-3,5 M€) de l'OB « Formation et instruction » est due à un décalage des paiements des dépenses d'apprentissage.

OB « Communication et relations publiques »

La sous-exécution en AE et en CP s'explique par un moindre besoin en matière de dépenses de communication.

OB « Soutien courant des structures »

La sous-consommation en AE et en CP (-0,02 M€) s'explique par des recrutements de stagiaires en structures d'action sociale moins nombreux que la cible donnée en LFI

OB « Frais de gestion pour prestation administrative »

La sous-consommation en AE (-0,4 M€) et en CP (-0,6 M€) s'explique par le décalage sur 2024 de l'engagement et du paiement de la facture de septembre-octobre 2023 due à France Travail et le décalage à janvier 2024 du versement à la Caisse des dépôts et consignations du 4^e trimestre 2023 pour les frais de gestion RATOCEM.

À titre indicatif, la répartition des fonds de concours, des attributions de produits attendus et des ressources exceptionnelles (en €) est la suivante :

| Niveau | OS | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
|--------|---|---------------|--------------|---------------------------------|
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 3 650 000 | 3 533 864 | -116 136 |
| | Total | 3 650 000 | 3 533 864 | -116 136 |

SYNTHÈSE ACTION 6**AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)**

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|---------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------------|---------------|--------------------------|--------------|------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 175 594 588 | 3 650 000 | 0 | 182 447 591 | 3 203 003 | 159 045 602 | 3 650 000 | 164 047 656 | 1 352 054 |
| | Total | 175 594 588 | 3 650 000 | 0 | 182 447 591 | 3 203 003 | 159 045 602 | 3 650 000 | 164 047 656 | 1 352 054 |

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS PAR OPÉRATION STRATÉGIQUE (EN €)

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------|---|---------|--------------------------------|-------------|-------------|------------|------------|-------------|-------------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | > 2025 | |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 67 698 678 | 179 311 773 | 162 695 602 | 33 577 151 | 12 680 596 | 38 057 102 | 247 010 451 |
| | | PLR | 59 934 197 | 182 447 591 | 164 047 656 | 37 195 557 | 25 227 902 | 16 910 672 | 242 381 788 |
| | Écart (PLR-PLF) | | -7 764 481 | 3 135 818 | 1 352 054 | 3 618 406 | 11 547 306 | -21 146 430 | -4 628 663 |

ACTION**08 – Politique culturelle et éducative**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 08 – Politique culturelle et éducative | | 57 585 460 | 57 585 460 | | 68 231 644 | 68 231 644 |
| | | 55 838 705 | 55 838 705 | | 67 522 957 | 67 522 957 |
| 08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine | | 52 189 378 | 52 189 378 | | 62 835 562 | 62 835 562 |
| | | 51 144 242 | 51 144 242 | | 62 028 007 | 62 028 007 |
| 08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense | | 5 396 082 | 5 396 082 | | 5 396 082 | 5 396 082 |
| | | 4 694 462 | 4 694 462 | | 5 494 950 | 5 494 950 |

Cette action finance la politique culturelle, dont l'importance place le ministère des Armées au rang de deuxième acteur culturel de l'État. Visant à conserver et à rendre accessible au plus grand nombre un riche patrimoine, en illustrant les enjeux passés, présents et à venir de l'institution militaire, elle contribue au renforcement du lien armées-Nation, ainsi qu'au soutien de la vocation et de l'engagement des militaires.

Le budget est principalement consacré au soutien des musées d'histoire militaire et du service historique de la défense (SHD), mais il finance également des actions récurrentes de promotion du patrimoine culturel militaire à travers différents vecteurs, notamment l'édition d'ouvrages et de revues, la production et la diffusion de documentaires audiovisuels, l'organisation d'expositions et de colloques ou, encore, le soutien à la recherche historique.

À titre indicatif, les fonds de concours, attributions de produits reçus et ressources exceptionnelles sont les suivants :

| Niveau | OS | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
|--------|---|---------------|--------------|---------------------------------------|
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 150 000 | 448 695 | 298 695 |
| | Total | 150 000 | 448 695 | 298 695 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|-------------|----------------------------------|-------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 36 903 001 | 35 232 555 | 36 903 001 | 36 303 278 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 6 496 322 | 5 296 806 | 6 496 322 | 6 117 529 |
| 08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine | 1 100 240 | 602 344 | 1 100 240 | 661 702 |
| 08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense | 5 396 082 | 4 694 462 | 5 396 082 | 5 455 827 |
| Subventions pour charges de service public | 30 406 679 | 29 935 749 | 30 406 679 | 30 185 749 |
| 08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine | 30 406 679 | 29 935 749 | 30 406 679 | 30 185 749 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 20 048 948 | | 30 695 132 | 39 124 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | | | | 39 124 |
| 08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense | | | | 39 124 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Subventions pour charges d'investissement | 20 048 948 | | 30 695 132 | |
| 08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine | 20 048 948 | | 30 695 132 | |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 633 511 | 1 014 929 | 633 511 | 943 151 |
| Transferts aux ménages | 220 000 | 212 000 | 220 000 | 247 300 |
| 08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine | 220 000 | 212 000 | 220 000 | 247 300 |
| Transferts aux autres collectivités | 413 511 | 802 929 | 413 511 | 695 851 |
| 08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine | 413 511 | 802 929 | 413 511 | 695 851 |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | | 19 591 221 | | 30 237 405 |
| Dotations en fonds propres | | 19 591 221 | | 30 237 405 |
| 08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine | | 19 591 221 | | 30 237 405 |
| Total | 57 585 460 | 55 838 705 | 68 231 644 | 67 522 957 |

SOUS-ACTION

08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine

Cette sous-action finance les moyens consacrés à la valorisation de la culture de défense auprès du grand public.

Principales mesures de l'année

Les principales mesures de l'année concernent :

- la poursuite des travaux du musée national de la marine (MNM) sur le site de Chaillot à l'issue desquels a eu lieu sa réouverture en novembre 2023 ;
- la poursuite des travaux d'extension du musée de l'armée (projet MINERVE) ;
- la livraison d'un bâtiment à Châtellerault au titre de la mise en place d'un schéma directeur immobilier de stockage des archives du SHD ;
- la restauration des tableaux de la Chapelle Saint-Louis des Invalides au titre de la préservation des collections en dépôts et le soutien à la création littéraire et artistique dans le cadre de l'agenda mémoriel ;

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

Les dépenses de l'agrégat fonctionnement concernent principalement les subventions pour charges de service public (SCSP) et les subventions pour charges d'investissement (SCI) versées aux musées sous la tutelle du ministère des armées.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|-----------------------------------|-------------------|--------------------------------|------------------------|--------------------------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|---------------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Patrimoine et actions culturelles | 1 100 240 | 0 | 599 629 | -500 611 | 1 100 240 | 0 | 658 312 | -441 928 |
| OB | Subventions et transferts | 51 089 138 | 0 | 50 803 925 | -285 213 | 61 735 322 | 0 | 61 372 333 | -362 989 |
| | Total | 52 189 378 | 0 | 51 403 554 | -785 824 | 62 835 562 | 0 | 62 030 645 | -804 917 |

OB « Patrimoine et actions culturelles »

La sous-consommation en AE (-0,5 M€) et en CP (-0,4 M€) est liée au décalage des prestations d'un marché de numérisation d'archives.

OB « Subventions et transferts »

La sous-consommation en AE (-0,3 M€) et en CP (-0,4 M€) s'explique par le décalage sur 2024 d'opérations d'investissement, pour le musée national de la marine, initialement prévues en fin d'année 2023.

SOUS-ACTION**08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense**

Cette sous-action recouvre les dépenses du service historique de la défense (SHD) dont les missions sont la collecte, la conservation, la communication au public, l'étude et la valorisation des archives historiques du ministère des Armées et la gestion de la symbolique de défense.

Principales mesures de l'année

- la gestion des fonds documentaires et des collections ;
- la poursuite de la manœuvre visant la libération du magasin Braibant du Fort neuf de Vincennes ;
- la poursuite de l'opération de rétro-conversion des fonds documentaires dans le cadre du déploiement du système d'information « Archipel » ;
- la médiation pédagogique au profit de nouveau public ;
- la valorisation des fonds et collections auprès du public.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

Les dépenses de l'agrégat fonctionnement comprennent :

- un budget « cœur de métier » destiné à la conservation des archives et des collections de symbolique, ainsi qu'à leur valorisation notamment par la publication d'ouvrages et la réalisation d'expositions ;
- un budget de fonctionnement courant.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|-----------------------------------|-----------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-----------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Déplacements et transports | 156 570 | 0 | 101 955 | -54 615 | 156 570 | 0 | 101 955 | -54 615 |
| OB | Fonctionnement courant | 119 080 | 0 | 82 603 | -36 477 | 119 080 | 0 | 85 098 | -33 982 |
| OB | Formation et instruction | 91 412 | 0 | 32 837 | -58 575 | 91 412 | 0 | 37 602 | -53 810 |
| OB | Patrimoine et actions culturelles | 4 879 020 | 150 000 | 4 889 464 | -139 556 | 4 879 020 | 150 000 | 5 287 567 | 258 547 |
| | Total | 5 246 082 | 150 000 | 5 106 860 | -289 222 | 5 246 082 | 150 000 | 5 512 222 | 116 140 |

L'OB « Déplacements et transports »

La sous-consommation constatée en AE et en CP (-0,05 M€) est liée à une utilisation accrue des outils de visio-conférence.

L'OB « Fonctionnement courant »

La sous-consommation en AE (-0,04 M€) et en CP (-0,03 M€) est due au décalage de l'exécution de certains frais postaux et à des reports dans l'achat de prestations par le SHD.

L'OB « Formation et instruction »

La sous-consommation en AE (-0,06 M€) et en CP (-0,05 M€) est due au retard pris dans la réalisation du plan de formation du SHD et d'une indisponibilité prolongée du serveur informatique pendant un trimestre.

L'OB « Patrimoine et actions culturelles »

La sur consommation en CP (+0,3 M€) est principalement liée à la dynamique de paiement des actions engagées pour poursuivre l'opération de rétro-conversion du projet « Archipel ».

SYNTHÈSE ACTION 8**AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)**

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|---------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------------|---------------|--------------------------|--------------|------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 57 435 460 | 150 000 | 0 | 56 510 413 | -1 075 047 | 68 081 644 | 150 000 | 67 542 868 | -688 776 |
| | Total | 57 435 460 | 150 000 | 0 | 56 510 413 | -1 075 047 | 68 081 644 | 150 000 | 67 542 868 | -688 776 |

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS PAR OPÉRATION STRATÉGIQUE (EN €)

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|---|---------|--------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|----------|-------------------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2 023 | 2 024 | 2 025 | > 2025 | Total |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 41 467 794 | 57 585 460 | 68 231 644 | 29 862 715 | 958 895 | 0 | 99 053 254 |
| | | PLR | 30 175 070 | 56 510 413 | 67 542 868 | 13 140 553 | 6 002 063 | 0 | 86 685 484 |
| | Écarts (PLR-PLF) | | -11 292 724 | -1 075 047 | -688 776 | -16 722 162 | 5 043 168 | 0 | -12 367 770 |

ACTION**10 – Restructurations**

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|--------------------------|--|---------------------|--------------------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP Réalisation</i> | | | | | | |
| 10 – Restructurations | | 15 830 162 10 688 639 | 15 830 162 10 688 639 | | 18 340 926 15 480 056 | 18 340 926 15 480 056 |

CONTENU DE L'ACTION

L'action 10 concerne la mise en œuvre des restructurations décidées dans le cadre de la réforme du ministère des Armées. La politique d'accompagnement se traduit par trois types de mesures : l'accompagnement social, l'accompagnement économique et la mise en œuvre du plan de stationnement.

Accompagnement social des restructurations

Cette partie regroupe les crédits de titre 2 qui portent sur les mesures d'aide au départ et à la mobilité des personnels civils, et les crédits hors titre 2 relatifs à la politique d'accompagnement des ressources humaines liés aux restructurations. Ces derniers comportent les crédits d'action sociale en faveur du personnel civil et militaire, les aides à la mobilité dans le cadre des restructurations, les crédits de formation destinés à la reconversion du personnel civil de la défense en situation de réorientation professionnelle et de reconversion du personnel militaire.

Accompagnement économique des restructurations

Cet accompagnement se traduit par un soutien économique aux territoires affectés par une restructuration, grâce aux crédits dédiés du Fonds pour les restructurations de la défense (FRED). Cette intervention s'effectue dans les zones d'emploi qui subissent une diminution significative de l'activité militaire ou industrielle de défense. Les crédits ainsi mobilisés ont vocation à aider les collectivités locales à reconvertir les emprises libérées par le ministère et à favoriser le développement d'activités nouvelles. De cette façon, l'impact économique sur ces zones est atténué.

Mise en œuvre d'un nouveau plan de stationnement

Il concentre les crédits de la politique immobilière gérés par la direction des territoires, de l'immobilier et de l'environnement (DTIE). L'objectif poursuivi consiste à réaliser l'adéquation du parc immobilier aux besoins du ministère. Ces crédits sont désormais regroupés dans une opération budgétaire unique intitulée « Restructurer les sites ».

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

En 2023, les principaux engagements ont été réalisés au profit du contrat de redynamisation de site de défense (CRSD) de Châteaudun 2 (1,4 M€). Ce contrat doit permettre à la fois la transformation d'un aérodrome militaire en une zone économique multi-activités et la réhabilitation de la piste aéronautique. Initialement, la clôture de ce CRSD devait avoir lieu en 2023. Un avenant signé en décembre 2023 a toutefois acté la prolongation de ce contrat jusqu'au 31 décembre 2024.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de stationnement des forces, l'année 2023 a été marquée par la réalisation d'une opération de déplacement d'un poste de garde à Toulon (6,6 M€).

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

L'opération stratégique « Fonction et activités stratégiques » (FAS) porte les crédits relatifs aux volets social et économique de l'accompagnement des restructurations.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|-----------------------------------|--------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|--------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Accompagnement de la reconversion | 10 000 | 0 | 0 | -10 000 | 10 000 | 0 | 0 | -10 000 |

| | | | | | | | | | |
|-------|--|------------|---|-----------|------------|------------|---|-----------|------------|
| OB | Accompagnement de la réorientation professionnelle | 10 000 | 0 | 0 | -10 000 | 10 000 | 0 | 0 | -10 000 |
| OB | Accompagnement des restructurations | 10 665 162 | 0 | 1 425 320 | -9 239 842 | 10 354 447 | 0 | 4 299 964 | -6 054 483 |
| OB | Action sociale - Prestations ministérielles | 180 000 | 0 | 180 000 | 0 | 180 000 | 0 | 180 000 | 0 |
| OB | Frais de gestion pour prestation administrative | 0 | 0 | 825 058 | 825 058 | 0 | 0 | 825 058 | 825 058 |
| OB | Soutien du dispositif de reconversion | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| OB | Formation et instruction | 246 000 | 0 | 131 327 | -114 673 | 236 000 | 0 | 109 708 | -126 292 |
| | dont formations liées aux restructurations | 246 000 | 0 | 131 327 | -114 673 | 236 000 | 0 | 109 708 | -126 292 |
| | dont formations réorientation pro vers secteur privé | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | | 11 111 162 | 0 | 2 561 705 | -8 549 457 | 10 790 447 | 0 | 5 414 730 | -5 375 717 |

OB « Accompagnement de la reconversion » et OB « Accompagnement de la réorientation professionnelle »

Ces deux OB financent des prestations de formation professionnelle et d'accompagnement vers l'emploi, délivrées par Défense mobilité, au profit des personnels civils des armées restructurées. Ce dispositif n'a pas été sollicité en 2023, ce qui explique la non-exécution en AE et en CP sur les deux OB.

OB « Accompagnement des restructurations »

Cette OB porte les crédits des subventions versées au titre du FRED. Les écarts constatés par rapport à la LFI (-9,2 M€ en AE et -6,1 M€ en CP) sont liés au report sur 2024 des opérations sur les deux derniers contrats vivants : Châteaudun 2 et Polynésie française.

Le tableau ci-dessous présente la situation des 64 contrats au 31 décembre 2023.

| LPM de rattachement du contrat | LPM 2008-2014 | LPM 2014-2019 | |
|---|---------------|---------------|--|
| <i>Situation du contrat</i> | | | |
| <i>a. Contrats soldés (dette de l'État éteinte) :</i> | 45 | 0 | LPM 2008-2014 : CDE de Commercy ; CRSD de Givet, d'Arras, Barcelonnette, Bourg-Saint-Maurice, Caen, Provins-Sourdun, Briançon, La Rochelle, Laval, Martinique, Langres, Châteauroux, Metz, Joigny, Dieuze, Guéret, Cambrai et de Reims ; PLR de la Creuse, de la Dordogne, des Landes, de Moselle, de la Manche, de la Meuse, du Nord, d'Ille-et-Vilaine, de Meurthe et Moselle, du Rhône, de la Gironde, de la Loire-Atlantique, de Haute-Garonne, du Finistère, d'Eure-et-Loir, du Gard, de l'Yonne, du Haut-Rhin, de l'Hérault, du Maine-et-Loire, de la Réunion, de la Marne, des Yvelines et de la Guadeloupe et de l'Oise (Compiègne et Senlis). PLR du Tarn et Garonne (<i>non signé, préfinancement seulement</i>) |
| <i>b. Contrats clos (AE consommées et crédits de paiement en cours de consommation) :</i> | 12 | 5 | LPM 2008-2014 : CRSD de Brétigny-sur-Orge, Châteaudun 1, Laon-Couvron, Limoges, Luxeuil-les-Bains, Noyon, Varennes-sur-Allier et Vernon ; PLR des Bouches-du-Rhône, de la Nièvre (Château-Chinon et Fourchambault), et du Val d'Oise LPM 2014-2019 : CRSD et CAR de Châlons-en-Champagne, CRSD de Creil, Dijon et Drachenbronn |
| <i>c. Contrats vivants (générant de nouveaux engagements) :</i> | 1 | 1 | LPM 2008-2014 : CRSD Polynésie LPM 2014-2019 : CRSD de Châteaudun 2(*) |
| <i>Stock de contrats signés gérés :</i> | 58 | 6 | |

OB « Frais de gestion pour prestation administrative »

Cette OB finance les frais de gestion liés à l'indemnisation chômage des personnels civils restructurés, confiée depuis 2011 à France Travail. Cette OB n'avait pas fait l'objet d'une programmation au PLF. Toutefois, la consommation de crédits constatée (+0,8 M€ en AE et en CP) est corrélée à des départs pour lesquels la facturation des frais de gestion n'était pas initialement prévue en 2023.

OB « Formation et instruction »

La sous-consommation en AE et en CP (-0,1 M€) s'explique par un moindre recours aux dispositifs de formation par le personnel civil affecté par une restructuration.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRASTRUCTURE DE DÉFENSE

Les crédits sont destinés à la réalisation du plan de stationnement des forces issu des réformes de 2008 (REORG1) et de la LPM 2014-2019 (REORG 2). Ils permettent le financement des opérations de restructuration (adaptation, densification) des sites conservés, du gardiennage des sites libérés et de la préparation à la cession des sites devenus inutiles aux besoins des armées.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|------------------------|-----------|--------------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|-----------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FdC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FdC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | -3 | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Restructurer les sites | 4 719 000 | 0 | 0 | 13 293 811 | 8 574 811 | 7 550 479 | 0 | 10 141 759 | 2 591 280 |
| | Total | 4 719 000 | 0 | 0 | 13 293 811 | 8 574 811 | 7 550 479 | 0 | 10 141 759 | 2 591 280 |

OB « Restructurer les sites »

L'OB affiche un écart de +8,6 M€ sur la consommation en AE qui s'explique par le surcoût de 6,6 M€ sur une opération de déplacement d'un accès sur un site en cession à Toulon, la prolongation des dépenses de gardiennage sur divers sites en attente de cession (+1 M€), et par des dépenses de réparation-entretien et de dépollutions non prévues sur des sites en cession (+1 M€). Ces engagements supplémentaires ont entraîné une surconsommation en CP (+2,6 M€), principalement liée à des dépenses de dépollutions et réparations avant cession.

SYNTHÈSE ACTION 10

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|---------------|--------------------------|--------------------|---------------------|-----------------------------------|---------------|--------------------------|--------------|------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 11 111 162 | 0 | 0 | 2 561 705 | -8 549 457 | 10 790 447 | 0 | 5 414 730 | -5 375 717 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | 4 719 000 | 0 | 0 | 13 293 811 | 8 574 811 | 7 550 479 | 0 | 10 141 759 | 2 591 280 |
| | Total | 15 830 162 | 0 | 0 | 15 855 516 | 25 354 | 18 340 926 | 0 | 15 556 489 | -2 784 437 |

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHES FONCTIONNELLES (EN €)

| Niveau | Description | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectation 2023 | Total | Engagement 2023 sur TF |
|--------|------------------------------------|----------------|-------------------------|------------------|-----------|------------------------|
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | 1 841 167 | - | - | 1 841 167 | 15 259 |
| | Total | 1 841 167 | - | - | 1 841 167 | 15 259 |

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS PAR OPÉRATION STRATÉGIQUE (EN €)

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------|---|---------|--------------------------------|------------|------------|-------------|------------|------------|-------------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | > 2025 | |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 32 674 095 | 11 111 162 | 10 790 447 | 12 161 966 | 9 982 976 | 10 849 868 | 43 785 257 |
| | | PLR | 23 429 629 | 2 561 705 | 5 414 730 | 7 105 109 | 3 121 999 | 10 349 496 | 25 991 334 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | PLF | 45 396 166 | 4 719 000 | 9 717 496 | 7 398 930 | 3 863 946 | 29 134 794 | 50 115 166 |
| | | PLR | 30 577 435 | 13 309 071 | 10 141 759 | 1 727 734 | 8 710 030 | 23 306 983 | 43 886 506 |
| | Écarts (PLR-PLF) | | -24 063 197 | 40 614 | -4 951 454 | -10 728 053 | -2 014 893 | -6 328 184 | -24 022 584 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 446 000 | 7 057 292 | 436 000 | 8 806 253 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 446 000 | 7 057 292 | 436 000 | 8 806 253 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 4 719 000 | 6 614 856 | 7 550 479 | 2 383 839 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 4 719 000 | 6 614 856 | 7 550 479 | 2 383 839 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 10 665 162 | -2 983 509 | 10 354 447 | 4 289 964 |
| Transferts aux entreprises | 2 201 477 | -226 117 | 3 000 211 | 516 229 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 7 594 187 | -2 221 773 | 6 595 026 | 3 726 975 |
| Transferts aux autres collectivités | 869 498 | -535 619 | 759 210 | 46 760 |
| Total | 15 830 162 | 10 688 639 | 18 340 926 | 15 480 056 |

ACTION
11 – Pilotage, soutien et communication

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|---------------|-------------|---------------------|---------------|-------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 11 – Pilotage, soutien et communication | | 360 038 751 | 360 038 751 | | 386 647 143 | 386 647 143 |
| | | 345 988 462 | 345 988 462 | | 377 773 459 | 377 773 459 |

Contenu de l'action

Les crédits de l'action 11 permettent de verser des subventions à quatre opérateurs : le service hydrographique et océanographique de la marine (SHOM), l'établissement de communication et de production audiovisuelle de la défense (ECPAD), le commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN). Ces crédits servent aussi à financer le contrat de partenariat public privé (PPP) Balard, à solder les contentieux non contractuels et de réparation de l'ensemble du ministère des Armées et des projets en faveur de la transition écologique et de la protection de l'environnement. Les crédits portés par cette action financent aussi les dépenses de communication du ministère ainsi que celles des entités d'administration centrale du Secrétariat général pour l'administration (SGA).

Principales mesures de l'année

Les principales mesures pour l'année 2023 concernent le lancement de travaux pour l'ECPAD et la poursuite du financement des investissements réalisés par le SHOM. Par ailleurs, l'activité de la DICOD a été marquée par la refonte du site internet du ministère des armées et la refonte du magazine « Terre Info Magazine » devenu « Terremag ». Enfin, dans la perspective des Jeux Olympiques de Paris 2024, le site de Balard a fait l'objet, en 2023, d'une accélération des travaux de sûreté.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement regroupent les crédits liés aux engagements contractuels du ministère, à la condition du personnel et aux frais généraux.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|---|-------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-------------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Alimentation | 50 000 | 0 | 0 | -50 000 | 50 000 | 0 | 0 | -50 000 |
| OB | Accompagnement des restructurations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| OB | Communication et relations publiques | 2 120 000 | 0 | 2 274 716 | 154 716 | 2 120 000 | 0 | 2 164 348 | 44 348 |
| OB | Communication institutionnelle | 4 439 198 | 400 000 | 3 768 479 | -1 070 719 | 4 439 198 | 400 000 | 4 325 655 | -513 543 |
| OB | Compensatrice SNCF | 56 477 498 | 0 | 59 043 186 | 2 565 688 | 56 441 229 | 0 | 58 703 210 | 2 261 981 |
| OB | Dépenses de contentieux dont frais de justice | 33 104 473 | 0 | 21 744 287 | -11 360 186 | 33 000 000 | 0 | 21 511 830 | -11 488 170 |
| OB | Déplacements et transports | 2 190 000 | 0 | 2 524 786 | 334 786 | 2 180 000 | 0 | 2 492 465 | 312 465 |
| OB | Documentation | 1 383 582 | 0 | 2 272 974 | 889 392 | 1 383 582 | 0 | 1 148 222 | -235 360 |
| OB | Fonctionnement courant | 171 231 201 | 650 000 | 169 418 225 | -2 462 976 | 200 145 335 | 650 000 | 205 689 699 | 4 894 364 |
| OB | Formation et instruction | 175 000 | 0 | 242 252 | 67 252 | 175 000 | 0 | 192 011 | 17 011 |
| OB | Mobilité personnels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| OB | Prestations intellectuelles | 2 380 000 | 0 | 3 110 457 | 730 457 | 2 380 000 | 0 | 1 570 406 | -809 594 |

| | | | | | | | | | |
|----|---|-------------|-----------|-------------|-------------|-------------|-----------|-------------|------------|
| OB | Sout. cœur de métier des org. Ext. DRH-MD | 530 000 | 0 | 661 758 | 131 758 | 505 000 | 0 | 741 205 | 236 205 |
| OB | Soutien courant des structures | 761 554 | 0 | 256 580 | -504 974 | 761 554 | 0 | 267 805 | -493 749 |
| OB | Soutien des matériels communs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| OB | Subventions et transferts | 79 459 245 | 50 000 | 78 094 585 | -1 414 660 | 77 329 245 | 50 000 | 75 980 965 | -1 398 280 |
| | Total | 354 301 751 | 1 100 000 | 343 412 284 | -11 989 467 | 380 910 143 | 1 100 000 | 374 787 821 | -7 222 322 |

OB « Alimentation »

Les crédits de cette OB devaient permettre de financer l'achat de denrées alimentaires dans le cadre de l'organisation d'opérations de sensibilisation à la protection de l'environnement et à la transition écologique. Ces événements n'ont pas pu être organisés par la DTIE ce qui explique la non consommation des crédits de l'OB (-0,05 M€ en AE et en CP).

OB « Communication institutionnelle »

La sous-consommation en AE (-1,1 M€) et en CP (-0,5 M€) s'explique par une réduction des activités techniques nécessaires à la refonte du site internet du ministère des armées pour laquelle l'essentiel des prestations ont été engagées et payées en 2021 et 2022.

OB « Compensatrice SNCF »

La surconsommation en AE (+2,6 M€) et en CP (+2,3 M€) s'explique par la hausse des tarifs SNCF et la reprise du trafic en 2022 qui a engendré sur l'année 2023 une facturation complémentaire plus importante que programmée.

OB « Dépenses de contentieux dont frais de justice »

La sous-consommation en AE (-11,4 M€) en AE et en CP (-11,5 M€) s'explique principalement par une forte réduction des demandes d'indemnisations préalables et des requêtes juridictionnelles reçues en matière de préjudice d'anxiété amiante. Par ailleurs, plusieurs décisions de justice attendues en 2023 seront finalement rendues en 2024.

OB « Déplacements et transports »

La surconsommation en AE et en CP (+0,3 M€) correspond à une augmentation des déplacements professionnels des personnels de plusieurs organismes (centres ministériels de gestion, centre de formation de la défense et le centre expert des ressources humaines du personnel civil).

OB « Documentation »

La surconsommation en AE (+0,9 M€) est due au renouvellement du marché de veille médiatique « Kantar/Onclusive », initialement prévu au mois de juin, et engagé au mois de décembre. Ce retard a eu pour conséquence la signature d'un avenant pour couvrir les 6 mois de prolongation du marché. La sous-consommation en CP (-0,2 M€) s'explique par l'engagement tardif de ce marché ayant pour un effet un décalage des paiements associés en 2024.

OB « Fonctionnement courant »

La sous-consommation en AE (-2,5 M€) s'explique principalement par l'annulation et le report d'opérations sur l'année 2024, notamment des aménagements de nouveaux espaces de travail sur le contrat de partenariat public-privé (PPP) Balard. La surconsommation en CP (+4,9 M€) est liée en partie à un effet inflationniste sur les dépenses de fonctionnement et d'autre part à l'accélération des paiements sur les travaux de sûreté du site de Balard afin de renforcer sa protection dans la perspective des Jeux Olympiques de Paris 2024.

OB « Formation et instruction »

La surconsommation en AE (+0,07 M€) s'explique par le recrutement de contractuels au sein de la DICOD qui a nécessité des besoins de formation plus importants que programmés.

OB « Prestations intellectuelles »

La surconsommation en AE (+0,7 M€) est principalement liée à des besoins supplémentaires pour les prestations de conseil qui accompagnent l'exécution du contrat Ambition logement. Par ailleurs la sous-consommation en CP (-0,8 M€) provient d'un retard dans la réalisation des marchés d'accompagnement au recrutement.

OB « Soutien cœur de métier des organismes extérieurs de la DRH-MD »

La surconsommation en AE (+0,1 M€) et en CP (+0,2 M€) est due à l'augmentation des coûts générés par les locations de salles dans le cadre des activités des CMG, du CFD, du CERH-PC ainsi que des organismes extérieurs de la DRH-MD.

OB « Soutien courant des structures »

La sous-consommation en AE et en CP (-0,5 M€) résulte du transfert au Service du commissariat des armées (SCA) des dépenses liées au restaurant des très hautes autorités (RTHA) dans le cadre d'une démarche d'amélioration de la cohérence d'ensemble de l'organisation du soutien en Île-de-France.

OB « Subventions et transferts »

La sous-consommation en AE et en CP (-1,4 M€) s'explique principalement par le report d'opérations d'investissement que l'ECPAD avait initialement prévu d'engager en fin d'année 2023. Les subventions et partenariats en faveur de la transition écologique ont également été marquées par le report sur 2024 des financements associés à plusieurs conventions (convention doctorale avec l'université Bretagne occidentale, convention carbone, MICROPAC, reconduction de la convention avec le Muséum national d'histoire naturelle).

À titre indicatif, la répartition des fonds de concours et des attributions de produits est la suivante :

| Niveau | OS | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
|--------|---|---------------|--------------|---------------------------------|
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 1 100 000 | 1 237 650 | 137 650 |
| Total | | 1 100 000 | 1 237 650 | 137 650 |

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : DISSUASION**

L'opération stratégique « Dissuasion » comprend les crédits des études effectuées par des experts indépendants et par l'IRSN, à la demande et au profit du délégué à la sûreté nucléaire et à la radioprotection pour les activités et installations intéressant la Défense (DSND), conformément à l'article R*1333-67-8 du code de la défense.

Autorisations d'engagement et des crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|-------------------------------|-----------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-----------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Études du DSND | 337 000 | 0 | 0 | -337 000 | 337 000 | 0 | 1 700 | -335 300 |
| OB | Subventions de fonctionnement | 4 300 000 | 0 | 4 199 155 | -100 845 | 4 300 000 | 0 | 4 199 155 | -100 845 |
| | Total | 4 637 000 | 0 | 4 199 155 | -437 845 | 4 637 000 | 0 | 4 200 855 | -436 145 |

OB « Études du DSND »

La sous-consommation en AE et en CP (-0,3 M€) s'explique par une moindre demande de recours à des experts indépendants sur les projets menés en 2023 ainsi que l'arrêt d'activité de certains agents en cours d'année.

SYNTHESE ACTION 11

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNEE 2023 (EN €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|---------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------------|---------------|--------------------------|--------------|------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Dissuasion (DIS) | 4 637 000 | 0 | 0 | 4 199 155 | -437 845 | 4 637 000 | 0 | 4 200 855 | -436 145 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 354 301 751 | 1 100 000 | 0 | 343 412 284 | -11 989 467 | 380 910 143 | 1 100 000 | 374 787 821 | -7 222 322 |
| | Total | 358 938 751 | 1 100 000 | 0 | 347 611 439 | -12 427 312 | 385 547 143 | 1 100 000 | 378 988 676 | -7 658 467 |

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS PAR OPÉRATION STRATÉGIQUE

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|---|---------|--------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | > 2025 | Total |
| OS | Dissuasion (DIS) | PLF | 0 | 4 637 000 | 4 637 000 | 0 | 0 | 0 | 4 637 000 |
| | | PLR | 1 700 | 4 199 155 | 4 200 855 | 0 | 0 | 0 | 4 200 855 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 859 951 513 | 355 401 751 | 382 010 143 | 89 255 779 | 28 835 320 | 715 252 022 | 1 215 353 264 |
| | | PLR | 842 337 590 | 343 412 284 | 374 787 821 | 76 615 006 | 3 597 104 | 730 749 944 | 1 185 749 875 |
| | Écarts (PLR-PLF) | | -17 612 223 | -12 427 312 | -7 658 467 | -12 640 773 | -25 238 216 | 15 497 922 | -30 039 534 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 340 054 739 | 328 443 745 | 351 560 948 | 340 411 706 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 264 540 897 | 253 132 490 | 276 047 106 | 265 100 450 |
| Subventions pour charges de service public | 75 513 842 | 75 311 255 | 75 513 842 | 75 311 256 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 19 884 012 | 10 860 287 | 34 986 195 | 32 812 072 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 12 238 609 | 10 860 287 | 29 470 792 | 32 812 072 |
| Subventions pour charges d'investissement | 7 645 403 | | 5 515 403 | |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 100 000 | 39 026 | 100 000 | 34 279 |
| Transferts aux autres collectivités | 100 000 | 39 026 | 100 000 | 34 279 |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | | 6 645 403 | | 4 515 403 |
| Dotations en fonds propres | | 6 645 403 | | 4 515 403 |
| Total | 360 038 751 | 345 988 462 | 386 647 143 | 377 773 459 |

ACTION

50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|--|---------------|--|--|---------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense" | 655 061 685 669 209 721 | | 655 061 685 669 209 721 | 655 061 685 669 209 721 | | 655 061 685 669 209 721 |
| 50.01 – Renseignement extérieur | 516 451 365 533 915 201 | | 516 451 365 533 915 201 | 516 451 365 533 915 201 | | 516 451 365 533 915 201 |
| 50.02 – Renseignement de sécurité et de défense | 138 610 320 135 294 520 | | 138 610 320 135 294 520 | 138 610 320 135 294 520 | | 138 610 320 135 294 520 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 655 061 685 | 669 209 721 | 655 061 685 | 669 209 721 |
| Rémunérations d'activité | 418 423 402 | 432 317 193 | 418 423 402 | 432 317 193 |
| 50.01 – Renseignement extérieur | 341 540 432 | 355 013 194 | 341 540 432 | 355 013 194 |
| 50.02 – Renseignement de sécurité et de défense | 76 882 970 | 77 303 999 | 76 882 970 | 77 303 999 |
| Cotisations et contributions sociales | 233 373 553 | 232 411 702 | 233 373 553 | 232 411 702 |
| 50.01 – Renseignement extérieur | 172 085 844 | 175 236 633 | 172 085 844 | 175 236 633 |
| 50.02 – Renseignement de sécurité et de défense | 61 287 709 | 57 175 070 | 61 287 709 | 57 175 070 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 3 264 730 | 4 480 826 | 3 264 730 | 4 480 826 |
| 50.01 – Renseignement extérieur | 2 825 089 | 3 665 374 | 2 825 089 | 3 665 374 |
| 50.02 – Renseignement de sécurité et de défense | 439 641 | 815 451 | 439 641 | 815 451 |
| Total | 655 061 685 | 669 209 721 | 655 061 685 | 669 209 721 |

ACTION**51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|--|---------------|--|--|---------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense" | 27 120 250 26 220 745 | | 27 120 250 26 220 745 | 27 120 250 26 220 745 | | 27 120 250 26 220 745 |
| 51.01 – DGRIS / Administration centrale | 27 120 250 26 220 745 | | 27 120 250 26 220 745 | 27 120 250 26 220 745 | | 27 120 250 26 220 745 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 27 120 250 | 26 220 745 | 27 120 250 | 26 220 745 |
| Rémunérations d'activité | 15 655 121 | 16 175 272 | 15 655 121 | 16 175 272 |
| 51.01 – DGRIS / Administration centrale | 15 655 121 | 16 175 272 | 15 655 121 | 16 175 272 |
| Cotisations et contributions sociales | 11 392 616 | 9 891 648 | 11 392 616 | 9 891 648 |
| 51.01 – DGRIS / Administration centrale | 11 392 616 | 9 891 648 | 11 392 616 | 9 891 648 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 72 513 | 153 824 | 72 513 | 153 824 |
| 51.01 – DGRIS / Administration centrale | 72 513 | 153 824 | 72 513 | 153 824 |
| Total | 27 120 250 | 26 220 745 | 27 120 250 | 26 220 745 |

ACTION**52 – Relations internationales**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|--|---------------|--|--|---------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 52 – Relations internationales | 73 869 496 94 718 042 | | 73 869 496 94 718 042 | 73 869 496 94 718 042 | | 73 869 496 94 718 042 |
| 52.01 – DGA / Soutien aux exportations | 6 521 183 16 596 222 | | 6 521 183 16 596 222 | 6 521 183 16 596 222 | | 6 521 183 16 596 222 |
| 52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense | 67 348 313 78 121 820 | | 67 348 313 78 121 820 | 67 348 313 78 121 820 | | 67 348 313 78 121 820 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 73 869 496 | 94 718 042 | 73 869 496 | 94 718 042 |
| Rémunérations d'activité | 51 301 114 | 72 510 439 | 51 301 114 | 72 510 439 |
| 52.01 – DGA / Soutien aux exportations | 3 626 029 | 12 261 967 | 3 626 029 | 12 261 967 |
| 52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense | 47 675 085 | 60 248 471 | 47 675 085 | 60 248 471 |
| Cotisations et contributions sociales | 22 468 495 | 22 179 889 | 22 468 495 | 22 179 889 |
| 52.01 – DGA / Soutien aux exportations | 2 881 769 | 4 331 224 | 2 881 769 | 4 331 224 |
| 52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense | 19 586 726 | 17 848 664 | 19 586 726 | 17 848 664 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 99 887 | 27 714 | 99 887 | 27 714 |
| 52.01 – DGA / Soutien aux exportations | 13 385 | 3 030 | 13 385 | 3 030 |
| 52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense | 86 502 | 24 684 | 86 502 | 24 684 |
| Total | 73 869 496 | 94 718 042 | 73 869 496 | 94 718 042 |

ACTION

53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|---------------|----------------------|----------------------|---------------|----------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces " | 2 245 664 703 | | 2 245 664 703 | 2 245 664 703 | | 2 245 664 703 |
| | 2 201 000 072 | | 2 201 000 072 | 2 201 000 072 | | 2 201 000 072 |
| 53.01 – Soutien aux opérations d'armement | 2 245 664 703 | | 2 245 664 703 | 2 245 664 703 | | 2 245 664 703 |
| | 2 201 000 072 | | 2 201 000 072 | 2 201 000 072 | | 2 201 000 072 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 2 245 664 703 | 2 201 000 072 | 2 245 664 703 | 2 201 000 072 |
| Rémunérations d'activité | 565 031 631 | 574 828 360 | 565 031 631 | 574 828 360 |
| 53.01 – Soutien aux opérations d'armement | 565 031 631 | 574 828 360 | 565 031 631 | 574 828 360 |
| Cotisations et contributions sociales | 1 677 753 298 | 1 622 108 231 | 1 677 753 298 | 1 622 108 231 |
| 53.01 – Soutien aux opérations d'armement | 1 677 753 298 | 1 622 108 231 | 1 677 753 298 | 1 622 108 231 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 2 879 774 | 4 063 480 | 2 879 774 | 4 063 480 |
| 53.01 – Soutien aux opérations d'armement | 2 879 774 | 4 063 480 | 2 879 774 | 4 063 480 |
| Total | 2 245 664 703 | 2 201 000 072 | 2 245 664 703 | 2 201 000 072 |

ACTION**54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|--|---------------|--|--|---------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 1 477 506 572 1 348 521 054 | | 1 477 506 572 1 348 521 054 | 1 477 506 572 1 348 521 054 | | 1 477 506 572 1 348 521 054 |
| 54.01 – Commandement des armées | 192 599 095 173 733 708 | | 192 599 095 173 733 708 | 192 599 095 173 733 708 | | 192 599 095 173 733 708 |
| 54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle | 257 848 616 246 115 587 | | 257 848 616 246 115 587 | 257 848 616 246 115 587 | | 257 848 616 246 115 587 |
| 54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements | 581 581 | | 0 581 581 | 581 581 | | 0 581 581 |
| 54.04 – EMA/Organismes interarmées /SC Performance | 140 206 785 117 622 684 | | 140 206 785 117 622 684 | 140 206 785 117 622 684 | | 140 206 785 117 622 684 |
| 54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE | 154 015 026 150 745 528 | | 154 015 026 150 745 528 | 154 015 026 150 745 528 | | 154 015 026 150 745 528 |
| 54.06 – Renseignement d'intérêt militaire | 187 539 973 160 263 638 | | 187 539 973 160 263 638 | 187 539 973 160 263 638 | | 187 539 973 160 263 638 |
| 54.07 – Systèmes d'information et de communication | 545 297 077 499 458 329 | | 545 297 077 499 458 329 | 545 297 077 499 458 329 | | 545 297 077 499 458 329 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|---------------|-------------------------------|---------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 1 477 506 572 | 1 348 521 054 | 1 477 506 572 | 1 348 521 054 |
| Rémunérations d'activité | 849 041 111 | 784 272 742 | 849 041 111 | 784 272 742 |
| 54.01 – Commandement des armées | 106 390 993 | 96 011 303 | 106 390 993 | 96 011 303 |
| 54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle | 145 955 311 | 143 542 710 | 145 955 311 | 143 542 710 |
| 54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements | | 309 206 | | 309 206 |
| 54.04 – EMA/Organismes interarmées /SC Performance | 78 648 961 | 64 111 126 | 78 648 961 | 64 111 126 |
| 54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE | 111 276 758 | 105 009 737 | 111 276 758 | 105 009 737 |
| 54.06 – Renseignement d'intérêt militaire | 103 772 307 | 91 183 519 | 103 772 307 | 91 183 519 |
| 54.07 – Systèmes d'information et de communication | 302 996 781 | 284 105 141 | 302 996 781 | 284 105 141 |
| Cotisations et contributions sociales | 624 223 559 | 557 234 171 | 624 223 559 | 557 234 171 |
| 54.01 – Commandement des armées | 85 743 435 | 76 970 305 | 85 743 435 | 76 970 305 |
| 54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle | 111 297 101 | 101 360 581 | 111 297 101 | 101 360 581 |
| 54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements | | 270 621 | | 270 621 |
| 54.04 – EMA/Organismes interarmées /SC Performance | 61 129 437 | 52 958 458 | 61 129 437 | 52 958 458 |
| 54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE | 42 513 911 | 45 640 234 | 42 513 911 | 45 640 234 |
| 54.06 – Renseignement d'intérêt militaire | 83 187 528 | 68 120 704 | 83 187 528 | 68 120 704 |
| 54.07 – Systèmes d'information et de communication | 240 352 147 | 211 913 268 | 240 352 147 | 211 913 268 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 4 241 902 | 7 014 141 | 4 241 902 | 7 014 141 |
| 54.01 – Commandement des armées | 464 667 | 752 100 | 464 667 | 752 100 |
| 54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle | 596 204 | 1 212 295 | 596 204 | 1 212 295 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| 54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements | | 1 754 | | 1 754 |
| 54.04 – EMA/Organismes interarmées /SC Performance | 428 387 | 553 100 | 428 387 | 553 100 |
| 54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE | 224 357 | 95 557 | 224 357 | 95 557 |
| 54.06 – Renseignement d'intérêt militaire | 580 138 | 959 415 | 580 138 | 959 415 |
| 54.07 – Systèmes d'information et de communication | 1 948 149 | 3 439 920 | 1 948 149 | 3 439 920 |
| Total | 1 477 506 572 | 1 348 521 054 | 1 477 506 572 | 1 348 521 054 |

ACTION

55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|---------------|----------------------|----------------------|---------------|----------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 7 806 151 022 | | 7 806 151 022 | 7 806 151 022 | | 7 806 151 022 |
| | 7 756 971 277 | | 7 756 971 277 | 7 756 971 277 | | 7 756 971 277 |
| 55.01 – Ressources humaines des forces terrestres | 7 806 151 022 | | 7 806 151 022 | 7 806 151 022 | | 7 806 151 022 |
| | 7 756 971 277 | | 7 756 971 277 | 7 756 971 277 | | 7 756 971 277 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 7 806 151 022 | 7 756 971 277 | 7 806 151 022 | 7 756 971 277 |
| Rémunérations d'activité | 4 085 752 956 | 4 080 523 814 | 4 085 752 956 | 4 080 523 814 |
| 55.01 – Ressources humaines des forces terrestres | 4 085 752 956 | 4 080 523 814 | 4 085 752 956 | 4 080 523 814 |
| Cotisations et contributions sociales | 3 691 215 446 | 3 624 401 553 | 3 691 215 446 | 3 624 401 553 |
| 55.01 – Ressources humaines des forces terrestres | 3 691 215 446 | 3 624 401 553 | 3 691 215 446 | 3 624 401 553 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 29 182 620 | 52 045 911 | 29 182 620 | 52 045 911 |
| 55.01 – Ressources humaines des forces terrestres | 29 182 620 | 52 045 911 | 29 182 620 | 52 045 911 |
| Total | 7 806 151 022 | 7 756 971 277 | 7 806 151 022 | 7 756 971 277 |

ACTION**56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|--|---------------|--|--|---------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 2 733 984 398 2 735 585 412 | | 2 733 984 398 2 735 585 412 | 2 733 984 398 2 735 585 412 | | 2 733 984 398 2 735 585 412 |
| 56.01 – Ressources humaines des forces navales | 2 733 984 398 2 744 362 129 | | 2 733 984 398 2 744 362 129 | 2 733 984 398 2 744 362 129 | | 2 733 984 398 2 744 362 129 |
| 56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS | -8 776 717 | | 0 -8 776 717 | -8 776 717 | | 0 -8 776 717 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 2 733 984 398 | 2 735 585 412 | 2 733 984 398 | 2 735 585 412 |
| Rémunérations d'activité | 1 451 521 964 | 1 495 951 125 | 1 451 521 964 | 1 495 951 125 |
| 56.01 – Ressources humaines des forces navales | 1 451 521 964 | 1 501 967 885 | 1 451 521 964 | 1 501 967 885 |
| 56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS | | -6 016 759 | | -6 016 759 |
| Cotisations et contributions sociales | 1 273 044 885 | 1 221 974 390 | 1 273 044 885 | 1 221 974 390 |
| 56.01 – Ressources humaines des forces navales | 1 273 044 885 | 1 224 741 780 | 1 273 044 885 | 1 224 741 780 |
| 56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS | | -2 767 390 | | -2 767 390 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 9 417 549 | 17 659 897 | 9 417 549 | 17 659 897 |
| 56.01 – Ressources humaines des forces navales | 9 417 549 | 17 652 464 | 9 417 549 | 17 652 464 |
| 56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS | | 7 433 | | 7 433 |
| Total | 2 733 984 398 | 2 735 585 412 | 2 733 984 398 | 2 735 585 412 |

ACTION**57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|--|---------------|--|--|---------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 2 720 662 680 2 653 069 156 | | 2 720 662 680 2 653 069 156 | 2 720 662 680 2 653 069 156 | | 2 720 662 680 2 653 069 156 |
| 57.01 – Ressources humaines des forces aériennes | 2 720 662 680 2 655 230 198 | | 2 720 662 680 2 655 230 198 | 2 720 662 680 2 655 230 198 | | 2 720 662 680 2 655 230 198 |

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|---------------|-------------------------------|---------------------|---------------|-------------------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé) | -2 161 042 | | 0 -2 161 042 | -2 161 042 | | 0 -2 161 042 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 2 720 662 680 | 2 653 069 156 | 2 720 662 680 | 2 653 069 156 |
| Rémunérations d'activité | 1 431 475 861 | 1 393 995 896 | 1 431 475 861 | 1 393 995 896 |
| 57.01 – Ressources humaines des forces aériennes | 1 431 475 861 | 1 395 252 473 | 1 431 475 861 | 1 395 252 473 |
| 57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé) | | -1 256 577 | | -1 256 577 |
| Cotisations et contributions sociales | 1 279 882 823 | 1 241 732 083 | 1 279 882 823 | 1 241 732 083 |
| 57.01 – Ressources humaines des forces aériennes | 1 279 882 823 | 1 243 831 066 | 1 279 882 823 | 1 243 831 066 |
| 57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé) | | -2 098 983 | | -2 098 983 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 9 303 996 | 17 341 178 | 9 303 996 | 17 341 178 |
| 57.01 – Ressources humaines des forces aériennes | 9 303 996 | 16 146 659 | 9 303 996 | 16 146 659 |
| 57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé) | | 1 194 519 | | 1 194 519 |
| Total | 2 720 662 680 | 2 653 069 156 | 2 720 662 680 | 2 653 069 156 |

ACTION

58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|--|---------------|--|--|---------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 3 058 580 386 3 002 030 502 | | 3 058 580 386 3 002 030 502 | 3 058 580 386 3 002 030 502 | | 3 058 580 386 3 002 030 502 |
| 58.01 – Fonction pétrolière | 141 976 652 139 370 691 | | 141 976 652 139 370 691 | 141 976 652 139 370 691 | | 141 976 652 139 370 691 |
| 58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS | 97 706 703 65 024 233 | | 97 706 703 65 024 233 | 97 706 703 65 024 233 | | 97 706 703 65 024 233 |
| 58.03 – Soutiens complémentaires | | | 0 | | | 0 |
| | 1 399 276 | | 1 399 276 | 1 399 276 | | 1 399 276 |
| 58.04 – Service interarmées des munitions | 96 718 079 91 113 126 | | 96 718 079 91 113 126 | 96 718 079 91 113 126 | | 96 718 079 91 113 126 |
| 58.05 – Service du commissariat des armées | 1 508 207 123 1 464 513 316 | | 1 508 207 123 1 464 513 316 | 1 508 207 123 1 464 513 316 | | 1 508 207 123 1 464 513 316 |
| 58.06 – Fonction santé | 1 213 971 829 1 240 609 861 | | 1 213 971 829 1 240 609 861 | 1 213 971 829 1 240 609 861 | | 1 213 971 829 1 240 609 861 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 3 058 580 386 | 3 002 030 502 | 3 058 580 386 | 3 002 030 502 |
| Rémunérations d'activité | 1 714 854 520 | 1 667 559 058 | 1 714 854 520 | 1 667 559 058 |
| 58.01 – Fonction pétrolière | 77 722 301 | 74 413 554 | 77 722 301 | 74 413 554 |
| 58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS | 56 299 095 | 34 844 184 | 56 299 095 | 34 844 184 |
| 58.03 – Soutiens complémentaires | | 878 242 | | 878 242 |
| 58.04 – Service interarmées des munitions | 56 688 866 | 53 653 983 | 56 688 866 | 53 653 983 |
| 58.05 – Service du commissariat des armées | 851 702 241 | 825 375 635 | 851 702 241 | 825 375 635 |
| 58.06 – Fonction santé | 672 442 017 | 678 393 460 | 672 442 017 | 678 393 460 |
| Cotisations et contributions sociales | 1 332 314 703 | 1 312 564 727 | 1 332 314 703 | 1 312 564 727 |
| 58.01 – Fonction pétrolière | 63 694 766 | 63 807 367 | 63 694 766 | 63 807 367 |
| 58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS | 41 224 079 | 29 923 922 | 41 224 079 | 29 923 922 |
| 58.03 – Soutiens complémentaires | | 464 819 | | 464 819 |
| 58.04 – Service interarmées des munitions | 39 655 532 | 36 807 580 | 39 655 532 | 36 807 580 |
| 58.05 – Service du commissariat des armées | 650 281 147 | 626 174 906 | 650 281 147 | 626 174 906 |
| 58.06 – Fonction santé | 537 459 179 | 555 386 134 | 537 459 179 | 555 386 134 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 11 411 163 | 21 906 717 | 11 411 163 | 21 906 717 |
| 58.01 – Fonction pétrolière | 559 585 | 1 149 770 | 559 585 | 1 149 770 |
| 58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS | 183 529 | 256 127 | 183 529 | 256 127 |
| 58.03 – Soutiens complémentaires | | 56 215 | | 56 215 |
| 58.04 – Service interarmées des munitions | 373 681 | 651 564 | 373 681 | 651 564 |
| 58.05 – Service du commissariat des armées | 6 223 735 | 12 962 775 | 6 223 735 | 12 962 775 |
| 58.06 – Fonction santé | 4 070 633 | 6 830 266 | 4 070 633 | 6 830 266 |
| Total | 3 058 580 386 | 3 002 030 502 | 3 058 580 386 | 3 002 030 502 |

ACTION

59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|--|---------------|--|--|---------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces" | 350 000 000 271 007 460 | | 350 000 000 271 007 460 | 350 000 000 271 007 460 | | 350 000 000 271 007 460 |
| 59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | 250 000 000 201 095 127 | | 250 000 000 201 095 127 | 250 000 000 201 095 127 | | 250 000 000 201 095 127 |
| 59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | 100 000 000 69 912 333 | | 100 000 000 69 912 333 | 100 000 000 69 912 333 | | 100 000 000 69 912 333 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 350 000 000 | 271 007 460 | 350 000 000 | 271 007 460 |
| Rémunérations d'activité | 349 692 740 | 270 835 779 | 349 692 740 | 270 835 779 |
| 59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | 249 692 740 | 200 923 446 | 249 692 740 | 200 923 446 |
| 59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | 100 000 000 | 69 912 333 | 100 000 000 | 69 912 333 |
| Cotisations et contributions sociales | 307 260 | 171 574 | 307 260 | 171 574 |
| 59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | 307 260 | 171 574 | 307 260 | 171 574 |
| Prestations sociales et allocations diverses | | 107 | | 107 |
| 59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | | 107 | | 107 |
| Total | 350 000 000 | 271 007 460 | 350 000 000 | 271 007 460 |

ACTION

60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"

| Action / Sous-action Prévision LFI y.c. FdC et AdP Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|---------------|--|----------------------------|---------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière" | 501 682 637 484 090 545 | | 501 682 637 484 090 545 | 501 682 637 484 090 545 | | 501 682 637 484 090 545 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 501 682 637 | 484 090 545 | 501 682 637 | 484 090 545 |
| Rémunérations d'activité | 293 089 609 | 289 079 558 | 293 089 609 | 289 079 558 |
| Cotisations et contributions sociales | 206 743 490 | 191 893 475 | 206 743 490 | 191 893 475 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 1 849 538 | 3 117 513 | 1 849 538 | 3 117 513 |
| Total | 501 682 637 | 484 090 545 | 501 682 637 | 484 090 545 |

ACTION**61 – Action sociale, chômage et pensions**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|---------------|--------------------|---------------------|---------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 61 – Action sociale, chômage et pensions | 293 130 356 | | 293 130 356 | 293 130 356 | | 293 130 356 |
| | 289 980 198 | | 289 980 198 | 289 980 198 | | 289 980 198 |
| 61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines | 162 022 178 | | 162 022 178 | 162 022 178 | | 162 022 178 |
| | 162 742 383 | | 162 742 383 | 162 742 383 | | 162 742 383 |
| 61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage | 121 237 363 | | 121 237 363 | 121 237 363 | | 121 237 363 |
| | 117 501 188 | | 117 501 188 | 117 501 188 | | 117 501 188 |
| 61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage | 9 870 815 | | 9 870 815 | 9 870 815 | | 9 870 815 |
| | 9 736 626 | | 9 736 626 | 9 736 626 | | 9 736 626 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 293 130 356 | 289 980 198 | 293 130 356 | 289 980 198 |
| Rémunérations d'activité | | 4 900 | | 4 900 |
| 61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines | | 10 916 | | 10 916 |
| 61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage | | -6 016 | | -6 016 |
| Cotisations et contributions sociales | 30 470 022 | 35 955 272 | 30 470 022 | 35 955 272 |
| 61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines | 30 470 022 | 35 953 405 | 30 470 022 | 35 953 405 |
| 61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage | | 1 867 | | 1 867 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 262 660 334 | 254 020 025 | 262 660 334 | 254 020 025 |
| 61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines | 131 552 156 | 126 778 063 | 131 552 156 | 126 778 063 |
| 61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage | 121 237 363 | 117 505 337 | 121 237 363 | 117 505 337 |
| 61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage | 9 870 815 | 9 736 626 | 9 870 815 | 9 736 626 |
| Total | 293 130 356 | 289 980 198 | 293 130 356 | 289 980 198 |

ACTION

62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|---------------|--|--------------------------|---------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative" | 40 942 394 37 861 074 | | 40 942 394 37 861 074 | 40 942 394 37 861 074 | | 40 942 394 37 861 074 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 40 942 394 | 37 861 074 | 40 942 394 | 37 861 074 |
| Rémunérations d'activité | 24 970 572 | 22 418 437 | 24 970 572 | 22 418 437 |
| Cotisations et contributions sociales | 15 803 383 | 15 082 352 | 15 803 383 | 15 082 352 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 168 439 | 360 285 | 168 439 | 360 285 |
| Total | 40 942 394 | 37 861 074 | 40 942 394 | 37 861 074 |

ACTION

63 – Restructurations - RH

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|--|---------------|--|--|---------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 63 – Restructurations - RH | 52 044 355 32 854 611 | | 52 044 355 32 854 611 | 52 044 355 32 854 611 | | 52 044 355 32 854 611 |
| 63.01 – Restructurations Personnels civils | 29 025 884 12 922 490 | | 29 025 884 12 922 490 | 29 025 884 12 922 490 | | 29 025 884 12 922 490 |
| 63.02 – Restructurations Personnels militaires | 23 018 471 19 932 122 | | 23 018 471 19 932 122 | 23 018 471 19 932 122 | | 23 018 471 19 932 122 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 52 044 355 | 32 854 611 | 52 044 355 | 32 854 611 |
| Rémunérations d'activité | 45 079 283 | 28 920 439 | 45 079 283 | 28 920 439 |
| 63.01 – Restructurations Personnels civils | 22 060 812 | 8 989 781 | 22 060 812 | 8 989 781 |
| 63.02 – Restructurations Personnels militaires | 23 018 471 | 19 930 657 | 23 018 471 | 19 930 657 |
| Cotisations et contributions sociales | 73 250 | -519 | 73 250 | -519 |
| 63.01 – Restructurations Personnels civils | 73 250 | -1 984 | 73 250 | -1 984 |
| 63.02 – Restructurations Personnels militaires | | 1 465 | | 1 465 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 6 891 822 | 3 934 692 | 6 891 822 | 3 934 692 |
| 63.01 – Restructurations Personnels civils | 6 891 822 | 3 934 692 | 6 891 822 | 3 934 692 |
| Total | 52 044 355 | 32 854 611 | 52 044 355 | 32 854 611 |

ACTION

64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|--|---------------|--|--|---------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien " | 392 896 700 401 602 300 | | 392 896 700 401 602 300 | 392 896 700 401 602 300 | | 392 896 700 401 602 300 |
| 64.01 – Personnel du SGA employeur | 277 224 939 291 030 300 | | 277 224 939 291 030 300 | 277 224 939 291 030 300 | | 277 224 939 291 030 300 |
| 64.07 – Personnel de l'action sociale | 66 601 268 63 724 281 | | 66 601 268 63 724 281 | 66 601 268 63 724 281 | | 66 601 268 63 724 281 |
| 64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense | 49 070 493 46 847 719 | | 49 070 493 46 847 719 | 49 070 493 46 847 719 | | 49 070 493 46 847 719 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|-------------|----------------------------------|-------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 392 896 700 | 401 602 300 | 392 896 700 | 401 602 300 |
| Rémunérations d'activité | 234 972 172 | 244 078 416 | 234 972 172 | 244 078 416 |
| 64.01 – Personnel du SGA employeur | 166 552 467 | 178 801 334 | 166 552 467 | 178 801 334 |
| 64.07 – Personnel de l'action sociale | 40 566 692 | 38 652 983 | 40 566 692 | 38 652 983 |
| 64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense | 27 853 013 | 26 624 099 | 27 853 013 | 26 624 099 |
| Cotisations et contributions sociales | 156 474 588 | 154 358 597 | 156 474 588 | 154 358 597 |
| 64.01 – Personnel du SGA employeur | 109 681 637 | 109 829 496 | 109 681 637 | 109 829 496 |
| 64.07 – Personnel de l'action sociale | 25 751 802 | 24 598 466 | 25 751 802 | 24 598 466 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| 64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense | 21 041 149 | 19 930 634 | 21 041 149 | 19 930 634 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 1 449 940 | 3 165 287 | 1 449 940 | 3 165 287 |
| 64.01 – Personnel du SGA employeur | 990 835 | 2 399 470 | 990 835 | 2 399 470 |
| 64.07 – Personnel de l'action sociale | 282 774 | 472 832 | 282 774 | 472 832 |
| 64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense | 176 331 | 292 986 | 176 331 | 292 986 |
| Total | 392 896 700 | 401 602 300 | 392 896 700 | 401 602 300 |

ACTION

65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant"

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|---------------|--|----------------------------|---------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant" | 118 791 578 116 400 807 | | 118 791 578 116 400 807 | 118 791 578 116 400 807 | | 118 791 578 116 400 807 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 118 791 578 | 116 400 807 | 118 791 578 | 116 400 807 |
| Rémunérations d'activité | 67 484 313 | 64 943 320 | 67 484 313 | 64 943 320 |
| Cotisations et contributions sociales | 50 577 756 | 50 503 402 | 50 577 756 | 50 503 402 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 729 509 | 954 084 | 729 509 | 954 084 |
| Total | 118 791 578 | 116 400 807 | 118 791 578 | 116 400 807 |

ACTION

66 – Rayonnement et contribution extérieure

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|---------------|--------------------|---------------------|---------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 66 – Rayonnement et contribution extérieure | 43 495 523 | | 43 495 523 | 43 495 523 | | 43 495 523 |
| | 103 058 237 | | 103 058 237 | 103 058 237 | | 103 058 237 |
| 66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef | 2 026 614 | | 2 026 614 | 2 026 614 | | 2 026 614 |
| 66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef | 15 773 228 | | 15 773 228 | 15 773 228 | | 15 773 228 |
| | 24 582 438 | | 24 582 438 | 24 582 438 | | 24 582 438 |
| 66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef | | | 0 | | | 0 |
| | 56 437 312 | | 56 437 312 | 56 437 312 | | 56 437 312 |
| 66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République | | | 0 | | | 0 |
| | -769 520 | | -769 520 | -769 520 | | -769 520 |
| 66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense | 1 398 223 | | 1 398 223 | 1 398 223 | | 1 398 223 |
| | 1 877 722 | | 1 877 722 | 1 877 722 | | 1 877 722 |
| 66.06 – Pilotage, soutien et communication - Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale | 26 324 072 | | 26 324 072 | 26 324 072 | | 26 324 072 |
| | 18 903 671 | | 18 903 671 | 18 903 671 | | 18 903 671 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|-------------------------------|-------------|-------------------------------|-------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 43 495 523 | 103 058 237 | 43 495 523 | 103 058 237 |
| Rémunérations d'activité | 23 407 132 | 17 919 621 | 23 407 132 | 17 919 621 |
| 66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef | | 988 258 | | 988 258 |
| 66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef | 7 750 597 | 14 074 491 | 7 750 597 | 14 074 491 |
| 66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef | | -7 973 791 | | -7 973 791 |
| 66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République | | -451 919 | | -451 919 |
| 66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense | 1 309 810 | 1 529 959 | 1 309 810 | 1 529 959 |
| 66.06 – Pilotage, soutien et communication - Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale | 14 346 725 | 9 752 623 | 14 346 725 | 9 752 623 |
| Cotisations et contributions sociales | 19 933 205 | 84 186 937 | 19 933 205 | 84 186 937 |
| 66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef | | 981 518 | | 981 518 |
| 66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef | 7 941 556 | 10 415 686 | 7 941 556 | 10 415 686 |
| 66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef | | 63 783 098 | | 63 783 098 |
| 66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République | | -323 090 | | -323 090 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| 66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense | 88 413 | 339 203 | 88 413 | 339 203 |
| 66.06 – Pilotage, soutien et communication - Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale | 11 903 236 | 8 990 522 | 11 903 236 | 8 990 522 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 155 186 | 951 678 | 155 186 | 951 678 |
| 66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef | | 56 838 | | 56 838 |
| 66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef | 81 075 | 92 261 | 81 075 | 92 261 |
| 66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef | | 628 005 | | 628 005 |
| 66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République | | 5 489 | | 5 489 |
| 66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense | | 8 560 | | 8 560 |
| 66.06 – Pilotage, soutien et communication - Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale | 74 111 | 160 526 | 74 111 | 160 526 |
| Total | 43 495 523 | 103 058 237 | 43 495 523 | 103 058 237 |

ACTION

67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH | 88 905 288 | 85 086 462 | 88 905 288 | 88 905 288 | 85 086 462 | 88 905 288 |
| 67.01 – Cabinet du Ministre des armées | 33 226 164 | | 33 226 164 | 33 226 164 | | 33 226 164 |
| - Cabinet du ministre délégué auprès du Ministre des armées - sous-direction des cabinets | 32 439 303 | | 32 439 303 | 32 439 303 | | 32 439 303 |
| 67.02 – Contrôle général des armées | 22 308 730 | | 22 308 730 | 22 308 730 | | 22 308 730 |
| | 23 304 682 | | 23 304 682 | 23 304 682 | | 23 304 682 |
| 67.03 – Direction Générale du Numérique | 7 910 463 | | 7 910 463 | 7 910 463 | | 7 910 463 |
| | 5 998 011 | | 5 998 011 | 5 998 011 | | 5 998 011 |
| 67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense | 11 224 491 | | 11 224 491 | 11 224 491 | | 11 224 491 |
| | 9 149 451 | | 9 149 451 | 9 149 451 | | 9 149 451 |
| 67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire | 5 445 127 | | 5 445 127 | 5 445 127 | | 5 445 127 |
| | 5 506 666 | | 5 506 666 | 5 506 666 | | 5 506 666 |
| 67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement | 4 995 117 | | 4 995 117 | 4 995 117 | | 4 995 117 |
| | 5 382 864 | | 5 382 864 | 5 382 864 | | 5 382 864 |
| 67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense | 3 795 196 | | 3 795 196 | 3 795 196 | | 3 795 196 |
| | 3 305 484 | | 3 305 484 | 3 305 484 | | 3 305 484 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 88 905 288 | 85 086 462 | 88 905 288 | 85 086 462 |
| Rémunérations d'activité | 51 444 385 | 49 433 188 | 51 444 385 | 49 433 188 |
| 67.01 – Cabinet du Ministre des armées - Cabinet du ministre délégué auprès du Ministre des armées - sous-direction des cabinets | 19 397 627 | 19 017 122 | 19 397 627 | 19 017 122 |
| 67.02 – Contrôle général des armées | 12 911 045 | 13 383 307 | 12 911 045 | 13 383 307 |
| 67.03 – Direction Générale du Numérique | 4 688 004 | 3 619 722 | 4 688 004 | 3 619 722 |
| 67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense | 6 480 211 | 5 513 851 | 6 480 211 | 5 513 851 |
| 67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire | 2 729 518 | 2 661 899 | 2 729 518 | 2 661 899 |
| 67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement | 2 991 558 | 3 267 134 | 2 991 558 | 3 267 134 |
| 67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense | 2 246 422 | 1 970 153 | 2 246 422 | 1 970 153 |
| Cotisations et contributions sociales | 37 209 064 | 35 112 886 | 37 209 064 | 35 112 886 |
| 67.01 – Cabinet du Ministre des armées - Cabinet du ministre délégué auprès du Ministre des armées - sous-direction des cabinets | 13 732 253 | 13 150 754 | 13 732 253 | 13 150 754 |
| 67.02 – Contrôle général des armées | 9 350 656 | 9 832 022 | 9 350 656 | 9 832 022 |
| 67.03 – Direction Générale du Numérique | 3 204 878 | 2 347 576 | 3 204 878 | 2 347 576 |
| 67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense | 4 712 220 | 3 570 361 | 4 712 220 | 3 570 361 |
| 67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire | 2 700 755 | 2 831 552 | 2 700 755 | 2 831 552 |
| 67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement | 1 967 205 | 2 062 229 | 1 967 205 | 2 062 229 |
| 67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense | 1 541 097 | 1 318 393 | 1 541 097 | 1 318 393 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 251 839 | 540 387 | 251 839 | 540 387 |
| 67.01 – Cabinet du Ministre des armées - Cabinet du ministre délégué auprès du Ministre des armées - sous-direction des cabinets | 96 284 | 271 427 | 96 284 | 271 427 |
| 67.02 – Contrôle général des armées | 47 029 | 89 354 | 47 029 | 89 354 |
| 67.03 – Direction Générale du Numérique | 17 581 | 30 713 | 17 581 | 30 713 |
| 67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense | 32 060 | 65 239 | 32 060 | 65 239 |
| 67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire | 14 854 | 13 215 | 14 854 | 13 215 |
| 67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement | 36 354 | 53 501 | 36 354 | 53 501 |
| 67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense | 7 677 | 16 938 | 7 677 | 16 938 |
| Total | 88 905 288 | 85 086 462 | 88 905 288 | 85 086 462 |

Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

| Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| ECPAD - Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense (P212) | 22 311 866 | 22 311 866 | 26 980 989 | 25 480 989 | 25 980 988 | 24 480 989 |
| Subventions pour charges de service public | 18 962 051 | 18 962 051 | 20 328 586 | 20 328 586 | 20 328 585 | 20 328 586 |
| Dotations en fonds propres | 3 349 815 | 3 349 815 | | | 5 652 403 | 4 152 403 |
| Subventions d'investissement | | | 6 652 403 | 5 152 403 | | |
| Musée de l'air et de l'espace (P212) | 12 638 451 | 18 738 451 | 20 868 236 | 20 868 236 | 20 944 876 | 20 944 876 |
| Subventions pour charges de service public | 7 747 379 | 7 747 379 | 7 705 879 | 7 705 879 | 7 782 519 | 7 782 519 |
| Dotations en fonds propres | 4 891 072 | 10 991 072 | | | 13 162 357 | 13 162 357 |
| Subventions d'investissement | | | 13 162 357 | 13 162 357 | | |
| Musée de l'armée (P212) | 12 331 790 | 15 851 790 | 11 882 328 | 18 082 728 | 11 869 725 | 18 070 125 |
| Subventions pour charges de service public | 9 157 870 | 9 157 870 | 9 704 498 | 9 704 498 | 9 691 895 | 9 691 895 |
| Dotations en fonds propres | 3 173 920 | 6 693 920 | | | 2 177 830 | 8 378 230 |
| Subventions d'investissement | | | 2 177 830 | 8 378 230 | | |
| Musée national de la marine (P212) | 18 213 310 | 17 084 187 | 17 705 063 | 22 150 847 | 16 717 369 | 21 413 153 |
| Subventions pour charges de service public | 11 015 812 | 11 015 812 | 12 996 302 | 12 996 302 | 12 461 335 | 12 711 335 |
| Dotations en fonds propres | 7 197 498 | 6 068 375 | | | 4 251 034 | 8 696 818 |
| Transferts | | | | | 5 000 | 5 000 |
| Subventions d'investissement | | | 4 708 761 | 9 154 545 | | |
| SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine (P212) | 42 561 072 | 42 561 072 | 46 147 007 | 45 517 007 | 46 147 007 | 45 517 007 |
| Subventions pour charges de service public | 42 561 072 | 42 561 072 | 45 154 007 | 45 154 007 | 45 154 007 | 45 154 007 |
| Dotations en fonds propres | | | | | 993 000 | 363 000 |
| Subventions d'investissement | | | 993 000 | 363 000 | | |
| OPPIC - Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture (P224) | 6 750 000 | 6 750 000 | | | 5 908 601 | |
| Transferts | 6 750 000 | 6 750 000 | | | 5 908 601 | |
| Universités et assimilés (P150) | 411 846 | 467 303 | | | 259 160 | 232 670 |
| Transferts | 411 846 | 467 303 | | | 259 160 | 232 670 |
| Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche (P150) | | 140 000 | | | | |
| Transferts | | 140 000 | | | | |
| Opérateurs de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche (P150) | | 150 000 | | | | |
| Transferts | | 150 000 | | | | |
| CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (P172) | 8 099 731 | 8 099 731 | 5 731 249 | 5 731 249 | 5 609 508 | 5 609 508 |
| Subventions pour charges de service public | 8 099 731 | 8 099 731 | 5 731 249 | 5 731 249 | 5 609 508 | 5 609 508 |
| IRSN - Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (P190) | 4 200 000 | 4 200 000 | 4 300 000 | 4 300 000 | 4 199 155 | 4 199 155 |
| Subventions pour charges de service public | 4 200 000 | 4 200 000 | 4 300 000 | 4 300 000 | 4 199 155 | 4 199 155 |
| Total | 127 518 066 | 136 354 400 | 133 614 872 | 142 131 056 | 137 636 389 | 140 467 483 |
| Total des subventions pour charges de service public | 101 743 915 | 101 743 915 | 105 920 521 | 105 920 521 | 105 227 004 | 105 477 005 |
| Total des dotations en fonds propres | 18 612 305 | 27 103 182 | | | 26 236 624 | 34 752 808 |
| Total des transferts | 7 161 846 | 7 507 303 | | | 6 172 761 | 237 670 |
| Total des subventions d'investissement | | | 27 694 351 | 36 210 535 | | |

Note : les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023, leur réalisation 2022 est sans objet.

Le MAE a bénéficié en fin de gestion d'une hausse de la SCSP à hauteur de 76 640 € pour faire face aux aléas de gestion liés à la préparation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

Le MA a également bénéficié d'un complément de SCSP de 80 397 € et d'une subvention de 57 000 € en soutien de la saison musicale des Invalides. Par ailleurs, la SCSP du MA a été réduite de 150 000 € à l'OPPIC des effectifs qu'il met à disposition du musée pour la préparation du projet MINVERVE.

La SCSP du MNM a aussi été réduite de 165 000 € pour le remboursement des effectifs de l'OPPIC chargés de la rénovation du palais de Chaillot. De plus, la SCSP a fait l'objet d'une levée partielle de la réserve de précaution ministérielle la minorant de 119 967 €. La réserve de précaution n'a pas été levée pour la SCI du MNM la réduisant donc de 457 727 € par rapport à la prévision LFI. Le MNM a bénéficié d'un transfert de 5 000 € dans le cadre du soutien à la coédition d'un ouvrage.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

EMPLOIS EN FONCTION AU SEIN DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| Opérateur | ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes | ETPT rémunérés par les opérateurs | | | | ETPT rémunérés par d'autres collectivités |
|---|--|-----------------------------------|--------------|---------------------|----------------|---|
| | | sous plafond * | hors plafond | dont contrats aidés | dont apprentis | |
| ECPAD - Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense | 0 | 244 | 3 | 0 | 3 | 0 |
| | 0 | 257 | 3 | 0 | 3 | 0 |
| | 0 | 243 | 5 | 0 | 5 | 0 |
| Musée de l'air et de l'espace | 0 | 98 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 0 | 100 | 7 | 5 | 0 | 0 |
| | 0 | 99 | 4 | 0 | 4 | 0 |
| Musée de l'armée | 2 | 162 | 39 | 3 | 0 | 0 |
| | 2 | 163 | 33 | 6 | 0 | 0 |
| | 2 | 163 | 8 | 5 | 3 | 0 |
| Musée national de la marine | 0 | 108 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| | 0 | 116 | 2 | 0 | 0 | 0 |
| | 0 | 111 | 3 | 0 | 0 | 0 |
| SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine | 0 | 499 | 43 | 0 | 0 | 0 |
| | 0 | 505 | 46 | 0 | 3 | 0 |
| | 0 | 500 | 43 | 5 | 0 | 0 |
| Total | 2 | 1 111 | 86 | 3 | 3 | 0 |
| | 2 | 1 141 | 91 | 11 | 6 | 0 |
| | 2 | 1 116 | 63 | 10 | 12 | 0 |

* Les emplois sous plafond 2023 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2023 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023

SHOM : En 2023, l'effectif réalisé est de 499,9 ETPT sous plafond et de 42,8 ETPT hors plafond. Malgré d'importants efforts pour appuyer le recrutement, les écarts constatés avec le plafond correspondent d'une part à des arrivées décalées et d'autre part à des démissions ou des départs imprévus.

ECPAD : L'année 2023 est marquée par de nombreux recrutements (51) et également des départs (43) dont certains n'étaient pas programmés notamment au troisième trimestre. Il est à noter qu'à fin 2023, l'établissement compte encore 2 postes militaires vacants et 20 postes civils dont les recrutements sont à ce jour en cours. Enfin, le niveau d'ETPT est également impacté par 5 effectifs à temps partiel tout au long de l'année et 2 congés parentaux en 2023.

SCHÉMA D'EMPLOIS ET PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| | Prévision ETPT | Réalisation ETPT |
|------------------------------------|-------------------|---------------------|
| Emplois sous plafond 2023 * | 1 141 | 1 116 |

* Ces emplois sous plafond font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2023 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023

| | Prévision ETP | Réalisation ETP |
|------------------------------|------------------|--------------------|
| Schéma d'emplois 2023 en ETP | 5 | 31 |

Le schéma d'emplois réalisé pour l'ensemble des opérateurs du programme est de +31 ETP, et se décompose en :

- +21 ETP pour le SHOM (contre un SE prévisionnel nul) ;
- +13 ETP pour l'ECPAD (SE prévisionnel nul) ;
- -2 ETP pour le musée de l'armée (+1 ETP en prévision) ;
- -2 ETP pour le musée de l'air et de l'espace (SE prévisionnel nul) ;
- +1 ETP pour le musée national de la marine (+4 ETP en prévision).

Opérateurs

OPÉRATEUR

ECPAD - Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Les points marquants de la gestion 2023 sont les suivants :

- **l'accélération de la transformation numérique de l'établissement** notamment grâce à la finalisation du plan de sauvegarde et de numérisation (PSN) accéléré pour lequel l'établissement a obtenu du ministère 6 M€ sur 5 ans ;
- **le lancement des travaux de réhabilitation du bâtiment vie** avec l'exécution de la phase 1 des travaux (curage, désamiantage et déplombage) au second semestre 2023. Le marché de travaux de la phase 2 du projet a été notifié en fin d'année 2023 pour un début des travaux programmés au premier trimestre 2024.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P212 – Soutien de la politique de la défense | 22 312 | 22 312 | 26 981 | 25 481 | 25 981 | 24 481 |
| Subventions pour charges de service public | 18 962 | 18 962 | 20 329 | 20 329 | 20 329 | 20 329 |
| Dotations en fonds propres | 3 350 | 3 350 | | | 5 652 | 4 152 |
| Subventions d'investissement | | | 6 652 | 5 152 | | |
| P214 – Soutien de la politique de l'éducation nationale | 5 | 5 | | | 5 | 5 |
| Subventions pour charges de service public | 5 | 5 | | | 5 | 5 |
| Total | 22 317 | 22 317 | 26 981 | 25 481 | 25 986 | 24 486 |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

Au titre de 2023, l'établissement a reçu du ministère des Armées une subvention pour charges de service public (SCSP) d'un montant de 20,3 M€, représentant 70 % du volume des encaissements de l'établissement en 2023. Elle a permis de couvrir la totalité des dépenses de personnel et une partie des dépenses de fonctionnement.

L'établissement a reçu une subvention pour charges d'investissement (SCI) de 4,2 M€ qui se compose de la manière suivante :

- 1,2 M€ pour le PSN accéléré ;
- 2,6 M€ consacrés aux travaux d'infrastructure ;
- 0,3 M€ pour une partie des évolutions de la plateforme ImagesDéfense.

Dans le cadre de la participation de l'établissement à l'enrichissement de la plateforme Lumni Enseignement dédiée aux contenus pédagogiques à destination des professeurs, une subvention de 5 000 € a été versée par le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.

COMPTE FINANCIER 2023

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel | 17 350 | 17 120 | Subventions de l'État | 20 329 | 20 329 |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | 1 692 | 1 571 | – subventions pour charges de service public | 20 329 | 20 329 |
| | | | – crédits d'intervention(transfert) | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 9 606 | 9 822 | Fiscalité affectée | | |
| Intervention (le cas échéant) | | | Autres subventions | 22 | 5 |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 2 261 | 2 882 | Revenus d'activité et autres produits | 5 052 | 4 761 |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i> | 2 261 | 2 882 | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i> | 925 | 490 |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | | | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i> | | |
| | | | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | 0 | |
| Total des charges | 26 956 | 26 942 | Total des produits | 25 403 | 25 094 |
| Résultat : bénéfice | | | Résultat : perte | 1 553 | 1 847 |
| Total : équilibre du CR | 26 956 | 26 942 | Total : équilibre du CR | 26 956 | 26 942 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | 217 | | Capacité d'autofinancement | | 545 |
| Investissements | 8 634 | 4 771 | Financement de l'actif par l'État | 5 152 | 4 152 |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | | |
| | | | Autres ressources | | 67 |
| Remboursement des dettes financières | | | Augmentation des dettes financières | | |
| Total des emplois | 8 851 | 4 771 | Total des ressources | 5 152 | 4 764 |
| Augmentation du fonds de roulement | | | Diminution du fonds de roulement | 3 699 | 7 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

À l'issue de la gestion 2023, le fonds de roulement de l'établissement s'établit à 14 344 k€. Il tient compte d'un prélèvement de 7 000 € qui sera arrêté par le compte financier 2023 présenté au conseil d'administration du 15 mars 2024.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 15 402 | 7 934 | 14 142 |

La trésorerie finale est de 14,1 M€ dont 7,0 M€ de trésorerie fléchée pour laquelle le décaissement de 4 M€ est prévu en 2024 dans le cadre de l'avancement des travaux du bâtiment vie.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2023 | | Compte financier 2023 * | |
|--|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel | 17 350 | 17 350 | 17 219 | 17 219 |
| Fonctionnement | 7 751 | 7 345 | 6 978 | 7 036 |
| Intervention | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 9 607 | 8 414 | 10 520 | 5 894 |
| Total des dépenses AE (A) CP (B) | 34 708 | 33 109 | 34 716 | 30 149 |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 1 692 | 1 692 | 1 571 | 1 571 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Recettes globalisées | 24 419 | 24 716 |
| Subvention pour charges de service public | 20 329 | 20 329 |
| Autres financements de l'État | 0 | 5 |
| Fiscalité affectée | 0 | 0 |
| Autres financements publics | 82 | 48 |
| Recettes propres | 4 008 | 4 335 |
| Recettes fléchées | 5 152 | 4 152 |
| Financements de l'État fléchés | 5 152 | 4 152 |
| Autres financements publics fléchés | 0 | 0 |
| Recettes propres fléchées | 0 | 0 |
| Total des recettes (C) | 29 571 | 28 869 |
| Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B) | 0 | 0 |
| Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C) | 3 538 | 1 280 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination | Personnel | | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|---|--------------------------------------|---------------|----------------|--------------|--------------|----------|----------------|--------------|---------------|---------------|
| | Budget initial Compte financier * | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| 1 - Collecte, gestion des archives et valorisation patrimoniale | | 4 011 | 1 708 | 1 616 | 0 | 0 | 3 650 | 3 173 | 9 368 | 8 800 |
| | | 2 602 | 1 200 | 1 200 | 0 | 0 | 2 185 | 2 345 | 5 987 | 6 146 |
| 2 - Production audiovisuelle | | 5 518 | 2 165 | 2 165 | 0 | 0 | 285 | 249 | 7 968 | 7 932 |
| | | 5 646 | 2 220 | 2 300 | 0 | 0 | 532 | 629 | 8 398 | 8 575 |
| 3 - Diffusion et commercialisation | | 461 | 590 | 590 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 051 | 1 051 |
| | | 1 490 | 584 | 581 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 073 | 2 071 |
| 4 - Formation aux métiers de l'image | | 469 | 191 | 191 | 0 | 0 | 45 | 45 | 705 | 705 |
| | | 695 | 163 | 162 | 0 | 0 | 80 | 135 | 938 | 992 |
| 5 - Fonctions support | | 6 891 | 3 098 | 2 784 | 0 | 0 | 5 627 | 4 947 | 15 615 | 14 621 |
| | | 6 787 | 2 811 | 2 794 | 0 | 0 | 7 723 | 2 785 | 17 321 | 12 366 |
| Total | | 17 350 | 7 751 | 7 345 | 0 | 0 | 9 607 | 8 414 | 34 708 | 33 109 |
| | | 17 219 | 6 978 | 7 036 | 0 | 0 | 10 520 | 5 894 | 34 716 | 30 149 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Solde budgétaire (déficit) (D2) | 3 538 | 1 280 |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 0 | 418 |
| Autres décaissements non budgétaires | 0 | 0 |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) | 3 538 | 1 699 |
| ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1) | 0 | 0 |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 92 | 511 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 0 | 0 |
| Total des besoins | 3 538 | 1 699 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Solde budgétaire (excédent) (D1) | 0 | 0 |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 0 | 438 |
| Autres encaissements non budgétaires | 0 | 0 |
| Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) | 0 | 438 |
| PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2) | 3 538 | 1 261 |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 0 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 3 630 | 1 772 |
| Total des financements | 3 538 | 1 699 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le solde budgétaire après investissement est déficitaire de 1,3 M€. La trésorerie finale s'élève à 14,1 M€. La situation financière de l'établissement est satisfaisante au vu de la trésorerie finale. Elle doit cependant être relativisée au regard du reste à payer 2023 (8,4 M€) et des projets à financer dans le cadre des prochaines annuités du COP.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

| | Réalisation 2022 (1) | Prévision 2023 (2) | Réalisation 2023 |
|--|----------------------|--------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | 247 | 260 | 248 |
| – sous plafond | 244 | 257 | 243 |
| – hors plafond | 3 | 3 | 5 |
| <i>dont contrats aidés</i> | | | |
| <i>dont apprentis</i> | 3 | 3 | 5 |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | | | |
| – rémunérés par l'État par ce programme | | | |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | | | |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | | | |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

L'année 2023 a été marquée par un schéma d'emplois de +8 ETP, soit 51 recrutements et 43 départs, en partie non programmés au troisième trimestre. Il est à noter qu'à fin 2023, l'établissement compte encore 2 postes militaires vacants et 20 postes civils dont les recrutements sont en cours. Enfin, le niveau d'ETPT est également impacté par 5 effectifs à temps partiel tout au long de l'année et 2 congés parentaux en 2023.

OPÉRATEUR

Musée de l'air et de l'espace

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

L'année 2023 constitue la quatrième année d'exécution du COP 2020-2024, signé par la ministre des armées le 17 juin 2019. La hausse de fréquentation du salon international de l'aéronautique et de l'espace s'est maintenue en 2023 avec 348 413 visiteurs accueillis. Ces résultats, cohérents avec les objectifs fixés par le COP, sont d'autant plus significatifs que le musée a connu des difficultés d'accès au second semestre en raison de travaux sur les axes routiers et ferroviaires.

Le musée de l'air et de l'espace a poursuivi la mise en œuvre des opérations concourant à sa transformation. Il a inauguré la nouvelle médiathèque-ludothèque et finalisé la construction d'une nouvelle réserve destinée à conserver les collections de grand format, améliorant ainsi les conditions de conservation des objets dont il a la garde. Le projet ASTREOS, destiné à construire un bâtiment qui abritera le planétarium espace d'exposition temporaire et un espace d'exposition permanente sur l'aviation civile, légère et sportive, a fait face à certaines difficultés. A la suite de la dénonciation du contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage conclu avec une société privée pour défaillance, le musée a décidé de recourir à l'opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC) pour mener les études préalables et les diagnostics.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P212 – Soutien de la politique de la défense | 12 638 | 18 738 | 20 868 | 20 868 | 20 945 | 20 945 |
| Subventions pour charges de service public | 7 747 | 7 747 | 7 706 | 7 706 | 7 783 | 7 783 |
| Dotations en fonds propres | 4 891 | 10 991 | | | 13 162 | 13 162 |
| Subventions d'investissement | | | 13 162 | 13 162 | | |
| P172 – Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires | 1 | 1 | | | | |
| Transferts | 1 | 1 | | | | |
| Total | 12 639 | 18 739 | 20 868 | 20 868 | 20 945 | 20 945 |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

Le montant total de la subvention pour charges de service public (7,8 M€) prend en compte le montant prévu en LFI (7,7 M€) ainsi qu'un complément versé en fin de gestion pour permettre au MAE de financer des aléas liés au déroulement des Jeux olympiques et paralympiques 2024.

Le montant total de la subvention pour charges d'investissement correspond la prévision LFI (13,2 M€).

COMPTE FINANCIER 2023

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel | 6 129 | 5 654 | Subventions de l'État | 7 483 | 7 783 |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | 600 | 596 | – subventions pour charges de service public | 7 483 | 7 783 |
| | | | – crédits d'intervention(transfert) | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 8 311 | 10 754 | Fiscalité affectée | | |
| Intervention (le cas échéant) | | | Autres subventions | | 43 |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 1 000 | 4 153 | Revenus d'activité et autres produits | 4 530 | 4 651 |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i> | 1 000 | 4 153 | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i> | | 27 |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | | | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i> | | 12 |
| | | | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | 1 000 | 1 235 |
| Total des charges | 14 440 | 16 408 | Total des produits | 12 012 | 12 476 |
| Résultat : bénéfice | | | Résultat : perte | 2 428 | 3 931 |
| Total : équilibre du CR | 14 440 | 16 408 | Total : équilibre du CR | 14 440 | 16 408 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | 2 428 | 1 053 | Capacité d'autofinancement | | |
| Investissements | 19 511 | 7 393 | Financement de l'actif par l'État | 12 504 | 13 162 |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | 1 602 | 338 |
| | | | Autres ressources | | 118 |
| Remboursement des dettes financières | | | Augmentation des dettes financières | | |
| Total des emplois | 21 940 | 8 446 | Total des ressources | 14 106 | 13 619 |
| Augmentation du fonds de roulement | | 5 173 | Diminution du fonds de roulement | 7 833 | |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le montant total des charges pour l'exercice 2023 s'élève à 16,4 M€, soit une hausse de 14 % par rapport au montant prévu par le budget initial (14,4 M€). Elle s'explique par une augmentation des charges de fonctionnement courant. Le montant total des produits s'élève à 12,5 M€, soit une hausse de 4 % par rapport aux prévisions du budget initial (12 M€). Cette évolution est à mettre en relation avec la levée de la réserve de précaution en fin d'année ainsi qu'avec le versement d'une participation complémentaire de l'État financer des aléas liés au déroulement des Jeux olympiques et paralympiques 2024.

Le fonds de roulement de l'établissement s'établit à 22,8 M€ à la fin de l'année 2023. Il sera mobilisé à partir de 2025 afin de financer le projet ASTREOS.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 17 939 | 8 189 | 23 431 |

A la fin de l'année 2023, la trésorerie globale du musée de l'air et de l'espace s'élève à 23,4 M€. La trésorerie fléchée, dédiée au financement des opérations de travaux du musée, s'élève à 18,6 M€ et la trésorerie non-fléchée, associée au financement du fonctionnement, atteint 4,8 M€, soit 146 jours d'autonomie de fonctionnement.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2023 | | Compte financier 2023 * | |
|--|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel | 6 129 | 6 129 | 6 082 | 6 082 |
| Fonctionnement | 7 327 | 7 311 | 6 091 | 6 023 |
| Intervention | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 16 385 | 19 511 | 6 256 | 7 149 |
| Total des dépenses AE (A) CP (B) | 29 841 | 32 952 | 18 429 | 19 254 |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 600 | 600 | 596 | 596 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Recettes globalisées | 11 012 | 10 717 |
| Subvention pour charges de service public | 7 483 | 7 783 |
| Autres financements de l'État | 0 | 0 |
| Fiscalité affectée | 0 | 0 |
| Autres financements publics | 0 | 43 |
| Recettes propres | 3 530 | 2 891 |
| Recettes fléchées | 14 106 | 13 606 |
| Financements de l'État fléchés | 12 504 | 13 162 |
| Autres financements publics fléchés | 1 500 | 338 |
| Recettes propres fléchées | 102 | 106 |
| Total des recettes (C) | 25 118 | 24 323 |
| Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B) | 0 | 5 069 |
| Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C) | 7 833 | 0 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination | Personnel | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|--|--------------------------------------|----------------|-----|--------------|----|----------------|-------|--------|--------|
| | Budget initial Compte financier * | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| 1 - Préservation des collections et mise en valeur du patrimoine | 0 | 537 | 537 | 0 | 0 | 4 843 | 7 152 | 5 379 | 7 688 |
| | 0 | 447 | 380 | 0 | 0 | 4 564 | 5 309 | 5 011 | 5 689 |
| 2 - Accueil du public | 0 | 958 | 965 | 0 | 0 | 9 266 | 9 681 | 10 224 | 10 647 |
| | 0 | 870 | 916 | 0 | 0 | 79 | 173 | 949 | 1 090 |

(en milliers d'euros)

| Destination <i>Budget initial</i> Compte financier * | Personnel | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|--|------------------------------|------------------------------|------------------------------|----------------------|----------------------|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| 3 - Activités commerciales | 0 0 | 547 320 | 481 337 | 0 0 | 0 0 | 0 9 | 8 12 | 547 328 | 489 349 |
| 4 - Fonctions support | 6 129 6 082 | 5 285 4 454 | 5 328 4 390 | 0 0 | 0 0 | 2 277 1 604 | 2 671 1 654 | 13 691 12 140 | 14 128 12 126 |
| Total | 6 129 6 082 | 7 327 6 091 | 7 311 6 023 | 0 0 | 0 0 | 16 385 6 256 | 19 511 7 149 | 29 841 18 429 | 32 952 19 254 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Solde budgétaire (déficit) (D2) | 7 833 | 0 |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 0 | 31 |
| Autres décaissements non budgétaires | 0 | 1 270 |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) | 7 833 | 1 300 |
| ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1) | 0 | 5 491 |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 0 | 5 047 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 0 | 445 |
| Total des besoins | 7 833 | 6 792 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Solde budgétaire (excédent) (D1) | 0 | 5 069 |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 0 | 292 |
| Autres encaissements non budgétaires | 0 | 1 431 |
| Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) | 0 | 6 792 |
| PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2) | 7 833 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 5 063 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 2 770 | 0 |
| Total des financements | 7 833 | 6 792 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Au compte financier 2023, le solde budgétaire est excédentaire (5,1 M€) et contribue à un abondement de la trésorerie de 5,5 M€

Cette variation se décompose en un abondement de la trésorerie fléchée de 5 M€ et un abondement de la trésorerie non-fléchée de 0,5 M€.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

| | Réalisation 2022 (1) | Prévision 2023 (2) | Réalisation 2023 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | 98 | 107 | 103 |
| – sous plafond | 98 | 100 | 99 |
| – hors plafond | | 7 | 4 |
| <i>dont contrats aidés</i> | | 5 | |
| <i>dont apprentis</i> | | | 4 |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | | | |
| – rémunérés par l'État par ce programme | | | |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | | | |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | | | |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

Le réalisé 2023 des effectifs fait état d'un écart avec la prévision pour les emplois sous-plafond (-1) et hors plafond (-3). La moindre consommation du hors plafond, composé uniquement d'apprentis, s'explique par des recrutements effectués à la rentrée scolaire.

Le schéma d'emplois (SE) réalisé est de -2 ETP pour un SE prévisionnel nul.

OPÉRATEUR

Musée de l'armée

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

L'année 2023 constitue la quatrième année d'exécution du COP 2020-2024, signé par la ministre des armées le 17 juin 2019. La hausse de la fréquentation, amorcée en 2022, se poursuit et atteint 1 214 913 visiteurs, soit un résultat proche du niveau observé avant la crise sanitaire. Le succès des expositions « Forces spéciales » et « La Haine des clans, guerres de religion, 1559-1610 » a permis de dépasser l'objectif du COP fixé à 1 150 000 visiteurs.

Le musée poursuit son programme d'investissement à travers la conduite du projet MINERVE. Ce dernier vise à améliorer le confort de visite et compléter le parcours d'exposition par de nouvelles thématiques, comme la période postérieure à la Seconde Guerre mondiale ou la colonisation et la décolonisation.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation | 38 | 38 | | | | |
| Transferts | 38 | 38 | | | | |

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P175 – Patrimoines | 30 | 30 | | | | |
| Dotations en fonds propres | 30 | 30 | | | | |
| P212 – Soutien de la politique de la défense | 12 332 | 15 852 | 11 882 | 18 083 | 11 870 | 18 070 |
| Subventions pour charges de service public | 9 158 | 9 158 | 9 704 | 9 704 | 9 692 | 9 692 |
| Dotations en fonds propres | 3 174 | 6 694 | | | 2 178 | 8 378 |
| Subventions d'investissement | | | 2 178 | 8 378 | | |
| Total | 12 400 | 15 920 | 11 882 | 18 083 | 11 870 | 18 070 |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

La SCSP du musée de l'armée a été réduite de 150 000 € au titre du remboursement effectué par le ministère via décret de transfert à l'OPPIC des effectifs qu'il met à disposition du musée pour la préparation du projet MINVERVE. Par ailleurs le musée a bénéficié d'une subvention de l'État pour la saison musicale aux Invalides de 5 000 € et d'un complément de fin de gestion de 80 397 €, destiné au soutien de la trésorerie du musée afin d'anticiper les aléas de gestion liés aux Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

COMPTE FINANCIER 2023

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------------|-------------------------------|--|---------------------------|-------------------------------|
| Personnel | 12 701 | 11 363 | Subventions de l'État | 9 542 | 9 692 |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | <i>1 349</i> | <i>1 279</i> | <i>– subventions pour charges de service public</i> | <i>9 542</i> | <i>9 692</i> |
| | | | <i>– crédits d'intervention(transfert)</i> | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 11 792 | 12 829 | Fiscalité affectée | | |
| Intervention (le cas échéant) | | | Autres subventions | 40 | 190 |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 3 500 | 3 982 | Revenus d'activité et autres produits | 12 547 | 16 399 |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i> | <i>3 500</i> | <i>3 982</i> | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i> | | <i>258</i> |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | | | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i> | | |
| | | | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | <i>3 500</i> | <i>4 112</i> |
| Total des charges | 24 493 | 24 192 | Total des produits | 22 129 | 26 281 |
| Résultat : bénéfice | | 2 089 | Résultat : perte | 2 364 | |
| Total : équilibre du CR | 24 493 | 26 281 | Total : équilibre du CR | 24 493 | 26 281 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | 2 364 | | Capacité d'autofinancement | | 1 700 |
| Investissements | 9 595 | 8 084 | Financement de l'actif par l'État | 7 959 | 8 378 |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | 153 | 94 |
| | | | Autres ressources | 1 249 | |
| Remboursement des dettes financières | | | Augmentation des dettes financières | | |
| Total des emplois | 11 958 | 8 084 | Total des ressources | 9 361 | 10 173 |
| Augmentation du fonds de roulement | | 2 089 | Diminution du fonds de roulement | 2 597 | |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le montant total des charges pour l'exercice 2023 s'élève à 24,2 M€, un niveau analogue aux prévisions du budget initial 2023 (24,5 M€).

Le montant total des produits s'élève à 26,3 M€, soit une augmentation de 19 % par rapport au montant affiché au budget initial 2023 (22,1 M€).

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 8 902 | 3 478 | 11 306 |

Le niveau final de trésorerie s'élève à 11,3 M€ en 2023. Il se compose de 4,2 M€ de trésorerie fléchée, destinée à financer les opérations de travaux du musée, et 7,1 M€ de trésorerie non-fléchée. Ce dernier montant permet d'assurer 132 jours d'autonomie de fonctionnement.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2023 | | Compte financier 2023 * | |
|--|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel | 12 701 | 12 701 | 12 332 | 12 332 |
| Fonctionnement | 8 292 | 8 292 | 8 677 | 7 398 |
| Intervention | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 3 845 | 9 595 | 3 068 | 8 146 |
| Total des dépenses AE (A) CP (B) | 24 837 | 30 587 | 24 077 | 27 875 |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 1 397 | 1 397 | 1 279 | 1 279 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Recettes globalisées | 18 139 | 20 333 |
| Subvention pour charges de service public | 9 542 | 9 692 |
| Autres financements de l'État | 0 | 0 |
| Fiscalité affectée | 0 | 0 |
| Autres financements publics | 0 | 0 |
| Recettes propres | 8 597 | 10 641 |
| Recettes fléchées | 9 851 | 9 808 |
| Financements de l'État fléchés | 7 959 | 8 378 |
| Autres financements publics fléchés | 642 | 284 |
| Recettes propres fléchées | 1 250 | 1 146 |
| Total des recettes (C) | 27 990 | 30 141 |
| Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B) | 0 | 2 266 |
| Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C) | 2 597 | 0 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination <i>Budget initial Compte financier *</i> | Personnel | | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|---|----------------|----------------|----------------|--------|--------------|--------------|----------------|----------------|----------------|--|
| | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | |
| D1.1 Gestion des collections permanentes | 0 0 | 484 414 | 484 390 | 0 0 | 0 0 | 1 109 748 | 1 109 801 | 1 592 1 162 | 1 592 1 191 | |
| D1.2 Programmation culturelle patrimoniale | 0 0 | 305 336 | 305 306 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 305 336 | 305 306 | |
| D1.3 Agencement des espaces muséographiques | 0 0 | 56 42 | 56 37 | 0 0 | 0 0 | 1 383 823 | 7 133 6 131 | 1 439 865 | 7 189 6 168 | |
| D1.4 Expositions temporaires | 0 0 | 1 426 1 754 | 1 426 1 250 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 1 426 1 754 | 1 426 1 250 | |
| D2.1 Espaces publics | 0 0 | 284 165 | 284 112 | 0 0 | 0 0 | 229 142 | 229 117 | 514 307 | 514 229 | |
| D2.2 Promotion et communication | 0 0 | 715 688 | 715 582 | 0 0 | 0 0 | 202 109 | 202 108 | 917 797 | 917 690 | |
| D3.1 Commerces | 0 0 | 62 339 | 62 305 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 62 339 | 62 305 | |
| D3.3 Locations d'espaces | 0 0 | 25 55 | 25 13 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 25 55 | 25 13 | |
| D4.1 Mobilier / Immobilier | 0 0 | 257 161 | 257 122 | 0 0 | 0 0 | 16 407 | 16 321 | 273 568 | 273 444 | |
| D4.2 Informatique | 0 0 | 256 188 | 256 165 | 0 0 | 0 0 | 336 385 | 336 273 | 592 573 | 592 438 | |
| D4.3 Gestion courante | 0 0 | 4 421 4 533 | 4 421 4 114 | 0 0 | 0 0 | 570 455 | 570 395 | 4 991 4 988 | 4 991 4 509 | |
| D5.1 Contrats aidés par l'Etat | 114 114 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 114 114 | 114 114 | |
| D5.10 Apprentis | 47 41 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 47 41 | 47 41 | |
| D5.2 Chômage | 150 77 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 150 77 | 150 77 | |
| D5.3 Contractuels | 5 197 5 282 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 5 197 5 282 | 5 197 5 282 | |
| D5.4 Fonctionnaires | 4 609 4 444 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 4 609 4 444 | 4 609 4 444 | |

(en milliers d'euros)

| Destination <i>Budget initial Compte financier *</i> | Personnel | | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|---|--------------------------|--|------------------------|------------------------|----------------|----------------|------------------------|------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | AE = CP | | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| D5.5 Militaires | 719 630 | | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 719 630 | 719 630 |
| D5.6 Musiciens | 110 93 | | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 110 93 | 110 93 |
| D5.7 Ouvriers | 248 244 | | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 248 244 | 248 244 |
| D5.8 Vacataires | 1 184 1 020 | | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 1 184 1 020 | 1 184 1 020 |
| D5.9 Autres RCS | 323 386 | | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 323 386 | 323 386 |
| Total | 12 701 12 332 | | 8 292 8 677 | 8 292 7 398 | 0 0 | 0 0 | 3 845 3 068 | 9 595 8 146 | 24 837 24 077 | 30 587 27 875 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Solde budgétaire (déficit) (D2) | 2 597 | 0 |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 0 | 429 |
| Autres décaissements non budgétaires | 0 | 2 564 |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) | 2 597 | 2 992 |
| ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1) | 0 | 2 404 |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 0 | 1 159 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 0 | 1 245 |
| Total des besoins | 2 597 | 5 396 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Solde budgétaire (excédent) (D1) | 0 | 2 266 |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 0 | 359 |
| Autres encaissements non budgétaires | 0 | 2 772 |
| Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) | 0 | 5 396 |
| PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2) | 2 597 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 233 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 2 364 | 0 |
| Total des financements | 2 597 | 5 396 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Au compte financier 2023, le solde budgétaire est excédentaire (2,3 M€) et contribue à un abondement quasi équivalent de la trésorerie.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

| | Réalisation 2022 (1) | Prévision 2023 (2) | Réalisation 2023 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | 201 | 196 | 171 |
| – sous plafond | 162 | 163 | 163 |
| – hors plafond | 39 | 33 | 8 |
| <i>dont contrats aidés</i> | 3 | 6 | 5 |
| <i>dont apprentis</i> | | | 3 |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | 2 | 2 | 2 |
| – rémunérés par l'État par ce programme | 2 | 2 | 2 |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | | | |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | | | |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

En 2023, le musée de l'armée a atteint son plafond d'emplois autorisés de 163 ETPT. La réalisation des emplois hors plafond est inférieure à la prévision 2023 qui constituait une limite supérieure aux besoins de l'établissement pour 2023.

Le schéma d'emplois réalisé est de -2 ETP alors que le musée disposait d'une autorisation de +1 ETP.

OPÉRATEUR

Musée national de la marine

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

L'année 2023 constitue la deuxième année d'exécution du contrat d'objectifs et de performance 2022-2026, approuvé par le conseil d'administration du musée national de la marine en décembre 2022. Elle a été marquée par l'inauguration du palais de Chaillot en novembre 2023, après six ans de fermeture pour des travaux de rénovation et de renouvellement de la scénographie.

Les deux premiers mois d'exploitation du site de Chaillot démontrent un attrait du public, avec 76 284 visiteurs. Ces bons résultats convergent avec l'augmentation du nombre de visiteurs observée pour les autres sites du musée national de la marine (89 514 entrées au musée de Brest) et permettent de comptabiliser 352 316 visiteurs accueillis soit 112 % de la cible fixée par le COP.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P212 – Soutien de la politique de la défense | 18 213 | 17 084 | 17 705 | 22 151 | 16 717 | 21 413 |
| Subventions pour charges de service public | 11 016 | 11 016 | 12 996 | 12 996 | 12 461 | 12 711 |
| Dotations en fonds propres | 7 197 | 6 068 | | | 4 251 | 8 697 |

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| Transferts | | | | | 5 | 5 |
| Subventions d'investissement | | | 4 709 | 9 155 | | |
| Total | 18 213 | 17 084 | 17 705 | 22 151 | 16 717 | 21 413 |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

La SCSP du MNM a fait l'objet d'une réduction liée à la levée partielle de la réserve de précaution et au remboursement à l'OPPIC des effectifs mis à disposition du musée et mobilisés sur le chantier de rénovation du palais de Chaillot. Par ailleurs la réserve de précaution n'a pas été levée sur la SCI du musée.

Le musée a bénéficié d'un transfert du P212 en cours d'année dans le cadre du soutien à la coédition d'un ouvrage.

COMPTE FINANCIER 2023

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|--|---------------------------|-------------------------------|--|---------------------------|-------------------------------|
| Personnel | 7 673 | 6 722 | Subventions de l'État | 12 611 | 12 731 |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | <i>706</i> | <i>709</i> | <i>– subventions pour charges de service public</i> | <i>12 611</i> | <i>12 731</i> |
| | | | <i>– crédits d'intervention(transfert)</i> | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 14 868 | 10 196 | Fiscalité affectée | | |
| Intervention (le cas échéant) | | | Autres subventions | | |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 800 | 2 704 | Revenus d'activité et autres produits | 2 895 | 5 575 |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i> | <i>800</i> | <i>2 704</i> | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i> | | <i>16</i> |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | | | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i> | | |
| | | | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | <i>800</i> | <i>2 688</i> |
| Total des charges | 22 542 | 16 918 | Total des produits | 15 506 | 18 306 |
| Résultat : bénéfice | | 1 388 | Résultat : perte | 7 035 | |
| Total : équilibre du CR | 22 542 | 18 306 | Total : équilibre du CR | 22 542 | 18 306 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources | | |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|-------------------------|---------------|
| | | | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | |
| Insuffisance d'autofinancement | 7 035 | | Capacité d'autofinancement | | 1 388 |
| Investissements | 13 655 | 12 866 | Financement de l'actif par l'État | 8 697 | 8 697 |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | | 322 |
| | | | Autres ressources | | |
| Remboursement des dettes financières | | | Augmentation des dettes financières | | |
| Total des emplois | 20 691 | 12 866 | Total des ressources | 8 697 | 10 407 |
| Augmentation du fonds de roulement | | | Diminution du fonds de roulement | 11 994 | 2 458 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le montant des charges pour l'exercice 2023 s'élève à 16,9 M€, soit une diminution de 25 % par rapport aux prévisions du budget initial (22,5 M€). Cette sous-exécution s'explique notamment par le décalage de la réouverture du musée rénové à Chaillot à l'origine de l'annulation et de la reprogrammation d'opérations liées au fonctionnement courant.

Le montant des produits s'élève à 18,3 M€. L'augmentation constatée de 18 % par rapport aux prévisions initiales résulte particulièrement des revenus d'activité et autres produits. Ces derniers progressent du fait de la valorisation de la hausse des dotations aux amortissements et provisions consécutives à la réalisation des travaux de rénovation à Dugny et à sa neutralisation à travers la quote-part reprise aux résultats des financements rattachés à des actifs.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 28 158 | 13 894 | 25 569 |

Le niveau de trésorerie du musée national de la marine atteint 25,6 M€ au 31 décembre 2023. Il se décompose entre 13,2 M€ de trésorerie fléchée et 12,3 M€ de trésorerie non-fléchée. Cette dernière permet à l'établissement d'assurer 320 jours de fonctionnement.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2023 | | Compte financier 2023 * | |
|--|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel | 7 673 | 7 673 | 7 200 | 7 200 |
| Fonctionnement | 15 571 | 14 868 | 11 245 | 6 832 |
| Intervention | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 6 366 | 13 655 | 6 324 | 12 447 |
| Total des dépenses AE (A) CP (B) | 29 611 | 36 197 | 24 769 | 26 479 |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 706 | 706 | 709 | 709 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Recettes globalisées | 15 101 | 14 580 |
| Subvention pour charges de service public | 12 611 | 12 711 |
| Autres financements de l'État | 0 | 0 |
| Fiscalité affectée | 0 | 0 |
| Autres financements publics | 0 | 0 |
| Recettes propres | 2 490 | 1 868 |
| Recettes fléchées | 9 102 | 9 060 |
| Financements de l'État fléchés | 8 697 | 8 697 |
| Autres financements publics fléchés | 0 | 18 |
| Recettes propres fléchées | 405 | 345 |
| Total des recettes (C) | 24 203 | 23 639 |
| Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B) | 0 | 0 |
| Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C) | 11 994 | 2 840 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination <i>Budget initial Compte financier *</i> | Personnel | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|---|------------------------|--------------------------|-------------------------|----------------|----------------|------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| 1.1 Bibliothèque | 0 0 | 55 36 | 55 27 | 0 0 | 0 0 | 135 62 | 135 29 | 190 98 | 190 55 |
| 1.2 Gestion des collections | 0 0 | 371 156 | 737 117 | 0 0 | 0 0 | 500 381 | 522 308 | 871 537 | 1 259 425 |
| 1.3 Rénovation Chaillot | 0 0 | 3 373 2 382 | 3 889 1 318 | 0 0 | 0 0 | 2 811 5 091 | 9 699 11 291 | 6 184 7 473 | 13 588 12 610 |
| 2.1 Collections permanentes | 0 0 | 276 80 | 111 81 | 0 0 | 0 0 | 190 53 | 146 31 | 466 133 | 257 112 |
| 2.2 Expositions temporaires | 0 0 | 1 436 1 265 | 1 074 215 | 0 0 | 0 0 | 165 51 | 115 35 | 1 601 1 315 | 1 189 250 |
| 2.3 Présentation aux publics | 0 0 | 3 024 1 808 | 1 364 1 025 | 0 0 | 0 0 | 577 194 | 1 151 90 | 3 601 2 002 | 2 515 1 114 |
| 2.4 Rayonnement | 0 0 | 2 297 1 396 | 2 182 893 | 0 0 | 0 0 | 105 72 | 114 54 | 2 402 1 469 | 2 296 946 |
| 3.1 Boutiques | 0 0 | 158 163 | 158 179 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 42 0 | 158 163 | 200 179 |
| 4.1 Mobilier / immobilier | 0 0 | 394 93 | 397 74 | 0 0 | 0 0 | 1 190 215 | 1 135 411 | 1 584 308 | 1 531 485 |
| 4.2 Ressources humaines | 0 0 | 620 367 | 628 308 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 620 367 | 628 308 |
| 4.3 Informatique | 0 0 | 715 580 | 695 512 | 0 0 | 0 0 | 295 73 | 190 117 | 1 010 653 | 885 630 |
| 4.4 Frais généraux | 0 0 | 2 853 2 919 | 3 579 2 082 | 0 0 | 0 0 | 399 132 | 407 81 | 3 251 3 051 | 3 985 2 163 |
| 4.5 Rémunérations | 7 673 7 200 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 7 673 7 200 | 7 673 7 200 |
| Total | 7 673 7 200 | 15 571 11 245 | 14 868 6 832 | 0 0 | 0 0 | 6 366 6 324 | 13 655 12 447 | 29 611 24 769 | 36 197 26 479 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Solde budgétaire (déficit) (D2) | 11 994 | 2 840 |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 24 | 63 |
| Autres décaissements non budgétaires | 0 | 0 |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) | 12 018 | 2 902 |
| ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1) | 0 | 0 |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 0 | 0 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 0 | 1 147 |
| Total des besoins | 12 018 | 2 902 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Solde budgétaire (excédent) (D1) | 0 | 0 |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 57 | 78 |
| Autres encaissements non budgétaires | 0 | 0 |
| Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) | 57 | 78 |
| PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2) | 11 961 | 2 825 |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 9 554 | 3 971 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 2 407 | 0 |
| Total des financements | 12 018 | 2 902 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Au compte financier 2023, le solde budgétaire est déficitaire de 2,7 M€ et s'explique par les dépenses de fonctionnement et d'investissement liées à la rénovation et à la réouverture du palais de Chaillot. Ce solde génère un prélèvement sur la trésorerie de 2,8 M€.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

| | Réalisation 2022 (1) | Prévision 2023 (2) | Réalisation 2023 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | 109 | 118 | 114 |
| – sous plafond | 108 | 116 | 111 |
| – hors plafond | 1 | 2 | 3 |
| <i>dont contrats aidés</i> | | | |
| <i>dont apprentis</i> | | | |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | | | |
| – rémunérés par l'État par ce programme | | | |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | | | |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | | | |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

En 2023, le musée national de la marine ne parvient pas à saturer son plafond d'emplois. Cette sous-exécution de 5 ETPT s'explique par des départs au sein du musée et des recrutements différés en fin d'année.

Le schéma d'emplois réalisé est de +1 ETP alors que le musée disposait d'une autorisation de +4 ETP.

OPÉRATEUR

SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Le service hydrographique et océanographique de la marine (Shom) est un établissement public à caractère administratif depuis 2007. Son expertise dans le domaine de l'hydrographie et de l'océanographie lui permet d'assurer des missions de soutien à la défense, d'être un acteur des politiques publiques de la mer et du littoral et de partager ses compétences dans la sphère du privé dans le cadre de recherches et d'études. Son budget de fonctionnement (63 M€) est couvert à 72 % par la subvention pour charges de service public (SCSP) et à 28 % par ses recettes issues de son activité commerciale (ventes d'ouvrages et cartes) et des études et recherches réalisées pour l'État, les services publics ou les organismes privés.

Les travaux de construction du nouveau bâtiment de direction se sont achevés à l'automne 2023. Cette opération, financée sur fonds propres, marque la première étape du projet de modernisation immobilière du site principal du Bergot à Brest, défini dans le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) 2021-2025.

Le COP 2025-2030 est en préparation en vue d'une signature à l'automne 2024. Ce COP sera fortement marqué par les questions d'innovation et de renouvellement des moyens d'acquisition en mer.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P212 – Soutien de la politique de la défense | 42 561 | 42 561 | 46 147 | 45 517 | 46 147 | 45 517 |
| Subventions pour charges de service public | 42 561 | 42 561 | 45 154 | 45 154 | 45 154 | 45 154 |
| Dotations en fonds propres | | | | | 993 | 363 |
| Subventions d'investissement | | | 993 | 363 | | |
| P146 – Équipement des forces | | | | | 23 900 | |
| Transferts | | | | | 23 900 | |
| P129 – Coordination du travail gouvernemental | 64 | 64 | | | | |
| Transferts | 64 | 64 | | | | |
| P205 – Affaires maritimes, pêche et aquaculture | 10 | | | | | 10 |
| Transferts | 10 | | | | | 10 |
| P113 – Paysages, eau et biodiversité | 724 | 821 | 900 | 900 | 910 | 816 |
| Transferts | 724 | 821 | 900 | 900 | 910 | 816 |
| P181 – Prévention des risques | 421 | 1 032 | | | 1 853 | 1 479 |
| Transferts | 421 | 1 032 | | | 1 853 | 1 479 |
| P161 – Sécurité civile | 80 | 80 | | | 60 | 60 |
| Transferts | 80 | 80 | | | 60 | 60 |

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P363 – Compétitivité | 563 | 717 | | | | |
| Transferts | 563 | 717 | | | | |
| P112 – Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire | | 25 | | | | 21 |
| Transferts | | 25 | | | | 21 |
| P349 – Transformation publique | | 617 | | | | 210 |
| Transferts | | 617 | | | | 210 |
| Total | 44 423 | 45 917 | 47 047 | 46 417 | 72 870 | 48 114 |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

En 2023, les montants de la subvention pour charges de service public du SHOM (45,2 M€) et de la subvention pour charges d'investissement (1,0 M€ en AE et 0,4 M€ en CP) sont conformes à ceux prévus en loi de finances, l'établissement ayant bénéficié de la levée de la réserve ministérielle en fin d'année.

Le financement du programme 146 « Équipement des forces » (23,9 M€) concerne la convention signée en décembre 2023 entre le directeur général du Shom et la DGA qui porte sur la réalisation et le soutien initial du système opérationnel d'analyse et de prévision océanographique SOAP 4.

COMPTE FINANCIER 2023

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|--|---------------------------|-------------------------------|--|---------------------------|-------------------------------|
| Personnel | 41 741 | 41 621 | Subventions de l'État | 44 251 | 45 154 |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | | 11 278 | – subventions pour charges de service public | 44 251 | 45 154 |
| | | | – crédits d'intervention(transfert) | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 22 866 | 20 484 | Fiscalité affectée | | |
| Intervention (le cas échéant) | | | Autres subventions | 5 894 | 4 696 |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 6 635 | 6 172 | Revenus d'activité et autres produits | 18 337 | 19 446 |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i> | 6 635 | 6 172 | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i> | | 130 |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | | | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i> | | 5 |
| | | | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | 2 746 | 2 490 |
| Total des charges | 64 607 | 62 105 | Total des produits | 68 482 | 69 296 |
| Résultat : bénéfice | 3 876 | 7 191 | Résultat : perte | | |
| Total : équilibre du CR | 68 482 | 69 296 | Total : équilibre du CR | 68 482 | 69 296 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources | | |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|-------------------------|---------------|
| | | | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | |
| Insuffisance d'autofinancement | | | Capacité d'autofinancement | 7 765 | 10 738 |
| Investissements | 12 235 | 9 410 | Financement de l'actif par l'État | 3 245 | 1 704 |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | 444 | 900 |
| | | | Autres ressources | | 5 |
| Remboursement des dettes financières | | | Augmentation des dettes financières | | |
| Total des emplois | 12 235 | 9 410 | Total des ressources | 11 454 | 13 348 |
| Augmentation du fonds de roulement | | 3 938 | Diminution du fonds de roulement | 781 | |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

La gestion 2023, marquée par des décalages d'opérations, se solde par une augmentation du fonds de roulement de l'établissement qui atteint 28,2 M€

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 23 119 | 20 470 | 29 096 |

Le niveau de la trésorerie de l'établissement augmente de 5,9 M€ pour atteindre un montant de 29,1 M€ au 31 décembre 2023. Le niveau final de la trésorerie est suffisant pour faire face aux décaissements et paiements à assurer au premier semestre 2024.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2023 | | Compte financier 2023 * | |
|--|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel | 43 800 | 43 800 | 43 969 | 43 969 |
| Fonctionnement | 16 178 | 14 091 | 12 231 | 11 004 |
| Intervention | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 8 376 | 10 500 | 7 048 | 7 233 |
| Total des dépenses AE (A) CP (B) | 68 353 | 68 391 | 63 248 | 62 206 |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 11 460 | 11 460 | 11 318 | 11 318 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Recettes globalisées | 59 956 | 61 204 |
| Subvention pour charges de service public | 44 251 | 45 154 |
| Autres financements de l'État | 929 | 464 |
| Fiscalité affectée | 0 | 0 |
| Autres financements publics | 622 | 606 |
| Recettes propres | 14 154 | 14 980 |
| Recettes fléchées | 11 442 | 6 839 |
| Financements de l'État fléchés | 10 100 | 5 723 |
| Autres financements publics fléchés | 1 342 | 1 117 |
| Recettes propres fléchées | 0 | 0 |
| Total des recettes (C) | 71 399 | 68 043 |
| Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B) | 3 007 | 5 838 |
| Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C) | 0 | 0 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination <i>Budget initial Compte financier *</i> | Personnel | | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------|----------------|------------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|--|
| | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | |
| 1. Coordonner et assurer l'acquisition de la connaissance | 17 104 17 170 | 2 066 2 805 | 2 021 1 853 | 0 0 | 0 0 | 1 682 1 785 | 2 288 1 473 | 20 852 21 761 | 21 413 20 496 | |
| 2. Réaliser et diffuser les produits et services pour la défense | 6 443 6 468 | 7 447 3 807 | 4 887 3 159 | 0 0 | 0 0 | 1 498 1 314 | 1 278 1 013 | 15 388 11 589 | 12 609 10 640 | |
| 3. Réaliser et diffuser les produits et services duaux | 8 121 8 152 | 846 1 061 | 1 067 1 054 | 0 0 | 0 0 | 515 658 | 723 481 | 9 481 9 871 | 9 910 9 688 | |
| 4. Réaliser et diffuser les produits et services hors défense | 3 513 3 526 | 1 326 1 048 | 1 347 957 | 0 0 | 0 0 | 553 330 | 688 471 | 5 392 4 905 | 5 548 4 954 | |
| 5. Répondre aux besoins des acteurs publics et privés de la mer et du littoral | 1 082 1 086 | 191 220 | 232 247 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 1 273 1 306 | 1 314 1 333 | |
| 6. Animer la recherche et l'innovation (R et I) | 311 312 | 357 165 | 396 160 | 0 0 | 0 0 | 10 20 | 0 25 | 678 497 | 707 497 | |
| 7. Fonctions "support" | 7 227 7 255 | 3 945 3 124 | 4 142 3 573 | 0 0 | 0 0 | 4 118 2 941 | 5 523 3 770 | 15 290 13 320 | 16 892 14 598 | |
| Total | 43 800 43 969 | 16 178 12 231 | 14 091 11 004 | 0 0 | 0 0 | 8 376 7 048 | 10 500 7 233 | 68 353 63 248 | 68 391 62 206 | |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

| (en milliers d'euros) | | |
|---|------------------------|----------------------------|
| Besoins | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
| Solde budgétaire (déficit) (D2) | 0 | 0 |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 2 178 | 2 667 |
| Autres décaissements non budgétaires | 0 | 1 664 |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) | 2 178 | 4 331 |
| ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1) | 2 479 | 5 977 |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 3 268 | 431 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 0 | 5 546 |
| Total des besoins | 4 657 | 10 308 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

| (en milliers d'euros) | | |
|---|------------------------|----------------------------|
| Financements | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
| Solde budgétaire (excédent) (D1) | 3 007 | 5 838 |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 1 650 | 2 533 |
| Autres encaissements non budgétaires | 0 | 1 937 |
| Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) | 4 657 | 10 308 |
| PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2) | 0 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 0 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 789 | 0 |
| Total des financements | 4 657 | 10 308 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le solde budgétaire au 31 décembre 2023 atteint 5,8 M€, en augmentation par rapport aux dernières prévisions budgétaires.

La variation nette de trésorerie sur l'exercice est positive (+5,9 M€). Cette variation résulte de l'abondement de la trésorerie fléchée à hauteur de 0,4 M€ et à un abondement de la trésorerie non fléchée pour un montant de 5,5 M€.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

| | Réalisation 2022 (1) | Prévision 2023 (2) | Réalisation 2023 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | 542 | 551 | 543 |
| – sous plafond | 499 | 505 | 500 |
| – hors plafond | 43 | 46 | 43 |
| dont contrats aidés | | | 5 |
| dont apprentis | | 3 | |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | | | |
| – rémunérés par l'État par ce programme | | | |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | | | |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | | | |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

Les effectifs réalisés sont en deçà de la prévision pour les emplois sous plafond (-5 ETPT) et hors plafond (-3 ETPT). Malgré les efforts déployés par l'établissement pour atteindre son plafond d'emplois, des départs non prévus et des arrivées retardées expliquent cette réalisation des emplois en 2023.

Le schéma d'emplois réalisé (SE) est de +21 ETP pour un SE prévisionnel (autorisé) nul.

PROGRAMME 146
Équipement des forces

Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Général d'armée Thierry BURKHARD / Emmanuel CHIVA

Chef d'état-major des armées / Délégué général pour l'armement

Responsable du programme n° 146 : Équipement des forces

Précisions sur le changement de responsable du programme

Le programme 146 « Équipement des forces » vise à mettre à disposition des armées les armements et matériels nécessaires à la réalisation de leurs missions. Il concourt par ailleurs au développement et au maintien des savoir-faire industriels français ou européens.

Un programme co-piloté

Le programme 146 est co-piloté par le chef d'état-major des armées (CEMA) et le délégué général pour l'armement (DGA), au titre de leurs responsabilités respectives. Ces responsabilités s'exercent dans les domaines de la cohérence capacitaire et du format des armées, de la recherche, de la coopération internationale dans le secteur de l'armement ainsi que du maintien et du développement de la base industrielle et technologique de défense (BITD). Ce co-pilotage est réalisé à travers plusieurs instances de gouvernance dont le comité directeur du programme au cours duquel sont rendus les arbitrages et fixés les principaux objectifs.

2023 : une année pivot entre 2 LPM

L'annuité 2023 s'inscrit dans la trajectoire de la loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025 de remontée en puissance des capacités opérationnelles des Armées, dans un contexte confirmé d'extension des menaces et de durcissement de la compétition. Elle amorce également la transition vers la loi de programmation militaire 2024-2030, en particulier par l'anticipation de certaines commandes.

Avec 20,2 Md€ d'engagements et 16,3 Md€ de paiements, elle est caractérisée par un niveau très élevé de commandes et un volume significatif de livraisons d'équipements dans les forces, notamment issus des programmes SCORPION, Rafale et Barracuda.

Le système de forces « connaissance et maîtrise de l'information » a vu cette année le lancement du satellite SYRACUSE 4B, ainsi que la préparation des capacités futures dans le cadre des programmes IRIS (Instruments de renseignements et d'imagerie spatiale), CELESTE (composante électromagnétique spatiale) et ARES (Action et résilience spatiale). La modernisation de la numérisation des forces s'est également poursuivie avec en particulier des livraisons des programmes CONTACT, SI TERRE, MELCHIOR et SIA.

Dans le domaine « engagement-combat », l'effort de modernisation et de rénovation a été poursuivi avec la commande de 42 avions de combat Rafale, de 420 véhicules blindés Serval, de 2 frégates de défense aérienne rénovées, de 109 canons CAESAR NG (couvrant notamment le cas du recombplètement de cessions Ukraine) et plusieurs dizaines de milliers de munitions de 155 mm. Les principales livraisons ont porté sur 20 avions de combat, 1 SNA, 12 chars Leclerc rénovés, 274 engins SCORPION, plus de 200 missiles de tous types (MMP, Exocet, SCALP-EG RMV) et 8 660 nouveaux fusils d'assaut AIF.

Dans le domaine « projection - mobilité - soutien », les livraisons d'avions de transport A400M, d'avions de ravitaillement en vol et de transport (MRTT) et d'hélicoptères NH-90 ont été complétées par la livraison du premier bâtiment ravitailleur de forces. 8 nouveaux NH-90 TTH ont par ailleurs été commandés au profit des forces spéciales.

Dans le domaine « protection – sauvegarde » enfin, un effort particulier a été amorcé au profit de la défense sol-air et la lutte anti-drones avec à la fois la commande de premiers systèmes MICA VL et de missiles MISTRAL, et la livraison de 6 systèmes PARADE et de 100 fusils brouilleurs. Il a été complété par des commandes et des livraisons dans le domaine nucléaire, radiologique, bactériologique et chimique NRBC.

Les réalisations de l'année 2023 concourent ainsi directement à la poursuite de la réparation et de la modernisation des forces terrestres, navales et aériennes, qui constituait le cœur de la LPM 2019-2025, tout en marquant un effort particulier sur certains segments comme le spatial, le NRBC et la DSA, points d'attention de la LPM 2024-2030, ainsi qu'en prenant en compte les reconstitutions liés aux matériels cédés dans le cadre du soutien à l'Ukraine. Elles contribuent également à la pérennisation d'une BITD souveraine et compétitive à l'export.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 : Mettre à la disposition des armées les armements et matériels nécessaires au succès des opérations des forces armées

INDICATEUR 1.1 : Taux de réalisation des équipements

INDICATEUR 1.2 : Evolution annuelle moyenne des délais de réalisation des opérations d'armement principales

INDICATEUR 1.3 : Taux de progression du lancement des nouveaux programmes en coopération

OBJECTIF 2 : Assurer une efficacité maximale de la dépense d'équipement des forces

INDICATEUR 2.1 : Efficacité du processus de paiement

INDICATEUR 2.2 : Evolution annuelle moyenne des devis à terminaison des opérations d'armement principales

Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF

1 – Mettre à la disposition des armées les armements et matériels nécessaires au succès des opérations des forces armées

INDICATEUR mission

1.1 – Taux de réalisation des équipements

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Progression dans la réalisation des opérations d'armement principales | % | 69,5 | 73,8 | 85 | 64,8 | absence amélioration | 85 |
| dont progression dans la réalisation des opérations d'armement principales du système de forces commandement et maîtrise de l'information | % | 63,4 | 97,6 | 80 | 46,7 | absence amélioration | 80 |
| dont progression dans la réalisation des opérations d'armement principales du système de forces projection- mobilité- soutien | % | 70,5 | 42,2 | 80 | 59 | amélioration | 80 |
| dont progression dans la réalisation des opérations d'armement principales du système de forces engagement et combat | % | 72,8 | 60,9 | 85 | 87,8 | cible atteinte | 85 |
| dont progression dans la réalisation des opérations d'armement principales du système de forces protection et sauvegarde | % | 100 | 99,3 | 85 | 64,2 | absence amélioration | 85 |
| Taux de réalisation des livraisons valorisées | % | 80,4 | 61,3 | 85 | 87,9 | cible atteinte | 85 |

Commentaires techniques

Source des données : l'indicateur est constitué à partir des informations fournies par le contrôle de gestion de la DGA (tableau de bord de décembre de l'année). Les jalons sont ceux décrits dans les fiches JPE. Ils correspondent à des commandes, des livraisons, des jalons techniques ou des étapes importantes du programme à franchir dans l'année considérée.

Mode de calcul : les indicateurs de progression dans la réalisation des opérations d'armement principales s'appuient sur les données concernant l'état des commandes et des livraisons prévues et réalisées en cours d'année pour chacune des opérations d'armement entrant dans le périmètre, ou le franchissement d'autres jalons significatifs marquant l'avancée des opérations d'armement de l'ensemble des systèmes de forces.

Le sous-indicateur de progression dans la réalisation est la moyenne non pondérée des progressions de jalons de chaque système de forces.

Le calcul des sous-indicateurs de progression dans la réalisation prend en compte les avances et retard des opérations : les jalons prévus en N en PAP N et franchis en N-1 sont déduits des jalons à franchir en N, les jalons prévus en N-1 mais non franchis en N-1 sont ajoutés aux jalons à franchir en N.

Le taux de réalisation des livraisons valorisées donne le rapport entre le montant total des livraisons valorisées réalisées et le montant total des livraisons valorisées prévues en construction du PLF. Le calcul du taux de réalisation est le rapport entre un numérateur et un dénominateur symétrique qui sont calculés ainsi : le numérateur est le réalisé des livraisons valorisées prévues au dénominateur, le dénominateur correspond aux livraisons valorisées prévues au PAP N en N et en N -1 si elles n'ont pas été totalement réalisées en N -1. Par construction, le taux de réalisation des livraisons valorisées peut atteindre 100 %.

L'assiette de calcul prenant en compte des jalons spécifiques à chaque année, une moindre performance en N-1 ne préjuge pas de la performance des années suivantes.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Les jalons franchis en 2023 sont les suivants :

Système de forces « Commandement et Maîtrise de l'information » :

- CONTACT : commande de 1 250 postes portatifs, de 1 350 postes véhicules, de 95 postes aéronautiques et de 50 postes portables. Livraison de 142 Postes portatifs et de 680 postes véhicules ;
- Programme intégration CONTACT : commande de 286 équipements et livraison de 407 équipements ;
- RIFAN : livraison de 11 équipements ;
- SI TERRE : livraison de 1478 nouveaux kits de numérisation (hors dalle) ;
- Réno SAIM : livraison de 59 équipements ;
- SYRACUSE IV : commande de 89 segments sol et livraison de 33 segments sol ;
- ASTRIDE : commande de 56 équipements ;
- MELCHIOR : livraison de 200 stations ;
- SIA : commande de 15 modules projetables et livraison de 14 modules ;
- SCCOA 4 : livraison d'un radar fixe M/BA 3D, d'un STRIDA rénové et d'une évolution CT-NG ;
- SDCA : livraison de l'interopérabilité phase 1 ;
- SCCOA 3 : livraison d'un CLA 2000 ;
- OMEGA : commande de 90 récepteurs utilisant les services ouverts GPS et Galileo (P3TS) ;
- Infra DESCARTES : commande de 7 sécurisations des relais isolés.

Système de forces « Projection – Mobilité - Soutien » :

- Infra MRTT : livraison de l'infrastructure Ensemble 2 : parkings, infrastructure de maintenance et bâtiment opération ;
- MENTOR : livraison de 9 avions ;
- VLTP : livraison de 280 véhicules ;
- A400M : livraison de 3 avions ;
- Infra A400M : commande du bâtiment de stockage des pièces de rechanges ;
- HIL : livraison de 3 hélicoptères H160 ;
- NH 90-TTH : livraison de 6 hélicoptères ;
- MRTT : livraison de 3 avions ;
- C130 Modernisation : livraison d'un appareil ;
- Infra HNG : commande 12 alvéoles de maintenance et de mise en œuvre ;
- FLOTLOG : livraison d'un navire.

Système de forces « Engagement et Combat » :

- M2000D rénové : livraison de 9 avions ;
- SCORPION : commande de 420 véhicules Serval, livraison de 129 véhicules Serval, 123 Griffon et 22 Jaguar ;
- PDL NG : livraison de 11 équipements ;
- MMP : commande d'un lot de munitions MMP et livraison de 34 postes de tirs et d'1 lot de munitions ;
- VBL régénérés : livraison de 91 véhicules ;
- VFS : commande de 136 véhicules légers et de 96 poids lourds pour les forces spéciales, livraison de 48 Fardier ainsi que 6 remorques ;
- AIF : commande de 8 000 fusils et livraison de 8 660 fusils AIF ;
- Infra RAFALE : livraison d'une infrastructure ;
- ATL 2 : livraison de 3 avions ;
- RAFALE : commande de 42 avions et livraison de 11 avions ;
- Infra SCORPION : commande de 5 infrastructures et livraison de 6 ;
- Infra SLAMF : livraison de l'ouvrage maritime ;
- BARRACUDA : livraison d'un SNA ;
- RMV Leclerc : livraison de 12 chars ;
- EXCOCET : livraison d'un lot de missiles MM40 Block 3c ;

- ARTEMIS (FTL) : livraison de 2 lots de Torpille F21 ;
- FLF rénovation : livraison d'une frégate.

Système de forces « Protection et Sauvegarde » :

- Remotorisation MICA : livraison d'un lot d'équipements ;
- POM : livraison d'un patrouilleur ;
- MIDE : livraison d'un lot de missiles ;
- CINABRE : commande de lots ;
- SECOIA : commande de l'installation déplaçable ;
- LAD : livraison de 6 systèmes PARADE et 100 fusils brouilleur.

La progression dans la réalisation des équipements en 2023 atteint 64,8 % pour un objectif inscrit au PAP 2023 de 85 %. Ce résultat est en régression de 9 points par rapport à l'année précédente (73,8 % en 2022). Il demeure en deçà des objectifs que s'assignent les responsables de programme pour les systèmes de forces « Commandement et maîtrise de l'information », « Projection- Mobilité- Soutien » et « Protection et sauvegarde ».

Le plan d'engagement de l'année 2023 a été marqué par la préparation de la loi de programmation militaire 2024-2030. Certains jalons ont pu être réaménagés ou repriorisés, comme ALSR, C130, HUG ou HMNG, ce qui a conduit à des écarts avec les jalons initialement prévus. Les jalons qui n'ont pas été franchis, du fait de retards ou non-conformités industrielles ou de négociations complexes, concernent principalement :

- pour les commandes : une capacité complémentaire pour ALSR, les drones SDT, 2 avions C130 modernisés (réno OACI), un SI Environnement géophysique (GEODE 4D), 6 200 récepteurs utilisant les services ouverts GPS et Galileo (OMEGA), 20 cellules ROEM Tactiques, 3 moyens LAD Marine, 3 hélicoptères à usage gouvernemental, 4 hélicoptères de manœuvre nouvelle génération, 1 lot de missiles MM40 Block 3c, 278 programme intégration CONTACT et une infrastructure SCORPION ;

- pour les livraisons : 4 Mirage 2000 rénovés, 2 Rafale, 3 mise à niveau HAWKEYE, les drones SDT, un C130 modernisé avec rénovation OACI et capacités forces spéciales, un centre de formation (infra MRTT), une cage de Faraday (Infra DESCARTES), 1 075 kits de numérisation (hors dalle) (SI TERRE), 19 modules projetables SIA, 675 postes portatifs CONTACT, 90 récepteurs OMEGA, un CLA 2000, un radar fixe M/BA 3D, un segment spatial SYRACUSE IV, 3 moyens LAD marine, 2 hélicoptères H160, 1 lot de missiles MM40 Block 3C, 14 postes de tirs MMP, 1 lot de de missiles SCALP rénovés, 4 infrastructures SCORPION, 6 rénovation de chars LECLERC, 5 véhicules légers pour les forces spéciales, 5 poids lourds pour les forces spéciales et 12 véhicules FARDIER.

Le taux de livraisons valorisées en 2023 atteint 87,9 % pour un objectif de 85 % fixé au PAP 2023.

INDICATEUR

1.2 – Evolution annuelle moyenne des délais de réalisation des opérations d'armement principales

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Evolution annuelle moyenne des délais de réalisation des opérations d'armement principales | mois | 1,89 | 1,2 | 2 | 0,42 | cible atteinte | 2 |

Commentaires techniques

Source des données : l'indicateur est constitué à partir des informations fournies par le contrôle de gestion de la DGA. Les programmes ou opérations d'armement concernés sont ceux en phase de réalisation et identifiés dans les tableaux des fiches JPE.

Mode de calcul : sur la gestion considérée, l'indicateur donne les évolutions cumulées depuis le 1^{er} janvier des délais enregistrés pour les opérations d'armement entrant dans le périmètre (exprimées en mois), rapportées au nombre d'opérations d'armement sélectionnées.

ANALYSE DES RÉSULTATS

L'évolution moyenne en 2023 s'élève à 0,42 mois, en dessous du plafond PAP (2 mois).

Cela traduit une moindre évolution des délais enregistrés des opérations d'armement au cours de l'année 2023.

INDICATEUR

1.3 – Taux de progression du lancement des nouveaux programmes en coopération

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux de progression du lancement des nouveaux programmes en coopération | % | 60 | 70 | 60 | 80 | cible atteinte | 80 |

Commentaires techniques

Source des données : l'indicateur mesure la progression du nombre de nouveaux programmes lancés en réalisation dans le cadre d'une coopération depuis le début de la loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025. Il est constitué à partir des informations fournies par le contrôle de gestion de la DGA.

Mode de calcul : L'indicateur cumule le nombre des opérations d'armement lancées en réalisation et menées en coopération depuis le début de la LPM 2019-2025. Dix opérations sont prévues au titre de la nouvelle LPM. Cet indicateur progressif atteindra 100 % lorsque les 10 opérations d'armement auront été lancées.

Le taux de réalisation n'est pas plafonné à 100 %. En effet, si des opérations d'armement supplémentaires sont lancées dans les mêmes conditions, elles peuvent être prises en compte dans le réalisé de cet indicateur.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Le taux de progression atteint 80 % à fin 2023.

OBJECTIF

2 – Assurer une efficacité maximale de la dépense d'équipement des forces

INDICATEUR

2.1 – Efficacité du processus de paiement

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Montant des intérêts moratoires versés | M€ | 8,19 | 6,61 | 9 | 11,94 | absence amélioration | 9 |
| Montant des intérêts moratoires versés/ montant des paiements | % | 0,06 | 0,05 | 0,1 | 0,08 | cible atteinte | 0,3 |

Commentaires techniques

Sous-indicateur 2.1.1 : Montants des intérêts moratoires versés.

Source des données : ce sous-indicateur est constitué à partir des informations fournies par le contrôle de gestion de la DGA (tableau de bord de décembre de l'année en version définitive).

Mode de calcul : montant cumulé des intérêts moratoires versés, sur l'année considérée, au titre des dépenses pour l'équipement des forces par les ordonnateurs DGA (hors versements CEA et sur les 10 BOP armement).

Sous-indicateur 2.1.2 : Montants des intérêts moratoires versés / montant des paiements.

Source des données : ce sous-indicateur est constitué à partir des informations fournies par le contrôle de gestion de la DGA (tableau de bord de décembre de l'année en version définitive).

Mode de calcul : montant cumulé des intérêts moratoires versés, sur l'année considérée, au titre des dépenses pour l'équipement des forces par les ordonnateurs DGA rapporté au montant des demandes de paiements envoyés (hors versements CEA et sur les 10 BOP armement).

ANALYSE DES RÉSULTATS

Sur le périmètre des 10 BOP Armement, le montant des intérêts moratoires versés en 2023 atteint 11,94 M€, soit 0,08 % des demandes de paiement contre 0,05 % en 2022. Il correspond majoritairement aux intérêts moratoires dus au titre des factures impayées à la fin de l'exercice 2022. L'augmentation du montant des intérêts moratoires versés s'explique en partie par les évolutions successives du taux réglementaire entre la fin de l'année 2022 (8 %) et la fin de l'année 2023 (12 %).

INDICATEUR**2.2 – Evolution annuelle moyenne des devis à terminaison des opérations d'armement principales**

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Evolution annuelle moyenne des devis à terminaison des opérations d'armement principales | % | 0,14 | 0,76 | 1,5 | 0,02 | absence amélioration | 1,5 |

Commentaires techniques

Source des données : cet indicateur est constitué à partir des informations fournies par le contrôle de gestion de la DGA (tableau de bord de décembre de l'année en version définitive).

Les programmes ou opérations d'armement concernés sont ceux en phase de réalisation et identifiés dans les tableaux des fiches JPE.

Mode de calcul : l'indicateur permet d'identifier les variations des devis des opérations d'armement. Il donne le cumul des variations des devis des programmes entrant dans le périmètre (exprimé en pourcentage par rapport à la somme des devis au 31 décembre de la gestion précédente) sur la gestion considérée.

ANALYSE DES RÉSULTATS

L'évolution annuelle brute des devis à terminaison enregistre en 2023 une augmentation de +0,02 %, traduisant une très faible variation des devis des programmes au cours de l'année 2023.

Présentation des crédits

2023 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2023 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2023 Consommation 2023</i> | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|--|---|---------------------------------------|--|---|
| 06 – Dissuasion | 1 085 091 905 1 075 529 034 | 3 076 308 097 3 735 531 327 | | 4 161 400 002 4 811 060 361 | 4 163 400 002 |
| 06.14 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion M51 | 17 338 096 47 314 936 | 526 329 210 1 021 787 847 | | 543 667 306 1 069 102 783 | 543 667 306 |
| 06.15 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion SNLE NG : adaptation M51 | -507 412 | 13 981 863 | | 0 13 474 451 | 0 |
| 06.17 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion - Air sol moyenne portée amélioré (ASMPA) | 3 399 870 | 64 060 000 15 471 490 | | 64 060 000 18 871 361 | 64 060 000 |
| 06.18 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion Simulation | | 531 180 000 599 463 538 | | 531 180 000 599 463 538 | 531 180 000 |
| 06.19 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion - Autres opérations | 358 967 502 177 413 191 | 1 346 536 421 1 438 403 182 | | 1 705 503 923 1 615 816 372 | 1 707 503 923 |
| 06.22 – Assurer la crédibilité opérationnelle de la dissuasion - soutien et mise en oeuvre des forces - toutes opérations | 527 806 307 685 346 545 | 541 412 466 338 362 782 | | 1 069 218 773 1 023 709 327 | 1 069 218 773 |
| 06.23 – Assurer la crédibilité technique de la posture - toutes opérations | 180 980 000 157 906 379 | 66 790 000 117 534 428 | | 247 770 000 275 440 807 | 247 770 000 |
| 06.24 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion – SNLE 3G | 4 655 525 | 190 526 197 | | 0 195 181 722 | 0 |
| 07 – Commandement et maîtrise de l'information | 881 918 169 944 806 123 | 2 082 895 109 1 176 907 452 | 24 579 500 | 2 964 813 278 2 146 293 075 | 2 988 904 988 |
| 07.23 – Commander et conduire - ARTEMIS IA | 5 723 153 | 36 930 000 -147 698 | | 36 930 000 5 575 455 | 36 930 000 |
| 07.24 – Commander et conduire - Système de commandement et de conduite des opérations aériennes (SCCOA) | 4 773 000 44 182 615 | 8 127 000 212 967 456 | | 12 900 000 257 150 070 | 16 726 710 |
| 07.25 – Commander et conduire - Système d'information TERRE | 7 015 100 40 707 154 | 28 060 402 -6 858 901 | 150 000 | 35 075 502 33 998 253 | 35 075 502 |
| 07.27 – Commander et conduire - Géographie numérique | 266 950 000 66 377 932 | 74 050 000 477 477 | 23 900 000 | 341 000 000 90 755 409 | 341 000 000 |
| 07.28 – Commander et conduire - Autres opérations | 7 522 524 13 865 983 | 17 552 555 -1 073 780 | | 25 075 079 12 792 202 | 25 075 079 |
| 07.29 – Commander et conduire - Système d'information des armées (SIA) | 76 569 206 60 263 587 | 90 488 994 28 690 548 | | 167 058 200 88 954 135 | 167 058 200 |
| 07.30 – Communiquer - Cyber | 13 711 200 72 312 831 | 3 427 800 48 808 706 | | 17 139 000 121 121 537 | 17 139 000 |
| 07.35 – Communiquer - Autres opérations | 195 053 176 83 158 135 | 244 650 057 30 608 782 | | 439 703 233 113 766 917 | 439 983 233 |
| 07.36 – Communiquer - CONTACT | 47 348 667 | 173 385 438 | | 0 220 734 105 | 0 |
| 07.37 – Communiquer - DESCARTES | 49 658 458 | 221 500 000 87 162 636 | | 221 500 000 136 821 094 | 221 500 000 |
| 07.42 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM | 2 726 000 17 858 714 | 21 974 000 257 042 | | 24 700 000 18 115 756 | 24 700 000 |
| 07.43 – Espace - Communiquer - Moyens de communication satellitaire | 170 515 111 162 620 152 | 286 684 889 155 895 405 | | 457 200 000 318 515 557 | 468 425 000 |
| 07.44 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROIM | 1 450 000 107 144 644 | 144 000 000 117 236 994 | | 145 450 000 224 381 638 | 145 450 000 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|--|---|---------------------------------------|---------------------------------|---|
| | Prévision LFI 2023 Consommation 2023 | | | | |
| 07.45 – Espace - Maîtrise de l'Espace | 20 887 080 | 400 000 000 60 360 548 | 7 000 | 400 000 000 81 254 627 | 400 000 000 |
| 07.46 – Espace - Commander et conduire - OMEGA | 661 940 | 41 000 000 47 983 102 | | 41 000 000 48 645 043 | 41 000 000 |
| 07.50 – Communiquer - Transmission | 8 907 474 | 87 181 008 | | 0 96 088 482 | 0 |
| 07.60 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ALSR | 536 098 327 881 | 2 263 902 91 981 | | 2 800 000 419 861 | 2 800 000 |
| 07.61 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - CUGE | 2 779 278 | 4 659 614 | | 0 7 438 892 | 0 |
| 07.62 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - Drones aériens | 49 461 561 12 234 988 | 334 738 439 54 563 764 | | 384 200 000 66 798 751 | 384 200 000 |
| 07.63 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - Hawkeye | 50 000 11 609 902 | 950 000 16 650 923 | | 1 000 000 28 260 824 | 1 000 000 |
| 07.64 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM | 34 412 693 45 174 963 | 103 479 571 52 726 149 | | 137 892 264 97 901 112 | 138 102 264 |
| 07.67 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - SDCA | 14 644 907 | 1 167 787 | | 0 15 812 694 | 0 |
| 07.68 – Renseigner, surveiller, acquérir - Autres opérations | 51 172 500 56 355 686 | 23 017 500 4 112 473 | 522 500 | 74 190 000 60 990 659 | 82 740 000 |
| 08 – Projection - mobilité - soutien | 372 928 526 217 916 904 | 1 621 155 660 1 007 691 662 | 3 320 470 | 1 994 084 186 1 228 929 037 | 1 994 084 186 |
| 08.42 – Projeter les forces - Avion de transport futur (A400M) | 6 103 137 4 151 225 | 42 583 737 41 658 756 | 855 470 | 48 686 874 46 665 451 | 48 686 874 |
| 08.43 – Projeter les forces - Autres opérations | 112 650 677 -11 685 884 | 84 349 323 22 925 885 | 15 000 | 197 000 000 11 255 001 | 197 000 000 |
| 08.44 – Assurer la mobilité - VLTP | 974 765 | 17 398 768 | | 0 18 373 533 | 0 |
| 08.45 – Assurer la mobilité - HIL | 6 239 847 | 43 370 000 12 249 963 | | 43 370 000 18 489 810 | 43 370 000 |
| 08.46 – Assurer la mobilité - Rénovation Cougar | -937 | -1 962 432 | | 0 -1 963 369 | 0 |
| 08.47 – Assurer la mobilité - Hélicoptère NH 90 | 21 585 968 23 182 718 | 503 614 032 291 729 061 | 311 000 | 525 200 000 315 222 779 | 525 200 000 |
| 08.48 – Assurer la mobilité - Autres opérations | 59 364 834 74 289 732 | 128 742 478 45 317 128 | | 188 107 312 119 606 859 | 188 107 312 |
| 08.49 – Assurer la mobilité – Hélicoptères de manœuvre nouvelle génération (HM NG) | | 2 255 520 | | 0 2 255 520 | 0 |
| 08.51 – Assurer la mobilité - FTLT | 29 562 667 0 | 163 237 333 -1 | | 192 800 000 -1 | 192 800 000 |
| 08.53 – Maintenir le potentiel ami et autre - Autres opérations | 39 524 804 45 690 578 | 301 895 196 249 521 | | 341 420 000 45 940 099 | 341 420 000 |
| 08.55 – Maintenir le potentiel ami et autre - MRTT | 104 136 439 69 466 996 | 353 363 561 512 543 647 | | 457 500 000 582 010 644 | 457 500 000 |
| 08.56 – Maintenir le potentiel ami et autre - Flotte logistique | 5 607 864 | 63 325 846 | 2 139 000 | 0 71 072 710 | 0 |
| 09 – Engagement et combat | 4 178 071 521 2 124 046 838 | 6 780 932 337 7 141 618 452 | 52 629 660 43 039 446 | 11 011 633 518 9 308 704 737 | 11 097 606 772 |
| 09.56 – Frapper à distance - Missile de croisière naval (MDCN) | 5 530 995 | 642 357 | | 0 6 173 351 | 0 |
| 09.59 – Frapper à distance - RAFALE | 1 673 041 151 313 290 994 | 4 375 729 493 4 333 421 924 | | 6 048 770 644 4 646 712 918 | 6 134 343 898 |
| 09.61 – Frapper à distance - Autres opérations | 60 927 809 383 606 462 | 68 720 074 345 864 745 | 285 970 8 034 543 | 129 933 853 737 505 750 | 129 933 853 |
| 09.62 – Frapper à distance - SCAF | 61 355 803 | 74 294 868 | | 0 135 650 671 | 0 |
| 09.63 – Frapper à distance - Porte-avions | 1 072 053 280 397 532 578 | 502 635 307 600 877 910 | | 1 574 688 587 998 410 489 | 1 574 688 587 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Prévision LFI 2023 Consommation 2023 | | | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|--|---|---------------------------------------|--------------------------------|---|
| | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | | |
| 09.66 – Opérer en milieu hostile - Véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI) | -4 850 129 | -14 112 | | 0 -4 864 241 | 0 |
| 09.68 – Opérer en milieu hostile - Hélicoptère TIGRE | 2 836 544 | 300 000 36 588 381 | 2 945 351 | 300 000 42 370 276 | 300 000 |
| 09.69 – Opérer en milieu hostile - Future torpille lourde (FTL) | 1 742 279 | 4 571 556 | | 0 6 313 834 | 0 |
| 09.71 – Opérer en milieu hostile - Evolution Exocet | 62 703 894 56 087 752 | 55 396 106 255 184 | | 118 100 000 56 342 936 | 118 100 000 |
| 09.73 – Opérer en milieu hostile - Frégates multi-missions (FREMM) | 549 630 | 69 958 648 | | 0 70 508 278 | 0 |
| 09.74 – Opérer en milieu hostile - SNA Barracuda | 1 830 151 49 716 732 | 42 279 849 360 706 930 | | 44 110 000 410 423 663 | 44 110 000 |
| 09.75 – Opérer en milieu hostile - Autres opérations et conduire des opérations spéciales | 135 086 099 362 147 727 | 132 842 098 140 730 297 | 49 282 300 18 503 000 | 317 210 497 521 381 025 | 317 210 497 |
| 09.77 – Opérer en milieu hostile - SCORPION | 735 754 108 190 199 386 | 162 245 892 835 414 683 | 12 787 552 | 898 000 000 1 038 401 621 | 898 000 000 |
| 09.78 – Frapper à distance - Mirage 2000 | 51 771 723 44 915 052 | 22 187 882 37 246 325 | | 73 959 605 82 161 377 | 73 959 605 |
| 09.79 – Opérer en milieu hostile - Plateformes | 53 454 399 29 473 255 | 173 825 933 213 754 332 | | 227 280 332 243 227 587 | 227 680 332 |
| 09.80 – Opérer en milieu hostile - MGCS Système de combat terrestre principal | | | | 0 0 | 0 |
| 09.84 – Opérer en milieu hostile - MAST-F | 116 951 | 5 682 097 | 769 000 | 0 6 568 048 | 0 |
| 09.85 – Opérer en milieu hostile - SLAMF | 137 757 575 1 746 998 | 1 060 461 035 53 935 364 | 3 061 390 | 1 201 280 000 55 682 362 | 1 201 280 000 |
| 09.86 – Opérer en milieu hostile - ATL2 | 17 191 332 23 496 415 | 7 808 668 15 522 585 | | 25 000 000 39 019 000 | 25 000 000 |
| 09.88 – Opérer en milieu hostile - missile moyenne portée MMP | 176 500 000 200 857 225 | 176 500 000 6 988 973 | | 353 000 000 207 846 198 | 353 000 000 |
| 09.89 – Opérer en milieu hostile - Frégates de taille intermédiaire | 3 694 188 | 5 175 406 | | 0 8 869 594 | 0 |
| 10 – Protection et sauvegarde | 856 813 578 239 163 021 | 2 225 614 098 2 084 785 953 | 15 268 000 | 3 082 427 676 2 339 216 974 | 3 082 934 696 |
| 10.74 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - SECOIA | 81 072 730 13 851 882 | 49 077 270 45 058 841 | | 130 150 000 58 910 724 | 130 150 000 |
| 10.75 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Patrouilleur futur | 426 466 393 29 199 065 | 1 008 733 607 980 277 658 | | 1 435 200 000 1 009 476 723 | 1 435 200 000 |
| 10.76 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Missiles | 41 200 000 8 355 895 | 1 283 551 | 36 000 | 41 200 000 9 675 446 | 41 200 000 |
| 10.77 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - AVSIMAR | 3 719 500 2 714 832 | 70 670 500 16 723 171 | | 74 390 000 19 438 003 | 74 390 000 |
| 10.79 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Autres opérations | 18 168 535 8 861 127 | 93 074 141 55 262 000 | | 111 242 676 64 123 128 | 111 749 696 |
| 10.80 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens – Alerte Avancée | | | | 0 0 | 0 |
| 10.82 – Assurer la protection des forces et des sites - Famille de systèmes sol-air futurs (FSAF) | 40 317 334 28 362 901 | 890 082 666 44 019 936 | 232 000 | 930 400 000 72 614 838 | 930 400 000 |
| 10.86 – Assurer la protection des forces et des sites - Autres opérations et assurer la protection de l'homme | 245 191 935 135 302 972 | 109 153 065 937 535 864 | 15 000 000 | 354 345 000 1 087 838 836 | 354 345 000 |
| 10.87 – Assurer la protection de l'homme - e-SAN | 500 000 5 459 344 | 115 512 | | 500 000 5 574 856 | 500 000 |
| 10.88 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - BALLASTIERES | 177 151 112 651 | 4 822 849 | | 5 000 000 112 651 | 5 000 000 |
| 10.89 – Assurer la protection des forces et des sites - LAD | 6 942 352 | 4 509 419 | | 0 11 451 771 | 0 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2023 Consommation 2023</i> | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|--|---|---------------------------------------|--|---|
| 11 – Préparation et conduite des opérations d'armement | 209 550 658 256 440 460 | 83 789 500 36 733 596 | 7 129 842 3 394 948 | 300 470 000 296 569 004 | 348 230 000 |
| 11.89 – Fonctionnement et soutien DGA | 90 865 658 127 619 829 | 680 000 305 930 | 3 014 342 3 210 948 | 94 560 000 131 136 706 | 142 320 000 |
| 11.90 – Investissements pour les opérations d'armement | 118 685 000 128 820 631 | 83 109 500 36 427 667 | 4 115 500 184 000 | 205 910 000 165 432 298 | 205 910 000 |
| 12 – Parts étrangères et programmes civils | 381 927 | 1 592 776 | | 0 1 974 703 | 0 |
| 12.96 – Parts étrangères | -294 118 | 15 796 | | 0 -278 322 | 0 |
| 12.97 – Programmes civils | 676 045 | 1 576 980 | | 0 2 253 024 | 0 |
| 13 – Soutien à l'effort de défense de pays tiers | 42 960 473 | 1 051 200 | 70 000 000 | 0 114 011 673 | 0 |
| Total des AE prévues en LFI | 7 584 374 357 | 15 870 694 801 | 59 759 502 | 23 514 828 660 | 23 675 160 644 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | +203 514 562 (hors titre 2) | | | +203 514 562 | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | +25 732 329 958 (hors titre 2) | | | +25 732 329 958 | |
| Total des AE ouvertes | 49 450 673 180 (hors titre 2) | | | 49 450 673 180 | |
| Total des AE consommées | 4 901 244 781 | 15 185 912 418 | 159 602 364 | 20 246 759 563 | |

2023 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2023 Consommation 2023</i> | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|--|---|---------------------------------------|--|---|
| 06 – Dissuasion | 875 043 181 833 694 064 | 3 770 156 819 3 766 989 869 | | 4 645 200 000 4 600 683 933 | 4 647 200 000 |
| 06.14 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion M51 | 55 541 761 39 693 517 | 754 304 249 660 555 200 | | 809 846 010 700 248 717 | 809 846 010 |
| 06.15 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion SNLE NG : adaptation M51 | 235 462 | 17 200 795 | | 0 17 436 258 | 0 |
| 06.17 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion - Air sol moyenne portée amélioré (ASMPA) | 49 730 000 3 570 683 | 94 880 000 139 565 702 | | 144 610 000 143 136 385 | 144 610 000 |
| 06.18 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion Simulation | | 543 710 000 564 610 828 | | 543 710 000 564 610 828 | 543 710 000 |
| 06.19 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion - Autres opérations | 188 145 986 165 095 198 | 1 220 126 100 1 241 445 408 | | 1 408 272 086 1 406 540 607 | 1 410 272 086 |
| 06.22 – Assurer la crédibilité opérationnelle de la dissuasion - soutien et mise en oeuvre des forces - toutes opérations | 405 135 509 470 248 676 | 517 248 021 399 767 917 | | 922 383 530 870 016 593 | 922 383 530 |
| 06.23 – Assurer la crédibilité technique de la posture - toutes opérations | 159 007 686 145 773 957 | 229 940 228 277 772 780 | | 388 947 914 423 546 737 | 388 947 914 |
| 06.24 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion – SNLE 3G | 17 482 239 9 076 570 | 409 948 221 466 071 238 | | 427 430 460 475 147 808 | 427 430 460 |
| 07 – Commandement et maîtrise de l'information | 761 339 772 813 058 866 | 1 851 903 545 1 614 427 554 | 44 420 6 989 166 | 2 613 287 737 2 434 475 586 | 2 637 379 447 |
| 07.23 – Commander et conduire - ARTEMIS IA | 3 417 612 | 26 703 103 13 587 259 | | 26 703 103 17 004 871 | 26 703 103 |
| 07.24 – Commander et conduire - Système de commandement et de conduite des opérations aériennes (SCCOA) | 26 581 357 50 899 107 | 246 898 982 261 492 539 | | 273 480 339 312 391 646 | 277 307 049 |
| 07.25 – Commander et conduire - Système d'information TERRE | 21 451 182 39 736 182 | 53 905 296 17 922 413 | 470 000 | 75 356 478 58 128 595 | 75 356 478 |
| 07.27 – Commander et conduire - Géographie numérique | 57 227 873 41 441 912 | 25 632 579 13 699 112 | | 82 860 452 55 141 023 | 82 860 452 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action Prévision LFI 2023 Consommation 2023 | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|--|---|---------------------------------------|--|---|
| 07.28 – Commander et conduire - Autres opérations | 16 952 915 14 258 238 | 32 928 607 19 794 612 | | 49 881 522 34 052 850 | 49 881 522 |
| 07.29 – Commander et conduire - Système d'information des armées (SIA) | 35 160 531 70 038 933 | 71 386 531 31 121 039 | | 106 547 062 101 159 972 | 106 547 062 |
| 07.30 – Communiquer - Cyber | 42 897 434 65 305 112 | 127 742 641 54 031 138 | | 170 640 075 119 336 249 | 170 640 075 |
| 07.35 – Communiquer - Autres opérations | 97 610 884 101 500 023 | 97 290 672 52 726 829 | | 194 901 556 154 226 852 | 195 181 556 |
| 07.36 – Communiquer - CONTACT | 30 230 623 19 453 463 | 215 395 875 104 327 484 | 266 705 | 245 626 498 124 047 652 | 245 626 498 |
| 07.37 – Communiquer - DESCARTES | 22 050 459 | 81 828 059 32 766 339 | | 81 828 059 54 816 798 | 81 828 059 |
| 07.42 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM | 11 572 448 19 044 903 | 9 180 332 2 089 935 | 5 559 020 | 20 752 780 26 693 858 | 20 752 780 |
| 07.43 – Espace - Communiquer - Moyens de communication satellitaire | 129 029 849 170 297 667 | 327 037 404 340 391 249 | | 456 067 253 510 688 917 | 467 292 253 |
| 07.44 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROIM | 8 306 108 33 612 417 | 76 296 623 55 327 847 | 98 914 | 84 602 731 89 039 177 | 84 602 731 |
| 07.45 – Espace - Maîtrise de l'Espace | 8 843 932 | 34 951 292 32 277 359 | 7 000 | 34 951 292 41 128 292 | 34 951 292 |
| 07.46 – Espace - Commander et conduire - OMEGA | 404 779 | 52 003 961 54 337 343 | | 52 003 961 54 742 122 | 52 003 961 |
| 07.50 – Communiquer - Transmission | 7 308 765 | 32 618 813 27 475 957 | | 32 618 813 34 784 723 | 32 618 813 |
| 07.60 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ALSR | 5 666 474 3 501 862 | 12 888 243 13 897 980 | | 18 554 717 17 399 841 | 18 554 717 |
| 07.61 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - CUGE | 103 833 642 2 169 973 | 1 253 286 144 535 652 | | 105 086 928 146 705 625 | 105 086 928 |
| 07.62 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - Drones aériens | 104 655 968 23 149 246 | 119 470 939 220 100 052 | 44 420 543 866 | 224 171 327 243 793 165 | 224 171 327 |
| 07.63 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - Hawkeye | 4 134 851 35 220 483 | 78 617 701 61 581 247 | | 82 752 552 96 801 730 | 82 752 552 |
| 07.64 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM | 29 117 858 36 282 055 | 89 941 818 31 990 151 | | 119 059 676 68 272 206 | 119 269 676 |
| 07.67 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - SDCA | 6 006 302 9 007 521 | 11 090 528 7 258 415 | | 17 096 830 16 265 936 | 17 096 830 |
| 07.68 – Renseigner, surveiller, acquérir - Autres opérations | 30 903 473 36 114 223 | 26 840 260 21 695 602 | 43 661 | 57 743 733 57 853 487 | 66 293 733 |
| 08 – Projection - mobilité - soutien | 183 920 273 227 135 484 | 1 604 635 543 1 639 450 698 | 129 567 3 738 740 | 1 788 685 383 1 870 324 923 | 1 788 685 383 |
| 08.42 – Projeter les forces - Avion de transport futur (A400M) | 9 726 621 7 535 718 | 237 956 513 150 591 627 | 1 523 097 | 247 683 134 159 650 442 | 247 683 134 |
| 08.43 – Projeter les forces - Autres opérations | 27 955 519 15 651 532 | 70 685 830 53 214 800 | | 98 641 349 68 866 332 | 98 641 349 |
| 08.44 – Assurer la mobilité - VLTP | 3 296 496 2 158 071 | 18 680 146 13 033 813 | | 21 976 642 15 191 884 | 21 976 642 |
| 08.45 – Assurer la mobilité - HIL | 14 674 713 | 139 983 009 158 854 289 | | 139 983 009 173 529 003 | 139 983 009 |
| 08.46 – Assurer la mobilité - Rénovation Cougar | 114 416 -937 | 149 433 | | 263 849 -937 | 263 849 |
| 08.47 – Assurer la mobilité - Hélicoptère NH 90 | 12 560 494 20 834 696 | 250 759 401 91 349 708 | 274 663 | 263 319 895 112 459 067 | 263 319 895 |
| 08.48 – Assurer la mobilité - Autres opérations | 38 051 655 66 998 753 | 69 024 848 50 714 328 | | 107 076 503 117 713 080 | 107 076 503 |
| 08.49 – Assurer la mobilité – Hélicoptères de manœuvre nouvelle génération (HM NG) | 26 641 784 780 | 26 641 784 40 151 193 | | 53 283 568 40 151 973 | 53 283 568 |
| 08.51 – Assurer la mobilité - FTLT | | 3 517 996 | | 3 517 996 0 | 3 517 996 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|--|---|---------------------------------------|--------------------------------|---|
| <i>Prévision LFI 2023 Consommation 2023</i> | | | | | |
| 08.53 – Maintenir le potentiel ami et autre - Autres opérations | 38 844 815 55 636 137 | 20 353 824 39 521 | | 59 198 639 55 675 658 | 59 198 639 |
| 08.55 – Maintenir le potentiel ami et autre - MRTT | 26 598 869 35 137 564 | 527 780 064 763 049 542 | | 554 378 933 798 187 106 | 554 378 933 |
| 08.56 – Maintenir le potentiel ami et autre - Flotte logistique | 129 604 8 508 458 | 239 102 695 318 451 877 | 129 567 1 940 980 | 239 361 866 328 901 315 | 239 361 866 |
| 09 – Engagement et combat | 1 811 550 261 1 195 899 912 | 3 333 451 879 4 551 511 562 | 29 588 309 28 779 304 | 5 174 590 449 5 776 190 778 | 5 260 563 703 |
| 09.56 – Frapper à distance - Missile de croisière naval (MDCN) | 17 616 794 18 827 252 | 2 523 735 5 817 280 | | 20 140 529 24 644 533 | 20 140 529 |
| 09.59 – Frapper à distance - RAFALE | 380 435 554 200 846 318 | 819 049 675 958 726 565 | | 1 199 485 229 1 159 572 883 | 1 285 058 483 |
| 09.61 – Frapper à distance - Autres opérations | 133 298 443 149 407 903 | 79 823 440 133 539 655 | 379 492 3 974 998 | 213 501 375 286 922 557 | 213 501 375 |
| 09.62 – Frapper à distance - SCAF | 16 397 576 33 147 971 | 311 553 935 303 167 565 | | 327 951 511 336 315 536 | 327 951 511 |
| 09.63 – Frapper à distance - Porte-avions | 176 126 412 190 778 866 | 38 511 651 91 649 262 | | 214 638 063 282 428 128 | 214 638 063 |
| 09.66 – Opérer en milieu hostile - Véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI) | 4 760 475 3 974 202 | 516 519 98 304 | | 5 276 994 4 072 507 | 5 276 994 |
| 09.68 – Opérer en milieu hostile - Hélicoptère TIGRE | 18 188 129 7 356 688 | 251 725 558 282 404 164 | 2 704 636 2 664 819 | 272 618 323 292 425 671 | 272 618 323 |
| 09.69 – Opérer en milieu hostile - Future torpille lourde (FTL) | 18 475 806 7 118 733 | 12 653 907 30 941 300 | | 31 129 713 38 060 034 | 31 129 713 |
| 09.71 – Opérer en milieu hostile - Evolution Exocet | 15 230 012 13 103 540 | 32 641 121 19 844 117 | | 47 871 133 32 947 656 | 47 871 133 |
| 09.73 – Opérer en milieu hostile - Frégates multi-missions (FREMM) | 21 883 850 1 599 123 | 313 292 001 334 274 665 | 2 974 226 1 182 863 | 338 150 077 337 056 650 | 338 150 077 |
| 09.74 – Opérer en milieu hostile - SNA Barracuda | 4 621 947 6 909 886 | 660 606 836 727 463 114 | | 665 228 783 734 373 000 | 665 228 783 |
| 09.75 – Opérer en milieu hostile - Autres opérations et conduire des opérations spéciales | 197 717 206 244 523 924 | 153 682 068 183 969 247 | 22 039 316 14 804 600 | 373 438 590 443 297 771 | 373 438 590 |
| 09.77 – Opérer en milieu hostile - SCORPION | 693 947 063 162 102 794 | 102 463 776 849 012 833 | 3 975 543 | 796 410 839 1 015 091 171 | 796 410 839 |
| 09.78 – Frapper à distance - Mirage 2000 | 37 363 190 32 268 688 | 36 248 342 24 325 315 | | 73 611 532 56 594 002 | 73 611 532 |
| 09.79 – Opérer en milieu hostile - Plateformes | 27 686 205 41 584 671 | 120 169 927 95 956 986 | | 147 856 132 137 541 657 | 148 256 132 |
| 09.80 – Opérer en milieu hostile - MGCS Système de combat terrestre principal | | | | 0 0 | 0 |
| 09.84 – Opérer en milieu hostile - MAST-F | 1 763 200 | 62 021 571 60 762 375 | 1 275 978 2 176 481 | 63 297 549 64 702 057 | 63 297 549 |
| 09.85 – Opérer en milieu hostile - SLAMF | 10 121 918 5 544 488 | 69 968 154 72 538 172 | 214 661 | 80 304 733 78 082 660 | 80 304 733 |
| 09.86 – Opérer en milieu hostile - ATL2 | 16 633 671 20 520 064 | 20 786 129 9 299 902 | | 37 419 800 29 819 966 | 37 419 800 |
| 09.88 – Opérer en milieu hostile - missile moyenne portée MMP | 15 136 179 51 736 977 | 15 136 179 9 314 324 | | 30 272 358 61 051 302 | 30 272 358 |
| 09.89 – Opérer en milieu hostile - Frégates de taille intermédiaire | 5 909 831 2 784 621 | 230 077 355 358 406 417 | | 235 987 186 361 191 038 | 235 987 186 |
| 10 – Protection et sauvegarde | 280 673 122 256 777 105 | 620 726 704 681 805 780 | 2 985 717 | 901 399 826 941 568 602 | 901 906 846 |
| 10.74 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - SECOIA | 27 998 883 12 026 101 | 23 800 657 17 199 602 | | 51 799 540 29 225 703 | 51 799 540 |
| 10.75 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Patrouilleur futur | 52 690 997 2 449 172 | 61 395 927 97 108 003 | | 114 086 924 99 557 175 | 114 086 924 |
| 10.76 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Missiles | 85 488 724 138 076 211 | 93 497 557 86 934 067 | 36 000 | 178 986 281 225 046 278 | 178 986 281 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Prévision LFI 2023 Consommation 2023 | | | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|--|---|---------------------------------------|--|---|
| | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | | |
| 10.77 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - AVSIMAR | 8 038 649 1 807 938 | 105 995 285 94 058 039 | | 114 033 934 95 865 977 | 114 033 934 |
| 10.79 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Autres opérations | 8 460 133 5 797 774 | 63 509 748 56 635 555 | | 71 969 881 62 433 329 | 72 476 901 |
| 10.80 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens – Alerte Avancée | | | | 0 0 | 0 |
| 10.82 – Assurer la protection des forces et des sites - Famille de systèmes sol-air futurs (FSAF) | 7 722 442 15 054 473 | 166 508 363 178 039 023 | 1 981 638 | 174 230 805 195 075 135 | 174 230 805 |
| 10.86 – Assurer la protection des forces et des sites - Autres opérations et assurer la protection de l'homme | 87 143 889 70 316 492 | 79 732 506 127 559 680 | 968 079 | 166 876 395 198 844 252 | 166 876 395 |
| 10.87 – Assurer la protection de l'homme - e-SAN | 2 131 544 4 143 107 | 462 616 | | 2 594 160 4 143 107 | 2 594 160 |
| 10.88 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - BALLASTIERES | 62 321 281 796 | 1 696 676 | | 1 758 997 281 796 | 1 758 997 |
| 10.89 – Assurer la protection des forces et des sites - LAD | 935 540 6 824 039 | 24 127 369 24 271 811 | | 25 062 909 31 095 851 | 25 062 909 |
| 11 – Préparation et conduite des opérations d'armement | 180 395 386 259 466 056 | 69 550 932 65 690 476 | 7 826 033 2 925 588 | 257 772 351 328 082 119 | 305 532 351 |
| 11.89 – Fonctionnement et soutien DGA | 75 136 307 136 110 699 | 946 572 605 450 | 1 472 012 2 741 588 | 77 554 891 139 457 737 | 125 314 891 |
| 11.90 – Investissements pour les opérations d'armement | 105 259 079 123 355 356 | 68 604 360 65 085 025 | 6 354 021 184 000 | 180 217 460 188 624 382 | 180 217 460 |
| 12 – Parts étrangères et programmes civils | 85 210 801 | 6 359 237 | | 0 91 570 038 | 0 |
| 12.96 – Parts étrangères | 82 601 414 | 5 659 237 | | 0 88 260 651 | 0 |
| 12.97 – Programmes civils | 2 609 387 | 700 000 | | 0 3 309 387 | 0 |
| 13 – Soutien à l'effort de défense de pays tiers | 35 790 508 | 525 600 | 164 742 554 | 0 201 058 662 | 0 |
| Total des CP prévus en LFI | 4 092 921 995 | 11 250 425 422 | 37 588 329 | 15 380 935 746 | 15 541 267 730 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | +291 501 562 (hors titre 2) | | +291 501 562 | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | | +984 348 727 (hors titre 2) | | +984 348 727 | |
| Total des CP ouverts | | 16 656 786 035 (hors titre 2) | | 16 656 786 035 | |
| Total des CP consommés | 3 707 032 796 | 12 326 760 776 | 210 161 070 | 16 243 954 641 | |

2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Prévision LFI 2022 | | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|-------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|---|--------------------------------|
| | Dépenses de fonctionnement | Dépenses d'investissement | | | |
| | Consommation 2022 | | | | |
| 06 – Dissuasion | 852 439 896 644 076 963 | 5 425 057 859 4 505 614 433 | | 6 277 497 755 | 6 279 287 755 5 149 691 395 |
| 06.14 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion M51 | 17 315 595 | 1 605 032 673 704 377 485 | | 1 605 032 673 | 1 605 032 673 721 693 080 |
| 06.15 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion SNLE NG : adaptation M51 | 3 198 | 25 216 | | 0 | 0 28 414 |
| 06.17 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion - Air sol moyenne portée amélioré (ASMPA) | 2 658 211 | 50 825 319 60 323 922 | | 50 825 319 | 50 825 319 62 982 134 |
| 06.18 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion Simulation | | 562 760 000 581 937 270 | | 562 760 000 | 562 760 000 581 937 270 |
| 06.19 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion - Autres opérations | 215 798 770 169 000 460 | 1 872 195 396 1 866 298 689 | | 2 087 994 166 | 2 089 784 166 2 035 299 149 |
| 06.22 – Assurer la crédibilité opérationnelle de la dissuasion - soutien et mise en oeuvre des forces - toutes opérations | 542 067 480 312 366 254 | 604 042 759 761 475 090 | | 1 146 110 239 | 1 146 110 239 1 073 841 344 |
| 06.23 – Assurer la crédibilité technique de la posture - toutes opérations | 94 573 646 141 679 831 | 730 201 712 474 341 823 | | 824 775 358 | 824 775 358 616 021 654 |
| 06.24 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion – SNLE 3G | 1 053 414 | 56 834 939 | | 0 | 0 57 888 352 |
| 07 – Commandement et maîtrise de l'information | 447 070 454 974 363 945 | 2 500 621 649 1 165 318 692 | 5 879 020 | 2 947 692 103 | 2 965 102 525 2 145 561 657 |
| 07.23 – Commander et conduire - ARTEMIS IA | 4 977 516 | 19 000 000 36 282 200 | | 19 000 000 | 19 000 000 41 259 716 |
| 07.24 – Commander et conduire - Système de commandement et de conduite des opérations aériennes (SCCOA) | 9 332 235 63 014 834 | 908 819 201 368 043 448 | | 918 151 436 | 924 206 858 431 058 282 |
| 07.25 – Commander et conduire - Système d'information TERRE | 10 232 630 39 226 154 | 18 191 343 5 781 556 | 320 000 | 28 423 973 | 28 423 973 45 327 710 |
| 07.27 – Commander et conduire - Géographie numérique | 36 099 059 | 5 000 000 1 923 561 | | 5 000 000 | 5 000 000 38 022 620 |
| 07.28 – Commander et conduire - Autres opérations | 8 336 905 11 550 673 | 19 452 778 -1 298 890 | | 27 789 683 | 27 789 683 10 251 783 |
| 07.29 – Commander et conduire - Système d'information des armées (SIA) | 28 256 000 71 507 562 | 42 384 000 19 889 498 | | 70 640 000 | 70 640 000 91 397 060 |
| 07.30 – Communiquer - Cyber | 7 648 401 50 624 187 | 251 912 101 48 549 428 | | 259 560 502 | 259 560 502 99 173 615 |
| 07.35 – Communiquer - Autres opérations | 52 887 287 94 602 402 | 64 382 727 80 787 252 | | 117 270 014 | 117 550 014 175 389 654 |
| 07.36 – Communiquer - CONTACT | 14 033 272 | 87 226 891 | | 0 | 0 101 260 163 |
| 07.37 – Communiquer - DESCARTES | 26 783 462 | 114 300 000 25 229 066 | | 114 300 000 | 114 300 000 52 012 528 |
| 07.42 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM | 24 821 360 | 2 033 383 | 5 559 020 | 0 | 0 32 413 763 |
| 07.43 – Espace - Communiquer - Moyens de communication satellitaire | 234 896 353 312 197 591 | 3 203 229 102 120 786 | | 238 099 582 | 249 024 582 414 318 376 |
| 07.44 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROIM | 7 000 000 64 203 421 | 204 000 000 69 991 520 | | 211 000 000 | 211 000 000 134 194 941 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action Prévision LFI 2022 Consommation 2022 | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|--|--|---|---------------------------------------|---|--------------------------------|
| | | | | | |
| 07.45 – Espace - Maîtrise de l'Espace | 7 119 137 | 110 000 000 694 721 | | 110 000 000 | 110 000 000 7 813 858 |
| 07.46 – Espace - Commander et conduire - OMEGA | -49 967 | 25 250 181 | | 0 | 0 25 200 214 |
| 07.50 – Communiquer - Transmission | 2 019 143 | 432 600 000 90 217 305 | | 432 600 000 | 432 600 000 92 236 448 |
| 07.60 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ALSR | 2 345 162 | 11 899 382 | | 0 | 0 14 244 543 |
| 07.61 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - CUGE | 1 874 018 | 35 523 492 | | 0 | 0 37 397 510 |
| 07.62 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - Drones aériens | 10 850 000 68 579 185 | 46 150 000 117 944 669 | | 57 000 000 | 57 000 000 186 523 854 |
| 07.63 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - Hawkeye | 25 000 3 151 298 | 475 000 6 092 775 | | 500 000 | 500 000 9 244 073 |
| 07.64 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM | 20 260 064 19 418 805 | 245 097 356 -12 072 828 | | 265 357 420 | 265 507 420 7 345 977 |
| 07.67 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - SDCA | 2 479 836 | 7 777 029 | | 0 | 0 10 256 865 |
| 07.68 – Renseigner, surveiller, acquérir - Autres opérations | 57 345 579 53 785 836 | 15 653 914 35 432 271 | | 72 999 493 | 72 999 493 89 218 106 |
| 08 – Projection - mobilité - soutien | 104 528 615 282 776 045 | 974 851 023 589 098 825 | 2 228 582 | 1 079 379 638 | 1 079 379 638 874 103 452 |
| 08.42 – Projeter les forces - Avion de transport futur (A400M) | 5 610 928 7 305 744 | 5 610 928 81 277 403 | 1 742 280 | 11 221 856 | 11 221 856 90 325 427 |
| 08.43 – Projeter les forces - Autres opérations | 34 370 555 13 937 461 | 443 441 665 177 452 170 | 30 000 | 477 812 220 | 477 812 220 191 419 631 |
| 08.44 – Assurer la mobilité - VLTP | 4 683 149 | 56 000 000 4 220 256 | | 56 000 000 | 56 000 000 8 903 406 |
| 08.45 – Assurer la mobilité - HIL | 58 444 985 | 500 000 11 730 344 | | 500 000 | 500 000 70 175 329 |
| 08.46 – Assurer la mobilité - Rénovation Cougar | -308 618 | | | 0 | 0 -308 618 |
| 08.47 – Assurer la mobilité - Hélicoptère NH 90 | 75 000 565 | 112 916 322 72 375 528 | 456 302 | 112 916 322 | 112 916 322 147 832 395 |
| 08.48 – Assurer la mobilité - Autres opérations | 41 357 132 69 062 068 | 89 382 108 45 122 951 | | 130 739 240 | 130 739 240 114 185 019 |
| 08.49 – Assurer la mobilité – Hélicoptères de manœuvre nouvelle génération (HM NG) | 13 893 | 264 000 000 386 171 | | 264 000 000 | 264 000 000 400 064 |
| 08.51 – Assurer la mobilité - FTLT | -22 | | | 0 | 0 -22 |
| 08.53 – Maintenir le potentiel ami et autre - Autres opérations | 23 190 000 29 616 808 | 3 000 000 996 584 | | 26 190 000 | 26 190 000 30 613 392 |
| 08.55 – Maintenir le potentiel ami et autre - MRTT | 19 661 894 | 190 272 514 | | 0 | 0 209 934 408 |
| 08.56 – Maintenir le potentiel ami et autre - Flotte logistique | 5 358 118 | 5 264 902 | | 0 | 0 10 623 020 |
| 09 – Engagement et combat | 307 178 021 1 150 177 768 | 5 318 575 836 4 941 823 675 | 69 150 349 34 657 741 | 5 694 904 206 | 5 788 687 264 6 126 659 185 |
| 09.56 – Frapper à distance - Missile de croisière naval (MDCN) | 10 012 785 | 251 677 | | 0 | 0 10 264 462 |
| 09.59 – Frapper à distance - RAFALE | 24 503 284 210 180 863 | 50 079 730 707 896 734 | | 74 583 014 | 167 113 014 918 077 597 |
| 09.61 – Frapper à distance - Autres opérations | 62 847 701 175 287 120 | 63 633 422 198 096 737 | 617 949 4 676 698 | 127 099 072 | 127 099 072 378 060 555 |
| 09.62 – Frapper à distance - SCAF | 237 475 239 | 1 240 099 874 | | 0 | 0 1 477 575 113 |
| 09.63 – Frapper à distance - Porte-avions | 9 051 500 44 836 241 | 1 014 588 500 55 234 348 | | 1 023 640 000 | 1 023 640 000 100 070 589 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|--|---|---------------------------------------|---|--|
| | | | | | |
| 09.66 – Opérer en milieu hostile - Véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI) | 2 615 975 | -1 859 515 | | 0 | 0 756 461 |
| 09.68 – Opérer en milieu hostile - Hélicoptère TIGRE | 25 469 455 | 81 701 211 | 12 225 533 | 0 | 0 119 396 198 |
| 09.69 – Opérer en milieu hostile - Future torpille lourde (FTL) | 5 733 218 | 3 838 401 | | 0 | 0 9 571 619 |
| 09.71 – Opérer en milieu hostile - Evolution Exocet | 960 846 | 673 336 | | 0 | 0 1 634 182 |
| 09.73 – Opérer en milieu hostile - Frégates multi-missions (FREMM) | 1 481 678 | 27 400 000 111 727 819 | | 27 400 000 | 27 400 000 113 209 497 |
| 09.74 – Opérer en milieu hostile - SNA Barracuda | 5 702 869 4 481 110 | 491 992 758 671 574 344 | | 497 695 627 | 497 695 627 676 055 454 |
| 09.75 – Opérer en milieu hostile - Autres opérations et conduire des opérations spéciales | 142 552 542 249 676 217 | 181 669 220 142 007 965 | 68 532 400 17 402 000 | 392 754 162 | 393 607 220 409 086 182 |
| 09.77 – Opérer en milieu hostile - SCORPION | 54 015 431 | 3 020 500 000 1 502 713 747 | 10 000 | 3 020 500 000 | 3 020 500 000 1 556 739 179 |
| 09.78 – Frapper à distance - Mirage 2000 | 49 092 632 33 296 922 | 21 039 699 28 899 179 | | 70 132 331 | 70 132 331 62 196 101 |
| 09.79 – Opérer en milieu hostile - Plateformes | 4 278 000 41 284 660 | 199 622 000 76 815 948 | | 203 900 000 | 204 300 000 118 100 608 |
| 09.80 – Opérer en milieu hostile - MGCS Système de combat terrestre principal | | | | 0 | 0 0 |
| 09.84 – Opérer en milieu hostile - MAST-F | 2 667 363 | 240 000 000 93 137 578 | 343 510 | 240 000 000 | 240 000 000 96 148 450 |
| 09.85 – Opérer en milieu hostile - SLAMF | 210 000 4 507 214 | 3 990 000 10 595 874 | | 4 200 000 | 4 200 000 15 103 088 |
| 09.86 – Opérer en milieu hostile - ATL2 | 8 939 493 10 096 573 | 4 060 507 7 127 563 | | 13 000 000 | 13 000 000 17 224 136 |
| 09.88 – Opérer en milieu hostile - missile moyenne portée MMP | 33 039 512 | 3 966 799 | | 0 | 0 37 006 311 |
| 09.89 – Opérer en milieu hostile - Frégates de taille intermédiaire | 3 059 345 | 7 324 057 | | 0 | 0 10 383 402 |
| 10 – Protection et sauvegarde | 45 484 383 899 223 117 | 796 201 231 321 303 705 | 359 774 | 841 685 614 | 848 433 634 1 220 886 596 |
| 10.74 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - SECOIA | 10 032 979 | 20 640 000 | | 0 | 0 30 672 979 |
| 10.75 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Patrouilleur futur | 2 133 049 | 10 746 520 | | 0 | 0 12 879 568 |
| 10.76 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Missiles | 9 715 578 | 15 000 000 18 150 122 | 41 000 | 15 000 000 | 15 000 000 27 906 700 |
| 10.77 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - AVSIMAR | 158 250 1 632 179 | 3 006 750 2 213 695 | | 3 165 000 | 3 165 000 9 406 000 3 845 874 |
| 10.79 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Autres opérations | 11 177 533 11 158 248 | 39 021 081 51 453 456 | | 50 198 614 | 50 198 614 50 705 634 62 611 703 |
| 10.80 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens – Alerte Avancée | | | | 0 | 0 0 |
| 10.82 – Assurer la protection des forces et des sites - Famille de systèmes sol-air futurs (FSAF) | 760 786 345 | 501 200 000 148 438 199 | 318 774 | 501 200 000 | 501 200 000 909 543 318 |
| 10.86 – Assurer la protection des forces et des sites - Autres opérations et assurer la protection de l'homme | 33 678 600 82 755 942 | 43 443 400 35 023 121 | | 77 122 000 | 77 122 000 117 779 064 |
| 10.87 – Assurer la protection de l'homme - e-SAN | 470 000 2 951 564 | 7 530 000 | | 8 000 000 | 8 000 000 2 951 564 |
| 10.88 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - BALLASTIERES | 472 188 | 117 000 000 | | 117 000 000 | 117 000 000 472 188 |
| 10.89 – Assurer la protection des forces et des sites - LAD | 17 585 045 | 70 000 000 34 638 591 | | 70 000 000 | 70 000 000 52 223 636 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i> | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|--|--|---|---------------------------------------|---|----------------------------|
| 11 – Préparation et conduite des opérations d'armement | 183 675 856 262 878 847 | 61 027 012 74 511 153 | 1 678 854 2 764 121 | 246 381 722 | 303 351 722 340 154 122 |
| 11.89 – Fonctionnement et soutien DGA | 72 001 860 142 053 079 | 1 210 557 497 827 | 1 383 815 2 588 121 | 74 596 232 | 131 566 232 145 139 028 |
| 11.90 – Investissements pour les opérations d'armement | 111 673 996 120 825 768 | 59 816 455 74 013 326 | 295 039 176 000 | 171 785 490 | 171 785 490 195 015 094 |
| 12 – Parts étrangères et programmes civils | 26 039 897 | -147 222 | | 0 | 0 25 892 675 |
| 12.96 – Parts étrangères | 21 939 615 | | | 0 | 0 21 939 615 |
| 12.97 – Programmes civils | 4 100 282 | -147 222 | | 0 | 0 3 953 060 |
| 13 – Soutien à l'effort de défense de pays tiers | | | 100 000 000 | 0 | 0 100 000 000 |
| Total des AE prévues en LFI | 1 940 377 225 | 15 076 334 610 | 70 829 203 | 17 087 541 038 | 17 264 242 538 |
| Total des AE consommées | 4 239 536 582 | 11 597 523 261 | 145 889 239 | | 15 982 949 082 |

2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i> | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|--|--|---|---------------------------------------|---|--------------------------------|
| 06 – Dissuasion | 777 921 830 781 072 067 | 3 584 878 170 3 697 312 714 | | 4 362 800 000 | 4 364 590 000 4 478 384 781 |
| 06.14 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion M51 | 66 646 782 54 391 295 | 728 962 975 802 528 787 | | 795 609 757 | 795 609 757 856 920 081 |
| 06.15 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion SNLE NG : adaptation M51 | 219 822 3 208 | 2 760 657 2 762 932 | | 2 980 479 | 2 980 479 2 766 140 |
| 06.17 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion - Air sol moyenne portée amélioré (ASMPA) | 3 091 800 5 137 985 | 124 042 655 111 998 258 | | 127 134 455 | 127 134 455 117 136 243 |
| 06.18 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion Simulation | | 616 770 000 637 281 481 | | 616 770 000 | 616 770 000 637 281 481 |
| 06.19 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion - Autres opérations | 171 015 815 158 266 347 | 1 110 566 797 1 179 833 085 | | 1 281 582 612 | 1 283 372 612 1 338 099 432 |
| 06.22 – Assurer la crédibilité opérationnelle de la dissuasion - soutien et mise en oeuvre des forces - toutes opérations | 364 288 924 451 130 914 | 466 403 678 407 187 536 | | 830 692 602 | 830 692 602 858 318 450 |
| 06.23 – Assurer la crédibilité technique de la posture - toutes opérations | 138 464 718 103 045 745 | 233 643 789 229 729 044 | | 372 108 507 | 372 108 507 332 774 789 |
| 06.24 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion – SNLE 3G | 34 193 969 9 096 574 | 301 727 619 325 991 590 | | 335 921 588 | 335 921 588 335 088 164 |
| 07 – Commandement et maîtrise de l'information | 765 381 587 1 021 266 869 | 1 845 840 542 1 382 042 460 | 110 909 1 664 091 | 2 611 333 038 | 2 628 743 460 2 404 973 421 |
| 07.23 – Commander et conduire - ARTEMIS IA | 2 012 441 | 17 690 190 3 380 164 | | 17 690 190 | 17 690 190 5 392 606 |
| 07.24 – Commander et conduire - Système de commandement et de conduite des opérations aériennes (SCCOA) | 48 691 907 54 406 975 | 181 339 963 191 421 508 | | 230 031 870 | 236 087 292 245 828 482 |
| 07.25 – Commander et conduire - Système d'information TERRE | 17 896 445 50 854 506 | 39 967 603 14 568 709 | | 57 864 048 | 57 864 048 65 423 215 |
| 07.27 – Commander et conduire - Géographie numérique | 58 699 259 54 087 528 | 26 378 538 19 807 240 | | 85 077 797 | 85 077 797 73 894 768 |
| 07.28 – Commander et conduire - Autres opérations | 12 765 374 13 808 122 | 38 158 838 17 772 018 | | 50 924 212 | 50 924 212 31 580 140 |
| 07.29 – Commander et conduire - Système d'information des armées (SIA) | 40 430 805 57 193 608 | 55 712 898 21 866 350 | | 96 143 703 | 96 143 703 79 059 958 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action Prévision LFI 2022 Consommation 2022 | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|--|--|---|---------------------------------------|---|--------------------------------|
| 07.30 – Communiquer - Cyber | 59 454 754 58 705 197 | 39 246 556 65 164 989 | | 98 701 310 | 98 701 310 123 870 187 |
| 07.35 – Communiquer - Autres opérations | 69 600 496 114 001 082 | 114 753 755 56 278 401 | | 184 354 251 | 184 634 251 170 279 483 |
| 07.36 – Communiquer - CONTACT | 9 707 681 9 514 952 | 263 368 443 110 369 107 | 230 127 | 273 076 124 | 273 076 124 120 114 186 |
| 07.37 – Communiquer - DESCARTES | 22 278 804 18 814 501 | 48 423 968 40 687 071 | | 70 702 772 | 70 702 772 59 501 572 |
| 07.42 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM | 19 635 013 3 254 068 | 8 734 332 23 781 038 | | 28 369 345 | 28 369 345 27 035 106 |
| 07.43 – Espace - Communiquer - Moyens de communication satellitaire | 230 058 621 272 647 099 | 342 778 697 237 038 031 | | 572 837 318 | 583 762 318 509 685 131 |
| 07.44 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROIM | 24 237 307 49 618 048 | 64 747 113 78 715 216 | 98 896 96 077 | 89 083 316 | 89 083 316 128 429 341 |
| 07.45 – Espace - Maîtrise de l'Espace | 1 224 866 10 860 118 | 11 023 795 8 215 703 | | 12 248 661 | 12 248 661 19 075 821 |
| 07.46 – Espace - Commander et conduire - OMEGA | 134 591 447 249 | 43 899 185 51 070 749 | | 44 033 776 | 44 033 776 51 517 998 |
| 07.50 – Communiquer - Transmission | 3 090 069 6 542 313 | 22 618 466 8 038 121 | | 25 708 535 | 25 708 535 14 580 434 |
| 07.60 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ALSR | 8 223 959 4 101 895 | 15 463 349 13 302 545 | | 23 687 308 | 23 687 308 17 404 440 |
| 07.61 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - CUGE | 9 757 120 1 847 662 | 119 671 494 119 000 289 | | 129 428 614 | 129 428 614 120 847 951 |
| 07.62 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - Drones aériens | 45 088 512 98 758 177 | 220 816 873 195 848 178 | 12 013 1 337 887 | 265 917 398 | 265 917 398 295 944 242 |
| 07.63 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - Hawkeye | 2 628 684 47 160 740 | 53 298 718 25 576 706 | | 55 927 402 | 55 927 402 72 737 447 |
| 07.64 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM | 29 080 548 36 452 053 | 60 927 466 43 626 962 | | 90 008 014 | 90 158 014 80 079 015 |
| 07.67 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - SDCA | 17 074 578 8 632 180 | 34 416 095 22 253 811 | | 51 490 673 | 51 490 673 30 885 991 |
| 07.68 – Renseigner, surveiller, acquérir - Autres opérations | 35 622 194 47 546 354 | 22 404 207 14 259 556 | | 58 026 401 | 58 026 401 61 805 910 |
| 08 – Projection - mobilité - soutien | 214 042 065 277 195 314 | 1 440 647 307 1 347 775 893 | 248 744 4 280 799 | 1 654 938 116 | 1 654 938 116 1 629 252 006 |
| 08.42 – Projeter les forces - Avion de transport futur (A400M) | 7 103 191 14 852 153 | 225 029 137 311 909 443 | 1 913 501 | 232 132 328 | 232 132 328 328 675 097 |
| 08.43 – Projeter les forces - Autres opérations | 46 773 532 35 832 662 | 120 537 630 72 494 810 | 30 000 | 167 311 162 | 167 311 162 108 357 472 |
| 08.44 – Assurer la mobilité - VLTP | 6 199 847 14 648 236 | 39 336 481 33 538 223 | | 45 536 328 | 45 536 328 48 186 459 |
| 08.45 – Assurer la mobilité - HIL | 1 908 516 4 972 179 | 143 410 971 145 102 783 | | 145 319 487 | 145 319 487 150 074 962 |
| 08.46 – Assurer la mobilité - Rénovation Cougar | 421 198 301 257 | 558 332 | | 979 530 | 979 530 301 257 |
| 08.47 – Assurer la mobilité - Hélicoptère NH 90 | 18 748 928 55 792 344 | 264 747 898 246 333 058 | 158 962 515 380 | 283 655 788 | 283 655 788 302 640 782 |
| 08.48 – Assurer la mobilité - Autres opérations | 42 638 978 76 909 712 | 71 126 684 54 829 584 | | 113 765 662 | 113 765 662 131 739 296 |
| 08.49 – Assurer la mobilité – Hélicoptères de manœuvre nouvelle génération (HM NG) | 518 | 52 228 527 49 039 178 | | 52 228 527 | 52 228 527 49 039 697 |
| 08.51 – Assurer la mobilité - FTLT | | | | 0 | 0 0 |
| 08.53 – Maintenir le potentiel ami et autre - Autres opérations | 42 686 068 62 519 246 | 23 152 027 5 207 489 | | 65 838 095 | 65 838 095 67 726 735 |
| 08.55 – Maintenir le potentiel ami et autre - MRTT | 47 471 999 9 022 762 | 346 545 608 296 678 708 | | 394 017 607 | 394 017 607 305 701 470 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total | Total |
|---|--|---|---------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------------|
| | | | | hors FdC et AdP prévus en LFI | y.c. FdC et AdP |
| Prévision LFI 2022 Consommation 2022 | | | | | |
| 08.56 – Maintenir le potentiel ami et autre - Flotte logistique | 89 808 2 344 245 | 153 974 012 132 642 617 | 89 782 1 821 918 | 154 153 602 | 154 153 602 136 808 779 |
| 09 – Engagement et combat | 1 272 500 582 1 103 394 145 | 3 660 777 178 3 999 463 986 | 24 427 554 26 355 082 | 4 957 705 314 | 5 051 488 372 5 129 213 213 |
| 09.56 – Frapper à distance - Missile de croisière naval (MDCN) | 36 837 833 36 517 996 | 7 498 186 2 952 472 | | 44 336 019 | 44 336 019 39 470 468 |
| 09.59 – Frapper à distance - RAFALE | 114 235 159 181 865 587 | 460 050 096 642 505 590 | | 574 285 255 | 666 815 255 824 371 177 |
| 09.61 – Frapper à distance - Autres opérations | 87 458 888 109 070 551 | 95 506 140 111 629 404 | 249 933 4 237 034 | 183 214 961 | 183 214 961 224 936 988 |
| 09.62 – Frapper à distance - SCAF | 110 042 723 20 511 078 | 47 161 167 24 810 665 | | 157 203 890 | 157 203 890 45 321 743 |
| 09.63 – Frapper à distance - Porte-avions | 135 969 398 99 459 708 | 22 239 286 67 774 155 | | 158 208 684 | 158 208 684 167 233 863 |
| 09.66 – Opérer en milieu hostile - Véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI) | 5 902 930 5 347 235 | 2 074 406 276 997 | | 7 977 336 | 7 977 336 5 624 232 |
| 09.68 – Opérer en milieu hostile - Hélicoptère TIGRE | 11 484 560 11 918 188 | 158 814 066 252 414 077 | 4 745 116 2 082 053 | 175 043 742 | 175 043 742 266 414 318 |
| 09.69 – Opérer en milieu hostile - Future torpille lourde (FTL) | 17 595 773 12 786 611 | 22 675 736 19 939 613 | | 40 271 509 | 40 271 509 32 726 224 |
| 09.71 – Opérer en milieu hostile - Evolution Exocet | 19 077 126 12 402 818 | 43 698 349 19 670 373 | | 62 775 475 | 62 775 475 32 073 191 |
| 09.73 – Opérer en milieu hostile - Frégates multi-missions (FREMM) | 28 902 006 24 523 056 | 395 111 044 376 723 498 | 3 925 154 1 121 407 | 427 938 204 | 427 938 204 402 367 961 |
| 09.74 – Opérer en milieu hostile - SNA Barracuda | 5 488 416 7 607 506 | 767 208 030 908 675 667 | | 772 696 446 | 772 696 446 916 283 172 |
| 09.75 – Opérer en milieu hostile - Autres opérations et conduire des opérations spéciales | 225 703 925 307 710 577 | 164 979 128 192 996 808 | 14 391 575 17 402 000 | 405 074 628 | 405 927 686 518 109 384 |
| 09.77 – Opérer en milieu hostile - SCORPION | 305 127 432 130 610 245 | 753 093 198 726 940 047 | 10 000 | 1 058 220 630 | 1 058 220 630 857 560 292 |
| 09.78 – Frapper à distance - Mirage 2000 | 35 591 543 38 896 445 | 54 432 257 106 087 899 | | 90 023 800 | 90 023 800 144 984 344 |
| 09.79 – Opérer en milieu hostile - Plateformes | 50 632 045 40 392 809 | 116 417 710 111 307 106 | | 167 049 755 | 167 449 755 151 699 915 |
| 09.80 – Opérer en milieu hostile - MGCS Système de combat terrestre principal | | | | 0 | 0 0 |
| 09.84 – Opérer en milieu hostile - MAST-F | 9 274 608 1 835 427 | 28 901 473 33 092 862 | 947 799 1 502 588 | 39 123 880 | 39 123 880 36 430 877 |
| 09.85 – Opérer en milieu hostile - SLAMF | 8 734 776 9 582 999 | 121 871 461 36 749 988 | 167 977 | 130 774 214 | 130 774 214 46 332 987 |
| 09.86 – Opérer en milieu hostile - ATL2 | 19 231 390 17 965 037 | 44 134 989 31 902 535 | | 63 366 379 | 63 366 379 49 867 572 |
| 09.88 – Opérer en milieu hostile - missile moyenne portée MMP | 28 511 293 30 693 928 | 15 631 294 10 792 599 | | 44 142 587 | 44 142 587 41 486 527 |
| 09.89 – Opérer en milieu hostile - Frégates de taille intermédiaire | 16 698 758 3 696 346 | 339 279 162 322 221 630 | | 355 977 920 | 355 977 920 325 917 975 |
| 10 – Protection et sauvegarde | 178 873 089 115 977 496 | 519 728 843 445 126 356 | 972 466 1 141 005 | 699 574 398 | 706 322 418 562 244 857 |
| 10.74 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - SECOIA | 11 624 942 8 287 534 | 8 236 353 1 510 211 | | 19 861 295 | 19 861 295 9 797 745 |
| 10.75 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Patrouilleur futur | 33 645 1 822 182 | 98 484 691 64 833 143 | | 98 518 336 | 98 518 336 66 655 325 |
| 10.76 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Missiles | 116 077 718 34 237 916 | 78 541 519 86 208 472 | 41 000 | 194 619 237 | 194 619 237 120 487 388 |
| 10.77 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - AVSIMAR | 7 770 821 922 446 | 84 260 685 92 154 726 | | 92 031 506 | 98 272 506 93 077 171 |
| 10.79 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Autres opérations | 5 263 069 5 976 627 | 46 722 622 48 678 431 | | 51 985 691 | 52 492 711 54 655 059 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2022</i> Consommation 2022 | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | | Titre 5 Dépenses d'investissement | | Titre 6 Dépenses d'intervention | | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|--|----------------------------|---|------------------------|---------------------------------------|--|---|----------------------------|
| | | | | | | | | |
| 10.80 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens – Alerte Avancée | | | | | | | 0 | 0 |
| 10.82 – Assurer la protection des forces et des sites - Famille de systèmes sol-air futurs (FSAF) | 6 725 439 12 340 248 | 132 255 130 102 943 551 | | 972 466 1 100 005 | | | 139 953 035 | 139 953 035 116 383 804 |
| 10.86 – Assurer la protection des forces et des sites - Autres opérations et assurer la protection de l'homme | 29 920 515 46 793 560 | 46 486 920 33 423 054 | | | | | 76 407 435 | 76 407 435 80 216 614 |
| 10.87 – Assurer la protection de l'homme - e-SAN | 467 907 1 119 688 | 1 745 409 | | | | | 2 213 316 | 2 213 316 1 119 688 |
| 10.88 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - BALLASTIERES | 989 033 242 128 | | | | | | 989 033 | 989 033 242 128 |
| 10.89 – Assurer la protection des forces et des sites - LAD | 4 235 168 | 22 995 514 15 374 768 | | | | | 22 995 514 | 22 995 514 19 609 936 |
| 11 – Préparation et conduite des opérations d'armement | 160 017 850 223 643 694 | 55 449 065 60 160 314 | | 1 741 083 2 802 582 | | | 217 207 998 | 274 177 998 286 606 590 |
| 11.89 – Fonctionnement et soutien DGA | 66 599 860 122 339 939 | 1 041 850 585 084 | | 1 446 044 2 626 582 | | | 69 087 754 | 126 057 754 125 551 605 |
| 11.90 – Investissements pour les opérations d'armement | 93 417 990 101 303 755 | 54 407 215 59 575 230 | | 295 039 176 000 | | | 148 120 244 | 148 120 244 161 054 985 |
| 12 – Parts étrangères et programmes civils | | | | | | | 0 | 0 |
| 12.96 – Parts étrangères | 82 754 794 | 6 715 039 | | | | | 0 | 89 469 832 |
| 12.97 – Programmes civils | | | | | | | 0 | 0 |
| | 3 294 436 | 114 462 | | | | | 0 | 3 408 899 |
| 13 – Soutien à l'effort de défense de pays tiers | | | | | | | 0 | 0 |
| Total des CP prévus en LFI | 3 368 737 003 | 11 107 321 105 | | 27 500 756 | | | 14 503 558 864 | 14 680 260 364 |
| Total des CP consommés | 3 605 304 379 | 10 938 596 763 | | 36 243 559 | | | | 14 580 144 701 |

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | Consommées* en 2022 | Ouvertes en 2023 | Consommées* en 2023 | Consommés* en 2022 | Ouverts en 2023 | Consommés* en 2023 |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement | 4 239 536 582 | 7 584 374 357 | 4 901 244 781 | 3 605 304 379 | 4 092 921 995 | 3 707 032 796 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 4 089 536 582 | 7 584 374 357 | 4 901 244 781 | 3 451 957 829 | 4 092 921 995 | 3 707 032 796 |
| Subventions pour charges de service public | 150 000 000 | 0 | 0 | 153 346 550 | 0 | 0 |
| Titre 5 – Dépenses d'investissement | 11 597 523 261 | 15 870 694 801 | 15 185 912 418 | 10 938 596 763 | 11 250 425 422 | 12 326 760 776 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 7 368 018 329 | 15 870 694 801 | 12 564 661 922 | 7 521 783 645 | 11 250 425 422 | 8 258 611 517 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 4 229 504 932 | 0 | 2 621 250 495 | 3 416 813 118 | 0 | 4 068 149 259 |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention | 145 889 239 | 59 759 502 | 159 602 364 | 36 243 559 | 37 588 329 | 210 161 070 |
| Transferts aux ménages | 65 520 | 0 | 45 282 | 65 520 | 0 | 45 282 |
| Transferts aux entreprises | 27 780 510 | 0 | 36 504 001 | 22 246 557 | 0 | 28 554 044 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | Consommées* en 2022 | Ouvertes en 2023 | Consommées* en 2023 | Consommés* en 2022 | Ouverts en 2023 | Consommés* en 2023 |
| Transferts aux autres collectivités | 118 043 209 | 59 759 502 | 123 053 082 | 13 931 482 | 37 588 329 | 181 561 744 |
| Total hors FdC et AdP | | 23 514 828 660 | | | 15 380 935 746 | |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2 | | +25 935 844 520 | | | +1 275 850 289 | |
| Total* | 15 982 949 082 | 49 450 673 180 | 20 246 759 563 | 14 580 144 701 | 16 656 786 035 | 16 243 954 641 |

* y.c. FdC et AdP

FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

| Nature de dépenses | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|----------------------------|----------------------------|-----------------------------|---------------------|---------------------|----------------------------|--------------------|
| | Ouvertes en 2022 | Prévues en LFI pour 2023 | Ouvertes en 2023 | Ouverts en 2022 | Prévus en LFI pour 2023 | Ouverts en 2023 |
| Dépenses de personnel | | | | | | |
| Autres natures de dépenses | 282 601 813 | 160 331 984 | 203 514 562 | 353 126 780 | 160 331 984 | 291 501 562 |
| Total | 282 601 813 | 160 331 984 | 203 514 562 | 353 126 780 | 160 331 984 | 291 501 562 |

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE ADP

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|----------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/2023 | | 4 150 838 | | 4 150 838 | | | | |
| 03/2023 | | 16 299 007 | | 16 299 007 | | | | |
| 04/2023 | | 7 012 754 | | 7 012 754 | | | | |
| 05/2023 | | 2 082 328 | | 2 082 328 | | | | |
| 06/2023 | | 9 508 194 | | 9 508 194 | | | | |
| 07/2023 | | 94 622 513 | | 94 622 513 | | | | |
| 08/2023 | | 8 971 626 | | 8 971 626 | | | | |
| 09/2023 | | 21 510 955 | | 21 510 955 | | | | |
| 10/2023 | | 3 473 347 | | 3 473 347 | | | | |
| 11/2023 | | 4 804 897 | | 4 804 897 | | | | |
| 12/2023 | | 5 118 276 | | 5 118 276 | | | | |
| 01/2024 | | 96 044 | | 96 044 | | | | |
| Total | | 177 650 778 | | 177 650 778 | | | | |

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FDC

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|--------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 03/2023 | | 2 342 584 | | 63 342 584 | | | | |
| 05/2023 | | 24 979 | | 24 979 | | | | |
| 09/2023 | | 23 500 000 | | 23 500 000 | | | | |
| 11/2023 | | | | 26 987 000 | | | | |
| Total | | 25 867 562 | | 113 854 562 | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|-----------------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 23/01/2023 | | 24 349 768 484 | | | | | | |
| Total | | 24 349 768 484 | | | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT DE FDC

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 26/01/2023 | | 33 430 095 | | 12 530 253 | | | | |
| Total | | 33 430 095 | | 12 530 253 | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/03/2023 | | 194 381 379 | | 200 018 474 | | | | |
| Total | | 194 381 379 | | 200 018 474 | | | | |

DÉCRETS D'ANNULATION DE FDC OU DE ADP

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 06/07/2023 | | | | | | 3 779 | | 3 779 |
| Total | | | | | | 3 779 | | 3 779 |

DÉCRETS DE TRANSFERT

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 20/11/2023 | | 4 750 000 | | | | | | |
| Total | | 4 750 000 | | | | | | |

DÉCRETS DE VIREMENT

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 27/06/2023 | | 800 000 | | 800 000 | | | | |
| Total | | 800 000 | | 800 000 | | | | |

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|----------------------|---------------------|--------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 30/11/2023 | | 1 149 200 000 | | 771 000 000 | | | | |
| Total | | 1 149 200 000 | | 771 000 000 | | | | |

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|----------------------|----------------------------|-----------------------|---------------------|----------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| Total général | | 25 935 848 299 | | 1 275 854 068 | | 3 779 | | 3 779 |

Justification au premier euro

Éléments transversaux au programme

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 06 – Dissuasion | | 4 161 400 002 4 811 060 361 | 4 163 400 002 4 811 060 361 | | 4 645 200 000 4 600 683 933 | 4 647 200 000 4 600 683 933 |
| 06.14 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion M51 | | 543 667 306 1 069 102 783 | 543 667 306 1 069 102 783 | | 809 846 010 700 248 717 | 809 846 010 700 248 717 |
| 06.15 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion SNLE NG : adaptation M51 | | 13 474 451 | 13 474 451 | | 17 436 258 | 17 436 258 |
| 06.17 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion - Air sol moyenne portée amélioré (ASMPA) | | 64 060 000 18 871 361 | 64 060 000 18 871 361 | | 144 610 000 143 136 385 | 144 610 000 143 136 385 |
| 06.18 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion Simulation | | 531 180 000 599 463 538 | 531 180 000 599 463 538 | | 543 710 000 564 610 828 | 543 710 000 564 610 828 |
| 06.19 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion - Autres opérations | | 1 705 503 923 1 615 816 372 | 1 707 503 923 1 615 816 372 | | 1 408 272 086 1 406 540 607 | 1 410 272 086 1 406 540 607 |
| 06.22 – Assurer la crédibilité opérationnelle de la dissuasion - soutien et mise en oeuvre des forces - toutes opérations | | 1 069 218 773 1 023 709 327 | 1 069 218 773 1 023 709 327 | | 922 383 530 870 016 593 | 922 383 530 870 016 593 |
| 06.23 – Assurer la crédibilité technique de la posture - toutes opérations | | 247 770 000 275 440 807 | 247 770 000 275 440 807 | | 388 947 914 423 546 737 | 388 947 914 423 546 737 |
| 06.24 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion – SNLE 3G | | 195 181 722 | 195 181 722 | | 427 430 460 475 147 808 | 427 430 460 475 147 808 |
| 07 – Commandement et maîtrise de l'information | | 2 964 813 278 2 146 293 075 | 2 988 904 988 2 146 293 075 | | 2 613 287 737 2 434 475 586 | 2 637 379 447 2 434 475 586 |
| 07.23 – Commander et conduire - ARTEMIS IA | | 36 930 000 5 575 455 | 36 930 000 5 575 455 | | 26 703 103 17 004 871 | 26 703 103 17 004 871 |
| 07.24 – Commander et conduire - Système de commandement et de conduite des opérations aériennes (SCCOA) | | 12 900 000 257 150 070 | 16 726 710 257 150 070 | | 273 480 339 312 391 646 | 277 307 049 312 391 646 |
| 07.25 – Commander et conduire - Système d'information TERRE | | 35 075 502 33 998 253 | 35 075 502 33 998 253 | | 75 356 478 58 128 595 | 75 356 478 58 128 595 |
| 07.27 – Commander et conduire - Géographie numérique | | 341 000 000 90 755 409 | 341 000 000 90 755 409 | | 82 860 452 55 141 023 | 82 860 452 55 141 023 |
| 07.28 – Commander et conduire - Autres opérations | | 25 075 079 12 792 202 | 25 075 079 12 792 202 | | 49 881 522 34 052 850 | 49 881 522 34 052 850 |
| 07.29 – Commander et conduire - Système d'information des armées (SIA) | | 167 058 200 88 954 135 | 167 058 200 88 954 135 | | 106 547 062 101 159 972 | 106 547 062 101 159 972 |
| 07.30 – Communiquer - Cyber | | 17 139 000 121 121 537 | 17 139 000 121 121 537 | | 170 640 075 119 336 249 | 170 640 075 119 336 249 |
| 07.35 – Communiquer - Autres opérations | | 439 703 233 113 766 917 | 439 983 233 113 766 917 | | 194 901 556 154 226 852 | 195 181 556 154 226 852 |
| 07.36 – Communiquer - CONTACT | | 220 734 105 | 220 734 105 | | 245 626 498 124 047 652 | 245 626 498 124 047 652 |
| 07.37 – Communiquer - DESCARTES | | 221 500 000 136 821 094 | 221 500 000 136 821 094 | | 81 828 059 54 816 798 | 81 828 059 54 816 798 |

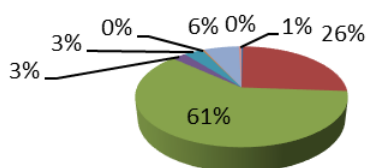
| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 07.42 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM | | 24 700 000 18 115 756 | 24 700 000 18 115 756 | | 20 752 780 26 693 858 | 20 752 780 26 693 858 |
| 07.43 – Espace - Communiquer - Moyens de communication satellitaire | | 457 200 000 318 515 557 | 468 425 000 318 515 557 | | 456 067 253 510 688 917 | 467 292 253 510 688 917 |
| 07.44 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROIM | | 145 450 000 224 381 638 | 145 450 000 224 381 638 | | 84 602 731 89 039 177 | 84 602 731 89 039 177 |
| 07.45 – Espace - Maîtrise de l'Espace | | 400 000 000 81 254 627 | 400 000 000 81 254 627 | | 34 951 292 41 128 292 | 34 951 292 41 128 292 |
| 07.46 – Espace - Commander et conduire - OMEGA | | 41 000 000 48 645 043 | 41 000 000 48 645 043 | | 52 003 961 54 742 122 | 52 003 961 54 742 122 |
| 07.50 – Communiquer - Transmission | | 96 088 482 | 96 088 482 | | 32 618 813 34 784 723 | 32 618 813 34 784 723 |
| 07.60 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ALSR | | 2 800 000 419 861 | 2 800 000 419 861 | | 18 554 717 17 399 841 | 18 554 717 17 399 841 |
| 07.61 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - CUGE | | 7 438 892 | 7 438 892 | | 105 086 928 146 705 625 | 105 086 928 146 705 625 |
| 07.62 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - Drones aériens | | 384 200 000 66 798 751 | 384 200 000 66 798 751 | | 224 171 327 243 793 165 | 224 171 327 243 793 165 |
| 07.63 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - Hawkeye | | 1 000 000 28 260 824 | 1 000 000 28 260 824 | | 82 752 552 96 801 730 | 82 752 552 96 801 730 |
| 07.64 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM | | 137 892 264 97 901 112 | 138 102 264 97 901 112 | | 119 059 676 68 272 206 | 119 269 676 68 272 206 |
| 07.67 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - SDCA | | 15 812 694 | 15 812 694 | | 17 096 830 16 265 936 | 17 096 830 16 265 936 |
| 07.68 – Renseigner, surveiller, acquérir - Autres opérations | | 74 190 000 60 990 659 | 82 740 000 60 990 659 | | 57 743 733 57 853 487 | 66 293 733 57 853 487 |
| 08 – Projection - mobilité - soutien | | 1 994 084 186 1 228 929 037 | 1 994 084 186 1 228 929 037 | | 1 788 685 383 1 870 324 923 | 1 788 685 383 1 870 324 923 |
| 08.42 – Projeter les forces - Avion de transport futur (A400M) | | 48 686 874 46 665 451 | 48 686 874 46 665 451 | | 247 683 134 159 650 442 | 247 683 134 159 650 442 |
| 08.43 – Projeter les forces - Autres opérations | | 197 000 000 11 255 001 | 197 000 000 11 255 001 | | 98 641 349 68 866 332 | 98 641 349 68 866 332 |
| 08.44 – Assurer la mobilité - VLTP | | 18 373 533 | 18 373 533 | | 21 976 642 15 191 884 | 21 976 642 15 191 884 |
| 08.45 – Assurer la mobilité - HIL | | 43 370 000 18 489 810 | 43 370 000 18 489 810 | | 139 983 009 173 529 003 | 139 983 009 173 529 003 |
| 08.46 – Assurer la mobilité - Rénovation Cougar | | -1 963 369 | -1 963 369 | | 263 849 -937 | 263 849 -937 |
| 08.47 – Assurer la mobilité - Hélicoptère NH 90 | | 525 200 000 315 222 779 | 525 200 000 315 222 779 | | 263 319 895 112 459 067 | 263 319 895 112 459 067 |
| 08.48 – Assurer la mobilité - Autres opérations | | 188 107 312 119 606 859 | 188 107 312 119 606 859 | | 107 076 503 117 713 080 | 107 076 503 117 713 080 |
| 08.49 – Assurer la mobilité – Hélicoptères de manœuvre nouvelle génération (HM NG) | | 2 255 520 | 2 255 520 | | 53 283 568 40 151 973 | 53 283 568 40 151 973 |
| 08.51 – Assurer la mobilité - FTLT | | 192 800 000 -1 | 192 800 000 -1 | | 3 517 996 | 3 517 996 0 |
| 08.53 – Maintenir le potentiel ami et autre - Autres opérations | | 341 420 000 45 940 099 | 341 420 000 45 940 099 | | 59 198 639 55 675 658 | 59 198 639 55 675 658 |
| 08.55 – Maintenir le potentiel ami et autre - MRTT | | 457 500 000 582 010 644 | 457 500 000 582 010 644 | | 554 378 933 798 187 106 | 554 378 933 798 187 106 |
| 08.56 – Maintenir le potentiel ami et autre - Flotte logistique | | 71 072 710 | 71 072 710 | | 239 361 866 328 901 315 | 239 361 866 328 901 315 |
| 09 – Engagement et combat | | 11 011 633 518 9 308 704 737 | 11 097 606 772 9 308 704 737 | | 5 174 590 449 5 776 190 778 | 5 260 563 703 5 776 190 778 |
| 09.56 – Frapper à distance - Missile de croisière naval (MDCN) | | 6 173 351 | 6 173 351 | | 20 140 529 24 644 533 | 20 140 529 24 644 533 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 09.59 – Frapper à distance - RAFALE | | 6 048 770 644 4 646 712 918 | 6 134 343 898 4 646 712 918 | | 1 199 485 229 1 159 572 883 | 1 285 058 483 1 159 572 883 |
| 09.61 – Frapper à distance - Autres opérations | | 129 933 853 737 505 750 | 129 933 853 737 505 750 | | 213 501 375 286 922 557 | 213 501 375 286 922 557 |
| 09.62 – Frapper à distance - SCAF | | 135 650 671 | 135 650 671 | | 327 951 511 336 315 536 | 327 951 511 336 315 536 |
| 09.63 – Frapper à distance - Porte-avions | | 1 574 688 587 998 410 489 | 1 574 688 587 998 410 489 | | 214 638 063 282 428 128 | 214 638 063 282 428 128 |
| 09.66 – Opérer en milieu hostile - Véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI) | | -4 864 241 | -4 864 241 | | 5 276 994 4 072 507 | 5 276 994 4 072 507 |
| 09.68 – Opérer en milieu hostile - Hélicoptère TIGRE | | 300 000 42 370 276 | 300 000 42 370 276 | | 272 618 323 292 425 671 | 272 618 323 292 425 671 |
| 09.69 – Opérer en milieu hostile - Future torpille lourde (FTL) | | 6 313 834 | 6 313 834 | | 31 129 713 38 060 034 | 31 129 713 38 060 034 |
| 09.71 – Opérer en milieu hostile - Evolution Exocet | | 118 100 000 56 342 936 | 118 100 000 56 342 936 | | 47 871 133 32 947 656 | 47 871 133 32 947 656 |
| 09.73 – Opérer en milieu hostile - Frégates multi-missions (FREMM) | | 70 508 278 | 70 508 278 | | 338 150 077 337 056 650 | 338 150 077 337 056 650 |
| 09.74 – Opérer en milieu hostile - SNA Barracuda | | 44 110 000 410 423 663 | 44 110 000 410 423 663 | | 665 228 783 734 373 000 | 665 228 783 734 373 000 |
| 09.75 – Opérer en milieu hostile - Autres opérations et conduire des opérations spéciales | | 317 210 497 521 381 025 | 317 210 497 521 381 025 | | 373 438 590 443 297 771 | 373 438 590 443 297 771 |
| 09.77 – Opérer en milieu hostile - SCORPION | | 898 000 000 1 038 401 621 | 898 000 000 1 038 401 621 | | 796 410 839 1 015 091 171 | 796 410 839 1 015 091 171 |
| 09.78 – Frapper à distance - Mirage 2000 | | 73 959 605 82 161 377 | 73 959 605 82 161 377 | | 73 611 532 56 594 002 | 73 611 532 56 594 002 |
| 09.79 – Opérer en milieu hostile - Plateformes | | 227 280 332 243 227 587 | 227 680 332 243 227 587 | | 147 856 132 137 541 657 | 148 256 132 137 541 657 |
| 09.80 – Opérer en milieu hostile - MGCS Système de combat terrestre principal | | | 0 0 | | | 0 0 |
| 09.84 – Opérer en milieu hostile - MAST-F | | 6 568 048 | 6 568 048 | | 63 297 549 64 702 057 | 63 297 549 64 702 057 |
| 09.85 – Opérer en milieu hostile - SLAMF | | 1 201 280 000 55 682 362 | 1 201 280 000 55 682 362 | | 80 304 733 78 082 660 | 80 304 733 78 082 660 |
| 09.86 – Opérer en milieu hostile - ATL2 | | 25 000 000 39 019 000 | 25 000 000 39 019 000 | | 37 419 800 29 819 966 | 37 419 800 29 819 966 |
| 09.88 – Opérer en milieu hostile - missile moyenne portée MMP | | 353 000 000 207 846 198 | 353 000 000 207 846 198 | | 30 272 358 61 051 302 | 30 272 358 61 051 302 |
| 09.89 – Opérer en milieu hostile - Frégates de taille intermédiaire | | 8 869 594 | 8 869 594 | | 235 987 186 361 191 038 | 235 987 186 361 191 038 |
| 10 – Protection et sauvegarde | | 3 082 427 676 2 339 216 974 | 3 082 934 696 2 339 216 974 | | 901 399 826 941 568 602 | 901 906 846 941 568 602 |
| 10.74 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - SECOIA | | 130 150 000 58 910 724 | 130 150 000 58 910 724 | | 51 799 540 29 225 703 | 51 799 540 29 225 703 |
| 10.75 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Patrouilleur futur | | 1 435 200 000 1 009 476 723 | 1 435 200 000 1 009 476 723 | | 114 086 924 99 557 175 | 114 086 924 99 557 175 |
| 10.76 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Missiles | | 41 200 000 9 675 446 | 41 200 000 9 675 446 | | 178 986 281 225 046 278 | 178 986 281 225 046 278 |
| 10.77 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - AVSIMAR | | 74 390 000 19 438 003 | 74 390 000 19 438 003 | | 114 033 934 95 865 977 | 114 033 934 95 865 977 |
| 10.79 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Autres opérations | | 111 242 676 64 123 128 | 111 749 696 64 123 128 | | 71 969 881 62 433 329 | 72 476 901 62 433 329 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---------------------------------------|------------------------------|------------------------------|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 10.80 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens – Alerte Avancée | | | 0 0 | | | 0 0 |
| 10.82 – Assurer la protection des forces et des sites - Famille de systèmes sol-air futurs (FSAF) | | 930 400 000 72 614 838 | 930 400 000 72 614 838 | | 174 230 805 195 075 135 | 174 230 805 195 075 135 |
| 10.86 – Assurer la protection des forces et des sites - Autres opérations et assurer la protection de l'homme | | 354 345 000 1 087 838 836 | 354 345 000 1 087 838 836 | | 166 876 395 198 844 252 | 166 876 395 198 844 252 |
| 10.87 – Assurer la protection de l'homme - e-SAN | | 500 000 5 574 856 | 500 000 5 574 856 | | 2 594 160 4 143 107 | 2 594 160 4 143 107 |
| 10.88 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - BALLASTIERES | | 5 000 000 112 651 | 5 000 000 112 651 | | 1 758 997 281 796 | 1 758 997 281 796 |
| 10.89 – Assurer la protection des forces et des sites - LAD | | | 0 11 451 771 | | 25 062 909 31 095 851 | 25 062 909 31 095 851 |
| 11 – Préparation et conduite des opérations d'armement | | 300 470 000 296 569 004 | 348 230 000 296 569 004 | | 257 772 351 328 082 119 | 305 532 351 328 082 119 |
| 11.89 – Fonctionnement et soutien DGA | | 94 560 000 131 136 706 | 142 320 000 131 136 706 | | 77 554 891 139 457 737 | 125 314 891 139 457 737 |
| 11.90 – Investissements pour les opérations d'armement | | 205 910 000 165 432 298 | 205 910 000 165 432 298 | | 180 217 460 188 624 382 | 180 217 460 188 624 382 |
| 12 – Parts étrangères et programmes civils | | | 0 1 974 703 | | | 0 91 570 038 |
| 12.96 – Parts étrangères | | | 0 -278 322 | | | 0 88 260 651 |
| 12.97 – Programmes civils | | | 0 2 253 024 | | | 0 3 309 387 |
| 13 – Soutien à l'effort de défense de pays tiers | | | 0 114 011 673 | | | 0 201 058 662 |
| Total des crédits prévus en LFI * | 0 | 23 514 828 660 | 23 514 828 660 | 0 | 15 380 935 746 | 15 380 935 746 |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP | | +25 935 844 520 | +25 935 844 520 | | +1 275 850 289 | +1 275 850 289 |
| Total des crédits ouverts | 0 | 49 450 673 180 | 49 450 673 180 | 0 | 16 656 786 035 | 16 656 786 035 |
| Total des crédits consommés | 0 | 20 246 759 563 | 20 246 759 563 | 0 | 16 243 954 641 | 16 243 954 641 |
| Crédits ouverts - crédits consommés | | +29 203 913 617 | +29 203 913 617 | | +412 831 394 | +412 831 394 |

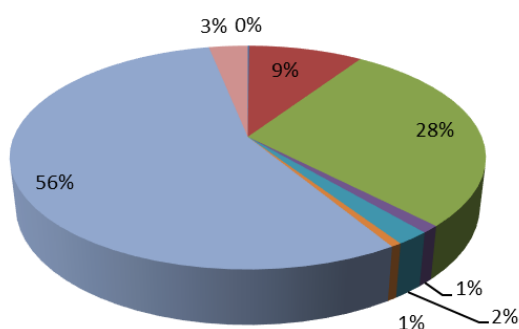
* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

Répartition par opérations stratégiques des consommations en AE



- Activités opérationnelles (AOP)
- Autres opérations d'Armement (AOA)
- Dissuasion (DIS)
- Environnement des programmes d'armement (EPA)
- Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)
- Dépenses hors dotation budgétaire (DHDB)
- Programmes à effet majeur (PEM)
- Infrastructure de défense (INFRA)

Répartition par opérations stratégiques des consommations en CP



- Activités opérationnelles (AOP)
- Dissuasion (DIS)
- Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)
- Programmes à effet majeur (PEM)
- Autres opérations d'Armement (AOA)
- Environnement des programmes d'armement (EPA)
- Dépenses hors dotation budgétaire (DHDB)
- Infrastructure de défense (INFRA)

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)

| Niveau | Description | AE | | | | Écart Utilisation / Prévision LFI (5) = (3) + (4) - (1) - (2) |
|--------|--|----------------------|---------------------------------------|------------------------------|------------------------------|---|
| | | Prévision LFI (1) | Prévision FdC/ADP du PLF (2) | Affectation sur TF (3) | Engagement hors TF (4) | |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 15 200 000 | 1 200 000 | 0 | 18 420 448 | 2 020 448 |
| OS | Autres opérations d'Armement (AOA) | 1 617 399 997 | 23 498 730 | 0 | 1 611 666 088 | -29 232 639 |
| OS | Dissuasion (DIS) | 4 161 400 002 | 2 000 000 | 250 000 000 | 3 776 051 573 | -137 348 429 |
| OS | Environnement des programmes d'armement (EPA) | 187 910 000 | 0 | 0 | 159 825 212 | -28 084 788 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 79 360 000 | 36 450 000 | 0 | 217 646 482 | 101 836 482 |
| OS | Dépenses hors dotation budgétaire (DHDB) | 0 | 10 110 000 | 0 | 18 365 971 | 8 255 971 |

| | | | | | | |
|-------|-----------------------------------|----------------|-------------|----------------|---------------|---------------|
| OS | Programmes à effet majeur (PEM) | 17 037 641 074 | 87 073 254 | 18 070 733 841 | 401 579 334 | 1 347 598 847 |
| OS | Infrastructure de défense (INFRA) | 415 917 587 | 0 | 341 057 518 | 31 219 845 | -43 640 224 |
| Total | | 23 514 828 660 | 160 331 984 | 18 661 791 359 | 6 234 774 952 | 1 221 405 667 |

| Niveau | Description | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
|--------|---|----------------|--------------------------|----------------|------------------------------------|
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 14 041 320 | 1 200 000 | 18 914 536 | 3 673 216 |
| OS | Autres opérations d'Armement (AOA) | 1 407 398 721 | 23 498 730 | 1 506 441 202 | 75 543 751 |
| OS | Dissuasion (DIS) | 4 645 200 000 | 2 000 000 | 4 601 956 351 | -45 243 649 |
| OS | Environnement des programmes d'armement (EPA) | 158 795 345 | 0 | 172 023 849 | 13 228 504 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 63 513 571 | 36 450 000 | 315 324 186 | 215 360 615 |
| OS | Dépenses hors dotation budgétaire (DHDB) | 0 | 10 110 000 | 100 102 145 | 89 992 145 |
| OS | Programmes à effet majeur (PEM) | 8 525 056 213 | 87 073 254 | 9 023 225 981 | 411 096 514 |
| OS | Infrastructure de défense (INFRA) | 566 930 576 | 0 | 512 709 752 | -54 220 824 |
| Total | | 15 380 935 746 | 160 331 984 | 16 250 698 002 | 709 430 272 |

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE (EN M€)

| Niveau | Description | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectation 2023 | Total | Engagement 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|---|----------------|-------------------------|------------------|-----------|------------------------|----------------|
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| OS | Autres opérations d'Armement (AOA) | 30,20 | -0,68 | 0,00 | 29,52 | 0,00 | 29,52 |
| OS | Dissuasion (DIS) | 3 390,78 | -41,34 | 250,00 | 3 599,44 | 1 088,22 | 2 511,21 |
| OS | Environnement des programmes d'armement (EPA) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| OS | Dépenses hors dotation budgétaire (DHDB) | 14,26 | 0,00 | 0,00 | 14,26 | -0,40 | 14,67 |
| OS | Programmes à effet majeur (PEM) | 19 965,78 | -186,76 | 18 070,73 | 37 849,76 | 12 755,81 | 25 093,95 |
| OS | Infrastructure de défense (INFRA) | 892,17 | -1,00 | 341,06 | 1 232,22 | 358,47 | 873,75 |
| Total | | 24 293,19 | -229,78 | 18 661,79 | 42 725,20 | 14 202,10 | 28 523,09 |

ÉCHÉANCIERS DES PAIEMENTS (EN M€)

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|------------------|---|---------|--------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | > 2025 | |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | PLF | 23,11 | 15,20 | 15,88 | 15,50 | 6,03 | 0,90 | 38,31 |
| | | PLR | 13,15 | 18,42 | 18,91 | 12,54 | 0,02 | 0,09 | 31,57 |
| OS | Autres opérations d'armement (AOA) | PLF | 3 126,51 | 1 691,40 | 1 503,34 | 1 456,27 | 740,27 | 1 118,03 | 4 817,91 |
| | | PLR | 2 923,64 | 1 611,67 | 1 506,44 | 1 468,24 | 724,03 | 836,60 | 4 535,31 |
| OS | Dépenses hors dotation budgétaire (DHDB) | PLF | 4,49 | 10,11 | 10,11 | 4,49 | 0,00 | 0,00 | 14,60 |
| | | PLR | 143,78 | 17,96 | 100,10 | 35,04 | 10,52 | 16,07 | 161,74 |
| OS | Dissuasion (DIS) | PLF | 9 773,04 | 4 489,69 | 4 647,20 | 3 599,65 | 2 385,84 | 3 630,04 | 14 262,72 |
| | | PLR | 9 684,97 | 4 864,28 | 4 601,96 | 3 723,16 | 2 692,63 | 3 531,50 | 14 549,24 |
| OS | Environnement des programmes d'armement (EPA) | PLF | 231,05 | 187,91 | 161,88 | 109,16 | 75,52 | 72,40 | 418,96 |
| | | PLR | 236,69 | 159,83 | 172,02 | 118,55 | 48,60 | 57,34 | 396,51 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 124,58 | 79,36 | 113,82 | 64,15 | 21,17 | 4,81 | 203,94 |
| | | PLR | 205,68 | 217,65 | 315,32 | 84,36 | 18,55 | 5,10 | 423,33 |
| OS | Programmes à effet majeur (PEM) | PLF | 39 012,21 | 14 192,33 | 9 785,64 | 9 669,42 | 8 453,01 | 25 296,46 | 53 204,54 |
| | | PLR | 38 911,86 | 13 157,39 | 9 023,23 | 10 960,77 | 6 729,82 | 25 355,43 | 52 069,25 |
| OS | Infrastructure de défense (INFRA) | PLF | 1 252,15 | 538,29 | 600,75 | 535,03 | 384,94 | 269,72 | 1 790,44 |
| | | PLR | 1 210,13 | 389,69 | 512,71 | 542,48 | 340,41 | 204,22 | 1 599,82 |
| Écarts (PLR-PLF) | | | -217,26 | -767,40 | -587,92 | 1 491,49 | -1 502,22 | -386,01 | -984,66 |

PASSAGE DU PLF À LA LFI

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|-------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| PLF | 0 | 23 588 828 660 | 23 588 828 660 | 0 | 15 404 135 746 | 15 404 135 746 |
| Amendements | 0 | -74 000 000 | -74 000 000 | 0 | -23 200 000 | -23 200 000 |
| LFI | 0 | 23 514 828 660 | 23 514 828 660 | 0 | 15 380 935 746 | 15 380 935 746 |

JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Report de crédits

En AE, les reports de crédits s'élèvent à 24 577,6 M€, dont 24 349,8 M€ par arrêté du 23 janvier 2023 (reports sur TF), 33,4 M€ par arrêté du 26 janvier 2023 (reports sur FDC) et 194,4 M€ par arrêté du 2 mars 2023.

En CP, les reports de crédits s'élèvent à 212,5 M€, dont 12,5 M€ par arrêté du 26 janvier 2023 (reports sur FDC) et 200 M€ par arrêté du 2 mars 2023.

Décrets de transfert

Le solde des transferts s'élève à 4,8 M€ en AE et concerne principalement un transfert en provenance du programme 302 « Facilitation et sécurisation des échanges » pour l'acquisition de radars destinés à être implantés aux Antilles.

Décrets de virement

Le solde des virements s'élève à 0,8 M€ en AE/CP et concerne un virement de 0,8 M€ en AE/CP en provenance du programme 178 « Préparation et emploi des forces » destiné au financement de dépenses liées aux heures d'utilisation des aéronefs dans le cadre d'un contrat de partenariat.

Loi de finances de fin de gestion

La loi n° 2023-1114 du 30 novembre 2023 de finances de fin de gestion a ouvert 1 149,2 M€ en AE et 771 M€ en CP sur le programme.

ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Les rattachements de fonds de concours (25,9 M€ en AE et 113,9 M€ en CP) et d'attributions de produits (177,7 M€ en AE/CP) proviennent :

- pour les premiers :
 - de la participation de la Commission européenne au financement des actions et projets menés par les services relevant du programme 146 (2,4 M€ en AE/CP) ;
 - de la participation à diverses opérations connexes aux programmes d'armement (23,5 M€ en AE/CP) ;
 - du financement allemand de l'escadron C130J (88 M€ en CP).
- pour les seconds :
 - de recettes provenant de prestations diverses effectuées par la Défense dans le cadre de sa mission en métropole (33,1 M€ en AE/CP) ;
 - de redevances diverses, concessions de licences et cessions de droits de propriété industrielle consenties par la Défense (11,4 M€ en AE/CP) ;
 - de recettes provenant de prestations diverses effectuées par la Défense dans le cadre de sa mission outre-mer et à l'étranger (7,5 M€ en AE/CP) ;
 - des participations étrangères aux frais d'études et de fabrication relatifs aux programmes en coopération (24,8 M€ en AE/CP) ;
 - du remboursement d'essais effectués pour les gouvernements étrangers et redevances contractuelles perçues au profit de la défense (1,9 M€ en AE/CP) ;
 - de produits des cessions de biens mobiliers (99 M€ en AE/CP).

RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Mise en réserve initiale | 0 | 1 175 741 433 | 1 175 741 433 | 0 | 769 046 787 | 769 046 787 |
| Surgels | 0 | 235 148 287 | 235 148 287 | 0 | 153 809 357 | 153 809 357 |
| Dégels | 0 | -230 714 036 | -230 714 036 | 0 | -230 714 036 | -230 714 036 |
| Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année) | 0 | 1 180 175 684 | 1 180 175 684 | 0 | 692 142 108 | 692 142 108 |

371 M€ de CP supplémentaires ont été gelés sur le programme dans le cadre du pilotage de la fin de gestion.

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2023 | CP 2023 |
|--|--|
| AE ouvertes en 2023 * (E1) 49 450 673 180 | CP ouverts en 2023 * (P1) 16 656 786 035 |
| AE engagées en 2023 (E2) 20 246 759 563 | CP consommés en 2023 (P2) 16 243 954 641 |
| AE affectées non engagées au 31/12/2023 (E3) 28 685 508 047 | dont CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023 (P3 = P2 – P4) 11 809 141 436 |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2023 (E4 = E1 – E2 – E3) 518 405 570 | dont CP consommés en 2023 sur engagements 2023 (P4) 4 434 813 205 |

RESTES À PAYER

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 brut (R1) 53 575 934 401 | | | | |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2022 (R2) 35 264 758 | | | | |
| Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 net (R3 = R1 + R2) 53 611 199 159 | – | CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023 (P3 = P2 – P4) 11 809 141 436 | = | Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R4 = R3 – P3) 41 802 057 723 |
| AE engagées en 2023 (E2) 20 246 759 563 | – | CP consommés en 2023 sur engagements 2023 (P4) 4 434 813 205 | = | Engagements 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R5 = E2 – P4) 15 811 946 358 |
| | | | | Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R6 = R4 + R5) 57 614 004 081 |
| | | | | Estimation des CP 2024 sur engagements non couverts au 31/12/2023 (P5) 16 945 152 103 |
| | | | | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2024 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2023 (P6 = R6 – P5) 40 668 851 978 |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2023 + reports 2022 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Justification par action

ACTION

06 – Dissuasion

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|--|--|---------------------|--|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 06 – Dissuasion | | 4 163 400 002 4 811 060 361 | 4 163 400 002 4 811 060 361 | | 4 647 200 000 4 600 683 933 | 4 647 200 000 4 600 683 933 |
| 06.14 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion M51 | | 543 667 306 1 069 102 783 | 543 667 306 1 069 102 783 | | 809 846 010 700 248 717 | 809 846 010 700 248 717 |
| 06.15 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion SNLE NG : adaptation M51 | | 13 474 451 | 0 13 474 451 | | 17 436 258 | 0 17 436 258 |
| 06.17 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion - Air sol moyenne portée amélioré (ASMPA) | | 64 060 000 18 871 361 | 64 060 000 18 871 361 | | 144 610 000 143 136 385 | 144 610 000 143 136 385 |
| 06.18 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion Simulation | | 531 180 000 599 463 538 | 531 180 000 599 463 538 | | 543 710 000 564 610 828 | 543 710 000 564 610 828 |
| 06.19 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion - Autres opérations | | 1 707 503 923 1 615 816 372 | 1 707 503 923 1 615 816 372 | | 1 410 272 086 1 406 540 607 | 1 410 272 086 1 406 540 607 |
| 06.22 – Assurer la crédibilité opérationnelle de la dissuasion - soutien et mise en oeuvre des forces - toutes opérations | | 1 069 218 773 1 023 709 327 | 1 069 218 773 1 023 709 327 | | 922 383 530 870 016 593 | 922 383 530 870 016 593 |
| 06.23 – Assurer la crédibilité technique de la posture - toutes opérations | | 247 770 000 275 440 807 | 247 770 000 275 440 807 | | 388 947 914 423 546 737 | 388 947 914 423 546 737 |
| 06.24 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion – SNLE 3G | | | 0 195 181 722 | | 427 430 460 475 147 808 | 427 430 460 475 147 808 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|---------------|-------------------------------|-------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 1 087 091 905 | 1 075 529 034 | 877 043 181 | 833 694 064 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 1 087 091 905 | 1 075 529 034 | 877 043 181 | 833 694 064 |
| 06.14 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion M51 | 17 338 096 | 47 314 936 | 55 541 761 | 39 693 517 |
| 06.15 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion SNLE NG : adaptation M51 | | -507 412 | | 235 462 |
| 06.17 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion - Air sol moyenne portée amélioré (ASMPA) | | 3 399 870 | 49 730 000 | 3 570 683 |
| 06.19 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion - Autres opérations | 360 967 502 | 177 413 191 | 190 145 986 | 165 095 198 |
| 06.22 – Assurer la crédibilité opérationnelle de la dissuasion - soutien et mise en oeuvre des forces - toutes opérations | 527 806 307 | 685 346 545 | 405 135 509 | 470 248 676 |
| 06.23 – Assurer la crédibilité technique de la posture - toutes opérations | 180 980 000 | 157 906 379 | 159 007 686 | 145 773 957 |
| 06.24 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion – SNLE 3G | | 4 655 525 | 17 482 239 | 9 076 570 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 3 076 308 097 | 3 735 531 327 | 3 770 156 819 | 3 766 989 869 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 3 076 308 097 | 3 447 610 094 | 3 770 156 819 | 2 930 557 075 |
| 06.14 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion M51 | 526 329 210 | 994 773 217 | 754 304 249 | 451 344 713 |
| 06.15 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion SNLE NG : adaptation M51 | | 14 467 110 | | 17 200 795 |
| 06.17 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion - Air sol moyenne portée amélioré (ASMPA) | 64 060 000 | 13 578 220 | 94 880 000 | 78 064 188 |
| 06.18 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion Simulation | 531 180 000 | 599 463 538 | 543 710 000 | 564 610 828 |
| 06.19 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion - Autres opérations | 1 346 536 421 | 1 347 558 494 | 1 220 126 100 | 947 496 372 |
| 06.22 – Assurer la crédibilité opérationnelle de la dissuasion - soutien et mise en oeuvre des forces - toutes opérations | 541 412 466 | 245 745 040 | 517 248 021 | 350 223 396 |
| 06.23 – Assurer la crédibilité technique de la posture - toutes opérations | 66 790 000 | 82 305 608 | 229 940 228 | 261 770 033 |
| 06.24 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion – SNLE 3G | | 149 718 867 | 409 948 221 | 259 846 750 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 287 921 233 | | 836 432 793 |
| 06.14 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion M51 | | 27 014 630 | | 209 210 487 |
| 06.15 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion SNLE NG : adaptation M51 | | -485 247 | | |
| 06.17 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion - Air sol moyenne portée amélioré (ASMPA) | | 1 893 270 | | 61 501 514 |
| 06.19 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion - Autres opérations | | 90 844 688 | | 293 949 036 |
| 06.22 – Assurer la crédibilité opérationnelle de la dissuasion - soutien et mise en oeuvre des forces - toutes opérations | | 92 617 742 | | 49 544 521 |
| 06.23 – Assurer la crédibilité technique de la posture - toutes opérations | | 35 228 820 | | 16 002 747 |
| 06.24 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion – SNLE 3G | | 40 807 330 | | 206 224 488 |
| Total | 4 163 400 002 | 4 811 060 361 | 4 647 200 000 | 4 600 683 933 |

SOUS-ACTION

06.14 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion M51

OPÉRATION : M51

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

La sous-action comprend le programme de missile M51 ainsi que le développement et la production de sa charge utile.

Le M51 est un missile nucléaire stratégique à têtes multiples, à capacité intercontinentale, emporté sur les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins. Ce missile évolue par incréments pour assurer le maintien à long terme de l'efficacité de la composante océanique de dissuasion. Cette évolution assure en outre le maintien des compétences industrielles de conception et de production.

Le missile M51 se décline actuellement en deux versions M51.1 et M51.2. Les travaux portant sur la troisième version (M51.3) ont été lancés en 2014. La préparation de la quatrième version (M51.4) a été engagée en 2022 et se déroule de façon nominale.

II - CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|------------------|----------|----------|----------|---------------------------|
| Lots de missiles | 3 | 3 | 3 | |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Maître d'œuvre industriel du programme missile : ArianeGroup.

Sur le plan industriel, ce programme a des liens avec l'activité lanceurs spatiaux civils de la famille Ariane, ces derniers étant aussi fabriqués par ArianeGroup.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|---|----------------|----------------|---------------|
| M51 | Mise en service du M51.1 | septembre 2010 | septembre 2010 | - |
| | Lancement des travaux de développement du M51.2 | juillet 2010 | juillet 2010 | - |
| | Lancement de la production du M51.2 | mai 2012 | mai 2012 | - |
| | Lancement des travaux de développement du M51.3 | août 2014 | août 2014 | - |
| | Mise en service du M51.2 | septembre 2016 | septembre 2016 | - |
| | Lancement de la production du M51.3 | juin 2019 | juin 2019 | - |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | | | 2023 | | | Après 2023 | Cible totale |
|------------|------------|---------|------------|------|------|------------|------|------|------------|------------|--------------|
| | | | | 2022 | 2023 | Après 2023 | 2022 | 2023 | Après 2023 | | |
| M51 | Commandes | PLF | 3 lots | | | | | | | 3 lots | |
| | | PLR | 3 lots | | | | | | | 3 lots | |
| | Livraisons | PLR | 3 lots | | | | | | | 3 lots | |
| | | PLR | 3 lots | | | | | | | 3 lots | |

Dans sa logique incrémentale, le programme M51 prévoit que les lots livrés fassent l'objet d'évolutions pour disposer de missiles dans différentes versions (M51.2, M51.3 et M51.4), après la livraison des lots M51.1, de façon à maintenir le haut niveau de supériorité de la France.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-----------------------------------|--------------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|--------------------|------------------------------|--------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation / prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OB | Dissuasion : composante océanique | 543 667 306 | - | 250 000 000 | 354 742 339 | 61 075 033 | 809 846 010 | - | 700 248 236 | -109 597 774 |
| | Total | 543 667 306 | - | 250 000 000 | 354 742 339 | 61 075 033 | 809 846 010 | - | 700 248 236 | -109 597 774 |

5.2 – Tableau des autorisations d’engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|-----------------------------------|----------------|---------------------------|-------------------|-----------------|-------------------------|----------------|
| OB | Dissuasion : composante océanique | 828,37 | - | 250,00 | 1 078,37 | 714,36 | 364,01 |
| | Total | 828,37 | - | 250,00 | 1 078,37 | 714,36 | 364,01 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|-----------------------------------|---------|--------------------------------|--------------|----------------|---------------|--------------|---------------|-------------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OB | Dissuasion : composante océanique | PLF | 1 303,61 | 1 046,23 | 809,85 | 608,44 | 325,39 | 606,16 | 2 349,84 |
| | | PLR | 1 287,36 | 1 069,10 | 700,25 | 791,07 | 324,78 | 540,36 | 2 356,46 |
| | Total écarts | | -16,26 | 22,87 | -109,60 | 182,63 | -0,61 | -65,80 | 6,62 |

Les engagements en 2023 ont couvert :

- la poursuite des travaux de développement et de production de la version M51.3 ;
- des travaux de préparation de la version M51.4.

Une partie des paiements prévus en 2023 en PLF a été intégrée au solde sortant de la gestion 2024 et a été payée début 2024.

SOUS-ACTION

06.15 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion SNLE NG : adaptation M51

OPÉRATION : SNLE NG : ADAPTATION M51 DES SNLE NG

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Le programme « Adaptation M51 des SNLE » a consisté à adapter les sous-marins nucléaires lanceurs d’engins (SNLE) de type *Le Triomphant* (SNLE NG) au missile M51. Ce programme a concerné trois des quatre SNLE en service. Le SNLE *Le Terrible* a été construit directement en version M51. Il comprend :

- le développement de la composante embarquée du système d’armes de dissuasion M51 (CESAD M51) avec notamment la construction puis l’exploitation des moyens d’essais afférents ;
- l’approvisionnement et la mise en place de cette CESAD M51 à bord des SNLE NG *Le Triomphant*, *Le Téméraire* et *Le Vigilant*, ainsi que la fourniture de la logistique initiale à terre ;
- l’adaptation au M51 du centre d’entraînement des forces sous-marines.

II - CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|----------------------------|----------|----------|----------|---------------------------|
| Adaptation M51 des SNLE NG | 3 | 3 | 3 | - |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

La maîtrise d'œuvre a été assurée par Naval Group avec comme principal sous-traitant la société CNIM.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|----------------|---|--------------|--------------|---------------|
| Adaptation M51 | Dossier de lancement de la réalisation du programme Adaptation M51 approuvé par le ministre de la défense | 2000 | 2000 | - |
| | Commande de la réalisation de la première adaptation (« <i>Le Vigilant</i> ») | juillet 2010 | juillet 2010 | - |
| | Commande de la réalisation de l'adaptation du « <i>Triomphant</i> » | juillet 2012 | juillet 2012 | - |
| | Livraison de l'adaptation du « <i>Vigilant</i> » | juin 2013 | juin 2013 | - |
| | Commande de l'adaptation du « <i>Téméraire</i> » | août 2015 | août 2015 | - |
| | Livraison de l'adaptation du « <i>Triomphant</i> » | mars 2016 | mars 2016 | - |
| | Livraison de l'adaptation du « <i>Téméraire</i> » | juin 2020 | juin 2020 | - |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/ PLR | Avant 2022 | | | Après 2023 | Cible totale |
|-------------------|------------|-------------|---------------|------|------|---------------|-----------------|
| | | | | 2022 | 2023 | | |
| Adaptation M51 | Commandes | PLF | 3 | | | | 3 |
| | | PLR | 3 | | | | 3 |
| | Livraisons | PLF | 3 | | | | 3 |
| | | PLR | 3 | | | | 3 |

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|--------------------------------------|------------|---------------------------------------|------------------------------|------------------------------|---|------------|---------------------------------------|---------------------|---|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagement hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)- (1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation / prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | Adaptation M51 des SNLE NG | - | - | - | - | - | - | - | 10 052 513 | 10 052 513 |
| OB | Dissuasion : composante océanique | - | - | - | - | - | - | - | 7 383 745 | 7 383 745 |
| | Total | - | - | - | - | - | - | - | 17 436 258 | 17 436 258 |

5.2 – Tableau des autorisations d’engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------------|-----------------------------------|----------------|---------------------------|-------------------|--------------|-------------------------|----------------|
| ACT | Adaptation M51 des SNLE NG | 45,35 | - | - | 45,35 | 6,09 | 42,68 |
| OB | Dissuasion : composante océanique | 10,26 | - | - | 10,26 | 7,38 | -0,54 |
| Total | | 55,61 | - | - | 55,61 | 13,47 | 42,14 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|---------------------|-----------------------------------|---------|--------------------------------|--------------|--------------|-------------|----------|--------------|--------------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | Adaptation M51 des SNLE NG | PLF | 6,66 | - | - | - | - | 6,66 | 6,66 |
| | | PLR | 7,36 | 6,09 | 10,05 | 0,32 | - | 3,08 | 13,45 |
| OB | Dissuasion : composante océanique | PLF | - | - | - | - | - | - | - |
| | | PLR | 0,18 | 7,38 | 7,38 | 0,15 | - | 0,04 | 7,56 |
| Total écarts | | | 0,88 | 13,47 | 17,44 | 0,46 | - | -3,55 | 14,35 |

Les engagements 2023 ont couvert la suite de la levée des réserves de l’adaptation au M51 du SNLE *Le Téméraire* réalisés en 2020.

Les écarts en engagement et en paiement sur l’activité « Adaptation M51 des SNLE NG » et l’OB « Dissuasion : composante océanique » s’expliquent pas des exonérations partielles de pénalités décidées au cours de l’année 2023.

SOUS-ACTION

06.17 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion - Air sol moyenne portée amélioré (ASMPA)

OPÉRATION : ASMPA

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Cette sous-action concerne la rénovation à mi-vie du missile ASMPA, dont la réalisation a été lancée en 2016. Pour mémoire, le programme de missile air-sol moyenne portée amélioré (ASMPA) est clos depuis 2012.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|------------------------------|----------|----------|----------|---------------------------|
| ASMPA RMV – lots de missiles | 3 | 3 | 3 | |

III – ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Le maître d’œuvre industriel est MBDA France.

Les principaux sous-traitants et coopérants sont Dassault, Roxel, Thales, IN SNEC (groupe SAFRAN), ASB et Daher Lhotellier.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|-----------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| ASMPA RMV | Lancement du stade d'orientation | août 2012 | août 2012 | - |
| | Lancement du stade d'élaboration | juillet 2014 | juillet 2014 | - |
| | Lancement du stade de réalisation | novembre 2016 | novembre 2016 | - |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|------------|------------|---------|------------|------|-------|------------|--------------|
| ASMPA RMV | Commandes | PLF | 3 lots | | | | 3 lots |
| | | PLR | 3 lots | | | | 3 lots |
| | Livraisons | PLF | | | 1 lot | 2 lots | 3 lots |
| | | PLR | | | 1 lot | 2 lots | 3 lots |

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|------------------------------------|-------------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|--------------------|------------------------------|--------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation / prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OB | Dissuasion : composante aéroportée | 64 060 000 | - | - | 30 246 660 | -33 813 340 | 144 610 000 | - | 143 136 385 | -1 473 615 |
| | Total | 64 060 000 | - | - | 30 246 660 | -33 813 340 | 144 610 000 | - | 143 136 385 | -1 473 615 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------------------------------|----------------|---------------------------|-------------------|---------------|-------------------------|----------------|
| OB | Dissuasion : composante aéroportée | 236,77 | -32,41 | - | 204,36 | 22,75 | 181,61 |
| | Total | 236,77 | -32,41 | - | 204,36 | 22,75 | 181,61 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | | Paiements | | | |
|--------|------------|---------|--------------------------------|----------|------|-----------|------|-------|-------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |

| | | | | | | | | | |
|---------------------|------------------------------------|-----|---------------|---------------|--------------|---------------|-------------|---------------|---------------|
| OB | Dissuasion : composante aéroportée | PLF | 307,30 | 102,30 | 144,61 | 124,41 | 45,44 | 95,14 | 409,60 |
| | | PLR | 267,25 | 53,00 | 143,14 | 82,92 | 48,61 | 45,59 | 320,25 |
| Total écarts | | | -40,05 | -49,30 | -1,47 | -41,49 | 3,17 | -49,55 | -89,35 |

Les principaux engagements 2023 ont couvert la poursuite de la réalisation de la rénovation du vecteur. Le premier lot a été livré au 4^e trimestre 2023, ce qui contribue au maintien de la dissuasion nucléaire aéroportée au plus haut niveau de disponibilité et de performance opérationnelles.

Les moindres engagements s'expliquent par des décalages de travaux en lien avec d'autres opérations en interface et par des ajustements contractuels intervenus au cours de l'année 2023.

SOUS-ACTION

06.18 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion Simulation

OPÉRATION : SIMULATION

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

La sous-action couvre l'acquisition et le maintien en condition opérationnelle de l'ensemble des moyens (outils numériques et expérimentaux) et les études concourant à la garantie de la fiabilité de fonctionnement et de la sûreté des charges nucléaires suite à l'arrêt des essais nucléaires. Cette activité est indispensable au maintien sur le long terme de la capacité nationale de dissuasion nucléaire.

Les travaux comprennent notamment la réalisation du laser mégajoule (LMJ), des installations radiographiques et hydrodynamiques franco-britanniques (programme TEUTATES) et l'acquisition de supercalculateurs.

II - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Les travaux sont confiés à la direction des applications militaires du CEA (CEA/DAM).

III – ASPECTS FINANCIERS

3.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------------|----------------------|--------------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|--------------------|------------------------------|--------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation / prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OB | Simulation numérique | 531 180 000 | - | - | 599 463 538 | 68 283 538 | 543 710 000 | - | 564 610 828 | 20 900 828 |
| Total | | 531 180 000 | - | - | 599 463 538 | 68 283 538 | 543 710 000 | - | 564 610 828 | 20 900 828 |

3.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

Sans objet

3.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|----------------------|---------|--------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OB | Simulation numérique | PLF | 296,49 | 531,18 | 543,71 | 173,17 | 62,32 | 48,47 | 827,67 |
| | | PLR | 295,63 | 599,46 | 564,61 | 193,75 | 109,11 | 27,62 | 895,09 |
| | Total écarts | | -0,86 | 68,28 | 20,90 | 20,58 | 46,79 | -20,85 | 67,42 |

Les principaux engagements 2023 ont couvert :

- la montée en puissance progressive de l'installation LMJ ;
- la poursuite de la construction des installations radiographiques et hydrodynamiques dans le cadre du programme franco-britannique TEUTATES ;
- l'exploitation des supercalculateurs et la recherche et développement pour la génération suivante ;
- la poursuite des études scientifiques et technologiques, des modélisations et intégrations dans des codes de calcul et des expérimentations contribuant à améliorer les standards de simulation numérique nécessaires à la garantie de la dissuasion.

Les travaux correspondants se sont déroulés conformément aux objectifs et au calendrier prévus.

Les écarts en engagements et paiements résultent d'aménagements contractuels intervenus en 2023 et à l'évolution du contexte économique.

SOUS-ACTION**06.19 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion - Autres opérations****OPÉRATION : DISSUASION – AUTRES OPÉRATIONS****I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE**

Cette sous-action regroupe les travaux et opérations visant à :

- maintenir la crédibilité technique de la dissuasion des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins type *Le Triomphant* en service ;
- fournir aux composantes aérienne et océanique des forces stratégiques les moyens nécessaires à la mission de dissuasion ;
- maintenir sur le long terme la capacité nationale de dissuasion.

Elle comprend notamment :

Pour la composante océanique :

- les opérations nécessaires à l'adaptation opérationnelle des sous-marins nucléaires lanceurs d'engin (SNLE) depuis l'admission au service actif du *Triomphant*, premier SNLE de nouvelle génération de la série ;
- le démantèlement nucléaire et la déconstruction des coques des SNLE type *Le Redoutable M4* ;
- le démantèlement du système d'armes M45 et des installations associées ;
- les opérations de mise à hauteur et de maintien à niveau des infrastructures et équipements de Cherbourg nécessaires aux sous-marins nucléaires en construction ou en démantèlement et déconstruction ;
- l'entretien et l'adaptation des moyens d'essai à terre de la propulsion nucléaire navale.

Pour la composante aéroportée :

- les travaux et opérations du programme ASN4G visant à renouveler le missile ASMPA au delà de l'horizon 2030 dans le but d'assurer la crédibilité technique de la dissuasion;

- des travaux d'infrastructure dédiés à la composante aéroportée ;
- les rénovations de l'avionique des ravitailleurs C135 FR et KC-135 R (conformité à la réglementation de la circulation aérienne générale), ainsi que l'application à ces appareils de diverses modifications nécessaires pour la réalisation des missions ou la sécurité des vols. La réalisation du successeur de ces ravitailleurs (le MRTT) est comprise dans la sous-action 08-55.

Pour les deux composantes :

- les opérations de modernisation des moyens d'essais étatiques incluant le bâtiment d'expérimentation et de mesure (BEM) *Monge* ;
- la production et le recyclage des matières nucléaires pour les armes nucléaires et les chaufferies.

II – CIBLE

Pour le programme ASN4G, la cible sera définie lors du lancement de la phase de réalisation.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Pour le domaine de la composante océanique, les industriels concernés sont principalement les sociétés ArianeGroup, Naval Group, Safran, TechnicAtome et Thales.

Pour le domaine de la composante aéroportée, les travaux concernant le successeur ASMPA sont réalisés sous maîtrise d'œuvre MBDA.

Pour les infrastructures dédiées à la composante aéroportée, les travaux sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage du service d'infrastructure de la défense (SID).

Les chaufferies nucléaires et armes nucléaires sont réalisées sous maîtrise d'ouvrage déléguée de la direction des applications militaires du CEA (CEA/DAM).

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|--|--------------|--------------|---------------|
| | Lancement du stade d'orientation | Mai 2018 | Mai 2018 | - |
| ASN4G | Lancement de l'incrément 2 de la phase de préparation (ex-stade d'élaboration) | Janvier 2021 | Janvier 2021 | - |
| RES | Mise en service | 2018 | 2018 | - |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

Pour le programme ASN4G, l'échéancier commandes-livraisons sera défini lors du lancement de la phase de réalisation.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------------|--|----------------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|----------------------|------------------------------|----------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation / prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OB | Nucléaire | 787 150 000 | - | - | 1 139 493 027 | 352 343 027 | 811 600 000 | - | 802 268 462 | -9 331 538 |
| OB | Dissuasion : composante aéroportée | 566 860 000 | - | - | 27 455 731 | -539 404 269 | 255 070 000 | - | 245 393 611 | -9 676 389 |
| OB | Dissuasion : composante océanique | 349 993 923 | 2 000 000 | - | 368 028 474 | 16 034 551 | 340 865 869 | 2 000 000 | 358 057 267 | 15 191 398 |
| OB | Aviation de transport et de ravitaillement | 1 500 000 | - | - | 970 184 | -529 816 | 736 217 | - | 824 282 | 88 065 |
| Total | | 1 705 503 923 | 2 000 000 | - | 1 535 947 416 | -171 556 507 | 1 408 272 086 | 2 000 000 | 1 406 543 621 | -3 728 465 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------------|------------------------------------|----------------|---------------------------|-------------------|---------------|-------------------------|----------------|
| OB | Dissuasion : composante aéroportée | 703,52 | - | - | 703,52 | 59,56 | 643,96 |
| OB | Dissuasion : composante océanique | 118,38 | -3,69 | - | 114,69 | 34,20 | 80,49 |
| Total | | 821,90 | -3,69 | - | 818,21 | 93,76 | 724,45 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|---------------------|--|---------|--------------------------------|---------------|--------------|--------------|---------------|--------------|---------------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OB | Nucléaire | PLF | 634,79 | 787,15 | 811,60 | 465,20 | 64,90 | 80,24 | 1 421,94 |
| | | PLR | 631,82 | 1 139,49 | 802,27 | 464,10 | 392,94 | 112,01 | 1 771,31 |
| OB | Dissuasion : composante aéroportée | PLF | 863,39 | 152,71 | 255,07 | 293,75 | 279,07 | 188,21 | 1 016,10 |
| | | PLR | 868,74 | 87,01 | 245,39 | 295,79 | 203,85 | 210,72 | 955,75 |
| OB | Dissuasion : composante océanique | PLF | 816,49 | 365,33 | 342,87 | 314,85 | 231,18 | 292,92 | 1 181,82 |
| | | PLR | 800,61 | 402,23 | 358,06 | 326,40 | 234,50 | 283,88 | 1 202,84 |
| OB | Aviation de transport et de ravitaillement | PLF | 0,25 | 1,50 | 0,74 | 1,02 | 0,00 | - | 1,75 |
| | | PLR | 0,49 | 0,97 | 0,82 | 0,62 | 0,01 | 0,00 | 1,46 |
| Total écarts | | | -13,26 | 323,02 | -3,73 | 12,09 | 256,15 | 45,24 | 309,76 |

Les principaux engagements 2023 ont couvert :

- les évolutions techniques sur les SNLE en service, les travaux de déconstruction des coques des SNLE type « Le Redoutable » et de démantèlement des missiles M45, les investissements et mises à hauteur des installations du port de Cherbourg destinées aux sous-marins nucléaires, ainsi que des travaux de modernisation des moyens d'essais étatiques ;
- la poursuite des travaux de préparation du système de missile ASN4G ;
- des travaux d'infrastructure dédiés à la composante aéroportée en particulier pour l'accueil des MRTT sur les bases aériennes de la dissuasion et l'accueil et le soutien des missiles ASN4G ;

- les études scientifiques et technologiques dans le domaine de la propulsion nucléaire ;
- l'exploitation et la rénovation des installations du CEA (centre de Cadarache) qui assurent les missions au service de la propulsion nucléaire (dont l'exploitation du réacteur d'essai RES) ;
- l'exploitation et la modernisation de l'outil industriel du CEA/DAM, pour répondre notamment aux besoins futurs de production et de recyclage des matières nucléaires.

Les travaux correspondants se sont déroulés conformément aux objectifs et au calendrier prévus.

Pour les OB « Dissuasion : composante océanique », « Dissuasion : composante aéroportée » et « Nucléaire », les écarts en engagements et paiements résultent d'aménagements contractuels intervenus en 2023.

Pour l'OB « Aviation de transport et de ravitaillement », l'écart en engagement s'explique par l'évolution du taux de parité au moment de la notification de l'avenant à la *Letter of Offer and Acceptance* (LOA) relative au soutien des ravitailleurs C135 et KC135, ainsi que par le décalage de prestations de gestion de configuration.

Fonds de concours et attributions de produits

| Niveau | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
|-------------|---------------|--------------|--|
| Sous-action | 2 000 000 | 2 651 387 | 651 387 |

L'augmentation des attributions de produit s'explique par l'accélération des chantiers de démantèlement et l'augmentation des prix des matières premières revendues dans le cadre de ce démantèlement.

SOUS-ACTION

06.22 – Assurer la crédibilité opérationnelle de la dissuasion - soutien et mise en oeuvre des forces - toutes opérations

OPÉRATION : DISSUASION - SOUTIEN

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Cette sous-action regroupe les travaux et opérations visant à assurer l'entretien et le soutien des moyens des forces aériennes et navales nécessaires à la réalisation de la mission de dissuasion.

La sous-action comprend le soutien en service :

- des missiles MSBS M51 (têtes nucléaires comprises), réalisés au titre de la sous-action 14 ;
- du système d'armes air-sol moyenne portée amélioré (ASMPA), réalisé au titre de la sous-action 17 ;
- des moyens de transport spéciaux.

Les performances concernent essentiellement la disponibilité opérationnelle des systèmes.

II - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Pour le M51, le maître d'œuvre est ArianeGroup (hors têtes nucléaires).

Pour l'ASMPA, les travaux sont réalisés sous maîtrise d'œuvre MBDA France (hors têtes nucléaires).

Pour les têtes nucléaires M51 et ASMPA, les travaux sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage déléguée de la direction des applications militaires du CEA (CEA/DAM).

Pour les transports spéciaux, les travaux sont réalisés sous maîtrise d'œuvre des fournisseurs des véhicules, dont INEO Défense (groupe Équans).

III – ASPECTS FINANCIERS

3.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|------------------------------------|----------------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|--------------------|------------------------------|--------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation / prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OB | Dissuasion : composante océanique | 907 318 773 | - | - | 885 120 768 | -22 198 005 | 793 983 530 | - | 748 366 222 | -45 617 308 |
| OB | Dissuasion : composante aéroportée | 161 900 000 | - | - | 142 127 692 | -19 772 308 | 128 400 000 | - | 121 635 457 | -6 764 543 |
| | Total | 1 069 218 773 | - | - | 1 027 248 460 | -41 970 313 | 922 383 530 | - | 870 001 679 | -52 381 851 |

3.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

Sans objet

3.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|------------------------------------|---------|--------------------------------|---------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OB | Dissuasion : composante océanique | PLF | 1 976,81 | 907,32 | 793,98 | 628,30 | 528,02 | 933,83 | 2 884,13 |
| | | PLR | 1 987,77 | 885,12 | 748,37 | 636,23 | 510,98 | 977,31 | 2 872,89 |
| OB | Dissuasion : composante aéroportée | PLF | 184,44 | 161,90 | 128,40 | 116,53 | 63,89 | 37,53 | 346,34 |
| | | PLR | 169,48 | 142,13 | 121,64 | 137,14 | 35,76 | 17,07 | 311,61 |
| | Total écarts | | -4,01 | -41,97 | -52,38 | 28,55 | -45,17 | 23,02 | -45,98 |

Pour l'OB « Dissuasion : composante océanique », les engagements 2023 ont couvert le soutien en service des missiles M51.

Pour l'OB « Dissuasion : composante aéroportée », les engagements réalisés ont couvert le soutien en service des missiles ASMPA et des moyens de transports spéciaux. Les écarts en engagements et paiements résultent d'ajustements contractuels survenus au cours de l'année 2023.

Le niveau de disponibilité opérationnelle des systèmes d'armes MSBS et ASMPA est conforme aux exigences fixées par le ministre des armées et la Présidence de la République.

SOUS-ACTION**06.23 – Assurer la crédibilité technique de la posture - toutes opérations****OPÉRATION : DISSUASION - POSTURE****I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE**

Cette sous-action assure :

- le soutien en service des systèmes de transmissions nucléaires actuels et leur renouvellement ;
- la contribution, au plan national, à la lutte contre la prolifération et le terrorisme nucléaire et aux engagements internationaux de la France.

Pour cela elle recouvre :

- le soutien en service du réseau maillé durci « RAMSES », le traitement des obsolescences du réseau et des principaux équipements de commutation, ainsi que les travaux de modernisations de ce réseau (programme ANUBIS) ;
- le soutien en service du système de dernier recours et la réalisation du programme successeur (SYDEREC NG) ;
- le soutien en service et la modernisation des centres de transmissions de la marine mis en œuvre principalement au profit des forces nucléaires océaniques (TRANSOUM) ;
- la modernisation des moyens de communication propres à la composante aéroportée (TRANSAERO) ;
- la réalisation d'expertises en matière de techniques ou des systèmes proliférants et la participation aux travaux des organisations internationales ;
- les dépenses d'infrastructure liées au programme d'ensemble Hermès, concernant les sites dédiés aux transmissions stratégiques.

Cette sous action contribue également à la modernisation des moyens de télécommunications fixes permettant le fonctionnement des chaînes critiques nécessaires à la permanence du commandement (service de communication résilient du programme DESCARTES), en complément de la sous-action n° 37 de l'action 7 : Communiquer – DESCARTES.

II - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Pour les systèmes de transmissions nucléaires, le maître d'œuvre est Thales SIX.

Les travaux relevant des techniques nucléaires sont confiés à la direction des applications militaires du CEA (CEA/DAM).

Les travaux liés aux infrastructures sont confiés au Service d'infrastructure de la défense (SID).

III - CALENDRIER - DATES CLÉS

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|--|---------------|---------------|---------------|
| TRANSOUM | Lancement du stade de réalisation | avril 2013 | avril 2013 | - |
| SYDEREC NG | Lancement du stade d'orientation | août 2012 | août 2012 | - |
| | Lancement du stade d'élaboration | août 2015 | août 2015 | - |
| | Lancement du stade de réalisation | décembre 2018 | décembre 2018 | - |
| TRANSAERO | Lancement du stade d'orientation | août 2015 | août 2015 | - |
| | Lancement du stade d'élaboration des incréments ultérieurs | décembre 2018 | décembre 2018 | - |

| | | | | |
|--------|--|---------------|---------------|---|
| ANUBIS | Lancement du stade de réalisation de l'incrément 1 | décembre 2018 | décembre 2018 | - |
| | Lancement du stade de réalisation de l'incrément 2 | - | avril 2022 | - |
| | Lancement de la phase de préparation | avril 2022 | avril 2022 | - |
| | Lancement de la phase de réalisation | - | novembre 2023 | - |

Le programme ANUBIS a été lancé en réalisation en novembre 2023, conformément au calendrier prévu.

IV – ASPECTS FINANCIERS

4.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|--------------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|--------------------|------------------------------|--------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation / prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OB | Dissuasion : transmissions stratégiques | 193 930 000 | - | - | 170 169 407 | -23 760 593 | 336 427 914 | - | 371 403 445 | 34 975 531 |
| OB | Nucléaire | 53 840 000 | - | - | 58 233 754 | 4 393 754 | 52 520 000 | - | 53 428 090 | 908 090 |
| | Total | 247 770 000 | - | - | 228 403 161 | -19 366 839 | 388 947 914 | - | 424 831 535 | 35 883 621 |

4.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|---|----------------|---------------------------|-------------------|---------------|-------------------------|----------------|
| OB | Dissuasion : transmissions stratégiques | 342,72 | -5,26 | - | 337,46 | 48,69 | 278,21 |
| | Total | 342,72 | -5,26 | - | 337,46 | 48,69 | 278,21 |

4.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|---|---------|--------------------------------|---------------|--------------|--------------|---------------|--------------|---------------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OB | Dissuasion : transmissions stratégiques | PLF | 999,05 | 262,86 | 336,43 | 363,92 | 282,12 | 279,45 | 1 261,91 |
| | | PLR | 1 018,88 | 218,86 | 371,40 | 354,58 | 221,36 | 290,40 | 1 237,74 |
| OB | Nucléaire | PLF | 10,74 | 53,84 | 52,52 | 11,94 | 0,10 | 0,02 | 64,58 |
| | | PLR | 10,72 | 58,23 | 53,43 | 12,97 | 2,43 | 0,12 | 68,95 |
| | Total écarts | | 19,80 | -39,61 | 35,88 | -8,30 | -58,43 | 11,05 | -19,80 |

Les engagements 2023 ont couvert :

- le maintien en condition opérationnelle, le traitement d'obsolescences et la modernisation des systèmes de transmissions stratégiques ;
- la poursuite de la réalisation du programme successeur du système de dernier recours ;
- la poursuite de la réalisation incrémentale des systèmes de transmission de la composante aéroportée ;
- le traitement d'obsolescences et le MCO initial de la composante résiliente du réseau DESCARTES.

Pour l'OB « Dissuasion : transmissions stratégiques », les écarts en engagements et paiements résultent d'aménagements contractuels intervenus en 2023.

Le niveau de disponibilité opérationnelle des systèmes de transmissions nucléaires en service est conforme aux attendus fixés par le ministre des armées et la Présidence de la République.

Le calendrier des programmes en cours de réalisation (TRANSOUM, SYDEREC NG, TRANSAERO et ANUBIS) est conforme à la prévision.

SOUS-ACTION

06.24 – Assurer la crédibilité technique de la dissuasion – SNLE 3G

OPÉRATION : SNLE 3G

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

La sous-action regroupe les travaux et opérations visant à renouveler les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) en service pour maintenir sur le long terme les capacités de dissuasion.

Le programme SNLE 3G vise à remplacer les quatre SNLE type « Le Triomphant » au-delà de l'horizon 2030. Le nouveau SNLE sera conçu pour pouvoir embarquer les incréments futurs du missile M51 et répondre à l'évolution à venir de la menace, en particulier en matière d'invulnérabilité.

II - CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-----------|----------|----------|----------|---------------------------|
| SNLE 3G | 4 | 4 | 4 | - |

III - Aspects industriels et commerciaux

Les principaux industriels concernés sont Naval Group et TechnicAtome.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS

Le calendrier sera défini lors du lancement de la réalisation – étape 2.

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|---------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| SNLE 3G | Passage au stade d'élaboration | novembre 2016 | novembre 2016 | - |
| | Passage en phase de réalisation | février 2021 | février 2021 | - |

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-----------------------------------|---------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|--------------------|------------------------------|--------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation / prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OB | Dissuasion : composante océanique | - | - | - | - | - | 427 430 460 | - | 475 147 808 | 47 717 348 |
| | Total | - | - | - | - | - | 427 430 460 | - | 475 147 808 | 47 717 348 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|-----------------------------------|-----------------|---------------------------|-------------------|-----------------|-------------------------|----------------|
| OB | Dissuasion : composante océanique | 1 115,98 | - | - | 1 115,98 | 195,18 | 920,80 |
| | Total | 1 115,98 | - | - | 1 115,98 | 195,18 | 920,80 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | | Paiements | | | |
|--------|-----------------------------------|---------|--------------------------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OB | Dissuasion : composante océanique | PLF | 2 373,01 | 117,37 | 427,43 | 498,13 | 503,40 | 1 061,41 | 2 490,38 |
| | | PLR | 2 338,70 | 195,18 | 475,15 | 427,13 | 608,29 | 1 023,30 | 2 533,88 |
| | Total écarts | | -34,31 | 77,81 | 47,72 | -71,00 | 104,89 | -38,11 | 43,50 |

Les engagements 2023 ont couvert la poursuite des travaux de réalisation du SNLE 3G, qui se déroulent de façon nominale et dans le respect du calendrier prévu.

Les écarts sur les engagements et les paiements résultent d'aménagements contractuels intervenus en 2023.

COÛTS SYNTHÉTIQUES

5.1 - Tableau des autorisations d'engagements et crédits de paiement de l'année 2023 (en M€)

| Niveau | AE | | | | | CP | | | |
|------------------|-----------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|-----------------|--------------------------|-----------------|------------------------------|
| | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5=3+4-1-2 | 1 | 2 | 3 | 4=3-1-2 |
| Dissuasion (DIS) | 4 161,40 | 2,00 | 250,00 | 3 776,05 | -137,35 | 4 645,20 | 2,00 | 4 601,96 | -45,24 |
| Total | 4 161,40 | 2,00 | 250,00 | 3 776,05 | -137,35 | 4 645,20 | 2,00 | 4 601,96 | -45,24 |

5.2 - Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectation 2023 | Total | Engagement 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|------------------|-----------------|-------------------------|------------------|-----------------|------------------------|-----------------|
| Dissuasion (DIS) | 3 390,78 | -41,34 | 250,00 | 3 599,44 | 1 088,22 | 2 511,21 |
| Total | 3 390,78 | -41,34 | 250,00 | 3 599,44 | 1 088,22 | 2 511,21 |

5.3 - Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|---------------------|---------|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | | RàP à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| Dissuasion (DIS) | PLF | 9 773,04 | 4 489,69 | 4 647,20 | 3 599,65 | 2 385,84 | 3 630,04 | 14 262,72 |
| | PLR | 9 684,97 | 4 864,28 | 4 601,96 | 3 723,16 | 2 692,63 | 3 531,50 | 14 549,24 |
| Total écarts | | -88,07 | 374,59 | -45,24 | 123,52 | 306,79 | -98,54 | 286,52 |

ACTION**07 – Commandement et maîtrise de l'information**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP Réalisation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 07 – Commandement et maîtrise de l'information | | 2 988 904 988 | 2 988 904 988 | | 2 637 379 447 | 2 637 379 447 |
| | | 2 146 293 075 | 2 146 293 075 | | 2 434 475 586 | 2 434 475 586 |
| 07.23 – Commander et conduire - ARTEMIS IA | | 36 930 000 | 36 930 000 | | 26 703 103 | 26 703 103 |
| | | 5 575 455 | 5 575 455 | | 17 004 871 | 17 004 871 |
| 07.24 – Commander et conduire - Système de commandement et de conduite des opérations aériennes (SCCOA) | | 16 726 710 | 16 726 710 | | 277 307 049 | 277 307 049 |
| | | 257 150 070 | 257 150 070 | | 312 391 646 | 312 391 646 |
| 07.25 – Commander et conduire - Système d'information TERRE | | 35 075 502 | 35 075 502 | | 75 356 478 | 75 356 478 |
| | | 33 998 253 | 33 998 253 | | 58 128 595 | 58 128 595 |
| 07.27 – Commander et conduire - Géographie numérique | | 341 000 000 | 341 000 000 | | 82 860 452 | 82 860 452 |
| | | 90 755 409 | 90 755 409 | | 55 141 023 | 55 141 023 |
| 07.28 – Commander et conduire - Autres opérations | | 25 075 079 | 25 075 079 | | 49 881 522 | 49 881 522 |
| | | 12 792 202 | 12 792 202 | | 34 052 850 | 34 052 850 |
| 07.29 – Commander et conduire - Système d'information des armées (SIA) | | 167 058 200 | 167 058 200 | | 106 547 062 | 106 547 062 |
| | | 88 954 135 | 88 954 135 | | 101 159 972 | 101 159 972 |
| 07.30 – Communiquer - Cyber | | 17 139 000 | 17 139 000 | | 170 640 075 | 170 640 075 |
| | | 121 121 537 | 121 121 537 | | 119 336 249 | 119 336 249 |
| 07.35 – Communiquer - Autres opérations | | 439 983 233 | 439 983 233 | | 195 181 556 | 195 181 556 |
| | | 113 766 917 | 113 766 917 | | 154 226 852 | 154 226 852 |
| 07.36 – Communiquer - CONTACT | | | 0 | | 245 626 498 | 245 626 498 |
| | | 220 734 105 | 220 734 105 | | 124 047 652 | 124 047 652 |
| 07.37 – Communiquer - DESCARTES | | 221 500 000 | 221 500 000 | | 81 828 059 | 81 828 059 |
| | | 136 821 094 | 136 821 094 | | 54 816 798 | 54 816 798 |
| 07.42 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM | | 24 700 000 | 24 700 000 | | 20 752 780 | 20 752 780 |
| | | 18 115 756 | 18 115 756 | | 26 693 858 | 26 693 858 |
| 07.43 – Espace - Communiquer - Moyens de communication satellitaire | | 468 425 000 | 468 425 000 | | 467 292 253 | 467 292 253 |
| | | 318 515 557 | 318 515 557 | | 510 688 917 | 510 688 917 |
| 07.44 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROIM | | 145 450 000 | 145 450 000 | | 84 602 731 | 84 602 731 |
| | | 224 381 638 | 224 381 638 | | 89 039 177 | 89 039 177 |
| 07.45 – Espace - Maîtrise de l'Espace | | 400 000 000 | 400 000 000 | | 34 951 292 | 34 951 292 |
| | | 81 254 627 | 81 254 627 | | 41 128 292 | 41 128 292 |
| 07.46 – Espace - Commander et conduire - OMEGA | | 41 000 000 | 41 000 000 | | 52 003 961 | 52 003 961 |
| | | 48 645 043 | 48 645 043 | | 54 742 122 | 54 742 122 |

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|---------------------------|---|---------------------|----------------------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 07.50 – Communiquer - Transmission | | 96 088 482 | 0 96 088 482 | | 32 618 813 34 784 723 | 32 618 813 34 784 723 |
| 07.60 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ALSR | | 2 800 000 419 861 | 2 800 000 419 861 | | 18 554 717 17 399 841 | 18 554 717 17 399 841 |
| 07.61 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - CUGE | | 7 438 892 | 0 7 438 892 | | 105 086 928 146 705 625 | 105 086 928 146 705 625 |
| 07.62 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - Drones aériens | | 384 200 000 66 798 751 | 384 200 000 66 798 751 | | 224 171 327 243 793 165 | 224 171 327 243 793 165 |
| 07.63 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - Hawkeye | | 1 000 000 28 260 824 | 1 000 000 28 260 824 | | 82 752 552 96 801 730 | 82 752 552 96 801 730 |
| 07.64 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM | | 138 102 264 97 901 112 | 138 102 264 97 901 112 | | 119 269 676 68 272 206 | 119 269 676 68 272 206 |
| 07.67 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - SDCA | | 15 812 694 | 0 15 812 694 | | 17 096 830 16 265 936 | 17 096 830 16 265 936 |
| 07.68 – Renseigner, surveiller, acquérir - Autres opérations | | 82 740 000 60 990 659 | 82 740 000 60 990 659 | | 66 293 733 57 853 487 | 66 293 733 57 853 487 |

CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

| Volets du plan de relance | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|-------------------------------|----------------------------|----------------|---------------------|-------------------|
| | Prévision | Réalisation | Prévision | Réalisation |
| Indépendance et compétitivité | 0 | 222 570 | 0 | 11 082 233 |
| Total | 0 | 222 570 | 0 | 11 082 233 |

Les engagements relatifs à la contribution du programme 146 au plan de relance ont couvert les hausses économiques.

Les paiements relatifs à la contribution du programme 146 à ce plan ont principalement couvert les opérations relatives aux avions légers de surveillance et de reconnaissance et aux systèmes de drones aériens et de mini-drones au profit de la marine.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|-------------|-------------------------------|-------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 881 918 169 | 944 806 123 | 761 339 772 | 813 058 866 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 881 918 169 | 944 806 123 | 761 339 772 | 813 058 866 |
| 07.23 – Commander et conduire - ARTEMIS IA | | 5 723 153 | | 3 417 612 |
| 07.24 – Commander et conduire - Système de commandement et de conduite des opérations aériennes (SCCOA) | 4 773 000 | 44 182 615 | 26 581 357 | 50 899 107 |
| 07.25 – Commander et conduire - Système d'information TERRE | 7 015 100 | 40 707 154 | 21 451 182 | 39 736 182 |
| 07.27 – Commander et conduire - Géographie numérique | 266 950 000 | 66 377 932 | 57 227 873 | 41 441 912 |
| 07.28 – Commander et conduire - Autres opérations | 7 522 524 | 13 865 983 | 16 952 915 | 14 258 238 |
| 07.29 – Commander et conduire - Système d'information des armées (SIA) | 76 569 206 | 60 263 587 | 35 160 531 | 70 038 933 |
| 07.30 – Communiquer - Cyber | 13 711 200 | 72 312 831 | 42 897 434 | 65 305 112 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| 07.35 – Communiquer - Autres opérations | 195 053 176 | 83 158 135 | 97 610 884 | 101 500 023 |
| 07.36 – Communiquer - CONTACT | | 47 348 667 | 30 230 623 | 19 453 463 |
| 07.37 – Communiquer - DESCARTES | | 49 658 458 | | 22 050 459 |
| 07.42 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM | 2 726 000 | 17 858 714 | 11 572 448 | 19 044 903 |
| 07.43 – Espace - Communiquer - Moyens de communication satellitaire | 170 515 111 | 162 620 152 | 129 029 849 | 170 297 667 |
| 07.44 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROIM | 1 450 000 | 107 144 644 | 8 306 108 | 33 612 417 |
| 07.45 – Espace - Maîtrise de l'Espace | | 20 887 080 | | 8 843 932 |
| 07.46 – Espace - Commander et conduire - OMEGA | | 661 940 | | 404 779 |
| 07.50 – Communiquer - Transmission | | 8 907 474 | | 7 308 765 |
| 07.60 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ALSR | 536 098 | 327 881 | 5 666 474 | 3 501 862 |
| 07.61 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - CUGE | | 2 779 278 | 103 833 642 | 2 169 973 |
| 07.62 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - Drones aériens | 49 461 561 | 12 234 988 | 104 655 968 | 23 149 246 |
| 07.63 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - Hawkeye | 50 000 | 11 609 902 | 4 134 851 | 35 220 483 |
| 07.64 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM | 34 412 693 | 45 174 963 | 29 117 858 | 36 282 055 |
| 07.67 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - SDCA | | 14 644 907 | 6 006 302 | 9 007 521 |
| 07.68 – Renseigner, surveiller, acquérir - Autres opérations | 51 172 500 | 56 355 686 | 30 903 473 | 36 114 223 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 2 106 986 819 | 1 176 907 452 | 1 875 995 255 | 1 614 427 554 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 2 106 986 819 | 719 567 282 | 1 875 995 255 | 784 234 816 |
| 07.23 – Commander et conduire - ARTEMIS IA | 36 930 000 | 87 277 | 26 703 103 | 135 286 |
| 07.24 – Commander et conduire - Système de commandement et de conduite des opérations aériennes (SCCOA) | 11 953 710 | 167 268 569 | 250 725 692 | 194 899 915 |
| 07.25 – Commander et conduire - Système d'information TERRE | 28 060 402 | -4 486 815 | 53 905 296 | 15 381 975 |
| 07.27 – Commander et conduire - Géographie numérique | 74 050 000 | 545 742 | 25 632 579 | 751 599 |
| 07.28 – Commander et conduire - Autres opérations | 17 552 555 | -284 578 | 32 928 607 | 13 583 640 |
| 07.29 – Commander et conduire - Système d'information des armées (SIA) | 90 488 994 | 11 570 692 | 71 386 531 | 17 417 501 |
| 07.30 – Communiquer - Cyber | 3 427 800 | 26 776 245 | 127 742 641 | 23 513 254 |
| 07.35 – Communiquer - Autres opérations | 244 930 057 | 14 851 727 | 97 570 672 | 43 363 750 |
| 07.36 – Communiquer - CONTACT | | 144 986 906 | 215 395 875 | 47 121 002 |
| 07.37 – Communiquer - DESCARTES | 221 500 000 | 45 148 118 | 81 828 059 | 30 120 587 |
| 07.42 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM | 21 974 000 | -172 654 | 9 180 332 | 883 808 |
| 07.43 – Espace - Communiquer - Moyens de communication satellitaire | 297 909 889 | 144 140 469 | 338 262 404 | 216 927 671 |
| 07.44 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROIM | 144 000 000 | -118 278 | 76 296 623 | |
| 07.45 – Espace - Maîtrise de l'Espace | 400 000 000 | 15 702 753 | 34 951 292 | 202 329 |
| 07.46 – Espace - Commander et conduire - OMEGA | 41 000 000 | 1 919 983 | 52 003 961 | 938 017 |
| 07.50 – Communiquer - Transmission | | 84 174 708 | 32 618 813 | 9 737 514 |
| 07.60 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ALSR | 2 263 902 | 91 981 | 12 888 243 | 13 897 980 |
| 07.61 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - CUGE | | 3 391 706 | 1 253 286 | 26 692 662 |
| 07.62 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - Drones aériens | 334 738 439 | 50 396 115 | 119 470 939 | 56 108 481 |
| 07.63 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - Hawkeye | 950 000 | 12 196 523 | 78 617 701 | 61 581 247 |
| 07.64 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM | 103 689 571 | 1 940 107 | 90 151 818 | 3 121 016 |
| 07.67 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - SDCA | | 1 167 787 | 11 090 528 | 1 150 943 |
| 07.68 – Renseigner, surveiller, acquérir - Autres opérations | 31 567 500 | -1 727 798 | 35 390 260 | 6 704 637 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 457 340 169 | | 830 192 738 |
| 07.23 – Commander et conduire - ARTEMIS IA | | -234 974 | | 13 451 974 |
| 07.24 – Commander et conduire - Système de commandement et de conduite des opérations aériennes (SCCOA) | | 45 698 887 | | 66 592 624 |
| 07.25 – Commander et conduire - Système d'information TERRE | | -2 372 086 | | 2 540 438 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| <i>07.27 – Commander et conduire - Géographie numérique</i> | | -68 265 | | 12 947 513 |
| <i>07.28 – Commander et conduire - Autres opérations</i> | | -789 203 | | 6 210 972 |
| <i>07.29 – Commander et conduire - Système d'information des armées (SIA)</i> | | 17 119 857 | | 13 703 538 |
| <i>07.30 – Communiquer - Cyber</i> | | 22 032 460 | | 30 517 883 |
| <i>07.35 – Communiquer - Autres opérations</i> | | 15 757 056 | | 9 363 079 |
| <i>07.36 – Communiquer - CONTACT</i> | | 28 398 532 | | 57 206 482 |
| <i>07.37 – Communiquer - DESCARTES</i> | | 42 014 519 | | 2 645 752 |
| <i>07.42 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM</i> | | 429 695 | | 1 206 127 |
| <i>07.43 – Espace - Communiquer - Moyens de communication satellitaire</i> | | 11 754 936 | | 123 463 578 |
| <i>07.44 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROIM</i> | | 117 355 272 | | 55 327 847 |
| <i>07.45 – Espace - Maîtrise de l'Espace</i> | | 44 657 795 | | 32 075 031 |
| <i>07.46 – Espace - Commander et conduire - OMEGA</i> | | 46 063 120 | | 53 399 326 |
| <i>07.50 – Communiquer - Transmission</i> | | 3 006 300 | | 17 738 443 |
| <i>07.61 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - CUGE</i> | | 1 267 908 | | 117 842 990 |
| <i>07.62 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - Drones aériens</i> | | 4 167 649 | | 163 991 571 |
| <i>07.63 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - Hawkeye</i> | | 4 454 400 | | |
| <i>07.64 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM</i> | | 50 786 041 | | 28 869 135 |
| <i>07.67 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - SDCA</i> | | | | 6 107 472 |
| <i>07.68 – Renseigner, surveiller, acquérir - Autres opérations</i> | | 5 840 271 | | 14 990 965 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | | 24 579 500 | 44 420 | 6 989 166 |
| Transferts aux entreprises | | 157 000 | | 5 716 020 |
| <i>07.25 – Commander et conduire - Système d'information TERRE</i> | | 150 000 | | 150 000 |
| <i>07.42 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM</i> | | | | 5 559 020 |
| <i>07.45 – Espace - Maîtrise de l'Espace</i> | | 7 000 | | 7 000 |
| Transferts aux autres collectivités | | 24 422 500 | 44 420 | 1 273 146 |
| <i>07.25 – Commander et conduire - Système d'information TERRE</i> | | | | 320 000 |
| <i>07.27 – Commander et conduire - Géographie numérique</i> | | 23 900 000 | | |
| <i>07.36 – Communiquer - CONTACT</i> | | | | 266 705 |
| <i>07.44 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROIM</i> | | | | 98 914 |
| <i>07.62 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - Drones aériens</i> | | | 44 420 | 543 866 |
| <i>07.68 – Renseigner, surveiller, acquérir - Autres opérations</i> | | 522 500 | | 43 661 |
| Total | 2 988 904 988 | 2 146 293 075 | 2 637 379 447 | 2 434 475 586 |

SOUS-ACTION

07.23 – Commander et conduire - ARTEMIS IA

OPÉRATION : COMMANDER ET CONDUIRE - ARTEMIS IA

NOM DES PEM : ARTEMIS IA PHASE 3 MÉTIER, ARTEMIS IA PHASE 3 SOCLE

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Après des travaux de préparation (phases 1 et 2) conduits au titre des études amont, l'opération ARTEMIS.IA a été lancée en réalisation (phase 3) en 2022. L'opération d'armement ARTEMIS.IA met en place des capacités de traitement de l'information adaptées à l'ère du Big Data et de l'Intelligence Artificielle et à un contexte d'emploi opérationnel (contraintes, diversité des fonctions métier). Elle participe, d'une part, à l'enrichissement de l'offre du socle numérique du ministère des armées au profit des applications, en offrant des services de traitement massif de données ou incluant des capacités d'intelligence artificielle. Elle couvre, d'autre part, un volet « métier » en réalisant, ou en intégrant, des applications. Les configurations ARTEMIS.IA (matérielles et logicielles) ont vocation à être mises à disposition d'autres opérations, afin que celles-ci puissent développer et mettre en œuvre des solutions harmonisées de traitement massif des données et d'IA.

L'opération ARTEMIS.IA fait l'objet d'une démarche incrémentale pour sa réalisation. L'incrément 1, lancé en 2022, porte le développement d'un socle technique logiciel et de fonctions métiers « renseignement », le déploiement d'une configuration ARTEMIS.IA (matériel + socle technique logiciel) et des applications métiers associées sur un réseau classifié du ministère ainsi que le soutien à la mise en exploitation. L'incrément 1 prépare également les incréments ultérieurs au bénéfice de l'ensemble des métiers du Ministère.

L'incrément 2, lancé en novembre 2023, vise à étendre le champ d'application d'ARTEMIS.IA aux métiers autres que le renseignement (priorisé lors du lancement en réalisation de l'incrément 1), à travers le déploiement d'une configuration raccordée au réseau Intradef en métropole. Afin d'accompagner les armées, directions et services dans leur montée en puissance sur les traitements de données de masse et d'intelligence artificielle, l'incrément 2 doit apporter un premier niveau de réponse à des besoins métier dans les domaines de la santé au profit du service de santé des armées, et de la maintenance au profit des entités de soutien du ministère. Enfin, l'incrément 2 poursuivra la préparation des incréments ultérieurs de l'opération.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|--|----------|-------------|----------|---|
| Configuration ARTEMIS.IA | 1 | 1 | 1 | |
| Applications métier « renseignement » d'ARTEMIS.IA | 1 | 1 | 1 | |
| Configuration ARTEMIS.IA DR | | Non définie | 1 | Cible définie lors du lancement en réalisation de l'incrément 2 en 2023 |
| 1 ^{er} capacité métier hors renseignement | | Non définie | 1 | Cible définie lors du lancement en réalisation de l'incrément 2 en 2023 |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

La maîtrise d'œuvre des marchés de réalisation et de soutien des configurations ARTEMIS.IA et des applications métier « renseignement » d'ARTEMIS.IA sont confiées à la joint-venture ATHEA (Thales Éviden).

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois | |
|------------|---|-----------|---------------|---------------|--|
| ARTEMIS.IA | Lancement en réalisation de l'incrément 1 | Mars 2022 | Mars 2022 | | |
| ARTEMIS.IA | Lancement en réalisation de l'incrément 2 | mars 2023 | Novembre 2023 | 8 | |

Le lancement en réalisation de l'incrément 2 a été décalé de mars à novembre 2023 afin de consolider le besoin opérationnel relatif aux applications métier et prendre en compte l'ensemble des travaux préparatoires réalisés au titre de l'incrément 1.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/ PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|---|------------|----------|------------|---------------------------|------|------------|--------------|
| Configuration ARTEMIS.IA | Commandes | PLF | | 1 | | | 1 |
| | | PLR | | 1 | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | | 1 | | 1 |
| | | PLR | | | 1 | | 1 |
| Applications métier « renseignement » d'ARTEMIS.IA | Commandes | PLF | | 1 | | | 1 |
| | | PLR | | 1 | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | | | 1 | 1 |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |
| Configuration ARTEMIS.IA DR | Commandes | PLF | | Non mentionné au PAP 2023 | | | |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |
| | Livraisons | PLF | | Non mentionné au PAP 2023 | | | |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |
| Première capacité métier (hors cas d'usage « renseignement ») | Commandes | PLF | | Non mentionné au PAP 2023 | | | |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |
| | Livraisons | PLF | | Non mentionné au PAP 2023 | | | |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |

L'échéancier des jalons « Configuration ARTEMIS.IA DR » et « Première capacité métier (hors cas d'usage « renseignement ») » a été défini en 2023 lors du lancement en réalisation de l'incrément 2 de l'opération.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-----------------------------|------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | ARTEMIS IA phase 3 - socle | 12 470 000 | - | 20 800 000 | - | 8 330 000 | 13 089 600 | - | 8 507 454 | -4 582 146 |
| ACT | ARTEMIS IA phase 3 - métier | 24 460 000 | - | 29 000 000 | - | 4 540 000 | 13 613 503 | - | 8 497 417 | -5 116 086 |
| | Total | 36 930 000 | - | 49 800 000 | - | 12 870 000 | 26 703 103 | - | 17 004 871 | -9 698 232 |

5.2 – Tableau des autorisations d’engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|-----------------------------|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | ARTEMIS IA phase 3 - socle | 31,20 | - | 20,80 | 52,00 | 2,38 | 49,63 |
| ACT | ARTEMIS IA phase 3 - metier | 30,94 | - | 29,00 | 59,94 | 3,20 | 56,74 |
| | Total | 62,14 | - | 49,80 | 111,94 | 5,58 | 106,36 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|-----------------------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|-------|-------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | ARTEMIS IA phase 3 - socle | PLF | 18,92 | 7,67 | 14,88 | 10,52 | 1,18 | - | 26,58 |
| | | PLR | 22,08 | 2,38 | 8,51 | 14,65 | 1,31 | - | 24,46 |
| ACT | ARTEMIS IA phase 3 - metier | PLF | 11,76 | 22,20 | 15,48 | 12,84 | 5,64 | - | 33,96 |
| | | PLR | 13,78 | 3,20 | 8,50 | 6,63 | 1,85 | - | 16,98 |
| | Total écarts | | 5,19 | -24,29 | -13,36 | -2,08 | -3,66 | - | -19,10 |

Les engagements 2023 ont principalement couvert :

- la poursuite des travaux de développement du socle technique logiciel et d’adaptation des capacités d’accueil des applications métier ;
- la réalisation de compléments fonctionnels sur la première application renseignement ;
- le soutien initial de la première application métier renseignement.

Les écarts en engagement et en paiement s’expliquent par le décalage à début 2024 de certains engagements de l’opération ainsi que par le report de la commande d’une partie des compléments fonctionnels pour le métier renseignement.

SOUS-ACTION

07.24 – Commander et conduire - Système de commandement et de conduite des opérations aériennes (SCCOA)

OPÉRATION : SCCOA

NOM DES OPÉRATIONS D’INVESTISSEMENT : SCCOA3, SCCOA4, SCCOA5, INFRASTRUCTURE SCCOA

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Le système de commandement et de conduite des opérations aérospatiales (SCCOA) permet de remplir les missions de surveillance et de contrôle de l’espace aérien (PPS-Air[1]), de coordination de la défense sol-air, de planification, de programmation et de conduite des opérations aérospatiales sur le territoire national ainsi qu’en opérations extérieures.

Les évolutions du SCCOA sont gérées par étapes, chacune constituant un programme d’armement. L’étape 3 est close depuis 2015. L’étape 4 est en cours de réalisation.

Les performances principales de la phase 1 de SCCOA 4 concernent la disponibilité d’une couverture radar et radio sol-air H24-7J/7, la tenue de la situation aérienne et le contrôle des aéronefs militaires sur le territoire national, la

capacité de commandement et de contrôle des opérations aériennes, ainsi que la coordination des feux sol-air. En outre, les systèmes doivent être adaptés aux évolutions liées à l'environnement aéronautique (sécurité des vols, évolutions réglementaires ou technologiques, etc.).

Les performances principales de la phase 2 de SCCOA 4 concernent la pérennisation et l'évolution des capacités du système de systèmes SCCOA et l'amélioration des capacités opérationnelles : homogénéisation des planchers de détection sur l'ensemble de la France, acquisition de nouveaux radars basse altitude PPS disposant d'une détection 3D, renforcement de la sécurité informatique et mise en place de passerelles multi-niveaux sécurisées.

Des travaux complémentaires ont été lancés en 2020 et en 2021 pour cette phase, avec pour objectif le maintien dans le temps des performances des différentes composantes, comme détaillé ci-dessous.

L'incrément 2020 comprend notamment le traitement d'obsolescences de la composante déployable du SCCOA (systèmes MARTHA et GIRAFFE), en conservant leur opérabilité interarmées et interalliés, ainsi que de la composante spatiale du SCCOA, en traitant les obsolescences majeures des radars SATAM. Des travaux d'adaptation aux réseaux ont également été lancés.

L'incrément 2021 de SCCOA 4 phase 2 a pour objet de :

- traiter des obsolescences du système STRIDA jusqu'en 2030 et de mettre en place une capacité de liaison de données tactique L16 déportée au profit des centres de détection et de contrôle ;
- mettre en place une plateforme d'expérimentation de la nouvelle architecture du système ACCS[2] (plateforme ACCS x86) ;
- prendre en compte des évolutions fonctionnelles sur le contrôle tactique nouvelle génération (CTNG).

L'étape 5 du SCCOA vise à traiter des obsolescences à impact majeur, s'adapter à l'évolution de la réglementation, renforcer les capacités et performances opérationnelles acquises au travers des étapes précédentes et à optimiser leur déploiement.

L'incrément 2022 SCCOA 5 comprend principalement :

- la poursuite du renouvellement des radars de surveillance tactiques ;
- le début du renouvellement des radars d'approche utilisant la bande S ;
- l'acquisition du système central de commandement et de conduite de l'OTAN ;
- l'acquisition de radars d'approche et d'aide à l'atterrissage au profit de l'armée de terre ;
- la poursuite de l'adaptation du SCCOA au nouveau réseau IP du ministère des armées.

D'autres incréments sont prévus dans le cadre de l'étape 5 du SCCOA. Le contenu de ces incréments sera précisé au moment de leurs lancements respectifs.

Infrastructures SCCOA

Le programme d'infrastructure d'accueil des installations liées au dispositif d'armement SCCOA vise à permettre, de manière incrémentale et souple, la mise en service des installations contribuant au maintien de la posture permanente de sûreté.

Il combine à la fois des opérations lourdes, selon un mode d'action traditionnel et un processus pouvant faire appel à de la maîtrise d'œuvre privée, et des interventions réclamant une plus grande adaptabilité dans un cadre d'action très rapide.

II – CIBLE

Étape 3

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|------------------------------------|----------|----------|----------|---------------------------|
| ARS (centre ACCS) | 3 | 1 | 1 | |
| Contrôles locaux d'aéroports (CLA) | 31 | 26 | 26 | |

Étape 4 phase 1

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|---|----------|----------|----------|---------------------------|
| Rénovation de radars haute et moyenne altitudes | 10 | 10 | 10 | |
| Radars d'atterrissage | 6 | 2 | 2 | |
| Radars fixes (Nice et Lyon) | 1 | 2 | 2 | |

Étape 4 phase 2

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|---|----------|----------|----------|---------------------------|
| Radars fixes moyenne et basse altitude 3D | 12 | 12 | 12 | |
| Radars fixes d'approche 2D | 3 | 3 | 3 | |
| Radars tactiques 3D | 4 | 4 | 4 | |
| Centre ACCS de remplacement | 1 | 1 | 1 | |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Maîtrise d'œuvre système SCCOA : Thales (radars, systèmes de surveillance, composante mobile, systèmes d'information), CS Group France (contrôle d'aérodromes, systèmes de télécommunication sol - air), MOSS (société filiale à parité Airbus DS-Thales, réalisant des travaux d'architecture et de systèmes d'information) avec quelques autres industriels comme Raytheon, Saab ou Airbus.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|--|--|---------------|-------------------------------|---------------|
| SCCOA4 phase 1 | Début de rénovation des radars haute et moyenne altitude | décembre 2009 | décembre 2009 | |
| | Commande des travaux de migration des centres de commandement et de contrôle vers une structure intégrée ACCS OTAN | décembre 2010 | décembre 2010 | |
| | Livraison du radar HMA 3D de Nice | mars 2017 | mars 2017 | |
| | Livraison du radar HMA 3D de Lyon | juin 2021 | juin 2021 | |
| SCCOA4 phase 2 dont incrément 2020 et incrément 2021 | Notification contrat radars fixes M/BA 3D et tactique 3D | décembre 2014 | décembre 2014 | |
| | Livraison du 1 ^{er} radar fixe M/BA 3D | novembre 2020 | Novembre 2020 | |
| | Livraison du 1 ^{er} radar tactique 3D | décembre 2020 | décembre 2020 | |
| | Définition de la configuration applicable MARTHA v3.2 | juin 2023 | juin 2023 | |
| | Livraison du premier radar SATAM rénové | 2025 | 2025 | |
| | Livraison du 1 ^{er} centre de détection et de contrôle rénové | octobre 2023 | décembre 2023 | 2 |
| SCCOA5 | Lancement en réalisation de l'incrément 2022 | octobre 2022 | 4 ^e trimestre 2022 | |

Livraison du premier centre de détection et de contrôle rénové : les derniers travaux ont nécessité des ajustements et compléments industriels qui ont été réalisés postérieurement aux grands événements nationaux (coupe du monde de rugby), ce qui a occasionné un retard de 2 mois.

Lancement en réalisation de l'incrément 2022 : retard de 2 mois dû aux derniers ajustements de périmètre.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|---|------------|---------|--------------------------------|------|------|------------|--------------|
| SCCOA3 (CLA 2000) | Commandes | PLF | 26 | | | | 26 |
| | | PLR | 26 | | | | 26 |
| | Livraisons | PLF | 19 | 1 | 2 | 4 | 26 |
| | | PLR | 19 | 1 | 1 | 5 | 26 |
| SCCOA 4.1 : rénovation de 10 radars HMA | Commandes | PLF | 10 | | | | 10 |
| | | PLR | 10 | | | | 10 |
| | Livraisons | PLF | 9 | 1 | | | 10 |
| | | PLR | 9 | 1 | | | 10 |
| SCCOA 4.2 : 12 Radars fixes M/BA 3D | Commandes | PLF | 12 | | | | 12 |
| | | PLR | 12 | | | | 12 |
| | Livraisons | PLF | 4 | 1 | 2 | 5 | 12 |
| | | PLR | 4 | 1 | 1 | 6 | 12 |
| SCCOA 4.2 : radars tactiques 3D GM 200 | Commandes | PLF | 4 | | | | 4 |
| | | PLR | 4 | | | | 4 |
| | Livraisons | PLF | 4 | | | | 4 |
| | | PLR | 4 | | | | 4 |
| SCCOA 4.2 : 3 radars fixes d'approche | Commandes | PLF | 2 | 1 | | | 3 |
| | | PLR | 2 | 1 | | | 3 |
| | Livraisons | PLF | 1 | 1 | | 1 | 3 |
| | | PLR | 1 | 1 | | 1 | 3 |
| SCCOA 4.2 (centre ACCS de remplacement) | Commandes | PLF | | 1 | | | 1 |
| | | PLR | | 1 | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | | | 1 | 1 |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |
| SCCOA 4.2 : Rénovation GRAVES | Commandes | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | 1 | | | 1 |
| | | PLR | | 1 | | | 1 |
| SCCOA 4 incrément 21 : STRIDA rénové | Commandes | PLF | 2 | | | | 2 |
| | | PLR | 2 | | | | 2 |
| | Livraisons | PLF | | | 1 | 1 | 2 |
| | | PLR | | | 1 | 1 | 2 |
| SCCOA 4 incrément 21 : Plateforme ACCS x86 | Commandes | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| SCCOA 4 incrément 21 : Premières évolutions CT-NG | Commandes | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | | 1 | | 1 |
| | | PLR | | | 1 | | 1 |
| SCCOA 5 inc 22 : ACCS Std 1 | Commandes | PLF | Non mentionné lors du PLF 2023 | | | | |
| | | PLR | | 1 | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | Non mentionné lors du PLF 2023 | | | | |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |
| SCCOA 5 inc 22 : radars d'approche | Commandes | PLF | Non mentionné lors du PLF 2023 | | | | |
| | | PLR | | 7 | | | 7 |
| | Livraisons | PLF | Non mentionné lors du PLF 2023 | | | | |

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale | |
|-----------------------------------|------------|---------|--------------------------------|------|------|------------|--------------|--|
| | | PLR | | | | 7 | 7 | |
| SCCOA 5 inc 22 : radars tactiques | Commandes | PLF | Non mentionné lors du PLF 2023 | | | | | |
| | | PLR | | 2 | | 2 | 4 | |
| | Livraisons | PLF | Non mentionné lors du PLF 2023 | | | | | |
| | | PLR | | | | 4 | 4 | |

SCCOA3 – CLA 2000 : des retards industriels ont ralenti le déploiement de la version dans les tours de contrôle.

SCCOA 4.2 – Radars fixes M/BA 3D : le deuxième radar de 2023 n'a pas pu être réceptionné suite à des retards de travaux, notamment liés à de mauvaises conditions météorologiques.

Les commandes et livraisons de l'incrément 22 de SCCOA (SCCOA 5) n'étaient pas indiquées dans le PLF, l'incrément 5 n'étant pas encore lancé.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | SCCOA 5 (Sys. cdmt et contrôle ops aérien.) | - | - | - | - | - | 51 010 945 | - | 81 767 341 | 30 756 396 |
| ACT | SCCOA 4 (Sys. cdmt et contrôle ops aérien.) | - | 1 500 000 | - | - | -1 500 000 | 186 986 270 | 1 500 000 | 214 493 423 | 26 007 153 |
| OP | AOA-CMI | 12 900 000 | 2 076 710 | - | 16 414 630 | 1 437 920 | 17 588 115 | 2 076 710 | 10 423 714 | -9 241 111 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure SCCOA 3 et 4 | - | - | 16 600 000 | -185 300 | 16 414 700 | 10 507 216 | - | 5 067 086 | -5 440 130 |
| ACT | SCCOA 3 (Sys. cdmt et contrôle ops aérien.) | - | - | - | - | - | 7 387 793 | - | 673 229 | -6 714 564 |
| | Total | 12 900 000 | 3 576 710 | 16 600 000 | 16 229 330 | 16 352 620 | 273 480 339 | 3 576 710 | 312 424 792 | 35 367 743 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|---|----------------|---------------------------|-------------------|----------|-------------------------|----------------|
| ACT | SCCOA 5 (Sys. cdmt et contrôle ops aérien.) | 607,70 | - | - | 607,70 | 201,25 | 406,45 |
| ACT | SCCOA 4 (Sys. cdmt et contrôle ops aérien.) | 392,96 | - | - | 392,96 | 49,43 | 343,53 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure SCCOA 3 et 4 | 36,86 | - | 16,60 | 53,46 | 2,01 | 51,45 |
| ACT | SCCOA 3 (Sys. cdmt et contrôle ops aérien.) | 46,55 | - | - | 46,55 | -4,07 | 50,61 |
| | Total | 1 084,08 | - | 16,60 | 1 100,68 | 248,63 | 852,05 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|---|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|--------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | SCCOA 5 (Sys. cdmt et contrôle ops aérien.) | PLF | 321,50 | 155,90 | 58,00 | 110,00 | 95,00 | 214,40 | 477,40 |
| | | PLR | 279,80 | 201,25 | 81,77 | 61,66 | 80,00 | 257,63 | 481,05 |
| ACT | SCCOA 4 (Sys. cdmt et contrôle ops aérien.) | PLF | 612,38 | 103,70 | 214,20 | 188,10 | 159,95 | 153,84 | 716,08 |
| | | PLR | 641,12 | 49,43 | 214,49 | 226,28 | 122,24 | 127,53 | 690,55 |
| OP | AOA-CMI | PLF | 63,23 | 12,90 | 20,27 | 24,20 | 22,44 | 9,22 | 76,13 |
| | | PLR | 31,86 | 16,41 | 10,42 | 26,05 | 11,81 | - | 48,28 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure SCCOA 3 et 4 | PLF | 6,33 | 13,26 | 11,13 | 6,60 | 1,86 | - | 19,59 |
| | | PLR | 7,50 | 1,83 | 5,07 | 2,03 | 1,80 | 0,43 | 9,33 |
| ACT | SCCOA 3 (Sys. cdmt et contrôle ops aérien.) | PLF | 36,33 | 0,10 | 8,40 | 8,00 | 4,00 | 16,03 | 36,43 |
| | | PLR | 40,46 | -4,07 | 0,67 | 6,95 | 5,50 | 23,28 | 36,40 |
| | Total écarts | | -39,04 | -21,00 | 0,42 | -13,93 | -61,90 | 15,37 | -60,04 |

Les engagements 2023 ont couvert notamment les commandes :

- des travaux liés à la transition IP : soutien initial, compléments de déploiement ;
- du 4^e radar fixe d'approche et travaux complémentaires sur les moyens radars ;
- des travaux ACCS ;
- de la poursuite des traitements d'obsolescences du STRIDA ;
- de la poursuite des traitements d'obsolescences MARTHA ;
- des travaux complémentaires de la radio sol air SRSA IP et SRSA secours (Système Radio Sol-Air) et radio sur les sites de l'armée de terre et de la marine ;
- de travaux associés au déploiement de la liaison de données tactique L16 dans les centres de commandement et de contrôle.

Les moindres engagements et paiements sur les infrastructures SCCOA s'expliquent par un décalage de certains travaux des tours de contrôle (Orange, Landivisiau, Salon-de-Provence et Hyères), suite à une évolution des besoins des différentes parties prenantes nécessitant une harmonisation globale des travaux.

Les moindres paiements sur AOA s'expliquent par le décalage de certaines commandes dans l'année décalant certains paiements à 2024.

Les moindres engagements et paiements sur l'activité SCCOA 3 s'expliquent par les retards sur le déploiement du système dans les tours de contrôle.

Sur l'activité SCCOA 4, les écarts en engagements résultent du décalage de commandes à 2024 notamment sur les travaux de radio du contrôleur aérien et sur la composante déployable.

Les engagements et paiements 2023 sur l'activité SCCOA 5 sont plus élevés que prévu en PLF en raison du décalage de commande des STCRA de 2022 sur 2023, avec une évolution du calendrier de livraison et des paiements associés.

Fonds de concours et attributions de produits

| Niveau | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
|-------------|---------------|--------------|--|
| Sous-action | 3 576 710 | 2 342 584 | -1 234 126 |

Les écarts constatés par rapport aux prévisions correspondent aux ventilations internes au BOP réalisées au cours de l'année.

[1] PPS-Air : posture permanente de sûreté air.

[2] *Air Command and Control System*.

SOUS-ACTION

07.25 – Commander et conduire - Système d'information TERRE

OPÉRATION : système d'information de l'armée de terre

Nom du PEM : SI Terre

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

L'opération SI Terre a pour finalité de poursuivre la numérisation des forces terrestres et comporte deux volets : l'évolution des systèmes d'information opérationnels de l'armée de terre et le renouvellement des équipements informatiques de ces systèmes (notamment au titre de C-NUMTACT). Les incréments 1 et 2 de C-NUMTACT doivent permettre le maintien de la capacité actuelle et des extensions pour atteindre l'objectif de numérisation d'un LCC (*Land Command Control*) pour 2025 (correspondant à une capacité SJO [*Small Joint Operation*]).

Cette sous-action comprend également :

- la numérisation de l'ALAT (Aviation Légère de l'Armée de Terre), principalement avec le système SITALAT ;
- le système d'information de l'artillerie sol-sol ATLAS et ses évolutions tant dans le cadre de l'interopérabilité (fédération NCi+ puis NC1) que dans celui des adaptations aux pièces d'artillerie et aux nouvelles munitions ;
- la réalisation des évolutions relatives au premier niveau de capacité NC1 pour les aspects temps réfléchi et temps réflexe ;
- la réalisation d'une 1^{re} version de SICS (système d'information et de communication SCORPION) en cohérence avec le calendrier du programme SCORPION ;
- le maintien en condition opérationnelle des SIOC de l'armée de terre (système d'information et de commandement des forces SICF, ATLAS) ;
- les travaux de traitement des obsolescences urgentes dont les travaux urgents de rénovation de la capacité appui-feu ATLAS et de maintien de la capacité de commandement avec SICS v1.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|--|----------------------------|----------------------------|----------------------------|---|
| Brigades Interarmes (BIA) numérisées | 5 (incluant 1 496 kits) | 5 (incluant 1 342 kits) | 5 (incluant 1 342 kits) | Prise en compte des décisions de la LPM 2014-2019. |
| Nouveaux kits de numérisation et rétrofits | 1 646 | 5712 | 5712 | Lancement de l'incrément 2 de C-NUMTACT en juillet 2021. La cible comptabilise désormais les nouvelles numérisations et les rénovations de kits |

La cible initiale était basée sur la FEB EMAT 2015 et ne prenait en compte que les nouveaux kits de numérisation intégrés aux véhicules. La cible mise à jour lors des lancements en réalisation des incréments 1 et 2 prend en compte la FEB EMA 2018 qui apporte un complément de 1495 nouvelles numérisations (dont 230 KITS P3TS non embarqués en véhicules pour rechanges et formation) par rapport à 2015. Le total des nouvelles numérisations est de 3141 (1646 + 1495). La nouvelle cible comptabilise également 2571 rétrofits.

III – ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Dans cette sous action interviennent la plupart des industriels français du domaine des SIC terre : Thales SIX GTS, Airbus DS (ex-CASSIDIAN), Safran Électronics & Defence, Cap Gemini, Miccavionics Defense Systems, Bull SAS (groupe Atos), Nexter Systems et Arques.

IV – CALENDRIER – DATES CLÉS – ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 – Calendrier

| Opérations | Évènements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|---|-----------|-----------|---------------|
| SI TERRE | Livraison du niveau de capacité initial amélioré (Nci+) | mars 2013 | mars 2013 | |
| | Fin de l'équipement de 5 Brigades Interarmes (BIA) | mai 2019 | mai 2019 | |
| | Livraison des derniers kits C-NUMTACT Incrément 2 | 2024 | 2025 | 12 |

Le décalage de livraison des kits C-NUMTACT est lié aux retards induits par la crise sur l'approvisionnement de composants électroniques, qui ont entraîné un rééchelonnement des livraisons et des mises à disposition des véhicules (cf. PLF 24).

4.2 – Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|---|------------|---------|------------|-------|-------|------------|--------------|
| Nouveaux kits de numérisation (niveaux 4 à 7) | Commandes | PLF | 1 342 | | | | 1 342 |
| | | PLR | 1 342 | | | | 1 342 |
| | Livraisons | PLF | 1 342 | | | | 1 342 |
| | | PLR | 1 342 | | | | 1 342 |
| Nouveaux kits de numérisation (hors dalle) | Commandes | PLF | 4 202 | 1 130 | 380 | | 5 712 |
| | | PLR | 4 202 | 1 510 | | | 5 712 |
| | Livraisons | PLF | 424 | 1 789 | 2 247 | 1 252 | 5 712 |
| | | PLR | 424 | 1 483 | 1 478 | 2 327 | 5 712 |

Le calendrier des livraisons a été réaménagé pour tenir compte des retards induits par la crise sur l'approvisionnement de composants électroniques.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OP | AOA-CMI | 35 075 502 | - | - | 37 476 900 | 2 401 398 | 43 457 048 | - | 35 075 780 | -8 381 268 |
| ACT | SI TERRE | - | - | 1 200 000 | - | 1 200 000 | 31 899 430 | - | 23 053 313 | -8 846 117 |
| | Total | 35 075 502 | - | 1 200 000 | 37 476 900 | 3 601 398 | 75 356 478 | - | 58 129 092 | -17 227 386 |

5.2 – Tableau des autorisations d’engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | SI TERRE | 51,74 | -32,54 | 1,20 | 20,40 | 6,99 | 13,42 |
| | Total | 51,74 | -32,54 | 1,20 | 20,40 | 6,99 | 13,42 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|--------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|------|-------|-------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OP | AOA-CMI | PLF | 44,54 | 35,08 | 44,95 | 27,80 | 6,86 | - | 79,61 |
| | | PLR | 37,18 | 37,48 | 35,08 | 32,56 | 6,43 | 0,60 | 74,66 |
| ACT | SI TERRE | PLF | 29,17 | 13,00 | 36,27 | 3,96 | 0,90 | 1,03 | 42,17 |
| | | PLR | 47,29 | 6,99 | 23,05 | 26,19 | 5,00 | 0,04 | 54,28 |
| | Total écarts | | 10,77 | -3,61 | -23,09 | 26,98 | 3,67 | -0,40 | 7,16 |

Les principaux engagements 2023 ont couvert :

- L’acquisition de compléments de kits de débarquabilité pour les observateurs d’artillerie ;
- La reprise de définition et des compléments de qualification du kit P3TS ;
- Des prestations de MCO pour le logiciel SICS et pour ATLAS V3 (autres opérations d’armement) ;
- Les hausses économiques.

Pour SI TERRE, des retraits d’engagement ont également été réalisés en 2023.

L’écart constaté sur le reste à payer SI TERRE à fin 2022 s’explique notamment par un montant de retrait d’engagements non recyclables 2022 moins important que prévu.

La diminution des engagements 2023 sur SI TERRE vient du report en 2024 de travaux d’évolution du véhicule ATLAS, de l’intégration SIT V1 et du décalage du soutien CALP. La diminution des paiements est liée notamment à la bascule d’une partie des paiements prévus en 2023 en PLF dans le solde sortant de la gestion 2023 qui a été payé début 2024.

La diminution des paiements des autres opérations d’armement en 2023 vient principalement des engagements tardifs fin 2023 d’une partie des prestations.

SOUS-ACTION

07.27 – Commander et conduire - Géographie numérique

OPÉRATION : GÉOGRAPHIE NUMÉRIQUE

Nom du PEM : GÉOGRAPHIE NUMÉRIQUE

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

L’opération GEODE 4D vise à renforcer les capacités d’élaboration des données géographiques et les capacités d’exploitation combinée des différentes données d’environnement géophysique (géographie, hydrographie, océanographie et météorologie : GHOM). Elle prend en compte le développement d’un système d’information (SI) d’environnement géophysique et la production de données géographiques.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|--|---|-------------------------|-------------------------|---------------------------|
| Système d'Environnement Géophysique GEODE 4D | 1 ^{er} niveau de capacité GHOM | niveau de capacité GHOM | niveau de capacité GHOM | |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

La réalisation du cœur du système d'environnement géophysique GEODE 4D (SI GEODE 4D) a été confiée à Airbus Defence and Space pour le domaine « Géographie ». Le reste des activités s'appuie essentiellement sur un tissu de PME françaises et sur des EPA (établissements publics à caractère administratif) dans leurs domaines de compétences respectifs, en particulier pour ce qui concerne la production des données cartographiques.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|-------------------------------|---|---------------|---------------|---------------|
| GEOGRAPHIE NUMÉRIQUE GEODE 4D | Commande des travaux d'ingénierie système | décembre 2010 | décembre 2010 | |
| | Lancement du stade d'orientation | août 2011 | août 2011 | |
| | Lancement du stade d'élaboration | avril 2014 | avril 2014 | |
| | Lancement du stade de réalisation | novembre 2016 | novembre 2016 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|--|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| SI Environnement géophysique (incrément) | Commandes | PLF | 1 | | 1 | | 2 |
| | | PLR | 1 | | 0 | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | | | 2 | 2 |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |

Le périmètre du système d'information GEODE 4D a été rationalisé en vue de sa livraison aux armées. Une réorientation du programme a été actée en 2023 : le périmètre du 1^{er} incrément a été réduit et le lancement du 2^e incrément tel que prévu initialement est abandonné.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|----------------------|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | Géographie numérique | 341 000 000 | - | - | 58 553 229 | -282 446 771 | 82 860 452 | - | 55 141 023 | -27 719 429 |
| | Total | 341 000 000 | - | - | 58 553 229 | -282 446 771 | 82 860 452 | - | 55 141 023 | -27 719 429 |

5.2 – Tableau des autorisations d’engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|----------------------|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | Géographie numérique | 87,86 | - | - | 87,86 | 32,20 | 55,66 |
| | Total | 87,86 | - | - | 87,86 | 32,20 | 55,66 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|----------------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|-------|-------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | Géographie numérique | PLF | 107,04 | 111,38 | 94,21 | 60,65 | 33,66 | 29,90 | 218,42 |
| | | PLR | 99,84 | 90,76 | 55,14 | 78,57 | 27,13 | 29,75 | 190,59 |
| | Total écarts | | -7,21 | -20,62 | -39,07 | 17,92 | -6,53 | -0,15 | -27,83 |

Les engagements 2023 ont principalement couvert :

- le MCO des systèmes d’information en service ;
- les activités d’acquisition de données numériques GHOM, désormais réalisées hors TF ;
- les activités de SI Métier et son hébergement ;
- la commande du SI SOAP 4 (système d’information opérationnel d’analyse, de prévision et de production océanographie éphémère).

Les écarts en engagements et paiements résultent de la rationalisation du périmètre du système d’information et de la démarche de pérennisation de la production de données géographiques.

SOUS-ACTION

07.28 – Commander et conduire - Autres opérations

OPÉRATION : commander et conduire – autres opérations

NOM DU PEM : CERBÈRE, DIVERS PEM

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

En complément aux systèmes du domaine « commander et conduire » identifiés par ailleurs, cette sous-action comprend les systèmes de commandement et de conduite des opérations interarmées ou d’armées et les outils de simulation ou d’entraînement liés à ces systèmes. Les principaux programmes ou opérations d’armements financés au titre de la sous-action comprennent :

CERBERE (centres d’entraînement représentatifs des espaces de bataille et de restitution des engagements)

Cette opération vise à remplacer les systèmes CENTAURE (centre d’entraînement au combat et de restitution des engagements) et SYMULZUB (système pilote pour la simulation instrumentée du CENZUB). Elle offre la possibilité d’entraîner sur des terrains ouverts, boisés et urbanisés les unités lors des rotations au CENTAC (centre d’entraînement au combat) et au CENZUB (centre d’entraînement en zone urbaine), notamment les unités SCORPION avec leurs nouveaux modes d’action, aux côtés des intervenants de la 3^e dimension. Elle permet également de mener une analyse après action et de contrôler le niveau opérationnel des unités avant leur projection.

Autres opérations

Il s'agit des opérations dédiées à des systèmes déjà en service comme les systèmes SCIPPO et CENTAURE pour l'entraînement interarmes des forces terrestres.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-----------|----------|----------|----------|---------------------------|
| CERBERE | 3 | 3 | 3 | |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

La maîtrise d'œuvre industrielle du marché initial CERBERE est assurée par le groupement Thales AVS France et Thales Simulation & Training SAS (ex-Ruag Defence France) avec comme principaux sous-traitants Thales SIX en charge du sous-système de communications et CS Group (ex-DIGINEXT) en charge du logiciel du système central (supervision et analyse après action).

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|---|---------------|---------------|---------------|
| CERBERE | Lancement du stade de réalisation | Décembre 2016 | Décembre 2016 | - |
| | 1 ^{re} capacité au CENZUB permettant d'entraîner 1 SGTIA sur 1/3 du camp | Décembre 2020 | décembre 2020 | |
| | Composante CENZUB | Décembre 2023 | Décembre 2026 | 36 |
| | Composante CENTAC | Décembre 2023 | Décembre 2025 | 24 |

La première capacité au CENZUB, mise en service en décembre 2020, donne satisfaction aux utilisateurs.

Le décalage de la composante CENTAC s'explique en particulier par des difficultés de réalisation de travaux de dépollution préalable indispensables, hors périmètre du PEM. La composante CENTAC étant prioritaire par rapport à la capacité complète CENZUB, cette dernière a aussi été décalée (au-delà de la nouvelle échéance relative au CENTAC).

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| CERBERE | Commandes | PLF | 2 | 1 | | | 3 |
| | | PLR | 2 | 1 | | | 3 |
| | Livraisons | PLF | 1 | | 2 | | 3 |
| | | PLR | 1 | | | 2 | 3 |

Ce calendrier des livraisons (retardées) est conditionné par l'avancement des travaux de dépollution au CENZUB et au CENTAC.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | CERBERE | - | - | - | - | - | 23 559 288 | - | 14 607 348 | -8 951 940 |
| OP | AOA-CMI | 25 075 079 | - | - | 10 468 175 | -14 606 904 | 26 322 234 | - | 19 424 987 | -6 897 247 |
| OP | Divers PEM | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | Total | 25 075 079 | - | - | 10 468 175 | -14 606 904 | 49 881 522 | - | 34 032 335 | -15 849 187 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | CERBERE | 78,83 | - | - | 78,83 | 3,96 | 74,87 |
| OP | AOA-CMI | - | - | - | - | - | - |
| OP | Divers PEM | - | - | - | - | 0,00 | - |
| | Total | 78,83 | - | - | 78,83 | 3,97 | 74,87 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------|--------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|-------|--------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| ACT | CERBERE | PLF | 27,45 | 16,97 | 26,79 | 13,75 | 1,70 | 2,18 | 44,42 |
| | | PLR | 19,64 | 3,96 | 14,61 | 7,78 | 1,22 | 0,00 | 23,61 |
| OP | AOA-CMI | PLF | 57,05 | 25,08 | 27,23 | 23,33 | 10,35 | 21,22 | 82,13 |
| | | PLR | 45,45 | 10,47 | 19,42 | 15,71 | 9,94 | 10,84 | 55,92 |
| OP | Divers PEM | PLF | 1,91 | - | - | - | - | 1,91 | 1,91 |
| | | PLR | 0,26 | - | - | - | - | 0,26 | 0,26 |
| | Total écarts | | -21,07 | -27,61 | -19,98 | -13,58 | -0,89 | -14,22 | -48,68 |

Pour l'activité « CERBERE », les engagements 2023 ont couvert le soutien de la 1^{re} capacité livrée au CENZUB étendue à la fonction Génie.

Les écarts en engagement et en paiement s'expliquent par le décalage de fin 2023 à début 2024 de la commande de la composante CENTAC.

Pour l'opération « AOA-CMI », les moindre paiements et engagements font suite à des commandes de STC retardées du fait d'aléas industriels.

Pour l'opération « Divers PEM (SIC21) », des retraits d'engagement sont intervenus fin 2022 et vont continuer dans le cadre des opérations de solde de marchés, le programme SIC21 étant clôturé.

SOUS-ACTION**07.29 – Commander et conduire - Système d'information des armées (SIA)**

OPÉRATION : SYSTEME D'INFORMATION DES ARMEES (SIA)

NOM DES PEM : SIA, ENVIRONNEMENT SIA, SOCLE ENVIRONNEMENT SIA

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE**SIA**

Le système d'information des armées (SIA) vise à fournir à l'ensemble des acteurs (décideurs et utilisateurs) les informations issues des capteurs et systèmes d'armes d'un théâtre d'opération et les outils leur permettant de traiter ces informations. Ce système dote la France de moyens cohérents avec ses engagements vis-à-vis de l'OTAN et de ses alliés (ARF, nation cadre, etc.).

La première phase du programme SIA, en privilégiant le recours à des systèmes existants, prévoit de :

- développer un socle technique commun interarmées (STC IA) rassemblant les applications logicielles communes et sur lequel viennent s'implanter les applications métier ;
- développer des fonctions métier « commandement-contrôle (C2) et obtention des effets », « Renseignement » et « Logistique » ;
- déployer les premiers modules de série au profit de la flotte et des théâtres puis fournir des moyens matériels (serveurs, postes utilisateurs, constituant les modules projetables, etc.) et logiciels ;
- assurer la mise en cohérence des SIOC participant aux capacités opérationnelles assignées au SIA (architecture, rationalisation et convergence par inflexion des SIOC existants, qualification d'ensemble, appui aux structures de gouvernance, etc.).

Inscrit dans une logique à la fois incrémentale et interarmées, le SIA permet d'atteindre un niveau capacitaire équivalent à celui de la variété des systèmes qu'il remplace (SIC 21, SICF, SCCOA hors temps réel, PSP, Intraced) tout en réduisant le coût de possession, et en améliorant l'interopérabilité au sein de chaque armée, entre armées et en interalliés.

Environnement SIA et socle environnement SIA

Les activités environnement SIA (pour les travaux hors socle métropole) et socle environnement SIA (pour les travaux de socle métropole) ont pour objet de maintenir en condition opérationnelle et de sécurité les logiciels du système SIA v1 jusqu'en 2030.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-----------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|--|
| SIA v1 | 273 modules projetables | 229 modules projetables | 229 modules projetables | La cible initiale de 273 a été définie lors des travaux de LPM 2014-2019 ; la valeur révisée de 229 est conforme aux décisions de la LPM 2024 - 2030 |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

La majorité des travaux logiciels sont assurés par un groupement industriel (cotraitance Sopra Steria et Thales).

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|---|---------------|---------------|---------------|
| SIA | Lancement du stade de réalisation | avril 2012 | Avril 2012 | |
| | Livraison du STC IA | décembre 2013 | Décembre 2013 | |
| | Livraison d'un premier niveau de capacité (SIA Terre NC1) | juin 2020 | juin 2020 | |
| | Livraison du SIA V1 | juin 2019 | Juin 2019 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|----------------------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| Modules projetables SIA v1 | Commandes | PLF | 194 | 20 | 15 | | 229 |
| | | PLR | 194 | 20 | 15 | | 229 |
| | Livraisons | PLF | 167 | 30 | 24 | 8 | 229 |
| | | PLR | 167 | 21 | 14 | 27 | 229 |

La livraison de modules parmi ceux initialement prévus en 2022 et 2023 a été reportée en raison de retards industriels de livraison liés aux pénuries de semi-conducteurs.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|--|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | Système d'information des Armées (SIA) | 96 000 000 | - | - | - | -96 000 000 | 30 679 357 | - | 29 410 082 | -1 269 275 |
| ACT | Socle Environnement SIA | 22 058 200 | - | - | 21 887 718 | -170 482 | 20 720 999 | - | 14 828 527 | -5 892 472 |
| ACT | Environnement SIA | 49 000 000 | - | - | 48 282 674 | -717 326 | 55 146 706 | - | 56 924 068 | 1 777 362 |
| | Total | 167 058 200 | - | - | 70 170 392 | -96 887 808 | 106 547 062 | - | 101 162 677 | -5 384 385 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|--|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | Système d'information des Armées (SIA) | 60,69 | - | - | 60,69 | 18,95 | 41,74 |
| | Total | 60,69 | - | - | 60,69 | 18,95 | 41,74 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------------|--|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|-------|-------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | Système d'information des Armées (SIA) | PLF | 34,07 | 47,50 | 34,88 | 27,71 | 13,98 | 5,00 | 81,57 |
| | | PLR | 32,67 | 18,95 | 29,41 | 20,10 | 0,15 | 1,96 | 51,62 |
| ACT | Socle Environnement SIA | PLF | 20,01 | 22,06 | 23,56 | 16,47 | 2,04 | - | 42,07 |
| | | PLR | 24,46 | 21,89 | 14,83 | 22,20 | 6,31 | 3,01 | 46,35 |
| ACT | Environnement SIA | PLF | 61,82 | 49,00 | 62,70 | 47,20 | 0,92 | - | 110,82 |
| | | PLR | 63,70 | 48,28 | 56,92 | 47,85 | 7,01 | 0,20 | 111,99 |
| Total écarts | | | 4,93 | -29,44 | -19,98 | -1,22 | -3,47 | 0,17 | -24,51 |

Les engagements 2023 sur l'activité SIA ont couvert la commande :

- de modules projetables SIA ;
- de compléments de développement du socle technique et des fonctions métier,.

Les engagements 2023 sur les activités environnement SIA et socle environnement SIA ont couvert le maintien en condition opérationnelle et de sécurité des logiciels du système SIA v1.

L'écart en engagement sur l'activité SIA résulte principalement :

- du décalage du lancement du 1^{er} incrément de SIA V2 à 2024 et du report des premiers engagements associés ;
- du décalage à 2024 de travaux relatifs aux fonctions métier du domaine commandement.

L'écart en paiement sur l'activité SIA résulte principalement :

- de retards sur les livraisons de modules projetables, pour partie de manière à intégrer une évolution de configuration et pour partie en raison de retards de livraison liés aux pénuries de semi-conducteur ;
- du décalage à 2024 du paiement du solde de prestations relatives au développement des fonctionnalités métier du domaine commandement ;
- du report d'engagements à 2024.

L'écart en paiement sur les activités Environnement SIA et Socle Environnement SIA résulte principalement :

- de retards dans le déploiement d'une montée de version majeure du socle technique en métropole ;
- d'engagements plus tardifs que prévu, décalant une partie des paiements.

SOUS-ACTION

07.30 – Communiquer - Cyber

OPÉRATION : CYBER

NOM DES PEM : CYBER

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

L'opération incrémentale CYBER [ex SSI (systèmes de sécurité de l'information)] regroupe :

- le développement, la production et le soutien initial de produits de cybersécurité pour répondre aux besoins de protection d'informations sensibles et classifiées de Défense (chiffreurs...) ;

- l'acquisition des moyens techniques nécessaires à la cyberdéfense des systèmes du ministère, dont les moyens techniques de lutte informatique défensive (MTLID).

L'incrément 2 lancé en 2014 inclut le développement d'un composant cryptographique qui sera utilisé dans de futures générations de produits de sécurité. En termes de cyberdéfense, l'incrément 2 prévoit l'acquisition d'une capacité de surveillance projetable.

L'incrément 3, lancé en 2016, contient notamment la préparation de la réalisation des futurs chiffreurs IP de niveau Secret et de nouveaux moyens de lutte informatique défensive.

L'incrément 4, lancé en 2019, s'inscrit dans le cadre d'une démarche cohérente de lutte informatique défensive.

L'incrément 5, lancé en 2020, s'attelle, notamment, à la réalisation des futurs chiffreurs IP de niveau Secret et la pérennisation de la capacité de téléphonie secrète.

L'incrément 6 a été lancé en 2023 et cible notamment le déploiement de moyens techniques de lutte informatique défensive et la commande de chiffreurs radio OTAN de la gamme KY.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|------------------------|------------------------|------------------------|----------|---|
| CYBER (MTLID) | 12 systèmes surveillés | 11 systèmes surveillés | 11 | Révision du besoin opérationnel |
| CYBER (Chiffreur IP) | 2500 | 2500 | 2500 | |
| CYBER (MTLID tactique) | / | / | 15 | Ajout suite au lancement de l'incrément 6 |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

L'acquisition de moyens techniques pour la lutte informatique défensive (MTLID) a été confiée à Airbus Defence and Space.

Les acquisitions de chiffreurs de nouvelle génération, d'équipements informatiques sécurisés et le développement d'un composant cryptographique ont été confiés à Thales SIX.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Évènements | PLF | PLR | Écart en mois |
|----------------------|---|--------------------------------|----------------|---------------|
| CYBER (MTLID) | Vérification de service régulier du premier système surveillé MTLID | septembre 2014 | septembre 2014 | |
| | Livraison du premier chiffreur PMPS IP | avril 2017 | avril 2017 | |
| CYBER | Lancement en réalisation de l'incrément 6 | Non mentionné dans le PAP 2023 | mai 2023 | |
| CYBER (Chiffreur IP) | Livraison 1 ^{er} chiffreur ORCHIS | 2027 | 2027 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|----------------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| CYBER (MTLID) | Commandes | PLF | 11 | | | | 11 |
| | | PLR | 11 | | | | 11 |
| | Livraisons | PLF | 11 | | | | 11 |
| | | PLR | 11 | | | | 11 |
| CYBER (Chiffreur IP) | Commandes | PLF | 1600 | | | 900 | 2500 |
| | | PLR | 1600 | | | 900 | 2500 |

| | | | | | | | |
|------------------------|------------|-----|--|--|--|------|------|
| CYBER (MTLID tactique) | Livraisons | PLF | | | | 2500 | 2500 |
| | | PLR | | | | 2500 | 2500 |
| | Commandes | PLF | | | | - | |
| | | PLR | | | | 15 | 15 |
| | Livraisons | PLF | | | | - | |
| | | PLR | | | | 15 | 15 |

Les chiffreurs IP correspondent à l'incrément 5.

Les moyens MTLID tactiques correspondent à l'incrément 6.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | CYBER | - | - | 294 700 000 | 325 951 | 295 025 951 | 155 759 344 | - | 105 303 859 | -50 455 485 |
| OP | AOA-CMI | 17 139 000 | - | - | 9 852 249 | -7 286 751 | 14 880 731 | - | 14 540 486 | -340 245 |
| | Total | 17 139 000 | - | 294 700 000 | 10 178 200 | 287 739 200 | 170 640 075 | - | 119 844 345 | -50 795 730 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | CYBER | 316,29 | - | 294,70 | 610,99 | 112,20 | 498,78 |
| | Total | 316,29 | - | 294,70 | 610,99 | 112,20 | 498,78 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | | Paiements | | | |
|--------|--------------|---------|--------------------------------|----------|--------|-----------|--------|--------|---------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | CYBER | PLF | 268,77 | 231,94 | 177,10 | 188,72 | 56,78 | 78,11 | 500,71 |
| | | PLR | 206,46 | 112,53 | 105,30 | 141,90 | 39,30 | 32,49 | 318,99 |
| OP | AOA-CMI | PLF | 17,70 | 17,14 | 15,39 | 13,50 | 4,51 | 1,44 | 34,84 |
| | | PLR | 17,64 | 9,85 | 14,54 | 10,74 | 2,15 | 0,06 | 27,49 |
| | Total écarts | | -62,37 | -126,70 | -72,65 | -49,58 | -19,84 | -47,00 | -189,07 |

Les engagements en 2023 ont couvert notamment :

- la poursuite des travaux liés à la téléphonie sécurisée ;
- la poursuite des travaux de moyens de lutte informatique défensive.

La baisse des engagements et des paiements est liée essentiellement au positionnement plus tardif dans l'année 2023 du lancement de l'incrément 6 par rapport aux prévisions initiales.

Les moindres engagements 2023 correspondent au report début 2024 d'engagements initialement prévus en 2023.

SOUS-ACTION

07.35 – Communiquer - Autres opérations

OPÉRATION : COMMUNIQUER - AUTRES OPÉRATIONS

NOM DES PEM : RDIP, RIFAN, GESA, DIVERS PEM

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Cette sous-action regroupe l'ensemble des opérations du domaine « communications » complémentaires à celles des sous-actions identifiées par ailleurs. Elle concerne aussi bien les moyens de communication d'infrastructure et de théâtre que les moyens d'élongation et de desserte. Elle traite également des produits de sécurité nécessaires à la protection des informations et des échanges. De manière plus générale, elle couvre les travaux transverses nécessaires à la mise en œuvre des capacités de connectivité qui sous-tendent le combat collaboratif dans les trois milieux (terrestre, naval et aérien) et en multi milieux.

RDIP (réseau de desserte IP)

L'opération RDIP vise à fournir une offre de service de réseaux de desserte informatique rénovés, au standard IP, sur les emprises métropolitaines du ministère des armées principalement affectées aux activités de l'armée de l'air. Le réseau fournit une disponibilité contractuelle garantie.

RIFAN (Réseau IP de force aéronavale)

RIFAN a pour objet le déploiement de réseaux intranet à bord des bâtiments de combat de la marine nationale. La première étape de RIFAN, achevée, a interconnecté les plates-formes par l'intermédiaire des moyens satellites et radio HF existants à bord des bâtiments. Dans la deuxième étape, les capacités de dessertes internes à chaque plate-forme sont accrues et les moyens radios de la gamme V/UHF sont rénovés, permettant d'améliorer les capacités d'échanges tactiques. La desserte informatique à bord des bâtiments permet de véhiculer des informations jusqu'aux niveaux de classification « Secret Spécial France » et « Secret OTAN ». L'administration de la totalité du réseau et des moyens de sécurité est possible depuis la métropole.

Un incrément RIFAN 2.1 a été lancé fin 2018 afin de garantir la capacité à assurer le MCO/MCS de RIFAN 2 jusqu'en 2026.

GESA (Ex SELTIC NG)

L'opération GESA (Gestion des Éléments Secret des Armées) est l'opération d'armement succédant à l'opération SELTIC (système d'élaboration, de transfert et de gestion de clés). Elle a pour objet d'équiper les forces en systèmes permettant la génération d'éléments secrets, leur échange y compris avec les alliés, et leur acheminement vers les systèmes clients, que ceux-ci soient sur le territoire national, outre-mer ou sur les théâtres d'opérations extérieures. L'incrément 1 de GESA, dont la réalisation a été lancée en juillet 2022, a pour objet de fournir de nouveaux injecteurs en remplacement des injecteurs actuels. En parallèle, la phase de préparation au remplacement des autres composants du système SELTIC se poursuit.

Soutien à la connectivité multi milieux (AGORA)

En complément des premiers éléments de mise en réseau et services de combat collaboratif prévus au niveau des plates-formes et des systèmes de communications, l'opération AGORA vise à assurer la cohérence d'ensemble des capacités de connectivité dans tous les milieux. Ces capacités doivent permettre l'interaction intelligente et permanente de tous les acteurs, qui sous-tend l'acquisition et le maintien par les armées de la supériorité opérationnelle face aux menaces actuelles et futures. Elle traite notamment les architectures de réseaux et des systèmes associés, la planification des réseaux ainsi que des adaptations de services nécessaires à la connectivité de bout en bout. Elle intègre également la mise en place des méthodes et moyens de validation du fonctionnement et des performances, ainsi que le renforcement de la maîtrise d'ouvrage permettant d'appréhender les problématiques de bout-en-bout.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-------------------------------------|--------------|--------------|--------------|---|
| RDIP | 106 sites | 88 sites | 88 sites | - |
| RIFAN étape 2 (RIFAN 2.0) | 60 bâtiments | 63 bâtiments | 63 bâtiments | - |
| RIFAN étape 2 (RIFAN incrément 2.1) | 58 bâtiments | 58 bâtiments | 53 bâtiments | modification du besoin qui a conduit à diminuer le nombre de déploiements |
| GESA incrément 1 - injecteurs | 2550 | 2550 | 2550 | - |

La cible RDIP prend en compte les décisions de fermetures et de densification de sites.

La cible de l'opération AGORA sera définie au lancement de la réalisation.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

RDIP :

L'opération RDIP est réalisée au travers d'un contrat de partenariat public privé (RDIP-Air) d'une durée de 16 ans. Le titulaire retenu est la société CIBAIR SAS, dont l'actionariat est composé d'Alcatel-Lucent, Ineo défense, la caisse des dépôts et consignations (branche infrastructures) et SEIEF (*South Europe Infrastructure Equity Finance*). La réalisation est confiée par CIBAIR au GME composé des actionnaires industriels, à savoir Alcatel-Lucent et Ineo défense.

RIFAN :

L'étape 2 de RIFAN a été attribuée à un groupement constitué d'*Airbus Defense and Space SAS*, *Naval group*, *Rohde & Schwarz*.

GESA (Ex SELTIC NG) :

Dans le cadre de l'incrément 1 de GESA, la réalisation des injecteurs français est confiée à Thales SIX GTS France SAS. L'intégration des injecteurs dans l'environnement SELTIC fait l'objet d'une cotraitance Thales SIX GTS France SAS et SAFRAN ELECTRONICS & DEFENSE, qui sont les maîtres d'œuvre de SELTIC.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Évènements | PLF | PLR | Écart en mois |
|---------------------|--|---------------|---------------|---------------|
| RDIP | Notification du contrat | 2011 | 2011 | - |
| | Début d'exploitation du réseau densifié | décembre 2015 | décembre 2015 | - |
| RIFAN étape 2 | Lancement réalisation | novembre 2009 | novembre 2009 | - |
| | Livraison du 1 ^{er} bâtiment | avril 2012 | avril 2012 | - |
| | Livraison du dernier bâtiment | août 2017 | août 2017 | - |
| RIFAN incrément 2.1 | Fin des mises à niveau des 48 premiers bâtiments | 2024 | 2024 | - |
| GESA (ex SELTIC NG) | Lancement du premier incrément de réalisation (équipements d'injection de clés cryptographiques) | août 2022 | août 2022 | - |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|-------------------------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| RIFAN étape 2 (2.0 et 2.1) | Commandes | PLF | 112 | 1 | 1 | 7 | 121 |
| | | PLR | 113 | 3 | | | 116 |
| | Livraisons | PLF | 68 | 24 | 12 | 17 | 121 |
| | | PLR | 68 | 23 | 11 | 14 | 116 |
| GESA incrément 1 - injecteurs | Commandes | PLF | | 370 | 300 | 1880 | 2550 |
| | | PLR | | 120 | | 2430 | 2550 |
| | Livraisons | PLF | | | | 2550 | 2550 |
| | | PLR | | | | 2550 | 2550 |

Les modifications d'échéancier sont dues :

- pour GESA, au retard pris en préparation des offres industrielles de commandes ;
- pour RIFAN, à la modification du calendrier de déploiement des équipements pour les synchroniser avec les chantiers de rénovation des bâtiments.

L'échéancier commandes-livraisons de l'opération AGORA sera défini au lancement de la réalisation.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|--|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OP | AOA-CMI | 121 803 233 | 530 000 | - | 117 722 141 | -4 611 092 | 131 351 662 | 530 000 | 105 856 132 | -26 025 530 |
| ACT | Gestion des Éléments Secrets des Armées | 270 000 000 | - | - | - | -270 000 000 | 19 947 580 | - | 15 035 648 | -4 911 932 |
| ACT | RDIP | - | - | - | - | - | 28 938 342 | - | 26 417 116 | -2 521 226 |
| ACT | RIFAN (Réseau Ip de la Force AéroNavale) | - | - | - | - | - | 9 299 028 | - | 6 918 129 | -2 380 899 |
| OP | Divers PEM | 47 900 000 | - | - | - | -47 900 000 | 5 364 944 | - | - | -5 364 944 |
| | Total | 439 703 233 | 530 000 | - | 117 722 141 | -322 511 092 | 194 901 556 | 530 000 | 154 227 024 | -41 204 532 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|--|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | Gestion des Éléments Secrets des Armées | 64,08 | - | - | 64,08 | 0,23 | 63,85 |
| ACT | RDIP | 88,23 | - | - | 88,23 | 1,43 | 86,80 |
| ACT | RIFAN (Réseau Ip de la Force AéroNavale) | 8,23 | - | - | 8,23 | 1,24 | 6,99 |
| OP | Divers PEM | - | - | - | - | 0,00 | - |
| | Total | 160,54 | -0,00 | - | 160,54 | 2,90 | 157,64 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|--|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|-------|---------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OP | AOA-CMI | PLF | 180,01 | 121,80 | 136,40 | 123,99 | 40,36 | 1,07 | 301,82 |
| | | PLR | 180,37 | 117,72 | 105,86 | 92,21 | 39,81 | 60,21 | 298,09 |
| ACT | Gestion des Éléments Secrets des Armées | PLF | 57,96 | 78,26 | 22,68 | 34,60 | 36,84 | 42,10 | 136,22 |
| | | PLR | 63,32 | 0,23 | 15,04 | 14,52 | 10,01 | 23,99 | 63,55 |
| ACT | RDIP | PLF | 88,43 | 20,90 | 32,90 | 32,80 | 27,09 | 16,54 | 109,33 |
| | | PLR | 89,02 | 1,43 | 26,42 | 10,04 | 9,91 | 44,09 | 90,46 |
| ACT | RIFAN (Réseau Ip de la Force AéroNavale) | PLF | 12,92 | 4,66 | 10,57 | 6,09 | 0,92 | - | 17,59 |
| | | PLR | 21,36 | 1,24 | 6,92 | 11,49 | 2,51 | 1,69 | 22,60 |
| OP | Divers PEM | PLF | 0,01 | 45,10 | 6,10 | 11,00 | 8,00 | 20,01 | 45,11 |
| | | PLR | - | - | - | - | - | - | - |
| | Total écarts | | 14,73 | -150,10 | -54,43 | -80,22 | -50,97 | 50,26 | -135,37 |

Les principaux engagements 2023 ont couvert, outre le maintien en condition opérationnelle :

- pour GESA, le développement des injecteurs ;
- pour RDIP, les redevances de fonctionnement, la maintenance et l'AMOA.

Les écarts entre consommation et prévision sont dus :

- pour RIFAN, à l'anticipation en 2022 de la commande du déploiement sur le BEM Monge initialement prévue en 2023 ;
- pour AGORA (divers PEM), au report de 2023 à 2024 du lancement du programme ;
- pour GESA aux retard de commandes décrits au paragraphe 4 ;
- pour RDIP, au report d'engagements et de paiements de redevances initialement prévues en 2023 ;
- pour les autres opérations d'armements, à la bascule du solde sortant de la gestion 2023 payé début 2024.

Fonds de concours et attributions de produits

| Niveau | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
|-------------|---------------|--------------|--|
| Sous-action | 530 000 | 990 470 | 460 470 |

SOUS-ACTION

07.36 – Communiquer - CONTACT

OPÉRATION : CONTACT

NOM DES PEM : CONTACT (COMMUNICATIONS NUMÉRISÉES TACTIQUES ET DE THÉÂTRE), PROGRAMME INTÉGRATION CONTACT

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

CONTACT

Le programme CONTACT vise à doter les forces d'un réseau de radiocommunications tactiques haut débit, sécurisé et interopérable avec l'OTAN et de postes associés. Ce système contribue à la numérisation de l'espace de bataille. Il fournit une famille de postes radios sécurisés destinés à équiper différentes plates-formes (fantassins, blindés, avions de combats, de renseignement et de transport, navires) en remplacement des systèmes existants (PR4G, SATURN).

La première étape du programme couvre la réalisation du système pour les forces terrestres et navales (opérations amphibies) avec une première tranche de production composée de postes portatifs et de postes pour véhicules correspondant à l'équipement de deux brigades interarmes, la préparation opérationnelle et le soutien initial associés.

L'incrément aéronautique 1, lancé en 2018 en anticipation de l'étape 2, en cohérence avec le calendrier de développement des principaux programmes aéronautiques et notamment le Rafale F4, a pour objet la réalisation du système pour les forces aéronautiques ainsi que des travaux de préparation des incréments ultérieurs.

L'incrément 2 de l'étape 2, lancé en réalisation en décembre 2021, augmente les capacités des communications aéroterrestres et aéronautiques, en poursuivant la production des postes terrestres et en lançant la production du nouveau poste portable modulaire. Des incréments ultérieurs compléteront la réalisation de cette étape programmatique.

Programme intégration CONTACT (PIC)

L'opération « Programme intégration CONTACT » (PIC) a pour enjeu l'intégration des équipements du programme CONTACT sur des véhicules non SCORPION de l'armée de terre et vise un volume de deux brigades interarmes. L'enjeu est de permettre aux unités terrestres, agissant au sein des groupements tactiques interarmes SCORPION équipés nativement de CONTACT, de bénéficier des capacités de communication sans rupture d'interopérabilité.

II – CIBLE

| Matériels | | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-------------------------------|----------------------|----------|----------|----------|--|
| CONTACT étape 1 | Postes véhicule | 2400 | 2400 | 2400 | - |
| | Postes portatifs | 2000 | 2000 | 2000 | - |
| CONTACT étape 2 | Postes véhicule | 2750 | 2750 | 2750 | - |
| | Postes portatifs | 2550 | 2550 | 2550 | - |
| | Postes portables | 50 | 50 | 50 | - |
| | Postes aéronautiques | 205 | 205 | 205 | - |
| Programme intégration CONTACT | Incrément 1 | 668 | 668 | 668 | |
| | Incrément 2 | 1127 | 1339 | 1339 | Mis en cohérence avec les travaux de programmation en 2021 |

La LPM 2019-2025 indique une cible 2025 de 8400 postes CONTACT toutes étapes confondues. La LPM 2024-2030 n'a pas fait évoluer cette cible.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Le maître d'œuvre industriel du système CONTACT est Thales SIX GTS France.

L'intégration des postes CONTACT dans les véhicules non SCORPION est réalisée pour le programme intégration CONTACT (PIC) par les maîtres d'œuvre industriels des véhicules (Arquus, Nexter, IVECO) associés à Thales, maître d'œuvre de la radio CONTACT.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|-------------------------------|---|----------------|----------------|---------------|
| CONTACT | Lancement du stade d'élaboration de la première étape | janvier 2010 | janvier 2010 | - |
| | Lancement des travaux de réalisation de la première étape | juin 2012 | juin 2012 | - |
| | Livraison des premiers équipements de préséries terrestres | septembre 2016 | septembre 2016 | - |
| | Livraison des premiers postes terrestres | juillet 2019 | juillet 2019 | - |
| | Lancement en réalisation de l'incrément 2 de l'étape 2 de l'opération | décembre 2021 | décembre 2021 | - |
| Programme intégration CONTACT | Lancement de la réalisation de l'incrément 1 | novembre 2019 | novembre 2019 | |
| | Lancement de la réalisation de l'incrément 2 | juillet 2021 | juillet 2021 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|------------------------------------|------------|---------|------------|-------|-------|------------|--------------|
| CONTACT Étape 1 (Postes portatifs) | Commandes | PLF | 2 000 | | | | 2 000 |
| | | PLR | 2 000 | | | | 2 000 |
| | Livraisons | PLF | 685 | 1 315 | | | 2 000 |
| | | PLR | 685 | 950 | 142 | 223 | 2 000 |
| CONTACT Étape 2 (Postes portatifs) | Commandes | PLF | 1 300 | 1 250 | | | 2 550 |
| | | PLR | 1 300 | - | 1 250 | | 2 550 |
| | Livraisons | PLF | | 50 | 625 | 1 875 | 2 550 |
| | | PLR | | - | - | 2 550 | 2 550 |
| CONTACT Étape 1 (Postes véhicules) | Commandes | PLF | 2 400 | | | | 2 400 |
| | | PLR | 2 400 | | | | 2 400 |
| | Livraisons | PLF | 1 375 | 1 025 | | | 2 400 |
| | | PLR | 1 375 | 1 025 | | | 2 400 |
| CONTACT Étape 2 (Postes véhicules) | Commandes | PLF | 1 400 | 1 350 | | | 2 750 |
| | | PLR | 1 400 | - | 1 350 | | 2 750 |
| | Livraisons | PLF | | 35 | 680 | 2 035 | 2 750 |
| | | PLR | | 35 | 680 | 2 035 | 2 750 |
| CONTACT (Postes portables) | Commandes | PLF | | 50 | | | 50 |
| | | PLR | | - | 50 | | 50 |
| | Livraisons | PLF | | | | 50 | 50 |
| | | PLR | | | | 50 | 50 |
| CONTACT (Postes aéronautiques) | Commandes | PLF | 110 | 95 | | | 205 |
| | | PLR | 110 | - | 95 | | 205 |
| | Livraisons | PLF | | | | 205 | 205 |
| | | PLR | | | | 205 | 205 |
| Programme intégration CONTACT | Commandes | PLF | 778 | 313 | 564 | 352 | 2 007 |
| | | PLR | 778 | 233 | 286 | 710 | 2 007 |
| | Livraisons | PLF | | 262 | 638 | 1 107 | 2 007 |
| | | PLR | | 119 | 407 | 1 481 | 2 007 |

Le décalage des commandes CONTACT prévues en 2022 et réalisées en 2023 résulte du décalage de 2022 à 2023 de l'entrée en qualification de la version système CONTACT.

Le décalage des livraisons des équipements portatifs CONTACT résulte de la crise mondiale des composants qui a provoqué l'allongement de la durée d'approvisionnement de la chaîne de production ainsi que de difficultés industrielles à résoudre un fait technique matériel.

L'écart sur les livraisons PIC est lié notamment à des priorités de mise à disposition des véhicules de l'armée de terre pour leur modification, ainsi qu'à des difficultés d'approvisionnement de composants. L'écart sur les commandes est lié à l'adaptation du programme PIC au calendrier de déploiement de CONTACT.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|---------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | CONTACT | - | - | - | - | - | 215 609 195 | - | 103 225 717 | -112 383 478 |
| ACT | Intégration SIC dans véhicules terrestres | - | - | - | - | - | 30 017 303 | - | 20 823 281 | -9 194 022 |
| | Total | - | - | - | - | - | 245 626 498 | - | 124 048 997 | -121 577 501 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|---|----------------|---------------------------|-------------------|----------|-------------------------|----------------|
| ACT | CONTACT | 1 015,63 | -0,02 | - | 1 015,61 | 209,62 | 805,99 |
| ACT | Intégration SIC dans véhicules terrestres | 80,58 | - | - | 80,58 | 11,12 | 69,47 |
| | Total | 1 096,21 | -0,02 | - | 1 096,19 | 220,74 | 875,46 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|---|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|--------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | CONTACT | PLF | 727,42 | 99,27 | 245,15 | 212,19 | 180,84 | 188,51 | 826,69 |
| | | PLR | 587,11 | 209,62 | 103,23 | 208,26 | 144,65 | 340,59 | 796,73 |
| ACT | Intégration SIC dans véhicules terrestres | PLF | 47,85 | 19,22 | 34,13 | 15,52 | 7,34 | 10,09 | 67,07 |
| | | PLR | 32,10 | 11,12 | 20,82 | 15,39 | 6,50 | 0,51 | 43,22 |
| | Total écarts | | -156,06 | 102,25 | -155,23 | -4,06 | -37,03 | 142,50 | -53,82 |

Sur l'activité CONTACT, les engagements 2023 ont couvert notamment :

- la poursuite des travaux de développement et de réalisation des différentes versions systèmes CONTACT (terrestre et aéronautique) ;
- la première tranche annuelle de soutien (suite à la livraison de la première version système CONTACT).

La hausse en engagements 2023 résulte principalement du décalage de 2022 à 2023 de la commande de tranches de production de postes radio relatives à l'incrément 2 de l'étape 2 du programme CONTACT, ainsi que de la commande de la première tranche annuelle de soutien.

Les moindres paiements résultent principalement du décalage des commandes citées précédemment, du retard dans la livraison des capacités système et du décalage des livraisons de postes portatifs lié à la crise mondiale des composants et aux difficultés industrielles à résoudre un fait technique matériel.

Sur l'activité programme intégration CONTACT les engagements 2023 ont couvert notamment la production et le montage des kits d'intégration CONTACT.

Les moindres engagements 2023 s'expliquent par un nombre moindre de véhicules modifiés qu'initialement prévu. Les moindres paiements 2023 sont la conséquence du décalage des livraisons évoqué plus haut.

SOUS-ACTION

07.37 – Communiquer - DESCARTES

OPÉRATION : DESCARTES

NOM DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT : DESCARTES (déploiement des services de communication et architecture des réseaux de Télécommunications sécurisés), INFRASTRUCTURE Descartes

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

L'opération d'ensemble DESCARTES a pour objectif de répondre aux besoins du ministère des armées en matière de réseaux d'infrastructure fixes de télécommunications : pour un usage général d'une part, pour des besoins nécessitant de la résilience (y compris au profit des fonctions stratégiques) d'autre part, et enfin pour satisfaire les besoins spécifiques de transport des flux du contrôle aérien militaire. Elle est composée du programme d'armement en charge des réseaux de télécommunications susmentionnés et du programme d'infrastructure en charge des locaux techniques hébergeant les équipements de ces réseaux.

Le programme d'armement DESCARTES doit fournir aux armées les services de télécommunications fixes nécessaires à l'accomplissement des missions opérationnelles et au fonctionnement courant du ministère des armées, dans le prolongement des services actuels offerts par les différents réseaux existants. Il prend en compte :

- les besoins d'usage général du ministère sur les sites en métropole, en outre-mer et à l'étranger (représentations permanentes, forces pré positionnées, etc.), au travers d'une solution standardisée de téléphonie et de la sécurisation des échanges de données ;
- les besoins de communications résilientes correspondant aux chaînes critiques nécessaires à la permanence du commandement qui concerne les sites stratégiques ;
- les besoins spécifiques d'échanges inter-sites de la défense aérienne (posture permanente de sûreté aérienne [PPS-Air]), offrant des fonctions de transport de la voix, des données et des images au profit du programme SCCOA, ainsi que l'interconnexion avec d'autres réseaux, notamment ceux de l'aviation civile (DGAC) et de SATCOM SYRACUSE ;

Le programme DESCARTES Étape 1 comprend plusieurs composantes formant un ensemble cohérent. Il s'agit de :

- la mise en place d'équipements d'interconnexion pour les sites du ministère, formant une architecture commune de routage et de sécurité, POINCARE (points d'interconnexion et architecture réseaux) ;
- la rénovation du réseau résilient SOCRATE (système opérationnel de cœur résilient adapté aux télécommunications) fonctionnant même en cas de crise grave, au profit des sites « cœur stratégique » dont la dissuasion ;
- la modernisation du système de téléphonie ministérielle, SYMPHONIE (système modernisé de téléphonie) ;

- la réalisation d'un système de téléphonie inter-sites spécifique au contrôle aérien, ICARE (interfaçage des communications des opérations aériennes aux réseaux) ;

Le premier incrément de l'étape 2 du programme DESCARTES, lancé en 2023, comprend :

- l'augmentation des débits du cœur de réseau de la composante POINCARE ;
- des ajouts de sites dans le réseau résilient SOCRATE au profit du commandement de l'espace et de la posture permanente de sécurité aérienne ;
- le développement et la réalisation d'une passerelle de sécurisation de la téléphonie SYMPHONIE ;
- le traitement d'un ensemble d'obsolescences prioritaires des différentes composantes de l'étape 1.

Le programme d'infrastructure DESCARTES comprend les travaux à réaliser afin de permettre l'installation des nouveaux équipements prévus dans le cadre du programme d'armement DESCARTES. En fonction des sites, le périmètre physique de l'opération relève de l'adaptation des capacités techniques existantes ou de la réalisation de nouvelles infrastructures. Ce programme d'infrastructure compte plus de 300 sites.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|---|----------|----------|----------|--|
| POINCARE - étape 1 | 1 | 1 | 1 | |
| SOCRATE - étape 1 | 1 | 1 | 1 | |
| SYMPHONIE - étape 1 | 1 | 1 | 1 | |
| ICARE - étape 1 | 1 | 1 | 1 | |
| POINCARE - étape 2 Incrément 1 | | | 1 | Lancement en réalisation en 2023 de l'incrément 1 de l'étape 2 |
| SOCRATE - étape 2 Incrément 1 | | | 1 | Lancement en réalisation en 2023 de l'incrément 1 de l'étape 2 |
| SYMPHONIE - étape 2 Incrément 1 | | | 1 | Lancement en réalisation en 2023 de l'incrément 1 de l'étape 2 |
| Infrastructures (Cages de Faraday) – étape 1* - incrément 1 | 12 | 12 | 12 | |
| Infrastructures (Adaptation des sites) – étape 1* - incrément 1 | 1 | 1 | 1 | |
| Infrastructures (Adaptation des sites en FEB V6) – étape 1* - incrément 2 | 1 | 1 | 1 | |
| Infrastructures (Sécurisation des relais isolés) – étape 1* - incrément 2 | 18 | 18 | 18 | |

Nota :

- Pour faciliter le suivi et être plus cohérent avec la nature des prestations, l'infrastructure DESCARTES initialement identifiée « Cœur stratégique » est décomposée en 2 types, au titre de l'incrément 1 de l'étape 1 : les « Cages de Faraday » et les « Adaptations des sites ».
- Un second incrément de l'étape 1 a été lancé début 2022. Il comprend une « Adaptation des sites en FEB V6 » correspondant à l'évolution du besoin technique et géographique, et la « Sécurisation des relais isolés ».

L'étape 2 de DESCARTES, tant pour le programme d'armement que pour le programme d'infrastructure, fera l'objet d'incrément successifs.

Pour le programme d'armement, les cibles du 1^{er} incrément de l'étape 2 ont été définies en 2023, lors de son lancement en réalisation.

La cible des incréments ultérieurs, pour le programme d'armement comme pour le programme d'infrastructure, sera précisée lors du lancement en réalisation correspondant.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Thales SIX GTS France est maître d'œuvre de la rénovation du réseau résilient SOCRATE.

Un groupement Thales SIX– NXO France est maître d'œuvre de la réalisation de l'architecture de routage et de sécurité POINCARE.

Airbus Defense & Space est maître d'œuvre de la composante SYMPHONIE.

Un groupement Airbus Defense & Space – INEO Defense est maître d'œuvre de la réalisation de la téléphonie inter-sites du contrôle aérien de la composante ICARE.

Le 1^{er} incrément de l'étape 2 du programme d'armement DESCARTES, lancé en 2023, repose sur les mêmes maîtres d'œuvre industriels que l'étape 1.

Les contrats de réalisation du programme d'infrastructures sont notifiés après mise en concurrence.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 – Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|--|---|---------------|---------------|---------------|
| DESCARTES Étape 1 | Décision de lancement du stade d'orientation | novembre 2010 | novembre 2010 | |
| | Décision de lancement du stade d'élaboration | juin 2014 | juin 2014 | |
| | Décision de lancement du stade de réalisation | novembre 2015 | novembre 2015 | |
| DESCARTES Étape 2 Incrément 1 | Lancement en réalisation | janvier 2023 | mai 2023 | 4 mois |
| INFRA DESCARTES Étape 1 | Décision de lancement du stade de réalisation | juillet 2015 | juillet 2015 | |
| INFRA DESCARTES Étape 2 Incrément 1 | Lancement en préparation | janvier 2023 | mai 2023 | 4 mois |

Le délai de consolidation du besoin a légèrement décalé le lancement en réalisation du 1^{er} incrément de l'étape 2 du programme d'armement ainsi que le lancement en préparation de l'étape 2 du programme d'infrastructure.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|--|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| POINCARE : architecture de sécurité et routage* | Commandes | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | | 1 | | 1 |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |
| SOCRATE : rénovation du réseau résilient* | Commandes | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | | | 1 | 1 |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |
| SYMPHONIE : modernisation de la téléphonie d'usage général | Commandes | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| ICARE : téléphonie inter-sites du contrôle aérien | Commandes | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | | 1 | | 1 |

| | | | | | | | |
|---|------------|-----|---------------------------|----|---|----|----|
| | | PLR | | | | 1 | 1 |
| DESCARTES Étape 2 incrément 1 - POINCARE – augmentation des débits du cœur* | Commandes | PLF | Non mentionné au PAP 2023 | | | | |
| | | PLR | | | 1 | | 1 |
| | Livraisons | PLF | Non mentionné au PAP 2023 | | | | |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |
| DESCARTES Étape 2 incrément 1- SOCRATE – adaptations du graphe SCR* | Commandes | PLF | Non mentionné au PAP 2023 | | | | |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |
| | Livraisons | PLF | Non mentionné au PAP 2023 | | | | |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |
| DESCARTES Étape 2 incrément 1 – SYMPHONIE : passerelle IP sécurisée | Commandes | PLF | Non mentionné au PAP 2023 | | | | |
| | | PLR | | | 1 | | 1 |
| | Livraisons | PLF | Non mentionné au PAP 2023 | | | | |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |
| Infra DESCARTES : Cages de Faraday Étape 1 – incrément 1 | Commandes | PLF | 12 | | | | 12 |
| | | PLR | 12 | | | | 12 |
| | Livraisons | PLF | 10 | 1 | 1 | | 12 |
| | | PLR | 10 | 1 | | 1 | 12 |
| Infra DESCARTES : Adaptation des sites Étape 1 – incrément 1* | Commandes | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | 1 | | | 1 |
| | | PLR | | 1 | | | 1 |
| Infra DESCARTES : Adaptation des sites en FEB V6 Étape 1 – incrément 2* | Commandes | PLF | | 1 | | | 1 |
| | | PLR | | 1 | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | | 1 | | 1 |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |
| Infra DESCARTES : Sécurisation des relais isolés Étape 1 – incrément 2 | Commandes | PLF | | 18 | | | 18 |
| | | PLR | | | 7 | 11 | 18 |
| | Livraisons | PLF | | | 1 | 17 | 18 |
| | | PLR | | | | 18 | 18 |

* Pour ces items : le jalon de commande indiqué correspond aux premières commandes significatives et le jalon de livraison matérialise la dernière livraison de sites.

L'évolution de l'échéancier des livraisons d'ICARE et de POINCARE résulte principalement de difficultés de réalisation.

La livraison des cages de Faraday (Infrastructure DESCARTES incrément 1) n'a pu avoir lieu en 2023 du fait de réserves techniques lors de la présentation du bâtiment, réserve qui seront levées début 2024.

L'évolution de l'échéancier des commandes/livraisons de l'incrément 2 de l'étape 1 du programme d'infrastructure DESCARTES résulte principalement de décalages suite à des impératifs opérationnels.

L'échéancier des commandes-livraisons intègre les jalons de l'incrément 1 de l'étape 2 du programme d'armement, le lancement en réalisation étant intervenu en 2023.

Pour les incréments ultérieurs, l'échéancier des commandes-livraisons sera défini lors du lancement en réalisation.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | DESCARTES (Réseau de téléComm.s des armées) | 210 000 000 | - | 263 500 000 | - | 53 500 000 | 65 369 871 | - | 46 019 939 | -19 349 932 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure DESCARTES | 11 500 000 | - | - | 350 228 | -11 149 772 | 16 458 188 | - | 8 797 647 | -7 660 541 |
| | Total | 221 500 000 | - | 263 500 000 | 350 228 | 42 350 228 | 81 828 059 | - | 54 817 587 | -27 010 472 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|---|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | DESCARTES (Réseau de téléComm.s des armées) | 49,05 | - | 263,50 | 312,55 | 128,27 | 184,28 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure DESCARTES | 27,98 | - | - | 27,98 | 8,35 | 19,62 |
| | Total | 77,03 | - | 263,50 | 340,53 | 136,62 | 203,90 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | | Paiements | | | |
|--------|---|---------|--------------------------------|----------|--------|-----------|-------|--------|---------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | DESCARTES (Réseau de téléComm.s des armées) | PLF | 116,05 | 212,75 | 74,33 | 71,29 | 59,62 | 123,57 | 328,80 |
| | | PLR | 115,37 | 128,27 | 46,02 | 81,21 | 55,73 | 60,68 | 243,64 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure DESCARTES | PLF | 9,93 | 24,50 | 17,44 | 13,67 | 3,20 | 0,12 | 34,43 |
| | | PLR | 9,82 | 8,70 | 8,80 | 6,76 | 2,45 | 0,52 | 18,52 |
| | Total écarts | | -0,80 | -100,28 | -36,95 | 3,01 | -4,64 | -62,50 | -101,08 |

Le périmètre du 1^{er} incrément de l'étape 2 du programme d'armement a été consolidé en 2023 lors du lancement en réalisation et a induit une affectation supérieure au montant initialement envisagé. Du fait du report du lancement en réalisation de l'étape 2 du programme d'infrastructure, aucune affectation n'a été réalisée sur cette activité.

Les engagements de l'opération d'armement DESCARTES 2023 ont couvert notamment :

- Les commandes de traitements d'obsolescence des composantes SOCRATE et POINCARE ;
- La commande de modifications du graphe du réseau SOCRATE ;
- La commande relative au développement et à la réalisation de l'augmentation des débits de la composante POINCARE ;
- La commande de complément de déploiements sur la composante POINCARE ;
- Le développement et la réalisation de la passerelle de sécurité IP SYMPHONIE.

Les engagements du programme « Infrastructure DESCARTES » 2023 ont couvert notamment :

- La poursuite des travaux d'adaptation des sites, nécessaires au déploiement du réseau DESCARTES dans ses différents incréments ;
- Les travaux de sécurisation de sites relais isolés.

L'écart sur les engagements 2023 par rapport à la LFI résulte principalement :

- pour le programme d'armement, du report d'engagements sur les derniers déploiements de l'étape 1 ainsi que d'une partie des travaux de l'étape 2 ;
- pour le programme d'infrastructure, du report d'une partie des travaux de sécurisation des sites relais et du report du lancement de l'étape 2.

L'écart sur les paiements 2023 par rapport à la LFI résulte principalement des reports d'engagements mentionnés ci-dessus (pour les deux activités).

SOUS-ACTION

07.42 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM

OPÉRATION : CERES

NOM DU PEM : CERES, CELESTE

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

CERES

Le programme CERES (capacité de renseignement électromagnétique spatiale) vient compléter les moyens nationaux de recherche et d'interception des émissions électromagnétiques. Il comprend des fonctions d'interception, de caractérisation et de localisation des signaux électromagnétiques par des moyens satellitaires, leur programmation ainsi que les moyens sol de contrôle des satellites.

Le système CERES est basé sur une constellation de trois satellites. Il permet de recueillir régulièrement sur l'ensemble du globe les informations permettant de cartographier et d'analyser le fonctionnement des émetteurs électromagnétiques dans les bandes de fréquences d'intérêt radar et télécom. Son architecture SSI répond aux exigences spécifiques des activités ROEM[1].

CELESTE (Ex CERES SUCCESSEUR)

Le programme CELESTE (Capacité ELEctromagnétique SpaTiaLE) a pour objectif d'assurer la continuité de la capacité de recueil électromagnétique depuis l'Espace et de répondre au besoin opérationnel à partir de 2029, sans rupture capacitaire. CELESTE devra s'adapter à l'évolution des cibles, des menaces et des technologies pour permettre :

- l'amélioration des capacités opérationnelles et techniques (gamme de fréquences, délais de revisite, réactivité) ;
- l'élargissement du spectre des missions (dont part accrue de l'appui aux opérations, le cyberspace, l'accès au contenu des communications, la couverture géographique) ;
- une contribution aux actions de maîtrise de l'Espace, notamment dans le domaine de la connaissance des systèmes et objets spatiaux.

L'émergence du marché de l'écoute commerciale et des services associés dans une optique « New Space » ouvre des opportunités (capacité complémentaire), qui restent à instruire en phase de préparation. L'exploitation des données, avec le recours désormais incontournable à l'automatisation et aux traitements par l'intelligence artificielle, peut également bénéficier d'innovations issues du monde civil. De façon générale, CELESTE veillera à bénéficier des opportunités offertes par les technologies civiles pour diminuer les coûts et les délais tout en répondant au besoin militaire.

Le programme CELESTE a été lancé en phase de préparation en 2019.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|---------------|----------|----------|----------|---------------------------|
| Système CERES | 1 | 1 | 1 | |

La cible du programme CELESTE sera définie au moment de son lancement en réalisation.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Trois industriels français sont regroupés au sein d'un consortium pour répondre au besoin CERES : Airbus Defence & Space, Thales Defence Mission Systems (TDMS) et Thales Alenia Space (TAS).

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la DGA avec le CNES (Centre national d'études spatiales) en assistance à maîtrise d'ouvrage. Les travaux de la phase de réalisation du segment sol de contrôle, les prestations de lancement et la fourniture des chiffreurs/déchiffreurs sont conduits sous maîtrise d'ouvrage déléguée au CNES.

Les aspects industriels et commerciaux du programme CELESTE seront définis au moment de son lancement en réalisation.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|--|---------------|---------------|---------------|
| CERES | Lancement de la réalisation | janvier 2015 | janvier 2015 | |
| | Fin de conception détaillée du segment sol utilisateur | novembre 2016 | novembre 2016 | |
| | Fin de revue de conception détaillée (RCD) | octobre 2017 | octobre 2017 | |
| | Lancement des satellites | novembre 2021 | novembre 2021 | |

Le calendrier de CELESTE sera défini au lancement en réalisation.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|---------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| Système CERES | Commandes | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | 1 | | | 1 |
| | | PLR | | | 1 | | 1 |

Le commande/livraison de CELESTE sera défini au lancement en réalisation.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---------------------------------------|------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|---|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/ prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | CERES | 4 700 000 | - | - | - | -4 700 000 | 15 036 036 | - | 21 594 679 | 6 558 643 |
| ACT | Composante Électromagnétique Spatiale | 20 000 000 | - | - | 12 537 324 | -7 462 676 | 5 716 744 | - | 5 099 179 | -617 565 |
| | Total | 24 700 000 | - | - | 12 537 324 | -12 162 676 | 20 752 780 | - | 26 693 858 | 5 941 078 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | CERES | 13,13 | - | - | 13,13 | 5,58 | 7,55 |
| | Total | 13,13 | - | - | 13,13 | 5,58 | 7,55 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | | Paiements | | | Total |
|--------|---------------------------------------|---------|--------------------------------|----------|-------|-----------|-------|-------|-------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| ACT | CERES | PLF | 18,49 | 9,50 | 17,10 | 10,89 | - | - | 27,99 |
| | | PLR | 32,96 | 5,58 | 21,59 | 15,77 | 1,18 | - | 38,54 |
| ACT | Composante Électromagnétique Spatiale | PLF | 7,50 | 20,00 | 6,50 | 17,00 | 4,00 | - | 27,50 |
| | | PLR | - | 12,54 | 5,10 | 7,44 | - | - | 12,54 |
| | Total écarts | | 6,98 | -11,38 | 3,10 | -4,69 | -2,82 | - | -4,41 |

Les principaux engagements 2023 ont couvert :

- pour CERES, la deuxième année de MCO du segment sol de contrôle ;
- pour CELESTE, le lancement des études de définition préliminaire du système.

Pour l'opération CERES, les écarts en engagements correspondent au report en 2024 d'une part des engagements prévus fin 2023 et les écarts en paiements sont dus à la bascule du solde sortant de la gestion de 2022 payée début 2023.

Pour l'opération CELESTE, les écarts en engagements et paiements résultent de la prise en compte de l'avancement du programme.

[1] Renseignement d'Origine ElectroMagnétique

SOUS-ACTION**07.43 – Espace - Communiquer - Moyens de communication satellitaire**

OPÉRATION : ESPACE - COMMUNIQUER – MOYENS DE COMMUNICATION SATELLITAIRE

NOMS DES PEM : COMCEPT, SYRACUSE III, SYRACUSE IV

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Les opérations récentes confirment le besoin de déploiements rapides de forces, sur des distances importantes et dans un environnement où les réseaux de communication d'infrastructure sont inexistantes, détruits ou inutilisables et où la morphologie du terrain complique les communications tactiques. Les capacités des communications par satellite permettent d'interconnecter les réseaux tactiques, opératifs et stratégiques.

Le besoin militaire en liaisons satellitaires se caractérise par une nécessaire adaptation aux circonstances des opérations, notamment une forte flexibilité dans l'affectation des ressources. Il se décompose en deux parties :

- les liaisons durcies, dites de « noyau dur », essentielles à la conduite des opérations qui ont des exigences de robustesse, de résilience et de sécurité fortes ;
- les liaisons non-durcies (télégestion, télé médecine, correspondances numériques, etc.) n'ayant pas les mêmes niveaux d'exigence en matière de disponibilité, de confidentialité et d'intégrité.

SYRACUSE III (système de radiocommunications utilisant un satellite) est le système de radiocommunications satellitaires dit « noyau dur », visant à satisfaire les besoins opérationnels des armées en matière de communications longues distances, sécurisées et résistantes à la menace de guerre électronique. Il est constitué de satellites, de stations au sol fixes, de terminaux déployables (terrestres et navals) et de modems assurant la protection des communications contre le brouillage. Les satellites SYRACUSE 3A et 3B, lancés en 2005 et 2006, permettent à la France de remplir un rôle majeur au profit de l'OTAN en tant que fournisseur de capacités de télécommunications par satellites. Ces deux satellites de la constellation SYRACUSE sont complétés par un satellite construit en coopération avec l'Italie (SICRAL 2).

COMCEPT (besoins complémentaires en communications d'élongation de projection et de théâtre) : réalisée en coopération avec l'Italie, cette capacité vise à apporter aux forces un système de communication satellitaire non durci, à haut débit et à garantie d'accès, venant compléter les capacités satellitaires à moyen débit du « noyau dur » (SYRACUSE et SICRAL2) pour satisfaire les besoins des opérations en réseau. Le système COMCEPT (durée du service : de 2014 à 2029) est constitué d'un satellite ATHENA-FIDUS comportant une charge utile italienne et une charge utile française en bande Ka/EHF, des moyens de contrôle sol associés, de stations au sol fixes et de terminaux utilisateurs déployables. La composante sol utilisateur est issue du marché commercial de la bande Ka et intègre également des stations visant à équiper de moyens de communications par satellites civils de nouveaux bâtiments de la marine nationale.

SYRACUSE IV est le programme successeur de SYRACUSE III. Il vise à renouveler les satellites SYRACUSE 3A et 3B tout en modernisant et complétant les moyens SATCOM existants au sol. Il répond aux besoins des forces en capacités de télécommunications par satellite nécessaires à l'engagement des armées et au commandement des forces déployées, sur le territoire national et dans les zones prioritaires d'intérêt. Il assurera la cohérence avec l'existant et répondra à l'évolution du besoin et de la menace, en particulier en matière de débits, d'utilisations tactiques des stations (encombrement réduit, robustesse, facilité d'emploi, etc.), de capacité à communiquer en mouvement (drones, porteurs terrestres et aéronautiques, etc.) et d'interopérabilité avec l'OTAN. Le premier satellite SYRACUSE IVA a été lancé en octobre 2021. Les segments sols sont réalisés selon une démarche incrémentale, le premier incrément du segment sol a été lancé en 2019, le deuxième fin 2020.

Le maintien en condition opérationnelle des moyens SATCOM comprend le maintien à poste des satellites en orbite sur lesquels la France a acquis des ressources et le maintien en condition opérationnelle de l'ensemble des systèmes et équipements acquis dans le cadre des opérations décrites ci-dessus.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|---|------------|---|---|---|
| Satellites SYRACUSE III | 3 | 2 + 1 | 2 + 1 | |
| Stations métropolitaines et mobiles SYRACUSE III | 390 | 367 (44 stations navales et 323 stations terrestres) | 367 (44 stations navales et 323 stations terrestres) | |
| COMCEPT - Satellite ATHENA-FIDUS | 1 | 1 | 1 | |
| COMCEPT – Stations sol utilisateur | 660 | 424 | 424 | |
| SYRACUSE IV segment spatial | 1 capacité | 3 satellites | 2 satellites | Prise en compte des décisions de la LPM 2024 - 2030 |
| SYRACUSE IV segment sol – stations sol du premier et second incrément | 444 | 444 | 444 | |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

SYRACUSE III :

Segment spatial : maîtrise d'œuvre industrielle assurée par Thales Alenia Space France / sous-traitant : Thales SIX (ex-Thales Communications & Security).

Segment sol : maîtrise d'œuvre industrielle assurée par Thales Communications France.

Cette opération génère une activité pour des PME comme ACTIA TÉLÉCOM, IN-SNEC et INEO Défense.

Pour honorer des accords bilatéraux, le programme national SYRACUSE III a été complété par des coopérations, notamment avec l'Italie (satellite SICRAL2 dont la maîtrise d'œuvre est assurée par Thales Alenia Space France et Telespazio Italie), le Royaume-Uni et l'OTAN.

COMCEPT :

La maîtrise d'œuvre de la composante spatiale ATHENA-FIDUS est réalisée par Thales Alenia Space et celle du segment sol utilisateur, par un groupement constitué de la société Airbus Defence and Space et de ACTIA TÉLÉCOM.

SYRACUSE IV :

Le segment spatial est réalisé par Thales Alenia Space et Airbus Defence and Space. Arianespace intervient en sous-traitance pour le lancement.

Les segments sols seront réalisés selon une démarche incrémentale. Le premier incrément est réalisé par Thales Six GTS et Airbus Defence and Space. Le deuxième incrément est réalisé en majorité par Thales SIX et Airbus Defence and Space. L'organisation industrielle des incréments ultérieurs sera précisée lors de leur lancement.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|--------------|--|---------------|---------------|---------------|
| SYRACUSE III | Première capacité opérationnelle SYRACUSE 3A | décembre 2005 | décembre 2005 | |
| | Mise en service de SYRACUSE 3B | octobre 2006 | octobre 2006 | |
| | Livraison version système SV 3.1 | juillet 2009 | juillet 2009 | |
| | Livraison version système SV 3.2 | août 2010 | août 2010 | |
| | Fin de livraison stations | octobre 2015 | octobre 2015 | |

| | | | | |
|-------------|--|---------------|---------------|--|
| COMCEPT | Mise en service du satellite ATHENA-FIDUS | mars 2014 | mars 2014 | |
| | Fin de livraison des stations du segment sol COMCEPT | décembre 2020 | décembre 2020 | |
| SYRACUSE IV | Lancement du stade de réalisation de la première étape | décembre 2015 | décembre 2015 | |
| | Lancement du premier satellite | octobre 2021 | octobre 2021 | |
| | Lancement du second satellite | - | Juillet 2023 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|---|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| COMCEPT Segment sol utilisateur | Commandes | PLF | 424 | | | | 424 |
| | | PLR | 424 | | | | 424 |
| | Livraisons | PLF | 424 | | | | 424 |
| | | PLR | 424 | | | | 424 |
| SYRACUSE III stations sol | Commandes | PLF | 367 | | | | 367 |
| | | PLR | 367 | | | | |
| | Livraisons | PLF | 367 | | | | 367 |
| | | PLR | 367 | | | | 367 |
| SYRACUSE IV segment spatial | Commandes | PLF | 2 | | | 1 | 3 |
| | | PLR | 2 | | | | 2 |
| | Livraisons | PLF | | 1 | 1 | 1 | 3 |
| | | PLR | | 1 | | 1 | 2 |
| SYRACUSE IV Segment sol – stations sol du premier et second incrément | Commandes | PLF | 139 | 10 | 65 | 230 | 444 |
| | | PLR | 139 | 10 | 89 | 206 | 444 |
| | Livraisons | PLF | 12 | 22 | 37 | 373 | 444 |
| | | PLR | 12 | 22 | 33 | 377 | 444 |
| COMCEPT Segment spatial | Commandes | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |

La livraison du second satellite est décalée en 2024 suite au décalage de son lancement du fait de l'absence de lanceur disponible avant juillet 2023.

Des commandes de stations sol ont été anticipées en 2023 pour sécuriser l'approvisionnement de composants critiques.

Des livraisons de stations sol SYRACUSE IV ont été décalées du fait de retards industriels.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OP | AOA-CMI | 129 200 000 | 11 225 000 | - | 115 263 381 | -25 161 619 | 99 306 897 | 11 225 000 | 133 475 433 | 22 943 536 |
| ACT | SYRACUSE IV | 328 000 000 | - | 328 000 000 | - | - | 351 201 456 | - | 378 429 430 | 27 227 974 |

| | | | | | | | | | | |
|-------|--------------|-------------|------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|-------------|------------|
| ACT | COMCEPT | - | - | - | - | - | 3 088 387 | - | 113 049 | -2 975 338 |
| ACT | SYRACUSE III | - | - | - | - | - | 2 470 513 | - | -1 328 522 | -3 799 035 |
| OP | Divers PEM | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | | 457 200 000 | 11 225 000 | 328 000 000 | 115 263 381 | -25 161 619 | 456 067 253 | 11 225 000 | 510 689 390 | 43 397 137 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|--------------|----------------|---------------------------|-------------------|----------|-------------------------|----------------|
| ACT | SYRACUSE IV | 1 048,72 | - | 328,00 | 1 376,72 | 210,18 | 1166,54 |
| ACT | COMCEPT | 179,61 | -0,21 | - | 179,40 | -0,07 | 179,47 |
| ACT | SYRACUSE III | 45,09 | - | - | 45,09 | -2,06 | 47,16 |
| Total | | 1 273,42 | -0,21 | 328,00 | 1 601,21 | 208,04 | 1393,17 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------------|--------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|--------|----------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OP | AOA-CMI | PLF | 110,63 | 129,20 | 113,95 | 110,44 | 15,44 | - | 239,83 |
| | | PLR | 127,12 | 115,26 | 133,48 | 94,09 | 12,80 | 2,01 | 242,38 |
| ACT | SYRACUSE IV | PLF | 752,88 | 311,60 | 399,32 | 309,18 | 146,96 | 209,03 | 1 064,48 |
| | | PLR | 854,79 | 210,18 | 378,43 | 313,96 | 156,60 | 215,97 | 1 064,96 |
| ACT | COMCEPT | PLF | 3,03 | 0,48 | 3,51 | - | - | - | 3,51 |
| | | PLR | 4,68 | -0,07 | 0,11 | 0,66 | - | 3,84 | 4,61 |
| ACT | SYRACUSE III | PLF | 12,30 | - | 2,81 | - | - | 9,49 | 12,30 |
| | | PLR | 10,83 | -2,06 | -1,33 | 1,27 | 2,00 | 6,83 | 8,77 |
| OP | Divers PEM | PLF | 0,16 | - | - | - | - | 0,16 | 0,16 |
| | | PLR | 0,16 | - | - | - | - | 0,16 | 0,16 |
| Total écarts | | | 118,57 | -117,97 | -8,90 | -9,63 | 9,00 | 10,13 | 0,60 |

Pour SYRACUSE IV, les principaux engagements en 2023 ont couvert la poursuite des travaux de réalisation du segment spatial et la poursuite des travaux de réalisation de la composante sol, avec en particulier la commande de 80 stations terrestres SYRACUSE IV et de 9 stations navales. L'écart sur les engagements SYRACUSE IV résulte principalement de l'optimisation du déroulement des prestations de réalisation du segment spatial et du segment sol et de la prise en compte des travaux relatifs à la LPM 2024-2030.

Pour les autres opérations, les principaux engagements en 2023 ont couvert le soutien de l'ensemble du système (segments sol et spatiaux), dont une partie a été reportée au début de l'année 2024. L'augmentation des paiements en 2023 correspond par rapport à la LFI correspond à la prise en compte du solde entrant de la gestion 2022.

Les écarts en engagement et en paiement sur COMCEPT et SYRACUSE III sont la conséquence du traitement des derniers actes contractuels avant la clôture programmatique de ces opérations.

Fonds de concours et attributions de produits

| Niveau | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
|-------------|---------------|--------------|--|
| Sous-action | 11 225 000 | 15 927 287 | 4 702 287 |

SOUS-ACTION**07.44 – Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROIM**

OPÉRATION : Espace - Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROIM

NOM DES PEM : MUSIS, IRIS, divers PEM (HELIOS II)

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUEMUSIS (Multinational space based imaging system)

La France a lancé en 2010 l'opération MUSIS/CSO, qui consiste en :

- la réalisation d'une composante spatiale optique, dite « CSO », sur la base de deux satellites d'observation identiques. Le premier assure la mission de reconnaissance (THR : très haute résolution), le deuxième, en orbite plus basse, assure la mission d'identification en réalisant des images de plus haute résolution (EHR : extrêmement haute résolution) ;
- la conception et l'acquisition d'un segment sol utilisateurs (SSU) comprenant les fonctions de programmation, de réception et de production des images et d'un segment sol mission (SSM), chargé des opérations d'exploitation et de contrôle des satellites.

Suite à la mise en place d'une coopération avec l'Allemagne en 2015, le périmètre du programme est élargi à un troisième satellite CSO d'observation, à un segment sol utilisateurs permettant d'accéder aux satellites radar allemands SARah et aux adaptations du système CSO requises en conséquence. En 2018, le périmètre intègre la coopération avec l'Italie, via la réalisation d'une couche d'interopérabilité permettant à la France d'accéder au système italien CSG (COSMO-SkyMed Seconda Generazione).

IRIS (MUSIS Successeur)

Le programme IRIS (Instruments de renseignement et d'imagerie spatiale) succédera, à l'horizon 2030, à la capacité d'observation spatiale accessible aux armées qui reposera alors essentiellement sur les moyens (spatiaux et sol) apportés par le programme MUSIS.

Le programme IRIS a été lancé en phase de préparation en 2019.

Autres opérations

Les autres opérations couvrent notamment l'ensemble des activités connexes au domaine de l'observation satellitaire, telles le MCO des segments utilisateurs.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-----------------------------|----------|----------|----------|---------------------------|
| MUSIS - Satellites optiques | 2 | 3 | 3 | |
| MUSIS - Segment sol | 1 | 1 | 1 | |

La cible du programme IRIS sera définie au moment de son lancement en réalisation.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

L'organisation industrielle pour la réalisation des satellites optiques et du segment sol de MUSIS repose sur :

- le CNES, maître d'ouvrage délégué pour la réalisation des satellites et du segment sol mission ;

- Airbus Defence and Space France, maître d'œuvre satellite et en charge de la réalisation du segment sol utilisateur ;
- Thales Alenia Space France, maître d'œuvre instrument ;
- les sous-traitants principaux suivants : SODERN, SESO, SOFRADIR et Air Liquide.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|---|---------------|---------------|---------------|
| MUSIS | Lancement du stade de conception | février 2009 | février 2009 | |
| | Lancement de la réalisation | octobre 2010 | octobre 2010 | |
| | Mise en orbite du premier satellite | décembre 2018 | décembre 2018 | |
| | Mise en orbite du deuxième satellite | décembre 2020 | décembre 2020 | |
| | Mise en orbite du troisième satellite CSO | 2024 | 2024 | |
| IRIS | Lancement de la phase de préparation | juillet 2019 | juillet 2019 | |

Le calendrier du programme IRIS sera défini au moment de son lancement en réalisation.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|-----------------------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| MUSIS – Satellites optiques | Commandes | PLF | 3 | | | | 3 |
| | | PLR | 3 | | | | 3 |
| | Livraisons | PLF | 2 | | | 1 | 3 |
| | | PLR | 2 | | | 1 | 3 |

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | MUSIS | 1 450 000 | - | - | 1 012 513 | -437 487 | 34 480 080 | - | 16 630 978 | -17 849 102 |
| ACT | Instruments de Renseignement et d'Imagerie Spatiale | 144 000 000 | - | 369 800 000 | - | 225 800 000 | 50 122 651 | - | 72 408 199 | 22 285 548 |

| | | | | | | | | | | |
|-------|---------------------------------|-------------|---|-------------|-----------|-------------|------------|---|------------|-----------|
| ACT | SSO (Segment sol d'observation) | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| OP | Divers PEM | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | | 145 450 000 | - | 369 800 000 | 1 012 513 | 225 362 513 | 84 602 731 | - | 89 039 177 | 4 436 446 |

5.2 – Tableau des autorisations d’engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|---|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | MUSIS | 4,78 | - | - | 4,78 | 0,15 | 4,64 |
| ACT | Instruments de Renseignement et d'Imagerie Spatiale | 9,77 | - | 369,80 | 379,57 | 224,41 | 155,15 |
| ACT | SSO (Segment sol d'observation) | - | - | - | - | -0,12 | 0,12 |
| Total | | 14,55 | - | 369,80 | 384,35 | 224,44 | 159,91 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------------|---|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|-------|-------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | MUSIS | PLF | 114,41 | 2,00 | 39,20 | 30,20 | - | 47,00 | 116,41 |
| | | PLR | 78,80 | 1,16 | 16,63 | 40,74 | 22,59 | - | 79,96 |
| ACT | Instruments de Renseignement et d'Imagerie Spatiale | PLF | 39,27 | 56,56 | 56,99 | 38,84 | - | - | 95,83 |
| | | PLR | 41,78 | 224,41 | 72,41 | 76,36 | 41,47 | 75,96 | 266,19 |
| ACT | SSO (Segment sol d'observation) | PLF | 0,74 | - | - | - | - | 0,74 | 0,74 |
| | | PLR | 0,74 | -0,12 | - | - | - | 0,62 | 0,62 |
| OP | Divers PEM | PLF | 0,21 | - | - | - | - | 0,21 | 0,21 |
| | | PLR | 0,21 | - | - | - | - | 0,21 | 0,21 |
| Total écarts | | | -33,09 | 166,89 | -7,16 | 48,05 | 64,06 | 28,84 | 133,80 |

Les écarts en engagements et de paiements concernant l’opération « MUSIS » sont liés au décalage du lancement de CSO-3 (suite à la survenance du conflit en Ukraine et aux retards de qualification d’Ariane 6, deux faits générateurs exogènes).

Les principaux engagements 2023 pour l’opération « IRIS » ont couvert les travaux de phase B et la poursuite des études technologiques de la phase de préparation.

Les écarts en engagements et paiements résultent d’un ajustement du périmètre entre les phases B et C du programme et aux décisions prises en LPM24-30.

Pour l’activité « SSO », des retraits d’engagement sont intervenus en 2023 dans le cadre des opérations de solde de marchés. Ces retraits d’engagement vont continuer, ainsi que sur l’opération « divers PEM ».

SOUS-ACTION

07.45 – Espace - Maîtrise de l'Espace

OPÉRATION : ARES

NOM DU PEM : ARES

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Le programme ARES (Action et REsilience Spatiales), a pour objet de renforcer les capacités nationales autour des composantes suivantes :

- Surveillance : cela comprend des moyens de surveillance (*i. e.*, détection et caractérisation d'objets en orbite) depuis le sol, tels que radars (successeur GRAVES) ou télescopes, et depuis l'espace ;
- Protection : cela comprend des moyens de protection intrinsèques à nos satellites avec la logique de développer une gamme d'outils génériques que les programmes spatiaux pourront intégrer, et des moyens de protection extrinsèques depuis le sol ou l'espace qui assureront des missions de surveillance et intégreront une capacité de défense active ;
- Commandement et contrôle : cela comprend un centre de commandement et de contrôle des opérations spatiales (C2 spatial) dotant le commandement de l'Espace des moyens de suivre et comprendre la situation spatiale ainsi que de planifier, commander et conduire les opérations spatiales militaires.

L'incrément 0 du programme lancé en juillet 2021 inclut le développement d'une première version du système d'information SIS Next de recueil et de traitement des données spatiales pour le C2 spatial et des études pour préparer les incréments ultérieurs.

L'incrément 1 lancé en réalisation en mai 2023 poursuit les développements de SIS Next pour y ajouter un environnement classifié afin de pouvoir y traiter des données sensibles. Il réalisera également le pré-développement de modules UHF pour le successeur du radar GRAVES et prévoit de faire la conception préliminaire du futur C2 spatial pour en préparer la réalisation.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|----------------------|----------|----------|----------|---------------------------|
| SIS NEXT incrément 0 | 1 | 1 | 1 | |
| Station TM/TC Nouméa | 1 | 1 | 1 | |

La cible des incréments ultérieurs du programme sera définie à leur lancement en réalisation.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

L'incrément 0 du programme ARES fait appel aux sociétés MOSS, CS Défense et Thales Alenia Space (TAS) pour SIS Next.

L'incrément 1 du programme ARES fait appel aux sociétés MOSS pour SIS Next et Thales LAS pour les développements de modules UHF.

L'organisation industrielle des incréments ultérieurs du programme sera définie à leur lancement en réalisation.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|--------------------------------------|--|-----------------------------|----------|---------------|
| Action et résilience spatiale (ARES) | Livraison SIS NEXT incrément 0 | juillet 2023 | 2024 | 5 |
| Action et résilience spatiale (ARES) | Mise en service station TM/TC à Nouméa | 2024 | 2025 | 12 |
| ARES incrément 1 | Lancement en réalisation | non mentionné dans PAP 2023 | mai 2023 | |

Le calendrier des incréments ultérieurs du programme sera défini à leur lancement en réalisation.

SIS Next inc 0 : difficultés rencontrées par l'industriel dans les développements.

Station TM/TC : des études complémentaires ont dû être menées par l'administration avant de choisir définitivement le site d'implantation.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|----------------------|------------|---------|---------------------------|------|------|------------|--------------|
| SIS NEXT incrément 0 | Commandes | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | | 1 | | 1 |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |
| Station TM/TC Nouméa | Commandes | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | | | 1 | 1 |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |
| SIS NEXT incrément 1 | Commandes | PLF | Non mentionné au PAP 2023 | | | | |
| | | PLR | | | 1 | | 1 |
| | Livraisons | PLF | Non mentionné au PAP 2023 | | | | |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |

L'échéancier des incréments ultérieurs du programme sera défini à leur lancement en réalisation.

SIS Next inc 0 : difficultés rencontrées par l'industriel dans les développements.

SIS Next inc 1 : jalon non détaillé dans le PAP 23 (inc 1 ARES lancé en 2023) et déroulement conforme.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------------------------|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|---|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/ prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | Action et résilience spatiale | 400 000 000 | - | 122 000 000 | - | -278 000 000 | 34 951 292 | - | 41 128 292 | 6 177 000 |
| | Total | 400 000 000 | - | 122 000 000 | - | -278 000 000 | 34 951 292 | - | 41 128 292 | 6 177 000 |

5.2 – Tableau des autorisations d’engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|-------------------------------|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | Action et résilience spatiale | 12,04 | - | 122,00 | 134,04 | 81,25 | 52,79 |
| | Total | 12,04 | - | 122,00 | 134,04 | 81,25 | 52,79 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|-------------------------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|-------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | Action et résilience spatiale | PLF | 20,48 | 84,00 | 39,74 | 43,94 | 20,80 | - | 104,48 |
| | | PLR | 13,13 | 81,25 | 41,13 | 26,50 | 10,00 | 16,76 | 94,39 |
| | Total écarts | | -7,34 | -2,75 | 1,39 | -17,44 | -10,80 | 16,76 | -10,09 |

L'évolution des restes à payer à fin 2022 prend en compte les derniers éléments contractuels à jour de l'activité.

Les principaux engagements 2023 ont couvert les premières commandes de l'incrément 1, dont notamment :

- l'industrialisation et les approvisionnements longs du successeur au radar GRAVES ;
- les études, les développements et l'acquisition de matériels pour le C2 spatial.

SOUS-ACTION

07.46 – Espace - Commander et conduire - OMEGA

OPÉRATION : OMEGA

NOM DU PEM : OMEGA

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

L'opération OMEGA (opération de modernisation des équipements GNSS (*global navigation satellite system*) des armées) a pour objet le développement d'une capacité autonome de géolocalisation pour les systèmes d'armes prenant en compte les futurs systèmes de navigation par satellites (Galileo et GPS). Galileo est un système européen de navigation par satellite qui offre un service gouvernemental sécurisé. La phase de réalisation a été lancée selon une démarche incrémentale, avec un premier incrément lancé en mai 2019 et un second incrément en mai 2021.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|---|----------|----------|----------|---------------------------|
| Récepteurs utilisant les services ouverts GPS et Galileo (P3TS) | 6290 | 6290 | 6290 | |

La production en série des équipements utilisant les services sécurisés GPS et Galileo ne fait pas partie du périmètre OMEGA, elle relève des programmes intégrateurs.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

L'organisation industrielle de l'opération OMEGA repose sur une maîtrise d'œuvre associant Thales Six GTS, Thales AVS et Safran E&D.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|---|--------------|----------|---------------|
| OMEGA | Lancement du premier incrément de réalisation | mai 2019 | mai 2019 | |
| | Lancement du second incrément de réalisation | mai 2021 | mai 2021 | |
| | Premier prototype de récepteur bi-constellation | juillet 2024 | 2025 | 6 |

Le décalage du premier prototype de récepteur bi-constellation résulte du retard de fourniture d'un composant critique.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|---|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| OMEGA – Prototype de récepteur bi-constellation | Commandes | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | | | 1 | 1 |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |
| OMEGA – récepteurs utilisant les services ouverts GPS et Galileo (P3TS) | Commandes | PLF | | | 6290 | | 6290 |
| | | PLR | | | 90 | 6200 | 6290 |
| | Livraisons | PLF | | | 90 | 6200 | 6290 |
| | | PLR | | | | 6290 | 6290 |

Les décalages constatés sur l'échéancier des récepteurs services ouverts GPS et Galileo (P3TS) résultent d'une contractualisation des travaux plus tardive que prévue, ainsi que d'une réorganisation des lots de commandes et livraisons liée aux travaux techniques à réaliser.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | OMEGA | 41 000 000 | - | - | - | -41 000 000 | 52 003 961 | - | 54 742 122 | 2 738 161 |
| | Total | 41 000 000 | - | - | - | -41 000 000 | 52 003 961 | - | 54 742 122 | 2 738 161 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | OMEGA | 145,28 | - | - | 145,28 | 48,65 | 94,17 |
| | Total | 145,28 | - | - | 145,28 | 48,65 | 94,17 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|--------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|--------|-------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | OMEGA | PLF | 141,91 | 22,70 | 59,13 | 44,56 | 32,34 | 28,58 | 164,61 |
| | | PLR | 132,36 | 48,65 | 54,74 | 54,54 | 18,45 | 53,28 | 181,01 |
| | Total écarts | | -9,54 | 25,94 | -4,39 | 9,97 | -13,89 | 24,70 | 16,40 |

Les engagements 2023 ont couvert principalement le lancement des travaux et la première commande de récepteurs P3TS. Des aléas de développement survenus dans l'année ont imposé l'engagement de compléments de travaux, justifiant l'augmentation par rapport aux prévisions du PLF.

SOUS-ACTION

07.50 – Communiquer - Transmission

OPÉRATION : Communiquer - Transmission

NOM DES PEM : ASTRIDE, MELCHIOR, RADIO HF Future divers PEM (PR4G VS4-IP)

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Cette sous-action regroupe l'ensemble des opérations du domaine « communications » complémentaires à celles des sous-actions identifiées par ailleurs. Elle concerne aussi bien les moyens de communication d'infrastructure et de théâtre que les moyens d'élongation et de desserte. Elle traite également des produits de sécurité nécessaires à la protection des informations et des échanges.

ASTRIDE (accès par satellite et par transmission hertzienne au réseau de zone et de l'intranet de l'espace de bataille)

ASTRIDE est un moyen de télécommunication (phonie et données) et de services complémentaires du réseau intégré de transmissions automatisées (RITA Valorisé). La phase 1 est achevée. La phase 2 permet notamment le raccordement des postes de commandement (PC) et d'abonnés fixes et mobiles. Les moyens ASTRIDE phase 2

fonctionnent avec l'ensemble des réseaux tactiques et permettent d'étendre ces capacités aux niveaux des PC de groupements tactiques interarmes (GTIA), en augmentant les élongations et les débits utilisables. L'incrément 3 d'ASTRIDE vise le parachèvement de la bascule du réseau ASTRIDE en IP (*Internet Protocol*) et la capacité de déploiement d'un réseau de zone. Il lance le remplacement des systèmes acquis par les opérations RITA 2G et ASTRIDE phase 1 obsolètes en 2025. Il assure également la rénovation ou le remplacement des systèmes acquis dans le cadre d'ASTRIDE phase 2.

MELCHIOR

Le programme MELCHIOR vise à doter les forces de moyens de communications hautes fréquences (HF), constitués de réseaux radio tactiques (en version caisson, station embarquée sur véhicule ou station portable). Ces moyens permettent la diffusion des renseignements recueillis et la transmission des ordres de bout en bout, tout en garantissant l'interopérabilité avec les réseaux des armées comme des alliés dans des modes de fonctionnement discrets, protégés du brouillage et sécurisés.

Il permet des communications de très grande élongation et sa version système 2 (VS2) offre une capacité de messagerie plus sécurisée.

RADIO HF Future

Le programme Radio HF Future vise à poursuivre les travaux dans le domaine des communications HF en particulier dans la lignée du système MELCHIOR. Il s'appuiera sur les dernières avancées technologiques en matière de robustesse de liaison et de débit dans une recherche de convergence interarmées.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|--|----------|----------|----------|---------------------------|
| ASTRIDE (phases 2 et incrément 3) | 130 | 237 | 237 | - |
| MELCHIOR : stations VS1 et VS2 | 1222 | 741 | 741 | - |
| MELCHIOR : Rétrofit de stations VS1 en VS2 | - | 200 | 200 | - |

La cible de l'opération RADIO HF Future sera définie au lancement de la réalisation.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

ASTRIDE :

La maîtrise d'œuvre industrielle de l'opération ASTRIDE a été confiée à Thales SIX GTS France.

MELCHIOR :

Le maître d'œuvre industriel de l'opération est Thales SIX GTS France.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Évènements | PLF | PLR | Écart en mois |
|-----------------|--------------------------|----------------|----------------|---------------|
| ASTRIDE phase 2 | Notification du contrat | 2009 | 2009 | - |
| | Livraison de la première | septembre 2014 | septembre 2014 | - |

| | | | | |
|------------------------|--|--------------|---------------|---|
| | version système | | | |
| ASTRIDE incrément 3 | Lancement de la réalisation | juillet 2022 | juillet 2022 | - |
| | Livraison de la première station T0 | 2024 | 2024 | - |
| | Qualification de la version système 9 | 2026 | 2026 | - |
| MELCHIOR | Qualification de la version système VS1.1 MELCHIOR | 2009 | 2009 | - |
| | Cumul de livraison des 675 stations VS1 MELCHIOR | 2011 | 2011 | - |
| | Cumul de livraison des 66 stations VS2 MELCHIOR | octobre 2022 | décembre 2022 | 2 |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|---|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| ASTRIDE phase 2 | Commandes | PLF | 118 | | | | 118 |
| | | PLR | 118 | | | | 118 |
| | Livraisons | PLF | 118 | | | | 118 |
| | | PLR | 118 | | | | 118 |
| ASTRIDE incrément 3 | Commandes | PLF | | 1 | 56 | 62 | 119 |
| | | PLR | | 1 | 56 | 62 | 119 |
| | Livraisons | PLF | | | | 119 | 119 |
| | | PLR | | | | 119 | 119 |
| MELCHIOR : Stations VS1 et VS2 | Commandes | PLF | 741 | | | | 741 |
| | | PLR | 741 | | | | 741 |
| | Livraisons | PLF | 675 | 66 | | | 741 |
| | | PLR | 675 | 66 | | | 741 |
| MELCHIOR : rétrofit Stations VS1 en VS2 | Commandes | PLF | 200 | | | | 200 |
| | | PLR | 200 | | | | 200 |
| | Livraisons | PLF | | 200 | | | 200 |
| | | PLR | | | 200 | | 200 |

Les dernières stations rénovées VS2 MELCHIOR ont été livrées en mai 2023.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|---------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--------------------------------|---------|----------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du P (3) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |

| | | | | | | (5)=(3)+(4)- (1)-(2) | | PAP (2) | | |
|-------|-------------------------------------|---|---|---|-----------|-------------------------|------------|------------|------------|------------|
| ACT | ASTRIDE | - | - | - | - | - | 28 924 917 | - | 27 360 020 | -1 564 897 |
| ACT | MELCHIOR (Réseau radio HF tactique) | - | - | - | - | - | 3 693 896 | - | 7 425 095 | 3 731 199 |
| ACT | Radio HF future | - | - | - | 4 548 066 | 4 548 066 | - | - | - | - |
| OP | Divers PEM | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | | - | - | - | 4 548 066 | 4 548 066 | 32 618 813 | - | 34 785 115 | 2 166 302 |

5.2 – Tableau des autorisations d’engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|-------------------------------------|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | ASTRIDE | 260,61 | - | - | 260,61 | 87,26 | 173,34 |
| ACT | MELCHIOR (Réseau radio HF tactique) | 7,56 | - | - | 7,56 | 4,67 | 2,89 |
| OP | Divers PEM | - | -0,40 | - | -0,40 | - | -0,40 |
| Total | | 268,17 | -0,40 | - | 267,77 | 91,94 | 175,83 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------------|-------------------------------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|-------|-------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| ACT | ASTRIDE | PLF | 86,11 | 95,90 | 32,89 | 50,25 | 40,90 | 57,97 | 182,01 |
| | | PLR | 85,23 | 87,26 | 27,36 | 49,69 | 41,57 | 53,87 | 172,50 |
| ACT | MELCHIOR (Réseau radio HF tactique) | PLF | 1,80 | 2,40 | 4,20 | - | - | - | 4,20 |
| | | PLR | 8,86 | 4,67 | 7,43 | 4,75 | - | 1,36 | 13,53 |
| ACT | Radio HF future | PLF | - | - | - | - | - | - | - |
| | | PLR | - | 4,55 | - | 3,60 | 0,95 | - | 4,55 |
| OP | Divers PEM | PLF | 0,40 | - | - | - | - | 0,40 | 0,40 |
| | | PLR | 0,00 | - | - | - | - | 0,00 | 0,00 |
| Total écarts | | | 5,79 | -1,81 | -2,30 | 7,80 | 1,62 | -3,14 | 3,98 |

Les principaux engagements 2023 ont couvert notamment :

- pour ASTRIDE 3, l’acquisition des prototypes des kits SERVAL, de 11 stations T0 et de 43 stations T4 ;
- pour Radio HF Future, les études d’architectures permettant d’identifier les options de périmètres et les montants associés aux différentes options ;
- pour MELCHIOR, des hausses économiques.

Pour ASTRIDE, l’écart constaté en paiements entre le PLF et le PLR est principalement dû au report de charges sortant.

Pour MELCHIOR, l’écart constaté sur les engagements et paiements pour 2023 résulte principalement de la prise en compte des hausses économiques.

SOUS-ACTION**07.60 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ALSR**

OPÉRATION : Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ALSR

NOM DU PEM : ALSR

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

ALSR (avion léger de surveillance et de reconnaissance, ex ALSA2R).

L'acquisition de ces aéronefs a pour objectif de disposer d'une capacité complémentaire à celle des drones MALE, permettant d'effectuer des missions de renseignement avec une faible empreinte logistique et une capacité de déploiement réactive.

La charge utile doit permettre de recueillir du renseignement d'origine électromagnétique (ROEM) ainsi que du renseignement d'origine image (ROIM).

Chaque système ALSR est composé d'un vecteur aérien et d'un segment sol.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-----------------|----------|----------|----------|---------------------------------|
| ALSR (systèmes) | 8 | 6 | 3 | Mise en cohérence avec LPM24-30 |

La cible des systèmes ALSR passe de 6 à 3, suite à l'application de la LPM24-30 ; il n'y aura pas de commande supplémentaire de 3 systèmes ALSR en 2025.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Le contrat de réalisation a été confié à Sabena Technics et Thales Defence Mission System. Safran Electronics & Defense a été intégré à la cotraitance existante pour contribuer à l'intégration des capacités complémentaires.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS**4.1 - Calendrier**

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|--------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| ALSR | Livraison du premier système | juillet 2020 | juillet 2020 | |
| | Livraison du second système | novembre 2020 | novembre 2020 | |
| | Livraison du troisième système | 2024 | 2025 | 12 |

Le 3^e système ALSR, qui servira au développement de l'intégration des capacités complémentaires, sera livré en 2025, en application de la LPM24-30.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|----------------------------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| ALSR (systèmes) | Commandes | PLF | 3 | | | 3 | 6 |
| | | PLR | 3 | | | 0 | 3 |
| | Livraisons | PLF | 2 | | | 4 | 6 |
| | | PLR | 2 | | | 1 | 3 |
| ALSR (capacités complémentaires) | Commandes | PLF | | 1 | 1 | 1 | 3 |
| | | PLR | | 1 | 0 | 2 | 3 |
| | Livraisons | PLF | | | | 3 | 3 |
| | | PLR | | | | 3 | 3 |

La cible des systèmes ALSR passe de 6 à 3, conformément aux décisions de la LPM24-30 ; il n'y aura pas de commande supplémentaire de systèmes ALSR en 2025.

La commande du 3^e système ALSR s'inscrit dans le cadre du plan de soutien à l'aéronautique.

La commande des capacités complémentaires concerne les trois systèmes déjà commandés. La commande des capacités complémentaires pour la rénovation des deux premiers systèmes ALSR est programmée en 2024.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|-----------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | ALSR | 2 800 000 | - | - | - | -2 800 000 | 18 554 717 | - | 17 399 841 | -1 154 876 |
| | Total | 2 800 000 | - | - | - | -2 800 000 | 18 554 717 | - | 17 399 841 | -1 154 876 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | ALSR | 42,46 | - | - | 42,46 | 0,42 | 42,04 |
| | Total | 42,46 | - | - | 42,46 | 0,42 | 42,04 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | | Paiements | | | |
|--------|--------------|---------|--------------------------------|----------|-------|-----------|------|-------|-------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | ALSR | PLF | 33,53 | 6,23 | 21,10 | 16,45 | - | 2,21 | 39,76 |
| | | PLR | 36,45 | 0,42 | 17,40 | 4,05 | 1,02 | 14,40 | 36,87 |
| | Total écarts | | 2,92 | -5,81 | -3,70 | -12,40 | 1,02 | 12,19 | -2,89 |

Les principaux engagements 2023 ont couvert des hausses économiques.

Les écarts en engagements et paiements résultent du report de la commande des capacités complémentaires de 2023 à 2024.

SOUS-ACTION

07.61 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - CUGE

OPÉRATION : Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - CUGE

NOM DU PEM : CUGE

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUECUGE (capacité universelle de guerre électronique)

Cette opération vise à remplacer les capacités en renseignement d'origine électromagnétique (ROEM) aéroportées en remplacement des Transall Gabriel, retirés du service en 2022. Chaque système ARCHANGE (Avions de Renseignement d'origine électromagnétique à CHarge utile de Nouvelle GÉnération) est constitué d'un segment aéroporté et d'un segment sol.

Cette capacité est complétée par un système de formation et d'entraînement.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-----------|----------|----------|----------|---------------------------|
| CUGE | 3 | 3 | 3 | - |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Le marché de réalisation a été confié à un groupement industriel constitué de THALES DMS France (mandataire), THALES SIX GTS France (cotraitant) et Dassault Aviation (cotraitant).

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS**4.1 - Calendrier**

| Opérations | Évènements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|-----------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| CUGE | Lancement du stade d'élaboration | février 2018 | février 2018 | - |
| | Lancement du stade de réalisation | novembre 2019 | novembre 2019 | - |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|-------------------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| CUGE : système ARCHANGE | Commandes | PLF | 2 | | | 1 | 3 |
| | | PLR | 2 | | | 1 | 3 |
| | Livraisons | PLF | | | | 3 | 3 |
| | | PLR | | | | 3 | 3 |

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|---------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | CUGE | - | - | - | - | - | 105 086 928 | - | 146 705 625 | 41 618 697 |
| | Total | - | - | - | - | - | 105 086 928 | - | 146 705 625 | 41 618 697 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | CUGE | 316,65 | - | - | 316,65 | 7,44 | 309,21 |
| | Total | 316,65 | - | - | 316,65 | 7,44 | 309,21 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|--------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|--------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | CUGE | PLF | 578,02 | 8,87 | 119,48 | 147,06 | 157,63 | 162,71 | 586,89 |
| | | PLR | 612,85 | 7,44 | 146,71 | 214,05 | 113,70 | 145,83 | 620,29 |
| | Total écarts | | 34,83 | -1,43 | 27,22 | 66,99 | -43,93 | -16,88 | 33,40 |

Les principaux engagements 2023 ont couvert l'acquisition de compléments de développement et des prestations d'expertise et d'essais.

L'écart en engagements est lié au report d'acquisition d'équipements sans conséquence sur le planning général du programme.

L'augmentation des paiements 2023 résulte principalement de la prise en compte du solde entrant de la gestion 2022, non déterminé lors des travaux préparatoires à la construction du PLF.

SOUS-ACTION

07.62 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - Drones aériens

OPÉRATION : RENSEIGNER, SURVEILLER, ACQUERIR ET RECONNAITRE - DRONES AÉRIENS

NOM DES PEM : SDT, SDAM, MALE REAPER, MALE EUROPÉEN

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

SDT : système de drones tactiques

L'opération SDT couvre l'acquisition d'une capacité pérenne de drones tactiques pour l'armée de Terre en remplacement du système SDTi (système de drones tactiques intérimaires) qui a été retiré du service. Elle vise à répondre aux missions de renseignement au profit des unités tactiques en leur offrant une capacité de surveillance, d'acquisition, de reconnaissance et de renseignement (SA2R).

SDAM :

Cette opération vise à doter les navires de premier rang de la Marine (FDI, FREMM, FDA, PHA) d'une capacité de drone aérien leur permettant d'accroître significativement leur portée de détection des menaces et leur maîtrise de la situation tactique. Ces drones devront être en mesure de décoller et atterrir sur ces bâtiments dans les mêmes conditions de mer que les hélicoptères en service. Cette capacité doit leur permettre d'optimiser leur performance opérationnelle mais également d'accroître la protection des bâtiments, et par extension, de la force navale.

MALE REAPER :

Cette capacité vise à répondre rapidement au besoin de systèmes de drones MALE. Ces systèmes de drones capables d'opérer à l'échelle d'un théâtre d'opération offrent une possibilité de permanence sur zone importante pour apprécier la situation voire neutraliser d'éventuels objectifs militaires avec agilité et précision. Elle est composée de 4 systèmes de 3 drones américains MQ9-Reaper intégrant des capacités de renseignement et aptes à mettre en œuvre des armements.

MALE EUROPEEN :

L'objectif principal de l'opération est de disposer d'une capacité de drones MALE déployable pouvant être employée de manière souveraine et sans contrainte sur les zones d'intérêt pour effectuer des missions de type ISTAR (Intelligence, Surveillance, Target Acquisition and Reconnaissance), ISTAR armé et d'appui aux forces.

À l'issue d'une étude de définition initiée en 2016 et des négociations menées avec l'industrie, la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne ont donné mandat à l'Organisation conjointe de coopération en matière d'Armement (OCCAr) pour signer, en leur nom, le contrat de réalisation couvrant le développement, la production de systèmes et 5 ans de soutien. Ce contrat est entré en vigueur le 1^{er} mars 2022.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|---------------|--------------------------|--------------------------|---------------------|---|
| SDT | 2 systèmes opérationnels | 5 systèmes opérationnels | 28 vecteurs aériens | Évolution de la nature de la cible suivie |
| MALE REAPER | 4 | 4 | 4 | - |
| MALE EUROPEEN | 4 | 6 | 6 | |

La nature de la cible SDT a évolué lors de l'instruction de la LPM 2024-2030, pour être exprimée désormais en nombre de vecteurs aériens ; en effet, un « système opérationnel » peut comprendre un nombre de vecteurs aériens et de stations sols variant selon son utilisation.

La cible SDAM sera définie au lancement en réalisation du programme.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

SDT :

Le maître d'œuvre industriel est la société SAFRAN Électronics & Defense.

SDAM

Le contrat de levée de risque SDAM en cours a été confié à Naval Group et à Airbus Helicopters en cotraitance. Les aspects industriels et commerciaux de l'opération SDAM seront définis au lancement de la réalisation.

MALE REAPER :

L'acquisition de drones MALE *Reaper* est réalisée selon la procédure FMS (Foreign Military Sales). Le fournisseur est l'entreprise General Atomics.

MALE EUROPEEN :

Le maître d'œuvre du système de drones MALE européen est Airbus Defence & Space GmbH (Airbus Allemagne), qui est le titulaire du contrat de réalisation passé par l'OCCAr au nom de la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Les industriels Dassault Aviation, Leonardo et Airbus Defence & Space SAU (Airbus Espagne) agissent en tant que sous-traitants majeurs d'Airbus Allemagne.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Évènements | PLF | PLR | Écart en mois |
|---------------|---|---------------|---------------|---------------|
| SDT | Lancement du stade d'orientation du SDT | 2012 | 2012 | |
| | Lancement du stade d'élaboration du SDT | août 2014 | août 2014 | |
| | Lancement de la réalisation | février 2016 | février 2016 | |
| MALE REAPER | Commande d'un système de drones MALE <i>Reaper</i> | août 2013 | août 2013 | |
| | Commande de systèmes supplémentaires de drones MALE <i>Reaper</i> | 2015-2016 | 2015-2016 | |
| MALE EUROPEEN | Lancement de la réalisation | décembre 2021 | décembre 2021 | |
| | Premier système livré | 2030 | 2030 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|---|------------|---------|--|---------------------------------------|------|------------|--------------|
| MALE REAPER | Commandes | PLF | 4 | | | | 4 |
| | | PLR | 4 | | | | 4 |
| | Livraisons | PLF | 4 | | | | 4 |
| | | PLR | 4 | | | | 4 |
| MALE EUROPEEN | Commandes | PLF | | 4 | | 2 | 6 |
| | | PLR | | 4 | | 2 | 6 |
| | Livraisons | PLF | | | | 6 | 6 |
| | | PLR | | | | 6 | 6 |
| SDT (exprimé en systèmes opérationnels) | Commandes | PLF | 2 | | 3 | | 5 |
| | | PLR | | Désormais exprimé en vecteurs aériens | | | |
| | Livraisons | PLF | | 1 | 1 | 3 | 5 |
| | | PLR | | Désormais exprimé en vecteurs aériens | | | |
| SDT (exprimé en vecteurs aériens) | Commandes | PLF | Initialement exprimé en systèmes opérationnels | | | | |
| | | PLR | 14 | | | 14 | 28 |
| | Livraisons | PLF | Initialement exprimé en systèmes opérationnels | | | | |
| | | PLR | | | | 28 | 28 |

Le décalage des livraisons SDT résulte d'un retard annoncé par l'industriel pour prendre en compte les recommandations du BEAé (Bureau enquêtes accidents pour la sécurité de l'aéronautique d'État), suite des conséquences du crash de fin 2019 et des difficultés techniques rencontrées en 2023 dans la conception et la qualification des vecteurs. Compte tenu de ces retards cumulés, la commande des systèmes suivants, prévue initialement en 2023, a été reportée. Suite aux difficultés techniques et calendaires rencontrées par l'industrie sur le programme SDT, la DGA a mis en place une organisation dédiée pour maîtriser les risques correspondants.

L'échéancier de l'opération SDAM sera établi lors du lancement de la réalisation.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | MALE européen | - | - | - | - | - | 79 378 907 | - | 149 903 754 | 70 524 847 |
| ACT | SDT (Syst. drone tactique) | 286 000 000 | - | - | - | -286 000 000 | 53 825 189 | - | 11 610 583 | -42 214 606 |
| OP | AOA-CMI | 48 200 000 | - | - | 62 728 414 | 14 528 414 | 29 129 105 | - | 37 455 263 | 8 326 158 |
| ACT | SDAM (Système de drone aérien de la marine) | 50 000 000 | - | - | - | -50 000 000 | 11 294 155 | - | 789 083 | -10 505 072 |
| ACT | MALE (Drones Moyenne Altitude Longue Endurance) | - | - | - | - | - | 50 543 971 | - | 44 034 482 | -6 509 489 |
| Total | | 384 200 000 | - | - | 62 728 414 | -321 471 586 | 224 171 327 | - | 243 793 165 | 19 621 838 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|---|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | MALE européen | 577,67 | -0,01 | - | 577,66 | 3,07 | 574,58 |
| ACT | SDT (Syst. drone tactique) | 59,01 | - | - | 59,01 | 0,51 | 58,49 |
| ACT | SDAM (Système de drone aérien de la marine) | 1,68 | - | - | 1,68 | 0,26 | 1,43 |
| ACT | MALE (Drones Moyenne Altitude Longue Endurance) | 110,44 | - | - | 110,44 | 2,72 | 107,72 |
| Total | | 748,80 | -0,01 | - | 748,79 | 6,56 | 742,23 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|----------------------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|----------|----------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | MALE européen | PLF | 1 892,62 | 23,23 | 90,25 | 171,71 | 106,87 | 1 547,01 | 1 915,85 |
| | | PLR | 1 937,19 | 3,07 | 149,90 | 182,06 | 177,30 | 1 430,99 | 1 940,26 |
| ACT | SDT (Syst. drone tactique) | PLF | 52,77 | 175,19 | 61,20 | 41,34 | 33,18 | 92,24 | 227,96 |
| | | PLR | 54,77 | 0,51 | 11,61 | 43,43 | - | 0,25 | 55,29 |
| OP | AOA-CMI | PLF | 43,65 | 48,20 | 30,13 | 27,18 | 14,71 | 19,83 | 91,85 |
| | | PLR | 46,52 | 62,73 | 37,46 | 30,33 | 34,20 | 7,26 | 109,25 |
| ACT | | PLF | 16,68 | 24,75 | 12,84 | 11,44 | 13,70 | 3,45 | 41,43 |

| | | | | | | | | | |
|-----|---|-----|-------|---------|-------|-------|-------|---------|---------|
| | SDAM (Système de drone aérien de la marine) | PLR | 2,38 | 0,26 | 0,79 | 1,85 | - | - | 2,64 |
| ACT | MALE (Drones Moyenne Altitude Longue Endurance) | PLF | 69,61 | 18,96 | 57,47 | 23,99 | 0,05 | 7,06 | 88,57 |
| | | PLR | 74,22 | 2,72 | 44,03 | 25,84 | - | 7,06 | 76,93 |
| | Total écarts | | 39,77 | -221,06 | -8,10 | 7,86 | 42,98 | -224,03 | -181,29 |

L'évolution des restes à payer à fin 2022 prend en compte les derniers éléments contractuels à jour de l'opération.

Les engagements et paiements 2023 ont couvert :

- Pour MALE REAPER : la TVA et les frais de transport d'équipements liés à la rénovation de six premiers avions ;
- Pour SDT : des hausses économiques ;
- Pour MALE européen : la commande de travaux spécifiques aux besoins de la France, en complément du développement mené en coopération ;
- Pour SDAM : la commande d'études et d'expérimentations nécessaires pour la préparation du programme.

Les écarts entre prévu et réalisé sont liés :

- Pour MALE REAPER : au décalage de la livraison des six premiers avions après leur rénovation ;
- Pour SDT : au décalage des commandes/livraisons évoqué *supra* ;
- Pour MALE européen : pour les moindres engagements à l'arrêt des travaux d'intégration du MHT, et pour l'augmentation des paiements au décalage d'une contribution FEDEF ;
- Pour SDAM : au report du choix capacitaire conditionnant le lancement en réalisation ;
- Pour AOACMI : au report en 2023 d'engagements initialement prévus fin 2022

Fonds de concours et attributions de produits

| Niveau | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
|-------------|---------------|--------------|--|
| Sous-action | - | 1 432 971 | 1 432 971 |

SOUS-ACTION

07.63 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - Hawkeye

OPÉRATION : RENseigner, surveiller, acquÉrir et reconnaître - HAWKEYE

NOM DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT : HAWKEYE : MISE à NIVEAU, Hawkeye Remplacement, INFRA HAWKEYE

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

HAWKEYE (avion de guet embarqué) : mise à niveau

Les avions de guet aérien embarqué (AGE) Hawkeye sont des avions de type E-2C acquis entre 1998 et 2004 et mis en œuvre par la marine nationale. La mise à niveau du Hawkeye permet de conserver l'interopérabilité avec les moyens de l'OTAN et de maintenir ces aéronefs au meilleur niveau possible dans le cadre d'opérations nationales comme interalliées.

L'opération de mise à niveau comprend essentiellement l'intégration de l'IFF NG (mode 5/S), la rénovation du dispositif de détection passive (ESM), la mise en conformité des simulateurs de vol et tactique ainsi qu'une évolution de moyens de communication (dont IDM, JSAT et L22). Pour la part avionique, les travaux portent sur les seules obsolescences et évolutions de réglementations OACI.

HAWKEYE remplacement E-2C par E-2D

L'opération vise à remplacer la flotte actuelle des avions de guet aérien embarqué (AGE) E-2C Hawkeye par l'E-2D Advanced Hawkeye afin de conserver pour la période 2030-2060 la capacité de guet aérien embarqué sur porte-avions, tout en lui apportant les modifications nécessaires pour s'adapter aux missions et aux menaces prévisibles et garantir l'interopérabilité avec les moyens de l'OTAN et ceux de la marine américaine. Cette capacité sera réalisée par le développement et la livraison de trois aéronaves par l'U.S. Navy dans leur configuration « de série », et par le développement et la réalisation d'un premier standard de francisation leur permettant d'assurer l'ensemble des missions.

Infrastructure HAWKEYE :

Afin d'accueillir les aéronaves Advanced Hawkeye E-2D à l'horizon 2028, cette opération a pour périmètre la construction ou la rénovation d'un hangar sur la base aéronavale de Lann-Bihoué, ainsi que la construction d'un centre de formation qui accueillera les simulateurs de vol et tactique acquis auprès des États-Unis d'Amérique.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|--|----------|----------|----------|---------------------------|
| HAWKEYE : Mise à niveau | 3 | 3 | 3 | - |
| Avion de guet aérien embarqué (HAWKEYE remplacement E-2C par E-2D) | 3 | 3 | 3 | - |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Mise à niveau Hawkeye :

La mise à niveau Hawkeye est réalisée dans le cadre d'accords de type FMS (*Foreign Military Sales*) avec la marine américaine. La marine américaine est le maître d'œuvre, et contractualise avec Northrop Grumman Corporation (NGC) qui est l'architecte industriel et le réalisateur des chantiers d'intégration IFF et ESM ainsi que de la mise à niveau (respect des normes de l'organisation de l'aviation civile internationale (OACI)) de l'avionique *a minima*. Tous les chantiers sont réalisés en France par NGC dans les installations du SIAé. La rénovation du simulateur tactique a été confiée à l'industriel américain spécialisé COMPRO.

HAWKEYE remplacement E-2C par E-2D

L'E-2D est conçu et produit par l'industriel américain Northrop Gruman Corporation (NGC). La version E-2D Baseline est réalisée par NGC dans le cadre de l'accord FMS confié à l'US Navy. Le simulateur sera également réalisé au titre d'un accord FMS piloté par l'US Navy qui commandera les travaux à Rockwell Collins.

Les travaux de francisation des E-2D au standard 1 et d'industrialisation du soutien seront réalisés par le SIAé.

Infrastructure HAWKEYE :

L'opération d'infrastructure est actuellement en phase de préparation.

Les infrastructures Hawkeye feront l'objet d'un dossier de consultation pendant la phase de préparation qui déterminera les industriels impliqués dans la réalisation des bâtiments.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Évènements | PLF | PLR | Écart en mois |
|-------------------------|-------------------------------|------|------|---------------|
| Hawkeye : Mise à niveau | Commande de la rénovation ESM | 2012 | 2012 | |

| | | | | |
|--------------------------------------|--|---------------|---------------|----------------------------|
| | Commande de la mise à niveau OACI de l'avionique <i>a minima</i> | décembre 2015 | novembre 2015 | correction d'erreur au PLF |
| HAWKEYE : Remplacement E-2C par E-2D | Lancement de la réalisation | novembre 2020 | novembre 2020 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|---|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| HAWKEYE : mise à niveau | Commandes | PLF | 3 | | | | 3 |
| | | PLR | 3 | | | | 3 |
| | Livraisons | PLF | | | 3 | | 3 |
| | | PLR | | | | 3 | 3 |
| HAWKEYE : Remplacement E-2C par E-2D (configuration de série) | Commandes | PLF | 3 | | | | 3 |
| | | PLR | 3 | | | | 3 |
| | Livraisons | PLF | | | | 3 | 3 |
| | | PLR | | | | 3 | 3 |
| HAWKEYE : Remplacement E-2C par E-2D (standard 1) | Commandes | PLF | 3 | | | | 3 |
| | | PLR | 3 | | | | 3 |
| | Livraisons | PLF | | | | 3 | 3 |
| | | PLR | | | | 3 | 3 |

Le report des livraisons des mises à niveau Hawkeye est lié aux retards de livraisons de radios et crypteurs/modem qui ont perturbé les travaux de développement et de production.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|-----------|-------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|-------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/AD P du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/AD P du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | HAWKEYE : Mise à niveau | - | - | - | - | - | 2 586 686 | - | 1 358 143 | -1 228 543 |
| ACT | HAWKEYE : Remplacement E2C par E2D | - | - | - | - | - | 79 793 103 | - | 95 400 839 | 15 607 736 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil HAWKEYE | 1 000 000 | - | - | 98 463 | -901 537 | 372 763 | - | 42 749 | -330 014 |
| | Total | 1 000 000 | - | - | 98 463 | -901 537 | 82 752 552 | - | 96 801 730 | 14 049 178 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------------------------------|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | HAWKEYE : Mise à niveau | 19,13 | - | - | 19,13 | 0,54 | 18,58 |
| ACT | HAWKEYE : Remplacement E2C par E2D | 710,86 | - | - | 710,86 | 27,62 | 683,24 |
| | Total | 729,99 | - | - | 729,99 | 28,16 | 701,82 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|---|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|--------|----------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | HAWKEYE : Mise à niveau | PLF | 16,39 | 2,93 | 2,94 | 14,97 | 0,04 | 1,37 | 19,32 |
| | | PLR | 6,94 | 0,54 | 1,36 | 6,13 | - | - | 7,48 |
| ACT | HAWKEYE : Remplacement E2C par E2D | PLF | 1 012,02 | 34,19 | 90,73 | 121,60 | 153,37 | 680,51 | 1 046,20 |
| | | PLR | 998,13 | 27,62 | 95,40 | 89,26 | 162,64 | 678,45 | 1 025,75 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil HAWKEYE | PLF | 0,05 | 1,00 | 0,40 | 0,65 | - | - | 1,05 |
| | | PLR | 0,01 | 0,10 | 0,04 | 0,07 | - | - | 0,11 |
| | Total écarts | | -23,37 | -9,85 | 2,74 | -41,77 | 9,23 | -3,43 | -33,22 |

Les principaux engagements réalisés en 2023 ont couvert le soutien de la mise à niveau de l'HAWKEYE (consoles, simulateur de vol), le système de soutien pour l'E2D, les travaux de francisation de l'E2D et les travaux d'adaptation au niveau des interfaces de l'HAWKEYE.

Les écarts en engagements et paiements sont dus :

- pour l'opération « Hawkeye : mise à niveau », à une évolution dans la prise en compte de modifications des simulateurs ;
- pour l'activité « réaliser l'infrastructure d'accueil Hawkeye », aux délais supplémentaires nécessaires aux études de préparation.

SOUS-ACTION

07.64 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM

OPÉRATION : Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - ROEM

NOM DES PEM : ROEM STRATÉGIQUE, ROEM TACTIQUE

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

ROEM STRATÉGIQUE

L'opération ROEM Stratégique vise à moderniser les systèmes de commandement et d'exploitation du ROEM stratégique, la capacité de localisation et d'interception des émissions électromagnétiques stratégiques au profit de l'ensemble des armées et de la direction du renseignement militaire (DRM).

Elle est composée de :

- PARADOS : phase d'amélioration du recueil automatisé des signaux de radiocommunications au profit du ROEM Stratégique ;
- CLOVIS : capacité de localisation à vocation interministérielle et stratégique ;
- SEVE : système d'exploitation et de valorisation des écoutes ;
- SISMA : système intégré de traitement de signaux de communication par satellite ;
- TALISMANS : traitement automatique des langues ;
- DEMETER : dispositif d'exploitation en masse et d'enrichissement ROEM.

ROEM TACTIQUE

L'opération ROEM Tactique vise à doter le commandement d'une capacité d'appui électronique tactique via le système tactique de ROEM interarmées (SYMETRIE).

II – CIBLE

ROEM STRATÉGIQUE :

Le déploiement des sites au titre des incréments 1 à 5 s'est achevé en 2021. Les efforts portent désormais sur des améliorations des logiciels livrés au titre de ces incréments. L'incrément 6 a été lancé en réalisation en juillet 2023.

ROEM TACTIQUE :

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|--|----------|----------|----------|---|
| Cellules de ROEM tactique | 49 | 49 | 73 | Ajustement du besoin de l'armée de terre et de la marine |
| Prédispositions de porteurs à l'accueil d'une cellule de ROEM tactique | 25 | 25 | 36 | Ajustement du besoin de la marine et de l'armée de l'air et de l'espace |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

OPÉRATION ROEM STRATÉGIQUE :

Les maîtres d'œuvre des projets PARADOS et CLOVIS sont respectivement le groupement Airbus Defense & Space - Rhode & Schwarz, et le groupement Thales Communications & Security – INEO.

Le projet SEVE étape 1 est réalisé par les sociétés Airbus Defense & Space et Khiplus.

Airbus Defense & Space est maître d'œuvre de la réalisation de DEMETER.

ROEM TACTIQUE :

La maîtrise d'œuvre du système tactique de ROEM interarmées est confiée à Thales Six GTS et Airbus Defense & Space.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Évènements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------------------|--|----------------|--------------|---------------|
| ROEM STRATEGIQUE Inc.5 | Lancement de la réalisation | 2010 | / | |
| | Fin de la livraison de la composante PARADOS | septembre 2021 | / | |
| | Fin de la livraison de la composante CLOVIS | septembre 2021 | / | |
| ROEM STRATEGIQUE inc 6 | Lancement de la réalisation | - | juillet 2023 | |
| ROEM TACTIQUE | Lancement en | janvier 2018 | / | |

| | | | | |
|--|---|---------------|---|--|
| | réalisation du 1 ^{er} incrément phase A | | | |
| | Lancement en réalisation du 1 ^{er} incrément phase B | décembre 2020 | / | |

L'incrément 6 a été lancé en réalisation en juillet 2027.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|--|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| Cellules ROEM Tactiques | Commandes | PLF | 29 | | 20 | | 49 |
| | | PLR | 29 | | | 44 | 73 |
| | Livraisons | PLF | | | | 49 | 49 |
| | | PLR | | | | 73 | 73 |
| ROEM Tactique – prédispositions porteurs | Commandes | PLF | 25 | | | | 25 |
| | | PLR | 25 | | | 11 | 36 |
| | Livraisons | PLF | | | | 25 | 25 |
| | | PLR | | | | 36 | 36 |

Le nombre de cellules ROEM tactiques à commander a augmenté pour s'ajuster au besoin des armées, ce qui a généré un décalage de la commande en 2024.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-----------------------------|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | Programmes ROEM stratégique | 8 400 000 | - | 231 700 000 | - | 223 300 000 | 38 287 137 | - | 14 201 345 | -24 085 792 |
| OP | AOA-CMI | 27 492 264 | 210 000 | - | 33 508 354 | 5 806 090 | 31 758 058 | 210 000 | 26 310 889 | -5 657 169 |
| ACT | Programmes ROEM tactiques | 102 000 000 | - | - | - | -102 000 000 | 49 014 481 | - | 28 095 378 | -20 919 103 |
| | Total | 137 892 264 | 210 000 | 231 700 000 | 33 508 354 | 127 106 090 | 119 059 676 | 210 000 | 68 607 612 | -50 662 064 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|-----------------------------|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | Programmes ROEM stratégique | 27,42 | -0,00 | 231,70 | 259,11 | 65,97 | 193,14 |
| ACT | Programmes ROEM tactiques | 29,91 | - | - | 29,91 | 0,23 | 29,68 |
| | Total | 57,32 | -0,00 | 231,70 | 289,02 | 66,20 | 222,82 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|-----------------------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|-------|-------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | Programmes ROEM stratégique | PLF | 56,67 | 29,62 | 43,53 | 25,29 | 12,01 | 5,47 | 86,30 |
| | | PLR | 17,26 | 65,97 | 14,20 | 56,96 | 9,04 | 3,03 | 83,23 |
| OP | AOA-CMI | PLF | 23,55 | 27,49 | 33,06 | 15,60 | 1,03 | 1,34 | 51,04 |
| | | PLR | 25,32 | 33,51 | 26,31 | 17,90 | 14,11 | 0,50 | 58,83 |
| ACT | Programmes ROEM tactiques | PLF | 139,37 | 35,68 | 55,73 | 57,36 | 40,07 | 21,89 | 175,05 |
| | | PLR | 140,56 | 0,23 | 28,10 | 53,42 | 37,18 | 22,10 | 140,79 |
| | Total écarts | | -36,44 | 6,91 | -63,72 | 30,03 | 7,22 | -3,07 | -29,53 |

Les principaux engagements 2023 ont couvert le maintien en condition opérationnelle des systèmes en service pour les deux programmes.

En outre, et concernant l'opération « ROEM Stratégique », les engagements ont couvert des compléments logiciels DEMETER, la poursuite de la constitution du système SEVE, des améliorations de capacité du système CLOVIS et des acquisitions de stations SISMA.

Pour l'opération « ROEM Stratégique », l'écart en engagements et en paiement résulte de décalages de commandes et de l'évolution de l'échéancier de paiements associé.

Pour l'opération « ROEM Tactique », les écarts constatés en engagements et paiements en 2023 sont dus aux décalages des prises de commande induits par l'ajustement des besoins décrits au paragraphe IV.

Pour l'opération « AOA-CMI », la hausse des engagements correspond à l'anticipation d'une commande initialement prévue tout début 2024 ; les moindres paiements sont dus à la bascule d'une part des paiements 2023 dans le solde sortant de la gestion, payé début 2024.

Fonds de concours et attributions de produits

| Niveau | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
|-------------|---------------|--------------|--|
| Sous-action | 210 000 | 250 000 | 40 000 |

SOUS-ACTION

07.67 – Renseigner, surveiller, acquérir et reconnaître - SDCA

OPÉRATION : RENSEIGNER, SURVEILLER, ACQUERIR et RECONNAITRE - SDCA

NOM DES PEM : SDCA RÉNOVATION, SDCA InteropÉrabilité/LdD, SDCA Remplacement

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

SDCA RENOVATION

Les avions SDCA (système de détection et de commandement aéroporté) sont des avions de type E-3F (AWACS), acquis entre 1987 et 1992 et mis en œuvre par l'armée de l'air et de l'espace. Les améliorations (radar,

communications...) apportées lors de leur rénovation permettent de conserver l'interopérabilité avec les alliés, les centres de commandement interarmées ou alliés et avec les autres aéronefs français ou alliés.

La rénovation à mi-vie du système de mission comprend notamment l'ajout de consoles de mission, le remplacement des calculateurs, la mise à jour des logiciels et des consoles de surveillance et de contrôle, l'intégration d'un interrogateur IFF Mode S et Mode 5 (interopérabilité alliée), un nouveau système de préparation de mission ainsi que la mise à hauteur du simulateur de mission.

Les évolutions réglementaires, applicables en 2020, rendent nécessaire une rénovation de l'avionique. Cette rénovation traite également les obsolescences des équipements de l'avionique (centrales à inertie, pilote automatique). Le lancement des travaux a eu lieu en juillet 2017.

SDCA Interopérabilité/LdD

La modernisation des capacités de communication (radio et SATCOM) nécessaires au commandement et à la conduite des opérations aériennes, la surveillance et la gestion de l'espace aérien, ainsi que le contrôle tactique des missions, sur le territoire national comme en opérations extérieures, requièrent une mise à niveau des SDCA.

L'opération SDCA Interopérabilité comprend deux phases :

- phase 1 : remplacement des terminaux L16 ;
- phase 2 : intégration d'une capacité satellitaire souveraine et traitement d'obsolescences du système de mission.

SDCA Remplacement

Les E-3F ont un potentiel de vie supérieur aux E-3A (OTAN) et devraient être retirés du service à partir de 2035.

L'activité vise au remplacement de ces appareils, en prenant en considération les travaux capacitaires :

- menés par l'OTAN dans le cadre de l'AFSC (*Alliance Future Surveillance and Control capability*) ;
- menés par la France pour moderniser la capacité de surveillance, de commandement et de contrôle tactique aéroportés permettant notamment l'accompagnement des raids pour l'entrée en premier, les frappes dans la profondeur et la permanence du C2 Air en opérations.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|---------------------------|----------|----------|----------|---------------------------|
| SDCA Rénovation | 4 | 4 | 4 | |
| SDCA Interopérabilité/LDD | 4 | 4 | 4 | |

La cible de l'opération SDCA Remplacement sera définie au lancement de la réalisation.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

SDCA RENOVATION :

Air France Industries est le maître d'œuvre industriel avec Boeing en sous-traitant principal pour la rénovation avionique.

SDCA interopérabilité/LDD :

Pour la phase 1, le maître d'œuvre industriel est Air France Industries (en charge des chantiers d'intégration des kits de modification sur avion) agissant comme mandataire avec Communication & Security (ex-Thales Communication & Security) (en charge du développement des kits de modification) agissant comme sous-traitant.

La phase 2 n'est pas encore lancée en réalisation. Les aspects industriels et commerciaux de la phase 2 seront connus au lancement de la réalisation.

SDCA Remplacement

Les aspects industriels et commerciaux de l'opération SDCA Remplacement seront connus au lancement de la réalisation.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Évènements | PLF | PLR | Écart en mois |
|-------------------------------|---|---------------|---------------|---------------|
| SDCA - Rénovation | Notification de la phase 2 du contrat de rénovation mi-vie SDCA (LoA) | décembre 2009 | décembre 2009 | |
| | Livraison du premier SDCA rénové « mi-vie » | juillet 2014 | juillet 2014 | |
| | Notification de la rénovation avionique | juillet 2017 | juillet 2017 | |
| SDCA Interopérabilité phase 1 | Lancement de la réalisation | décembre 2019 | décembre 2019 | |
| SDCA Remplacement | Lancement de la préparation | décembre 2019 | décembre 2019 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|-------------------------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| SDCA (rénovation avionique) | Commandes | PLF | 4 | | | | 4 |
| | | PLR | 4 | | | | 4 |
| | Livraisons | PLF | | | | 4 | 4 |
| | | PLR | | | | 4 | 4 |
| SDCA interopérabilité phase 1 | Commandes | PLF | 4 | | | | 4 |
| | | PLR | 4 | | | | 4 |
| | Livraisons | PLF | | 2 | 2 | | 4 |
| | | PLR | | 3 | 1 | | 4 |

Concernant SDCA Interopérabilité phase 1, un avion a pu être livré par anticipation en 2022.

Concernant SDCA Interopérabilité phase 2 et SDCA Remplacement, les échéanciers seront définis lors du lancement en réalisation.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|---------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|---------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |

| | | | | | | | | | | |
|-----|--|---|---|------------|---|------------|------------|---|------------|-----------|
| ACT | SDCA Rénov. :Syst. Délect.etcontrôle aéroporté | - | - | - | - | - | 11 055 671 | - | 10 087 282 | -968 389 |
| ACT | SDCA Intérop/LdD | - | - | 10 300 000 | - | 10 300 000 | 6 041 159 | - | 8 053 007 | 2 011 848 |
| | Total | - | - | 10 300 000 | - | 10 300 000 | 17 096 830 | - | 18 140 288 | 1 043 458 |

5.2 – Tableau des autorisations d’engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|--|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | SDCA Rénov. :Syst. Délect.etcontrôle aéroporté | 119,13 | - | - | 119,13 | 6,46 | 112,67 |
| ACT | SDCA Intérop/LdD | 3,96 | - | 10,30 | 14,26 | 11,22 | <u>3,04</u> |
| | Total | 123,09 | - | 10,30 | 133,39 | 17,69 | <u>115,70</u> |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|--|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|-------|--------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | SDCA Rénov. :Syst. Délect.etcontrôle aéroporté | PLF | 134,19 | 6,50 | 12,57 | 10,56 | 13,87 | 103,69 | 140,69 |
| | | PLR | 134,14 | 6,46 | 10,09 | 13,90 | 9,10 | 107,51 | 140,60 |
| ACT | SDCA Intérop/LdD | PLF | 10,13 | 0,12 | 6,87 | 3,38 | - | - | 10,25 |
| | | PLR | 2,42 | 11,22 | 8,05 | 5,60 | - | - | 13,65 |
| | Total écarts | | -7,76 | 11,07 | -1,30 | 5,56 | -4,77 | 3,82 | 3,31 |

Les principaux engagements 2023 ont couvert :

- pour l’opération « SDCA Rénovation » : les hausses économiques ainsi que des travaux de maîtrise technique, de gestion de configuration et d’essais ;
- pour l’opération « SDCA Interopérabilité » : les hausses économiques pour la phase 1.

Pour l’activité « SDCA rénovation », les moindres paiements 2023 correspondent à la bascule d’une part des paiements dans le solde sortant de la gestion 2023 qui a été payée début 2024.

Les écarts en engagements et paiements sur SDCA Interopérabilité/LdD sont majoritairement dus à la LOA FR-D-GBK, dont la notification a été décalée de décembre 2022 à juin 2023. Il s’agit d’une étude de levée de risques pour le traitement d’obsolescence du système de mission de l’AWACS.

SOUS-ACTION

07.68 – Renseigner, surveiller, acquérir - Autres opérations

OPÉRATION : RENSEIGNER, SURVEILLER, ACQUÉRIR ET RECONNAITRE - AUTRES OPÉRATIONS

NOM DES PEM : MURIN, RENO SAIM

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Radar MURIN (Moyen Utilisé pour le Renseignement dans les Intervalles)

L'opération MURIN vise à doter les unités de renseignement des forces terrestres de radars tactiques facilement déployables. Ces radars ont pour mission la surveillance, la recherche du renseignement, l'aide au tir de l'artillerie et la participation à la protection d'emprises.

L'opération a été close en 2021.

Réno SAIM (Système d'Aide à l'Interprétation Multicapteurs)

Anciennement dénommée SEVI (système d'exploitation et de valorisation des images), l'opération Réno SAIM assure le maintien du système opérationnel SAIM. Elle satisfait également de nouveaux besoins opérationnels en particulier ceux liés à l'exploitation des images MUSIS et des drones.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-----------|----------|----------|----------|---------------------------|
| MURIN | 30 | 30 | 30 | - |
| Réno SAIM | 300 | 414 | 414 | - |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

MURIN :

La maîtrise d'œuvre est assurée en cotraitance par Thales LAS France et Thales Deutschland GMBH.

Réno SAIM :

Les travaux de réalisation des évolutions SAIM, ainsi que les travaux de définition et de réalisation des nouvelles stations d'exploitation sont confiés à Thales SIX, maître d'œuvre historique du SAIM.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Évènements | PLF | PLR | Écart en mois |
|-------------------------|-----------------------------|---------------|---------------|---------------|
| MURIN | Lancement de la réalisation | décembre 2015 | décembre 2015 | - |
| Réno SAIM – incrément 2 | Lancement de la réalisation | octobre 2020 | octobre 2020 | - |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|-------------------------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| MURIN | Commandes | PLF | 30 | | | | 30 |
| | | PLR | 30 | | | | 30 |
| | Livraisons | PLF | 30 | | | | 30 |
| | | PLR | 30 | | | | 30 |
| Réno SAIM (Incréments 1 et 2) | Commandes | PLF | 385 | 29 | | | 414 |
| | | PLR | 385 | 29 | | | 414 |
| | Livraisons | PLF | 300 | 55 | 59 | | 414 |
| | | PLR | 300 | 55 | 59 | | 414 |

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|---|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/ prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OP | AOA-CMI | 59 190 000 | 8 550 000 | - | 56 528 257 | -11 211 743 | 46 057 500 | 8 550 000 | 46 092 247 | -8 515 253 |
| ACT | Réno SAIM | 15 000 000 | - | - | 4 824 120 | -10 175 880 | 11 686 233 | - | 11 761 239 | 75 006 |
| ACT | MURIN | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| OP | Divers PEM | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | | 74 190 000 | 8 550 000 | - | 61 352 378 | -21 387 622 | 57 743 733 | 8 550 000 | 57 853 487 | -8 440 246 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | Réno SAIM | 24,47 | - | - | 24,47 | 3,86 | 20,60 |
| ACT | MURIN | 3,95 | - | - | 3,95 | - | 0,00 |
| OP | Divers PEM | 16,95 | - | - | 16,95 | - | 16,95 |
| Total | | 45,36 | - | - | 45,36 | 3,86 | 37,55 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------------|------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|--------|-------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| OP | AOA-CMI | PLF | 83,26 | 59,19 | 56,19 | 47,07 | 32,13 | 7,06 | 142,45 |
| | | PLR | 75,36 | 56,53 | 46,09 | 63,42 | 14,57 | 7,81 | 131,89 |
| ACT | Réno SAIM | PLF | 9,39 | 16,47 | 13,29 | 10,77 | 1,80 | - | 25,86 |
| | | PLR | 9,92 | 8,69 | 11,76 | 5,30 | 1,55 | 0,00 | 18,61 |
| OP | Divers PEM | PLF | 2,42 | - | - | - | - | 2,42 | 2,42 |
| | | PLR | 2,41 | - | - | - | - | 2,41 | 2,41 |
| Total écarts | | | -7,38 | -10,44 | -11,63 | 10,88 | -17,81 | 0,74 | -17,82 |

Les principaux engagements 2023 ont couvert, outre le maintien en condition opérationnelle, la commande d'évolutions logicielles liées notamment aux traitements vidéo temps-réel et aux interfaces de Réno SAIM.

La commande des études d'architecture et de la réalisation des prototypes expérimentaux pour Réno SAIM, initialement envisagée en 2023, a été reportée en 2024 pour préciser la définition exacte du périmètre technique envisagé du prochain incrément Reno SAIM. Ce report est à l'origine des écarts en engagements et paiements observés en 2023.

Fonds de concours et attributions de produits

| Niveau | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
|-------------|---------------|--------------|------------------------------------|
| Sous-action | 8 550 000 | 8 550 000 | |

COÛTS SYNTHÉTIQUES

5.1 - Tableau des autorisations d'engagements et crédits de paiement de l'année 2023 (en M€)

| Niveau | OS | AE | | | | | CP | | | |
|--------|------------------------------------|----------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|----------|--------------------------|--------------|------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5=3 + 4-1-2 | 1 | 2 | 3 | 4=3-1-2 |
| OS | Autres opérations d'armement (AOA) | 476,08 | 22,59 | 0,00 | 459,96 | -38,70 | 439,85 | 22,59 | 428,65 | -33,79 |
| OS | Programmes à effet majeur (PEM) | 2 476,24 | 1,50 | 1 671,00 | 151,97 | -654,77 | 2 146,10 | 1,50 | 1 994,65 | -152,95 |
| OS | INFRA | 12,50 | 0,00 | 16,60 | 0,26 | 4,36 | 27,34 | 0,00 | 13,91 | -13,43 |
| Total | | 2 964,81 | 24,09 | 1 687,60 | 612,20 | -689,11 | 2 613,29 | 24,09 | 2 437,21 | -200,17 |

5.2 - Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectation 2023 | Total | Engagement 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|-----------------------------------|----------------|-------------------------|------------------|----------|------------------------|----------------|
| Programmes à effet majeur (PEM) | 6 794,40 | -33,16 | 1 671,00 | 8 432,24 | 1 568,65 | 6 863,59 |
| Infrastructure de défense (INFRA) | 64,84 | 0,00 | 16,60 | 81,44 | 10,37 | 71,07 |
| Total | 6 859,24 | -33,16 | 1 687,60 | 8 513,68 | 1 579,01 | 6 934,67 |

5.3 - Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opération | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------------|------------------------------------|---------|----------------|----------|-----------|----------|----------|----------|-----------|
| | | | RàP à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OS | Autres opérations d'armement (AOA) | PLF | 623,63 | 476,08 | 477,58 | 413,11 | 147,84 | 61,17 | 1 099,70 |
| | | PLR | 586,83 | 459,96 | 428,65 | 383,02 | 145,82 | 89,29 | 1 046,79 |
| OS | Programmes à effet majeur (PEM) | PLF | 7 825,27 | 2 249,47 | 2 441,73 | 2 272,18 | 1 473,97 | 3 886,86 | 10 074,74 |
| | | PLR | 7 694,05 | 1 720,62 | 1 994,65 | 2 298,77 | 1 332,67 | 3 788,58 | 9 414,66 |
| OS | INFRA | PLF | 16,31 | 38,76 | 28,97 | 20,92 | 5,06 | 0,12 | 55,07 |
| | | PLR | 17,33 | 10,63 | 13,91 | 8,86 | 4,25 | 0,95 | 27,96 |
| Total écarts | | | -167,00 | -573,10 | -511,07 | -15,56 | -144,13 | -69,34 | -740,10 |

ACTION**08 – Projection - mobilité - soutien**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 08 – Projection - mobilité - soutien | | 1 994 084 186 | 1 994 084 186 | | 1 788 685 383 | 1 788 685 383 |
| | | 1 228 929 037 | 1 228 929 037 | | 1 870 324 923 | 1 870 324 923 |
| 08.42 – Projeter les forces - Avion de transport futur (A400M) | | 48 686 874 | 48 686 874 | 247 683 134 | | 247 683 134 |
| | | 46 665 451 | 46 665 451 | 159 650 442 | | 159 650 442 |
| 08.43 – Projeter les forces - Autres opérations | | 197 000 000 | 197 000 000 | 98 641 349 | | 98 641 349 |
| | | 11 255 001 | 11 255 001 | 68 866 332 | | 68 866 332 |
| 08.44 – Assurer la mobilité - VLTP | | | 0 | 21 976 642 | | 21 976 642 |
| | | 18 373 533 | 18 373 533 | 15 191 884 | | 15 191 884 |
| 08.45 – Assurer la mobilité - HIL | | 43 370 000 | 43 370 000 | 139 983 009 | | 139 983 009 |
| | | 18 489 810 | 18 489 810 | 173 529 003 | | 173 529 003 |
| 08.46 – Assurer la mobilité - Rénovation Cougar | | | 0 | 263 849 | | 263 849 |
| | | -1 963 369 | -1 963 369 | -937 | | -937 |
| 08.47 – Assurer la mobilité - Hélicoptère NH 90 | | 525 200 000 | 525 200 000 | 263 319 895 | | 263 319 895 |
| | | 315 222 779 | 315 222 779 | 112 459 067 | | 112 459 067 |
| 08.48 – Assurer la mobilité - Autres opérations | | 188 107 312 | 188 107 312 | 107 076 503 | | 107 076 503 |
| | | 119 606 859 | 119 606 859 | 117 713 080 | | 117 713 080 |
| 08.49 – Assurer la mobilité – Hélicoptères de manœuvre nouvelle génération (HM NG) | | | 0 | 53 283 568 | | 53 283 568 |
| | | 2 255 520 | 2 255 520 | 40 151 973 | | 40 151 973 |
| 08.51 – Assurer la mobilité - FTLT | | 192 800 000 | 192 800 000 | 3 517 996 | | 3 517 996 |
| | | -1 | -1 | | | 0 |
| 08.53 – Maintenir le potentiel ami et autre - Autres opérations | | 341 420 000 | 341 420 000 | 59 198 639 | | 59 198 639 |
| | | 45 940 099 | 45 940 099 | 55 675 658 | | 55 675 658 |
| 08.55 – Maintenir le potentiel ami et autre - MRTT | | 457 500 000 | 457 500 000 | 554 378 933 | | 554 378 933 |
| | | 582 010 644 | 582 010 644 | 798 187 106 | | 798 187 106 |
| 08.56 – Maintenir le potentiel ami et autre - Flotte logistique | | | 0 | 239 361 866 | | 239 361 866 |
| | | 71 072 710 | 71 072 710 | 328 901 315 | | 328 901 315 |

CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

| Volets du plan de relance | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|-------------------------------|----------------------------|------------------|---------------------|-------------------|
| | Prévision | Réalisation | Prévision | Réalisation |
| Indépendance et compétitivité | 0 | 2 255 520 | 0 | 40 129 554 |
| Total | 0 | 2 255 520 | 0 | 40 129 554 |

Les engagements relatifs à la contribution du programme 146 au plan de relance ont principalement couvert les hausses économiques.

Les paiements relatifs à la contribution du programme 146 à ce plan concernent principalement les huit hélicoptères *Caracal* commandés en 2021.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 372 928 526 | 217 916 904 | 183 920 273 | 227 135 484 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 372 928 526 | 217 916 904 | 183 920 273 | 227 135 484 |
| 08.42 – Projeter les forces - Avion de transport futur (A400M) | 6 103 137 | 4 151 225 | 9 726 621 | 7 535 718 |
| 08.43 – Projeter les forces - Autres opérations | 112 650 677 | -11 685 884 | 27 955 519 | 15 651 532 |
| 08.44 – Assurer la mobilité - VLTP | | 974 765 | 3 296 496 | 2 158 071 |
| 08.45 – Assurer la mobilité - HIL | | 6 239 847 | | 14 674 713 |
| 08.46 – Assurer la mobilité - Rénovation Cougar | | -937 | 114 416 | -937 |
| 08.47 – Assurer la mobilité - Hélicoptère NH 90 | 21 585 968 | 23 182 718 | 12 560 494 | 20 834 696 |
| 08.48 – Assurer la mobilité - Autres opérations | 59 364 834 | 74 289 732 | 38 051 655 | 66 998 753 |
| 08.49 – Assurer la mobilité – Hélicoptères de manœuvre nouvelle génération (HM NG) | | | 26 641 784 | 780 |
| 08.51 – Assurer la mobilité - FTLT | 29 562 667 | 0 | | |
| 08.53 – Maintenir le potentiel ami et autre - Autres opérations | 39 524 804 | 45 690 578 | 38 844 815 | 55 636 137 |
| 08.55 – Maintenir le potentiel ami et autre - MRTT | 104 136 439 | 69 466 996 | 26 598 869 | 35 137 564 |
| 08.56 – Maintenir le potentiel ami et autre - Flotte logistique | | 5 607 864 | 129 604 | 8 508 458 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 1 621 155 660 | 1 007 691 662 | 1 604 635 543 | 1 639 450 698 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 1 621 155 660 | 623 480 336 | 1 604 635 543 | 1 286 016 461 |
| 08.42 – Projeter les forces - Avion de transport futur (A400M) | 42 583 737 | 40 558 756 | 237 956 513 | 149 023 307 |
| 08.43 – Projeter les forces - Autres opérations | 84 349 323 | 21 957 205 | 70 685 830 | 9 591 708 |
| 08.44 – Assurer la mobilité - VLTP | | 13 204 836 | 18 680 146 | 12 661 654 |
| 08.45 – Assurer la mobilité - HIL | 43 370 000 | 7 342 906 | 139 983 009 | 10 058 766 |
| 08.46 – Assurer la mobilité - Rénovation Cougar | | | 149 433 | |
| 08.47 – Assurer la mobilité - Hélicoptère NH 90 | 503 614 032 | 273 333 203 | 250 759 401 | 89 473 307 |
| 08.48 – Assurer la mobilité - Autres opérations | 128 742 478 | 44 915 205 | 69 024 848 | 33 027 288 |
| 08.49 – Assurer la mobilité – Hélicoptères de manœuvre nouvelle génération (HM NG) | | 2 255 520 | 26 641 784 | 40 151 193 |
| 08.51 – Assurer la mobilité - FTLT | 163 237 333 | 0 | 3 517 996 | |
| 08.53 – Maintenir le potentiel ami et autre - Autres opérations | 301 895 196 | 249 521 | 20 353 824 | 39 521 |
| 08.55 – Maintenir le potentiel ami et autre - MRTT | 353 363 561 | 217 011 451 | 527 780 064 | 737 710 622 |
| 08.56 – Maintenir le potentiel ami et autre - Flotte logistique | | 2 651 732 | 239 102 695 | 204 279 095 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 384 211 326 | | 353 434 237 |
| 08.42 – Projeter les forces - Avion de transport futur (A400M) | | 1 100 000 | | 1 568 320 |
| 08.43 – Projeter les forces - Autres opérations | | 968 680 | | 43 623 091 |
| 08.44 – Assurer la mobilité - VLTP | | 4 193 932 | | 372 159 |
| 08.45 – Assurer la mobilité - HIL | | 4 907 057 | | 148 795 523 |
| 08.46 – Assurer la mobilité - Rénovation Cougar | | -1 962 432 | | |
| 08.47 – Assurer la mobilité - Hélicoptère NH 90 | | 18 395 858 | | 1 876 401 |
| 08.48 – Assurer la mobilité - Autres opérations | | 401 922 | | 17 687 040 |
| 08.51 – Assurer la mobilité - FTLT | | 0 | | |
| 08.55 – Maintenir le potentiel ami et autre - MRTT | | 295 532 196 | | 25 338 920 |
| 08.56 – Maintenir le potentiel ami et autre - Flotte logistique | | 60 674 114 | | 114 172 783 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | | 3 320 470 | 129 567 | 3 738 740 |
| Transferts aux entreprises | | 35 000 | | 35 000 |
| 08.56 – Maintenir le potentiel ami et autre - Flotte logistique | | 35 000 | | 35 000 |
| Transferts aux autres collectivités | | 3 285 470 | 129 567 | 3 703 740 |
| 08.42 – Projeter les forces - Avion de transport futur (A400M) | | 855 470 | | 1 523 097 |
| 08.43 – Projeter les forces - Autres opérations | | 15 000 | | |
| 08.47 – Assurer la mobilité - Hélicoptère NH 90 | | 311 000 | | 274 663 |
| 08.56 – Maintenir le potentiel ami et autre - Flotte logistique | | 2 104 000 | 129 567 | 1 905 980 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--------------------|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Total | 1 994 084 186 | 1 228 929 037 | 1 788 685 383 | 1 870 324 923 |

SOUS-ACTION

08.42 – Projeter les forces - Avion de transport futur (A400M)

OPÉRATION : A400M

NOM DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT : A400M, INFRASTRUCTURE A400M

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

L'A400M est un avion de transport quadrimoteur destiné à réaliser l'aéro-transport et l'aéro-largage de troupes et de matériels (aéro-transport logistique inter-théâtres, aéro-mobilité tactique et logistique intra-théâtre, opérations d'aéro-largage à grande distance). Il remplace la flotte de transport tactique de C160 Transall, retirée du service en 2022. Il assurera également un complément à la capacité de ravitaillement en vol, notamment au bénéfice des hélicoptères.

L'A400M dispose d'une forte vitesse de croisière à haute altitude et d'une capacité à utiliser des terrains sommaires. Les capacités de l'A400M lui permettent de transporter 25 tonnes sur 3 700 km ou 17 tonnes sur 5 550 km. Il a une charge maximale de 32 tonnes. Il peut également transporter jusqu'à 116 passagers.

L'opération d'armement comprend le développement et la production des A400M commandés par la France, les prestations de soutien initial de la flotte A400M et certaines prestations liées à la formation des utilisateurs. Les États participant au programme se sont accordés pour demander à l'OCCAr (organisation conjointe de coopération en matière d'armement) de préparer un cœur commun d'activités de soutien.

La France, première nation ayant réceptionné des A400M, a mis en œuvre un soutien des appareils articulé autour d'une coopération avec le Royaume-Uni depuis 2015, avec l'Espagne depuis fin 2016 et avec l'ensemble des autres nations depuis mi 2019, dont l'objet est en particulier la mise en place de stocks de rechanges communs à certaines nations et l'assistance technique centralisée.

Infrastructure d'accueil A400M :

L'objectif de ce programme est de réaliser, sur la base aérienne d'Orléans-Bricy, les infrastructures nécessaires à l'accueil de la flotte A400M composées principalement de structures de mise en œuvre et de maintenance, d'un centre de formation au profit des équipages et du personnel mécanicien, ainsi que des aires aéronautiques adaptées aux caractéristiques de ces aéronefs.

Le programme est découpé en étapes.

L'étape 1, en phase de réalisation, couvre les travaux de construction :

- des aires aéronautiques de stationnement et de mise en œuvre (parking, piste principale, bretelles, marguerites, piste tactique) ;
- du centre de formation A400M ;
- de 5 surfaces de maintenances réparties dans 3 hangars de maintenance (HM 18 et HM 19 à doubles travées et HM 19 bis à simple travée).

L'étape 2 vise à couvrir le complément d'infrastructures nécessaire à l'accueil de 35 A400M :

- la sous-opération 8 (en phase de réalisation) : stockage des pièces de rechange pour la maintenance NSO ;
- la sous-opération 9 (en phase de préparation) : stockage des équipements de configuration et d'entretien des servitudes aéronautiques ;
- la sous-opération 10 (en phase de préparation) : surface de maintenance NSO et entretien des matériels de ravitaillement en vol.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-----------|----------|----------|-----------|--|
| A400M | 50 | * | 35 | Mise en conformité avec les dispositions de la LPM 2024-2030 |

* La cible globale prévue par la LPM 2024-2030 est d'au moins 35 A400M à l'horizon 2030.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Le programme est réalisé en coopération à 6 pays : Allemagne, France, Espagne, Royaume-Uni, Turquie et Belgique (qui achète aussi un avion au profit du Luxembourg). La gestion du programme est confiée à l'OCCAR.

La Malaisie (4 avions), le Kazakhstan (2 avions) et l'Indonésie (2 avions) se sont également portés acquéreurs de l'A400M.

La réalisation du programme, selon une approche de type commercial, est confiée à la société Airbus Defence and Space Espagne. Le partage des tâches entre sous-traitants se fait sous la responsabilité d'Airbus Defence and Space Espagne sur une base concurrentielle. Le moteur est réalisé par EPI (Rolls-Royce, Safran Aircraft Engines, MTU [Allemagne], ITP [Espagne]).

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|-------------|---------------------------------------|--|--|--|
| A400M | Signature du contrat d'acquisition | mai 2003 | mai 2003 | |
| | Démarrage de la ligne d'assemblage | août 2007 | août 2007 | |
| | Premier vol | décembre 2009 | décembre 2009 | |
| | Commande du soutien initial | février 2013 | février 2013 | |
| | Livraison du premier avion français | août 2013 | août 2013 | |
| | Livraison du dernier avion français | 2030 (*) | 2030 (*) | |
| Infra A400M | Lancement en réalisation de l'étape 1 | décembre 2010 | décembre 2010 | |
| | Lancement en réalisation de l'étape 2 | juin 2020 pour la sous-opération n° 8 2023 pour les sous-opérations 9 et 10 | juin 2020 pour la sous-opération n° 8 avril 2024 pour la sous-opération 9 et 10 | 4 mois pour lancement en réalisation des sous-opérations 9 et 10 |

(*) Date contractuelle issue de l'étalement des livraisons négocié en 2014 pour respecter le cadrage défini par la loi de programmation militaire 2014-2019. Une évolution est en cours pour prendre en compte les orientations de la LPM 2024-2030 et visant une cible de 35 avions en 2030.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|--|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| A400M : Aéronefs | Commandes | PLF | 50 | 0 | 0 | 0 | * |
| | | PLR | 50 | 0 | 0 | 0 | * |
| | Livraisons | PLF | 18 | 2 | 2 | * | * |
| | | PLR | 18 | 2 | 3 | 12* | * |
| Infra A400M – Centre de formation | Commandes | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| Infra A400M – Hangars de maintenance | Commandes | PLF | 3 | | | | 3 |
| | | PLR | 3 | | | | 3 |
| | Livraisons | PLF | 3 | | | | 3 |
| | | PLR | 3 | | | | 3 |
| Infra A400M – Aires aéronautiques et piste tactique | Commandes | PLF | 6 | | | | 6 |
| | | PLR | 6 | | | | 6 |
| | Livraisons | PLF | 4 | | 2 | | 6 |
| | | PLR | 4 | | | 2 | 6 |
| Infra A400M – Bâtiment de stockage des pièces de rechanges | Commandes | PLF | | 1 | | | 1 |
| | | PLR | | | 1 | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | | | 1 | 1 |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |

* La LPM 2024-2030 prévoit la livraison d'au moins 35 aéronefs d'ici à 2030.

Les échéanciers de commandes et de livraisons des autres sous-opérations de l'étape 2 du programme d'infrastructure A400M seront établis lors du lancement de sa réalisation.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|--|------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | A 400 M (avion de transport futur) | 8 152 874 | - | - | 3 507 002 | -4 645 872 | 221 752 791 | - | 140 944 330 | -80 808 461 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil A 400M | 40 534 000 | - | 8 810 000 | 4 709 | -31 719 291 | 25 930 343 | - | 18 706 112 | -7 224 231 |
| | Total | 48 686 874 | - | 8 810 000 | 3 511 712 | -36 365 162 | 247 683 134 | - | 159 650 442 | -88 032 692 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|--|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | A 400 M (avion de transport futur) | 237,65 | - | - | 237,65 | 29,70 | 207,95 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil A 400M | 13,76 | - | 8,81 | 22,57 | 13,50 | 8,93 |
| | Total | 251,40 | - | 8,81 | 260,21 | 43,20 | 216,88 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------------|--|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|----------|----------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | A 400 M (avion de transport futur) | PLF | 4 021,47 | 75,15 | 252,14 | 364,94 | 462,86 | 3 016,68 | 4 096,62 |
| | | PLR | 4 096,56 | 33,21 | 140,94 | 409,73 | 468,27 | 3 110,82 | 4 129,77 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil A 400M | PLF | 22,55 | 46,56 | 27,48 | 36,63 | 5,00 | - | 69,10 |
| | | PLR | 18,49 | 13,50 | 18,71 | 11,60 | - | 1,68 | 31,99 |
| Total écarts | | | 71,03 | -75,00 | -119,96 | 19,76 | 0,42 | 95,82 | -3,97 |

Les principaux engagements 2023 ont concerné :

- pour l'A400M, les prestations d'essais et de maîtrise technique ;
- pour l'opération d'infrastructure d'accueil A400M, les travaux sur de stockage (HM14) et d'entretien (HM17).

Pour l'opération A400M, les moindres engagements 2023 font suite au retard industriel sur le standard dit SOC3 et un moindre besoin pour les prestations de maîtrise technique. Les moindres paiements correspondent à la bascule d'une partie des paiements dans le solde sortant de la gestion 2023, payé début 2024.

Pour l'opération d'infrastructure d'accueil A400M, les écarts en engagements et paiements résultent du décalage de la notification de la sous-opération 10 initialement prévue en 2023.

SOUS-ACTION**08.43 – Projeter les forces - Autres opérations****OPÉRATION : AUTRES OPÉRATIONS**

NOM DES PEM : AVIONS GOUVERNEMENTAUX (AUG), EPC, C130 COMPLÉMENT CAPACITAIRE, C130 Modernisation, HELICOPTERE A USAGE GOUVERNEMENTAL (HUG), MEDEVAC, AVION DE TRANSPORT D'ASSAULT DU SEGMENT MEDIAN (ATASM)

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Cette sous-action réunit plusieurs opérations d'armement destinées à maintenir les capacités des armées à projeter les forces sur les théâtres d'opérations. Quatre missions opérationnelles lui sont associées : la projection des forces par voie aérienne, le soutien logistique et le renforcement des forces pré-positionnées, de souveraineté et de maintien de l'ordre outre-mer et enfin l'assistance aux opérations humanitaires et le transport médicalisé.

Avions gouvernementaux (AUG)

Des travaux d'adaptation de la flotte sont prévus dans le but principal d'harmoniser les capacités d'évacuation médicales. Ils comprennent le remplacement de 2 Falcon 2000 par 2 Falcon 900 EASY ainsi que l'acquisition et l'intégration de kits d'évacuation médicale ces 2 aéronefs.

Ensemble de parachutage du combattant (EPC)

L'opération EPC a pour objet l'acquisition d'ensembles de parachutage du combattant en cohérence avec le retrait progressif des actuels EPI (ensembles de parachutage individuels). L'EPC améliore les performances de largage, la sécurité des personnes et l'ergonomie.

C130 Complément capacitaire

L'opération « C130 Complément capacitaire » doit permettre de renforcer le segment médian de la capacité de transport aérien tactique, avec la fourniture de quatre avions C-130J, dont 2 aptes au ravitaillement en vol d'hélicoptères. L'opération couvre également l'acquisition des moyens et du soutien initial du centre de formation et d'entraînement de l'unité aérienne binationale franco-allemande C130J.

Modernisation des avions C130

L'opération C130 Modernisation, relative à la flotte C-130H de l'armée de l'air, poursuit un double objectif : d'une part un complément de rénovation OACI pour mise en conformité avec les exigences de circulation aérienne générale post 2020, d'autre part des améliorations des capacités tactiques au profit des forces spéciales.

MEDEVAC

L'objectif de cette opération vise à poursuivre la modernisation des capacités d'évacuation sanitaire en rationalisant au mieux les moyens et en renforçant la capacité d'évacuation stratégique des patients stabilisés vers la métropole.

Avion de transport d'assaut du segment médian (ATASM)

L'objectif de cette opération est de renouveler les flottes d'avions tactiques C-130H et Casa CN-235 à l'horizon 2040.

Hélicoptères à usage gouvernemental (HUG)

L'opération « Hélicoptères à usage gouvernemental » a pour objet le renouvellement des 3 Super PUMA de la flotte d'hélicoptères à usage gouvernemental. L'opération couvre également l'acquisition des éléments de soutien initial.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|------------------------------|----------|----------|----------|--|
| C 130 modernisation | 14 | 12 | 10 | Mise en cohérence avec les décisions de la LPM 2024-2030 |
| C 130 Complément capacitaire | 4 | 4 | | |
| EPC | 15 000 | 15 000 | | |
| HUG | 3 | 3 | 0 | Mise en cohérence avec les décisions de la LPM 2024-2030 |

Les cibles HUG et C130 modernisation prennent en compte les décisions de la LPM 2024-2030.

Les cibles des opérations ATASM et MEDEVAC seront définies au lancement de la réalisation.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Modernisation des avions C130

Le titulaire du marché principal, comprenant le développement, la modernisation de deux avions et la fourniture de kits, est la société Rockwell Collins France avec comme sous-traitants principaux la société française Sabena Technics BOD et la société américaine Lockheed Martin.

Thales DMS est titulaire en cotraitance avec Sabena Technics BOD d'un contrat secondaire comprenant le développement et la fourniture de kits pour la modernisation du système d'autoprotection.

Le service industriel de l'aéronautique (SIAé) sera responsable de la réalisation des chantiers de modernisation au-delà des deux premiers avions.

C130 Complément capacitaire

L'acquisition des aéronefs est réalisée dans le cadre d'un contrat d'État à État de type FMS (*foreign military sales*).

Le maître d'œuvre industriel du C-130J est la société américaine Lockheed Martin.

Les moyens du centre de formation et d'entraînement de l'unité binationale franco-allemande C130J sont acquis auprès de Lockheed Martin via un contrat DCS (direct commercial sale).

EPC

Le contrat EPC a été notifié à la société Airborne Systems (2009), aujourd'hui IrvinGQ.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Évènements | PLF | PLR | Écart en mois |
|-----------------------------|--|---------------|---------------|---------------|
| C130 Modernisation | Lancement de la réalisation | juillet 2016 | juillet 2016 | |
| | Livraison du 1 ^{er} avion modernisé | novembre 2022 | Mai 2023 | 6 mois |
| C130 Complément capacitaire | Lancement de la réalisation | janvier 2016 | janvier 2016 | |
| | Livraison du 1 ^{er} avion | décembre 2017 | décembre 2017 | |
| EPC | Commande des 1500 premiers EPC | 2009 | 2009 | |
| | Dernière livraison | juin 2021 | Juin 2021 | |

Les calendriers des opérations ATASM, HUG et MEDEVAC seront définis au lancement de la phase de réalisation.

Le retard de livraison du 1^{er} C130 modernisé résulte principalement d'opérations de maintenance supplémentaires identifiées et traitées lors des opérations de réception de l'appareil, complémentaires de l'opération de modernisation proprement dite.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|--|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| C130 Complément capacitaire (avions) | Commandes | PLF | 4 | | | | 4 |
| | | PLR | 4 | | | | 4 |
| | Livraisons | PLF | 4 | | | | 4 |
| | | PLR | 4 | | | | 4 |
| C130 Complément capacitaire (centre de formation) | Commandes | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | | | 1 | 1 |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |
| C130 Modernisation (rénovation OACI) | Commandes | PLF | | | 4 | | 4 |
| | | PLR | | | 2 | | 2 |
| | Livraisons | PLF | | | | 4 | 4 |
| | | PLR | | | | 2 | 2 |
| C130 Modernisation (rénovation OACI et capacités forces spéciales) | Commandes | PLF | 8 | | | | 8 |
| | | PLR | 8 | | | | 8 |
| | Livraisons | PLF | | 2 | | 6 | 8 |
| | | PLR | | | 1 | 7 | 8 |
| EPC | Commandes | PLF | 15 000 | | | | 15 000 |
| | | PLR | 15 000 | | | | 15 000 |
| | Livraisons | PLF | 15 000 | | | | 15 000 |
| | | PLR | 15 000 | | | | 15 000 |

| | | | | | | |
|------------|------------|-----|--|---|--|---|
| Falcon 900 | Commandes | PLF | | 2 | | 2 |
| | | PLR | | 2 | | 2 |
| | Livraisons | PLF | | | | 2 |
| | | PLR | | | | 2 |
| HUG | Commandes | PLF | | 3 | | 3 |
| | | PLR | | 0 | | 0 |
| | Livraisons | PLF | | | | 3 |
| | | PLR | | | | 0 |

L'évolution des échéanciers de commandes-livraisons HUG prend en compte les décisions de la LPM 2024 – 2030.

L'évolution des échéanciers de commandes-livraisons C130 prend en compte les décisions de la LPM 2024-2030. De plus, le deuxième aéronef modernisé n'a pas pu être livré en 2023 à cause de nécessaires travaux de maintenance supplémentaires.

L'échéancier commande-livraison des opérations ATASM et MEDEVAC sera défini au lancement de la réalisation.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | Hélicoptères à usage gouvernemental | - | - | - | - | - | 11 873 238 | - | - | -11 873 238 |
| OP | AOA-PMS | 44 000 000 | - | - | -2 846 744 | -46 846 744 | 21 683 024 | - | 38 722 299 | 17 039 275 |
| ACT | Avions gouvernementaux | - | - | - | - | - | 5 276 994 | - | 4 309 654 | -967 340 |
| ACT | C130 modernisation | - | - | - | - | - | 30 539 086 | - | 17 017 032 | -13 522 054 |
| ACT | C130 complément capacitaire | - | - | - | - | - | 23 384 630 | - | 8 757 487 | -14 627 143 |
| ACT | MEDEVAC | 50 000 000 | - | - | - | -50 000 000 | 5 356 677 | - | - | -5 356 677 |
| ACT | EPC (Ensemble Parachutiste du Combattant) | - | - | - | - | - | 527 700 | - | 82 468 | -445 232 |
| OP | Divers PEM | 103 000 000 | - | - | - | -103 000 000 | - | - | -4 543 | -4 543 |
| ACT | ATASM | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | Total | 197 000 000 | - | - | -2 846 744 | -199 846 744 | 98 641 349 | - | 68 884 398 | -29 756 951 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|---|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | Avions gouvernementaux | 25,82 | -5,21 | - | 20,61 | -2,85 | 23,46 |
| ACT | C130 modernisation | 126,84 | - | - | 126,84 | 9,80 | 117,04 |
| ACT | C130 complément capacitaire | 46,64 | - | - | 46,64 | 9,15 | 37,49 |
| ACT | EPC (Ensemble Parachutiste du Combattant) | 4,60 | - | - | 4,60 | 0,06 | 4,54 |
| OP | Divers PEM | 25,03 | - | - | 25,03 | - | 25,03 |
| | Total | 228,93 | -5,21 | - | 223,72 | 16,16 | 207,56 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|---|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|---------|---------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | Hélicoptères à usage gouvernemental | PLF | 156,63 | - | 13,50 | 5,80 | 7,60 | 129,73 | 156,63 |
| | | PLR | - | - | - | - | - | - | - |
| OP | AOA-PMS | PLF | 116,19 | 44,00 | 22,43 | 43,41 | 40,36 | 53,99 | 160,19 |
| | | PLR | 123,77 | -2,85 | 38,72 | 46,96 | 23,05 | 12,19 | 120,92 |
| ACT | Avions gouvernementaux | PLF | 42,50 | - | 6,00 | 28,14 | 8,36 | - | 42,50 |
| | | PLR | 34,32 | -2,85 | 4,31 | 18,56 | 8,51 | 0,09 | 31,47 |
| ACT | C130 modernisation | PLF | 33,58 | 33,30 | 34,72 | 23,56 | 7,02 | 1,57 | 66,88 |
| | | PLR | 52,65 | 9,80 | 17,02 | 33,39 | 11,80 | 0,24 | 62,46 |
| ACT | C130 complément capacitaire | PLF | 66,42 | 16,48 | 26,59 | 34,68 | 19,83 | 1,80 | 82,90 |
| | | PLR | 44,67 | 9,15 | 8,76 | 20,95 | 0,86 | 23,26 | 53,82 |
| ACT | MEDEVAC | PLF | 0,75 | 38,16 | 6,09 | 9,28 | 13,94 | 9,60 | 38,91 |
| | | PLR | - | - | - | - | - | - | - |
| ACT | EPC (Ensemble Parachutiste du Combattant) | PLF | 1,00 | - | 0,60 | 0,40 | - | - | 1,00 |
| | | PLR | 1,11 | 0,06 | 0,08 | 0,40 | - | 0,69 | 1,17 |
| OP | Divers PEM | PLF | 0,08 | 11,60 | - | 5,80 | 5,80 | 0,08 | 11,68 |
| | | PLR | 0,67 | - | -0,00 | - | - | 0,67 | 0,67 |
| | Total écarts | | -159,96 | -130,23 | -41,05 | -30,82 | -58,68 | -159,64 | -290,19 |

L'évolution des restes à payer à fin 2022 prend en compte les derniers éléments contractuels à jour des opérations et activités.

Les principaux engagements 2023 ont couvert :

- pour l'opération « C130 modernisation » : la commande de kits pour la modernisation de 2 kits de modernisation OACI ainsi que l'acquisition recharges au titre des approvisionnement initiaux ;
- pour l'opération « C130 Complément capacitaire » : des règlements de TVA sur le contrat FMS comme sur le contrat DCS (centre de formation).

Les principaux écarts résultent :

- pour HUG : des décisions de la LPM 20242030 ayant conduit à ne pas réaliser commandes initialement prévues ;
- pour les autres opérations d'armement : pour les engagements, du décalage d'engagements initialement prévus en 2023 ; pour les paiements, du solde entrant de la gestion 2022 payé début 2023 ;
- pour Avions gouvernementaux : de la résiliation d'un contrat de modification d'un kit d'évacuation médicalisé ;
- pour C130 modernisation : pour les engagements, de la décision LPM 20242030 ayant conduit à réduire la cible des aéronefs à moderniser ; pour les paiements, du retard pris sur la livraison du second prototype ;
- pour C130 complément capacitaire : d'un décalage d'une part des engagements et des paiements de la TVA ;
- pour MEDEVAC : du report début 2024 des engagements initialement prévus en 2023 ;
- pour EPC : du traitement des derniers actes contractuels avant la clôture programmatique de l'opération.

SOUS-ACTION

08.44 – Assurer la mobilité - VLTP

OPÉRATION : VLTP

NOM DU PEM : VLTP

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

VLTP (véhicule léger tactique polyvalent)

Ce programme vise à remplacer une large gamme de véhicules de liaison et de commandement en fin de vie au profit des unités d'appui et de soutien de l'armée de terre, des commandos de l'air et des fusiliers commandos de la marine (véhicules interarmées).

Deux gammes de véhicules sont prévues :

- une gamme légère (< 3,5 t) de véhicules non protégés (VLTP NP) destinés à l'emploi sur le territoire national et sur les théâtres d'opérations extérieures stabilisés ;
- une gamme plus lourde (> 5,5 t) de véhicules protégés (VLTP P) destinés à l'entraînement et à l'engagement sur les théâtres d'opérations extérieures non stabilisés. Cette gamme comprend un segment de VLTP protégé haut, identique au véhicule blindé multirôle léger (VBMR léger également dénommé Serval) pour équiper les unités de combat et d'appui au contact de l'environnement de SCORPION, et un segment VLTP protégé bas pour équiper les unités des armées actuellement sur des véhicules non protégés.

Ces deux gammes de véhicules auront chacune une version sanitaire (VLTP NP SAN et VLTP P SAN).

II - CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|------------------------------|------------|------------|----------|---|
| VLTP NP commandement/liaison | 2 347 | 4 380 | 4380 | |
| VLTP NP SAN | Non défini | Non défini | 103 | La cible a été définie en 2023 lors du lancement de la réalisation. |

L'étape 1 de l'opération VLTP couvre le VLTP NP version commandement / liaison et l'étape 2 le VLTP NP SAN. Les cibles des autres véhicules seront définies au lancement de la réalisation des étapes correspondantes.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Le maître d'œuvre du VLTP NP commandement-liaison est Arquus.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------------------------|--|----------------|---------------|---------------|
| VLTP NP commandement/liaison | Lancement de la réalisation | décembre 2016 | décembre 2016 | |
| | Livraison des 500 véhicules std1 | décembre 2018 | décembre 2018 | |
| | Livraison du 3 200 ^e véhicule std 2 | septembre 2022 | juin 2022 | -3 |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|---------------------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| VT4 (VLTP NP CDT/Liaison) | Commandes | PLF | 4380 | | | | 4 380 |
| | | PLR | 4380 | | | | 4380 |
| | Livraisons | PLF | 3000 | 1200 | 180 | | 4 380 |
| | | PLR | 3000 | 1100 | 280 | | 4380 |
| VLTP NP SAN | Commandes | PLF | | 50 | 53 | | 103 |
| | | PLR | | | 103 | | 103 |
| | Livraisons | PLF | | | 50 | 53 | 103 |
| | | PLR | | | | 103 | 103 |

La livraison de véhicules VT4 supplémentaires en 2023 correspond au rattrapage des retards de livraisons 2022.

Le lancement en réalisation de l'opération VLTP NP SAN a eu lieu en 2023, dans le cadre du processus de force d'acquisition réactive (FAR) mis en place par la DGA, et a défini la cible à 103 véhicules.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|---------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | VLTP | - | - | - | 14 975 539 | 14 975 539 | 21 976 642 | - | 15 192 562 | -6 784 080 |
| | Total | - | - | - | 14 975 539 | 14 975 539 | 21 976 642 | - | 15 192 562 | -6 784 080 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | VLTP | 47,09 | - | - | 47,09 | 3,40 | 43,69 |
| | Total | 47,09 | - | - | 47,09 | 3,40 | 43,69 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | | Paiements | | | |
|--------|--------------|---------|--------------------------------|----------|-------|-----------|------|-------|-------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | VLTP | PLF | 14,52 | 16,00 | 24,99 | 5,26 | 0,27 | - | 30,52 |
| | | PLR | 16,33 | 18,37 | 15,19 | 10,61 | 3,03 | 5,88 | 34,71 |
| | Total écarts | | 1,82 | 2,37 | -9,80 | 5,35 | 2,76 | 5,88 | 4,19 |

Les engagements 2023 ont principalement couvert la commande de 103 véhicules de type VLTP NP SAN et des études de levée de risques pour la préparation du VLTP Protégé segment haut.

L'augmentation des engagements en 2023 est due à la commande de VLTP NP SAN, intégralement réalisée en 2023. Les moindres paiements observés sur l'activité sont liés à des moindres engagements lors de précédentes étapes du programme.

SOUS-ACTION

08.45 – Assurer la mobilité - HIL

OPÉRATION : HIL

NOM DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT : HIL (HELICOPTÈRE INTERARMÉES LÉGER) - INFRA HIL

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

HIL (Hélicoptère Interarmées léger) GUEPARD

Ces hélicoptères sont destinés à la réalisation d'un large spectre de missions opérationnelles en dehors du champ des missions confiées aux hélicoptères spécialisés (TIGRE, NH90 CAÏMAN, COUGAR et CARACAL) : renseignement, appui feux, lutte anti navire, protection, transport léger, soutien logistique léger, secours, appui au commandement et formation. Ils remplaceront notamment progressivement les flottes d'ALOUETTE III, GAZELLE, DAUPHIN SP, PANTHER et FENNEC.

Le programme HIL est actuellement en phase de réalisation.

L'activité budgétaire comprend également la fourniture en location-vente d'une flotte intérimaire de 6 H160 (hors périmètre du programme HIL), en remplacement des Alouette III et dans l'attente des livraisons HIL.

Infrastructures Accueil HIL

Le programme d'infrastructure Accueil HIL vise à mettre à disposition les infrastructures nécessaires à l'exploitation des hélicoptères interarmées légers GUEPARD, déployés au profit des trois armées. Le programme est actuellement en phase de réalisation en ce qui concerne l'acquisition des infrastructures liées à l'accueil des quatre premiers simulateurs HIL et en phase de préparation en ce qui concerne les autres infrastructures.

II - CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-----------|----------|----------|----------|---------------------------|
| HIL | 169 | 169 | 169 | |

La cible de l'opération Infrastructures HIL sera définie lors du lancement en réalisation des incréments successifs du programme d'infrastructure. Pour l'incrément 0 en phase de réalisation, la cible est de 4 bâtiments simulateurs de vol, conformément à la cible initiale.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

La maîtrise d'œuvre du programme HIL est assurée pour le développement, la réalisation et le soutien par AIRBUS Helicopters ; MBDA agit en cotraitant pour les travaux relatifs à l'intégration du missile ANL.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|---|---------------|---------------|---------------|
| HIL | Lancement du stade d'élaboration | mars 2017 | Mars 2017 | |
| | Lancement de la phase de réalisation | décembre 2021 | décembre 2021 | |
| INFRA HIL | Lancement de la phase de préparation | octobre 2019 | Octobre 2019 | |
| | Lancement de la phase de réalisation de l'incrément 0 | novembre 2021 | Novembre 2021 | |

Le calendrier des incréments ultérieurs de l'opération INFRA HIL sera défini lors de leur lancement en réalisation.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|---------------------------------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| HIL | Commandes | PLF | 30 | | | 139 | 169 |
| | | PLR | 30 | | | 139 | 169 |
| | Livraisons | PLF | | | | 169 | 169 |
| | | PLR | | | | 169 | 169 |
| Acquisition H160 | Commandes | PLF | 6 | | | | 6 |
| | | PLR | 6 | | | | |
| | Livraisons | PLF | | 1 | 5 | | 6 |
| | | PLR | | 1 | 3 | 2 | 6 |
| INFRA HIL – Incrément 0 (Simulateurs) | Commandes | PLF | 4 | | | | 4 |
| | | PLR | 4 | | | | 4 |
| | Livraisons | PLF | | | | 4 | 4 |
| | | PLR | | | | 4 | 4 |

Le retard de livraison des H160 est lié à des difficultés industrielles.

L'échéancier commandes-livraisons des incréments ultérieurs de l'opération Infrastructures HIL sera défini lors de leur lancement en réalisation.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | | |
|--------|---|------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) | |
| ACT | HIL (Hélicoptère interarmées léger) | - | - | - | - | - | 137 491 631 | - | 173 023 161 | 35 531 530 | |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil HIL | 43 370 000 | - | - | 1 085 669 | -42 284 331 | 2 491 378 | - | 481 312 | -2 010 066 | |
| | Total | 43 370 000 | - | - | 1 085 669 | -42 284 331 | 139 983 009 | - | 173 504 474 | 33 521 465 | |

5.2 – Tableau des autorisations d’engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|---|----------------|---------------------------|-------------------|----------|-------------------------|----------------|
| ACT | HIL (Hélicoptère interarmées léger) | 1 035,20 | - | - | 1 035,20 | 17,36 | 1017,84 |
| ACT | Réaliser l’infrastructure d’accueil HIL | 8,43 | - | - | 8,43 | 0,02 | 8,41 |
| | Total | 1 043,63 | - | - | 1 043,63 | 17,38 | 1026,26 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|---|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|----------|----------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | HIL (Hélicoptère interarmées léger) | PLF | 2 993,89 | 65,80 | 156,33 | 155,52 | 155,59 | 2 592,25 | 3 059,69 |
| | | PLR | 3 034,45 | 17,36 | 173,02 | 194,99 | 134,40 | 2 549,41 | 3 051,81 |
| ACT | Réaliser l’infrastructure d’accueil HIL | PLF | 9,26 | 33,47 | 2,64 | 6,71 | 11,07 | 22,31 | 42,73 |
| | | PLR | 9,60 | 1,10 | 0,48 | 1,46 | 0,88 | 7,88 | 10,70 |
| | Total écarts | | 40,91 | -80,81 | 14,53 | 34,22 | -31,38 | -57,28 | -39,90 |

Pour l’opération HIL, les engagements 2023 ont couvert principalement des travaux d’expertises et d’essais dont une partie a été reporté en 2024. L’augmentation des paiements 2023 résulte principalement de la prise en compte du solde entrant de la gestion 2022.

Pour le programme d’infrastructures, les engagements 2023 ont couvert les études, diagnostics et travaux préalables de viabilisation de la plateforme simulateur du Luc ainsi que les prestations intellectuelles et études préalables à la réalisation des infrastructures des incréments ultérieurs. Les écarts en engagement et paiement résultent d’ajustement de calendrier.

SOUS-ACTION

08.46 – Assurer la mobilité - Rénovation Cougar

OPÉRATION : COUGAR : RÉNOVATION

NOM DU PEM : COUGAR : RÉNOVATION

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Les hélicoptères de manœuvre COUGAR assurent le transport tactique en toute zone pour les besoins des armées. Le dernier appareil rénové été livré en 2020.

La rénovation des COUGAR a consisté à :

- réduire leur vulnérabilité (autoprotection complète : contre-mesures électroniques renforcées pour répondre à la menace sol-air en zones hostiles) ;
- rehausser leurs capacités opérationnelles de surveillance (caméras thermiques pour la surveillance de nuit) et gérer les obsolescences ;
- répondre aux évolutions de la réglementation aérienne (mise à niveau des équipements de bord et de l’avionique), afin de pouvoir rejoindre de manière autonome la zone de crise ou l’espace de bataille.

Cette rénovation confère aux COUGAR une vingtaine d'années de potentiel d'utilisation supplémentaire pour un budget de l'ordre de 30 % de celui d'une acquisition d'hélicoptères neufs en remplacement.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-----------|----------|----------|----------|---|
| COUGAR | 27 | 26 | 26 | Un hélicoptère a été détruit avant rénovation |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

La maîtrise d'œuvre industrielle est assurée par Airbus Helicopters.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 – Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|---------------------|--|---------------|---------------|---------------|
| COUGAR : Rénovation | Commande des études et de la rénovation des 2 premiers COUGAR | décembre 2007 | décembre 2007 | |
| | Commande de la rénovation de 3 appareils pour l'armée de terre | 2010 | 2010 | |
| | Livraison du 1 ^{er} appareil rénové | 2011 | août 2012 | |
| | Livraison du dernier appareil rénové | 2015 | mars 2020 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|-------------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| COUGAR Rénovation | Commandes | PLF | 26 | | | | 26 |
| | | PLR | 26 | | | | 26 |
| | Livraisons | PLF | 26 | | | | 26 |
| | | PLR | 26 | | | | 26 |

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---------------------|---------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|---------|------------------------------|------------------|---|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/ prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | COUGAR : rénovation | - | - | - | - | - | 263 849 | - | - | -263 849 |
| | Total | - | - | - | - | - | 263 849 | - | - | -263 849 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|---------------------|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | COUGAR : rénovation | 32,14 | - | - | 32,14 | -1,96 | 34,10 |
| | Total | 32,14 | - | - | 32,14 | -1,96 | 34,10 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|---------------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|------|------|-------|-------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | COUGAR : rénovation | PLF | 3,83 | - | 0,30 | 0,30 | - | 3,23 | 3,83 |
| | | PLR | 3,83 | -1,96 | - | 0,30 | 0,30 | 1,26 | 1,86 |
| | Total écarts | | 0,00 | -1,96 | -0,30 | - | 0,30 | -1,96 | -1,96 |

Les écarts en engagement et en paiement sont la conséquence du traitement des derniers actes contractuels avant la clôture programmatique de ces opérations.

SOUS-ACTION

08.47 – Assurer la mobilité - Hélicoptère NH 90

OPÉRATION : NH90

NOM DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT : NH90, INFRASTRUCTURE HNG

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Le NH90 CAÏMAN est un hélicoptère bi turbines de la classe des 11 tonnes avec un système d'armes intégré et des commandes de vol électriques, réalisé en coopération européenne et destiné au renouvellement des flottes de transport tactique et de lutte anti-sous-marine pour la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et la Belgique, qui ont depuis été rejoints par la Finlande, la Suède, la Norvège, l'Espagne, la Nouvelle Zélande et l'Australie.

Il se décline en deux versions principales, le NFH (*NATO Frigate Helicopter*) et le TTH (*Tactical Transport Helicopter*) :

- le NFH remplace les LYNX et les SUPER FRELON retirés du service actif de la Marine Nationale. Ses principales missions sont la protection de force navale avec des capacités de lutte anti-sous-marine et anti-

navire à partir de fré gates, le transport à partir de la terre ou de bâtiments, le service public, la sauvegarde et le sauvetage ;

- le TTH remplace progressivement les PUMA de l'armée de terre. Ses missions principales sont le transport tactique de matériel (jusqu'à deux tonnes et demi) et l'hélicoptage de quatorze à vingt commandos. Les missions secondaires sont l'appui feu, le parachutage, l'évacuation de blessés et l'appui au commandement (poste de commandement volant).

Le lancement du développement sur la version TTH du premier incrément du standard dit « Forces Spéciales », visant notamment à offrir des capacités accrues de pénétration et d'interopérabilité, a été approuvé en avril 2020.

Infrastructure HNG

L'opération « Infrastructure HNG » vise à réaliser l'infrastructure d'accueil des hélicoptères TIGRE et CAÏMAN pour les régiments de l'aviation légère de l'armée de terre qui en sont dotés.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-----------|----------|----------|----------|---|
| NFH | 27 | 27 | | |
| TTH | 68 | 74* | 82* | La LPM 2024-2030 prévoit l'acquisition de 8 NH90 TTH supplémentaires au profit des Forces Spéciales. La commande a été réalisée en décembre 2023, portant la cible à 82 NH90 TTH. |

* dont 18 appareils qui seront livrés au standard « Forces Spéciales ».

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Le programme NH 90 est réalisé sous l'égide de l'organisation OTAN NAHEMO (*NATO helicopter management organization*) qui comprend notamment une agence, la NAHEMA, agissant pour le compte de la maîtrise d'ouvrage nationale. La maîtrise d'œuvre est assurée par la société NH *Industries* détenue par les sociétés *Airbus*, *Leonardo Helicopters* et *Fokker Aerostructures*.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|---|--------------------------------|---------------|---------------|
| NH90 | Lancement du développement du programme | juillet 1992 | juillet 1992 | |
| | Livraison du 1 ^{er} NFH Français | avril 2010 | avril 2010 | |
| | Livraison du 1 ^{er} TTH Français | décembre 2011 | décembre | |
| | Commande de 34 TTH | mai 2013 | mai 2013 | |
| | Commande de 6 TTH | décembre 2015 | décembre 2015 | |
| | Commande de 8 TTH | Non mentionné dans le PAP 2023 | Décembre 2023 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|---|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| NFH | Commandes | PLF | 27 | | | | 27 |
| | | PLR | 27 | | | | 27 |
| | Livraisons | PLF | 27 | | | | 27 |
| | | PLR | 27 | | | | 27 |
| TTH | Commandes | PLF | 74 | | | | 74 |
| | | PLR | 74 | | 8 | | 82 |
| | Livraisons | PLF | 50 | 7 | 5 | 12 | 74 |
| | | PLR | 50 | 7 | 6 | 19 | 82 |
| Infra HNG - Alvéoles de maintenance et de mise en œuvre | Commandes | PLF | 79 | | 12 | | 91 |
| | | PLR | 79 | | 12 | | 91 |
| | Livraisons | PLF | 79 | | | 12 | 91 |
| | | PLR | 79 | | | 12 | 91 |
| Infra HNG - Bâtiments simulation et bâtiments de commandement | Commandes | PLF | 8 | | 1 | | 9 |
| | | PLR | 8 | | 1 | | 9 |
| | Livraisons | PLF | 8 | | | 1 | 9 |
| | | PLR | 8 | | | 1 | 9 |

En 2023, 6 hélicoptères NH90 TTH ont été livrés.

La LPM 2024-2030 prévoit par ailleurs l'acquisition de 8 NH90 TTH supplémentaires au profit des Forces Spéciales.

La commande a été réalisée en décembre 2023, portant la cible à 82 NH90 TTH.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | NH 90 | 446 200 000 | - | 763 900 000 | - | 317 700 000 | 255 336 165 | - | 105 398 917 | -149 937 248 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil HNG | 79 000 000 | - | 84 542 000 | -119 972 | 5 422 028 | 7 983 730 | - | 7 060 150 | -923 580 |
| | Total | 525 200 000 | - | 848 442 000 | -119 972 | 323 122 028 | 263 319 895 | - | 112 459 067 | -150 860 828 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|---|----------------|---------------------------|-------------------|----------|-------------------------|----------------|
| ACT | NH 90 | 460,16 | - | 763,90 | 1 224,06 | 252,85 | 971,22 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil HNG | 2,94 | -0,38 | 84,54 | 87,10 | 62,50 | 23,47 |
| | Total | 463,10 | -0,38 | 848,44 | 1 311,16 | 315,34 | 994,68 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|---|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|--------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | NH 90 | PLF | 684,52 | 228,83 | 290,32 | 356,30 | 123,80 | 142,93 | 913,35 |
| | | PLR | 705,18 | 252,85 | 105,40 | 308,88 | 113,89 | 429,85 | 958,03 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil HNG | PLF | 6,38 | 65,91 | 8,46 | 6,23 | 21,18 | 36,41 | 72,28 |
| | | PLR | 6,40 | 62,38 | 7,06 | 4,93 | 18,81 | 37,97 | 68,78 |
| | Total écarts | | 20,68 | 20,49 | -186,32 | -48,72 | -12,27 | 288,48 | 41,17 |

Pour l'opération NH90, les principaux engagements 2023 ont notamment couvert :

- la commande supplémentaire de 8 TTH au standard « Forces spéciales », répondant aux enjeux de la LPM 2024-2030 pour la filière hélicoptères ;
- des prestations de soutien et de suivi en service des hélicoptères ;
- les besoins liés au paiement des hausses économiques.

Pour l'opération « Réaliser l'infrastructure d'accueil HNG », les principaux engagements 2023 ont couvert les études et la notification du marché de conception-réalisation associés aux infrastructures pérennes d'accueil des NH90 sur la base du 3RHC à Étain.

SOUS-ACTION

08.48 – Assurer la mobilité - Autres opérations

OPÉRATION : ASSURER LA MOBILITÉ - AUTRES OPÉRATIONS

NOM DES PEM : SPRAT (SYSTÈME DE POSE RAPIDE DE TRAVURES), PVP (PETIT VÉHICULE PROTÉGÉ)

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Divers PEM

- PVP (petit véhicule protégé), clos depuis 2012, dernière description présentée au RAP 2018,
- SPRAT (système de pose rapide de travures), clos depuis 2013, dernière description présentée au RAP 2018.

Les autres opérations permettent :

- de traiter les obsolescences et les faits techniques rencontrés en service sur les divers véhicules blindés et logistiques (char Leclerc, VAB, VBL, PVP, GBC 180, etc.), le matériel des troupes aéroportées et le matériel du génie, afin de garantir leur disponibilité opérationnelle,
- d'acquérir des systèmes permettant l'aéromobilité des Armées,
- d'acquérir des matériels de contreminage et de dépollution de zone,
- d'acquérir des équipements de servitude spécifiquement militaires (groupes électrogènes projetables, stations de traitement de l'eau pour les unités déployées en opérations).

II - CIBLE

L'ensemble des cibles PEM présentées sont atteintes.

III – ASPECTS FINANCIERS

3.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|---|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/ prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OP | AOA-PMS | 188 107 312 | - | - | 126 908 997 | -61 198 315 | 107 076 503 | - | 117 731 981 | 10 655 478 |
| OP | Divers PEM | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | Total | 188 107 312 | - | - | 126 908 997 | -61 198 315 | 107 076 503 | - | 117 731 981 | 10 655 478 |

3.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| OP | Divers PEM | - | - | - | - | 0,00 | 0,00 |
| | Total | - | - | - | - | 0,00 | 0,00 |

3.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|--------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|--------|---------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OP | AOA-PMS | PLF | 335,72 | 188,11 | 110,76 | 121,54 | 81,86 | 209,66 | 523,83 |
| | | PLR | 284,40 | 126,91 | 117,73 | 117,93 | 63,00 | 112,64 | 411,31 |
| OP | Divers PEM | PLF | 0,77 | - | - | - | - | 0,77 | 0,77 |
| | | PLR | 0,40 | 0,00 | - | - | - | 0,40 | 0,40 |
| | Total écarts | | -51,70 | -61,20 | 6,97 | -3,61 | -18,86 | -97,39 | -112,89 |

L'évolution des restes à payer à fin 2022 prend en compte les derniers éléments contractuels à jour de l'opération

Pour l'opérations « AOA-PMS », les principaux engagements 2023 ont couvert :

- la maîtrise technique du char Leclerc ;
- la commande de parachutes pour chuteurs opérationnels ;
- la commande de véhicules porteurs de Plateforme d'Adaptation Mistral Équipée, Légère, Aérotransportable (PAMELA) ;
- la commande de systèmes de déminage et dépollution de zone.

Les écarts en engagements et paiements pour l'opération « AOA-PMS » sont liés aux arbitrages effectués en 2023.

SOUS-ACTION

08.49 – Assurer la mobilité – Hélicoptères de manœuvre nouvelle génération (HM NG)

OPÉRATION : HELICOPTÈRE DE MANŒUVRE NOUVELLE GÉNÉRATION

NOM DU PEM : HM NG

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

L'hélicoptère de manœuvre nouvelle génération est prévu pour le remplacement des flottes vieillissantes de l'armée de terre et de l'armée de l'air encore en service à l'horizon 2030 (Puma, Cougar, Caracal) par des appareils de la classe 10-12 T en cherchant une rationalisation du parc de chaque armée.

L'incrément 1 de l'opération « HMNG » couvre l'acquisition de 8 hélicoptères de type CARACAL qui s'inscrit dans le cadre du remplacement anticipé d'une partie de la flotte d'hélicoptères PUMA de l'armée de l'air et de l'espace.

L'incrément 2 de l'opération devait initialement couvrir l'acquisition de 4 hélicoptères de manœuvre pour remplacer 4 Puma de l'armée de l'air et de l'espace.

II - CIBLE

La cible de l'incrément 1 est de 8 hélicoptères CARACAL. La cible globale du programme sera définie au lancement de la réalisation de l'incrément 2 post 2030.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

La ministre des armées avait annoncé l'acquisition de 8 CARACAL dans le but d'anticiper le remplacement des Puma vieillissants de l'armée de l'air et de l'espace dans le cadre du plan de soutien à l'industrie aéronautique annoncé le 9 juin 2020, au moment de la crise COVID-19. La maîtrise d'œuvre est assurée par Airbus Helicopters.

IV - CALENDRIER - DATES CLES - ECHEANCIER COMMANDES-LIVRAISONS**4.1 - Calendrier**

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|--|---------------|------------|---------------|
| HMNG | Commande 8 CARACAL | avril 2021 | avril 2021 | |
| | Commande de 4 hélicoptères de manœuvre | décembre 2022 | - | |
| | Première livraison CARACAL | 2024 | 2024 | |

La commande des huit CARACAL avait été décidée dans le cadre du plan de soutien à l'aéronautique.

La commande des 4 hélicoptères de manœuvre supplémentaires n'est plus prévue à ce jour, conformément aux décisions de la LPM 2024-2030.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| HMNG | Commandes | PLF | 8 | 4 | | | 12 |
| | | PLR | 8 | | | | 8 |
| | Livraisons | PLF | | | | 12 | 12 |
| | | PLR | | | | 8 | 8 |

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|--|---------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation / prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | Hélicoptères de manœuvre nouvelle génération (HM NG) | - | - | - | - | - | 53 283 568 | - | 40 151 973 | -13 131 595 |
| | Total | - | - | - | - | - | 53 283 568 | - | 40 151 973 | -13 131 595 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|--|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | Hélicoptères de manœuvre nouvelle génération (HM NG) | 51,60 | - | - | 51,60 | 2,26 | 49,35 |
| | Total | 51,60 | - | - | 51,60 | 2,26 | 49,35 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | | Paiements | | | |
|--------|--|---------|--------------------------------|----------|--------|-----------|-------|---------|---------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | Hélicoptères de manœuvre nouvelle génération (HM NG) | PLF | 465,73 | 1,00 | 60,58 | 89,20 | 45,35 | 271,60 | 466,73 |
| | | PLR | 204,60 | 2,26 | 40,15 | 76,48 | 79,54 | 10,68 | 206,85 |
| | Total écarts | | -261,14 | 1,26 | -20,43 | -12,72 | 34,19 | -260,92 | -259,88 |

Les principaux engagements 2023 ont couvert des travaux d'expertise et d'essai.

Les écarts en engagements et paiements résultent des décisions de la LPM 2024-2030 décrites au paragraphe IV.

SOUS-ACTION

08.51 – Assurer la mobilité - FTLT

OPÉRATION : FTLT – FLOTTE TACTIQUE ET LOGISTIQUE TERRESTRE**NOM DU PEM : FTLT****I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE**

Le programme flotte tactique et logistique terrestre (FTLT) vise à remplacer les camions en service de charge utile 4-6 t, les camions citernes et porte-blindés, ainsi que camions logistiques, en complément des porteurs polyvalents terrestres déjà acquis dans le cadre du programme PPT étape 1 (clos).

Les performances opérationnelles principales sont les suivantes :

- renforcer la protection des équipages face à la menace en opérations (mines, engins explosifs improvisés, tirs directs et indirects) ;
- assurer la sécurité du personnel embarqué et la conformité à la réglementation routière ;
- intégrer les innovations technologiques parvenues à maturité, disponibles et pertinentes (dont les technologies relatives à l'énergie, à l'automatisation et à la gestion de flotte) ;
- garantir la compatibilité des véhicules avec la politique du carburant des armées.

Une approche incrémentale est prévue pour s'adapter à l'évolution du besoin capacitaire, de la menace, du vieillissement du parc en service et l'arrivée des nouvelles technologies. En cohérence avec les priorités capacitaires, le premier incrément vise à acquérir des camions citernes de nouvelle génération (CC NG). Les autres besoins seront satisfaits dans le cadre des incréments ultérieurs.

II – CIBLE

La cible de chaque incrément sera fixée lors de leur lancement en réalisation.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Le maître d'œuvre du programme FTLT sera déterminé lors du lancement en réalisation.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS**4.1 – Calendrier**

Le calendrier sera défini lors du lancement en réalisation de chaque incrément.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

L'échéancier des commandes-livraisons sera défini lors du lancement en réalisation de chaque incrément.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-----------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | PPT (Porteur polyvalent terrestre) | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| ACT | Flotte tactique et logistique terrestre | 192 800 000 | - | - | - | -192 800 000 | 3 517 996 | - | - | -3 517 996 |
| | Total | 192 800 000 | - | - | - | -192 800 000 | 3 517 996 | - | - | -3 517 996 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------------------------------|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | PPT (Porteur polyvalent terrestre) | 16,47 | -0,00 | - | 16,47 | 0,00 | 16,47 |
| | Total | 16,47 | -0,00 | - | 16,47 | 0,00 | 16,47 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|---|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|--------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | PPT (Porteur polyvalent terrestre) | PLF | 0,28 | - | - | - | - | 0,28 | 0,28 |
| | | PLR | 0,28 | - | - | 0,01 | - | 0,26 | 0,28 |
| ACT | Flotte tactique et logistique terrestre | PLF | - | 96,63 | 4,00 | 13,00 | 15,00 | 64,63 | 96,63 |
| | | PLR | - | - | - | - | - | - | - |
| | Total écarts | | - | -96,63 | -4,00 | -12,99 | -15,00 | -64,65 | -96,63 |

Les engagements et paiements initialement prévus fin 2023 ont été reportés, compte tenu des éléments attendus de la part des industriels et pour permettre un meilleur aboutissement de la négociation contractuelle ; la commande du développement et de la production des premiers camions citernes de nouvelle génération (CCNG) est prévue début 2024.

SOUS-ACTION

08.53 – Maintenir le potentiel ami et autre - Autres opérations

OPÉRATION : MAINTENIR LE POTENTIEL AMI ET AUTRE – AUTRES OPÉRATIONS

NOM DU PEM : FoMEDEC, MENTOR

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

FoMEDEC (formation modernisée et entraînement différencié des équipages de chasse)

L'opération relève d'un double objectif :

- d'une part, remplacer le système (avions et moyens sol) de formation (phase basique) des équipages des avions de chasse (pilotes et navigateurs officiers systèmes d'armes) par des moyens modernisés, faisant intervenir notamment la simulation embarquée ;
- d'autre part permettre le transfert de l'école d'aviation de chasse de Tours à Cognac en générant une optimisation de la formation et la fermeture de la partie militaire de la plateforme aéroportuaire de Tours.

Elle fournit une flotte de nouveaux aéronefs, des moyens de simulation et des moyens pédagogiques implantés sur la base de Cognac.

MENTOR

L'opération MENTOR vise à répondre au besoin de l'armée de l'air et de l'espace et de la marine nationale de poursuivre la rationalisation et la modernisation du système de formation des pilotes d'aéronefs à voilures fixes, chasse et transport, initiée avec le programme FoMEDEC. Ce besoin se décline sous trois aspects :

- amélioration de la qualité de la formation en adaptant l'outil aux avions de nouvelle génération et à leurs évolutions programmées ;
- raccourcissement des temps de formation afin d'augmenter le temps passé en unité opérationnelle ;
- augmentation des capacités de formation des écoles de l'armée de l'air afin de satisfaire le besoin national et les besoins étrangers liés à des relations de SOUTEX, coopération de long terme ou partenariat.

L'opération MENTOR est segmentée en deux étapes :

- l'étape 1 couvre le remplacement des Alphajet utilisés à Cazaux pour la phase de transition opérationnelle de la spécialisation chasse par le système PC-21 ;
- l'étape 2, en phase de préparation, couvre le remplacement des SR-20 de Salon de Provence et des GROB-120 de Cognac utilisés pour la phase élémentaire par un système unique basé à Salon de Provence.

Pour les autres opérations :

- Formation initiale des pilotes d'hélicoptère dans le cadre d'un contrat de partenariat public-privé (CPE Dax)

Cette opération a pour objectif d'assurer la formation initiale des pilotes d'hélicoptères des armées avec des hélicoptères EC120 dans le cadre d'un contrat de partenariat public-privé (CPE Dax).

Ce contrat bénéficie également à la gendarmerie et aux forces belges.

- Rénovation Alphajet :

L'opération comprend notamment la maîtrise technique de la flotte Alphajet et le traitement d'obsolescences.

II – CIBLE

| Matériels | | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|---------------|----------------------|----------|----------|----------|---------------------------|
| FOMEDEC | Avions Pilatus PC-21 | 17 | 17 | 17 | |
| | Simulateurs FMS* | 2 | 2 | 2 | |
| | Entraîneurs PTT ** | 3 | 3 | 3 | |
| MENTOR étape1 | Avions Pilatus PC-21 | 9 | 9 | 9 | |
| | Simulateur FMS* | 1 | 1 | 1 | |

* Full Mission Simulator

** Part Track Trainor

La cible de MENTOR étape 2 sera définie en fin 2024, lors de son lancement en réalisation

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Le contrat FoMEDEC initialement attribué à la société Babcock Mission Critical Services France (BMCS Fr) a été transféré à compter du 1^{er} novembre 2018 à la société Cognac Formation Aéro (CFA).

Le CPE Dax a été confié à la société HELIDAX.

Le contrat MENTOR étape 1, comprenant la fourniture des avions PC-21 et des systèmes de préparation et restitution de mission (SPRM), a été attribué à la société Cognac Formation Aéro (coentreprise filiale à 90 % de Babcock International France et à 10 % de Dassault Aviation). La fourniture des *Full Mission Simulator* (FMS) et *Part Task Trainer* (PTT) de l'opération MENTOR étape 1, acquis par avenant au marché FoMEDEC, se voit également confiée à la société Cognac Formation Aéro, titulaire du marché FoMEDEC.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|----------------|---|---------------|-------------------|---------------|
| FOMEDEC | Lancement du stade de réalisation | décembre 2016 | décembre 2016 | |
| | Livraison des derniers vecteurs aériens | janvier 2019 | janvier 2019 | |
| | Livraison simulateur FMS | mai 2019 | mai 2019 | |
| | Livraison simulateur PTT (entraîneurs) | mai 2019 | mai 2019 | |
| MENTOR étape 1 | Lancement de la phase de préparation | juillet 2019 | juillet 2019 | |
| | Lancement de la phase de réalisation | mai 2021 | mai 2021 | |
| | Livraison simulateur FMS | août 2022 | juillet 2022 | -1 |
| | Livraison des derniers PC-21 | 2023 | janvier-mars 2023 | |

Pour l'opération MENTOR étape 1, le FMS a été commandé en 2020 en anticipation du lancement de la réalisation.

La livraison des 9 PC-21 s'est échelonnée entre janvier et mars 2023 ; le dernier PC-21 ayant été livré avec un mois d'avance par rapport à la prévision.

Le calendrier de MENTOR étape 2 sera défini en fin 2024, lors de son lancement en réalisation.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|-----------------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| FOMEDEC Pilatus | Commandes | | 17 | | | | 17 |
| | | | 17 | | | | 17 |
| | Livraisons | | 17 | | | | 17 |
| | | | 17 | | | | 17 |
| MENTOR étape 1 : PC21 | Commandes | | 9 | | | | 9 |
| | | | 9 | | | | 9 |
| | Livraisons | | | | 9 | | 9 |
| | | | | | 9 | | 9 |
| MENTOR étape1 :FMS | Commandes | | 1 | | | | 1 |
| | | | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | | | 1 | | | 1 |
| | | | | | 1 | | 1 |

Les échéanciers de commandes et de livraisons de l'opération MENTOR étape 2 seront définis en 2024, lors de son lancement en réalisation.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|--------------------------------|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OP | AOA-PMS | 29 520 000 | - | - | 42 373 175 | 12 853 175 | 39 841 115 | - | 35 961 550 | -3 879 565 |
| ACT | MENTOR | 311 900 000 | - | - | - | -311 900 000 | 17 321 261 | - | 16 773 240 | -548 021 |
| ACT | FoMEDEC | - | - | - | - | - | 2 036 263 | - | 2 940 868 | 904 605 |
| ACT | Avion transport école du futur | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| ACT | ALPHAJET Remplacement | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | Total | 341 420 000 | - | - | 42 373 175 | -299 046 825 | 59 198 639 | - | 55 675 658 | -3 522 981 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | MENTOR | 65,15 | - | - | 65,15 | 0,00 | 65,15 |
| ACT | FoMEDEC | 6,32 | - | - | 6,32 | 3,58 | 2,73 |
| | Total | 71,47 | - | - | 71,47 | 3,58 | 67,88 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|--------------------------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|--------|---------|---------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OP | AOA-PMS | PLF | 69,24 | 29,52 | 41,21 | 10,89 | 7,24 | 39,42 | 98,76 |
| | | PLR | 58,95 | 42,37 | 35,96 | 9,92 | 11,51 | 43,93 | 101,32 |
| ACT | MENTOR | PLF | 181,94 | 306,83 | 19,69 | 20,61 | 24,60 | 423,87 | 488,77 |
| | | PLR | 182,37 | 0,00 | 16,77 | 13,85 | 7,86 | 143,88 | 182,37 |
| ACT | FoMEDEC | PLF | 0,63 | 4,24 | 2,32 | 2,49 | 0,06 | - | 4,86 |
| | | PLR | 2,43 | 3,58 | 2,94 | 3,07 | - | 0,00 | 6,01 |
| ACT | Avion transport école du futur | PLF | - | - | - | - | - | - | - |
| | | PLR | - | - | - | - | - | - | - |
| ACT | ALPHAJET Remplacement | PLF | - | - | - | - | - | - | - |
| | | PLR | - | - | - | - | - | - | - |
| | Total écarts | | -8,07 | -294,63 | -7,55 | -7,15 | -12,54 | -275,47 | -302,70 |

Les principaux engagements 2023 ont couvert notamment :

- pour l'opération FoMEDEC, des prestations de maîtrise technique, dont la commande de l'évolution de la configuration logicielle ;
- Pour l'opération AOA-PMS, la notification du marché de maintien en condition opérationnelle et de maîtrise technique Alphajet.

Pour l'opération FoMEDEC, les écarts en engagements et paiements résultent d'aménagements contractuels intervenus en 2023.

Pour l'opération AOA-PMS, l'écart en engagements s'explique par la notification anticipée du marché de maintien en condition opérationnelle et de maîtrise technique Alphajet.

Pour l'opération MENTOR, l'absence d'engagement en 2023 résulte du décalage de la commande de l'évolution des simulateurs de vol en 2024 et du report en 2024 du lancement en réalisation de l'étape 2. L'écart en paiements est la conséquence du décalage de ce lancement en réalisation de l'étape 2 du programme.

SOUS-ACTION

08.55 – Maintenir le potentiel ami et autre - MRTT

OPÉRATION : MRTT

NOM DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT : MRTT, INFRA ACCUEIL MRTT

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Le MRTT (*Multi-Role Transport Tanker* - avion multi-rôles de ravitaillement en vol et de transport) est destiné à remplacer les composantes anciennes de ravitaillement en vol (C-135FR et KC-135RG) et de transport stratégique de personnel et de fret (flotte d'Airbus A310 et A340 de l'armée de l'air et de l'espace) par un parc unique d'avions gros porteurs polyvalents.

Selon des priorités à définir en fonction du contexte opérationnel, les MRTT doivent permettre :

- d'assurer les missions permanentes confiées aux armées : dissuasion nucléaire, posture permanente de sûreté aérienne, force interarmées de réaction immédiate (FIRI) ;
- de remplir les missions non permanentes d'intervention à l'extérieur de nos frontières (opérations de gestion de crise) ;
- de soutenir les opérations extérieures (y compris au travers du transport aérien médicalisé).

Infrastructure MRTT

L'objectif de ce programme est de réaliser les infrastructures d'accueil de l'avion « *Multi-role transport tanker* » (MRTT) sur la base aérienne 125 d'Istres. Il vise à construire ou réhabiliter les ouvrages existants pour assurer le stationnement et la mise en œuvre des avions, leur dépannage et leur maintenance, la formation du personnel et le transit de fret et de personnel.

Le programme d'infrastructure est découpé en 3 ensembles :

- ensemble n° 0 : études, travaux préalable et maîtrise d'œuvre privée ;
- ensemble n° 1 : travaux pour les besoins de la période LPM 2014-2019 ;
- ensemble n° 2 : travaux complémentaires pour l'accueil d'une première flotte de 12 MRTT.

Un ensemble n° 3 est en préparation pour couvrir les besoins de maintenance liés à l'accueil des 3 derniers MRTT.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-----------|----------|----------|----------|--|
| MRTT | 12 | 15 | 15 | acquisition de trois avions A330-200 (dont 2 d'occasion) qui seront convertis ultérieurement en MRTT |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

L'industriel retenu pour la réalisation des MRTT est Airbus Defence and Space. Les avions sont réalisés à partir d'A330-200 assemblés par Airbus à Toulouse. Leur transformation en MRTT est réalisée par Airbus Defence and Space en Espagne. Le projet fait également intervenir Thales Avionics pour la conception et la réalisation du système avionique ainsi que Rolls Royce pour la fourniture des moteurs.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|--|--------------|--------------|---------------|
| MRTT | Lancement de la réalisation | octobre 2014 | octobre 2014 | |
| | Livraison du 1 ^{er} avion | octobre 2018 | octobre 2018 | |
| | Livraison du 12 ^e avion | 2023 | 2023 | |
| Infra MRTT | Lancement en réalisation de l'ensemble 1 | mai 2015 | mai 2015 | |
| | Lancement en réalisation de l'ensemble 2 | août 2019 | août 2019 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|---|------------|------------|------|------|------------|--------------|
| MRTT | Commandes | 12 | | | | 12 |
| | | 12 | | | | 12 |
| | Livraisons | 6 | 3 | 3 | | 12 |
| | | 6 | 3 | 3 | | 12 |
| A330-200* | Commandes | 3 | | | | 3 |
| | | 3 | | | | 3 |
| | Livraisons | 2 | 1 | | | 3 |
| | | 2 | 1 | | | 3 |
| Infra MRTT Ensemble 2 - Centre de formation | Commandes | 1 | | | | 1 |
| | | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | 1 | | 1 | | 1 |
| | | 1 | | | 1 | 1 |
| Infra MRTT Ensemble 2 – infrastructure de maintenance et bâtiment opération | Commandes | 2 | | | | 2 |
| | | 2 | | | | 2 |
| | Livraisons | 2 | | 2 | | 2 |
| | | 2 | | 2 | | 2 |
| Infra MRTT - Ensemble 2 : Parkings | Commandes | 5 | | | | 5 |
| | | 5 | | | | 5 |
| | Livraisons | 5 | | 5 | | 5 |
| | | 5 | 5 | | | 5 |

*Anticipation, en 2020, de la commande de 3 A330-200 CEO destinés à être convertis en MRTT, tel qu'annoncé par la ministre des armées en juin 2020 dans le cadre du plan de soutien à l'aéronautique.

Les échéanciers de commandes et de livraisons de l'ensemble 3 du programme d'infrastructure MRTT seront établis lors du lancement de sa réalisation.

La partie infrastructure du centre de formation a été livrée au cours du second semestre 2023. Des travaux liés à l'installation du simulateur restent à réaliser pour une livraison finale, prévue au cours du premier semestre 2024.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|--|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | MRTT (Avion de ravitaillement et de transport) | 447 300 000 | - | 1 102 000 000 | - | 654 700 000 | 513 859 057 | - | 756 450 411 | 242 591 354 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil MRTT | 10 200 000 | - | 46 000 000 | -119 699 | 35 680 301 | 40 519 876 | - | 41 736 695 | 1 216 819 |
| | Total | 457 500 000 | - | 1 148 000 000 | -119 699 | 690 380 301 | 554 378 933 | - | 798 187 106 | 243 808 173 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|--|----------------|---------------------------|-------------------|----------|-------------------------|----------------|
| ACT | MRTT (Avion de ravitaillement et de transport) | 752,21 | -0,25 | 1 102,00 | 1 853,95 | 571,97 | 1281,98 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil MRTT | 26,77 | - | 46,00 | 72,77 | 10,16 | 62,61 |
| | Total | 778,97 | -0,25 | 1 148,00 | 1 926,72 | 582,13 | 1344,59 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | | Paiements | | | |
|--------|--|---------|--------------------------------|----------|--------|-----------|--------|--------|----------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | MRTT (Avion de ravitaillement et de transport) | PLF | 947,34 | 154,31 | 584,26 | 229,16 | 77,04 | 211,19 | 1 101,65 |
| | | PLR | 851,04 | 571,97 | 756,45 | 250,48 | 208,35 | 207,74 | 1 423,01 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil MRTT | PLF | 43,89 | 16,11 | 42,94 | 12,79 | 4,27 | 0,00 | 60,00 |
| | | PLR | 43,81 | 10,04 | 41,74 | 10,58 | 0,57 | 0,96 | 53,85 |
| | Total écarts | | -96,38 | 411,60 | 170,99 | 19,10 | 127,62 | -2,49 | 315,21 |

Les principaux engagements 2023 ont notamment couvert :

- Pour l'opération « MRTT » : la commande de l'incrément 1 du standard 2, la conversion au standard 1 des deux derniers A330200, et la notification d'un marché pour l'acquisition de moteurs de rechange ;
- Pour l'opération « réaliser l'infrastructure d'accueil MRTT » : la poursuite des travaux relatifs au centre de maintenance n° 2, au bâtiment commandement opérations et au terminal passager.

Pour l'opération « réaliser l'infrastructure d'accueil MRTT », les écarts en engagements et paiements s'expliquent par un décalage des travaux préalables pour le centre de maintenance n° 3.

Pour l'opération « MRTT », les écarts en engagements et paiements font suite à l'anticipation de la commande de l'incrément 1 du standard 2, de la conversion au standard 1 des deux derniers A330-200 et de la notification d'un marché pour l'acquisition de moteurs de rechange, dans le but de répondre au besoin opérationnel.

SOUS-ACTION**08.56 – Maintenir le potentiel ami et autre - Flotte logistique**

OPÉRATION : FLOTTE LOGISTIQUE

NOM DU PEM : FLOTTE LOGISTIQUE

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Cette opération a pour objectif de fournir à la Marine nationale les moyens navals pour garantir le soutien autonome à la mer d'un groupe aéronaval et un ou deux groupes navals (groupe amphibie ou groupe d'action maritime) tout en garantissant la posture de dissuasion. Les moyens du programme FLOTLOG doivent donner à ces groupes la capacité de durer à la mer par un flux logistique régulier, y compris lorsqu'ils sont déployés loin de la métropole ou d'un point d'appui logistique et pour une longue durée, de jour comme de nuit et quelles que soient les conditions météorologiques. Ils doivent également participer au ravitaillement des forces maritimes alliées déployées, notamment dans le cadre des accords de défense. Enfin, ils sont en mesure de concourir, en complément d'autres moyens, au soutien logistique de tous types d'opérations interarmées. Le périmètre de l'opération FLOTLOG comprend :

- une composante de transport logistique en solide et liquide (carburants, munitions, vivres) ;
- le soutien initial associé.

Ces bâtiments sont désignés BRF - bâtiments ravitailleurs de force.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-------------------------|----------|----------|----------|---------------------------|
| Flotte logistique (BRF) | 4 | 4 | 4 | |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Le contrat Flotte logistique a été notifié par l'OCCAR en janvier 2019 aux Chantiers de l'Atlantique et à Naval Group.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS**4.1 - Calendrier**

| Opérations | Événements | Dates | Références initiales | Écart en mois |
|-------------------|---|---------------|----------------------|---------------|
| Flotte Logistique | Approbation du Dossier de Lancement de la Conception (DLC) | novembre 2009 | 2009 | |
| | Approbation du dossier de choix (DOC) | mars 2017 | | |
| | Approbation du Dossier de Lancement de la Réalisation (DLR) | novembre 2018 | 2013 | |
| | Livraison | juin 2023 | - | |

Le premier BRF a été livré en juin 2023.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| FLOTLOG | Commandes | PLF | 4 | | | | 4 |
| | | PLR | 4 | | | | 4 |
| | Livraisons | PLF | | | 1 | 3 | 4 |
| | | PLR | | | 1 | 3 | 4 |

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------------|---------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|---|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/ prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | Flotte logistique | - | - | - | - | - | 239 361 866 | - | 328 901 315 | 89 539 449 |
| | Total | - | - | - | - | - | 239 361 866 | - | 328 901 315 | 89 539 449 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|-------------------|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | Flotte logistique | 112,09 | -0,17 | - | 111,92 | 71,07 | 40,85 |
| | Total | 112,09 | -0,17 | - | 111,92 | 71,07 | 40,85 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------|-------------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|---------|--------|----------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| ACT | Flotte logistique | PLF | 1 433,20 | 89,47 | 272,16 | 146,04 | 307,11 | 797,36 | 1 522,67 |
| | | PLR | 1 419,71 | 71,07 | 328,90 | 245,41 | 44,95 | 871,51 | 1 490,78 |
| | Total écarts | | -13,49 | -18,40 | 56,74 | 99,37 | -262,15 | 74,15 | -31,89 |

Les principaux engagements 2023 ont couvert le paiement de hausses économiques et la commande :

- de matériels mobiles d'armement et d'équipements ;
- des prestations d'expertises et d'essais ;
- des rechanges ;
- des prestations sous contrat OCCAR et liées au développement du système d'artillerie S40SA.

Les moindres engagements sont dus essentiellement à des hausses économiques et à des prestations de l'OCCAR reportées en 2024.

L'augmentation des paiements 2023 résulte principalement de la prise en compte du solde entrant de la gestion 2022.

COÛTS SYNTHÉTIQUES

5.1 - Tableau des autorisations d'engagements et crédits de paiement de l'année 2023 (en M€)

| Niveau | OS | AE | | | | | CP | | | |
|--------|------------------------------------|----------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|----------|--------------------------|--------------|------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5=3 + 4-1-2 | 1 | 2 | 3 | 4=3-1-2 |
| OP | Autres opérations d'armement (AOA) | 261,63 | 0,00 | 0,00 | 166,44 | -95,19 | 168,60 | 0,00 | 192,42 | 23,82 |
| ACT | Programmes à effet majeur (PEM) | 1 559,35 | 0,00 | 1 865,90 | 18,48 | 325,03 | 1 543,16 | 0,00 | 1 609,94 | 66,78 |
| ACT | INFRA | 173,10 | 0,00 | 139,35 | 0,85 | -32,90 | 76,93 | 0,00 | 67,98 | -8,94 |
| Total | | 1 994,08 | 0,00 | 2 005,25 | 185,77 | 196,94 | 1 788,69 | 0,00 | 1 870,34 | 81,65 |

5.2 - Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectation 2023 | Total | Engagement 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|---------------------------------|----------------|-------------------------|------------------|----------|------------------------|----------------|
| Programmes à effet majeur (PEM) | 3 044,76 | -5,38 | 1 865,90 | 4 905,28 | 966,40 | 3 938,88 |
| INFRA | 50,24 | 0,00 | 139,35 | 189,59 | 86,17 | 103,42 |
| Total | 3 095,00 | -5,38 | 2 005,25 | 5 094,87 | 1 052,56 | 4 042,30 |

5.3 - Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opération | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------------|------------------------------------|---------|----------------|----------|-----------|----------|----------|----------|-----------|
| | | | RàP à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| OS | Autres opérations d'armement (AOA) | PLF | 521,16 | 261,63 | 174,40 | 175,85 | 129,46 | 303,07 | 782,78 |
| | | PLR | 467,11 | 166,44 | 192,42 | 174,81 | 97,56 | 168,76 | 633,55 |
| OS | Programmes à effet majeur (PEM) | PLF | 11 049,08 | 1 137,80 | 1 754,59 | 1 490,49 | 1 274,23 | 7 667,58 | 12 186,88 |
| | | PLR | 10 650,60 | 984,88 | 1 609,94 | 1 587,11 | 1 081,77 | 7 356,66 | 11 635,48 |
| OS | INFRA | PLF | 82,07 | 162,04 | 81,51 | 62,36 | 41,51 | 58,73 | 244,11 |
| | | PLR | 78,29 | 87,02 | 67,98 | 28,57 | 20,26 | 48,49 | 165,31 |
| Total écarts | | | -456,30 | -323,14 | -140,17 | 61,80 | -245,61 | -455,47 | -779,44 |

ACTION

09 – Engagement et combat

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 09 – Engagement et combat | | 11 097 606 772 | 11 097 606 772 | | 5 260 563 703 | 5 260 563 703 |
| | | 9 308 704 737 | 9 308 704 737 | | 5 776 190 778 | 5 776 190 778 |
| 09.56 – Frapper à distance - Missile de croisière naval (MDCN) | | 6 173 351 | 6 173 351 | | 20 140 529 | 20 140 529 |
| | | | | | 24 644 533 | 24 644 533 |
| 09.59 – Frapper à distance - RAFALE | 6 134 343 898 | | 6 134 343 898 | 1 285 058 483 | | 1 285 058 483 |
| | 4 646 712 918 | | 4 646 712 918 | 1 159 572 883 | | 1 159 572 883 |
| 09.61 – Frapper à distance - Autres opérations | 129 933 853 | | 129 933 853 | 213 501 375 | | 213 501 375 |
| | 737 505 750 | | 737 505 750 | 286 922 557 | | 286 922 557 |
| 09.62 – Frapper à distance - SCAF | | | 0 | 327 951 511 | | 327 951 511 |
| | 135 650 671 | | 135 650 671 | 336 315 536 | | 336 315 536 |
| 09.63 – Frapper à distance - Porte-avions | 1 574 688 587 | | 1 574 688 587 | 214 638 063 | | 214 638 063 |
| | 998 410 489 | | 998 410 489 | 282 428 128 | | 282 428 128 |
| 09.66 – Opérer en milieu hostile - Véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI) | | -4 864 241 | -4 864 241 | 5 276 994 | | 5 276 994 |
| | | | | 4 072 507 | | 4 072 507 |
| 09.68 – Opérer en milieu hostile - Hélicoptère TIGRE | 300 000 | | 300 000 | 272 618 323 | | 272 618 323 |
| | 42 370 276 | | 42 370 276 | 292 425 671 | | 292 425 671 |
| 09.69 – Opérer en milieu hostile - Future torpille lourde (FTL) | | | 0 | 31 129 713 | | 31 129 713 |
| | 6 313 834 | | 6 313 834 | 38 060 034 | | 38 060 034 |
| 09.71 – Opérer en milieu hostile - Evolution Exocet | 118 100 000 | | 118 100 000 | 47 871 133 | | 47 871 133 |
| | 56 342 936 | | 56 342 936 | 32 947 656 | | 32 947 656 |
| 09.73 – Opérer en milieu hostile - Frégates multi-missions (FREMM) | | 70 508 278 | 70 508 278 | 338 150 077 | | 338 150 077 |
| | | | | 337 056 650 | | 337 056 650 |
| 09.74 – Opérer en milieu hostile - SNA Barracuda | 44 110 000 | | 44 110 000 | 665 228 783 | | 665 228 783 |
| | 410 423 663 | | 410 423 663 | 734 373 000 | | 734 373 000 |
| 09.75 – Opérer en milieu hostile - Autres opérations et conduire des opérations spéciales | 317 210 497 | | 317 210 497 | 373 438 590 | | 373 438 590 |
| | 521 381 025 | | 521 381 025 | 443 297 771 | | 443 297 771 |
| 09.77 – Opérer en milieu hostile - SCORPION | 898 000 000 | | 898 000 000 | 796 410 839 | | 796 410 839 |
| | 1 038 401 621 | | 1 038 401 621 | 1 015 091 171 | | 1 015 091 171 |
| 09.78 – Frapper à distance - Mirage 2000 | 73 959 605 | | 73 959 605 | 73 611 532 | | 73 611 532 |
| | 82 161 377 | | 82 161 377 | 56 594 002 | | 56 594 002 |
| 09.79 – Opérer en milieu hostile - Plateformes | 227 680 332 | | 227 680 332 | 148 256 132 | | 148 256 132 |
| | 243 227 587 | | 243 227 587 | 137 541 657 | | 137 541 657 |
| 09.80 – Opérer en milieu hostile - MGCS Système de combat terrestre principal | | | 0 | | | 0 |
| | | | 0 | | | 0 |
| 09.84 – Opérer en milieu hostile - MAST-F | | 6 568 048 | 6 568 048 | 63 297 549 | | 63 297 549 |
| | | | | 64 702 057 | | 64 702 057 |
| 09.85 – Opérer en milieu hostile - SLAMF | 1 201 280 000 | | 1 201 280 000 | 80 304 733 | | 80 304 733 |
| | 55 682 362 | | 55 682 362 | 78 082 660 | | 78 082 660 |
| 09.86 – Opérer en milieu hostile - ATL2 | 25 000 000 | | 25 000 000 | 37 419 800 | | 37 419 800 |
| | 39 019 000 | | 39 019 000 | 29 819 966 | | 29 819 966 |
| 09.88 – Opérer en milieu hostile - missile moyenne portée MMP | 353 000 000 | | 353 000 000 | 30 272 358 | | 30 272 358 |
| | 207 846 198 | | 207 846 198 | 61 051 302 | | 61 051 302 |
| 09.89 – Opérer en milieu hostile - Frégates de taille intermédiaire | | 8 869 594 | 8 869 594 | 235 987 186 | | 235 987 186 |
| | | | | 361 191 038 | | 361 191 038 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 4 178 071 521 | 2 124 046 838 | 1 811 550 261 | 1 195 899 912 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 4 178 071 521 | 2 124 046 838 | 1 811 550 261 | 1 195 899 912 |
| 09.56 – Frapper à distance - Missile de croisière naval (MDCN) | | 5 530 995 | 17 616 794 | 18 827 252 |
| 09.59 – Frapper à distance - RAFALE | 1 673 041 151 | 313 290 994 | 380 435 554 | 200 846 318 |
| 09.61 – Frapper à distance - Autres opérations | 60 927 809 | 383 606 462 | 133 298 443 | 149 407 903 |
| 09.62 – Frapper à distance - SCAF | | 61 355 803 | 16 397 576 | 33 147 971 |
| 09.63 – Frapper à distance - Porte-avions | 1 072 053 280 | 397 532 578 | 176 126 412 | 190 778 866 |
| 09.66 – Opérer en milieu hostile - Véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI) | | -4 850 129 | 4 760 475 | 3 974 202 |
| 09.68 – Opérer en milieu hostile - Hélicoptère TIGRE | | 2 836 544 | 18 188 129 | 7 356 688 |
| 09.69 – Opérer en milieu hostile - Future torpille lourde (FTL) | | 1 742 279 | 18 475 806 | 7 118 733 |
| 09.71 – Opérer en milieu hostile - Evolution Exocet | 62 703 894 | 56 087 752 | 15 230 012 | 13 103 540 |
| 09.73 – Opérer en milieu hostile - Frégates multi-missions (FREMM) | | 549 630 | 21 883 850 | 1 599 123 |
| 09.74 – Opérer en milieu hostile - SNA Barracuda | 1 830 151 | 49 716 732 | 4 621 947 | 6 909 886 |
| 09.75 – Opérer en milieu hostile - Autres opérations et conduire des opérations spéciales | 135 086 099 | 362 147 727 | 197 717 206 | 244 523 924 |
| 09.77 – Opérer en milieu hostile - SCORPION | 735 754 108 | 190 199 386 | 693 947 063 | 162 102 794 |
| 09.78 – Frapper à distance - Mirage 2000 | 51 771 723 | 44 915 052 | 37 363 190 | 32 268 688 |
| 09.79 – Opérer en milieu hostile - Plateformes | 53 454 399 | 29 473 255 | 27 686 205 | 41 584 671 |
| 09.84 – Opérer en milieu hostile - MAST-F | | 116 951 | | 1 763 200 |
| 09.85 – Opérer en milieu hostile - SLAMF | 137 757 575 | 1 746 998 | 10 121 918 | 5 544 488 |
| 09.86 – Opérer en milieu hostile - ATL2 | 17 191 332 | 23 496 415 | 16 633 671 | 20 520 064 |
| 09.88 – Opérer en milieu hostile - missile moyenne portée MMP | 176 500 000 | 200 857 225 | 15 136 179 | 51 736 977 |
| 09.89 – Opérer en milieu hostile - Frégates de taille intermédiaire | | 3 694 188 | 5 909 831 | 2 784 621 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 6 866 905 591 | 7 141 618 452 | 3 419 425 133 | 4 551 511 562 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 6 866 905 591 | 5 760 886 918 | 3 419 425 133 | 2 906 851 909 |
| 09.56 – Frapper à distance - Missile de croisière naval (MDCN) | | 642 357 | 2 523 735 | 5 817 280 |
| 09.59 – Frapper à distance - RAFALE | 4 461 302 747 | 3 884 699 224 | 904 622 929 | 524 364 187 |
| 09.61 – Frapper à distance - Autres opérations | 68 720 074 | 302 290 893 | 79 823 440 | 64 836 376 |
| 09.62 – Frapper à distance - SCAF | | 61 289 748 | 311 553 935 | 38 121 354 |
| 09.63 – Frapper à distance - Porte-avions | 502 635 307 | 181 815 895 | 38 511 651 | 89 883 964 |
| 09.66 – Opérer en milieu hostile - Véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI) | | -9 615 | 516 519 | 102 802 |
| 09.68 – Opérer en milieu hostile - Hélicoptère TIGRE | 300 000 | 664 602 | 251 725 558 | 35 529 178 |
| 09.69 – Opérer en milieu hostile - Future torpille lourde (FTL) | | 2 685 001 | 12 653 907 | 5 045 112 |
| 09.71 – Opérer en milieu hostile - Evolution Exocet | 55 396 106 | 289 074 | 32 641 121 | 1 751 602 |
| 09.73 – Opérer en milieu hostile - Frégates multi-missions (FREMM) | | 70 164 356 | 313 292 001 | 267 693 637 |
| 09.74 – Opérer en milieu hostile - SNA Barracuda | 42 279 849 | 356 548 605 | 660 606 836 | 715 495 774 |
| 09.75 – Opérer en milieu hostile - Autres opérations et conduire des opérations spéciales | 132 842 098 | 89 719 371 | 153 682 068 | 113 090 756 |
| 09.77 – Opérer en milieu hostile - SCORPION | 162 245 892 | 579 688 840 | 102 463 776 | 722 353 365 |
| 09.78 – Frapper à distance - Mirage 2000 | 22 187 882 | 4 104 634 | 36 248 342 | 14 101 141 |
| 09.79 – Opérer en milieu hostile - Plateformes | 174 225 933 | 197 734 297 | 120 569 927 | 84 348 353 |
| 09.84 – Opérer en milieu hostile - MAST-F | | 292 097 | 62 021 571 | 2 313 752 |
| 09.85 – Opérer en milieu hostile - SLAMF | 1 060 461 035 | 13 449 149 | 69 968 154 | 63 503 881 |
| 09.86 – Opérer en milieu hostile - ATL2 | 7 808 668 | 12 693 122 | 20 786 129 | 9 099 315 |
| 09.88 – Opérer en milieu hostile - missile moyenne portée MMP | 176 500 000 | 18 476 | 15 136 179 | 6 280 761 |
| 09.89 – Opérer en milieu hostile - Frégates de taille intermédiaire | | 2 106 791 | 230 077 355 | 143 119 319 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 1 380 731 534 | | 1 644 659 653 |
| 09.59 – Frapper à distance - RAFALE | | 448 722 700 | | 434 362 378 |
| 09.61 – Frapper à distance - Autres opérations | | 43 573 852 | | 68 703 279 |
| 09.62 – Frapper à distance - SCAF | | 13 005 120 | | 265 046 211 |
| 09.63 – Frapper à distance - Porte-avions | | 419 062 015 | | 1 765 298 |
| 09.66 – Opérer en milieu hostile - Véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI) | | -4 498 | | -4 498 |
| 09.68 – Opérer en milieu hostile - Hélicoptère TIGRE | | 35 923 778 | | 246 874 986 |
| 09.69 – Opérer en milieu hostile - Future torpille lourde (FTL) | | 1 886 554 | | 25 896 188 |
| 09.71 – Opérer en milieu hostile - Evolution Exocet | | -33 890 | | 18 092 515 |
| 09.73 – Opérer en milieu hostile - Frégates multi-missions (FREMM) | | -205 708 | | 66 581 028 |
| 09.74 – Opérer en milieu hostile - SNA Barracuda | | 4 158 325 | | 11 967 341 |
| 09.75 – Opérer en milieu hostile - Autres opérations et conduire des opérations spéciales | | 51 010 926 | | 70 878 491 |
| 09.77 – Opérer en milieu hostile - SCORPION | | 255 725 843 | | 126 659 469 |
| 09.78 – Frapper à distance - Mirage 2000 | | 33 141 692 | | 10 224 174 |
| 09.79 – Opérer en milieu hostile - Plateformes | | 16 020 035 | | 11 608 633 |
| 09.84 – Opérer en milieu hostile - MAST-F | | 5 390 000 | | 58 448 623 |
| 09.85 – Opérer en milieu hostile - SLAMF | | 40 486 215 | | 9 034 291 |
| 09.86 – Opérer en milieu hostile - ATL2 | | 2 829 463 | | 200 587 |
| 09.88 – Opérer en milieu hostile - missile moyenne portée MMP | | 6 970 497 | | 3 033 563 |
| 09.89 – Opérer en milieu hostile - Frégates de taille intermédiaire | | 3 068 614 | | 215 287 098 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 52 629 660 | 43 039 446 | 29 588 309 | 28 779 304 |
| Transferts aux entreprises | | 35 691 552 | | 22 227 943 |
| 09.61 – Frapper à distance - Autres opérations | | 5 334 000 | | 3 447 800 |
| 09.75 – Opérer en milieu hostile - Autres opérations et conduire des opérations spéciales | | 18 503 000 | | 14 804 600 |
| 09.77 – Opérer en milieu hostile - SCORPION | | 11 347 552 | | 3 975 543 |
| 09.84 – Opérer en milieu hostile - MAST-F | | 507 000 | | |
| Transferts aux autres collectivités | 52 629 660 | 7 347 894 | 29 588 309 | 6 551 361 |
| 09.61 – Frapper à distance - Autres opérations | 285 970 | 2 700 543 | 379 492 | 527 198 |
| 09.68 – Opérer en milieu hostile - Hélicoptère TIGRE | | 2 945 351 | 2 704 636 | 2 664 819 |
| 09.73 – Opérer en milieu hostile - Frégates multi-missions (FREMM) | | | 2 974 226 | 1 182 863 |
| 09.75 – Opérer en milieu hostile - Autres opérations et conduire des opérations spéciales | 49 282 300 | | 22 039 316 | |
| 09.77 – Opérer en milieu hostile - SCORPION | | 1 440 000 | | |
| 09.84 – Opérer en milieu hostile - MAST-F | | 262 000 | 1 275 978 | 2 176 481 |
| 09.85 – Opérer en milieu hostile - SLAMF | 3 061 390 | | 214 661 | |
| Total | 11 097 606 772 | 9 308 704 737 | 5 260 563 703 | 5 776 190 778 |

SOUS-ACTION

09.56 – Frapper à distance - Missile de croisière naval (MDCN)

OPÉRATION : MISSILE DE CROISIÈRE NAVAL (MDCN)

Nom du PEM : MDCN

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Le missile de croisière naval (MDCN) vise à permettre la conduite d'opérations vers la terre en disposant d'une capacité de frappe dans la profondeur depuis les frégates multi-missions (FREMM) et les sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) du programme BARRACUDA. La détention de cette capacité contribuera fortement à la diversification et à la permanence multi-théâtres des plates-formes de lancement des missiles de croisière.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP | RAP | Raison de la modification |
|-----------|----------|-----|-----|---------------------------|
| MDCN | * | * | * | |

* 2 lots de commandes, livrés en plusieurs lots, respectivement pour les munitions FREMM et Barracuda (*confidentiel*).

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

La société MBDA assure la maîtrise d'œuvre pour le développement et la production du MDCN.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écarts en mois |
|------------|---|---------------|---------------|----------------|
| MDCN | Lancement du programme | février 2002 | février 2002 | |
| | Lancement du stade de réalisation | novembre 2006 | novembre 2006 | |
| | Notification du contrat de réalisation | décembre 2006 | décembre 2006 | |
| | Réception du premier lot de missiles de série FREMM | janvier 2017 | janvier 2017 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|----------------------------|------------|---------|-----------------------|--------------------|------|------------|--------------|
| MDCN / Munitions BARRACUDA | Commandes | PLF | commande unique | | | | * |
| | | PLR | commande unique | | | | * |
| | Livraisons | PLF | 2 lots | 3 ^e lot | | | * |
| | | PLR | 2 lots | 3 ^e lot | | | * |
| MDCN / Munitions FREMM | Commandes | PLF | commandes en 2 étapes | | | | * |
| | | PLR | commandes en 2 étapes | | | | * |
| | Livraisons | PLF | 4 lots | | | | * |
| | | PLR | 4 lots | | | | * |

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-----------------------------------|---------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|---|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/ prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | MDCN (Missile de croisière naval) | - | - | - | - | - | 20 140 529 | - | 24 644 533 | 4 504 004 |
| | Total | - | - | - | - | - | 20 140 529 | - | 24 644 533 | 4 504 004 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|-----------------------------------|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | MDCN (Missile de croisière naval) | 16,94 | - | - | 16,94 | 6,17 | 10,76 |
| | Total | 16,94 | - | - | 16,94 | 6,17 | 10,76 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|-----------------------------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|------|------|-------|-------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | MDCN (Missile de croisière naval) | PLF | 23,03 | 7,50 | 22,90 | 5,75 | 1,19 | 0,69 | 30,53 |
| | | PLR | 29,15 | 6,17 | 24,64 | 7,66 | 2,14 | 0,87 | 35,32 |
| | Total écarts | | 6,12 | -1,33 | 1,74 | 1,91 | 0,95 | 0,18 | 4,79 |

Les principaux engagements 2023 ont couvert les hausses économiques.

L'écart en engagements est lié principalement au report en 2024 du paiements d'une partie des hausses économiques.

SOUS-ACTION

09.59 – Frapper à distance - RAFALE

OPÉRATION : RAFALE

NOM DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT : RAFALE, RETROFIT RAFALE F1-F3, RAFALE F3-R, RAFALE F4, RAFALE F5, INFRA ACCUEIL RAFALE, DIVERS PEM (INTÉGRATION MÉTÉOR)

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

L'avion Rafale est un appareil polyvalent capable d'effectuer les missions suivantes : dissuasion nucléaire, pénétration et attaque au sol par tous les temps, attaque à la mer, défense et supériorité aérienne, intervention à long rayon d'action avec ravitaillement en vol, reconnaissance tactique et stratégique.

Le périmètre du programme Rafale comprend la fourniture des avions, avec leurs équipements de mission et leur stock de rechanges initial. Il comprend également des moyens de maintenance et deux centres de simulation avec leurs infrastructures associées.

Outre le PEM Rafale, la sous-action comprend :

- l'opération « Rétrofit Rafale F1-F3 », consistant à mettre au standard F3 les 10 Rafale marine livrés au standard F1 avant 2003 ;
- des travaux liés au standard F3-R. Ce standard a permis notamment la prise en compte de nouveaux emports (en particulier le missile METEOR et le pod PDL NG) et des évolutions nécessaires pour faire face à l'évolution de la menace ;
- des travaux liés au standard F4. Première marche vers le SCAF, le standard F4 permettra de faire face à l'évolution des menaces dans des contextes d'engagement plus contestés en améliorant notamment les capacités de combat collaboratif connecté ;
- des travaux liés à la préparation du futur standard F5 ;
- des travaux permettant d'assurer la mise en œuvre du Rafale (moyens de préparation et de restitution des missions, simulateurs d'entraînement) et des travaux visant à traiter les faits techniques rencontrés en opération, à entretenir l'interopérabilité avec les alliés et la navigabilité de l'appareil, à introduire des capacités complémentaires suite au retour d'expérience et à maintenir les moyens de développement, d'essais et de production.

La sous-action comprend également un volet infrastructure.

L'objectif de ce programme est de réaliser les infrastructures d'accueil de la totalité des avions Rafale utilisés par l'armée de l'air et de l'espace et la marine nationale. À ce stade, les infrastructures techniques (mise en œuvre, exploitation et maintenance des avions) et de commandement prévues, concernent ainsi, pour l'armée de l'air et de l'espace, six escadrons de chasse et un escadron de transformation basés à Saint-Dizier, Mont-de-Marsan et Orange, et, pour la marine nationale, trois flottilles implantées sur la base aéronavale de Landivisiau.

Divers PEM

Intégration du missile METEOR, clos au premier semestre 2017, dernière description présentée au RAP 2018.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP | RAP | Raison de la modification |
|---------------------------------|----------|-----|-----|---------------------------|
| Rafale | 294 | ** | ** | |
| Rafale : Rétrofit Rafale F1-F3* | - | - | 10 | |

* 10 avions initialement livrés au standard F1 ont été rétrofités au standard F3.

** La LPM 2024-2030 prévoit un parc Rafale (Air + Marine) de 178 avions à fin 2030 et de 225 avions à l'horizon 2035.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

L'architecture industrielle du programme est confiée à Dassault Aviation. La cellule est développée et produite par Dassault Aviation, les moteurs par SAFRAN, le radar par Thales, les contre-mesures en coopération Thales-MBDA et l'optronique secteur frontal en coopération Thales-SAFRAN pour la deuxième tranche de production Rafale et par Thales pour les tranches de production Rafale ultérieures.

Les travaux relatifs aux standards F3-R et F4 ont été confiés aux industriels déjà en charge des standards précédents : Dassault Aviation, MBDA, SAFRAN et Thales.

IV - CALENDRIER - DATES CLES - ECHEANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écarts en mois |
|--------------------------------|---|---------------------------|---------------------------|--|
| Rafale | Premier vol avion de série | 1998 (air) -1999 (marine) | 1998 (air) -1999 (marine) | |
| | MSO flottille 12F | juin 2004 | juin 2004 | |
| | Inauguration du premier escadron Air à Saint-Dizier | juin 2006 | juin 2006 | |
| | Qualification du standard F3 | juillet 2008 | juillet 2008 | |
| | Livraison du 1 ^{er} avion équipé des capteurs de nouvelle génération | septembre 2012 | septembre 2012 | |
| Rafale : Rétrofit Rafale F1-F3 | Livraison du premier avion mis à hauteur au standard F3 | novembre 2014 | novembre 2014 | |
| Rafale F3R | Lancement du standard | décembre 2013- | décembre 2013 | |
| | Qualification du standard F3-R | octobre 2018- | octobre 2018 | |
| Rafale : Standard F4 | Lancement de la réalisation | décembre 2018 | décembre 2018 | |
| | Lancement de la réalisation du déploiement | juillet 2020 | juillet 2020 | |
| | Qualification du standard F4.1 | avril 2023 | mars 2023 | -1 |
| | Qualification du standard F4.2 | 2025 | 2025 | |
| Rafale F5 | Lancement de la phase de préparation | | 2023 | Le Rafale standard F5 a été lancé en 2023. |

Le standard F4.1 a été qualifié avec 1 mois d'avance.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|--|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| Rafale | Commandes | PLF | 192 | 0 | 42 | * | ** |
| | | PLR | 192 | 0 | 42 | * | ** |
| | Livraisons | PLF | 152 | 1 | 13 | 68 | ** |
| | | PLR | 152 | 1 | 11 | 70 | ** |
| Infra Rafale – (BA Orange, BAN Landivisiau, BA Mont-de-Marsan) | Commandes | PLF | 5 | 3 | | | 8 |
| | | PLR | 5 | 3 | | | 8 |
| | Livraisons | PLF | 4 | | 1 | 3 | 8 |
| | | PLR | 4 | | 1 | 3 | 8 |

* Les commandes post-2023 seront définies en fonction de l'attrition constatée, de la politique pour d'éventuelles futures cessions de Rafale d'occasion et des résultats des travaux d'extension de durée de vie des cellules actuellement en cours.

** Le parc global (Air + Marine) prévu par la LPM 2024-2030 est de 178 avions à fin 2030 et de 225 avions à l'horizon 2035.

Deux livraisons de Rafale initialement prévues en 2023 ont été reportées en 2024 suite aux difficultés rencontrées sur les chaînes d'approvisionnement.

V - ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|--|---------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|---------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | RAFALE | 5 144 500 000 | 85 573 254 | 6 400 000 000 | - | 1 169 926 746 | 666 827 028 | 85 573 254 | 692 010 198 | -60 390 084 |
| ACT | RAFALE : Rafale F4 | 812 000 000 | - | 500 800 000 | - | -311 200 000 | 363 179 740 | - | 260 764 466 | -102 415 274 |
| OP | AOA-EC | 91 825 644 | - | - | 127 811 061 | 35 985 417 | 95 140 667 | - | 114 268 901 | 19 128 234 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil RAFALE | 445 000 | - | - | -1 386 249 | -1 831 249 | 74 301 911 | - | 57 548 855 | -16 753 056 |
| ACT | RAFALE : Rafale F3R | - | - | - | - | - | 35 883 | - | 1 041 336 | 1 005 453 |
| ACT | RAFALE : Rétrofit Rafale F1-F3 | - | - | - | - | - | - | - | 2 439 127 | 2 439 127 |
| ACT | RAFALE F5 | - | - | 452 094 915 | - | 452 094 915 | - | - | 31 500 000 | 31 500 000 |
| OP | Divers PEM | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | Total | 6 048 770 644 | 85 573 254 | 7 352 894 915 | 126 424 812 | 1 344 975 829 | 1 199 485 229 | 85 573 254 | 1 159 572 883 | -125 485 600 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|--|----------------|---------------------------|-------------------|----------|-------------------------|----------------|
| ACT | RAFALE | 1 165,95 | - | 6 400,00 | 7 565,95 | 4 114,32 | 3 451,64 |
| ACT | RAFALE : Rafale F4 | 780,79 | -0,00 | 500,80 | 1 281,59 | 329,94 | 951,65 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil RAFALE | 60,96 | 0 | - | 60,96 | 19,09 | 41,87 |
| ACT | RAFALE : Rafale F3R | 2,01 | -0,00 | - | 2,01 | 0,16 | 1,85 |
| ACT | RAFALE : Rétrofit Rafale F1-F3 | 30,68 | -5,82 | - | 24,87 | 0,00 | 24,87 |
| ACT | RAFALE F5 | - | - | 452,09 | 452,09 | 59,93 | 392,16 |
| | Total | 2 040,40 | -5,82 | 7 352,89 | 9 387,47 | 4 523,44 | 4 694,62 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------|--|---------|--------------------------------|----------|-----------|----------|----------|----------|----------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| ACT | RAFALE | PLF | 2 601,80 | 4 903,97 | 849,16 | 1 409,46 | 1 631,94 | 3 615,21 | 7 505,77 |
| | | PLR | 2 435,35 | 4 114,32 | 692,01 | 1 398,74 | 713,47 | 3 745,45 | 6 549,67 |
| ACT | RAFALE : Rafale F4 | PLF | 1 448,91 | 563,31 | 412,94 | 532,20 | 621,22 | 445,86 | 2 012,22 |
| | | PLR | 1 176,39 | 329,94 | 260,76 | 463,05 | 481,30 | 301,22 | 1 506,33 |
| OP | AOA-EC | PLF | 185,76 | 111,83 | 103,59 | 96,33 | 32,67 | 65,00 | 297,59 |
| | | PLR | 206,58 | 127,81 | 114,27 | 128,46 | 35,67 | 55,99 | 334,39 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil Rafale | PLF | 119,79 | 14,47 | 78,73 | 47,94 | 4,98 | 2,61 | 134,27 |
| | | PLR | 101,23 | 17,70 | 57,55 | 56,84 | 3,00 | 1,54 | 118,93 |
| ACT | Rafale : Rafale F3R | PLF | 0,17 | - | 0,04 | 0,04 | 0,07 | 0,02 | 0,17 |
| | | PLR | 6,77 | 0,16 | 1,04 | 0,13 | - | 5,76 | 6,93 |

| | | | | | | | | | |
|--------------|--------------------------------|-----|---------|---------|---------|--------|-----------|-------|-----------|
| ACT | Rafale : Rétrofit Rafale F1-F3 | PLF | 5,42 | - | - | - | - | 5,42 | 5,42 |
| | | PLR | 2,44 | 0,00 | 2,44 | - | - | - | 2,44 |
| ACT | Rafale F5 | PLF | - | - | - | - | - | - | - |
| | | PLR | - | 59,93 | 31,50 | 2,00 | - | 26,43 | 59,93 |
| OP | Divers PEM | PLF | 1,31 | - | - | - | - | 1,31 | 1,31 |
| | | PLR | 1,31 | - | - | - | - | 1,31 | 1,31 |
| Total écarts | | | -433,10 | -943,71 | -284,89 | -36,77 | -1 057,43 | 2,28 | -1 376,81 |

L'évolution des restes à payer à fin 2022 prend en compte les derniers éléments contractuels à jour de l'activité.

Les principaux engagements 2023 concernent essentiellement :

- Pour l'opération Rafale : la commande de la 5^e tranche de production France, des travaux concourant à la gestion de configuration et à la navigabilité des Rafale ainsi que des hausses économiques ;
- Pour le standard F4 : la poursuite des travaux de connectivité, la prise en compte des conséquences des retards de développement de certains équipements, les investissements des centres de la direction technique de la DGA et des hausses économiques ;
- Pour le standard F5 : le lancement du pré-développement du radar RBE2XG ;
- Pour les infrastructures d'accueil du Rafale : des compléments aux travaux en cours et des hausses économiques ;
- Pour les AOA : la poursuite des travaux d'évolution des moyens de simulation et de préparation de mission, le maintien en condition opérationnelle des avions en service (maîtrise technique, ...) et des hausses économiques.

Les écarts portent sur :

- Pour l'opération Rafale : l'augmentation des paiements 2022 résulte principalement de la prise en compte du solde entrant de la gestion 2022. L'augmentation des engagements correspond au recomplètement des équipements cédés à la Croatie. L'augmentation de l'affectation est liée à celle du périmètre physique de la commande (travaux concourant à la production et au soutien de la cinquième tranche Rafale) ;
- Pour le standard F4 : le moindre engagement est principalement dû au report de travaux en 2023. La diminution de l'affectation est liée à la création d'un incrément F4.3 et au report en 2024 de l'affectation pour l'opération de déploiement du standard F4 ;
- Pour le standard F5 : les engagements et paiements sont liés au lancement de la phase de préparation du standard F5 ;
- Pour les infrastructures d'accueil du Rafale : les moindres engagements et l'augmentation des paiements s'expliquent par le décalage de certains travaux prévus initialement en 2022 et en 2023 ;
- Les écarts en engagement et en paiement sur Rafale F1-F3 et F3R sont la conséquence du traitement des derniers actes contractuels avant la clôture programmatique de ces opérations ;
- Pour les AOA : les engagements et les paiements excédentaires sont principalement dus à des besoins complémentaires sur les systèmes de simulation et de la préparation de mission ;
- Les écarts constatés sur le reste à payer à fin 2022 s'expliquent principalement par la prise en compte de l'exécution 2022 décrite dans le RAP 2022.

Fonds de concours et attributions de produits

| Niveau | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
|-------------|---------------|--------------|--|
| Sous-action | 85 573 254 | 94 974 750 | 9 401 496 |

SOUS-ACTION

09.61 – Frapper à distance - Autres opérations

OPÉRATION : FRAPPER À DISTANCE – AUTRES OPÉRATIONS

NOM DES PEM : AASM (ARMEMENT AIR-SOL MODULAIRE), PDL NG, RMV SCALP EG, CAESAR, FMC, DIVERS PEM (LRU)

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Armement air sol modulaire (AASM)

L'AASM a pour objectif de donner la capacité de détruire ou neutraliser des cibles terrestres. Il est complémentaire des missiles de la famille SCALP réservés en priorité aux objectifs de grande valeur situés dans la profondeur d'un territoire ou d'un dispositif adverse. L'AASM est mis en œuvre à partir du Rafale.

Pod de désignation laser de nouvelle génération (PDL NG)

Le pod de désignation laser nouvelle génération (PDL NG) doit permettre d'améliorer les capacités de frappe air-sol des avions de chasse de l'armée de l'air et de l'espace et de la marine nationale, en améliorant les performances d'identification et de discrimination, essentielles dans des environnements de plus en plus complexes (notamment urbains). Le périmètre de l'opération PDL NG comprend le développement, l'industrialisation et la production des pods de désignation laser de nouvelle génération ainsi que le système de soutien associé.

Rénovation à « mi-vie » SCALP EG

Le missile SCALP EG est un missile de croisière air-sol tiré à distance de sécurité. Il permet de neutraliser ou de détruire des cibles fixes à haute valeur ajoutée.

L'opération de rénovation à mi-vie consiste à rénover les missiles SCALP EG afin de garantir leur disponibilité et leur efficacité opérationnelle jusqu'en 2030 au moins.

FMC

L'opération FMC permet de pérenniser la capacité de frappe dans la profondeur depuis la 3^e dimension post 2030. La phase de montée en maturité menée conjointement avec le Royaume-Uni, doit permettre le choix de l'option permettant de répondre au besoin opérationnel préalablement au lancement en réalisation.

CAESAR étape 2

Le CAESAR (camion équipé d'un système d'artillerie) est un canon de 155 mm automoteur à roues, d'une portée de 40 km.

Lancé en réalisation fin 2021, l'incrément 0 de l'étape 2 du programme CAESAR consiste à développer et qualifier un nouveau standard « NG » disposant d'une mobilité accrue et d'un haut niveau de protection. Cet incrément prévoyait :

- la livraison de 33 CAESAR NG neufs ;
- la rénovation au standard NG du parc de 76 CAESAR en service acquis dans le cadre de l'étape 1, ou de manière alternative, l'acquisition de 76 CAESAR NG neufs.

La LPM a prévu de lancer directement l'acquisition de 109 CAESAR NG neufs. La commande a été notifiée fin 2023. Cette commande intègre aussi des mesures liées à l'« économie de guerre ».

Suite à la cession de 18 CAESAR à l'Ukraine au premier semestre 2022, l'incrément 1 de l'étape 2, lancé mi 2022, consiste en l'acquisition en urgence opérations de 18 CAESAR permettant le recomplètement en 2024 du parc de 76 CAESAR en service.

Munitions Gros Calibre (MGC)

L'opération MGC créée et introduite par la LPM 2024-2030, a été lancée en réalisation en 2023. Elle couvre l'acquisition de munition de gros calibre au travers d'incrément successifs. Les incréments 0 et 1, tous les deux lancés en réalisation en 2023, traitent de l'acquisition de munitions d'artillerie de 155 mm. L'incrément 1 emporte des mesures « économie de guerre » en lien avec la localisation d'une chaîne de production de poudre à Bergerac.

Les autres opérations de la sous-action comprennent :

- le suivi en service de pods de désignation laser DAMOCLES ;
- le développement, l'acquisition ou l'adaptation d'autres armements air/sol ainsi que le suivi en service associé ;
- le traitement des obsolescences et des faits techniques (analyse, études et développement de solutions, essais et qualification associés) rencontrés en service sur les matériels d'artillerie afin de garantir la sécurité du personnel ou d'améliorer la disponibilité opérationnelle ;
- l'acquisition de munitions (hors MGC).

Divers PEM

Lance-roquettes unitaire (LRU), clos depuis 2014, dernière description présentée au RAP 2018.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP | RAP | Raison de la modification |
|----------------------------------|------------------|------------------|-------------------|---------------------------------|
| PDL NG | 45 | 67 | 67 | |
| Kits AASM Version inertie-GPS | 1452 | 764 | 764 | |
| Kits AASM Version infrarouge | 1548 | 384 | 384 | |
| Kits AASM Version laser | 1200 | 600 | 600 | |
| RMV SCALP EG | Lots de missiles | Lots de missiles | Lots de missiles | |
| CAESAR étape 1 | 77 | 77 | 77 | |
| CAESAR étape 2, incrément 0 | 109 | 109 | 109 | |
| CAESAR étape 2, incrément 1 | - | 18 | 18 | |
| MGC, incrément 0 | - | - | Lots de munitions | Création de l'opération en 2023 |
| MGC, incrément1 | - | - | Lots de munitions | Création de l'opération en 2023 |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

AASM

Le maître d'œuvre industriel de l'opération AASM est la société SAFRAN Electronics & Defense.

PDL NG

Le maître d'œuvre industriel de l'opération PDL NG est la société Thales LAS France.

RMV SCALP EG

Le maître d'œuvre industriel de l'opération RMV SCALP EG est la société MBDA

FMC

La maîtrise d'œuvre industrielle est confiée à la société MBDA.

CAESAR

Le maître d'œuvre industriel de l'opération CAESAR est la société Nexter systems.

MGC

Les industriels de l'opération MGC incrément 0 + 1 sont Nexter Munitions, Eurenco et Junghans T2M.

IV - CALENDRIER - DATES CLES - ECHEANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Évènements | PLF | PLR | Écarts en mois |
|-----------------------------|--|----------------|----------------|----------------|
| PDL NG | Livraison 1 ^{er} PDL NG de série | 2018 | 2018 | |
| | Livraison du dernier PDL NG de série | 2025 | 2025 | |
| AASM | Notification du contrat de réalisation | septembre 2000 | septembre 2000 | |
| | Première livraison de la version inertie-GPS | octobre 2007 | octobre 2007 | |
| | Première livraison de la version infrarouge | février 2009 | février 2009 | |
| | Première livraison de la version laser | décembre 2012 | décembre 2012 | |
| RMV SCALP EG | Lancement du stade d'élaboration | décembre 2015 | décembre 2015 | |
| | Lancement du stade de réalisation | décembre 2016 | décembre 2016 | |
| CAESAR étape 2, incrément 0 | Livraison du 33 ^e CAESAR NG | 2027 | 2027 | |
| CAESAR étape 2, incrément 1 | Livraison du 18 ^e CAESAR de recomplètement | 2024 | 2024 | |
| MGC | Lancement en réalisation de l'incrément 0 : commande de lots de munitions 155 mm pour CAESAR | Non défini | Décembre 2023 | |

Le calendrier de l'opération FMC sera défini lors du lancement en réalisation.

L'opération MGC, non prévue au PAP 2023, a été lancée en réalisation en décembre 2023.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|-----------------------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| CAESAR étape 1 | Commandes | PLF | 77 | | | | 77 |
| | | PLR | 77 | | | | 77 |
| | Livraisons | PLF | 77 | | | | 77 |
| | | PLR | 77 | | | | 77 |
| CAESAR étape 2, incrément 0 | Commandes | PLF | | | | 109 | 109 |
| | | PLR | | | 109 | | 109 |
| | Livraisons | PLF | | | | 109 | 109 |
| | | PLR | | | | 109 | 109 |
| CAESAR étape 2, incrément 1 | Commandes | PLF | | 18 | | | 18 |
| | | PLR | | 18 | | | 18 |
| | Livraisons | PLF | | | | 18 | 18 |

| | | | | | | | |
|--|------------|-----|---------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------------------|
| | | PLR | | | 6 | 12 | 18 |
| PDL NG | Commandes | PLF | 46 | 21 | | | 67 |
| | | PLR | 46 | 21 | | | 67 |
| | Livraisons | PLF | 27 | 10 | 9 | 21 | 67 |
| | | PLR | 27 | 8 | 11 | 21 | 67 |
| RMV SCALP EG | Commandes | PLF | Commande initiale | | | | Lots de missiles |
| | | PLR | Commande initiale | | | | Lots de missiles |
| | Livraisons | PLF | Livraisons en lots | Livraison des lots | Livraison des lots | | Lots de missiles |
| | | PLR | Livraisons en lots | Livraison des lots | | Livraison des lots | Lots de missiles |
| MGC (munitions de type coups complets 155 mm non guidés) Incrément 1 | Commandes | PLF | Non mentionné au PAP 2023 | | | | |
| | | PLR | | | Commande des lots | | / |
| | Livraisons | PLF | Non mentionné au PAP 2023 | | | | |
| | | PLR | | | | Livraison des lots | / |

L'échéancier commandes/livraisons de l'opération FMC sera défini lors du lancement en réalisation.

Deux reports de livraison de 2022 vers 2023 sont inclus dans les 11 livraisons réalisés en 2023 de PDL NG.

Concernant RMV SCALP EG, le lot de SCALP EG rénovés prévu d'être livré en 2023 a été soumis aux opérations de vérification fin 2023 et sera réceptionné en début 2024.

L'anticipation de la livraison en 2023 de 6 CAESAR de l'incrément 1 est liée à la mesure d'accélération des livraisons des CAESAR de remplètement des cessions à l'Ukraine.

Pour l'opération MGC, les commandes de lots de munitions 155 mm pour CAESAR, non prévues lors du PLF 2023, en 2023 au titre de l'incrément 0.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|--|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OP | AOA-EC | 89 933 853 | - | - | 87 194 340 | -2 739 513 | 92 816 052 | - | 116 904 778 | 24 088 726 |
| ACT | PDL NG | - | - | - | - | - | 44 160 853 | - | 35 540 100 | -8 620 753 |
| ACT | CAESAR (Automoteur à roues de 155 mm / 52 cal) | - | - | 142 800 000 | 697 681 | 143 497 681 | 63 956 790 | - | 66 758 098 | 2 801 308 |
| ACT | SCALP EG : Rénovation à mi-vie | - | - | - | - | - | 12 178 165 | - | 16 901 417 | 4 723 252 |
| ACT | AASM (Armement air-sol modulaire) | - | - | 35 300 000 | - | 35 300 000 | 389 515 | - | 633 124 | 243 609 |
| ACT | LRU (lance roquette unitaire) | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| ACT | Futur missile de croisière | 40 000 000 | - | - | - | -40 000 000 | - | - | - | - |
| ACT | Armements air-sol futurs | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| ACT | MGC | - | - | 204 100 000 | 154 709 376 | 358 809 376 | - | - | 50 201 560 | 50 201 560 |
| | Total | 129 933 853 | - | 382 200 000 | 242 601 397 | 494 867 544 | 213 501 375 | 0 | 286 939 077 | 73 437 702 |

5.2 – Tableau des autorisations d’engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|--|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | PDL NG | 65,32 | - | - | 65,32 | 17,77 | 47,55 |
| ACT | CAESAR (Automoteur à roues de 155 mm / 52 cal) | 457,99 | - | 142,80 | 600,79 | 332,08 | 268,71 |
| ACT | SCALP EG : Rénovation à mi-vie | 35,61 | -0,00 | - | 35,61 | 4,29 | 29,12 |
| ACT | AASM (Armement air-sol modulaire) | 12,18 | - | 35,30 | 47,48 | 8,64 | 38,85 |
| | MGC | - | | 204,10 | 204,10 | 164,69 | 39,41 |
| | Total | 571,10 | -0,00 | 382,20 | 953,30 | 527,47 | 423,64 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|--|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|-------|--------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OP | AOA-EC | PLF | 343,71 | 89,93 | 96,01 | 106,25 | 71,48 | 159,91 | 433,64 |
| | | PLR | 339,97 | 87,19 | 116,90 | 122,63 | 70,50 | 117,13 | 427,16 |
| ACT | PDL NG | PLF | 114,21 | 14,17 | 50,21 | 36,73 | 35,13 | 6,31 | 128,38 |
| | | PLR | 104,01 | 17,77 | 35,54 | 37,57 | 38,80 | 9,87 | 121,78 |
| ACT | CAESAR (Automoteur à roues de 155 mm / 52 cal) | PLF | 195,34 | 1,97 | 72,72 | 73,90 | 24,90 | 25,78 | 197,31 |
| | | PLR | 184,59 | 332,78 | 66,76 | 145,99 | 35,13 | 269,49 | 517,36 |
| ACT | SCALP EG : Rénovation à mi-vie | PLF | 10,07 | 3,81 | 13,85 | - | 0,03 | - | 13,88 |
| | | PLR | 15,14 | 4,29 | 16,90 | 2,47 | 0,06 | 0,01 | 19,44 |
| ACT | AASM (Armement air-sol modulaire) | PLF | 1,42 | 0,13 | 0,44 | - | - | 1,10 | 1,55 |
| | | PLR | 2,13 | 8,64 | 0,63 | 0,50 | 0,49 | 9,15 | 10,77 |
| ACT | LRU (lance roquette unitaire) | PLF | 3,29 | - | - | - | - | 3,29 | 3,29 |
| | | PLR | 3,29 | - | - | - | - | 3,29 | 3,29 |
| ACT | Futur missile de croisière | PLF | - | 32,30 | - | 6,34 | 25,96 | - | 32,30 |
| | | PLR | - | - | - | - | - | - | - |
| ACT | Armements air-sol futurs | PLF | - | - | - | - | - | - | - |
| | | PLR | - | - | - | - | - | - | - |
| ACT | MGC | PLF | - | - | - | - | - | - | - |
| | | PLR | - | 319,40 | 50,20 | 90,06 | 35,19 | 143,94 | 319,40 |
| | Total écarts | | -18,89 | 627,75 | 53,71 | 175,99 | 22,68 | 356,48 | 608,86 |

L'évolution des restes à payer à fin 2022 prend en compte les derniers éléments contractuels à jour de l'opération. Les principaux engagements prévus en 2023 ont couvert :

- Pour l'opération de rénovation à mi-vie des missiles SCALP EG :
 - des hausses économiques ;
 - des prestations de réparation des munitions ;
- Pour l'opération FMC, les travaux préparatoires et la réalisation de prestations d'essais ;
- Pour l'opération PDL NG, l'acquisition de rechanges complémentaires, de prestations d'amélioration du soutien et des hausses économiques ;
- Pour l'opération AASM, des travaux d'augmentation des capacités de stockage/mise en œuvre du RDX. Ces travaux non prévus au PLF sont devenus nécessaires dans le cadre du passage à l'économie de guerre ;
- Pour l'opération CAESAR incrément 0, la commande de 109 CAESAR NG neufs ;
- Pour l'opération MGC incréments 0, les commandes de lots de munitions 155 mm pour CAESAR, non prévues lors du PLF 2023 ;

- Pour l'opération, AOA EC, l'acquisition de munitions (hors MGC).

Pour l'opération SCALP EG : L'écart en engagements est lié aux hausses économiques. L'écart en paiements correspond à des prestations de réparation des munitions.

Pour l'opération AASM : Les écarts en engagements et paiements sont dus à la notification des travaux sus-évoqués sur le RDX, en lien avec la politique sur l'économie de guerre.

Pour l'opération PDL NG : La diminution des paiements est liée principalement au report de livraison de rechanges. Les écarts en engagements sont liés aux hausses économiques.

Pour l'opération CAESAR : Les écarts en paiements et en engagements sont liés à l'accélération des commandes et des livraisons des systèmes en lien avec la politique sur l'économie de guerre et le soutien à l'Ukraine.

Pour l'opération FMC : L'écart en engagements est lié au report des engagements de 2023 à 2024.

Pour l'opération AOA EC : L'écart en paiements est lié à l'accélération des livraisons des munitions en lien avec la politique sur l'économie de guerre et le soutien à l'Ukraine.

Fonds de concours et attributions de produits

| Niveau | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
|-------------|---------------|--------------|--|
| Sous-action | - | 1 518 464 | 1 518 464 |

SOUS-ACTION

09.62 – Frapper à distance - SCAF

OPÉRATION : SCAF (SYSTEME DE COMBAT AERIEN DU FUTUR)

NOM DU PEM : SCAF AVION NG

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Le Système de combat aérien futur (SCAF) devra permettre à la marine nationale et à l'armée de l'air et de l'espace de réaliser les missions qui leur sont assignées (maîtrise et action depuis la 3^e dimension) à l'horizon 2040 et au-delà, quelles que soient les menaces rencontrées, en particulier sur des théâtres de haute intensité et en disposant d'une grande autonomie. Le SCAF est un système de systèmes comprenant des moyens aériens (plateformes, armements) amenés à évoluer au contact des défenses adverses en interaction avec des moyens agissant hors de portée des systèmes d'armes adverses ou dans un autre milieu. La France a fait le choix d'une coopération européenne qui porte sur un projet commun appelé « NGWS within a FCAS » (*Next Generation Weapon System within a Future Combat Air System*), inclus dans le SCAF français, centré sur un avion de combat de nouvelle génération (NGF *New Generation Fighter*) complété par des drones et des effecteurs déportés (RC [*Remote Carriers*]) grâce à un réseau de communication et à des algorithmes de coordination portés par un cloud de combat.

Il s'agit dans un premier temps de préparer cette capacité en évaluant des concepts d'emploi et en démontrant le potentiel et la disponibilité de technologies critiques. Le « NGWS within a FCAS » est un projet emblématique du renforcement de la coopération franco-allemande dans le domaine de la défense. Après la déclaration franco-allemande du CFADS de juillet 2017, cette coopération a été marquée par la signature en avril 2018 d'un besoin opérationnel commun de haut niveau. Une Lettre d'Intention (LoI) a été signée le 19 juin 2018, complétée par une seconde LoI relative à l'intégration de l'Espagne, le 14 février 2019, entre le ministère des armées de la République française, le ministère fédéral de la défense de la République Fédérale d'Allemagne et le ministère de la défense du Royaume d'Espagne.

Un accord-cadre de coopération a ensuite été conclu le 17 juin 2019 entre ces mêmes partenaires.

Les dispositions inter-États relatives aux activités de démonstration dites Phases 1B +2 sont prises en compte au sein de l'arrangement d'application signé le 30 août 2021, de même qu'une première déclinaison des besoins opérationnels au niveau système de systèmes.

Les travaux en cours portent sur le développement d'un programme de démonstrations technologiques visant à apporter des ruptures capacitaires dans le domaine de l'aviation de combat qui se décline selon sept piliers couvrant l'ensemble des invariants technologiques nécessaires au SCAF (avion de nouvelle génération (NGF), moteur, « Remote Carriers », Cloud de combat, démonstrations des architectures en laboratoire, capteurs et très haute furtivité). Ce projet est piloté à ce stade par la France et les coûts de pilotage conjoints devront être partagés entre les nations participantes conformément aux accords en vigueur.

II – CIBLE

Les études en cours vont permettre de quantifier et d'échelonner les besoins pour garantir une première capacité opérationnelle en 2040.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

L'organisation industrielle est structurée de manière équilibrée autour des pôles de compétences industrielles « aéronautique de combat » de la France, de l'Allemagne et de l'Espagne. Pour la France, Dassault Aviation, Thales, MBDA et Safran sont impliqués. Les participations industrielles allemande et espagnole se concentrent principalement autour de Airbus et Indra tient également un rôle important.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

La première phase des travaux de démonstration, dite phase 1B, a été lancée en décembre 2022 par la notification du marché NGWS.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

L'échéancier commandes-livraisons sera défini lors du lancement en réalisation.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|---------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | SCAF | - | - | - | - | - | 327 951 511 | - | 336 315 536 | 8 364 025 |
| | Total | - | - | - | - | - | 327 951 511 | - | 336 315 536 | 8 364 025 |

5.2 – Tableau des autorisations d’engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | SCAF | 372,79 | - | - | 372,79 | 135,65 | 237,14 |
| | Total | 372,79 | - | - | 372,79 | 135,65 | 237,14 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|--------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|--------|----------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | SCAF | PLF | 1 438,65 | 144,30 | 372,88 | 471,17 | 416,51 | 322,39 | 1 582,95 |
| | | PLR | 1 435,89 | 135,65 | 336,32 | 443,52 | 399,15 | 392,55 | 1 571,54 |
| | Total écarts | | -2,76 | -8,65 | -36,57 | -27,65 | -17,36 | 70,16 | -11,41 |

Les principaux engagements réalisés en 2023 concernent les travaux nationaux d’accompagnement du programme de démonstration.

SOUS-ACTION

09.63 – Frapper à distance - Porte-avions

OPÉRATION : PORTE-AVIONS

NOM DES OPÉRATIONS D’INVESTISSEMENT : MAINTIEN DES CAPACITÉS DU PORTE-AVIONS « CHARLES DE GAULLE » (ATM2), PA CDG ATM3, PORTE-AVIONS NG, INFRA PA NG

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Maintien des capacités du porte-avions Charles De Gaulle (ATM2)

Dans le cadre de l’arrêt technique pour entretien majeur du porte-avions, cette opération a pérennisé les capacités actuelles du porte-avions en remplaçant des équipements ne pouvant être conservés en condition opérationnelle jusqu’à l’arrêt technique majeur (ATM) n° 3 et a intégré des systèmes transverses arrivant à maturité à l’échéance de l’ATM2. Elle a également permis l’évolution du groupe aérien embarqué et de son soutien (passage au tout Rafale).

Maintien des capacités du porte-avions Charles De Gaulle (ATM3)

Dans le cadre du prochain arrêt technique pour entretien majeur du porte-avions (ATM3), cette opération vise à pérenniser les capacités actuelles du porte-avions en remplaçant des équipements ne pouvant être conservés en condition opérationnelle jusqu’au retrait de service du porte-avions, à intégrer des systèmes transverses arrivant à maturité à l’échéance de l’arrêt technique majeur et à prendre en compte des recommandations issues du réexamen de sûreté nucléaire.

Porte-avions NG (PA NG) :

L’opération vise à disposer d’un porte-avions successeur au porte-avions Charles De Gaulle disponible avant le retrait de service de ce dernier. Des études préparatoires ont été lancées en octobre 2018. Une nouvelle phase de travaux (études de levée de risques, avant-projet sommaire) a débuté début 2021 à la suite de l’annonce fin 2020

par le Président de la République du choix d'une propulsion nucléaire. En 2023, une nouvelle phase de travaux (avant-projet détaillé) a débuté. Elle vise à permettre le lancement en réalisation de l'opération en 2025.

Infra accueil PA NG

L'opération vise à disposer des infrastructures permettant d'accueillir le porte-avions NG pour sa fin d'armement, son stationnement, sa maintenance à quai et au bassin.

Les opérations PA NG et d'infrastructure du PA NG sont regroupées au sein d'un programme d'ensemble.

Autres opérations

Les autres opérations comprennent notamment les premiers travaux du réexamen de sûreté des chaufferies nucléaires K15 du porte-avions Charles de Gaulle ainsi que de l'environnement navire.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 23 | RAP 23 | Raison de la modification |
|-----------|----------|--------|--------|---------------------------|
| ATM2 CDG | 1 | 1 | 1 | |
| ATM3 CDG | 1 | 1 | 1 | |
| PA NG | 1 | 1 | 1 | |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Maintien des capacités du porte-avions

La société Naval Group est le maître d'œuvre d'ensemble de l'opération de maintien des capacités du porte-avions Charles-de-Gaulle.

Porte-avions de nouvelle génération (PA NG) ;

L'organisation industrielle repose sur une société de projet (joint-venture) entre Naval Group et Chantiers de l'Atlantique pour le navire hors chaufferies nucléaires et sur TechnicAtome pour les chaufferies nucléaires.

Infra accueil PA NG :

L'organisation industrielle sera définie ultérieurement.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Évènements | PLF | PLR | Écart en mois |
|-------------|--------------------------------------|----------------|---------------|---------------|
| ATM2 CDG | Approbation du Dossier d'Orientation | 2010 | 2010 | |
| | Début d'arrêt technique majeur n° 2 | mars 2017 | mars 2017 | |
| | Fin d'arrêt technique majeur n° 2 | octobre 2018 | octobre 2018 | |
| ATM3 CDG | Lancement en préparation | novembre 2021 | novembre 2021 | |
| | Lancement en réalisation | septembre 2023 | décembre 2023 | 3 |
| PA NG | Lancement en préparation | 2018 | 2018 | |
| | Choix d'une propulsion nucléaire | décembre 2020 | décembre 2020 | |
| | Lancement en réalisation | 2025 | 2025 | |
| Infra PA NG | Lancement en préparation | décembre 2022 | janvier 2023 | 1 |

Les décalages desancements (respectivement de 3 mois et 1 mois) de l'ATM3 et de l'opération d'infrastructure PA NG ont permis de terminer les négociations des marchés correspondants dans des dispositions plus favorables, ceci sans incidence sur le calendrier des opérations et permettant de sécuriser les dates de début de chantier ATM3 PA CdG et de disponibilité des infrastructures PA NG respectivement.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|--|---------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | Porte-Avions NG | 1 010 000 000 | - | 1 053 700 000 | - | 43 700 000 | 152 484 390 | - | 245 445 944 | 92 961 554 |
| ACT | PA CHARLES DE GAULLE : ATM3 Arrêt Technique Majeur | 544 000 000 | - | 636 128 674 | - | 92 128 674 | 46 664 381 | - | 28 156 141 | -18 508 240 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil PANG | 10 688 587 | - | - | 4 415 367 | -6 273 220 | 8 558 585 | - | 2 422 945 | -6 135 640 |
| OP | AOA-EC | 10 000 000 | - | - | - | -10 000 000 | 5 561 419 | - | 4 555 232 | -1 006 187 |
| ACT | PA CHARLES DE GAULLE : ATM2 Arrêt Technique Majeur | - | - | - | - | - | 1 369 288 | - | 1 847 867 | 478 579 |
| ACT | PA2 | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | | 1 574 688 587 | - | 1 689 828 674 | 4 415 367 | 119 555 454 | 214 638 063 | - | 282 428 128 | 67 790 065 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|--|----------------|---------------------------|-------------------|----------|-------------------------|----------------|
| ACT | Porte-Avions NG | 23,23 | - | 1 053,70 | 1 076,93 | 542,52 | 534,41 |
| ACT | PA CHARLES DE GAULLE : ATM3 Arrêt Technique Majeur | 51,26 | - | 636,13 | 687,39 | 451,31 | 236,08 |
| ACT | PA CHARLES DE GAULLE : ATM2 Arrêt Technique Majeur | 23,16 | -0,00 | - | 23,16 | 0,28 | 22,88 |
| Total | | 97,66 | -0,00 | 1 689,83 | 1 787,49 | 994,12 | 793,37 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | | Paiements | | | |
|--------|--|---------|--------------------------------|----------|--------|-----------|--------|--------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | Porte-Avions NG | PLF | 116,57 | 726,82 | 173,38 | 216,11 | 221,54 | 232,36 | 843,39 |
| | | PLR | 99,75 | 542,52 | 245,45 | 196,84 | 92,84 | 107,15 | 642,27 |
| ACT | PA CHARLES DE GAULLE : ATM3 Arrêt Technique Majeur | PLF | 74,36 | 288,20 | 53,06 | 60,68 | 51,48 | 197,34 | 362,56 |
| | | PLR | 53,30 | 451,31 | 28,16 | 84,78 | 78,46 | 313,21 | 504,61 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil PANG | PLF | 4,14 | 10,69 | 9,07 | 3,91 | 1,40 | 0,45 | 14,83 |
| | | PLR | 2,64 | 4,42 | 2,42 | 4,14 | 0,49 | - | 7,05 |
| OP | AOA-EC | PLF | 8,91 | 10,00 | 5,75 | 8,90 | 3,59 | 0,67 | 18,91 |
| | | PLR | 11,16 | - | 4,56 | 6,61 | - | - | 11,16 |
| ACT | | PLF | 4,34 | 0,30 | 1,56 | 0,49 | - | 2,59 | 4,64 |

| | | | | | | | | | |
|-----|---|-----|--------|--------|-------|------|---------|-------|--------|
| | PA CHARLES DE GAULLE : ATM2 Arrêt Technique Majeur | PLR | 5,21 | 0,28 | 1,85 | 0,49 | - | 3,15 | 5,49 |
| ACT | PA2 | PLF | 0,01 | - | - | - | - | 0,01 | 0,01 |
| | | PLR | 0,01 | - | - | - | - | 0,01 | 0,01 |
| | Total écarts | | -36,26 | -37,47 | 39,61 | 2,77 | -106,23 | -9,89 | -73,73 |

Pour l'opération de maintien des capacités du PA CDG (ATM3), les principaux engagements prévus en 2023 concernent la poursuite de la phase de préparation et le lancement de la phase de réalisation du maintien des capacités du PA CDG en vue de son ATM3.

L'augmentation des engagements prévus fait suite au lancement en réalisation du programme de « maintien des capacités du porte-avions Charles de Gaulle dans le cadre de son arrêt technique majeur n° 3 ».

L'écart en paiements résulte principalement d'aménagements contractuels intervenus en 2023.

Pour l'opération Porte-Avions NG, les principaux engagements prévus en 2023 concernent l'avant-projet détaillé du navire et des chaufferies ainsi que les études de levée de risque associées.

Les écarts en engagements résultent du report de prestations relatives aux essais de dérisquage avion, à une diminution du flux financier sur les prestations FMS et à un décalage des études sur les moyens industriels-

Les écarts en paiements correspondent à la prise en compte des décisions de la LPM 2024-2030.

Pour l'opération Infra PA NG, les principaux engagements prévus en 2023 concernent la réalisation de diagnostics et les études préparatoires de conception et de continuité de service.

L'écart en engagements et paiements résulte principalement d'aménagements contractuels intervenus en 2023.

Pour l'opération AOA EC, les moindres engagements et paiements sont des conséquences directes de l'annulation de la réserve de précaution.

Pour l'opération PA2, les écarts en engagement et en paiement sont la conséquence du traitement des derniers actes contractuels avant la clôture programmatique de cette opération.

SOUS-ACTION

09.66 – Opérer en milieu hostile - Véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI)

OPÉRATION : VBCI - VÉHICULE BLINDÉ DE COMBAT D'INFANTERIE

NOM DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT : VBCI, INFRA VBCI

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

VBCI

Le VBCI est un véhicule blindé à 8 roues motrices se déclinant en deux versions :

- véhicule de combat de l'infanterie (VCI) : destiné à assurer le transport, la protection et le soutien feu des groupes de combat des régiments d'infanterie des brigades blindées et multirôles ;
- véhicule poste de commandement (VPC) : destiné à assurer l'accueil, le transport et la protection des moyens de commandement de ces mêmes unités d'infanterie, mais également des unités dotées de chars Leclerc.

Le VCI est équipé d'une tourelle moyen calibre de 25 mm et d'une mitrailleuse de 7,62 mm. Il peut embarquer, outre le pilote et le radio/tireur, un groupe de combat de neuf hommes équipés FELIN.

Le VPC est équipé d'une tourelle d'auto-défense 12,7 mm téléopérée et du système d'information régimentaire (2 postes SICS) avec cinq servants.

Pour prendre en compte les menaces EEI (engins explosifs improvisés) rencontrées sur les théâtres, une partie du parc est adaptée via une augmentation de la réserve de masse à 32 tonnes.

L'opération d'armement « Véhicule Blindé de Combat d'Infanterie » a été close en 2022.

Infrastructure Accueil du VBCI

Conformément à la nouvelle architecture budgétaire de la mission Défense, le programme d'infrastructure « Accueil du VBCI » est transféré au programme 146 en provenance du programme 212. Il était précédemment présenté dans l'action 4 « Politique immobilière » de ce programme.

L'objectif de ce programme est de réaliser les infrastructures d'accueil nécessaires aux véhicules blindés de combats d'infanterie (VBCI). Les investissements concernent des régiments d'infanterie où sont réalisés des ateliers de maintenance, stations d'entretien, pistes de test, aires de lavage, de distribution du carburant, de stationnement ainsi que les voiries et réseaux correspondants.

Le programme d'infrastructure « Accueil du VBCI » a été clos en 2018.

II - CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-----------|----------|----------|----------|---------------------------|
| VCI | 550 | 520 * | 520 | |
| VPC | 150 | 110 | 110 | |

**Ne tient pas compte des pertes au combat.*

La cible a été atteinte en 2015.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

La maîtrise d'œuvre est assurée par un groupement momentané d'entreprises constitué des sociétés KNDS (auparavant Nexter Systems) et Arquus.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|------------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| VBCI | Lancement du programme | décembre 2000 | décembre 2000 | |
| | Livraison 1 ^{er} de série | juillet 2008 | juillet 2008 | |
| | Dernière livraison | mars 2015 | mars 2015 | |

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|---------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-----------|------------------------------|------------------|---|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/ prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | VBCI (Véhicule blindé de combat d'infanterie) | - | - | - | - | - | 5 276 994 | - | 4 077 004 | -1 199 990 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil VBCI | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | Total | - | - | - | - | - | 5 276 994 | - | 4 077 004 | -1 199 990 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|---|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | VBCI (Véhicule blindé de combat d'infanterie) | 46,83 | -2,73 | - | 44,10 | -4,86 | 37,93 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil VBCI | 1,05 | -1,05 | - | - | - | 0,00 |
| | Total | 47,87 | -3,77 | - | 44,10 | -4,86 | 37,93 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|---|---------|--------------------------------|----------|-----------|------|-------|-------|-------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | VBCI (Véhicule blindé de combat d'infanterie) | PLF | 21,43 | 0,30 | 6,00 | 1,10 | 1,10 | 13,53 | 21,73 |
| | | PLR | 19,50 | -4,86 | 4,08 | 2,58 | 1,00 | 6,98 | 14,64 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil VBCI | PLF | 0,17 | - | - | - | - | 0,17 | 0,17 |
| | | PLR | 0,17 | - | - | - | - | 0,17 | 0,17 |
| | Total écarts | | -1,93 | -5,16 | -1,92 | 1,48 | -0,10 | -6,55 | -7,09 |

Les écarts en matière d'engagements sont liés à des retraits d'engagements effectués en fin d'année 2023 au titre d'activités non réalisées par l'industriel. La diminution des CP 2023 correspond notamment à des paiements moindres de hausses économiques qu'initialement prévus sur l'activité.

SOUS-ACTION

09.68 – Opérer en milieu hostile - Hélicoptère TIGRE

OPÉRATIONS : TIGRE, TIGRE STANDARD 3

NOM DU PEM : TIGRE

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Le Tigre est un hélicoptère de combat pouvant assurer la lutte de jour comme de nuit contre des objectifs terrestres durcis ou aériens lents. Il assure des missions d'appui-protection (version TIGRE HAP) et d'appui-destruction (version Tigre HAD). Sa vitesse élevée et sa manœuvrabilité sont optimales pour le vol tactique. Il a un haut niveau de discrétion et de survivabilité. La version HAP dispose d'un canon de 30 mm et de roquettes et peut embarquer quatre missiles MISTRAL. La version HAD peut embarquer en outre des missiles de destruction air-sol (HELLFIRE 2). Le programme prend en compte la réalisation d'hélicoptères en version HAP et HAD puis la transformation progressive en un parc homogène de HAD.

En novembre 2020, la ministre des armées a décidé le lancement en réalisation du Standard 3 pour le TIGRE en coopération avec l'Allemagne et l'Espagne, sous réserve de l'officialisation de ces nations à rallier ce programme. Le Tigre Standard 3 constitue la rénovation à mi-vie du système d'armes TIGRE. L'Allemagne a demandé de reporter jusqu'au 1^{er} juin 2022 sa décision de participer au lancement du programme mais a laissé passer cette échéance rendant de facto caduque sa possibilité de participation dans les conditions agréées en juin 2021.

La LPM 2024-2030 s'appuie sur l'hypothèse d'une décision concertée avec l'Espagne de réorientation du programme de rénovation à mi-vie du TIGRE privilégiant la pérennisation du parc tout en réduisant les ambitions d'améliorations capacitaires.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-----------|----------|----------|----------|---------------------------|
| TIGRE | 215 | 67 | 67 | |

Tous les appareils ont été livrés à fin 2019, le retrofit HAP-HAD se poursuit jusqu'à l'horizon 2026.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Le programme est réalisé en coopération avec l'Allemagne et à partir de 2004 avec l'Espagne (HAD) dans le cadre de l'Organisation Conjointe de Coopération en matière d'Armement (OCCAr).

Concernant le standard 3, la France et l'Espagne ont décidé fin 2021 de lancer les activités communes et spécifiques (sauf allemandes) du contrat, et ont laissé la possibilité à l'Allemagne à les rejoindre d'ici le 1^{er} juin 2022, ce qu'elle n'a pas fait.

Le maître d'œuvre industriel est Airbus Helicopters Tiger GmbH.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------------|---|---------------|---------------|---------------|
| TIGRE | Livraison du 1 ^{er} HAP de série | mars 2005 | mars 2005 | |
| | Livraison du 1 ^{er} HAD de série | avril 2013 | avril 2013 | |
| | Commande de 7 HAD supplémentaires | décembre 2015 | décembre 2015 | |
| | Début des retrofits | novembre 2015 | novembre 2015 | |
| TIGRE Standard 3 | Lancement du stade d'orientation | avril 2015 | avril 2015 | |

| | | | | |
|--|--------------------------------------|---------------|---------------|--|
| | Lancement du stade d'élaboration | mai 2018 | mai 2018 | |
| | Lancement de la phase de réalisation | novembre 2020 | novembre 2020 | |

4.2 – Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|-----------------------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| TIGRE : hélicoptère HAP-HAD | Commandes | PLF | 71 | | | | 71* |
| | | PLR | 71 | | | | 71 |
| | Livraisons | PLF | 71 | | | | 71* |
| | | PLR | 71 | | | | 71 |

* Pour atteindre et conserver le format de 67 Tigre au standard unique HAD à l'horizon 2026, et compte tenu de l'attrition constatée et prévisible ainsi que du besoin en prototypes pour les évolutions successives de standard, la production totale aura été de 71 appareils (40 HAP et 31 HAD).

Le calendrier de commandes et de livraisons du TIGRE standard 3 sera mis à jour à l'issue des échanges avec l'Espagne et avec l'industrie sur la réorientation du programme décidée par la LPM 2024-2030.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|---------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | TIGRE | 300 000 | - | - | - | -300 000 | 272 618 323 | - | 292 549 853 | 19 931 530 |
| | Total | 300 000 | - | - | - | -300 000 | 272 618 323 | - | 292 549 853 | 19 931 530 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------|----------------|---------------------------|-------------------|----------|-------------------------|----------------|
| ACT | TIGRE | 1 036,45 | -6,09 | - | 1 030,37 | 42,49 | 987,87 |
| | Total | 1 036,45 | -6,09 | - | 1 030,37 | 42,49 | 987,87 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------|--------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|----------|----------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| ACT | TIGRE | PLF | 3 147,66 | 69,17 | 309,97 | 227,78 | 196,62 | 2 482,46 | 3 216,83 |
| | | PLR | 3 173,97 | 42,49 | 292,55 | 310,07 | 218,82 | 2 395,02 | 3 216,46 |
| | Total écarts | | 26,31 | -26,68 | -17,42 | 82,29 | 22,20 | -87,44 | -0,36 |

Les engagements 2023 ont couvert principalement les besoins liés au paiement des hausses économiques.

SOUS-ACTION

09.69 – Opérer en milieu hostile - Future torpille lourde (FTL)

OPÉRATION : FUTURE TORPILLE LOURDE (FTL)

NOM DU PEM : ARTEMIS

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

La torpille F21 est destinée à détruire ou à neutraliser des bâtiments de surface ou des sous-marins dont la plupart sont dotés de systèmes de détection et de contre-mesure anti-torpilles. Intégrée sur tous les sous-marins, elle remplacera la F17 mod 2 en apportant une amélioration des performances face aux nouvelles menaces.

Le programme ARTEMIS comprend l'acquisition de torpilles de combat F21, le système de soutien associé, les moyens d'essai et l'intégration à bord des SNLE type « Le Triomphant » et des SNA type « Rubis » et « Suffren ».

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-------------------------|----------|----------|----------|---------------------------|
| ARTEMIS (torpilles F21) | 12 lots | 11 lots | 11 lots | |

Le dossier de lancement en réalisation du programme, approuvé en 2008, prévoit 11 lots de torpilles de combat. Un lot comprend entre 6 et 12 torpilles.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

La maîtrise d'œuvre d'ensemble du système d'armes dont notamment l'intégration sur les différents sous-marins est assurée par Naval Group.

La définition de la torpille F21 est réalisée en coopération entre Naval Group, Thales et Atlas Elektronik.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 – Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|--|----------------|----------------|---------------|
| ARTEMIS | Lancement de la réalisation | janvier 2008 | janvier 2008 | |
| | Revue de conception détaillée | juillet 2013 | juillet 2013 | |
| | Livraison de la 1 ^{re} torpille F21 | septembre 2020 | septembre 2020 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|---------------|------------|---------|------------|-------|--------|------------|--------------|
| ARTEMIS (FTL) | Commandes | PLF | 7 lots | | | 4 lots | 11 lots |
| | | PLR | 7 lots | | | 4 lots | 11 lots |
| | Livraisons | PLF | 2 lots | 1 lot | 2 lots | 6 lots | 11 lots |
| | | PLR | 2 lots | 1 lot | 2 lots | 6 lots | 11 lots |

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---------------------------|---------|-------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|-------------------------------|------------------|---|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/AD P du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/AD P du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/ prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | ARTEMIS (Torpille lourde) | - | - | - | - | - | 31 129 713 | - | 37 935 851 | 6 806 138 |
| | Total | - | - | - | - | - | 31 129 713 | - | 37 935 851 | 6 806 138 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|---------------------------|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | ARTEMIS (Torpille lourde) | 101,13 | - | - | 101,13 | 6,19 | 94,94 |
| | Total | 101,13 | - | - | 101,13 | 6,19 | 94,94 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------|---------------------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|-------|--------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| ACT | ARTEMIS (Torpille lourde) | PLF | 96,73 | 9,49 | 35,39 | 24,61 | 10,13 | 36,10 | 106,22 |
| | | PLR | 103,44 | 6,19 | 37,94 | 34,87 | 11,08 | 25,75 | 109,63 |
| | Total écarts | | 6,71 | -3,30 | 2,54 | 10,26 | 0,96 | -10,35 | 3,41 |

Les principaux engagements réalisés 2023 ont couvert les hausses économiques, des compléments de production et des prestations d'intégration F21 sur le sixième SNA de classe *Suffren*.

Les moindres engagements 2023 correspondent au report des engagements des hausses économiques en 2024.

SOUS-ACTION

09.71 – Opérer en milieu hostile - Evolution Exocet

OPÉRATION : EXOCET

NOM DES PEM : EXOCET ; FMAN

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

EXOCET

L'opération EXOCET permet de conserver les capacités de lutte anti-navire procurées par le système de missiles EXOCET, décliné en versions air-mer (AM39), mer-mer (MM40) et depuis les sous-marins (SM39), et permet en particulier de maintenir voire d'améliorer sa robustesse face aux nouvelles menaces ainsi que sa mise en œuvre à partir de nouvelles plates-formes.

Pour cela, elle :

- traite les obsolescences touchant les équipements du missile EXOCET MM40 via le rétrofit de block 2 en block 3 et l'amélioration de performances via le développement d'une nouvelle définition (Block 3c) ;
- permet l'intégration du missile EXOCET MM40 (tous blocks) sur les frégates FREMM et HORIZON ;
- assure la capacité d'emports sous RAFALE et à bord des sous-marins BARRACUDA respectivement en missiles AM39 et SM39 (définition Block 2 Mod 2) ;
- couvre les travaux de développement pour traiter les obsolescences techniques des systèmes propulsifs des deux versions AM39 et SM39.

FMAN

L'opération FMAN permet d'assurer la préservation de la capacité anti-navire de la Marine post 2030 en améliorant la performance de survivabilité de la capacité existante.

La phase de montée en maturité menée conjointement avec le Royaume-Uni, doit permettre de choisir l'option permettant de répondre au besoin opérationnel préalablement au lancement en réalisation.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP | RAP | Raison de la modification |
|------------------------|----------|--------|--------|--|
| Missiles MM40 Block 3c | 1 lot | 2 lots | 2 lots | Décalage de la commande du second lot complémentaire en 2024 |
| Kits MM40 Block 3c | 1 lot | 1 lot | 1 lot | |

Les cibles des missiles MM40 Block 3 (retrofit de Block 2), des Kits AM39 Block 2 Mod 2 et des Kits SM39 Block 2 Mod 2 ont été atteintes respectivement en 2014, 2013 et 2019.

La cible du programme FMAN sera définie lors du lancement en réalisation.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Exocet

La maîtrise d'œuvre industrielle est confiée à la société MBDA. La société Thales est un équipementier majeur de l'opération.

FMAN

La maîtrise d'œuvre industrielle est confiée à la société MBDA. La société Thales est un équipementier majeur de l'opération.

IV - CALENDRIER - DATES CLES - ECHEANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écarts en mois |
|------------|--|---------------|---------------|----------------|
| EXOCET | Commande de 40 kits d'adaptation pour AM39 Block 2 Mod 2 | octobre 2009 | octobre 2009 | |
| | Commande de la transformation de 45 MM40 Block 2 en MM40 Block 3 et de 7 kits d'adaptation 'Block 3' pour ITL 50 | décembre 2008 | décembre 2008 | |
| | Premières livraisons de munitions MM40 Block 3 | décembre 2010 | décembre 2010 | |

| | | | | |
|--|--|----------------|---------------|----|
| | Commande de 35 MM40 Block 3c * | décembre 2011 | décembre 2011 | |
| | Commande de 40 kits SM39 Block 2 Mod 2 | novembre 2013 | novembre 2013 | |
| | Livraison de la 1 ^{re} munition MM40 Block 3c | décembre 2022 | décembre 2023 | 12 |
| | Commande de 45 kits MM40 Block 3c | juillet 2021 | juillet 2021 | |
| | Livraison du 1 ^{er} kit MM40 Block 3c | septembre 2023 | août 2024 | 11 |

Le décalage de la date de livraison de la première munition MM40 Block 3c et du 1^{er} kit MM40 B3c est lié aux retards industriels dans le développement.

Le calendrier de l'opération FMAN sera défini lors du lancement en réalisation.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|------------------------|------------|---------|------------|-------|-------|-------------------|--------------|
| Missiles MM40 Block 3c | Commandes | PLF | 1 lot | | 1 lot | | / |
| | | PLR | 1 lot | | | 1 lot | / |
| | Livraisons | PLF | | 1 lot | 1 lot | Lots de livraison | / |
| | | PLR | | | 1 lot | Lots de livraison | / |
| Kits MM40 Block 3c | Commandes | PLF | 1 lot | | | | / |
| | | PLR | 1 lot | | | | / |
| | Livraisons | PLF | | | 1 lot | Lots de livraison | / |
| | | PLR | | | | Lots de livraison | / |

L'échéancier commandes/livraisons de l'opération FMAN sera défini lors du lancement en réalisation.

Le décalage de la commande des Missiles MM40 Block 3c est décalé à début 2024.

Le décalage de la date de livraison de la première munition MM40 Block 3c et du 1^{er} kit MM40 B3c est lié aux retards industriels dans le développement.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|----------------------------|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | EXOCET | 78 100 000 | - | - | - | -78 100 000 | 47 871 133 | - | 32 947 656 | -14 923 477 |
| ACT | Futur missile anti-navires | 40 000 000 | - | 86 856 435 | - | 46 856 435 | - | - | - | - |
| | Total | 118 100 000 | - | 86 856 435 | - | -31 243 565 | 47 871 133 | - | 32 947 656 | -14 923 477 |

5.2 – Tableau des autorisations d’engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|----------------------------|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | EXOCET | 103,43 | - | - | 103,43 | -0,06 | 103,48 |
| ACT | Futur missile anti-navires | - | - | 86,86 | 86,86 | 56,40 | 30,46 |
| | Total | 103,43 | - | 86,86 | 190,28 | 56,34 | 133,94 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------|----------------------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|-------|--------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| ACT | EXOCET | PLF | 140,29 | 79,68 | 54,43 | 43,43 | 49,86 | 72,25 | 219,97 |
| | | PLR | 173,71 | -0,06 | 32,95 | 63,12 | 24,78 | 52,80 | 173,65 |
| ACT | Futur missile anti-navires | PLF | - | 32,30 | - | 6,34 | 25,96 | - | 32,30 |
| | | PLR | - | 56,40 | - | 12,62 | 43,78 | - | 56,40 |
| | Total écarts | | 33,42 | -55,64 | -21,48 | 25,97 | -7,26 | -19,44 | -22,22 |

Opération « EXOCET »

Les engagements pour 2023 ont principalement couvert des hausses économiques.

Les écarts en engagements et paiements résultent principalement du décalage de 2023 à début 2024 de la commande de missiles MM40 Block3c.

Opération « FMAN »

Les engagements prévus en 2023 ont principalement couvert les travaux préparatoires et la réalisation de prestations d’essais.

L’écart en engagements s’explique par l’anticipation des travaux de développement

SOUS-ACTION

09.73 – Opérer en milieu hostile - Frégates multi-missions (FREMM)

OPÉRATION : Frégates multi-missions (fremm)

Nom des opérations d’investissement : FREMM, INFRA FREMM

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

FREMM

Les huit frégates multi-missions (FREMM) sont des frégates de premier rang, de la classe 6 000 tonnes, qui participent à l’ensemble des fonctions stratégiques des armées. Elles constituent l’ossature de la force d’action navale et opèrent isolément, au sein d’une force navale ou dans le cadre de coopérations interalliées.

Sur les huit FREMM, six sont en version anti sous-marine (FREMM ASM) et disposent d’une capacité de frappe dans la profondeur (Missiles de Croisière Naval – MdCN) et deux disposent d’une capacité renforcée de défense aérienne (FREMM DA). Les 8 FREMM mettent en œuvre des capacités de lutte anti-navires (radar et missiles mer-mer), de lutte sous-marine (sonar et torpilles MU 90), ainsi que des capacités d’autodéfense anti-aérienne pour les FREMM ASM (Aster 15) ou de défense aérienne pour les FREMM DA (Aster 30).

Ces frégates embarquent l'hélicoptère NH90.

Infrastructure Accueil FREMM

L'objectif de ce programme est de réaliser les infrastructures nécessaires au stationnement, à l'entretien et à l'avitaillement en munitions des nouvelles frégates multi-missions (FREMM) dans les bases navales de Brest et de Toulon. Quatre FREMM sont basées à Brest et quatre autres à Toulon. Pour chaque site, il est prévu de réaliser ou d'adapter deux lignes de stationnement, deux quais industriels dédiés aux opérations de maintenance « légère », deux bassins pour les interventions de maintenance lourde et un quai pyrotechnique pour effectuer et sécuriser l'avitaillement en munitions.

Sur la période 2024-2030, le reste à faire est constitué par l'ensemble 4 à Toulon qui sera lancé en réalisation en 2024 :

- adaptation du quai industriel *Dupuy-de-Lôme*
- mise en place du réseau d'approvisionnement gazole des lignes de stationnement *Castigneau* (les quais eux-mêmes étant déjà livrés et opérationnels)

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-----------|----------|----------|----------|---------------------------|
| FREMM | 17 | 8 | 8 | |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

FREMM

Le programme est conduit au sein de l'OCCAr en coopération avec l'Italie.

L'arrangement cadre (MoU), signé par les ministres de la défense des républiques française et italienne en novembre 2005, porte sur la définition, la conception, le développement, la construction et le soutien des frégates.

Le marché de réalisation est porté par le groupement industriel franco-italien Naval Group-Orrizonte.

Infra FREMM

Les industriels impliqués sont majoritairement des acteurs du BTP sélectionnés en fonction de la procédure de passation s'appuyant sur la loi relative à la maîtrise d'ouvrage publique (MOP).

IV - CALENDRIER - DATES CLES - ECHEANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 – Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|--|---------------|---------------|---------------|
| FREMM | Lancement du programme | avril 2002 | avril 2002 | |
| | Commande de 8 frégates | novembre 2005 | novembre 2005 | |
| | Livraison de la frégate n° 1 (version ASM) | novembre 2012 | novembre 2012 | |
| | Livraison de la frégate | juin 2015 | juin 2015 | |

| | | | |
|---|---------------|---------------|--|
| n° 2 (version ASM) | | | |
| Livraison de la frégate n° 6 (version ASM) | juillet 2019 | juillet 2019 | |
| Livraison de la frégate n° 8 (version FREMM DA) | décembre 2022 | novembre 2022 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF / PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|---------------------------------|------------|-----------|------------|------|------|------------|--------------|
| FREMM | Commandes | PLF | 8 | | | | 8 |
| | | PLR | 8 | | | | 8 |
| | Livraisons | PLF | 7 | 1 | | | 8 |
| | | PLR | 7 | 1 | | | 8 |
| Infra FREMM – (Brest et Toulon) | Commandes | PLF | 12 | | | 2 | 14 |
| | | PLR | 12 | | | 2 | 14 |
| | Livraisons | PLF | 12 | | | 2 | 14 |
| | | PLR | 12 | | | 2 | 14 |

Nota : Concernant les infrastructures FREMM, chaque site comporte 7 installations (cf. paragraphe I.), soit un total de 14 installations suivies au titre de l'échéancier commandes-livraisons.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|---------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|---|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/ prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | FREMM - FREDA | - | - | - | - | - | 336 904 172 | - | 336 063 678 | -840 494 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil FREMM | - | - | - | -4 184 | -4 184 | 1 245 905 | - | 1 052 862 | -193 043 |
| | Total | - | - | - | -4 184 | -4 184 | 338 150 077 | - | 337 116 540 | -1 033 537 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|---|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | FREMM - FREDA | 198,17 | -7,50 | - | 190,67 | 69,89 | 120,78 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil FREMM | 7,19 | -0,32 | - | 6,86 | 0,68 | 6,18 |
| | Total | 205,36 | -7,82 | - | 197,53 | 70,57 | 126,96 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|---|---------|--------------------------------|----------|-----------|------|-------|-------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | FREMM - FREDA | PLF | 296,38 | 107,50 | 383,06 | 5,81 | - | 15,00 | 403,88 |
| | | PLR | 296,96 | 69,89 | 336,06 | 8,60 | - | 22,19 | 366,85 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil FREMM | PLF | 2,31 | 1,02 | 1,32 | 0,60 | 0,52 | 0,90 | 3,33 |
| | | PLR | 2,84 | 0,68 | 1,05 | 0,42 | 0,51 | 1,53 | 3,51 |
| | Total écarts | | 1,11 | -37,95 | -47,27 | 2,61 | -0,01 | 7,83 | -36,84 |

Les principaux engagements FREMM prévus en 2023 ont couvert :

- l'acquisition de matériels mobiles d'armement ;
- des prestations d'expertises et d'essais ainsi que des prestations de l'OCCAR ;
- les hausses économiques.

Les écarts en engagements et paiements résultent notamment du report en 2024 de l'engagement et du paiement de hausses économiques.

SOUS-ACTION

09.74 – Opérer en milieu hostile - SNA Barracuda

OPÉRATION : SNA BARRACUDA

NOM DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS : SNA BARRACUDA, INFRA ASB, INBS MISSIESSY

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

SNA BARRACUDA

Le Barracuda est un sous-marin nucléaire d'attaque destiné à la maîtrise des espaces maritimes. Il peut agir isolément ou venir en appui à la force océanique stratégique (FOST) ou à une force aéronavale. Il participe en outre aux opérations de projection de puissance avec une capacité de frappe dans la profondeur (missile de croisière naval) et aux opérations spéciales (mise en œuvre discrète de commandos).

Le Barracuda est équipé d'une propulsion nucléaire. Il est capable de mettre en œuvre la torpille F21, le missile anti-navire EXOCET SM39 modernisé, le missile de croisière naval (MdcN) et des nageurs de combat avec leur matériel. Le sous-marin est doté de moyens de communication permettant son intégration au sein d'une force navale.

INFRASTRUCTURE ACCUEIL ET SOUTIEN BARRACUDA INCLUANT LA REFONTE ET L'ADAPTATION DE L'INBS – MISSIESSY

Le programme d'infrastructure Accueil et Soutien des SNA Barracuda (ASB) consiste à adapter les infrastructures portuaires, industrielles et nucléaires de l'Île Longue, Brest et Toulon afin d'accueillir et entretenir les sous-marins de la série des SNA type Suffren. Le programme est scindé en trois phases :

- Phase 1 : accueil et soutien pendant ses essais du SNA Suffren, 1^{er} du type, puis en cycle opérationnel ; accueil du SNA Duguay-Trouin ;
- Phase 2 : adaptation progressive de Toulon comme port base et port d'entretien courant pour l'ensemble des sous-marins de la série et capacité d'entretien courant à Brest ;

- Phase 3 : acquisition de la capacité d'entretien majeur pour les SNA de type *Suffren* à Toulon intégrant la refonte et l'adaptation de l'installation nucléaire de base secrète (INBS) Missiessy à Toulon.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP | RAP | Raison de la modification |
|-------------|----------|-----|-----|---------------------------|
| Sous-Marins | 6 | 6 | 6 | |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

SNA BARRACUDA

Naval Group et TechnicAtome sont regroupés au sein d'un groupement momentané d'entreprises, dans lequel la maîtrise d'œuvre d'ensemble du navire est confiée à Naval Group. Dans le domaine spécifique de la chaufferie nucléaire, sous responsabilité de la société TechnicAtome, le commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) assure une maîtrise d'ouvrage déléguée.

ACCUEIL ET SOUTIEN BARRACUDA (ASB) INCLUANT LA REFONTE ET L'ADAPTATION DE L'INBS – MISSIESSY

Concernant le programme d'infrastructure ASB, Naval Group est maître d'œuvre de la conception de l'ensemble des phases et de la réalisation de la phase 1. Pour la réalisation de la phase 2, Naval Group a un rôle de maître d'œuvre au sens de la loi MOP ; à ce titre, il a en charge la conception et pilote les différentes entreprises titulaires des marchés de travaux qui sont sous contrat direct avec la maîtrise d'ouvrage SID. La phase 3 est scindée en deux ensembles : la mise au niveau du bassin Missiessy MY03 et de son environnement et la refonte et l'adaptation de l'INBS Missiessy.

Une organisation étatique spécifique à chaque ensemble a été établie avec :

- une maîtrise d'ouvrage SID s'appuyant sur une maîtrise d'ouvrage déléguée au CEA pour la partie INBS,
- une maîtrise d'œuvre d'ensemble de conception assurée par le SID avec deux maîtrises d'œuvre particulières, le CEA pour l'INBS, Naval group pour le bassin 3 et les installations de soutien à terre associées ;
- une maîtrise d'œuvre d'ensemble de réalisation assurée par le SID avec le CEA assurant la maîtrise d'œuvre déléguée pour l'INBS, le SID pour le bassin 3 et les installations de soutien à terre avec Naval Group en assistance à maîtrise d'œuvre.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 – Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écarts en mois |
|---------------|---|---------------|---------------|----------------|
| SNA BARRACUDA | Notification du marché de réalisation | décembre 2006 | décembre 2006 | |
| | Commande du deuxième sous-marin | juin 2009 | juin 2009 | |
| | Revue de conception détaillée | décembre 2009 | décembre 2009 | |
| | Commande du troisième sous-marin | juin 2011 | juin 2011 | |
| | Commande du quatrième sous-marin | juillet 2014 | juillet 2014 | |
| | Commande du cinquième sous-marin | mai 2018 | mai 2018 | |
| | Commande du sixième sous-marin | juin 2019 | juin 2019 | |
| | Livraison du 1 ^{er} sous-marin | novembre 2020 | novembre 2020 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|---|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| SNA BARRACUDA | Commandes | PLF | 6 | | | | 6 |
| | | PLR | 6 | | | | 6 |
| | Livraisons | PLF | 1 | | 1 | 4 | 6 |
| | | PLR | 1 | | 1 | 4 | 6 |
| ASB – Infrastructures – (ILO, Brest, Toulon, Cherbourg) | Commandes | PLF | 8 | 1 | | 4 | 13 |
| | | PLR | 8 | 1 | | 4 | 13 |
| | Livraisons | PLF | 5 | 1 | | 7 | 13 |
| | | PLR | 5 | 1 | | 7 | 13 |
| INBS MISSIESY - Infrastructures techniques et de surveillance | Commandes | PLF | 3 | | | | 3 |
| | | PLR | 3 | | | | 3 |
| | Livraisons | PLF | | | 1 | 2 | 3 |
| | | PLR | | | 0 | 3 | 3 |

Le décalage sur l'INBS est la conséquence du retard sur la livraison finale du bâtiment PASY.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | Réaliser l'infra.accueil et soutien SNA BARRACUDA | 44 110 000 | - | 43 605 518 | -302 392 | -806 874 | 177 139 013 | - | 183 900 011 | 6 760 998 |
| ACT | BARRACUDA | - | - | - | - | - | 405 959 263 | - | 493 282 989 | 87 323 726 |
| ACT | Réaliser la remise à niveau des INBS - Missiessy | - | - | - | - | - | 82 130 507 | - | 57 190 000 | -24 940 507 |
| | Total | 44 110 000 | - | 43 605 518 | -302 392 | -806 874 | 665 228 783 | - | 734 373 000 | 69 144 217 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|---|----------------|---------------------------|-------------------|----------|-------------------------|----------------|
| ACT | Réaliser l'infra.accueil et soutien SNA BARRACUDA | 628,85 | -0,82 | 43,61 | 671,64 | 164,73 | 506,91 |
| ACT | BARRACUDA | 1 444,11 | -0,00 | - | 1444,11 | 246,02 | 1198,1 |
| | Total | 2072,96 | -0,82 | 43,61 | 2115,75, | 410,74 | 1705,01 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | | Paiements | | | Total |
|--------|---|---------|--------------------------------|----------|--------|-----------|--------|--------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| ACT | Réaliser l'infra.accueil et soutien SNA BARRACUDA | PLF | 744,10 | 166,34 | 187,71 | 292,79 | 261,54 | 168,41 | 910,44 |
| | | PLR | 741,42 | 164,42 | 183,90 | 308,85 | 270,80 | 142,30 | 905,85 |

| | | | | | | | | | |
|-----|--|-----|----------|--------|--------|--------|---------|---------|----------|
| ACT | BARRACUDA | PLF | 1 854,88 | 192,77 | 461,58 | 337,70 | 284,52 | 963,85 | 2 047,65 |
| | | PLR | 1 774,48 | 246,02 | 493,28 | 505,38 | 147,44 | 874,40 | 2 020,50 |
| ACT | Réaliser la remise à niveau des INBS - Missiessy | PLF | 105,68 | - | 87,03 | 8,83 | 9,82 | - | 105,68 |
| | | PLR | 111,16 | - | 57,19 | 53,97 | - | - | 111,16 |
| | Total écarts | | -77,60 | 51,33 | -1,94 | 228,87 | -137,63 | -115,56 | -26,27 |

Pour l'opération SNA Barracuda, l'écart sur les engagements de 2023 est lié au report début 2023 d'engagements prévus fin 2022 au moment de l'élaboration du PLF23.

Pour l'opération INBS Missiessy, l'écart sur les paiements de 2023 est une conséquence directe de l'annulation partielle de la réserve de précaution.

Pour l'opération SNA Barracuda, les engagements réalisés en 2023 ont principalement couvert :

- des compléments nécessaires en vue de la mise en service du *Duguay-Trouin* et en vue de la prise en compte du retour d'expérience *Suffren* pour l'ensemble de la série ;
- des hausses économiques ;
- des travaux sous la maîtrise d'ouvrage déléguée au CEA.

Pour l'opération Accueil et Soutien Barracuda, les engagements réalisés en 2023 ont principalement couvert :

- les dernières sujétions relatives à la phase 1 et des compléments de travaux ;
- la finalisation des travaux du bassin 2, la finalisation des études et les travaux liés à la conduite du chantier du quai 503 ;
- des travaux liés à la conduite du chantier de la phase 3 ;
- des hausses économiques ;
- des travaux sous la maîtrise d'ouvrage déléguée au CEA ;
- des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

SOUS-ACTION

09.75 – Opérer en milieu hostile - Autres opérations et conduire des opérations spéciales

OPÉRATION : OPÉRER EN MILIEU HOSTILE – AUTRES OPÉRATIONS

NOM DES PEM : AIF, ANL, DIVERS PEM (MU 90, FELIN)

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Arme individuelle future (AIF)

Le fusil d'assaut de nouvelle génération remplace progressivement depuis 2017 le fusil FAMAS, en service dans l'armée française depuis son adoption en 1979.

L'AIF a la capacité de tirer tous types de munitions de calibre 5,56 mm au standard OTAN, les grenades à fusil, les grenades basse vitesse de calibre 40 mm et s'intègre dans le système FÉLIN et dans les moyens de simulation des armées.

Missile ANL (anti-navire léger)

Le missile ANL est destiné à équiper les hélicoptères de la marine nationale. Il permet de traiter les cibles navales de petite taille, rapides et manœuvrantes évoluant dans un environnement complexe.

Divers PEM

- MU90, clos depuis 2012, dernière description présentée au PAP 2019 ;
- FÉLIN, clos depuis 2016, dernière description présentée au PAP 2019.

Autres opérations :

Cette sous-action comprend également au titre des autres opérations :

- les travaux relatifs à l'armement d'infanterie, des blindés et de cavalerie et aux munitions associées. Ces travaux permettent :
 - d'acquérir les armements légers (fusil de précision semi-automatique FPSA, pistolet semi-automatique PSA), les moyens d'observation de jour et nuit et de détection ;
 - d'acquérir des munitions telles que la roquette d'infanterie de nouvelle génération ou les roquettes équipant l'hélicoptère Tigre ;
- pour les bâtiments de la marine nationale, les travaux :
 - de rénovation des moyens de veille, des moyens d'auto-défense et de navigation ;
 - de développement et d'acquisition de munitions et de moyens de guerre électronique de nouvelle génération ;
 - d'acquisition de bouées acoustiques et de munitions de contre-mesures anti-sous-marine ;
 - de maintien des capacités des systèmes de direction de combat.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|------------------------------|----------|----------|----------|---|
| AIF | 117 000 | 117 000 | | |
| ANL – missiles opérationnels | 100 | 100 | * | (* La LPM 2024-2030 a décidé de ne pas intégrer le missile ANL sur le premier standard du HIL, privilégiant la roquette guidée laser. Le programme ANL sera réorienté en conséquence. |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

AIF

La maîtrise d'œuvre du marché d'acquisition de l'AIF est assurée par le groupement Heckler & Koch France SAS et Heckler & Koch GmbH avec comme principaux sous-traitants Metallwerk Élisenhütte GmbH (munitions d'exercice 5,56 x 45 mm) et Rheinmetall Waffe Munition GmbH (grenades basse vitesse de 40 x 46 mm).

L'AIF retenue est le fusil d'assaut HK 416 F et le lance grenades HK 269 F.

ANL

Le programme ANL est mené en coopération franco-britannique. La maîtrise d'œuvre industrielle est confiée à MBDA UK, MBDA France étant sous-traitant.

IV - CALENDRIER - DATES CLES - ECHEANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|--------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| AIF | Lancement de la réalisation | juillet 2016 | juillet 2016 | |
| | Livraison du premier lot d'AIF | novembre 2017 | novembre 2017 | |
| ANL | Lancement de la réalisation | février 2014 | février 2014 | |

| | | | | |
|--|---|--------------|-----------|----|
| | Revue finale de présentation en qualification | octobre 2021 | Mars 2024 | 30 |
|--|---|--------------|-----------|----|

Le décalage de la revue finale de présentation en qualification de l'ANL résulte de retards industriels de développement.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|--------------|------------|---------|-------------|--------|-------|------------|--------------|
| AIF | Commandes | PLF | 65 340 | 12 660 | 8 000 | 31 000 | 117 000 |
| | | PLR | | | | | |
| | Livraisons | PLF | 57 340 | 12 000 | 8 660 | 39 000 | 117 000 |
| | | PLR | | | | | |
| Missiles ANL | Commandes | PLF | lot initial | | | | lot initial |
| | | PLR | | | | | * |
| | Livraisons | PLF | | | | 1 lot | 1 lot |
| | | PLR | | | | | * |

(*) La LPM 2024-2030 a décidé de ne pas intégrer le missile ANL sur le premier standard du HIL, privilégiant la roquette guidée laser. Le programme ANL sera réorienté en conséquence.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|---|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/ prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OP | AOA-EC | 317 210 497 | - | - | 530 886 187 | 213 675 690 | 328 456 853 | - | 423 277 196 | 94 820 343 |
| ACT | AIF | - | - | - | - | - | 17 479 799 | - | 17 991 792 | 511 993 |
| ACT | ANL | - | - | - | - | - | 27 501 938 | - | 1 507 174 | -25 994 764 |
| OP | Divers PEM | - | - | - | - | - | - | - | 12 191 | 12 191 |
| | Total | 317 210 497 | - | - | 530 886 187 | 213 675 690 | 373 438 590 | - | 442 788 353 | 69 349 763 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| OP | AOA-EC | 15,25 | -0,68 | - | 14,57 | - | 14,57 |
| ACT | AIF | 109,59 | - | - | 109,59 | 17,15 | 92,43 |
| ACT | ANL | 133,90 | - | - | 133,90 | 0,05 | 133,85 |
| OP | Divers PEM | 15,33 | -0,59 | - | 14,74 | -0,00 | 14,75 |
| | Total | 274,08 | -1,27 | - | 272,81 | 17,21 | 255,60 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|--------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|--------|----------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OP | AOA-EC | PLF | 918,42 | 371,21 | 358,59 | 386,70 | 188,04 | 356,31 | 1 289,63 |
| | | PLR | 854,48 | 530,89 | 423,28 | 398,51 | 236,47 | 327,11 | 1 385,37 |
| ACT | AIF | PLF | 19,02 | 21,06 | 19,87 | 17,42 | 1,18 | 1,60 | 40,08 |
| | | PLR | 14,26 | 17,15 | 17,99 | 11,80 | - | 1,62 | 31,42 |
| ACT | ANL | PLF | 120,72 | 25,15 | 31,27 | 32,08 | 23,52 | 59,00 | 145,87 |
| | | PLR | 127,02 | 0,05 | 1,51 | 10,56 | 0,50 | 114,51 | 127,07 |
| OP | Divers PEM | PLF | 8,76 | - | - | - | - | 8,76 | 8,76 |
| | | PLR | 4,79 | -0,00 | 0,01 | - | - | 4,78 | 4,79 |
| | Total écarts | | -66,36 | 130,67 | 33,05 | -15,34 | 24,22 | 22,36 | 64,30 |

L'évolution des restes à payer à fin 2022 prend en compte les derniers éléments contractuels à jour de l'opération.

Les principaux engagements 2023 ont couvert :

- pour l'opération « AIF » : la commande de 8000 fusils HK 416 F ;
- pour l'opération « ANL » : des travaux de développement complémentaires ;
- pour les autres opérations : la commande de roquettes AT4, la commande d'approvisionnements longs pour la roquette guidée laser pour le Tigre, et la commande d'optroniques du combattant.

Pour l'opération « ANL », les écarts en engagements et paiements font suite à la décision prise en LPM 24-30 de ne pas intégrer le missile ANL sur le 1^{er} standard du HIL, privilégiant la roquette guidée laser. Le programme ANL a donc été réorienté en cohérence avec cette hypothèse.

Pour les AOA EC, l'écart est notamment dû à l'augmentation des commandes suivantes en 2023 :

- munitions exercices BSCC pour Leclerc ;
- roquettes AT4 F2 ;
- roquettes Tigre RGL.

Fonds de concours et attributions de produits

| Niveau | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
|-------------|---------------|--------------|--|
| Sous-action | - | 887 787 | 887 787 |

SOUS-ACTION

09.77 – Opérer en milieu hostile - SCORPION

OPÉRATION : SCORPION

NOM DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT : SCORPION, RMV LECLERC ET INFRA SCORPION ÉTAPE 1

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

SCORPION

Le programme SCORPION vise à assurer la modernisation des groupements tactiques interarmes (GTIA) afin d'accroître, dans une approche globale et cohérente, leur efficacité et leur protection, en utilisant au mieux les nouvelles capacités d'échanges d'informations au sein du GTIA.

Le programme SCORPION fait l'objet d'une démarche incrémentale, il englobe désormais un ensemble qui porte toutes les capacités en réalisation et un ensemble qui porte les travaux de préparation des nouveaux incréments. Il comprend notamment les composantes suivantes actuellement en réalisation :

- des véhicules blindés multi-rôles Griffon et Serval, destinés à remplacer les VAB actuellement en service ;
- des mortiers embarqués pour l'appui au contact MEPAC, dérivés du véhicule Griffon, destinés à apporter une capacité d'appui-feu embarquée ;
- des engins blindés de reconnaissance et de combat (EBRC) Jaguar, destinés à remplacer l'AMX10RC, l'engin blindé ERC Sagaie et le VAB HOT ;
- un système d'information (SICS) destiné à assurer la cohérence des systèmes en service ;
- l'adaptation du système de préparation opérationnelle au combat SCORPION ;
- un premier standard de micro-robotique.

Les nouveaux incréments pourraient concerner le développement et l'acquisition de nouveaux équipements, tels que

l'engin du génie au combat (EGC) et le véhicule blindé d'aide à l'engagement (VBAE), véhicules dont les phases de préparation ont été lancées fin 2021, la mise à hauteur d'équipements existants (par exemple VBCI) et le développement et l'intégration de nouvelles fonctionnalités (robotique, combattant débarqué futur, protection active des véhicules, etc.).

Rénovation à mi-vie du char Leclerc

Le programme de rénovation à mi-vie (RMV) du char Leclerc vise à intégrer ce char dans le combat collaboratif SCORPION, à l'adapter aux nouvelles menaces (amélioration des fonctions protection et agression) et à traiter les obsolescences lourdes.

Ce programme est constitué de la rénovation du char lancée en réalisation en 2014 et d'une opération de pérennisation traitant des obsolescences majeures, dont le lancement en réalisation a été approuvé en juillet 2023.

INFRA SCORPION Étape 1

L'objectif de ce programme est, dans cette première étape, de réaliser les infrastructures nécessaires à l'accueil des véhicules Griffon et Jaguar au sein de 40 formations de l'armée de terre réparties sur 37 sites. Les travaux consistent en la rénovation ou la création de hangars de remisage et dédiés à la simulation au combat, de travées d'entretien courant et de maintenance, de postes de lavage, de postes de ravitaillement en carburant, d'ateliers et de magasins multi techniques. Ils consistent également à adapter les infrastructures de formation dans les écoles de formation du soutien de Bourges et de formation à l'emploi d'Angers, Draguignan et Saumur. La réalisation des infrastructures de la force d'expertise du combat SCORPION (FECS) est également prévue.

Les 3 premiers ensembles de cette première étape ont été lancés en réalisation respectivement en 2015, 2018 et 2020. L'ensemble 4 a été lancé en réalisation en avril 2022 et concerne les formations suivantes : 4^e RE de Castelnau-d'Audoubert, 1^{er} RCP de Pamiers, 1^{er} REC de Carpiagne, 68^e RAA/RMED de Cissat-Beligneux, 17^e RGP de Montauban, 1^{er} REG de Loudun. L'ensemble 5 a été lancé en réalisation fin 2023. Les sites identifiés pour l'ensemble 5 sont le 3^e RAMa de Canjuers, le 1^{er} RIMa d'Angoulême, le 3^e RH de Metz, et le 13^e RG de Valdahon.

II - CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-----------------------|----------|----------|----------|---------------------------|
| Griffon (VBMR lourd) | 780 | 1 818 | 1818 | |
| MEPAC | 0 | 54 | 54 | |
| Serval (VBMR léger) | 200 | 978 | 978 | |
| Jaguar (EBRC) | 110 | 300 | 300 | |
| Chars Leclerc rénovés | 200 | 200 | 200 | |
| Infra SCORPION * | 37 | 37 | 37 | |

* L'unité de compte de la cible infrastructure SCORPION est le site. La cible totale de l'étape 1 du programme d'infrastructure SCORPION est de 37 sites.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

La maîtrise d'œuvre du marché de développement, de production et de soutien initial des VBMR lourd (Griffon) et EBRC (Jaguar) est assurée en co-traitance solidaire par un groupement momentané d'entreprises constitué des sociétés Nexter Systems, Arqus et Thales SIX GTS France (ex Thales Communications & Security).

La maîtrise d'œuvre du marché de rénovation du char Leclerc est assurée par Nexter Systems.

Le système d'information et de combat SCORPION (SICS) est développé par ATOS.

La maîtrise d'œuvre du marché d'acquisition de véhicules blindés multi rôles légers (Serval) est assurée par Nexter Systems en co-traitance avec Texelis.

La maîtrise d'œuvre du marché « architecte Intégrateur SCORPION » est assurée par tns-Mars (groupement formé par les sociétés Thales, Nexter Systems et Safran).

La maîtrise d'œuvre du marché d'acquisition du premier standard de robotique est assurée par Nexter Systems.

La maîtrise d'œuvre pour les cabines d'entraînement SERKET est confiée à Thales Simulation & Training SAS (ex-Ruag Defence France) et Agueris.

La maîtrise d'œuvre des opérations d'infrastructure est majoritairement externalisée. La part d'opération réalisée en maîtrise d'œuvre interne (SID) est de 20 % et concerne les travaux préalables (démolitions, dépollution) ainsi que des opérations présentant des exigences calendaires fortes. Pour la réalisation des travaux, plusieurs centaines d'entreprises du secteur du BTP, essentiellement des PME/TPE, réparties sur l'ensemble du territoire, sont mobilisées.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 – Calendrier

| Opérations | Évènements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|--|---------------|---------------|---------------|
| SCORPION | Lancement du stade de réalisation | octobre 2014 | octobre 2014 | |
| | Livraison du premier Griffon | juillet 2019 | juillet 2019 | |
| | Livraison du premier Jaguar | décembre 2021 | décembre 2021 | |
| | Livraison du premier Serval | avril 2022 | avril 2022 | |
| | Livraison de la version initiale de SICS | juillet 2020 | juillet 2020 | |

| | | | | |
|----------------|--|---------------|---------------|--|
| RMV LECLERC | Livraison du premier char Leclerc rénové | décembre 2022 | décembre 2022 | |
| INFRA SCORPION | Lancement en réalisation de l'ensemble 1 | juin 2015 | juin 2015 | |
| | Lancement en réalisation de l'ensemble 2 | décembre 2018 | décembre 2018 | |
| | Lancement en réalisation de l'ensemble 3 | août 2020 | août 2020 | |
| | Lancement en réalisation de l'ensemble 4 | avril 2022 | avril 2022 | |
| | Lancement en réalisation de l'ensemble 5 | 2023 | Décembre 2023 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraison

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|----------------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| Jaguar (EBRC) | Commandes | PLF | 62 | 88 | | 150 | 300 |
| | | PLR | 62 | 88 | | 150 | 300 |
| | Livraisons | PLF | 11 | 27 | 22 | 240 | 300 |
| | | PLR | 11 | 27 | 22 | 240 | 300 |
| Griffon (VBMR lourd) | Commandes | PLF | 610 | 302 | | 906 | 1 818 |
| | | PLR | 610 | 302 | | 906 | 1 818 |
| | Livraisons | PLF | 339 | 113 | 123 | 1 243 | 1 818 |
| | | PLR | 339 | 113 | 123 | 1 243 | 1 818 |
| MEPAC | Commandes | PLF | | 54 | | | 54 |
| | | PLR | | 54 | | | 54 |
| | Livraisons | PLF | | | | 54 | 54 |
| | | PLR | | | | 54 | 54 |
| Serval (VBMR léger) | Commandes | PLF | 364 | | 420 | 194 | 978 |
| | | PLR | 364 | | 420 | 194 | 978 |
| | Livraisons | PLF | | 70 | 119 | 789 | 978 |
| | | PLR | | 60 | 129 | 789 | 978 |
| RMV Leclerc | Commandes | PLF | 50 | 50 | | 100 | 200 |
| | | PLR | 50 | 50 | | 100 | 200 |
| | Livraisons | PLF | | 1 | 18 | 181 | 200 |
| | | PLR | | 1 | 12 | 187 | 200 |
| Infra SCORPION | Commandes | PLF | 25 | 6 | 5 | 1 | 37 |
| | | PLR | 25 | 5 | 5 | 2 | 37 |
| | Livraisons | PLF | 11 | 5 | 10 | 11 | 37 |
| | | PLR | 11 | 5 | 6 | 15 | 37 |

Les écarts sont les suivants :

- le décalage de la livraison de dix Serval en 2022 a été résorbé en 2023
- le décalage des livraisons d'infrastructures SCORPION, essentiellement dû à des retards industriels
- le report de la livraison de six Leclerc rénovés post-2023.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|--|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | SCORPION | 825 000 000 | - | 600 000 000 | - | -225 000 000 | 644 411 810 | - | 877 560 052 | 233 148 242 |
| ACT | RMV LECLERC | - | - | 882 000 000 | - | 882 000 000 | 70 591 866 | - | 42 983 600 | -27 608 266 |
| ACT | Réaliser infrastructure accueil SCORPION | 73 000 000 | - | 83 800 000 | 382 839 | 11 182 839 | 81 407 163 | - | 94 554 064 | 13 146 901 |
| | Total | 898 000 000 | - | 1 565 800 000 | 382 839 | 668 182 839 | 796 410 839 | - | 1 015 097 715 | 218 686 876 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|--|----------------|---------------------------|-------------------|----------|-------------------------|----------------|
| ACT | SCORPION | 1 061,20 | -111,41 | 600,00 | 1 549,79 | 684,33 | 865,46 |
| ACT | RMV LECLERC | 245,62 | - | 882,00 | 1 127,62 | 282,98 | 844,64 |
| ACT | Réaliser infrastructure accueil SCORPION | 80,03 | - | 83,80 | 163,83 | 67,17 | 96,66 |
| | Total | 1 386,85 | -111,41 | 1 565,80 | 2 841,24 | 1 034,48 | 1 806,76 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|--|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|----------|----------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | SCORPION | PLF | 2 418,90 | 843,03 | 732,70 | 727,07 | 707,14 | 1 095,02 | 3 261,93 |
| | | PLR | 2 588,73 | 684,33 | 877,56 | 991,53 | 633,75 | 770,21 | 3 273,05 |
| ACT | RMV LECLERC | PLF | 269,42 | 14,12 | 80,26 | 76,91 | 63,61 | 62,76 | 283,54 |
| | | PLR | 59,38 | 282,98 | 42,98 | 77,65 | 65,32 | 156,41 | 342,36 |
| ACT | Réaliser infrastructure accueil SCORPION | PLF | 131,46 | 93,09 | 86,26 | 64,23 | 39,91 | 34,15 | 224,55 |
| | | PLR | 110,23 | 67,56 | 94,55 | 54,82 | 26,07 | 2,35 | 177,79 |
| | Total écarts | | -61,44 | 84,62 | 115,87 | 255,79 | -85,52 | -262,96 | 23,17 |

L'évolution des restes à payer à fin 2022 prend en compte les derniers éléments contractuels à jour de l'activité.

Les engagements en 2023 ont couvert :

- Pour l'opération SCORPION :
 - la commande de 420 véhicules Serval et kits associés ;
 - une version de SICS pour le jalon *Small Joint Operation* 2025 ;
 - le soutien initial des nouvelles versions de véhicules EBMR.
- Pour l'opération « INFRA SCORPION Étape 1 », le lancement des travaux sur 5 sites.
- Pour la RMV Leclerc, la commande du développement des nouveaux viseurs du char.

Pour l'opération SCORPION, les écarts en engagements sont liés au report en 2024 d'une partie des engagements de hausses économiques. Les écarts en paiements sont liés à l'augmentation des livraisons décrite au paragraphe 4.1 et au solde entrant de la gestion 2022, payé début 2023.

Pour l'opération Infra SCORPION, les écarts en engagements sont liés principalement à des reports d'engagements sur les travaux d'un des sites de l'étape 1 et à des désengagements liés à des opérations reportées à l'étape 2.

Pour l'opération RMV Leclerc, les écarts en engagements et en paiements sont liés au décalage du lancement en réalisation de 2022 à 2023.

SOUS-ACTION

09.78 – Frapper à distance - Mirage 2000

OPÉRATION : MIRAGE 2000

NOM DU PEM : M2000 RÉNOVATION À MI-VIE

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Le programme Mirage 2000D Rénovation à mi-vie vise à prolonger une partie de la flotte de Mirage 2000D pour tenir les contrats opérationnels jusqu'à l'horizon 2035. Cela permettra à cet avion spécialisé en mission air-sol de continuer à participer aux missions de gestion de crise. La LPM 2019-2025 prévoit la rénovation de 55 Mirage 2000D (sur 67 en service actuellement). Elle couvre le traitement des obsolescences majeures, l'intégration du missile air-air infrarouge MICA, la capacité canon air-sol et la mise à hauteur des simulateurs Mirage 2000D.

Les autres opérations de la sous-action comprennent le suivi en service des Mirage 2000 et des équipements mis en œuvre par ces avions. La sous-action comprend également les activités visant à garantir la navigabilité des aéronefs et l'acquisition ou l'adaptation de moyens et matériels associés (armements, équipements de mission, simulateurs, moyens de restitution, équipements spéciaux pour le personnel navigant).

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|----------------------------|----------|----------|----------|---------------------------|
| M2000D Rénovation à mi-vie | 55 | 55 | 55 | |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Le maître d'œuvre industriel retenu pour la rénovation des M2000D est la société Dassault Aviation en cotraitance avec MBDA France et Thales en sous-traitants. Le SIAé intervient également, notamment sur les chantiers de rénovation des avions.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|----------------------------|--|---------------|---------------|---------------|
| M2000D Rénovation à mi-vie | Notification d'un contrat de définition et de levée de risques | novembre 2011 | novembre 2011 | |
| | Lancement de la réalisation | décembre 2015 | décembre 2015 | |
| | Livraison du 1 ^{er} avion rénové à l'Armée de l'Air | janvier 2021 | janvier 2021 | |
| | Livraison du dernier avion rénové à l'Armée de l'Air | 2025 | 2025 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|----------------------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| M2000D Rénovation à mi-vie | Commandes | PLF | 55 | | | | 55 |
| | | PLR | 55 | | | | 55 |
| | Livraisons | PLF | 9 | 14 | 13 | 19 | 55 |
| | | PLR | 9 | 12 | 9 | 25 | 55 |

Quatre livraisons initialement prévues en 2023 sont reportées après 2023 suite à des difficultés en production mais également à des raisons de disponibilité opérationnelle des avions pour réaliser leur maintenance.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|----------------------------|------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OP | AOA-EC | 73 959 605 | - | - | 72 280 074 | -1 679 531 | 46 621 819 | - | 37 353 368 | -9 268 451 |
| ACT | M2000D Rénovation à mi-vie | - | - | - | - | - | 26 989 713 | - | 19 290 491 | -7 699 222 |
| | Total | 73 959 605 | - | - | 72 280 074 | -1 679 531 | 73 611 532 | - | 56 643 858 | -16 967 674 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|----------------------------|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | M2000D Rénovation à mi-vie | 57,64 | - | - | 57,64 | 17,64 | 39,99 |
| | Total | 57,64 | - | - | 57,64 | 17,64 | 39,99 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|-------|-------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OP | AOA-EC | PLF | 122,16 | 73,96 | 48,23 | 61,02 | 45,10 | 41,78 | 196,12 |

| | | | | | | | | | |
|-----|----------------------------|-----|--------|-------|--------|-------|-------|--------|--------|
| | | PLR | 74,49 | 72,28 | 37,35 | 64,00 | 41,49 | 3,93 | 146,77 |
| ACT | M2000D Rénovation à mi-vie | PLF | 19,68 | 23,96 | 30,69 | 12,63 | - | 0,33 | 43,64 |
| | | PLR | 27,60 | 17,64 | 19,29 | 25,54 | 0,42 | 0,00 | 45,25 |
| | Total écarts | | -39,75 | -8,00 | -22,27 | 15,89 | -3,19 | -38,18 | -47,75 |

Fonds de concours et attributions de produits

| Niveau | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
|-------------|---------------|--------------|--|
| Sous-action | - | 1 381 378 | 1 381 378 |

En plus des travaux du SIAé liés aux chantiers de rénovation des Mirage 2000D, les engagements 2023 ont couvert principalement des travaux liés au maintien de l'interopérabilité, à la maîtrise technique et au traitement d'obsolescences

Les écarts en engagements et paiements sont liés à des difficultés en production mais également à des raisons de disponibilité opérationnelle des avions pour réaliser leur maintenance.

SOUS-ACTION

09.79 – Opérer en milieu hostile - Plateformes

OPÉRATION : OPÉRER EN MILIEU HOSTILE – PLATEFORMES

NOM DES PEM : VBL, VFS, FLF RÉNOVATION, SNA DEMANTELEMENT, DIVERS PEM

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Véhicules blindés légers (VBL)

Le véhicule blindé léger est un véhicule de 4,5 tonnes, héli-transportable, discret et très mobile, possédant une protection balistique, NBC (Nucléaire, Bactériologique et Chimique).

Il est décliné en plusieurs versions : véhicule blindé léger (VBL), véhicule blindé léger long (VB2L) en poste de commandement (PC) et patrouille recherche blindée (PRB).

Ses capacités lui permettent de réaliser des missions de renseignement et de surveillance.

En 2016, une opération de régénération d'une partie de la composante VBL a été lancée afin de préserver le potentiel utilisable en opérations extérieures dans l'attente de son renouvellement programmé au-delà de 2025.

Véhicules forces spéciales (VFS)

L'objectif de ce programme est de doter les forces spéciales et la brigade parachutiste de nouveaux véhicules dont les performances portent sur la mobilité (vitesse en tout terrain et autonomie), l'aptitude à la projection stratégique, l'armement, la résistance aux fortes sollicitations, la discrétion et une protection modulaire adaptée aux missions des opérateurs.

Ils seront déclinés en 3 versions :

- véhicule léger pour forces spéciales (VLFS) ;
- poids lourds pour forces spéciales (PLFS) ;
- petits véhicules aéro-largables de type Fardier et leurs remorques.

FLF Rénovation :

Le programme de rénovation à mi-vie des frégates de type La Fayette (RMV FLF) porte sur la remise à niveau de 3 frégates de type La Fayette afin de prolonger leurs capacités opérationnelles. Cette prolongation vise à sécuriser la transition avec les frégates de défense et d'intervention (FDI ex FTI) et à garantir le format à 15 frégates de premier rang à l'horizon 2025.

Démantèlement SNA :

Cette opération a pour objet la mise à l'arrêt définitif et le démantèlement des SNA de type « Rubis » (remplacés par les SNA type « Suffren » du programme BARRACUDA). L'opération, qui dure plusieurs années, se déroule en trois phases. Lors de la phase de niveau 1, les éléments combustibles irradiés sont déchargés et entreposés en piscine.

L'incrément 0 de l'opération, lancé en réalisation en 2016, comprend la mise à l'arrêt définitif et les travaux de niveau 1 du premier SNA de type « Rubis » retiré du service actif. L'incrément 1 de l'opération, lancé en réalisation en 2020, comprend la mise à l'arrêt définitif et les travaux de niveau 1 des 3 prochains SNA de type « Rubis ».

SNA : évolutions

Ce PEM décidé par la LPM 2024-2030 couvre des évolutions nécessaires aux sous-marins nucléaires d'attaque de classe Suffren et Rubis pour leur permettre de tenir compte du RETEX opérationnel et de faire face aux menaces les plus récentes. Le PEM prévoit l'acquisition et l'intégration d'équipements dans des domaines variés : communications, détection acoustique, plateforme de formation et d'entraînement, etc. Plusieurs incréments sont prévus pour couvrir l'acquisition de ces capacités et leur intégration progressive sur les sous-marins : incrément 0 lancé en 2022, incréments 1 et 2 lancés en 2023, et incréments ultérieurs.

Divers PEM

- VHM, (Véhicule haute mobilité, clos depuis 2012, dernière description présentée au RAP 2018 ;
- EC725 CARACAL, hélicoptère de manœuvre dernière génération, clos depuis 2015, dernière description présentée au RAP 2018.

II - CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|--|----------|----------|----------|---------------------------|
| VFS : Véhicule Léger Forces spéciales | 241 | 206 | 206 | |
| VFS : Poids Lourds Forces Spéciales | 202 | 151 | 151 | |
| VFS : FARDIER Forces Spéciales | 300 | 300 | 300 | |
| VFS : Remorques FARDIER Forces Spéciales | 172 | 172 | 172 | |
| Régénération VBL | 800 | 800 | 800 | |
| FLF Rénovation | 3 | 3 | | |
| Démantèlement SNA | 1 | 4 | 4* | |

Le « PEM SNA : évolutions », lancé en 2022, est affiché de façon individualisée en raison de son ampleur (jusqu'au PAP23, il était intégré dans « divers PEM »).

La cible de 4 démantèlements SNA ne prend en compte que les objectifs des incréments déjà lancés en réalisation.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Véhicules forces spéciales (VFS)

La maîtrise d'œuvre des VLFS et des PLFS est assurée par la société Arquus avec comme principal sous-traitant Essonne (conception et production de supports). La maîtrise d'œuvre des Fardières et de leurs remorques est assurée par la société UNAC.

Régénération VBL

La maîtrise d'œuvre est assurée par la société Arquus.

FLF Rénovation

La maîtrise d'œuvre industrielle est assurée par la société Naval Group.

Démantèlement SNA

La maîtrise d'œuvre industrielle est assurée par la société Naval Group.

SNA : évolutions

La maîtrise d'œuvre industrielle est principalement assurée par la société Naval Group.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|----------------------------|--|----------------|----------------|---------------|
| Véhicules Forces Spéciales | Lancement de la réalisation | 2015 | 2015 | |
| | Livraison du 1 ^{er} PLFS standard 1 | février 2017 | février 2017 | |
| | Livraison du 1 ^{er} VLFS | Décembre 2023 | Décembre 2024 | 12 |
| VBL | Lancement de la réalisation de l'opération de régénération | décembre 2016 | décembre 2016 | |
| | Qualification du VBL régénéré | mai 2019 | mai 2019 | |
| | Livraison du 50 ^e VBL régénéré | juin 2021 | juin 2021 | |
| FLF rénovation | Lancement de la réalisation | 2017 | 2017 | |
| | Livraison de la première frégate rénovée | septembre 2021 | septembre 2021 | |
| | Livraison de la deuxième frégate rénovée | Septembre 2022 | Septembre 2022 | |
| | Livraison de la troisième frégate rénovée | - | Décembre 2023 | |
| SNA démantèlement | Lancement réalisation incrément 1 | décembre 2020 | décembre 2020 | |
| | Lancement réalisation incrément 0 | | Mai 2022 | |
| SNA : évolutions | Lancement réalisation incrément 1 | - | juin 2023 | |
| | Lancement réalisation incrément 2 | | décembre 2023 | |

Le décalage du jalon de livraison du 1^{er} VLFS résulte de difficultés techniques industrielles.

L'incrément 2 de « SNA : évolutions » a été lancé fin 2023 conformément aux décisions de la LPM 2024-2030.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|----------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| FLF rénovation | Commandes | PLF | 3 | | | | 3 |
| | | PLR | 3 | | | | 3 |
| | Livraisons | PLF | 1 | 1 | 1 | | 3 |

| | | PLR | 1 | 1 | 1 | | 3 |
|---|------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| VBL régénérés | Commandes | PLF | 370 | 120 | | 310 | 800 |
| | | PLR | 370 | 120 | | 310 | 800 |
| | Livraisons | PLF | 81 | 90 | 90 | 539 | 800 |
| | | PLR | 81 | 75 | 91 | 553 | 800 |
| VLFS | Commandes | PLF | 70 | 80 | | 56 | 206 |
| | | PLR | 70 | 0 | 136 | 0 | 206 |
| | Livraisons | PLF | | | 5 | 201 | 206 |
| | | PLR | | | 0 | 206 | 206 |
| PLFS | Commandes | PLF | 55 | 50 | 22 | 24 | 151 |
| | | PLR | 55 | | 96 | | 151 |
| | Livraisons | PLF | 25 | | 5 | 121 | 151 |
| | | PLR | 25 | | | 126 | 151 |
| petits véhicules aérolargable de type FARDIER | Commandes | PLF | 120 | 180 | | | 300 |
| | | PLR | 120 | 180 | | | 300 |
| | Livraisons | PLF | | 8 | 60 | 232 | 300 |
| | | PLR | | 5 | 48 | 247 | 300 |
| remorques pour fardier | Commandes | PLF | 68 | 104 | | | 172 |
| | | PLR | 68 | 104 | | | 172 |
| | Livraisons | PLF | | | 34 | 138 | 172 |
| | | PLR | | | 6 | 166 | 172 |
| Démantèlement SNA : niveau 1 | Commandes | PLF | 4 | | | | 4* |
| | | PLR | 4 | | | | 4* |
| | Livraisons | PLF | 1 | | 1 | 2 | 4* |
| | | PLR | 1 | | 1 | 2 | 4* |

La commande en 2023 de l'ensemble des VLFS et PLFS restants, réunissant les commandes initialement prévues de 2022 à 2024, résulte d'une recherche d'optimisation industrielle et financière du programme. Les écarts en livraison en 2023 sur le programme VFS s'expliquent par des difficultés rencontrées dans la chaîne d'approvisionnement à cause du contexte géopolitique.

Les retards sur les livraisons des Fardiens proviennent de difficultés d'approvisionnement de certains composants.

Concernant le programme VBL, les retards de livraison sont principalement dus à des retards de production.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-----------------------------|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | Véhicules forces spéciales | 152 200 000 | - | 275 300 000 | - | 123 100 000 | 28 653 571 | - | 8 081 274 | -20 572 297 |
| OP | AOA-EC | 75 080 332 | 400 000 | - | 39 010 356 | -36 469 976 | 54 561 998 | 400 000 | 48 066 376 | -6 895 622 |
| OP | Divers PEM | - | - | 59 223 579 | - | 59 223 579 | 8 355 971 | - | 12 081 347 | 3 725 376 |
| ACT | VBL (Véhicule blindé léger) | - | - | 42 200 000 | - | 42 200 000 | 14 134 514 | - | 17 356 815 | 3 222 301 |
| ACT | FLF rénovation | - | - | - | - | - | 22 940 449 | - | 32 193 565 | 9 253 116 |
| ACT | SNA : Démantèlement | - | - | - | - | - | 19 209 629 | - | 20 042 919 | 833 290 |

| | | | | | | | | | |
|-------|-------------|---------|-------------|------------|-------------|-------------|---------|-------------|-------------|
| Total | 227 280 332 | 400 000 | 376 723 579 | 39 010 356 | 188 053 603 | 147 856 132 | 400 000 | 137 822 295 | -10 433 837 |
|-------|-------------|---------|-------------|------------|-------------|-------------|---------|-------------|-------------|

5.2 – Tableau des autorisations d’engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|-----------------------------|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | Véhicules forces spéciales | 45,74 | - | 275,30 | 321,04 | 141,81 | 179,22 |
| OP | Divers PEM | 47,81 | - | 59,22 | 107,03 | 47,86 | 47,57 |
| ACT | VBL (Véhicule blindé léger) | 73,51 | - | 42,20 | 115,71 | 7,75 | 106,54 |
| ACT | FLF rénovation | 32,03 | -2,08 | - | 29,95 | 3,32 | 26,63 |
| ACT | SNA : Démantèlement | 42,14 | -0,10 | - | 42,05 | 8,21 | 33,84 |
| | Total | 241,24 | -2,18 | 376,72 | 615,78 | 208,95 | 393,79 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------|-----------------------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|--------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| ACT | Véhicules forces spéciales | PLF | 144,36 | 48,00 | 32,58 | 56,74 | 40,70 | 62,34 | 192,36 |
| | | PLR | 80,55 | 141,81 | 8,08 | 43,30 | 33,37 | 137,61 | 222,36 |
| OP | AOA-EC | PLF | 123,22 | 75,08 | 56,84 | 57,32 | 42,66 | 41,48 | 198,30 |
| | | PLR | 110,91 | 39,01 | 48,07 | 38,09 | 20,82 | 42,94 | 149,92 |
| OP | Divers PEM | PLF | 19,61 | 5,13 | 9,50 | 7,65 | 2,51 | 5,08 | 24,74 |
| | | PLR | 16,61 | 47,86 | 12,08 | 26,84 | 13,83 | 11,72 | 64,47 |
| ACT | VBL (Véhicule blindé léger) | PLF | 49,04 | 6,93 | 16,07 | 15,43 | 10,57 | 13,90 | 55,97 |
| | | PLR | 40,64 | 7,75 | 17,36 | 18,72 | 9,95 | 2,35 | 48,39 |
| ACT | FLF rénovation | PLF | 52,40 | 4,37 | 26,08 | 26,79 | 2,30 | 1,61 | 56,78 |
| | | PLR | 57,48 | 3,32 | 32,19 | 24,92 | 1,48 | 2,21 | 60,80 |
| ACT | SNA : Démantèlement | PLF | 66,36 | 4,03 | 21,84 | 24,72 | 11,25 | 12,58 | 70,39 |
| | | PLR | 66,14 | 8,21 | 20,04 | 26,49 | 13,70 | 14,11 | 74,35 |
| | Total écarts | | -82,66 | 104,42 | -25,09 | -10,28 | -16,83 | 73,96 | 21,76 |

Les principaux engagements 2023 ont couvert :

- pour l’opération « VFS » :
 - la commande globale des PLFS et VLFS restants pour atteindre la cible du programme ;
 - de prestations techniques complémentaires ;
- pour l’opération « FLF Rénovation » :
 - la commande de compléments de conception et de qualification ;
 - des prestations d’expertises et d’essais ;
 - les hausses économiques ;
- pour l’opération « Démantèlement SNA » :
 - des provisions pour aléas lors du démantèlement du Rubis ;
 - les hausses économiques ;
- pour le programme « Évolutions SNA (divers PEM) » :
 - compléments de commandes liées à l’incrément 0 et les hausses économiques ;
 - commandes liées au lancement en réalisation de l’incrément 1 ;
 - les hausses économiques.

Pour l’opération VFS, les moindres paiements 2023 font suite à la notification tardivement dans l’année de la commande globale et aux retards de livraison décrits au 4.2. Les engagements plus importants sont liés à la commande globale des PLFS et VLFS, également décrite au 4.2.

Pour l'opération VBL, les écarts en engagements et paiements 2023 s'expliquent par des prestations techniques reportées de 2022 vers 2023

Pour l'opération « Évolutions SNA » (présentée dans « divers PEM »), les écarts en engagements et paiements résultent du lancement en réalisation de l'incrément 1, en cohérence des décisions de la LPM 2024-2030.

Pour l'opération « FLF Rénovation », les écarts en paiements en 2023 sont dus à des anticipations de paiements 2024. Les écarts en engagements en 2023 sont liés à des reports de décision d'engagement en 2024 afin de prendre en compte les essais effectués sur le dernier navire livré.

Pour l'opération « SNA Démantèlement », la hausse des engagements 2023 est liée à des opérations supplémentaires résultant de la prise en compte du retour d'expérience issue de l'incendie du SNA Perle.

Pour les autres opérations d'armement, la moindre consommation des AE correspond au report d'engagements début 2024, générant de fait une baisse des paiements 2023.

Fonds de concours et attributions de produits

| Niveau | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
|-------------|---------------|--------------|--|
| Sous-action | 400 000 | 6 662 294 | 6 262 294 |

SOUS-ACTION

09.80 – Opérer en milieu hostile - MGCS Système de combat terrestre principal

OPÉRATION : OPÉRER EN MILIEU HOSTILE - MGCS SYSTÈME DE COMBAT TERESTRE PRINCIPAL

NOM DU PEM : MGCS

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Le projet *Main Ground Combat System* (MGCS) vise à développer et produire, dans le cadre d'une coopération franco-allemande, un système de combat qui succèdera au char Leclerc à partir du milieu des années 2030.

Le MGCS sera le système majeur pour emporter la décision dans le milieu terrestre. Il apportera une capacité « haut du spectre » pour faire face aux menaces post-2035 et pleinement intégrée au combat collaboratif. Ceci imposera de combiner localement plusieurs fonctions dans un système multiplateforme : se déplacer, détruire la menace jusqu'au haut du spectre futur, observer, détecter, décamoufler, identifier à une portée accrue, perturber, brouiller, détruire les capacités de détection ennemies, fusionner les données, maîtriser les réseaux, améliorer la supervision, se protéger, réduire sa signature, prévenir l'impact, neutraliser les effets, s'intégrer au combat collaboratif.

II - CIBLE

La cible de l'opération sera déterminée au lancement en réalisation.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Les études de concepts nationaux, lancés en 2015, ont été réalisés pour la France par l'industrie (Nexter Systems, MBDA, Sera Ingénierie dans le cadre d'un contrat confié à l'institut franco-allemand de Saint-Louis) et pour l'Allemagne par la société IABG.

Suite à la signature le 3 avril 2020 de l'arrangement cadre de coopération MGCS *Demonstrator Phase* (MGCS DP) et d'un premier arrangement d'application, un marché pour la 1^{re} étape d'étude d'architecture système a été attribué par l'Allemagne (BAAINBw) à un acteur industriel réunissant *Krauss-Maffei-Wegman*, *Nexter Systems* (assisté de Thales pour assurer l'intégration de MGCS à SCORPION) et Rheinmetall Land System sous la forme d'une ARGE de droit allemand. Ce marché a depuis fait l'objet d'un amendement pour permettre l'approfondissement des travaux d'étude d'architecture qui se sont achevés en 2023.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

Le calendrier de livraison de l'opération MGCS sera précisé au lancement en réalisation.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

L'échéancier de l'opération MGCS sera établi lors du lancement de la réalisation.

V – ASPECTS FINANCIERS

Le lancement des études de montée en maturité technologique et de premiers démonstrateurs technologiques est subordonné aux négociations franco-allemande en cours avec les industriels.

SOUS-ACTION

09.84 – Opérer en milieu hostile - MAST-F

OPÉRATION : OPÉRER EN MILIEU HOSTILE – MAST-F

NOM DES PEM : MAST-F

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

MAST-F

Le programme missile air-sol tactique futur (MAST-F) est destiné à acquérir, au profit des hélicoptères de combat Tigre rénovés et des drones MALE européen, une capacité de neutralisation de combattants, de cibles blindées et d'infrastructures, de jour comme de nuit.

II - CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-------------|----------|----------|----------|---------------------------|
| Missile MHT | 1 lot | 2 lots | 2 lots | |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

MBDA France assure la maîtrise d'œuvre industrielle du MHT.

La maîtrise d'ouvrage est déléguée à l'Organisation Conjointe de Coopération en matière d'Armement (OCCAr). La LPM 2024-2030 s'appuie sur l'hypothèse d'une décision concertée avec l'Espagne de réorientation du programme de rénovation à mi-vie du Tigre privilégiant la pérennisation du parc tout en réduisant les ambitions d'améliorations capacitaires.

Le programme MAST-F sera réorienté en cohérence avec cette hypothèse.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|----------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| MAST-F | Lancement du stade d'élaboration | décembre 2018 | décembre 2018 | - |
| | Lancement en réalisation | novembre 2020 | novembre 2020 | - |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|--------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| Missiles MHT | Commandes | PLF | 500 | | | 300 | 800 |
| | | PLR | * | | | * | * |
| | Livraisons | PLF | | | | 800 | 800 |
| | | PLR | | | | * | * |

* La LPM 2024-2030 s'appuie sur l'hypothèse d'une décision concertée avec l'Espagne de réorientation du programme Tigre privilégiant la pérennisation du parc tout en réduisant les ambitions d'améliorations capacitaires. L'échéancier du programme MAST-F sera mis à jour en cohérence avec cette hypothèse.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|---------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | MAST-F | - | - | - | - | - | 63 297 549 | - | 64 702 057 | 1 404 508 |
| | Total | - | - | - | - | - | 63 297 549 | - | 64 702 057 | 1 404 508 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | MAST-F | 358,47 | - | - | 358,47 | 6,57 | 350,00 |
| | Total | 358,47 | - | - | 358,47 | 6,57 | 350,00 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|--------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|---------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | MAST-F | PLF | 642,45 | 11,41 | 71,97 | 81,89 | 54,30 | 445,70 | 653,86 |
| | | PLR | 643,27 | 6,57 | 64,70 | 584,98 | - | 0,16 | 649,84 |
| | Total écarts | | 0,83 | -4,84 | -7,27 | 503,09 | -54,30 | -445,53 | -4,01 |

Les engagements 2023 ont couvert principalement :

- des hausses économiques ;
- des prestations d’expertise et d’essais.

Les écarts sur les engagements et les paiements 2023 résultent notamment du décalage de prestations d’expertise et d’essais de 2023 à 2024.

SOUS-ACTION

09.85 – Opérer en milieu hostile - SLAMF

OPÉRATION : OPÉRER EN MILIEU HOSTILE - SLAMF

NOM DES OPÉRATIONS D’INVESTISSEMENT : SLAMF, INFRA SLAMF

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

SLAMF

L’opération SLAMF (Système de Lutte Anti-Mines du Futur) prépare le renouvellement de la capacité de guerre des mines de la marine nationale. Ce système, mettant en œuvre des bâtiments et des systèmes de drones, est destiné à remplacer par étapes les moyens actuels (chasseurs de mines, bâtiments remorqueurs de sonars, bâtiments base de plongeurs démineurs).

Le périmètre de l’étape 1 comprend principalement l’acquisition de quatre modules de lutte contre les mines, constitués de drones (MLCM), dont la mise à hauteur d’un prototype issu de la phase de préparation dans le cadre d’une coopération franco-britannique conduite au sein de l’OCCAr, ainsi que l’acquisition d’un système d’exploitation des données de guerre des mines (SEDGM).

Le périmètre de l’étape 2 sera défini à son lancement en réalisation. Il devrait porter sur l’acquisition en particulier de bâtiments de guerre des mines (BGDM), de bâtiments base support plongeurs (BBPD), de systèmes de drones MLCM supplémentaires et d’un centre de commandement opérationnel à Toulon.

Infrastructure SLAMF

Le programme d’infrastructure « Accueil du système de lutte anti-mines du futur (SLAMF) à Brest/étape 1 », vise à réaliser les infrastructures nécessaires à la mise en œuvre, au stockage, et à la maintenance des MLCM à Brest : bâtiment tertiaire (accueil du centre d’opérations à terre, du simulateur...), ouvrages maritimes, hangar.

II - CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|--|----------|----------|----------|---------------------------|
| SLAMF- MP MLCM Étape 1 | 4 | 4 | 4 | |
| SLAMF - SEDGM Étape 1 | 1 | 1 | 1 | |
| Infra SLAMF – Bâtiment tertiaire (Étape 1 - Brest) | 1 | 1 | 1 | |
| Infra SLAMF – Ouvrages maritimes (Étape 1 - Brest) | 1 | 1 | 1 | |
| Infra SLAMF – Hangar (Étape 1 – Brest) | 1 | 1 | 1 | |

La cible de l'étape 1 de l'opération SLAMF a été définie à son lancement en réalisation en 2020. La cible des étapes ultérieures sera établie lors de leur lancement en réalisation.

Les cibles des étapes ultérieures seront définies à leur lancement en réalisation.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

SLAMF

Les technologies mises en jeu sont principalement portées par THALES DMS pour les aspects liés à la détection sous-marine.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|-------------|---|---------------|---------------|---------------|
| SLAMF | Lancement de la réalisation du prototype | 2016 | 2016 | |
| | Lancement du stade d'élaboration de l'étape 1 | 2016 | 2016 | |
| | Lancement de la réalisation de l'étape 1 | octobre 2020 | octobre 2020 | |
| | Lancement de la réalisation de l'étape 2 | Juin 2023 | 2024 | 18 |
| Infra SLAMF | Lancement de la réalisation de l'ensemble 1 de l'étape 1 | novembre 2021 | novembre 2021 | |
| | Lancement de la réalisation de l'ensemble 2 de l'étape 1 (hangar) | mars 2023 | juillet 2023 | 4 |

Le décalage du lancement en réalisation de l'étape 2 de l'opération d'armement SLAM-F résulte des décisions prises en LPM24-30. Le décalage du lancement en réalisation du hangar SLAMF est lié à une durée de négociations commerciales plus importante qu'anticipée avec le titulaire du marché de travaux.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|------------------------------|-----------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| SLAMF- MP MLCM – Étape 1 (*) | Commandes | PLF | 4 | | | | 4 |
| | | PLR | 4 | | | | 4 |

| | | | | | | | |
|----------------------------------|------------|-----|---|--|---|---|---|
| | Livraisons | PLF | | | 1 | 3 | 4 |
| | | PLR | | | | 4 | 4 |
| SLAMF- SEDGM | Commandes | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | | 1 | | 1 |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |
| Infra SLAMF – Bâtiment tertiaire | Commandes | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | | | 1 | 1 |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |
| Infra SLAMF – Ouvrages maritimes | Commandes | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | | 1 | | 1 |
| | | PLR | | | 1 | | 1 |
| Infra SLAMF - Hangar | Commandes | PLF | | | 1 | | 1 |
| | | PLR | | | 1 | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | | | 1 | 1 |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |

Dans le cadre de l'étape 1 (*), trois MLCM neufs et la mise à hauteur du prototype ont été commandés avant 2022 via la coopération franco-britannique mise en œuvre sous couvert de l'OCCAR.

Le décalage des livraisons MLCM et SEDGM résulte de retards industriels.

Les échéanciers de l'étape 2 du programme SLAMF seront établis lors de son lancement en réalisation prévu en 2024.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|---------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | SLAMF | 1 191 600 000 | - | - | 39 190 000 | -1 152 410 000 | 66 998 513 | - | 62 865 531 | -4 132 982 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil SLAMF | 9 680 000 | - | - | 12 281 039 | 2 601 039 | 13 306 220 | - | 15 307 119 | 2 000 899 |
| | Total | 1 201 280 000 | - | - | 51 471 039 | -1 149 808 961 | 80 304 733 | - | 78 172 649 | -2 132 084 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | SLAMF | 31,76 | - | - | 31,76 | 4,30 | 27,46 |
| | Total | 31,76 | - | - | 31,76 | 4,30 | 27,46 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | | Paiements | | | |
|--------|------------|---------|--------------------------------|----------|------|-----------|------|-------|-------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |

| | | | | | | | | | |
|-----|---|-----|--------|---------|--------|--------|--------|---------|---------|
| ACT | SLAMF | PLF | 78,08 | 553,48 | 76,18 | 109,07 | 79,42 | 366,89 | 631,56 |
| | | PLR | 169,53 | 43,49 | 62,87 | 76,54 | 63,68 | 9,93 | 213,02 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil SLAMF | PLF | 17,28 | 15,10 | 14,10 | 14,88 | 3,40 | - | 32,38 |
| | | PLR | 12,88 | 12,28 | 15,31 | 9,17 | - | 0,68 | 25,16 |
| | Total écarts | | 87,05 | -512,81 | -12,11 | -38,24 | -19,14 | -356,28 | -425,76 |

Concernant l'opération d'armement, les principaux engagements 2023 ont couvert :

- L'adaptation de prestations relatives aux interfaces SEDGM V3 et le MCTO du système d'exploitation des données de guerre des mines (SEDGM) V2 dans le cadre de l'étape 1 ;
- L'engagement résultant du MoU de Guerre des Mines relatif à la contribution française aux coûts de design du bâtiment de guerre des mines dans le cadre de la préparation de l'étape 2, en lien avec le programme porté par la Belgique et les Pays-Bas ;
- Des prestations d'expertise, d'essais et d'adaptation mineures du module de lutte contre les mines.

Concernant le programme d'infrastructure, les engagements 2023 ont porté principalement sur le lancement de la construction du hangar de maintenance et de stockage.

Le principal écart sur les engagements 2023 résulte du report en 2024 des engagements relatifs au lancement en réalisation de l'étape 2 de l'opération SLAMF, conformément aux décisions de la LPM24-30.

SOUS-ACTION

09.86 – Opérer en milieu hostile - ATL2

OPÉRATION : OPÉRER EN MILIEU HOSTILE – ATL2 RÉNOVATION

NOM DES PEM : ATL2 RÉNOVATION, PATMAR FUTUR

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

ATL2 Rénovation

L'ATL2 est un avion assurant essentiellement les missions de patrouille maritime. Sa rénovation permet de traiter les obsolescences critiques du système de combat. Elle couvre également la restauration des performances des sous-systèmes calculateur tactique, visualisation tactique, acoustique, radar, IFF et électro-optique afin de faire face à l'évolution du contexte (déplacement des zones d'évolution de la haute mer aux zones littorales défavorables à la détection acoustique) et de la menace (prolifération de sous-marins classiques performants et discrets) pour le porter au standard 6.

PATMAR futur

L'opération PATMAR futur vise à renouveler les capacités de patrouille maritime actuellement constituées d'aéronefs

de combat de type « Atlantique 2 ». L'opération d'armement est actuellement en phase de préparation.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|------------------|----------|----------|----------|---------------------------|
| ATL2 rénovation* | 15 | 18** | 18 | |

* L'opération ATL2 Rénovation concerne 22 appareils. Initialement, 15 appareils à rénover et 7 traitements d'obsolescence. La LPM2019-2025 a porté le nombre de rénovations à 18 pour 4 traitements d'obsolescence.

** En 2020, il a été décidé d'abandonner les travaux de traitement d'obsolescence des 4 appareils non rénovés.

La cible de l'opération PATMAR futur sera déterminée au lancement en réalisation de l'opération.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

ATL2 Rénovation

Les principaux industriels concernés par la rénovation des ATL2 sont Dassault Aviation et Thales. Le SIAé est également un acteur majeur de l'opération.

PATMAR futur

Les aspects industriels et commerciaux seront déterminés au lancement en réalisation de l'opération.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|-----------------|---|--------------|--------------|---------------|
| ATL2 Rénovation | Lancement de la réalisation | octobre 2013 | octobre 2013 | - |
| | Livraison du 1 ^{er} avion rénové | juillet 2019 | juillet 2019 | - |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|-------------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| ATL2 Rénovation * | Commandes | PLF | 18 | | | | 18 |
| | | PLR | 18 | | | | 18 |
| | Livraisons | PLF | 6 | 4 | 3 | 5 | 18 |
| | | PLR | 6 | 4 | 3 | 5 | 18 |

L'échéancier de commandes/livraisons de l'opération PATMAR futur sera déterminé lors de son lancement en réalisation.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|--------------------|------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | ATL2 : Rénovations | - | - | - | - | - | 18 476 877 | - | 17 606 123 | -870 754 |
| OP | AOA-EC | 25 000 000 | - | - | 28 062 163 | 3 062 163 | 18 942 923 | - | 12 422 252 | -6 520 671 |
| | Total | 25 000 000 | - | - | 28 062 163 | 3 062 163 | 37 419 800 | - | 30 028 375 | -7 391 425 |

5.2 – Tableau des autorisations d’engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|--------------------|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | ATL2 : Rénovations | 71,64 | - | - | 71,64 | 11,22 | 60,41 |
| | Total | 71,64 | - | - | 71,64 | 11,22 | 60,41 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|--------------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|-------|-------|-------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | ATL2 : Rénovations | PLF | 14,22 | 14,67 | 21,01 | 6,53 | 1,27 | 0,08 | 28,88 |
| | | PLR | 19,19 | 11,22 | 17,61 | 10,36 | 0,45 | 1,99 | 30,41 |
| OP | AOA-EC | PLF | 8,88 | 25,00 | 19,59 | 10,33 | 3,95 | 0,00 | 33,88 |
| | | PLR | 16,76 | 28,06 | 12,42 | 20,16 | 11,26 | 0,99 | 44,82 |
| | Total écarts | | 12,86 | -0,38 | -10,57 | 13,66 | 6,49 | 2,90 | 12,47 |

Les principaux engagements réalisés en 2023 ont couvert :

- pour l’opération « ATL2 rénovation », des contrats internes avec le SIAé (chantiers série, moyens sols et soutien initial) et des hausses économiques ;
- pour l’opération « AOAEC », la mise à hauteur des simulateurs de pilotage, les évolutions du logiciel radar et le maintien en condition du banc d’essai.

Concernant l’opération « ATL2 Rénovation », les moindres engagements et paiements résultent de décalages de certaines prestations réalisées par le SIAé.

Concernant l’opération « AOA-EC », les écarts en engagements et en paiements s’expliquent par des aménagements contractuels intervenus en 2023.

SOUS-ACTION

09.88 – Opérer en milieu hostile - missile moyenne portée MMP

OPÉRATION : MISSILE MOYENNE PORTEE (MMP)

NOM DU PEM : MMP

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Le système de missile moyenne portée (MMP) est destiné à équiper les unités de combat au contact, certaines unités navales et les forces spéciales débarquées et à les doter d’une capacité de neutralisation de combattants, de cibles blindées et de petites embarcations, de jour comme de nuit jusqu’à 4 000 mètres au minimum. Il remplacera notamment le missile de combat terrestre MILAN en service depuis 1974.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|----------------------|----------|----------|----------|---------------------------|
| MMP – postes de tirs | 400 | 414 | 414 | |

Les cibles en quantité de munitions (confidentielles) ont été augmentées en 2023.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Le maître d'œuvre industriel est MBDA.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|--|--------------------|---------------|---------------|
| MMP | Notification marché d'acquisition | décembre 2013 | décembre 2013 | - |
| | Livraison des premiers missiles et premiers postes de tir | 2017 | 2017 | - |
| | Décision d'anticipation des commandes et d'accélération des livraisons | Non prévu au PAP23 | mars 2023 | |

La décision d'anticipation des commandes et d'accélération des livraisons s'inscrit dans une démarche d'économie de guerre.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|----------------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| MMP – postes de tirs | Commandes | PLF | 414 | | | | 414 |
| | | PLR | 414 | | | | 414 |
| | Livraisons | PLF | 350 | 26 | 38 | | 414 |
| | | PLR | 350 | 16 | 34 | 14 | 414 |

L'échéancier a été mis à jour lors du lancement de l'étape 2 en 2023.

Les munitions MMP (cibles confidentielles) sont livrées en lots chaque année. À la suite de la décision d'anticipation de commandes en 2023, s'inscrivant dans une démarche d'économie de guerre, les quantités de munitions MMP livrées lors de chaque lot annuel à partir de 2023 ont été augmentées.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|------------------------------|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|---|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/ prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | MMP (missile moyenne portée) | 353 000 000 | - | 321 200 000 | - | -31 800 000 | 30 272 358 | - | 61 051 302 | 30 778 944 |
| | Total | 353 000 000 | - | 321 200 000 | - | -31 800 000 | 30 272 358 | - | 61 051 302 | 30 778 944 |

5.2 – Tableau des autorisations d’engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------------------------|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | MMP (missile moyenne portée) | 48,67 | -0,00 | 321,20 | 369,87 | 207,85 | 162,03 |
| | Total | 48,67 | -0,00 | 321,20 | 369,87 | 207,85 | 162,03 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------|------------------------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|-------|--------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| ACT | MMP (missile moyenne portée) | PLF | 106,04 | 42,26 | 34,42 | 42,32 | 42,51 | 29,05 | 148,30 |
| | | PLR | 104,83 | 207,85 | 61,05 | 46,98 | 36,09 | 168,56 | 312,68 |
| | Total écarts | | -1,21 | 165,59 | 26,63 | 4,66 | -6,42 | 139,51 | 164,37 |

Les engagements 2023 ont couvert principalement :

- la commande de munitions MMP ;
- les hausses économiques.

Les écarts en engagements et paiements résultent de l’accélération des commandes et des livraisons des munitions MMP décrites au paragraphe 4.2.

SOUS-ACTION**09.89 – Opérer en milieu hostile - Frégates de taille intermédiaire**

OPÉRATION : Frégates de taille intermédiaire (FTI)

Nom du PEM : FTI

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Le programme FTI (frégates de taille intermédiaire) vise à acquérir 5 frégates de défense et d’intervention (FDI), en complément des 2 frégates de défense aérienne de type Horizon (FDA) et des 8 FREMM, pour atteindre le format des 15 frégates de premier rang.

Les FDI sont des frégates de combat polyvalentes, capables de contribuer à l’ensemble des fonctions stratégiques de la défense. Elles disposent des attributs fondamentaux des frégates de premier rang : aptitude à durer et combattre en haute mer, autodéfense dans tous les milieux et niveaux de survivabilité et d’interopérabilité suffisants pour participer aux missions de coercition.

Le périmètre de l’opération comprend entre autres, le développement, la qualification et la production de 5 navires dans un premier standard et l’acquisition du système de soutien associé.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-----------|----------|----------|----------|---------------------------|
| FTI (FDI) | 5 | 5 | 5 | |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Les principaux industriels concernés sont Naval Group et THALES.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 – Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|---|------------|------------|---------------|
| FTI | Lancement du stade de réalisation | avril 2017 | avril 2017 | |
| | Livraison de la 1 ^{re} frégate | 2024 | 2025 | |
| | Livraison de la 5 ^e frégate | 2029 | 2032 | |

La livraison de la 1^{re} FDI est décalée à début 2025 suite à des retards industriels.
Le report de la 5^e frégate a été décidé lors de l'élaboration de la LPM 2024-2030.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| FTI | Commandes | PLF | 3 | | | 2 | 5 |
| | | PLR | 3 | | | 2 | 5 |
| | Livraisons | PLF | | | | 5 | 5 |
| | | PLR | | | | 5 | 5 |

La ministre des Armées a décidé le 29 mars 2021 d'accélérer la commande de la FDI n° 3, conduisant ainsi à commander simultanément les FDI 2 et 3 en 2021 afin de répondre plus rapidement au besoin opérationnel de la Marine et contribuer à soutenir le savoir-faire et les compétences du chantier de Lorient. En mars 2022, la Grèce a signé avec Naval Group un contrat portant sur l'acquisition de 3 FDI construites à Lorient et livrables en 2025 et 2026. Le calendrier de commande et de livraison des frégates de série a été recalé en conséquence, sans modifier l'élongation du programme.

L'échéancier de commandes-livraisons a été modifié par la LPM 2024-2030.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|---------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|---|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/ prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | FTI | - | - | - | - | - | 235 987 186 | - | 361 101 049 | 125 113 863 |
| | Total | - | - | - | - | - | 235 987 186 | - | 361 101 049 | 125 113 863 |

5.2 – Tableau des autorisations d’engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | FTI | 95,20 | -0,00 | - | 95,20 | 8,76 | 86,44 |
| | Total | 95,20 | -0,00 | - | 95,20 | 8,76 | 86,44 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|--------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|--------|----------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | FTI | PLF | 1 583,60 | 41,45 | 268,32 | 268,99 | 224,45 | 863,29 | 1 625,05 |
| | | PLR | 1 724,17 | 8,76 | 361,10 | 240,25 | 233,40 | 898,18 | 1 732,93 |
| | Total écarts | | 140,57 | -32,69 | 92,78 | -28,74 | 8,95 | 34,89 | 107,88 |

Les principaux engagements 2023 ont couvert :

- des prestations d’expertise et d’essais et la commande de matériel embarqué ;
- des provisions pour hausses économiques et aléas.

L’augmentation du reste à payer à fin 2022 et la baisse des engagements 2023 correspondent à des moindres engagements du fait du retard pris sur la livraison de la 1^{re} frégate.

L’augmentation des paiements 2023 résulte principalement de la prise en compte du solde entrant de la gestion 2022, non déterminé lors des travaux préparatoires à la construction du PLF.

COÛTS SYNTHÉTIQUES

5.1 - Tableau des autorisations d’engagements et crédits de paiement de l’année 2023 (en M€)

| Niveau | OS | AE | | | | | CP | | | |
|--------|------------------------------------|-----------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|----------|--------------------------|--------------|------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5=3 + 4-1-2 | 1 | 2 | 3 | 4=3-1-2 |
| OP | Autres opérations d’armement (AOA) | 683,01 | 0,40 | 0,00 | 885,24 | 201,83 | 642,10 | 0,40 | 756,85 | 114,35 |
| ACT | Programmes à effet majeur (PEM) | 10 190,70 | 85,57 | 11 691,70 | 194,60 | 1 610,03 | 4 094,40 | 85,57 | 4 607,48 | 427,51 |
| ACT | INFRA | 137,92 | 0,00 | 127,41 | 15,39 | 4,87 | 438,09 | 0,00 | 411,98 | -26,11 |
| | Total | 11 011,63 | 85,97 | 11 819,11 | 1 095,23 | 1 816,73 | 5 174,59 | 85,97 | 5 776,31 | 515,74 |

5.2 - Tableau des autorisations d’engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectation 2023 | Total | Engagement 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|------------------------------------|----------------|-------------------------|------------------|-----------|------------------------|----------------|
| Programmes à effet majeur (PEM) | 8 409,45 | -135,62 | 11 691,70 | 19 965,53 | 8 033,64 | 11 931,89 |
| INFRA | 776,89 | -1,00 | 127,41 | 903,29 | 251,67 | 651,62 |
| Autres opérations d'armement (AOA) | 15,25 | -0,68 | 0,00 | 14,57 | 0,00 | 14,57 |
| Total | 9 201,59 | -137,30 | 11 819,11 | 20 883,39 | 8 285,32 | 12 598,08 |

5.3 - Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opération | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------------|------------------------------------|---------|----------------|----------|-----------|----------|-----------|-----------|-----------|
| | | | RàP à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OS | Autres opérations d'armement (AOA) | PLF | 1 711,06 | 757,01 | 688,60 | 726,85 | 387,48 | 665,14 | 2 468,07 |
| | | PLR | 1 614,35 | 885,24 | 756,85 | 778,46 | 416,20 | 548,09 | 2 499,60 |
| OS | Programmes à effet majeur (PEM) | PLF | 17 208,90 | 8 837,06 | 4 746,35 | 4 965,90 | 4 862,87 | 11 470,85 | 26 045,96 |
| | | PLR | 16 840,99 | 8 228,24 | 4 607,48 | 6 027,49 | 3 429,88 | 11 004,37 | 25 069,23 |
| OS | INFRA | PLF | 1 124,94 | 300,71 | 464,22 | 433,18 | 321,56 | 206,68 | 1 425,65 |
| | | PLR | 1 082,56 | 267,06 | 411,98 | 488,20 | 300,87 | 148,57 | 1 349,62 |
| Total écarts | | | -506,99 | -514,24 | -122,86 | 1 168,23 | -1 424,96 | -641,64 | -1 021,23 |

ACTION**10 – Protection et sauvegarde**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------|----------------------------|----------------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 10 – Protection et sauvegarde | | 3 082 934 696 | 3 082 934 696 | | 901 906 846 | 901 906 846 |
| | | 2 339 216 974 | 2 339 216 974 | | 941 568 602 | 941 568 602 |
| 10.74 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - SECOIA | | 130 150 000 58 910 724 | 130 150 000 58 910 724 | | 51 799 540 29 225 703 | 51 799 540 29 225 703 |
| 10.75 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Patrouilleur futur | | 1 435 200 000 1 009 476 723 | 1 435 200 000 1 009 476 723 | | 114 086 924 99 557 175 | 114 086 924 99 557 175 |
| 10.76 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Missiles | | 41 200 000 9 675 446 | 41 200 000 9 675 446 | | 178 986 281 225 046 278 | 178 986 281 225 046 278 |
| 10.77 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - AVSIMAR | | 74 390 000 19 438 003 | 74 390 000 19 438 003 | | 114 033 934 95 865 977 | 114 033 934 95 865 977 |
| 10.79 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Autres opérations | | 111 749 696 64 123 128 | 111 749 696 64 123 128 | | 72 476 901 62 433 329 | 72 476 901 62 433 329 |
| 10.80 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens – Alerte Avancée | | | 0 0 | | | 0 0 |

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|------------------------------|--|---------------------|----------------------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 10.82 – Assurer la protection des forces et des sites - Famille de systèmes sol-air futurs (FSAF) | | 930 400 000 72 614 838 | 930 400 000 72 614 838 | | 174 230 805 195 075 135 | 174 230 805 195 075 135 |
| 10.86 – Assurer la protection des forces et des sites - Autres opérations et assurer la protection de l'homme | | 354 345 000 1 087 838 836 | 354 345 000 1 087 838 836 | | 166 876 395 198 844 252 | 166 876 395 198 844 252 |
| 10.87 – Assurer la protection de l'homme - e-SAN | | 500 000 5 574 856 | 500 000 5 574 856 | | 2 594 160 4 143 107 | 2 594 160 4 143 107 |
| 10.88 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - BALLASTIERES | | 5 000 000 112 651 | 5 000 000 112 651 | | 1 758 997 281 796 | 1 758 997 281 796 |
| 10.89 – Assurer la protection des forces et des sites - LAD | | | 0 | | 25 062 909 31 095 851 | 25 062 909 31 095 851 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|---------------|-------------------------------|-------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 856 813 578 | 239 163 021 | 280 673 122 | 256 777 105 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 856 813 578 | 239 163 021 | 280 673 122 | 256 777 105 |
| 10.74 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - SECOIA | 81 072 730 | 13 851 882 | 27 998 883 | 12 026 101 |
| 10.75 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Patrouilleur futur | 426 466 393 | 29 199 065 | 52 690 997 | 2 449 172 |
| 10.76 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Missiles | 41 200 000 | 8 355 895 | 85 488 724 | 138 076 211 |
| 10.77 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - AVSIMAR | 3 719 500 | 2 714 832 | 8 038 649 | 1 807 938 |
| 10.79 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Autres opérations | 18 168 535 | 8 861 127 | 8 460 133 | 5 797 774 |
| 10.82 – Assurer la protection des forces et des sites - Famille de systèmes sol-air futurs (FSAF) | 40 317 334 | 28 362 901 | 7 722 442 | 15 054 473 |
| 10.86 – Assurer la protection des forces et des sites - Autres opérations et assurer la protection de l'homme | 245 191 935 | 135 302 972 | 87 143 889 | 70 316 492 |
| 10.87 – Assurer la protection de l'homme - e-SAN | 500 000 | 5 459 344 | 2 131 544 | 4 143 107 |
| 10.88 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - BALLASTIERES | 177 151 | 112 651 | 62 321 | 281 796 |
| 10.89 – Assurer la protection des forces et des sites - LAD | | 6 942 352 | 935 540 | 6 824 039 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 2 226 121 118 | 2 084 785 953 | 621 233 724 | 681 805 780 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 2 226 121 118 | 1 976 335 737 | 621 233 724 | 285 581 611 |
| 10.74 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - SECOIA | 49 077 270 | 45 058 841 | 23 800 657 | 3 183 833 |
| 10.75 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Patrouilleur futur | 1 008 733 607 | 978 875 277 | 61 395 927 | 77 601 308 |
| 10.76 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Missiles | | 1 283 551 | 93 497 557 | 3 166 236 |
| 10.77 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - AVSIMAR | 70 670 500 | 16 178 892 | 105 995 285 | 34 905 604 |
| 10.79 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Autres opérations | 93 581 161 | 45 106 687 | 64 016 768 | 45 914 395 |
| 10.82 – Assurer la protection des forces et des sites - Famille de systèmes sol-air futurs (FSAF) | 890 082 666 | 35 934 359 | 166 508 363 | 16 381 976 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| 10.86 – Assurer la protection des forces et des sites - Autres opérations et assurer la protection de l'homme | 109 153 065 | 849 388 710 | 79 732 506 | 80 156 447 |
| 10.87 – Assurer la protection de l'homme - e-SAN | | | 462 616 | |
| 10.88 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - BALLASTIERES | 4 822 849 | | 1 696 676 | |
| 10.89 – Assurer la protection des forces et des sites - LAD | | 4 509 419 | 24 127 369 | 24 271 811 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 108 450 216 | | 396 224 170 |
| 10.74 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - SECOIA | | | | 14 015 769 |
| 10.75 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Patrouilleur futur | | 1 402 381 | | 19 506 695 |
| 10.76 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Missiles | | 0 | | 83 767 830 |
| 10.77 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - AVSIMAR | | 544 279 | | 59 152 435 |
| 10.79 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Autres opérations | | 10 155 313 | | 10 721 160 |
| 10.82 – Assurer la protection des forces et des sites - Famille de systèmes sol-air futurs (FSAF) | | 8 085 577 | | 161 657 047 |
| 10.86 – Assurer la protection des forces et des sites - Autres opérations et assurer la protection de l'homme | | 88 147 154 | | 47 403 233 |
| 10.87 – Assurer la protection de l'homme - e-SAN | | 115 512 | | |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | | 15 268 000 | | 2 985 717 |
| Transferts aux entreprises | | 268 000 | | 268 000 |
| 10.76 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Missiles | | 36 000 | | 36 000 |
| 10.82 – Assurer la protection des forces et des sites - Famille de systèmes sol-air futurs (FSAF) | | 232 000 | | 232 000 |
| Transferts aux autres collectivités | | 15 000 000 | | 2 717 717 |
| 10.82 – Assurer la protection des forces et des sites - Famille de systèmes sol-air futurs (FSAF) | | | | 1 749 638 |
| 10.86 – Assurer la protection des forces et des sites - Autres opérations et assurer la protection de l'homme | | 15 000 000 | | 968 079 |
| Total | 3 082 934 696 | 2 339 216 974 | 901 906 846 | 941 568 602 |

SOUS-ACTION

10.74 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - SECOIA

OPÉRATION : SECOIA

NOM DU PEM : SECOIA

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Le site d'élimination de chargements d'objets identifiés anciens (SECOIA) assurera la destruction des munitions chimiques anciennes collectées par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) du ministère de l'intérieur. Cette installation effectue la destruction des munitions et des composés toxiques sans aucune intervention humaine directe. Les déchets et effluents générés par le procédé de destruction sont traités dans le strict respect de la réglementation en vigueur.

Outre la réalisation de l'installation, l'activité autour de SECOIA comprend :

- l'acquisition des moyens de transport et de conditionnement des munitions chimiques anciennes ;
- l'aménagement et la sécurisation du site d'implantation sur le camp militaire de Mailly ;
- l'acquisition d'une installation déplaçable de destruction de munitions chimiques mise en œuvre par la sécurité civile pour les munitions non transportables.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-----------|----------|----------|----------|---------------------------|
| SECOIA | 1 | 1 | 1 | |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Le maître d'œuvre industriel retenu pour la réalisation de l'installation SECOIA est la société ArianeGroup, avec pour sous-traitants majeurs les sociétés KOBE STEEL et TREDI.

La société KOBE STEEL, et en particulier sa filiale KOBELCO, s'est retirée du programme.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Évènements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|---|----------------|----------------|---------------|
| SECOIA | Notification du nouveau marché de réalisation et d'exploitation | mai 2011 | mai 2011 | |
| | Lancement de la construction | septembre 2013 | septembre 2013 | |
| | Mise en exploitation | décembre 2018 | décembre 2018 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLF | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|-------------------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| SECOIA | Commandes | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| Installation déplaçable | Commandes | PLF | | | 1 | | 1 |
| | | PLR | | | 1 | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | | | 1 | 1 |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|---|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/ prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | SECOIA (Site Élimin.Chargmt. Obj.Identif Anciens) | 130 150 000 | - | 53 600 000 | 15 117 864 | -61 432 136 | 51 799 540 | - | 29 226 027 | -22 573 513 |
| | Total | 130 150 000 | - | 53 600 000 | 15 117 864 | -61 432 136 | 51 799 540 | - | 29 226 027 | -22 573 513 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|---|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | SECOIA (Site Élimin.Chargmt. Obj.Identif Anciens) | 37,47 | - | 53,60 | 91,07 | 43,79 | 47,28 |
| | Total | 37,47 | - | 53,60 | 91,07 | 43,79 | 47,28 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|---|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|--------|-------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | SECOIA (Site Élimin.Chargmt. Obj.Identif Anciens) | PLF | 16,71 | 112,95 | 58,90 | 36,13 | 24,00 | 10,64 | 129,66 |
| | | PLR | 50,26 | 58,91 | 29,23 | 55,81 | 8,46 | 15,67 | 109,17 |
| | Total écarts | | 33,54 | -54,04 | -29,67 | 19,69 | -15,54 | 5,03 | -20,50 |

Les engagements en 2023 ont couverts :

- la commande de l'installation déplaçable, acquisition jugée prioritaire pour répondre au besoin de la DGSCGC ;
- la commande d'un poste de destruction de munition pour une nouvelle année.

Les écarts en engagements et paiements s'expliquent par le report de l'évolution de l'installation SECOIA pour étendre ses capacités de traitement aux munitions dites « hors gabarit », la priorité ayant été donnée à la commande de l'installation déplaçable.

SOUS-ACTION

10.75 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Patrouilleur futur

OPÉRATION : ASSURER LA SURETÉ DES APPROCHES : Patrouilleur futur

NOM DU PEM : patrouilleur futur

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Patrouilleur Futur

L'activité « patrouilleur futur » prévoit le remplacement de la composante « patrouilleurs » existante. En anticipation de la réalisation de ce programme :

- des bâtiments de soutien et d'assistance outre-mer (BSAOM, ex-B2M) permettant d'assurer le maintien de la capacité des navires déployés outre-mer ont été commandés en 2013 et en 2016. Ces bâtiments de 1 500 tonnes de déplacement environ ont une longueur de 60 mètres, et une vitesse maximale d'environ 13 nœuds. Ils offrent une capacité d'accueil de 40 personnes extensible à 60 maximum ;
- des patrouilleurs Antilles Guyane, PAG (ex-PLG) ont été acquis en 2014 pour être déployés dans la zone économique exclusive (ZEE) guyanaise afin d'assurer les missions de l'action de l'État en mer (police des pêches, lutte contre les trafics illicites et sauvegarde des personnes), de souveraineté et de protection des intérêts nationaux dans la ZEE (ainsi que la contribution à la protection du centre spatial guyanais et à la sécurité des tirs). Ces bâtiments ont une longueur de l'ordre de 60 mètres et une vitesse maximale d'environ 21 nœuds. Par ailleurs, hors du périmètre du programme Patrouilleur Futur, un 3^e PAG a été commandé fin 2017 sur les autres opérations d'armement. Ce PAG est destiné à équiper Fort de France en remplacement d'un P400 et a été livré en octobre 2019 ;
- des POM (patrouilleurs Outre-Mer) destinés à l'action de l'État en mer sur les zones de Nouvelle-Calédonie, la Réunion et la Polynésie ont été acquis en 2019. Équipés de drones, ils permettront de naviguer dans les grands espaces océaniques. Ces bâtiments ont une longueur de 79,9 mètres, un tonnage d'environ 1 300 tonnes et une vitesse maximale de 24 nœuds ;
- des patrouilleurs océaniques (renommés patrouilleurs hauturiers) destinés à renouveler la capacité d'action hauturière affectée aux missions de soutien à la Dissuasion, d'escorte de navires civils ou de bâtiments militaires faiblement armés, d'appréciation autonome de situation dans nos zones de souveraineté ou d'intérêts, de sauvegarde maritime et d'évacuation de ressortissants. Les patrouilleurs hauturiers seront des unités plus polyvalentes que les patrouilleurs de service public et patrouilleurs de haute mer (ex avisos) qu'ils remplaceront. Le programme de renouvellement des patrouilleurs hauturiers a été notifié fin 2020 sous la forme d'un accord-cadre (lancement de l'analyse de la valeur et de la conception). La LPM 2024-2030 prévoit que la commande des 10 patrouilleurs hauturiers soit effectuée en plusieurs étapes. L'étape 1, correspondant à la commande de 7 navires, a été lancée en réalisation en septembre 2023.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|---|----------|----------|----------|---------------------------|
| Patrouilleur futur (BSAOM ex-B2M) | 3 | 4 | 4 | |
| Patrouilleur futur (PAG ex-PLG) | 2 | 2 (*) | 2 (*) | |
| Patrouilleur futur (POM) | 6 | 6 | 6 | |
| Patrouilleur futur (Patrouilleurs Hauturiers PH, ex-Patrouilleurs Océaniques PO et ex-BATSIMAR) | 10 | 10 | 10 | |

(*) Il a été décidé en 2017 d'acquérir hors de l'opération (sur l'AOA Protection et Sauvegarde) un troisième PAG destiné à équiper Fort-de-France en remplacement d'un P400.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Patrouilleur futur

L'organisation industrielle retenue pour les bâtiments de soutien et d'assistance outre-mer, au sein de « patrouilleurs futurs », est un groupement momentané d'entreprises conjoint des Chantiers Piriou et Naval Group, transféré ensuite à la société Kership.

L'organisation industrielle retenue pour les patrouilleurs Antilles Guyane et l'opération patrouilleurs outre-mer (POM), au sein de « patrouilleurs futurs », est un groupement momentané d'entreprises conjoint du chantier SOCARENAM et de la société CNN MCO.

L'organisation industrielle retenue pour les patrouilleurs hauturiers (ex-patrouilleurs océaniques) est la suivante : Naval Group est en charge de la conception en tant qu'architecte d'ensemble. La production est répartie entre les chantiers attributaires de l'accord-cadre (Chantiers Piriou, CMN, Socarenam) ; les équipements Thales (notamment sonar et radar) ont fait l'objet d'un marché d'acquisition séparé de l'accord-cadre.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Évènements | PLF | PLR | Écart en mois |
|--|-----------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| Patrouilleur futur (Bâtiment de soutien et d'assistance outre-mer) | Lancement de la réalisation | décembre 2013 | décembre 2013 | |
| | Livraison du premier bâtiment | mars 2016 | mars 2016 | |
| | Livraison du 4 ^e BSAOM | avril 2019 | avril 2019 | |
| Patrouilleur futur (patrouilleurs Antilles Guyane) | Notification du marché | décembre 2014 | décembre 2014 | |
| | Livraison du premier bâtiment | février 2017 | février 2017 | |
| | Livraison du 3 ^e PAG | octobre 2019 | octobre 2019 | |
| Patrouilleur futur (Patrouilleurs outre-mer) | Notification du marché | décembre 2019 | décembre 2019 | |
| | Livraison du premier bâtiment | 2023 | 2023 | |
| | Livraison du 6 ^e POM | 2025 | 2025 | |
| Patrouilleur futur (Patrouilleurs Hauturiers, ex-Patrouilleurs Océaniques et ex-BATSIMAR) | Notification du marché | - | novembre 2023 | |

Le lancement en réalisation des patrouilleurs hauturiers en 2023 concerne la commande de 7 PH relative à l'étape 1.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|--|------------|---------|---------------------------|------|------|------------|--------------|
| Patrouilleur futur Bâtiments de soutien et d'assistance outre-mer (BSAOM ex-B2M) | Commandes | PLF | 4 | | | | 4 |
| | | PLR | 4 | | | | 4 |
| | Livraisons | PLF | 4 | | | | 4 |
| | | PLR | 4 | | | | 4 |
| Patrouilleur futur patrouilleurs Antilles Guyane* | Commandes | PLF | 3 | | | | 3 |
| | | PLR | 3 | | | | 3 |
| | Livraisons | PLF | 3 | | | | 3 |
| | | PLR | 3 | | | | 3 |
| Patrouilleur outre-mer | Commandes | PLF | 6 | | | | 6 |
| | | PLR | 6 | | | | 6 |
| | Livraisons | PLF | | | 1 | 5 | 6 |
| | | PLR | | | 1 | 5 | 6 |
| Patrouilleur hauturier – étape 1 | Commandes | PLF | Non mentionné au PAP 2023 | | | | |
| | | PLR | | | 7 | | 7 |
| | Livraisons | PLF | Non mentionné au PAP 2023 | | | | |
| | | PLR | | | | 7 | 7 |

Les échéanciers de commandes-livraisons des futures étapes du programme Patrouilleur hauturier seront définis lors de leur lancement en réalisation.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|--------------------|---------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|-------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/AD P du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/AD P du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | Patrouilleur Futur | 1 435 200 000 | - | 1 411 398 821 | - | -23 801 179 | 114 086 924 | - | 99 557 175 | -14 529 749 |
| | Total | 1 435 200 000 | - | 1 411 398 821 | - | -23 801 179 | 114 086 924 | - | 99 557 175 | -14 529 749 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|--------------------|----------------|---------------------------|-------------------|----------|-------------------------|----------------|
| ACT | Patrouilleur Futur | 127,96 | -0,07 | 1 411,40 | 1 539,29 | 1 009,48 | 529,82 |
| | Total | 127,96 | -0,07 | 1 411,40 | 1 539,29 | 1 009,48 | 529,82 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------|--------------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|--------|----------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| ACT | Patrouilleur Futur | PLF | 96,65 | 815,84 | 129,72 | 120,10 | 98,09 | 564,58 | 912,49 |
| | | PLR | 120,04 | 1 009,48 | 99,56 | 156,47 | 118,40 | 755,08 | 1 129,51 |
| | Total écarts | | 23,38 | 193,64 | -30,16 | 36,37 | 20,31 | 190,50 | 217,03 |

Les engagements en 2023 ont couvert :

- pour le Patrouilleur outre-mer POM, l'acquisition des matériels mobiles d'armement et des équipements et les hausses économiques ;
- pour le patrouilleur hauturier PH (ex-patrouilleur océanique PO), la commande de 7 patrouilleurs.

Les écarts en engagements 2023 s'expliquent par un engagement contractuel plus global et donc un montant des marchés de réalisation des 7 premiers patrouilleurs hauturiers plus important qu'anticipé. Les écarts en paiement correspondent à la bascule des paiements 2023 dans le solde sortant de la gestion, payé début 2024.

SOUS-ACTION

10.76 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Missiles

OPÉRATION : ASSURER LA SURETÉ DES APPROCHES : Missiles

NOM DES PEM : MIDE, MIDE RMV, MICA, SUCESSEUR MICA

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

MIDE (missile d'interception à domaine élargi) et rénovation à mi-vie (RMV MIDE)

Le MIDE (Meteor) est un missile air-air doté d'un autodirecteur électromagnétique actif et d'une propulsion à statoréacteur, intégré sur le Rafale à compter du standard F3-R. Il est conçu pour intercepter une cible de type avion de chasse moderne à une distance de plusieurs dizaines de kilomètres.

La rénovation à mi vie du missile permettra de traiter la nécessaire régénération de potentiel des missiles et de maintenir ses performances au niveau des menaces à traiter.

Successeur MICA (successeur du missile d'interception, de combat et d'autodéfense),

L'opération « Successeur MICA » doit permettre de consolider la capacité d'interception, de combat rapproché et d'autodéfense des avions de combat de l'armée de l'air et de l'espace et de la marine nationale face aux menaces aériennes actuelles et futures. Elle comprend le développement et la production d'un missile de combat nouvelle génération, le MICA NG, destiné à équiper les Rafale à partir du standard F3-R en complément du missile d'interception à domaine élargi MIDE, ainsi que la remotorisation d'une partie du parc des MICA actuels au profit des Rafale et des Mirage 2000 (D et -5) assurant la transition avec le MICA NG

Divers PEM

Missile MICA, clos depuis 2010, dernière description présentée au RAP 2018.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|--|----------|----------|----------|--|
| Successeur MICA (missile de combat NG) | 2 lots | 2 lots | 3 lots | Mise en cohérence avec les décisions de la LPM 2024-2030 |
| Successeur MICA (remotorisation MICA) | 1 lot | 1 lot | | |
| MIDE (METEOR) | 2 lots | 2 lots | 4 lots | Mise en cohérence avec les décisions de la LPM 2024-2030 |

III - ASPECTS COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS

Successeur MICA

La maîtrise d'œuvre industrielle est confiée à la société MBDA France. Les équipementiers majeurs sont les sociétés Thales LAS pour l'autodirecteur électromagnétique, le GIE ADSIM (Safran ED/MBDA France) pour l'autodirecteur infrarouge, Roxel France pour le propulseur et Safran ED pour la centrale inertielle.

MIDE :

Le programme est mené en coopération avec l'Allemagne, l'Italie, la Suède, l'Espagne et le Royaume-Uni (pilote). La maîtrise d'œuvre industrielle est assurée par MBDA UK en liaison avec MBDA France, MBDA Italie, Inmize (Espagne) et SAAB (Suède).

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Évènements | PLF | PLR | Écart en mois |
|-----------------|--|----------------|----------------|--|
| Successeur MICA | Lancement du stade de réalisation | août 2018 | août 2018 | |
| | Commande complémentaire de 367 MICA NG | mars 2021 | mars 2021 | |
| | Livraison du premier missile MICA rénové | septembre 2022 | septembre 2022 | |
| | Livraison du premier missile MICA NG | 2026 | 2026 | |
| | Livraison du dernier missile MICA NG | 2031 | horizon 2035 | Mise en cohérence avec les décisions de la LPM 2024-2030 |
| MIDE | Notification du contrat de développement | décembre 2002 | décembre 2002 | |
| | Qualification du missile | janvier 2014 | janvier 2014 | |
| | Livraison du premier missile de production | 2018 | 2018 | |
| | Livraison du dernier missile de production | Décembre 2023 | Décembre 2023 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|------------------------------|------------|---------|------------|-------|-------|------------|--------------|
| MIDE | Commandes | PLF | 2 lots | | | | 2 lots |
| | | PLR | 2 lots | | | 2 lots | 4 lots |
| | Livraisons | PLF | 1 lot | 1 lot | 1 lot | | 3 lots |
| | | PLR | 1 lot | - | 1 lot | 2 lots | 4 lots |
| Missile de combat NG | Commandes | PLF | 2 lots | | | | 2 lots |
| | | PLR | 2 lots | | | 1 lot | 3 lots |
| | Livraisons | PLF | | | | 3 lots | 3 lots |
| | | PLR | | | | 6 lots | 6 lots |
| Remotorisation MICA | Commandes | PLF | 4 lots | | | | 4 lots |
| | | PLR | 4 lots | | | | 4 lots |
| | Livraisons | PLF | | 1 lot | 1 lot | 3 lots | 5 lots |
| | | PLR | | 1 lot | 1 lot | 3 lots | 5 lots |
| MICA NG d'entraînement (IRx) | Commandes | PLF | 1 lot | | | | 1 lot |
| | | PLR | 1 lot | | | | 1 lot |
| | Livraisons | PLF | | | | 4 lots | 4 lots |
| | | PLR | | | | 5 lots | 5 lots |

Les écarts pour les missiles de combats NG et les MICA NG d'entraînements résultent soit de commandes supplémentaires conformément aux décisions de la LPM 24-30, soit de livraisons de lots réparties sur plusieurs années.

Pour MIDE, la cible du programme a été mise en cohérence avec les décisions de la LPM 2024-2030 et les livraisons initialement prévues en 2022 ont été reportées en 2023.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|--|------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | Successeur MICA | - | - | - | - | - | 141 502 602 | - | 168 892 127 | 27 389 525 |
| ACT | MIDE (Missile d'interception à domaine élargi) | - | - | 16 718 324 | - | 16 718 324 | 22 581 320 | - | 53 564 399 | 30 983 079 |
| ACT | MIDE RMV | 41 200 000 | - | - | - | -41 200 000 | 14 902 359 | - | 2 569 359 | -12 333 000 |
| ACT | MICA (Missile intercep. de combat et d'autodéf.) | - | - | - | - | - | - | - | 77 393 | 77 393 |
| | Total | 41 200 000 | - | 16 718 324 | - | -24 481 676 | 178 986 281 | - | 225 103 278 | 46 116 997 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|--|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | Successeur MICA | 500,21 | -0,00 | - | 500,21 | 8,61 | 461,61 |
| ACT | MIDE (Missile d'interception à domaine élargi) | 2,60 | - | 16,72 | 19,32 | 1,04 | 18,29 |
| ACT | MIDE RMV | 3,44 | - | - | 3,44 | 0,01 | 3,42 |
| ACT | MICA (Missile intercep. de combat et d'autodéf.) | 19,11 | - | - | 19,11 | 0,08 | 19,03 |
| | Total | 525,36 | -0,00 | 16,72 | 542,08 | 9,73 | 532,35 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------|--|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|---------|--------|----------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| ACT | Successeur MICA | PLF | 1 237,60 | 24,42 | 160,89 | 171,46 | 295,03 | 634,64 | 1 262,02 |
| | | PLR | 1 297,03 | 8,61 | 168,89 | 140,15 | 189,54 | 807,05 | 1 305,63 |
| ACT | MIDE (Missile d'interception à domaine élargi) | PLF | 31,83 | 13,77 | 25,68 | 12,41 | 3,98 | 3,54 | 45,60 |
| | | PLR | 60,55 | 1,04 | 53,56 | 2,73 | 1,43 | 3,86 | 61,58 |
| ACT | MIDE RMV | PLF | 3,85 | 40,09 | 16,94 | 20,00 | 7,00 | - | 43,94 |
| | | PLR | 3,45 | 0,01 | 2,57 | 0,90 | - | 0,00 | 3,47 |
| ACT | MICA (Missile intercep. de combat et d'autodéf.) | PLF | 1,73 | - | - | - | - | 1,73 | 1,73 |
| | | PLR | 1,72 | 0,08 | 0,08 | - | - | 1,72 | 1,80 |
| | Total écarts | | 87,75 | -68,56 | 21,59 | -60,10 | -115,04 | 172,74 | 19,19 |

Les engagements en 2023 ont couverts :

- Pour l'opération « MIDE » : des hausses économiques ;

- Pour l'opération « Successeur MICA » : des prestations d'expertise et d'essais.

Pour l'opération « MIDE RMV », les écarts en engagements et paiements résultent du report, en 2024, de l'extension de la phase en coopération dite de « *concept phase* » (travaux préparatoires à la rénovation mi-vie).

Pour l'opération « MIDE », l'augmentation des paiements 2023 est lié au report de 2022 vers 2023 des livraisons des missiles Meteor et la diminution des engagements 2023 est lié au report en 2024 des travaux de maîtrise technique.

Pour l'opération « MICA », les écarts en engagement et en paiement sont la conséquence du traitement des derniers actes contractuels avant la clôture programmatique de ces opérations.

Pour l'opération « Successeur MICA », les écarts en engagements sont liés à une réduction du périmètre des prestations d'expertise et d'essais.

SOUS-ACTION

10.77 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - AVSIMAR

OPÉRATION : ASSURER LA SURETÉ DES APPROCHES : AVSIMAR (AVION DE SURVEILLANCE MARITIME)

NOM DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT : AVSIMAR, INFRA AVSIMAR

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

AVSIMAR (Avion de surveillance et d'interception maritime)

L'activité AVSIMAR vise à remplacer la capacité aérienne de surveillance et d'intervention maritime à long rayon d'action actuellement existante (Falcon 50M et Falcon 200 Gardian).

Elle est structurée en incréments, chacun constituant une opération d'armement.

L'activité AVSIMAR comprend en outre l'opération simplifiée SURMAR, en cours de réalisation, de transformation des Falcon 50 en avions de surveillance maritime et de traitement d'obsolescences des capteurs optroniques EOIR des Falcon 50M.

Infrastructure AVSIMAR

L'objectif de cette opération est de réaliser les infrastructures d'accueil des avions AVSIMAR incrément 1 sur les bases de Lorient / Lann-Bihoué, Tahiti et Nouméa.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|---|----------|----------|----------|---------------------------|
| Intégration trappe de largage sur F50 SURMAR (AVSIMAR) | 4 | 4 | 4 | - |
| Traitement de l'obsolescence du capteur EOIR sur F50 SURMAR (AVSIMAR) | 5 | 5 | 5 | - |
| AVSIMAR Incrément 1 : avions neufs | 12 | 12 | 12 | - |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

AVSIMAR

Pour l'opération SURMAR, le marché de traitement de l'obsolescence du capteur EOIR sur Falcon 50 a été confiée à la cotraitance composée de Dassault Aviation (mandataire) et Sabena technics.

Pour AVSIMAR incrément 1, Dassault Aviation est en charge du marché de réalisation.

Infrastructure AVSIMAR

Pour l'opération d'infrastructure, l'étape 1 qui concerne la métropole (BAN Lann-Bihoué) a été lancée en juillet 2023. Un marché de CCAEM (conception construction aménagement entretien maintenance) a été confié à un groupement de concepteur, maintenancier, réalisateur dont le mandataire est l'entreprise générale de travaux EIFFAGE.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Évènements | PLF | PLR | Écart en mois |
|-------------------------------|---|----------------|----------------|---------------|
| AVSIMAR (AVSIMAR Incrément 1) | Lancement du stade d'élaboration | juin 2018 | juin 2018 | - |
| | Lancement de la réalisation | décembre 2020 | décembre 2020 | - |
| | Commande des 7 premiers appareils | décembre 2020 | décembre 2020 | - |
| AVSIMAR (SURMAR) | Livraison du 1 ^{er} Falcon 50 Ms équipé de trappe de largage | décembre 2018 | décembre 2018 | - |
| | Livraison du 4 ^e et dernier « Falcon 50 SURMAR » équipé de trappe de largage | septembre 2020 | septembre 2020 | - |
| INFRA AVSIMAR | Lancement en réalisation de l'étape 1 Métropole | absent du PLF | juillet 2023 | - |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|---|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| AVSIMAR (intégration trappe de largage sur F50 SURMAR) | Commandes | PLF | 4 | | | | 4 |
| | | PLR | 4 | | | | 4 |
| | Livraisons | PLF | 4 | | | | 4 |
| | | PLR | 4 | | | | 4 |
| AVSIMAR – SURMAR (traitement de l'obsolescence du capteur EOIR) | Commandes | PLF | 5 | | | | 5 |
| | | PLR | 5 | | | | 5 |
| | Livraisons | PLF | | | 2 | 3 | 5 |
| | | PLR | | | - | 5 | 5 |
| AVSIMAR Incrément 1 (Avions neufs) | Commandes | PLF | 7 | | | 5 | 12 |
| | | PLR | 7 | | | 5 | 12 |
| | Livraisons | PLF | | | | 12 | 12 |
| | | PLR | | | | 12 | 12 |

Suite à des difficultés rencontrées dans le développement, le premier Falcon 50M modifié pour traiter l'obsolescence du capteur EOIR a été réceptionné en janvier 2024.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | AVSIMAR (avions de surveillance maritime) | - | - | - | - | - | 111 038 620 | - | 94 291 367 | -16 747 253 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil AVSIMAR | 74 390 000 | - | 57 700 000 | 6 167 625 | -10 522 375 | 2 995 314 | - | 1 845 589 | -1 149 725 |
| | Total | 74 390 000 | - | 57 700 000 | 6 167 625 | -10 522 375 | 114 033 934 | - | 96 136 956 | -17 896 978 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|---|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | AVSIMAR (avions de surveillance maritime) | 325,54 | - | - | 325,54 | 3,29 | 322,26 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil AVSIMAR | - | - | 57,70 | 57,70 | 10,26 | 47,44 |
| | Total | 325,54 | - | 57,70 | 383,24 | 13,54 | 369,70 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------|---|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|--------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| ACT | AVSIMAR (avions de surveillance maritime) | PLF | 745,71 | 14,29 | 126,25 | 135,40 | 146,22 | 352,13 | 760,00 |
| | | PLR | 716,52 | 3,29 | 94,29 | 179,04 | 127,31 | 319,17 | 719,81 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil AVSIMAR | PLF | 1,11 | 18,72 | 3,17 | 5,51 | 8,90 | 2,25 | 19,83 |
| | | PLR | 0,45 | 16,42 | 1,85 | 5,58 | 8,28 | 1,17 | 16,87 |
| | Total écarts | | -29,85 | -13,30 | -33,29 | 43,70 | -19,53 | -34,04 | -43,15 |

Les engagements en 2023 ont couvert :

- la commande de prestations et moyens d'essais étatiques ;
- la commande de la tranche ferme des infrastructures provisoires d'accueil en métropole (Lann-Bihoué) ;
- la commande de travaux préliminaires de la phase de préparation de l'étape 2 outremer (Nouméa et Tahiti).

Pour l'activité « AVSIMAR » :

- l'écart constaté sur les engagements 2023 par rapport à la prévision est lié au report de la commande du simulateur d'entraînement ;
- l'écart constaté en paiements 2023 résulte du décalage des travaux d'intégration de la liaison de données tactiques L22 ainsi que du décalage de la commande des deux avions TRITON.

Pour l'activité « réaliser l'infrastructure d'accueil AVSIMAR », les écarts en engagements et paiements résultent d'un décalage des travaux préalables à la réalisation des infrastructures ainsi que les hausses économiques associées, sans impact sur le planning général de l'opération.

SOUS-ACTION

10.79 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - Autres opérations

OPÉRATION : ASSURER LA SURETE DES APPROCHES, LA SÉCURITÉ DE L'ÉTAT, DE LA NATION ET DES CITOYENS-AUTRES OPÉRATIONS

NOM DES PEM: BSAH (BATIMENT DE SOUTIEN ET D'ASSISTANCE HAUTURIER), CHOF (CAPACITÉ HYDROGRAPHIQUE ET OcéANOGRAPHIQUE FUTURE), MFM (MAITRISE DES FONDS MARINS)

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUEBâtiment de soutien et d'assistance hauturier (BSAH)

Cette opération vise à renouveler des moyens nécessaires à la marine nationale pour les missions :

- de soutien des forces (accompagnement d'une force aéronavale, d'un SNA, etc.) ;
- de soutien de région, de surveillance et d'interventions maritimes dans le cadre de l'action de l'État en mer (remorquage d'engins, ancrage, relevage, sauvetage, assistance à la protection des biens, protection de l'environnement, lutte contre les pollutions maritimes, investigation sous-marine, etc.).

Les bâtiments issus du programme BSAH sont désignés BSAM - Bâtiment de soutien et d'assistance métropolitain. Les BSAM permettront notamment d'assurer le remorquage de navires. Ils disposent également d'aménagements spéciaux (grue, treuil, barrage antipollution, soute à munitions, etc.).

Capacité Hydrographique et Océanographique Future (CHOF)

Le programme CHOF prévoit le renouvellement des capacités hydrographiques et océanographiques en service. Il contribue à la fois aux fonctions stratégiques de la défense, à l'hydro-océanographie générale et à l'action de l'État en mer.

Au titre des autres opérations, la sous-action comprend également le renouvellement de petits bâtiments divers pour la Marine Nationale (principalement dédiés au soutien).

Maîtrise des fonds marins (MFM)

La stratégie ministérielle de maîtrise des fonds marins prévoit l'acquisition incrémentale de capacités dans une logique d'efficacité opérationnelle et de juste besoin, selon une double démarche :

- Une démarche accélérée d'expérimentation et d'exploration capacitaire à base de drones sous-marins (AUV) et de robots téléopérés (ROV) disponibles « sur étagère » menant à une première capacité exploratoire ;
- Une démarche de construction capacitaire sur le long terme.

Au titre des autres opérations, la sous-action comprend également l'acquisition de petits bâtiments divers pour la Marine Nationale (servitude, etc.) et de systèmes de surveillance des approches maritimes.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|---|----------|----------|----------|---------------------------|
| Bâtiments de Soutien et d'Assistance Hauturiers | 3 | 4 | 4 | - |

La cible de l'opération BSAH a été fixée en 2019.

Les cibles des opérations CHOF et MFM seront définies lors de leur lancement respectif en réalisation.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

BSAH

Le titulaire du marché de réalisation des BSAM militaires est la société à actions simplifiées (SAS) Kership.

CHOF

Le titulaire du marché de réalisation sera connu lors du passage en phase de réalisation du programme.

MFM

L'opération fera l'objet de différents marchés de réalisation qui s'appuieront sur plusieurs acteurs industriels du domaine.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Évènements | PLF | PLR | Écart en mois |
|---|--------------------------------------|--------------|--------------|---------------|
| Bâtiment de soutien et d'assistance hauturier | Notification du marché | août 2015 | Août 2015 | |
| | Livraison du premier bâtiment | mars 2018 | Mars 2018 | |
| | Livraison du 4 ^e bâtiment | juillet 2019 | Juillet 2019 | |

Les calendriers des opérations CHOF et MFM seront définis lors de leur lancement respectif en réalisation.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

Les échéanciers de commandes-livraisons des opérations CHOF et MFM seront définis lors de leur lancement respectif en réalisation.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|--|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OP | AOA-PS | 89 042 676 | 507 020 | - | 56 491 551 | -33 058 145 | 66 141 279 | 507 020 | 57 298 660 | -9 349 639 |
| ACT | MFM | 22 200 000 | - | 28 906 540 | 1 015 050 | 7 721 590 | 3 078 247 | - | 2 615 216 | -463 031 |
| ACT | BSAH (Bâtiment de Soutien et d'Assistance Hauturier) | - | - | - | - | - | 959 111 | - | 1 184 509 | 225 398 |
| ACT | CHOF | - | - | - | - | - | 1 791 244 | - | 1 017 190 | -774 054 |
| | Total | 111 242 676 | 507 020 | 28 906 540 | 57 506 601 | -25 336 555 | 71 969 881 | 507 020 | 62 115 575 | -10 361 326 |

5.2 – Tableau des autorisations d’engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|--|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | MFM | - | - | 28,91 | 28,91 | 6,48 | 22,43 |
| ACT | BSAH (Bâtiment de Soutien et d'Assistance Hauturier) | 5,45 | -0,08 | - | 5,37 | -0,06 | 5,43 |
| ACT | CHOF | 1,80 | - | - | 1,80 | -0,01 | 1,80 |
| | Total | 7,25 | -0,08 | 28,91 | 36,08 | 6,42 | 29,66 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|--|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|-------|--------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OP | AOA-PS | PLF | 127,77 | 89,04 | 68,92 | 60,67 | 39,70 | 47,51 | 216,81 |
| | | PLR | 105,53 | 56,49 | 57,30 | 65,38 | 30,00 | 9,34 | 162,02 |
| ACT | MFM | PLF | 1,00 | 8,60 | 3,50 | 5,30 | 0,80 | - | 9,60 |
| | | PLR | 0,68 | 7,50 | 2,62 | 3,82 | 1,38 | 0,36 | 8,18 |
| ACT | BSAH (Bâtiment de Soutien et d'Assistance Hauturier) | PLF | 2,25 | 0,02 | 1,09 | 0,84 | - | 0,34 | 2,27 |
| | | PLR | 2,23 | -0,06 | 1,18 | 0,99 | - | 0,00 | 2,18 |
| ACT | CHOF | PLF | 2,69 | 1,08 | 2,04 | 1,71 | - | 0,02 | 3,77 |
| | | PLR | 2,94 | -0,01 | 1,02 | 1,92 | - | - | 2,94 |
| | Total écarts | | -22,32 | -34,82 | -13,44 | 3,60 | -9,12 | -38,18 | -57,14 |

L'évolution des restes à payer à fin 2022 prend en compte les derniers éléments contractuels à jour de l'opération

Les engagements en 2023 ont couvert :

- Pour BSAH, la prise en compte de hausses économiques de prestations d'aménagement des bâtiments ;
- Pour MFM, les marchés pour la capacité exploratoire ;
- Au sein des autres opérations,
 - l'évolution du système de surveillance des approches maritimes, afin d'améliorer l'interconnexion, la synthèse des informations et l'échange des données entre les administrations européennes et l'ensemble des systèmes contribuant à la surveillance du littoral (radars côtiers, satellites, bâtiments et avions de surveillance maritime, etc.) ;
 - les commandes de patrouilleurs de gendarmerie et d'ETRACO de nouvelle génération (incluant son développement)

Fonds de concours et attributions de produits

| Niveau | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
|-------------|---------------|--------------|--|
| Sous-action | 507 020 | - | -507 020 |

SOUS-ACTION**10.82 – Assurer la protection des forces et des sites - Famille de systèmes sol-air futurs (FSAF)**

OPÉRATIONS : FAMILLE DE SYSTEMES SOL-AIR FUTURS (FSAF), ASTER 30 Block 1 NT, SAMP-T NG

NOM DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT : FSAF, SAMP-T NG, INFRA SAMPT

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

La famille de systèmes sol-air futurs regroupe les systèmes de défense aérienne moyenne portée conçus autour du missile anti-aérien et anti-balistique Aster. Ces systèmes ont pour vocation d'assurer l'autodéfense des bâtiments de la marine nationale (SAAM), la défense anti-aérienne du corps de bataille et la défense des bases aériennes (Sol-Air Moyenne Portée - Terrestre SAMP-T).

FSAF

La famille FSAF se compose de missiles ASTER 15, ASTER 30 et ASTER 30 B1, bi-étages à vecteur terminal commun et accélérateur adapté à la mission :

- le système SAMP-T, équipé de missiles ASTER 30 B1, peut traiter des cibles conventionnelles et des cibles balistiques rustiques ;
- le système SAAM, équipé de missiles ASTER 15, est destiné à contrer les attaques saturantes de missiles manœuvrants, les avions de chasse et les avions lents de type patrouille maritime ou de guet aérien.

Le programme FSAF fournit également des missiles ASTER 30 pour le système de défense anti-aérienne des FREMM DA.

SAMP-T NG

L'activité budgétaire SAMP-T NG comprend :

- l'opération ASTER 30 Block 1 NT qui traite des obsolescences des munitions ASTER et des lanceurs des SAMPT combiné à une amélioration de performances de l'ASTER 30 B1 face à l'évolution des menaces aérobies et missiles balistiques de théâtre ;
- l'opération SAMPT NG qui vise à intégrer le successeur du radar multifonction ARABEL et de la conduite de tir associée aux sections SAMP-T. Cette opération est passée en phase de réalisation en novembre 2020.

Infrastructure « Accueil SAMP-T »

- L'objectif de ce programme lancé en 2011 et dont les travaux sont achevés était de réaliser les infrastructures d'accueil des escadrons de défense solaire des bases aériennes pour l'accueil du SAMP-T.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|---|----------|----------|----------|-------------------------------------|
| FSAF : Système SAMP-T | 12 | 10 | 8 | Retrait de service |
| ASTER 30 Block 1 NT : lanceurs SAMP-T B1 NT rénovés | 8 | 8 | 8 | |
| SAMP-T NG : Sections rénovées SAMP-T NG | 8 | 8 | 12 | Mise en cohérence avec la LPM 24-30 |

La cible du système SAMP-T a été atteinte avant 2020.

Les cibles des missiles ASTER sont confidentielles.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Le programme FSAF est un programme en coopération franco-italienne, intégré à l'OCCAr depuis 1999, et confié au GIE Eurosam formé par Thales et MBDA (France et Italie). Le financement des travaux communs (développement, industrialisation, logistique) est paritaire.

Les versions navales des missiles mis en œuvre avec le système PAAMS, équipant les frégates de défense aérienne HORIZON et développées en coopération avec les Italiens et les Britanniques, sont communes aux trois nations.

Le programme ASTER 30 Block 1 NT, lancé à l'initiative de la France et intégré à l'OCCAr en 2015, est confié au GIE Eurosam formé par Thales et MBDA (France et Italie). Un accord bilatéral de coopération pour le développement du système ASTER 30 Block 1 NT a été signé avec l'Italie en juin 2016. Un accord trilatéral de coopération pour le développement de la rénovation pyrotechnique des missiles ASTER en service a été signé avec l'Italie et le Royaume-Uni en juillet 2016. Cette coopération a été élargie en 2020 et 2021 pour couvrir la phase de production des missiles rénovés pour les trois nations.

Le programme SAMP-T NG a été lancé en réalisation en coopération avec l'Italie en novembre 2020. La maîtrise d'œuvre industrielle du système SAMP-T NG est confiée au GIE Eurosam tandis que le développement français de la composante radar du SAMP-T NG, préalablement lancé fin 2019, a été confié à Thales.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|--------------------|--|---------------|---------------|---------------|
| FSAF | Lancement du développement | avril 1990 | avril 1990 | |
| | Lancement de la production | mai 1997 | mai 1997 | |
| | Première section opérationnelle | mai 2009 | mai 2009 | |
| | Livraison de la dernière munition ASTER 30 pour FREMM DA | décembre 2021 | décembre 2021 | |
| ASTER 30 Block 1NT | Lancement de la réalisation | décembre 2015 | décembre 2015 | |
| | Livraison du 1 ^{er} missile ASTER 30 B1NT | juillet 2027 | Juillet 2027 | |
| | Livraison du 1 ^e lanceur SAMPT rénové | décembre 2027 | décembre 2027 | |
| SAMP-T NG | Lancement du développement radar | décembre 2019 | décembre 2019 | |
| | Lancement de la réalisation | novembre 2020 | novembre 2020 | |
| | Livraison de la 1 ^{er} section rénovée | décembre 2027 | décembre 2027 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|---------------------------------|------------|---------|------------|-------|-------|------------|--------------|
| Missiles ASTER 30 pour FREMM DA | Commandes | PLF | 1 lot | | | | 1 lot |
| | | PLR | 1 lot | | | | 1 lot |
| | Livraisons | PLF | 1 lot | | | | 1 lot |
| | | PLR | 1 lot | | | | 1 lot |
| Missiles ASTER 30 pour FDI | Commandes | PLF | | | 1 lot | | 1 lot |
| | | PLR | | 1 lot | | | 1 lot |
| | Livraisons | PLF | | | | 1 lot | 1 lot |
| | | PLR | | | | 1 lot | 1 lot |
| Missiles ASTER 30 B1 NT | Commandes | PLF | | | 1 lot | | 1 lot |

| | | | | | | | |
|---|------------|-----|--|-------|--|-------|-------|
| | | PLR | | 1 lot | | | 1 lot |
| | Livraisons | PLF | | | | 1 lot | 1 lot |
| | | PLR | | | | 1 lot | 1 lot |
| Lanceurs SAMP-T rénovés | Commandes | PLF | | | | 8 | 8 |
| | | PLR | | | | 8 | 8 |
| | Livraisons | PLF | | | | 8 | 8 |
| | | PLR | | | | 8 | 8 |
| Sections rénovées au standard SAMP-T NG | Commandes | PLF | | | | 8 | 8 |
| | | PLR | | | | 8 | 8 |
| | Livraisons | PLF | | | | 8 | 8 |
| | | PLR | | | | 8 | 8 |

La commande de missiles Aster (Aster 15 et 30 pour FDI et Aster 30 B1NT), initialement prévue en 2023, a été avancée à fin 2022 en anticipation des efforts confirmés par la LPM 2024-2030 pour la défense sol-air.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | SAMP-T NG | 930 400 000 | - | - | - | -930 400 000 | 170 860 283 | - | 194 679 836 | 23 819 553 |
| ACT | FSAF (Famille de sol-air futur) | - | - | - | - | - | 3 210 173 | - | 347 939 | -2 862 234 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil SAMPT | - | - | - | 6 250 | 6 250 | 160 349 | - | 71 889 | -88 460 |
| | Total | 930 400 000 | - | - | 6 250 | -930 393 750 | 174 230 805 | - | 195 099 664 | 20 868 859 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|---|----------------|---------------------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|
| ACT | SAMP-T NG | 583,39 | -0,00 | - | 583,39 | 74,86 | 508,54 |
| ACT | FSAF (Famille de sol-air futur) | 20,27 | -0,88 | - | 19,39 | -2,24 | 21,63 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil SAMPT | 0,20 | -0,00 | - | 0,20 | 0,01 | 0,19 |
| | Total | 603,87 | -0,88 | - | 602,99 | 72,63 | 530,36 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------|---|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|--------|----------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| ACT | SAMP-T NG | PLF | 683,43 | 681,96 | 194,27 | 298,45 | 220,55 | 652,12 | 1 365,39 |
| | | PLR | 1 345,60 | 74,86 | 194,68 | 272,76 | 279,67 | 673,35 | 1 420,46 |
| ACT | FSAF (Famille de sol-air futur) | PLF | 17,07 | - | 3,65 | 1,84 | - | 11,58 | 17,07 |
| | | PLR | 14,33 | -2,24 | 0,35 | 1,84 | 5,00 | 4,91 | 12,10 |
| ACT | Réaliser l'infrastructure d'accueil SAMPT | PLF | 0,11 | 0,06 | 0,17 | - | - | - | 0,17 |
| | | PLR | 0,19 | 0,02 | 0,07 | - | - | 0,14 | 0,21 |

| | | | | | | | | | |
|--|--------------|--|--------|---------|-------|--------|-------|-------|-------|
| | Total écarts | | 659,51 | -609,38 | -2,99 | -25,69 | 64,12 | 14,69 | 50,13 |
|--|--------------|--|--------|---------|-------|--------|-------|-------|-------|

Les principaux engagements pour 2023 ont principalement couvert :

- des prestations d'expertise et d'essais ;
- les besoins liés au paiement des hausses économiques.

Les écarts en engagements et paiements s'expliquent par la commande anticipée de missiles Aster pour FDI et de missiles Aster 30 B1NT, répondant ainsi aux enjeux de la LPM 2024-2030 pour la défense sol-air.

SOUS-ACTION

10.86 – Assurer la protection des forces et des sites - Autres opérations et assurer la protection de l'homme

OPÉRATION : ASSURER LA PROTECTION DES FORCES ET DES SITES : AUTRES OPÉRATIONS

NOM DES PEM : MISTRAL rénovation à mi-vie, CINABRE, RMV FDA

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Rénovation MISTRAL

Cette opération a pour objet d'assurer la relève du système d'armes MISTRAL, en dotation dans les unités d'artillerie sol-air, les bâtiments de la marine nationale et les escadrilles d'hélicoptères.

Cette rénovation permet d'accroître l'efficacité du missile face aux cibles équipées de contre-mesures infrarouges et aux cibles de petite taille et faiblement rayonnantes.

CINABRE

L'opération CINABRE (Capacité INtégrée des Armées pour la défense Biologique, radiologique et chimique), ex CICB, a pour objectif de répondre dans une démarche incrémentale aux besoins des armées dans le domaine de la défense NRBC en s'étendant progressivement aux 5 piliers capacitaires du domaine (contre-mesures médicales NRBC, détection/identification/surveillance NRBC, protection individuelle et collective, décontamination, systèmes de commandement).

Son premier incrément vise à renforcer la réactivité des armées face à une attaque NRBC d'ampleur limitée, employable sur le territoire national pour les grands événements de 2023 (Coupe du monde de Rugby) puis 2024 (Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris).

RMV FDA

L'opération consiste à la rénovation des deux Frégates de Défense Aérienne réceptionnées en 2008 et 2009. L'enjeu de l'opération de RMV est de pérenniser la protection de notre groupe aéronaval à l'horizon 2040, alors que les FDA vont connaître dans les années à venir des obsolescences impactant leurs performances. En outre, elles vont devoir faire face au contexte de la menace aérienne en forte évolution, marqué par l'augmentation du nombre et l'accroissement des performances des missiles anti-navires et la prolifération des drones, en particulier chez nos compétiteurs.

Défense surface-air basse couche (DSABC)

L'opération d'armement défense surface-air basse couche doit permettre de renouveler et moderniser les capacités DSA au profit des armées de Terre, de l'Air et de l'Espace et de la Marine Nationale. Elle participe à l'un des objectifs majeurs de la LPM 24-30.

Les priorités définies avec les armées portent sur le renouvellement de la composante de courte portée CROTALE pour l'armée de l'air et de l'espace, la création d'une composante de DSA d'accompagnement de la manœuvre

terrestre mobile et protégée pour l'armée de terre et l'autoprotection des bâtiments de second rang de la Marine Nationale.

L'incrément 0 de l'opération DSABC prévoit de reconstituer rapidement le stock de munitions Mistral en s'inscrivant dans la démarche d'économie de guerre et d'acquiescer de manière réactive deux systèmes VL MICA.

Autres opérations

La sous-action comprend également les activités suivantes :

- les travaux relatifs à l'équipement des véhicules de reconnaissance blindés en dispositifs de protection et en moyens de lutte contre les EEI (engins explosifs improvisés). Il s'agit notamment des brouilleurs BARAGE devant équiper les véhicules, des détecteurs d'EEI pour les équipes d'observation et de déminage (EOD) des armées ;
- les évolutions des véhicules du Génie de lutte contre les EEI (leurre) ;
- NRBC (nucléaire, radiologique, bactériologique et chimique) : opérations visant à répondre aux enjeux de la défense NRBC au travers d'expérimentations, de développements à cycle court et de compléments d'acquisition ;
- l'élimination de composants et assainissement du site d'Angoulême : la réhabilitation de ce site impose une dépollution complexe assurée par Nexter Systems (ex-SNPE), dernier exploitant du site ; pour l'État, il s'agit de prendre en charge la majeure partie des frais d'assainissement conformément à ses engagements contractuels lors de la cession du site à l'industriel.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|---|----------|----------|----------|---|
| CINABRE – CICB | 1 | 1 | | |
| CINABRE – Contre-mesures médicales | 4 | 4 | | |
| CINABRE – Lot de masques | 2 | 2 | | |
| CINABRE – Lot de cartouches pour masque | 2 | 2 | | |
| RMV FDA | 2 | 2 | 2 | |
| DSABC | - | - | 2 | Lancement de l'opération en 2023 et mise en cohérence des décisions de la LPM 2024-2030 |

La cible de munitions Mistral est confidentielle.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

MISTRAL RMV

La maîtrise d'œuvre industrielle est confiée à la société MBDA.

CINABRE

Dans le cadre de l'incrément 1, il n'est pas mis en place de maîtrise d'œuvre industrielle globale. Les principaux industriels intervenant sont BERTIN Technologies pour l'identification biologique et différentes sociétés dont notamment la PME Fab'Entech pour les contre-mesures médicales.

RMV FDA

La maîtrise d'œuvre industrielle est partagée entre NAVIRIS (joint-venture de Naval Group et Fincantieri) pour la partie navire armé et EUROSAM (MBDA FR, MBDA IT, Thales) pour la partie PAAMS. Elle s'appuie sur NAVAL GROUP, SIGEN (Thales DMS et Électronica), THALES, MBDA FR et MBDA et THALES Netherlands.

L'opération RMV FDA se déroulera concomitamment de l'exécution du contrat de soutien « FRG23 » dont le titulaire est Chantiers de l'Atlantique.

Défense surface-air basse couche

La maîtrise d'œuvre industrielle de la munition Mistral et des deux systèmes d'arme VL MICA acquis au titre de l'incrément 0 est confiée à la société MBDA FR.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|--------------------------|--|---------------|---------------|--------------------|
| RMV Mistral | Première livraison de série | janvier 2012 | janvier 2012 | |
| | 850 ^{ème} livraison de série | novembre 2015 | novembre 2015 | |
| CINABRE | Identification biologique :Livraison initiale pour test | mars 2022 | Juin 2022 | |
| | Identification biologique :Livraison coupe du monde de rugby | 2023 | Juin 2023 | |
| | Identification biologique :Livraison JO | 2024 | 2024 | |
| | AMM (Autorisation de Mise sur le Marché) CMM 1 | 2023 | 2024 | 9 |
| | AMM CMM 2 à 3 | 2024 | 2024 | |
| | Preuve de concept CMM 4 | 2024 | 2026 | 24 |
| RMV FDA | Lancement en préparation | mars 2022 | mars 2022 | |
| | Anticipations de la phase de réalisation | 2023 | Sans objet | |
| | Lancement en réalisation | 2025 | Juillet 2023 | -29 |
| DSABC | | | | |
| Lancement en réalisation | | - | Mars 2023 | Non prévu au PLF23 |

Les objectifs de livraison des CMM 1 à 3 ont été précisés pour prendre en compte les enjeux opérationnels JOP2024 (Nota : Sont visés les accès dérogatoires avant AMM).

RMV FDA : la LPM 2024-2030 a prévu la commande de la rénovation des 2 FDA françaises en 2023, prenant en compte l'anticipation du lancement en réalisation du programme prévue initialement.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|---|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| CINABRE – identification biologique | Commandes | PLF | 3 | | | | 3 |
| | | PLR | 3 | | | | 3 |
| | Livraisons | PLF | | 1 | 1 | 1 | 3 |
| | | PLR | | 1 | 1 | 1 | 3 |
| CINABRE – Contre-mesures médicales | Commandes | PLF | 4 | | | | 4 |
| | | PLR | 4 | | | | 4 |
| | Livraisons | PLF | | | 1 | 3 | 4 |
| | | PLR | | | 1 | 3 | 4 |
| CINABRE – Lot de masques | Commandes | PLF | | | 1 | 1 | 2 |
| | | PLR | | | 1 | 1 | 2 |
| | Livraisons | PLF | | | | 2 | 2 |
| | | PLR | | | | 2 | 2 |
| CINABRE – Lot de cartouches pour masque | Commandes | PLF | | 1 | 1 | | 2 |
| | | PLR | | 1 | 1 | | 2 |

| | | | | | | | | |
|--------------------------------------|----------------------------------|-----------|-----|-----------------|-----------------|-------------------|-------------------|---|
| RMV FDA | Livraisons | PLF | | | 1 | 1 | 2 | |
| | | PLR | | | 1 | 1 | 2 | |
| | Commandes | PLF | | | | 2 | 2 | |
| | | PLR | | | 2 | | 2 | |
| | Livraisons | PLF | | | | 2 | 2 | |
| | | PLR | | | | 2 | 2 | |
| DSABC (inc 0) – Munitions Mistral M3 | Commandes | PLF | | * | * | * | * | |
| | | PLR | | Lot de commande | Lot de commande | | Lots de commande | |
| | Livraisons | PLF | | * | * | * | * | |
| | | PLR | | | | Lots de livraison | lots de livraison | |
| | DSABC (inc 0) – systèmes VL MICA | Commandes | PLF | | * | * | * | * |
| | | | PLR | | | 2 | | 2 |
| Livraisons | | PLF | | * | * | * | * | |
| | | PLR | | | | 2 | 2 | |

* non prévu au PLF23

RMV FDA : la LPM 2024-2030 a prévu la commande de la rénovation des 2 FDA françaises en 2023, prenant en compte de fait l'anticipation du lancement en réalisation du programme prévue initialement.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|-------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OP | AOA-PS | 107 145 000 | - | - | 43 532 428 | -63 612 572 | 90 220 356 | - | 71 223 678 | -18 996 678 |
| ACT | DSABC | - | - | 193 400 000 | - | 193 400 000 | - | - | 53 000 000 | 53 000 000 |
| ACT | CINABRE | 61 000 000 | - | - | 19 621 503 | -41 378 497 | 39 049 757 | - | 12 194 905 | -26 854 852 |
| ACT | RMV FDA | 186 200 000 | - | 1 138 106 553 | - | 951 906 553 | 36 436 549 | - | 60 485 082 | 24 048 533 |
| ACT | MISTRAL RMV | - | - | - | - | - | 1 169 733 | - | 1 877 110 | 707 377 |
| Total | | 354 345 000 | - | 1 331 506 553 | 63 153 930 | 1 040 315 483 | 166 876 395 | - | 198 780 776 | 31 904 381 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|-------------|----------------|---------------------------|-------------------|----------|-------------------------|----------------|
| OP | Divers PEM | 11,57 | -11,57 | - | - | - | 33,39 |
| ACT | DSABC | - | - | 193,40 | 193,40 | 160,01 | |
| ACT | CINABRE | 39,77 | - | - | 39,77 | 10,60 | 29,17 |
| ACT | RMV FDA | - | - | 1 138,11 | 1 138,11 | 851,25 | 286,86 |
| ACT | MISTRAL RMV | 7,05 | - | - | 7,05 | 3,39 | 3,65 |
| Total | | 58,38 | -11,57 | 1 331,51 | 1 378,32 | 1 025,26 | 353,07 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|--------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|--------|--------|--------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OP | AOA-PS | PLF | 142,90 | 107,15 | 93,33 | 79,80 | 35,79 | 41,13 | 250,05 |
| | | PLR | 149,82 | 43,53 | 71,22 | 66,57 | 34,44 | 21,13 | 193,36 |
| OP | Divers PEM | PLF | 32,82 | - | - | 16,29 | 6,14 | 10,39 | 32,82 |
| | | PLR | 4,46 | - | - | - | - | 4,46 | 4,46 |
| ACT | DSABC | PLF | - | - | - | - | - | - | - |
| | | PLR | 34,99 | 160,01 | 53,00 | 112,36 | 15,20 | 14,45 | 195,01 |
| ACT | CINABRE | PLF | 21,53 | 69,94 | 44,40 | 40,70 | 6,37 | - | 91,47 |
| | | PLR | 17,11 | 30,22 | 12,19 | 16,72 | 13,09 | 5,33 | 47,34 |
| ACT | RMV FDA | PLF | 2,45 | 163,44 | 41,43 | 63,71 | 31,50 | 29,25 | 165,89 |
| | | PLR | 7,39 | 851,25 | 60,49 | 80,74 | 125,50 | 591,91 | 858,64 |
| ACT | MISTRAL RMV | PLF | 1,80 | 0,13 | 1,33 | 0,50 | - | 0,10 | 1,93 |
| | | PLR | 1,00 | 3,39 | 1,88 | 0,27 | - | 2,25 | 4,40 |
| | Total écarts | | 13,27 | 747,76 | 18,30 | 75,66 | 108,43 | 558,65 | 761,03 |

Les engagements en 2023 ont couvert :

- pour l'opération « MISTRAL RMV », les hausses économiques ;
- pour l'opération « DSABC », le lancement en réalisation de l'incrément 0 et à la commande de missiles Mistral ;
- pour l'opération « RMV FDA », la poursuite de la phase de préparation et le lancement des travaux de la phase de réalisation.
- pour l'opération « CINABRE » : la poursuite des études pour le développement de contre-mesures médicales, l'acquisition d'équipements pour la mise à hauteur des moyens d'expertise, des études de faisabilité et de conception préliminaire pour les RMV d'installation de DGA Maîtrise NRBC et l'acquisition de lots de masques et de lots de cartouches pour masques.

Pour l'opération « RMV FDA », les écarts en engagements et paiements résultent de l'anticipation du lancement en réalisation du programme en cohérence de la LPM 2024-2030.

Pour l'opération « DSABC », les écarts en engagements et paiements sont dus au lancement en réalisation de l'opération et à la commande de missiles Mistral non prévue en PLF 23.

Pour l'opération « Mistral RMV », les écarts en engagements et paiements concernent la couverture des hausses économiques.

Pour l'opération « CINABRE », les écarts en engagements et paiements sont essentiellement dus à des gains de négociation sur les marchés, au décalage d'une partie des études de faisabilité et de conception préliminaire des mises à hauteur des installations de DGA Maîtrise NRBC, et aux difficultés de développement d'une des CMM.

Pour les autres opérations d'armement, les moindres engagements correspondent à des reports de commandes en 2024. Ces moindres engagements ont généré des moindres paiements en 2023.

Fonds de concours et attributions de produits

| Niveau | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
|-------------|---------------|--------------|--|
| Sous-action | - | 32 193 | 32 193 |

SOUS-ACTION**10.87 – Assurer la protection de l'homme - e-SAN**

OPÉRATION : ASSURER LA PROTECTION DES FORCES ET DES SITES : e-SAN

Nom du PEM : e-san

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE**E-SAN**

S'inscrivant dans les enjeux d'amélioration continue de la qualité du soutien médical en opérations, notamment pour les opérations qui se caractériseraient par un afflux massif de blessés dans les hypothèses d'engagement majeur ou de haute intensité, l'opération e-SAN a pour finalité d'améliorer la prise en charge sanitaire des militaires, en opération ou en situation d'isolement, d'optimiser l'organisation du soutien médical et de faire progresser la connaissance sur l'état de santé des militaires, en tout temps et en tout lieu.

L'opération e-SAN fait l'objet d'une démarche incrémentale pour sa réalisation.

Autre opération

La sous-action comprend également l'activité Infostructure soutien santé (ISSAN).

Cette opération visait à doter le SSA de solutions techniques contribuant à une meilleure prise en charge des militaires blessés ou malades, en opération ou en situation d'isolement et répondant aux besoins les plus prégnants du SSA en matière de numérisation de la chaîne santé. Ce besoin est désormais totalement pris en compte au sein du PEM e-SAN et l'activité Infostructure soutien santé et ne devrait pas perdurer au-delà de 2024.

II – CIBLE

L'incrément 0 de l'opération e-SAN a été lancé en réalisation en 2022.

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|-------------------------------------|----------|----------|----------|---------------------------|
| Nouvelle architecture sécurisée CTM | 1 | 1 | 1 | |

La cible de l'opération e-SAN pour les autres incréments sera établie lors de leur lancement en réalisation.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

La maîtrise d'œuvre de la nouvelle architecture sécurisée du centre de télé-expertise médicale (CTM) est confiée à la société AIRBUS.

IV - CALENDRIER - DATES CLES - ECHEANCIER COMMANDES-LIVRAISONS**4.1 - Calendrier**

Le calendrier du programme sera consolidé lors de son lancement en réalisation.

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|------------|---|------|------|---------------|
| e-SAN | Lancement en réalisation de l'incrément 0 | 2022 | 2022 | |
| e-SAN | Lancement en réalisation de l'incrément 1 | 2024 | 2024 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|-------------------------------------|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| Nouvelle architecture sécurisée CTM | Commandes | PLF | | 1 | | | 1 |
| | | PLR | | 1 | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | | | 1 | 1 |
| | | PLR | | | | 1 | 1 |

L'échéancier des incréments ultérieurs sera consolidé lors de leur lancement en réalisation.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|---------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|-----------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | e-SAN | - | - | - | - | - | 2 110 797 | - | 4 143 107 | 2 032 310 |
| OP | AOA-PS | 500 000 | - | - | - | -500 000 | 483 363 | - | - | -483 363 |
| | Total | 500 000 | - | - | - | -500 000 | 2 594 160 | - | 4 143 107 | 1 548 947 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | e-SAN | 9,70 | - | - | 9,70 | 5,70 | 4,01 |
| | Total | 9,70 | - | - | 9,70 | 5,70 | 4,01 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|--------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|------|-------|-------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | e-SAN | PLF | 2,30 | 6,50 | 2,40 | 6,25 | 0,15 | - | 8,80 |
| | | PLR | 3,24 | 5,70 | 4,14 | 3,82 | 0,17 | 0,80 | 8,93 |
| OP | AOA-PS | PLF | - | 0,50 | 0,50 | - | - | - | 0,50 |
| | | PLR | - | - | - | - | - | - | - |
| | Total écarts | | 0,94 | -1,30 | 1,24 | -2,43 | 0,02 | 0,80 | -0,37 |

Les engagements en 2023 ont couvert :

- la réalisation de la nouvelle architecture technique sécurisée du centre de télé-expertise et de son soutien initial ;
- l'acquisition du module technique : fédérateur d'identité du service de santé des armées sur l'INTRASAN ;
- les premiers travaux de préparation de l'incrément 1.

L'écart en engagement pour e-SAN est lié aux décalages de l'étude « architecture de bout-en-bout ». L'écart en paiements est dû à l'accélération des travaux d'étude liée à l'analyse d'impact HDS (Hébergement de données de Santé).

L'écart sur AOA-PS résulte d'opérations d'apurement de marchés historiques, les besoins étant désormais pris en compte dans le cadre du PEM e-SAN.

SOUS-ACTION

10.88 – Assurer la sûreté des approches, la sécurité de l'Etat, de la nation et des citoyens - BALLASTIERES

OPÉRATION : BALLASTIÈRES

NOM DU PEM : BALLASTIÈRES

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

L'État s'est engagé à déstocker les poudres présentes sur le site des ballastières de Braqueville-Toulouse dans le but de mettre fin à l'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) associée.

L'opération Ballastières a pour objet la réhabilitation de l'emprise des ballastières de Braqueville-Toulouse, en vue d'une remise ultérieure à la Direction de l'Immobilier de l'État.

Une première phase de préparation comprenant une période d'études et de contractualisation sera suivie de la phase de réalisation des travaux de réhabilitation.

II - CIBLE

La cible du programme sera définie lors de son lancement en réalisation.

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

L'organisation industrielle du programme sera définie lors de son lancement en réalisation.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 – Calendrier

Le calendrier du programme sera défini lors de son lancement en réalisation.

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

L'échéancier du programme sera défini lors de son lancement en réalisation.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|---------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--------------------------------|---------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |

| | | | | | | | | | | |
|-----|---|-----------|---|---|---------|-------------------------|-----------|---|---------|------------|
| | | | | | | (5)=(3)+(4)- (1)-(2) | | | | |
| ACT | Réhabilitation ballastières Braqueville-Toulouse | 5 000 000 | - | - | 119 989 | -4 880 011 | 1 758 997 | - | 281 796 | -1 477 201 |
| | Total | 5 000 000 | - | - | 119 989 | -4 880 011 | 1 758 997 | - | 281 796 | -1 477 201 |

5.2 – Tableau des autorisations d’engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

Sans objet

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------|---|---------|--------------------------------------|----------|-----------|-------|------|-------|-------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| ACT | Réhabilitation ballastières Braqueville-Toulouse | PLF | 0,50 | 5,00 | 2,00 | 3,50 | - | - | 5,50 |
| | | PLR | 0,22 | 0,12 | 0,28 | - | - | 0,06 | 0,34 |
| | Total écarts | | -0,28 | -4,88 | -1,72 | -3,50 | - | 0,06 | -5,16 |

Les engagements en 2023 ont couvert des études environnementales, des travaux de levée des risques préparatoires à la réhabilitation.

Les écarts en engagements et paiements résultent d’aménagements contractuels intervenus en 2023.

SOUS-ACTION

10.89 – Assurer la protection des forces et des sites - LAD

OPÉRATION : LAD

NOM DU PEM : LAD

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

LAD (lutte anti-drones) :

Face à une menace qui se fait prégnante tant sur le territoire national qu’en opérations, l’opération Lutte anti-drones (LAD) vise à acquérir des moyens de lutte contre les micro et mini-drones (masse < 25 kg). Cette capacité incrémentale, destinée à protéger des sites sensibles en métropole et outre-mer ainsi que des forces en opérations, contribuera également à la protection des événements internationaux à venir sur le territoire national.

L’incrément 0, en complément des moyens existants ou en cours d’acquisition, vise prioritairement à fournir des moyens de lutte anti-drones au profit des dispositifs de sûreté aérienne mis en œuvre en métropole, ainsi qu’au profit des forces en opérations.

L’incrément 1 renforce substantiellement les moyens de lutte anti-drones dans ses différents aspects, en particulier la protection de site avec l’acquisition de systèmes PARADE (Protection déployable modulairE Anti-DronEs), et

participe à la contribution du ministère à l'enjeu de la protection de la Coupe du Monde de rugby 2023 et des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Les futurs incréments permettront d'augmenter les capacités de protection et mettront l'accent sur la LAD en mobilité et la montée en puissance de nouveaux effecteurs, en particulier à énergie dirigée.

II – CIBLE

| Matériels | Initiale | PAP 2023 | Actuelle | Raison de la modification |
|---|----------|----------|----------|---------------------------|
| LAD (Incrément 0) - Systèmes BASSALT | 3 | 3 | 3 | |
| LAD (Incrément 0) - Systèmes ARLAD Standard 1 | 4 | 4 | 4 | |
| LAD (Incrément 0) – Fusils brouilleurs | 50 | 50 | 50 | |
| LAD (Incrément 1) – Fusils brouilleurs | 100 | 100 | 100 | |
| LAD (Incrément 1) – Systèmes PARADE | 6 | 6 | 6 | |
| LAD (Incrément 1) – Moyens LAD Marine | 3 | 3 | 3 | |
| LAD (Incrément 1) – Prototype opérationnel de système LAD laser | 1 | 1 | 1 | |

III - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Pour l'incrément 0, les principaux maîtres d'œuvre sont CS Group pour MILAD et les systèmes ARLAD, Hologarde, filiale du Groupe ADP, pour les systèmes BASSALT.

L'incrément 1 s'appuie principalement sur le marché PARADE dont la maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement Thales LAS - CS Group. Les fusils brouilleurs seront fournis par MC2 Technologies. Le développement du prototype opérationnel de système LAD laser est confié à CILAS.

IV - CALENDRIER - DATES CLÉS - ÉCHÉANCIER COMMANDES-LIVRAISONS

4.1 - Calendrier

| Opérations | Événements | PLF | PLR | Écart en mois |
|-------------------|--------------------------------------|------------|------------|---------------|
| Lutte anti-drones | Lancement en réalisation incrément 0 | mars 2021 | mars 2021 | |
| Lutte anti-drones | Lancement en réalisation incrément 1 | avril 2022 | avril 2022 | |

4.2 - Échéancier commandes-livraisons

| Opérations | C/L | PLF/PLR | Avant 2022 | 2022 | 2023 | Après 2023 | Cible totale |
|---|------------|---------|------------|------|------|------------|--------------|
| LAD (Incrément 0) - Systèmes BASSALT | Commandes | PLF | 3 | | | | 3 |
| | | PLR | 3 | | | | 3 |
| | Livraisons | PLF | 3 | | | | 3 |
| | | PLR | 3 | | | | 3 |
| LAD (Incrément 0) - Systèmes ARLAD Standard 1 | Commandes | PLF | 4 | | | | 4 |
| | | PLR | 4 | | | | 4 |
| | Livraisons | PLF | | 4 | | | 4 |
| | | PLR | | 4 | | | 4 |

| | | | | | | | |
|---|------------|-----|----|-----|-----|-----|-----|
| LAD (Incrément 0) – Fusils brouilleurs | Commandes | PLF | 50 | | | | 50 |
| | | PLR | 50 | | | | 50 |
| | Livraisons | PLF | 50 | | | | 50 |
| | | PLR | 50 | | | | 50 |
| LAD (Incrément 1) – Fusils brouilleurs | Commandes | PLF | | 100 | | | 100 |
| | | PLR | | 100 | | 100 | 200 |
| | Livraisons | PLF | | | 100 | | |
| | | PLR | | | 100 | 100 | 200 |
| LAD (Incrément 1) – Systèmes PARADE | Commandes | PLF | 6 | | | | 6 |
| | | PLR | 6 | | | | 6 |
| | Livraisons | PLF | | | 6 | | 6 |
| | | PLR | | | 6 | | 6 |
| LAD (Incrément 1) – Moyens LAD Marine | Commandes | PLF | | | | 3 | 3 |
| | | PLR | | | | 3 | 3 |
| | Livraisons | PLF | | | | 3 | 3 |
| | | PLR | | | | 3 | 3 |
| LAD (Incrément 1) – Prototype opérationnel de système LAD laser | Commandes | PLF | 1 | | | | 1 |
| | | PLR | 1 | | | | 1 |
| | Livraisons | PLF | | | | | 1 |
| | | PLR | | | | | 1 |

La commande de 100 fusils brouilleurs supplémentaires est prévue en cohérence de la LPM 24-30. Le retard de la commande et de la livraison des moyens LAD Marine s'explique par le décalage des conclusions de l'expérimentation préalable du démonstrateur, dont les essais n'ont pu être finalisés que fin 2023.

V – ASPECTS FINANCIERS

5.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------------|---------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|---|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/ prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | Lutte anti-drones | - | - | - | 653 735 | 653 735 | 25 062 909 | - | 31 148 778 | 6 085 869 |
| | Total | - | - | - | 653 735 | 653 735 | 25 062 909 | - | 31 148 778 | 6 085 869 |

5.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|-------------------|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| ACT | Lutte anti-drones | 21,83 | - | - | 21,83 | 10,85 | 10,98 |
| | Total | 21,83 | - | - | 21,83 | 10,85 | 10,98 |

5.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | | Paiements | | | |
|--------|------------|---------|--------------------------------|----------|------|-----------|------|-------|-------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |

| | | | | | | | | | |
|--------------|-------------------|-----|-------|-------|-------|-------|-------|------|-------|
| ACT | Lutte anti-drones | PLF | 27,04 | 9,97 | 28,50 | 6,27 | 2,12 | 0,12 | 37,01 |
| | | PLR | 42,45 | 11,50 | 31,15 | 17,07 | 0,35 | 5,39 | 53,95 |
| Total écarts | | | 15,41 | 1,54 | 2,65 | 10,79 | -1,77 | 5,26 | 16,94 |

Les engagements en 2023 ont notamment couvert le soutien initial des fusils brouilleurs livrés au titre des incréments 0 et 1.

Les écarts en engagement et en paiement sont liés à des difficultés techniques imprévues liées aux interfaces.

COÛTS SYNTHÉTIQUES

5.1 - Tableau des autorisations d'engagements et crédits de paiement de l'année 2023 (en M€)

| Niveau | OS | AE | | | | | CP | | | |
|--------|------------------------------------|----------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|--------|--------------------------|--------------|------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5=3+4-1-2 | 1 | 2 | 3 | 4=3-1-2 |
| OP | Autres opérations d'armement (AOA) | 196,69 | 0,51 | 0,00 | 100,02 | -97,17 | 156,84 | 0,51 | 128,52 | -28,83 |
| ACT | Programmes à effet majeur (PEM) | 2 811,35 | 0,00 | 2 842,13 | 36,53 | 67,31 | 741,40 | 0,00 | 811,15 | 69,75 |
| ACT | INFRA | 74,39 | 0,00 | 57,70 | 6,17 | -10,52 | 3,16 | 0,00 | 1,92 | -1,24 |
| Total | | 3 082,43 | 0,51 | 2 899,83 | 142,73 | -40,38 | 901,40 | 0,51 | 941,59 | 39,69 |

5.2 - Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectation 2023 | Total | Engagement 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|----------------|-------------------------|------------------|----------|------------------------|----------------|
| PEM | 1 717,17 | -12,59 | 2 842,13 | 4 546,71 | 2 187,13 | 2 359,58 |
| INFRA | 0,20 | 0,00 | 57,70 | 57,90 | 10,27 | 47,64 |
| Total | 1 717,38 | -12,59 | 2 899,83 | 4 604,61 | 2 197,39 | 2 407,22 |

5.3 - Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opération | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------------|------------------------------------|---------|----------------|----------|-----------|----------|--------|----------|----------|
| | | | RàP à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OS | Autres opérations d'armement (AOA) | PLF | 270,67 | 196,69 | 162,75 | 140,47 | 75,49 | 88,65 | 467,36 |
| | | PLR | 255,35 | 100,02 | 128,52 | 131,95 | 64,44 | 30,47 | 355,37 |
| OS | Programmes à effet majeur (PEM) | PLF | 2 928,96 | 1 967,99 | 842,98 | 940,85 | 841,95 | 2 271,18 | 4 896,96 |
| | | PLR | 3 726,23 | 2 223,65 | 811,15 | 1 047,40 | 885,51 | 3 205,82 | 5 949,88 |
| OS | INFRA | PLF | 1,23 | 18,78 | 3,34 | 5,51 | 8,90 | 2,25 | 20,00 |
| | | PLR | 0,64 | 16,44 | 1,92 | 5,58 | 8,28 | 1,31 | 17,08 |
| Total écarts | | | 781,35 | 156,66 | -67,48 | 98,09 | 31,89 | 875,52 | 938,02 |

ACTION**11 – Préparation et conduite des opérations d'armement**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 11 – Préparation et conduite des opérations d'armement | | 348 230 000 | 348 230 000 | | 305 532 351 | 305 532 351 |
| | | 296 569 004 | 296 569 004 | | 328 082 119 | 328 082 119 |
| 11.89 – Fonctionnement et soutien DGA | | 142 320 000 | 142 320 000 | | 125 314 891 | 125 314 891 |
| | | 131 136 706 | 131 136 706 | | 139 457 737 | 139 457 737 |
| 11.90 – Investissements pour les opérations d'armement | | 205 910 000 | 205 910 000 | | 180 217 460 | 180 217 460 |
| | | 165 432 298 | 165 432 298 | | 188 624 382 | 188 624 382 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 257 310 658 | 256 440 460 | 228 155 386 | 259 466 056 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 257 310 658 | 256 440 460 | 228 155 386 | 259 466 056 |
| 11.89 – Fonctionnement et soutien DGA | 138 625 658 | 127 619 829 | 122 896 307 | 136 110 699 |
| 11.90 – Investissements pour les opérations d'armement | 118 685 000 | 128 820 631 | 105 259 079 | 123 355 356 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 83 789 500 | 36 733 596 | 69 550 932 | 65 690 476 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 83 789 500 | 35 590 618 | 69 550 932 | 61 460 032 |
| 11.89 – Fonctionnement et soutien DGA | 680 000 | 288 004 | 946 572 | 508 863 |
| 11.90 – Investissements pour les opérations d'armement | 83 109 500 | 35 302 614 | 68 604 360 | 60 951 169 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 1 142 978 | | 4 230 444 |
| 11.89 – Fonctionnement et soutien DGA | | 17 926 | | 96 587 |
| 11.90 – Investissements pour les opérations d'armement | | 1 125 052 | | 4 133 856 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 7 129 842 | 3 394 948 | 7 826 033 | 2 925 588 |
| Transferts aux ménages | | 45 282 | | 45 282 |
| 11.89 – Fonctionnement et soutien DGA | | 45 282 | | 45 282 |
| Transferts aux entreprises | | 352 449 | | 307 080 |
| 11.89 – Fonctionnement et soutien DGA | | 352 449 | | 307 080 |
| Transferts aux autres collectivités | 7 129 842 | 2 997 217 | 7 826 033 | 2 573 226 |
| 11.89 – Fonctionnement et soutien DGA | 3 014 342 | 2 813 217 | 1 472 012 | 2 389 226 |
| 11.90 – Investissements pour les opérations d'armement | 4 115 500 | 184 000 | 6 354 021 | 184 000 |
| Total | 348 230 000 | 296 569 004 | 305 532 351 | 328 082 119 |

SOUS-ACTION**11.89 – Fonctionnement et soutien DGA****CONTENU DE LA SOUS-ACTION**

Cette sous-action regroupe les activités de fonctionnement de la direction générale de l'armement (DGA) et des services qui lui sont rattachés, en complément du soutien général assuré par le programme 178 et le programme 212.

Elle regroupe les activités réparties sur trois opérations stratégiques : l'OS « activités opérationnelles » (AOP), l'OS « fonctionnement et activités spécifiques » (FAS) et l'OS « dépenses hors dotation budgétaire » (DHDB).

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

La sous-action 89 « Fonctionnement et soutien de la DGA » se situe dans la continuité du projet de loi de finances précédent en tenant compte des effets de la crise sanitaire et de la forte hausse des coûts des énergies (électricité, gaz).

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

L'OS AOP recouvre les dépenses d'activité de la DGA, notamment les dépenses d'études et de recherche et celles relatives aux formations (essentiellement techniques).

L'OS FAS recouvre les dépenses de fonctionnement courant de la DGA, de déplacement de son personnel (réalisées dans le cadre de leur activité professionnelle au profit des programmes et opérations d'armement), de communication et de relations publiques, de charges locatives, d'énergies et fluides, d'entretien courant, ainsi que la subvention de fonctionnement de l'OCCAr (organisation conjointe de coopération en matière d'armement) et les dépenses relatives au soutien des industriels français dans les salons d'armement et pour l'aide à la promotion de matériels d'armement à l'étranger.

L'OS DHDB recouvre les dépenses réalisées pour fournir à un client public ou privé externe au ministère une prestation d'expertise ou d'essais. Elle est entièrement financée par des fonds de concours et attributions de produits.

ASPECTS FINANCIERS**1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)**

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OB | Soutien courant des structures | 33 600 000 | 19 700 000 | - | 39 856 172 | -13 443 828 | 33 951 458 | 19 700 000 | 53 908 033 | 256 575 |
| OB | Fonctionnement courant | 17 410 000 | 5 000 000 | - | 27 225 389 | 4 815 389 | 14 175 895 | 5 000 000 | 24 937 450 | 5 761 555 |
| OB | Activité des personnels | 13 700 000 | 650 000 | - | 16 042 367 | 1 692 367 | 13 057 024 | 650 000 | 16 555 017 | 2 847 993 |
| OB | Déplacement des personnels | 15 360 000 | 9 500 000 | - | 19 522 310 | -5 337 690 | 5 980 482 | 9 500 000 | 19 566 968 | 4 086 486 |
| OB | Environnement des programmes d'armement | - | 10 110 000 | - | 13 199 827 | 3 089 827 | - | 10 110 000 | 8 786 155 | -1 323 845 |

| | | | | | | | | | | |
|-------|--------------------------------------|------------|------------|---|-------------|------------|------------|------------|-------------|------------|
| OB | Promotion des exportations | 4 300 000 | 600 000 | - | 3 240 920 | -1 659 080 | 3 048 515 | 600 000 | 2 726 097 | -922 418 |
| OB | Subventions, transferts, taxes | 5 000 000 | 1 650 000 | - | 4 660 978 | -1 989 022 | 2 747 712 | 1 650 000 | 4 464 819 | 67 107 |
| OB | Communication et relations publiques | 2 190 000 | - | - | 8 284 708 | 6 094 708 | 2 460 182 | - | 7 804 817 | 5 344 635 |
| OB | Essais et expérimentations | 1 500 000 | 550 000 | - | 2 378 082 | 328 082 | 984 296 | 550 000 | 2 359 519 | 825 223 |
| OB | Mobilité personnels | 1 500 000 | - | - | 844 330 | -655 670 | 1 149 327 | - | 857 340 | -291 987 |
| Total | | 94 560 000 | 47 760 000 | - | 135 255 083 | -7 064 917 | 77 554 891 | 47 760 000 | 141 966 214 | 16 651 323 |

Pour l'OS AOP (OB Activité des personnels et OB Essais et expérimentations) :

Les AE et les CP de l'OS AOP sont en augmentation du fait de la reprise des formations à un niveau nominal et de l'inflation, notamment la hausse des prix des carburants pour les essais et expérimentations.

Pour l'OS FAS (OB Soutien courant des structures, OB Fonctionnement courant, OB Déplacement des personnels, OB Promotion des exportations, OB Subventions, transferts, taxes, OB Communication et relations publiques, OB Mobilité personnels) :

Les AE de l'OS FAS sont en diminution du fait d'un moindre engagement en énergie en 2023, reporté en 2024 pour bénéficier d'un effet d'échelle et de coûts inférieurs.

Les CP de l'OS FAS sont en augmentation du fait de la reprise d'activité influant sur les déplacements des personnels, le matériel informatique, la communication et les relations publiques (notamment la participation de la DGA au défilé du 14 Juillet).

Pour l'OS DHDB (OB Environnement des programmes d'armement) :

Les CP de l'OS DHDB sont en diminution du fait d'une moindre activité au profit de clients externes au ministère. Cependant, les AE de l'OS DHDB sont en augmentation du fait de la commande de fournitures pour des essais.

2 - Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------|---|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|-------|-------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| OB | Soutien courant des structures | PLF | 96,47 | 33,60 | 61,06 | 47,96 | 17,17 | 3,88 | 130,07 |
| | | PLR | 82,73 | 39,86 | 53,91 | 52,34 | 15,00 | 1,35 | 122,59 |
| OB | Fonctionnement courant | PLF | 21,18 | 17,41 | 22,27 | 11,90 | 3,50 | 0,92 | 38,59 |
| | | PLR | 18,15 | 27,23 | 24,94 | 15,18 | 3,21 | 2,05 | 45,38 |
| OB | Activité des personnels | PLF | 22,42 | 13,70 | 14,30 | 14,89 | 6,03 | 0,90 | 36,12 |
| | | PLR | 12,68 | 16,04 | 16,56 | 12,15 | 0,02 | - | 28,72 |
| OB | Déplacement des personnels | PLF | 1,42 | 15,36 | 16,78 | - | - | 0,00 | 16,78 |
| | | PLR | 0,08 | 19,52 | 19,57 | 0,04 | - | - | 19,60 |
| OB | Environnement des programmes d'armement | PLF | 4,49 | 10,11 | 10,11 | 4,49 | - | - | 14,60 |
| | | PLR | 7,26 | 13,20 | 8,79 | 5,81 | - | 5,86 | 20,46 |
| OB | Promotion des exportations | PLF | 1,31 | 4,30 | 4,31 | 1,30 | - | 0,00 | 5,61 |
| | | PLR | 1,40 | 3,24 | 2,73 | 1,34 | - | 0,57 | 4,64 |
| OB | Subventions, transferts, taxes | PLF | 2,00 | 5,00 | 5,00 | 2,00 | - | - | 7,00 |
| | | PLR | 1,25 | 4,66 | 4,46 | 1,45 | - | - | 5,92 |
| OB | Communication et relations publiques | PLF | 2,00 | 2,19 | 3,00 | 0,69 | 0,50 | 0,00 | 4,19 |
| | | PLR | 2,01 | 8,28 | 7,80 | 1,03 | 0,34 | 1,13 | 10,30 |
| OB | Essais et expérimentations | PLF | 0,69 | 1,50 | 1,58 | 0,61 | - | 0,00 | 2,19 |
| | | PLR | 0,47 | 2,38 | 2,36 | 0,40 | - | 0,09 | 2,85 |
| OB | Mobilité personnels | PLF | 0,20 | 1,50 | 1,40 | 0,30 | - | - | 1,70 |

| | | | | | | | | |
|--------------|-----|--------|-------|------|------|-------|------|------|
| | PLR | 0,05 | 0,84 | 0,86 | 0,03 | - | - | 0,89 |
| Total écarts | | -26,10 | 30,59 | 2,16 | 5,62 | -8,64 | 5,34 | 4,49 |

Fonds de concours et attributions de produits

| Niveau | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
|-------------|---------------|--------------|--|
| Sous-action | 47 760 000 | 42 412 998 | -5 347 002 |

La baisse des attributions de produits résulte principalement du report d'activités d'essais réalisées au profit de clients industriels.

SOUS-ACTION

11.90 – Investissements pour les opérations d'armement

OPÉRATION : ENVIRONNEMENT DES PROGRAMMES D'ARMEMENT

I - BESOINS OPÉRATIONNELS ET DESCRIPTION TECHNIQUE

Cette sous-action regroupe les activités visant à assurer la disponibilité des moyens d'expertise technique, d'évaluation et d'essais de la direction générale de l'armement (DGA) et leur juste adéquation aux besoins des opérations d'armement. Elle permet également d'acquérir des infrastructures et moyens génériques d'expertise et d'essais nécessaires à leur conduite.

Les opérations d'armement contribuent à l'acquisition des nouveaux moyens et à l'évolution des moyens pour ce qui leur est spécifique.

La sous-action est composée de douze activités principales (et d'une activité « autres dépenses ») :

- l'évolution et l'entretien des moyens techniques : ces investissements ont pour objet d'adapter aux besoins des opérations d'armement les moyens d'expertise et d'essais de la DGA ;
- adaptation capacitaire des infrastructures d'essais et d'expertise ;
- maintien en condition des infrastructures d'essais et d'expertise ;
- l'informatique scientifique et technique : cette activité comprend l'acquisition, la mise à hauteur et le maintien en condition opérationnelle de matériels et logiciels nécessaires aux travaux d'expertise, d'essais, de simulation et d'analyse technico-opérationnelle ;
- Infogérance de l'informatique scientifique et technique ;
- l'évolution et l'entretien des réseaux techniques : ces investissements ont pour objet d'assurer l'alimentation des moyens techniques et informatiques en fluides et énergies ;
- l'architecture des SIAG de la DGA : les investissements assurent la mise à disposition de réseaux informatiques et de serveurs efficaces tout en respectant les règles de confidentialité du domaine ;
- l'environnement des programmes d'armement : ces opérations sont destinées à assurer le soutien de divers organismes dans leurs activités au profit de la DGA (véhicules et équipements spécifiques de la gendarmerie de l'armement, moyens des postes permanents à l'étranger et des services extérieurs, coopérations OTAN) ;
- la maintenance lourde des infrastructures des moyens opérationnels de la DGA, précédemment incluse dans l'action 4 « Politique immobilière » du programme 212 ;
- d'autres investissements de réalisation des infrastructures de capacités non technico-opérationnelles de la DGA, précédemment inclus dans l'action 4 « Politique immobilière » du programme 212 ;
- EMPIRE/PROTINUM : évolution et entretien des réseaux et de leurs supervisions (NOC/SOC) des emprises de la DGA (hors Balard)
- EMPIRE/SECPRO : mise à hauteur de la protection défense passive et active des emprises de la DGA (hors Balard)

Ces moyens contribuent également au soutien à l'exportation des programmes nationaux.

Les principales structures bénéficiaires de cette sous action sont les centres d'expertise et d'essais de la DGA.

L'expertise technique de la DGA, ainsi que ses capacités d'essais, reposent sur des moyens humains et matériels répartis dans les 10 centres d'expertise et d'essais qui interviennent à tous les stades des programmes et opérations d'armement (des études préliminaires au retrait du service). Couvrant un large spectre de compétences, ils jouent un rôle essentiel dans la maîtrise des risques techniques et le suivi en service des matériels.

Leur activité est conduite au profit des opérations d'armement (programme 146), au profit des études amont (programme 144), au profit de l'entraînement des forces et d'autres organismes étatiques, et comprend enfin également des prestations payantes. Ces moyens contribuent également au soutien à l'exportation des programmes nationaux.

DGA Essais de missiles

En 2023, DGA Essais de missiles a réalisé des prestations techniques liées aux programmes d'armement, notamment des essais au sol et en vol contribuant à la dissuasion, des tirs de missiles Exocet MM40, AASM et MICA NG, des tirs d'artillerie navale et terrestre, des lancements de torpilles à partir de SNA et des essais de sécurisation des munitions. Le centre a participé aussi de manière active aux expérimentations et préparations opérationnelles des forces.

DGA Essais propulseurs

En 2023, DGA Essais propulseurs a réalisé des prestations techniques liées aux programmes d'armement, notamment des essais de propulsion de missile, des travaux de préparation des essais des futurs moteurs du système de combat futur, des prestations au profit des industriels pour le développement de moteurs civils et des opérations majeures de maintenance de ses installations.

DGA Essais en vol

En 2023, DGA Essais en vol a réalisé des prestations techniques liées aux programmes d'armement (nationaux ou en soutien à l'export), notamment les essais de réception d'aéronefs, la poursuite des essais de développement et qualification sur avions tactiques et de mission, sur avions de chasse et sur hélicoptères, les essais de certification ainsi que les travaux de préparation du système de combat aérien futur et du standard F4 du Rafale.

DGA Maîtrise de l'information

En 2023, DGA Maîtrise de l'information a réalisé des prestations techniques liées aux programmes d'armement, notamment des essais et expertises des systèmes d'information, de commandement, de communication et de renseignement, des travaux de développement et d'homologation SSI, des analyses de la menace « cyber », des expertises sur les systèmes capteurs, missiles, de préparation de mission, terrestres, des essais et simulations de guerre électronique. Les crédits 2023 ont notamment permis d'assurer le maintien en condition opérationnelle et la mise à hauteur ordinaire des moyens d'essai du centre afin de répondre aux besoins d'expertises et d'essais programmés.

DGA Maîtrise NRBC

En 2023, DGA Maîtrise NRBC a fourni l'assistance à maîtrise d'ouvrage et les expertises et essais nécessaires aux programmes SECOIA, CINABRE et SCORPION ainsi qu'à d'autres opérations d'armement et études amont du domaine de la défense NBC, réalisé des travaux d'expertise à distance (Reachback) au profit des forces et contribué à l'entraînement des forces.

DGA Techniques aéronautiques

En 2023, DGA Techniques aéronautiques a réalisé des prestations techniques liées aux programmes d'armement, notamment la reprise des activités de certification d'aérolargage en C130J, la fin des essais de qualification du nouveau Système de Mise à Terre des Chuteurs Opérationnels (SMTCOPS), des expertises et essais de vulnérabilité aux agressions électromagnétiques (notamment sur programmes FSAF et Scorpion : GRIFFON), les travaux d'évaluation de capteurs optroniques destinés au système de lutte anti-drone, les activités de qualification en

environnement des missiles AASM1000 et MMP ainsi que des prestations destinées à la prolongation de la durée de vie du RAFALE et au suivi en fatigue des flottes en service

DGA Techniques hydrodynamiques

En 2023, DGA Techniques hydrodynamiques a réalisé des prestations techniques liées aux programmes d'armement, notamment des essais contribuant à la dissuasion et au SNLE 3G, des essais acoustiques et hydrodynamiques de bâtiments de surface (en particulier le futur porte-avions), de lancement d'armes et de propulseurs pour sous-marins ainsi que des prestations de simulation numérique (notamment pour le futur porte-avions).

DGA Techniques navales

En 2023, DGA Techniques navales a réalisé des prestations techniques liées aux programmes d'armement notamment pour les essais à la mer du SNA Duguay-Trouin dans le cadre du programme d'ensemble BARRACUDA, l'expertise sur la conception générale du programme SNLE3G, l'expertise et les essais du SLAM-F, l'expertise et les essais à la mer de la première FDI, la préparation de l'opération ATM3 du PACDG, la réalisation de l'AT de la FLF3, les travaux d'expertise de l'opération HRZ FDA (RMV et MCTO), les travaux de préparation du futur porte-avions, les essais et l'expertise sur les systèmes de communication de la marine nationale, l'expertise dans la mise en place du programme Maîtrise des Fonds Marins, les essais et l'expertise du programme FLOTLOG, l'expertise sur l'étude de conception du programme PO, les essais à la mer des POM 2 et 3 ainsi que des prestations de soutien à l'export.

DGA Techniques terrestres

En 2023, DGA Techniques terrestres a réalisé des prestations techniques liées aux programmes d'armement, notamment l'opération SCORPION avec des essais de qualification de l'EBRC Jaguar (avec munitions flèche de 40 mm), la qualification de versions du SERVAL et du GRIFFON MEPAC, et avec des essais de qualification du système Scorpion (services du combat collaboratif). Les prestations ont aussi porté sur la qualification du Leclerc XLR et CAESAR NG, la qualification du missile MAST-F, le programme SDMS (bien que l'essentiel des essais ont été reportés en 2024) et sur le programme CAMO au titre du soutien export. Des prestations ont également été réalisées dans le domaine de l'artillerie navale et au profit du PANG.

II - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

La réalisation des opérations est assurée :

- par des industriels et PME-PMI du secteur privé (armement, BTP, mécanique, informatique, etc.) ;
- par d'autres organismes étatiques (service d'infrastructure de la défense [SID], direction départementale de l'équipement, direction de la maintenance aéronautique [DMAé], direction générale de la gendarmerie nationale, direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'Information [DIRISI], etc.).

Les travaux d'entretien et de mises aux normes, qui représentent des opérations à flux, font généralement l'objet de marchés pluriannuels passés sur appels d'offres. Le maintien en condition opérationnelle des aéronefs d'essais fait l'objet de marchés industriels ou de contrats avec le SIAé sous maîtrise d'ouvrage déléguée de la DMAé.

III – ASPECTS FINANCIERS

3.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|--|------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| ACT | Évolution et entretien des moyens techniques | 79 910 000 | - | - | 66 779 512 | -13 130 488 | 65 968 135 | - | 79 546 743 | 13 578 608 |

| | | | | | | | | | | |
|-------|--|-------------|---|---|-------------|-------------|-------------|---|-------------|------------|
| ACT | Infra : Adaptation capacitaire des infras essais-expertise | 25 000 000 | - | - | 21 354 134 | -3 645 866 | 29 722 778 | - | 32 206 182 | 2 483 404 |
| ACT | Réaliser autres opérations adapt .au profit BdD | 12 000 000 | - | - | 2 007 805 | -9 992 195 | 15 820 245 | - | 7 466 809 | -8 353 436 |
| ACT | EMPIRE/PROTINUM - Évolution et entretien | 22 300 000 | - | - | 13 786 235 | -8 513 765 | 15 989 481 | - | 9 253 899 | -6 735 582 |
| ACT | Informatique scientifique et technique | 16 000 000 | - | - | 17 985 631 | 1 985 631 | 17 657 095 | - | 23 817 663 | 6 160 568 |
| ACT | Infogérance Informatique scientifique et technique | 15 000 000 | - | - | 11 368 483 | -3 631 517 | 9 603 940 | - | 10 550 497 | 946 557 |
| ACT | EMPIRE/SECPRO - Réaliser Adaptations BDD | 3 400 000 | - | - | 3 177 277 | -222 723 | 3 774 813 | - | 7 460 686 | 3 685 873 |
| ACT | Architecture des SIAG | 5 000 000 | - | - | 5 822 267 | 822 267 | 6 071 573 | - | 7 611 987 | 1 540 414 |
| ACT | Évolution et entretien des réseaux techniques | 2 000 000 | - | - | 5 258 | -1 994 742 | 2 550 469 | - | 240 561 | -2 309 908 |
| ACT | Réaliser la maintenance lourde des infrastructures | 2 600 000 | - | - | 3 360 370 | 760 370 | 1 827 057 | - | 1 997 174 | 170 117 |
| ACT | Autres dépenses environnement programmes armement | 1 200 000 | - | - | 913 247 | -286 753 | 1 128 092 | - | 1 149 492 | 21 400 |
| ACT | Autres dépenses EPA - SE Gendarmerie | 300 000 | - | - | 179 146 | -120 854 | 294 285 | - | 243 737 | -50 548 |
| ACT | Infra : Maintien en condition des infras essais-expertise | 21 200 000 | - | - | 21 631 299 | 431 299 | 9 809 497 | - | 7 403 089 | -2 406 408 |
| Total | | 205 910 000 | - | - | 168 370 664 | -37 539 336 | 180 217 460 | - | 188 948 518 | 8 731 058 |

3.2 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|--|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|-------|-------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| ACT | Évolution et entretien des moyens techniques | PLF | 132,06 | 79,91 | 67,25 | 48,00 | 38,00 | 58,72 | 211,97 |
| | | PLR | 145,20 | 66,78 | 79,55 | 58,67 | 29,83 | 43,94 | 211,98 |
| ACT | Infra : Adaptation capacitaire des infras essais-expertise | PLF | 58,85 | 25,00 | 30,30 | 22,00 | 18,00 | 13,55 | 83,85 |
| | | PLR | 38,54 | 21,35 | 32,21 | 14,35 | 8,25 | 5,09 | 59,90 |
| ACT | Réaliser autres opérations adapt .au profit BdD | PLF | 23,98 | 12,00 | 16,76 | 10,00 | 7,31 | 1,91 | 35,98 |
| | | PLR | 19,07 | 2,01 | 7,47 | 9,37 | 4,24 | - | 21,07 |
| ACT | EMPIRE/PROTINUM - Évolution et entretien | PLF | 4,32 | 22,30 | 16,30 | 7,00 | 3,30 | 0,02 | 26,62 |
| | | PLR | 12,48 | 13,79 | 9,25 | 11,50 | 1,20 | 4,31 | 26,26 |
| ACT | Informatique scientifique et technique | PLF | 18,24 | 16,00 | 18,00 | 11,24 | 5,00 | 0,00 | 34,24 |
| | | PLR | 21,24 | 17,99 | 23,82 | 11,93 | 3,48 | - | 39,23 |
| ACT | Infogérance Informatique scientifique et technique | PLF | 9,61 | 15,00 | 9,79 | 9,30 | 5,52 | 0,00 | 24,61 |
| | | PLR | 11,86 | 11,37 | 10,55 | 10,21 | 2,47 | - | 23,23 |
| ACT | EMPIRE/SECPRO - Réaliser Adaptations BDD | PLF | 2,03 | 3,40 | 4,00 | 1,40 | - | 0,03 | 5,43 |
| | | PLR | 10,58 | 3,18 | 7,46 | 1,10 | 0,80 | 4,39 | 13,76 |
| ACT | Architecture des SIAG | PLF | 3,19 | 5,00 | 6,19 | 2,00 | - | - | 8,19 |
| | | PLR | 5,14 | 5,82 | 7,61 | 2,98 | 0,37 | - | 10,96 |
| ACT | Évolution et entretien des réseaux techniques | PLF | 4,50 | 2,00 | 2,60 | 2,32 | 1,50 | 0,08 | 6,50 |
| | | PLR | 0,83 | 0,01 | 0,24 | 0,16 | - | 0,43 | 0,84 |
| ACT | Réaliser la maintenance lourde des infrastructures | PLF | 1,59 | 2,60 | 1,94 | 1,66 | 0,60 | 0,00 | 4,19 |
| | | PLR | 1,66 | 3,36 | 2,00 | 0,80 | 1,71 | 0,51 | 5,02 |
| ACT | Autres dépenses environnement programmes armement | PLF | 0,18 | 1,20 | 1,15 | 0,20 | - | 0,03 | 1,38 |
| | | PLR | 0,82 | 0,91 | 1,15 | 0,27 | - | 0,32 | 1,74 |

| | | | | | | | | | |
|--------------|--|-----|------|--------|-------|------|--------|--------|--------|
| ACT | Autres dépenses EPA - SE Gendarmerie | PLF | 0,10 | 0,30 | 0,30 | 0,10 | - | - | 0,40 |
| | | PLR | 0,56 | 0,18 | 0,24 | 0,15 | - | 0,35 | 0,74 |
| ACT | Infra : Maintien en condition des infras essais-expertise | PLF | - | 21,20 | 10,00 | 7,00 | 4,20 | - | 21,20 |
| | | PLR | - | 21,63 | 7,40 | 8,34 | 3,00 | 2,89 | 21,63 |
| Total écarts | | | 9,33 | -37,54 | 4,37 | 7,61 | -28,08 | -12,10 | -28,21 |

Les principaux engagements 2023 ont couvert :

- l'entretien des infrastructures et des réseaux techniques de l'ensemble des centres d'expertise et d'essais de la DGA ;
- la poursuite de l'amélioration du niveau de sécurisation des réseaux informatiques à DGA Maîtrise de l'information ;
- la poursuite de l'accroissement des capacités de cyber défense, à DGA Maîtrise de l'information dont notamment la commande d'une partie des équipements complémentaires permettant une mise en service opérationnelle prochaine du bâtiment commandé en 2022 ;
- l'entretien des équipements des réseaux informatiques, des équipements d'hébergement, de stockage et de sécurité, pour les besoins locaux des sites DGA et pour les deux centres d'hébergement nationaux de la DGA, salles de supervision NOC (*Network Operation Center*) et SOC (*Security Operation Center*) d'Arcueil et Bruz ;
- l'appuis externalisé des fonctions d'opérateurs et prestations d'assistances au fonctionnement des réseaux numériques de la DGA (Infogérance) ;
- le maintien en condition opérationnelle, l'adaptation capacitaire et la mise aux normes des moyens d'essais de la DGA.

Justification des écarts 2023 :

- l'écart constaté sur le reste à payer à fin 2022 s'explique principalement par la prise en compte de l'exécution 2022 décrite dans le RAP 2022 ;
- les écarts en engagements en 2023 résultent principalement de moindres engagements suite aux anticipations 2022 décrites dans le RAP 2022 et de la prise en compte des décisions de la LPM 2024-2030.

COÛTS SYNTHÉTIQUES

5.1 - Tableau des autorisations d'engagements et crédits de paiement de l'année 2023 (en M€)

| OS | CODE | AE | | | | | CP | | | |
|---|-------|-------------|--------------------------------|-----------------------|------------------------|------------------------------------|-------------|--------------------------------|------------------|-------------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagemen t hors TF | Écart utilisation/ prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommatio n | Écart Consommatio n/prévision |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5=3+4-1-2 | 1 | 2 | 3 | 4=3-1-2 |
| Activités opérationnelles (AOP) | AOP | 15 200 000 | 1 200 000 | - | 18 420 448 | 2 020 448 | 14 041 320 | 1 200 000 | 18 914 536 | 3 673 216 |
| Dépenses hors dotation budgétaires (DHDB) | DHDB | - | 10 110 000 | - | 13 199 827 | 3 089 827 | - | 10 110 000 | 8 786 155 | -1 323 845 |
| Environnement des programmes d'armement (EPA) | EPA | 187 910 000 | - | - | 159 825 212 | -28 084 788 | 158 795 345 | - | 172 023 849 | 13 228 504 |
| Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | FAS | 79 360 000 | 36 450 000 | - | 103 634 808 | -12 175 192 | 63 513 571 | 36 450 000 | 114 265 523 | 14 301 952 |
| INFRA | INFRA | 18 000 000 | - | - | 8 545 452 | -9 454 548 | 21 422 115 | - | 16 924 669 | -4 497 446 |
| Total | | 300 470 000 | 47 760 000 | - | 303 625 747 | -44 604 253 | 257 772 351 | 47 760 000 | 330 914 732 | 25 382 381 |

5.2 - Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | CODE | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectation 2023 | Total | Engagement 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|---|-------|----------------|-------------------------|------------------|-------|------------------------|----------------|
| Activités opérationnelles (AOP) | AOP | - | - | - | - | - | - |
| Dépenses hors dotation budgétaires (DHDB) | DHDB | - | - | - | - | - | - |
| Environnement des programmes d'armement (EPA) | EPA | - | - | - | - | - | - |
| Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | FAS | - | - | - | - | - | - |
| INFRA | INFRA | - | - | - | - | - | - |
| Total | | - | - | - | - | - | - |

5.3 - Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | CODE | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|---|-------|---------|----------------|----------|-----------|--------|--------|-------|--------|
| | | | RàP à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| Activités opérationnelles (AOP) | AOP | PLF | 23,11 | 15,20 | 15,88 | 15,50 | 6,03 | 0,90 | 38,31 |
| | | PLR | 13,15 | 18,42 | 18,91 | 12,54 | 0,02 | 0,09 | 31,57 |
| Dépenses hors dotation budgétaires (DHDB) | DHDB | PLF | 4,49 | 10,11 | 10,11 | 4,49 | 0,00 | 0,00 | 14,60 |
| | | PLR | 7,26 | 13,20 | 8,79 | 5,81 | 0,00 | 5,86 | 20,46 |
| Environnement des programmes d'armement (EPA) | EPA | PLF | 231,05 | 187,91 | 161,88 | 109,16 | 75,52 | 72,40 | 418,96 |
| | | PLR | 236,69 | 159,83 | 172,02 | 118,55 | 48,60 | 57,34 | 396,51 |
| Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | FAS | PLF | 124,58 | 79,36 | 113,82 | 64,15 | 21,17 | 4,81 | 203,94 |
| | | PLR | 105,68 | 103,63 | 114,27 | 71,41 | 18,55 | 5,10 | 209,31 |
| Infrastructure de défense (INFRA) | INFRA | PLF | 27,61 | 18,00 | 22,70 | 13,06 | 7,91 | 1,94 | 45,61 |
| | | PLR | 31,31 | 8,55 | 16,92 | 11,27 | 6,75 | 4,90 | 39,85 |
| Total écarts | | | -16,77 | -6,95 | 6,53 | 13,23 | -36,72 | -6,76 | -23,72 |

ACTION

12 – Parts étrangères et programmes civils

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|------------------|------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 12 – Parts étrangères et programmes civils | | 1 974 703 | 0 | | | 0 |
| 12.96 – Parts étrangères | | | 0 | | 91 570 038 | 0 |
| 12.97 – Programmes civils | | -278 322 | -278 322 | | 88 260 651 | 88 260 651 |
| | | 2 253 024 | 2 253 024 | | 3 309 387 | 0 |
| | | | | | | 3 309 387 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|------------------|----------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | | 381 927 | | 85 210 801 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | | 381 927 | | 85 210 801 |
| 12.96 – <i>Parts étrangères</i> | | -294 118 | | 82 601 414 |
| 12.97 – <i>Programmes civils</i> | | 676 045 | | 2 609 387 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | | 1 592 776 | | 6 359 237 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | | 1 190 937 | | 3 909 613 |
| 12.96 – <i>Parts étrangères</i> | | -411 603 | | 3 909 613 |
| 12.97 – <i>Programmes civils</i> | | 1 602 540 | | |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 401 839 | | 2 449 624 |
| 12.96 – <i>Parts étrangères</i> | | 427 399 | | 1 749 624 |
| 12.97 – <i>Programmes civils</i> | | -25 560 | | 700 000 |
| Total | | 1 974 703 | | 91 570 038 |

SOUS-ACTION

12.96 – Parts étrangères

grands projets

Cette sous-action regroupe les financements étrangers pour les opérations co-financées avec la France. La part financée par la loi de finance initiale (LFI) est présentée dans les autres actions du programme.

De par sa nature, elle n'est pas dotée en LFI. Les crédits nécessaires sont mis en place en cours de gestion sur le programme « Équipement des forces » par les pays concernés. Les crédits transférés les années de gestion précédentes et non consommés sont reportés sur l'année suivante.

Elle contient actuellement les opérations :

- au profit de la Grande-Bretagne, de production et de modifications décidées en commission internationale de modification d'hélicoptères SA 330 PUMA et SA 341 Gazelle britanniques ;
- les dépenses financées par l'Allemagne dans le cadre de la création du centre de formation et d'entraînement de l'unité aérienne binationale franco-allemande C130J.

ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|------------------|------------|---------------------------------------|------------------------------|-------------------------------|---|------------|---------------------------------------|---------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)- (1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/ prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OB | Parts étrangères | - | - | - | 1 113 990 | 1 113 990 | - | - | 88 260 651 | 88 260 651 |
| | Total | - | - | - | 1 113 990 | 1 113 990 | - | - | 88 260 651 | 88 260 651 |

Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|------------------|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| OB | Parts étrangères | 12,71 | - | - | 12,71 | - | 12,71 |
| | Total | 12,71 | - | - | 12,71 | - | 12,71 |

Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------|------------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|------|-------|--------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | |
| OB | Parts étrangères | PLF | - | - | - | - | - | - | - |
| | | PLR | 120,83 | 1,11 | 88,26 | 23,72 | 4,84 | 5,12 | 121,95 |
| | Total écarts | | 120,83 | 1,11 | 88,26 | 23,72 | 4,84 | 5,12 | 121,95 |

De par sa nature, cette sous action n'est pas dotée en LFI.

Fonds de concours et attributions de produits

| Niveau | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
|-------------|---------------|--------------|--|
| Sous-action | - | 82 281 903 | 82 281 903 |

SOUS-ACTION

12.97 – Programmes civils

grands projets

Cette sous-action regroupe les financements, hors délégation de gestion, issus d'autres programmes budgétaires nationaux hors mission Défense pour les opérations réalisées en partenariat avec ceux-ci. La part P146 financée par la LFI est présentée dans les autres actions du programme.

De par sa nature, cette sous-action n'est pas dotée en LFI. Les crédits nécessaires sont mis en place en cours de gestion sur le programme « Équipement des forces » par transferts de crédits entre programmes LOLF.

Cette sous-action regroupe principalement les dépenses au profit de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC), du secrétariat général pour la défense et la sécurité nationale (SGDSN) et de la direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN).

Les besoins du SGDSN portent sur l'acquisition de produits de sécurité de haut niveau, dont les téléphones chiffrant nouvelle génération, les chiffreurs, les produits de sécurité et les MCO (maintien en condition opérationnelle) associés dans le cadre des opérations MOBS, BABYLONE, PMPS IP et TEOREM.

L'ANSSI (Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information) intervient dans le co-pilotage des projets et désigne un officier de programme pour l'interministériel.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------------|---------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|---------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OB | Programmes civils | - | - | - | 4 052 154 | 4 052 154 | - | - | 3 055 340 | 3 055 340 |
| | Total | - | - | - | 4 052 154 | 4 052 154 | - | - | 3 055 340 | 3 055 340 |

Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--------|-------------------|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|----------------|
| OB | Programmes civils | 1,56 | - | - | 1,56 | -0,40 | 1,96 |
| | Total | 1,56 | - | - | 1,56 | -0,40 | 1,96 |

Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | | Paiements | | | |
|--------|-------------------|---------|--------------------------------|----------|------|-----------|------|-------|-------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OB | Programmes civils | PLF | - | - | - | - | - | - | - |
| | | PLR | 15,69 | 3,65 | 3,06 | 5,51 | 5,68 | 5,09 | 19,34 |
| | Total écarts | | 15,69 | 3,65 | 3,06 | 5,51 | 5,68 | 5,09 | 19,34 |

De par sa nature, cette sous action n'est pas dotée en LFI.

COÛTS SYNTHÉTIQUES

5.1 - Tableau des autorisations d'engagements et crédits de paiement de l'année 2023 (en M€)

| Niveau | OS | AE | | | | | CP | | | |
|--------|--|------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|------|--------------------------|--------------|------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5=3+4-1-2 | 1 | 2 | 3 | 4=3-1-2 |
| OP | dépenses hors dotations budgétaires (DHDB) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5,17 | 5,17 | 0,00 | 0,00 | 91,32 | 91,32 |
| | Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5,17 | 5,17 | 0,00 | 0,00 | 91,32 | 91,32 |

5.2 - Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | AEANE fin 2022 | Retrait sur affectation | Affectation 2023 | Total | Engagement 2023 sur TF | AEANE fin 2023 |
|--|----------------|-------------------------|------------------|-------|------------------------|----------------|
| dépenses hors dotations budgétaires (DHDB) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -0,40 | 14,67 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -0,40 | 14,67 |

5.3 - Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opération | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------------|--|---------|----------------|----------|-----------|--------|--------|--------|---------|
| | | | RàP à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OS | dépenses hors dotations budgétaires (DHDB) | PLF | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | PLR | 136,52 | 4,76 | 91,32 | 29,23 | 10,52 | 10,21 | 141,28 |
| Total écarts | | | -136,52 | -4,76 | -91,32 | -29,23 | -10,52 | -10,21 | -141,28 |

ACTION

13 – Soutien à l’effort de défense de pays tiers

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|---------------|--------------------|---------------------|---------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 13 – Soutien à l’effort de défense de pays tiers | | 114 011 673 | 114 011 673 | | 201 058 662 | 201 058 662 |
| | | | 0 | | | 0 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | | 42 960 473 | | 35 790 508 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | | 42 960 473 | | 35 790 508 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | | 1 051 200 | | 525 600 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 1 051 200 | | 525 600 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | | 70 000 000 | | 164 742 554 |
| Transferts aux autres collectivités | | 70 000 000 | | 164 742 554 |
| Total | | 114 011 673 | | 201 058 662 |

I – CONTENU DE L’ACTION

La présente action a été créée à la fin de l’année 2022, postérieurement à l’élaboration du PAP 2023. Elle couvre pour partie le dispositif de soutien à l’Ukraine, et porte en particulier le fonds de soutien dont les objectifs sont :

- de permettre à l’Ukraine d’acquérir en France des équipements ou des prestations de défense et de sécurité sous couvert d’un accord intergouvernemental (AIG) ;
- ou de financer l’acquisition d’équipements ou de prestations par l’État français au profit de l’Ukraine.

Ce dispositif permet de soutenir le partenaire sans amputer la capacité opérationnelle des armées françaises.

II - ASPECTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Sans objet

III – ASPECTS FINANCIERS

Les crédits dédiés au dispositif ont été notamment ouverts par la loi de finances rectificative du 1^{er} décembre 2022, dont 100 M€ ont été engagés en 2022 et le reliquat (100 M€ en AE et 200 M€ en CP) a été reporté vers la gestion 2023.

Le fonds couvert par l'AIG, dont le plafond a été augmenté à 170 M€ par un amendement signé et entré en vigueur à Vilnius le 11 juillet 2023, porte l'essentiel des dépenses.

Les autres dépenses ont permis de financer des acquisitions et des prestations au profit de l'Ukraine.

3.1 - Autorisations d'engagement et crédits de paiement année 2023 (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-----------------------|---------|------------------------------|------------------------|-------------------------|--|---------|------------------------------|------------------|--|
| | | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Affectation sur TF (3) | Engagements hors TF (4) | Écart Utilisation / Prévisions (5)=(3)+(4)-(1)-(2) | LFI (1) | Prévision FDC/ADP du PAP (2) | Consommation (3) | Écarts Consommation/prévisions (4)=(3)-(1)-(2) |
| OB | Soutien de pays tiers | - | - | - | 114 011 673 | 114 011 673 | - | - | 201 058 662 | 201 058 662 |
| | Total | - | - | - | 114 011 673 | 114 011 673 | - | - | 201 058 662 | 201 058 662 |

3.2 – Tableau des autorisations d'engagements sur tranche fonctionnelle (en M€)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2022 | Retraits sur affectations | Affectations 2023 | Total | Engagements 2023 sur TF |
|--------|------------|----------------|---------------------------|-------------------|-------|-------------------------|
| | Total | - | - | - | - | - |

3.3 – Tableau des engagements et des paiements (en M€)

| Niveau | Opérations | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------|-----------------------|---------|--------------------------------|----------|-----------|-------|------|-------|---------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2022 | Eng 2023 | 2023 | 2024 | 2025 | >2025 | Total |
| OB | Soutien de pays tiers | PLF | - | - | - | - | - | - | - |
| | | PLR | 100,00 | 114,01 | 201,06 | 12,95 | - | - | 214,01 |
| | Total écarts | | 100,00 | 114,01 | 201,06 | 12,95 | - | - | -214,01 |

Les contrats au profit de l'Ukraine ayant été déclarés éligibles au titre de l'AIG et ayant fait l'objet d'un remboursement ont porté sur :

- des canons CAESAR ;
- des pièces de rechanges et outillages spécifiques pour canons CAESAR ;
- des munitions pour CAESAR ;
- un système radar Control Master 200 ;
- des ponts flottants motorisés.

Les engagements hors AIG ont porté notamment sur :

- la mise en configuration ou la remise en état de matériels avant cession gratuite ;
- l'acheminement vers l'Ukraine de matériels cédés ;

- des prestations de formation ;
- de la traduction de document technique ;
- voire, exceptionnellement, l'acquisition d'équipements en vue de cession (cas de micro-drones).

Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

| Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne (P144) | 27 120 | 27 120 | | | 22 400 | 22 400 |
| Transferts | 27 120 | 27 120 | | | 22 400 | 22 400 |
| ENSTA Paris - Ecole nationale supérieure de techniques avancées (P144) | 26 400 | 26 400 | | | 9 600 | 9 600 |
| Transferts | 26 400 | 26 400 | | | 9 600 | 9 600 |
| X - Ecole polytechnique (P144) | 12 000 | 12 000 | | | 24 000 | 24 000 |
| Transferts | 12 000 | 12 000 | | | 24 000 | 24 000 |
| SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine (P212) | | | | | 23 900 000 | |
| Transferts | | | | | 23 900 000 | |
| IHEDN - Institut des hautes études de Défense nationale (P129) | 96 910 | 96 910 | | | 95 303 | |
| Transferts | 96 910 | 96 910 | | | 95 303 | |
| CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (P172) | 21 499 000 | 21 499 000 | | | 24 810 000 | 18 718 400 |
| Transferts | 21 499 000 | 21 499 000 | | | 24 810 000 | 18 718 400 |
| CNES - Centre national d'études spatiales (P193) | 150 000 000 | 153 346 550 | | | | |
| Subventions pour charges de service public | 150 000 000 | 153 346 550 | | | | |
| Total | 171 661 430 | 175 007 980 | | | 48 861 303 | 18 774 400 |
| Total des subventions pour charges de service public | 150 000 000 | 153 346 550 | | | | |
| Total des transferts | 21 661 430 | 21 661 430 | | | 48 861 303 | 18 774 400 |

Note : les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023, leur réalisation 2022 est sans objet.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

EMPLOIS EN FONCTION AU SEIN DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| Opérateur | Réalisation 2022 Prévision 2023 Réalisation 2023 | ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes | ETPT rémunérés par les opérateurs | | | ETPT rémunérés par d'autres collectivités | |
|--------------|--|--|-----------------------------------|--------------|------------------------|--|----------------|
| | | | sous plafond * | hors plafond | dont contrats aidés | | dont apprentis |
| CEA - DAM | | 0 | 4 788 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 0 | 4 868 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 0 | 4 853 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | | 0 | 4 788 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 0 | 4 868 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 0 | 4 853 | 0 | 0 | 0 | 0 |

* Les emplois sous plafond 2023 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2023 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023

SCHÉMA D'EMPLOIS ET PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| | Prévision ETPT | Réalisation ETPT |
|------------------------------------|-------------------|---------------------|
| Emplois sous plafond 2023 * | 4 868 | 4 853 |

* Ces emplois sous plafond font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2023 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023

| | Prévision ETP | Réalisation ETP |
|------------------------------|------------------|--------------------|
| Schéma d'emplois 2023 en ETP | 0 | 0 |

Le plafond d'emploi 2023 du CEA/DAM, porté par le P146 depuis 2022, s'élève à 4 868 ETPT, à la suite notamment d'un transfert de 57 ETPT du plafond ministériel porté par le programme 212 « Soutien de la politique de la défense ».